

Édouard DOLLÉANS (1877-1954)

(1939)

*Histoire
du mouvement
ouvrier*

Tome II

1871-1936

Un document produit en version numérique par Jean-Claude Bonnier, bénévole,
professeur d'histoire et d'économie au Lycée de Douai, dans le département du nord de la France
Courriel: Jean-Claude.Bonnier@wanadoo.fr

dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
fondée dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Claude Bonnier, bénévole, professeur d'histoire et d'économie au Lycée de Douai, dans le département du nord de la France à partir de :

Édouard DOLLÉANS

Histoire du mouvement ouvrier

Tome II

**** 1871-1936**

édition originale : 1939

Édouard DOLLÉANS

Histoire du mouvement ouvrier (tome 2 : 1871-1936)

Paris, Librairie Armand Colin, 1948, 404 pages.

Collection Économies, sociétés, civilisations

Édition électronique réalisée à l'automne 2003 à partir du texte de la troisième édition (1948).

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 11 décembre 2003 à Chicoutimi, Québec.

Table des matières

Avant-propos de [1946](#)

Avant-propos de [1939](#)

Première partie : [Retours et anticipations \(1871-1905\)](#)

Chapitre I : [La renaissance du syndicalisme \(1871-1902\). Fernand Pelloutier](#)

Chapitre II : [Lénine, Trotsky et la Révolution de 1905](#)

Deuxième partie : [Les temps héroïques du syndicalisme](#)

Chapitre I : [Internationale politique ou internationale syndicale ? \(1889-1900-1909\)](#)

Chapitre II : [Victor Griffuelhes et la Charte d'Amiens \(1902-1908\)](#)

Troisième partie : [L'élan rompu par la guerre \(1909-1916\)](#)

Chapitre I : [La crise du syndicalisme français et l'approche de la guerre \(1909-1914\)](#)

Chapitre II : [L'Internationale ouvrière et la guerre \(1914-1915-1916\)](#)

Quatrième partie : [Guerre ou paix \(1917-1918\)](#)

Chapitre I : [Lénine et la Révolution d'octobre](#)

Chapitre II : [La paix américaine \(1917-1918\)](#)

Cinquième partie : [Démons de guerre et d'après-guerre \(1919-1933\)](#)

Chapitre I : [A la croisée des chemins les frères ennemis \(1919\)](#)

Chapitre II : [De la Troisième Internationale au fascisme \(1920-1933\)](#)

[La fin d'un monde](#)

[Index général](#)

Avant-propos 1946

« Que serait une humanité où la force brutale tiendrait lieu de force morale et qui aurait perdu avec le sens de la justice la notion de la vérité ? »

HENRI BERGSON

[Retour à la table des matières](#)

Cette nouvelle édition est une simple réimpression. Nulle étude n'a paru depuis 1939 qui oblige à des modifications notables. Et les événements n'ont fait que confirmer le sentiment et les conclusions de l'auteur. Ils ont mis en relief l'importance historique du mouvement ouvrier et le rôle décisif joué dans la résistance par la classe ouvrière française.

Je me réserve de décrire, dans un autre volume, ce nouvel acte de l'épopée du travail dont les journées de novembre 1831 ont été la première expression et « Vivre en travaillant ou mourir en combattant » le premier cri.

Dès à présent je tiens à rappeler que les militants de l'une et de l'autre zone étaient en parfait accord dans leur lutte contre l'envahisseur et contre un gouvernement décidé à briser toute renaissance et même toute survie du syndicalisme. Ils répondaient aux sentiments des travailleurs. Dans les profondeurs de leur conscience, ceux-ci se trouvaient en présence d'un choix entre la civilisation humaine et sa caricature, la pseudo-civilisation mécanique. L'existence des âmes fières et libres était en jeu.

Face au dessein nazi les travailleurs, dans leur existence quotidienne, les organisations syndicales et politiques, dans leur action clandestine, - aussi bien que les groupes de combat F.T.P. et F.F.I., - ont mené le combat contre l'occupant, combat qui a coûté à la CGT le sacrifice de sept mille de ses militants responsables fusillés et huit mille déportés. Et le syndicalisme peut être fier de la place qu'il a occupée dans l'organisation, l'unification de la résistance et dans la libération de 1944.

Le peuple de France pressentait ce que seraient « une humanité où la force brutale tiendrait lieu de force morale, et une société qui obéirait à un mot d'ordre mécaniquement transmis et qui réglerait sur lui sa science et sa conscience ».

« La Révolution sociale, a écrit Émile Pouget, ne s'accomplira pas, si l'on ne se rend pas compte de la grandeur de l'effort à accomplir, de la tâche considérable à laquelle on doit besogner sans cesse. »

La volonté de sacrifice qu'elle réclame de l'individu rend plus difficile la tâche des militants. D'abord parce que leur regard devra embrasser, par delà les motifs immédiats, les grandes causes profondes et leurs répercussions. Surtout, s'ils ne renoncent pas à leurs visées personnelles, ils n'auront pas la force d'entraîner les autres, par delà la paresse des petits calculs et les mobiles de l'égoïsme, jusqu'à la vision d'un intérêt général.

Dans la France victorieuse, mais épuisée, un effort immense, un courage de chaque instant, aussi urgent sinon aussi exaltant peut-être que l'héroïsme des combats, s'imposent à tous et singulièrement aux jeunes. Ceux-ci doivent appliquer une volonté tendue et tenace à édifier une société décidée à se libérer des fatalités qui l'assaillent.

Avant-propos 1939

[Retour à la table des matières](#)

« Il nous a fallu faire de l'histoire pour voir clair... » Ainsi s'exprimaient de jeunes enquêteurs que leur fervente équité avait amenés à éclairer leur route à la lumière de l'histoire.

L'histoire n'est pas un herbier dont les fleurs décolorées s'effritent. Elle est une forêt, coupée de jungles et de clairières, une forêt dont l'ombre tantôt protège tantôt écrase les jeunes pousses. L'histoire est actuelle, vivante.

Des événements contemporains, qui étonnent l'ignorance, ne sont que l'explosion de forces apparaissant soudain avec une puissance accrue par le temps qui en a contenu l'élan. Le mouvement ouvrier est semblable à ces sources qui cheminent dans le sol et restent invisibles sur un long espace de leur cours. L'élan des masses est en effet sujet à des périodiques découragements. L'œuvre interrompue doit être sans cesse reprise par les militants, plus lucides et plus obstinés que leurs frères. Par delà les déceptions et les reculs, leur persévérant courage a relié entre eux des efforts qui se heurtent aux circonstances économiques et à la résistance des individus dont l'incompréhension explique le manque d'équité.

Les militants ouvriers ont une importance non anecdotique, mais historique : ils incarnent les sentiments, les révoltes et les espoirs de tant d'obscurs travailleurs qui forment les masses laborieuses.

Les militants ouvriers ont été à la fois des interprètes et des créateurs ; car tout homme d'action n'est jamais ni complètement libre ni complètement esclave ; car il vit

dans son temps et de son temps ; mais, si son humanité est profonde, il découvre en elle la vision des lendemains possibles et entre lesquels il choisit.

La volonté du militant avait été trempée par les épreuves subies par lui ou par les siens ; elle empruntait sa vigueur au spectacle d'une misère humaine totale, parce qu'autant spirituelle que matérielle. Son action efficace s'inspire de son accord avec les masses. Mais parfois les militants doivent agir à contre-courant et dire courageusement aux masses des vérités qui les irritent.

Un récit objectif tient compte des conditions économiques et politiques ; mais, parce que sa force *vient de l'intérieur*, le mouvement ouvrier ne s'éclaire que *du dedans*. Le mystère de son histoire ne peut être attiré en pleine lumière que grâce aux humbles artisans de cette épopée.

L'erreur des écrivains a été d'abord de mettre l'accent sur les vedettes de l'histoire, puis de souligner la « primauté » des forces économiques et de présenter celles-ci comme « l'expression moderne de l'antique fatalité » (Joseph Calmette). L'historien doit se garder de ces deux excès. La technique du cinéma, comme l'étude des inventions, met en relief le fait que, de toute oeuvre qui dure, l'honneur se partage entre les camarades d'une équipe ; mais ce caractère collectif n'implique pas le renoncement à la personnalité. Tout au contraire, chacun a sa part ; celle-ci dépend de ce qu'il apporte.

En interrogeant les traces laissées par les militants ouvriers, en relisant leurs appels, leurs tracts, apparaissent les raisons des progrès qui marquent les étapes du mouvement ouvrier. Il existe en effet une littérature dispersée qui est l'oeuvre des obscurs. Pendant tout le XIX^{ème} siècle, des générations ouvrières se sont formées grâce à leur volonté de culture personnelle et sans que les institutions aient rien fait pour cela.

Utiliser le témoignage des militants, raviver leurs visages effacés, faire réentendre leurs voix, n'est-ce pas le plus sûr moyen de rendre à l'histoire ouvrière sa signification ? Expliquer les faits en peignant les hommes. Et dévoiler les raisons profondes en cédant souvent la parole aux artisans, connus ou obscurs, du mouvement.

A côté de ces militants, il serait injuste de ne pas rappeler deux penseurs qui ont proposé des méthodes nouvelles, permettant de cerner de plus près la réalité : Maxime Leroy (*La Coutume ouvrière*, 1913), et Emmanuel Lévy (*Les Fondements du droit*, 1896 à 1933, et sa préface à la thèse de Laurent, Lyon, 1913). Ils ont pressenti les transformations profondes qui échappaient à la cécité de leurs contemporains. Sans doute, dès 1905, la verve impulsive de Joseph Caillaux, dans un débat parlementaire, avait répliqué à Jaurès : « *C'est le Conseil d'État qui fera la révolution sociale.* » Cette réplique semble d'une étonnante actualité ; pourtant, elle n'a pas la même portée que les réflexions en fusées d'un Maxime Leroy ou d'un Emmanuel Lévy. Car elle est le signe d'une confusion entre la forme et le fond d'une révolution. Mais cette saillie souligne la part que prennent les juristes aux transformations du droit. Ce rôle apparaît aux époques de transition, où les formes ne traduisent plus la réalité sociale, lorsque la sève de l'arbre a fait craquer l'écorce. Un contraste évident existe entre le monde qui a changé et les individus surpris par des éclosions brusques : « Une civilisation naît au moment où les hommes sans génie croient qu'elle est perdue. » (Thomas MANN.)

Entre 1871 et 1936, l'histoire ouvrière est complexe, parfois déconcertante, sujette à des ascensions et à des chutes ; les unes et les autres ne se produisent pas toujours au même moment dans les différents pays - manque de synchronisme qui explique la faiblesse de l'internationalisme ouvrier.

Cette complexité, cette richesse, autant que les nécessités de l'édition, obligeaient à choisir parmi les événements psychologiques, économiques, politiques et autres. Ce choix, qui pourrait paraître arbitraire, a été guidé par la volonté de mettre en relief l'élan des masses et l'action des militants, c'est-à-dire la force collective et les forces individuelles. L'histoire ouvrière est souvent éclairée par certains traits de l'histoire politique ou générale. Une histoire du *mouvement* devait retenir de la *condition* et de la *législation* du travail les faits qui se rattachent étroitement au mouvement ouvrier.

A côté de cette sélection intentionnelle, deux omissions volontaires sont à signaler. Quelque importante qu'ait été l'influence de F. Roosevelt sur la transformation du syndicalisme américain, celle-ci n'est encore qu'amorcée en 1936. Pour une tout autre raison, la tragédie espagnole dépasse les étroites barrières des quelques pages qui auraient pu lui être consacrées. « *Il vaut mieux mourir debout que vivre à genoux.* » Ce cri de l'Espagne républicaine aurait dû révéler la grandeur d'un drame dont l'ampleur et la signification universelles n'ont pas encore été mesurées [en 1939]. Pourtant ce drame est tout proche de nous et les affreuses images que le cinéma offre à nos regards devraient hanter notre esprit. L'indifférence qui les accueille, et plus encore les jugements expéditifs par lesquels s'exprime une passion partisane révéleraient l'inhumanité de notre temps si la tragédie espagnole n'avait bouleversé certaines consciences ; si, par exemple, un Jacques Maritain, un Georges Bernanos n'avaient voulu... « *chasser le crime de cette ombre où il s'était tapi au pied de la croix* ».

L'indifférence à la souffrance des hommes et à leur aspiration vers une condition plus humaine ne donne pas le droit à un historien de se dire objectif. En face des luttes périodiques qui entrechoquent individus, groupes et nations, l'historien qui se veut objectif n'est pas condamné à un exposé résigné du fait accompli, des positions perdues ou acquises. L'historien *constate* les progrès et les reculs de la barbarie et de la culture. Aussi doit-il marquer les étapes du combat, préciser le conflit qui existe entre les *révolutions-puissance* et les *révolutions-capacité*, selon la forte expression de Proudhon.

De 1860 à nos jours, l'histoire ouvrière, vibrante de vie douloureuse, contraint aux examens de conscience. La flamme qui l'a animée a pu vaciller, mais ne s'est jamais éteinte. Elle disparaîtrait si, uniquement préoccupées de leurs intérêts matériels, les masses n'écoutaient plus la voix des militants. Ceux-ci doivent garder une valeur éminente par le travail, par leurs connaissances, par l'acharnement qu'ils ont mis à acquérir ce savoir, par l'énergie qu'ils mettent à faire entendre aux masses *la vérité virile* et par l'exemple que donne leur existence. Les militants n'ont pas cessé de répéter aux masses, aujourd'hui plus que jamais ils doivent leur redire ces vérités qui peuvent parfois leur déplaire en réclamant un effort sur soi et le souci de la responsabilité personnelle.

Les améliorations matérielles ne sont pas un but, mais une condition de conquêtes plus élevées : la culture et la capacité. Selon les expressions qui étaient coutumières à Eugène Varlin, à Pelloutier, à Merrheim, *la classe du travail* ne peut apporter à la société un élément de régénération, si elle n'affirme pas une supériorité morale, si elle n'a que des appétits et non des goûts et des aspirations. Tant que l'atelier absorbait toutes

les forces et toutes les heures de l'existence ouvrière, privée de ces loisirs « dont l'esprit et le cœur ont surtout besoin », l'objectif immédiat pouvait être l'amélioration de la condition matérielle. A présent, un souci exclusif de ces avantages temporels conduirait la classe du travail à partager cette soif de bien-être, cette vanité d'avoir raison même contre l'équité, ce penchant vers la sécurité somnolente et à tout prix garantie, cette paresse d'esprit qui sont les signes de la décadence actuelle. La classe du travail se détournerait de cette culture de soi-même, indépendante du savoir ; car elle est la condition d'une nouvelle jeunesse du monde. Sans ces vertus et sans cette volonté éducatrice, les obscurs ne pourront jamais gravir la route rude qui les mènera à leur plus haut destin.

Première partie

Retours et anticipations (1871-1905)

« Nous sommes les ennemis irréconciliables de tout despotisme moral ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures y compris celle du prolétariat, et les amants passionnés de la culture de soi-même. La mission révolutionnaire du prolétariat éclairé est de poursuivre plus méthodiquement, plus obstinément que jamais, l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes fiers et libres »

FERNAND PELLOUTIER (1^{er} mai 1895)

Chapitre premier

La renaissance du syndicalisme (1871-1902) Fernand Pelloutier

« En France (en 1878) la classe ouvrière, si active en 1869, se trouve dénuée de toute organisation propre. C'est ainsi protégée que la plus bourgeoise des républiques installera son pouvoir... [A l'Exposition] il est entendu qu'on ne parlera pas des problèmes de la classe ouvrière. »

DANIEL HALÉVY

[Retour à la table des matières](#)

Le 22 mai 1871, Thiers, chef du pouvoir exécutif, déclare à l'Assemblée Nationale : « Nous avons atteint le but. L'ordre, la justice, la civilisation ont enfin remporté la victoire » ; il télégraphie aux préfets : « Le sol est jonché de leurs cadavres ; ce spectacle affreux servira de leçon. »

La répression de la Commune a été en effet implacable ; elle a fait plus de cent mille victimes. Au lendemain de la Commune, les militants ont été frappés, fusillés, proscrits ; les organisations ouvrières, déjà désorganisées par la guerre, paraissent avoir disparu. Les lois semblent insuffisantes pour achever l'œuvre que s'était proposée le chef du pouvoir exécutif. Aussi, le 14 mars 1872, afin de donner aux pouvoirs publics de nouvelles armes, l'Assemblée Nationale vote-t-elle une loi punissant l'affiliation à l'Internationale de peines diverses : amende, prison, privation des droits civils et civiques, surveillance de la haute police.

Dans les intentions des législateurs de 1872, la loi du 14 mars n'avait pas seulement pour objet la répression de la Première Internationale, mais « la protection des populations ouvrières » contre les grèves auxquelles ces populations peuvent se laisser en-

traîner, lorsque la grève est « le résultat d'une mauvaise pensée, le résultat d'un complot contre l'ordre social » (discours de Depeyre à l'Assemblée Nationale, 6-7 mars 1872).

En 1872, en effet, la Première Internationale n'était plus que l'ombre d'elle-même¹. En juillet 1876, la Conférence de Philadelphie adopte la proposition de suspendre pour un temps indéterminé l'Association Internationale des Travailleurs ; elle marque, par cette résolution, la disparition de la Première Internationale, qui ne survit jusqu'en 1880 que dans les sections encore vivantes de cette Fédération Jurassienne, exclue depuis quelques années déjà par le Conseil Général de l'Internationale². Si le Bulletin de la Fédération Jurassienne nous apprend la création de nouvelles sections, ces sections ne sont pas des groupements ouvriers, mais des groupes purement révolutionnaires. Les hommes qui y participent sont de tempéraments si opposés qu'ils formeront, quelques années après, des mouvements antagonistes : le guesdisme et l'anarchisme.

La loi du 14 mars 1872 révèle la volonté qu'ont les autorités de prévenir par la peur la reconstitution du mouvement ouvrier en France, tel qu'il s'est développé de 1864 à 1870. Car l'Assemblée Nationale et son pouvoir exécutif n'ont pas la tolérance qu'a montrée le Second Empire vis-à-vis des organisations ouvrières. Pendant un certain temps, la crainte qui pèse sur les ouvriers les empêche de reconstituer leurs organisations : « L'œil de l'état de siège les guettait. Au moindre de leurs mouvements ils étaient cités devant un conseil de guerre. » (Barberet.)

Lorsque, le 28 août 1872, vingt-trois associations ouvrières se hasardent à créer un cercle de l'Union Syndicale Ouvrière, ce cercle est dissout par le préfet de police, bien que ses statuts aient limité son activité à l'enseignement professionnel, au progrès moral et matériel des travailleurs ; mais le préfet de police se défie de tout groupement réunissant les Chambres syndicales, car, dit-il à Barberet, « il est bon de prévoir ce qu'elles pourraient amener dans l'avenir ». L'année suivante, l'Assemblée Nationale repousse une proposition de Tolain demandant un crédit afin d'envoyer une délégation ouvrière à l'Exposition Universelle de Vienne³. En 1874, à Lyon, l'Union des Ouvriers sur Métaux est, elle aussi, condamnée.

En même temps qu'elle adoptait la loi du 14 mars 1872, l'Assemblée Nationale décidait de nommer une Commission d'enquête sur les conditions du travail en France ; les séances de la Commission commencent le 3 mai 1872 et se terminent le 27 décembre 1875⁴. La Commission envoie trois questionnaires en 2.000 exemplaires ; elle reçoit 402 réponses dont 32 de chambres de commerce, 31 de chambres consultatives, 12 de conseils d'hygiène, 327 d'employeurs industriels. On consulte les comices agricoles, les préfets, les conseils de prud'hommes. Seuls, les salariés sont absents de cette enquête ; on ne songe même pas à interroger ceux qui ont pu connaître, d'une façon plus proche, la condition

¹ Cf. t. I de l'*Histoire du mouvement ouvrier*, partie VI, chapitre n, pp. 315-360.

² Le dernier congrès de la Fédération Jurassienne est le Congrès Régional de La Chaux-de-Fonds (9-10 octobre 1880).

³ Pourtant, grâce aux souscriptions ouvertes par des journaux, 105 délégués ouvriers se rendent à Vienne. Rapports publiés en 1874, 1875, 1876.

⁴ Rapport Ducarre (1875). Archives Nationales, C. 30 18-3026. Les procès-verbaux de la Commission d'enquête sont classés en 4 volumes : 1° séances du 3 mai au 11 juillet 1872, dépositions ; 2° dépositions du 11 juillet 1872 au 23 janvier 1873 ; 3° dépositions 1873 (dont celles de Devinck, Mame, Leroy-Beaulieu, Michel Chevalier) ; 4° dépositions. Le rapport général de Louis Favre se trouve dans les 3^{ème} et 4^{ème} volumes.

ouvrière. Presque le seul, Audiganne, qui vient de publier ses *Mémoires d'un ouvrier de Paris*, est entendu par la Commission d'enquête.

La timidité avec laquelle les ouvriers tentaient de reconstituer leurs Chambres syndicales ne doit pas laisser de doute sur leurs sentiments : ils avaient peur ; mais cette crainte n'avait rien effacé de leur esprit. Entre 1871 et 1878 reparaît un état d'esprit qui avait déjà existé au lendemain du coup d'État du 2 décembre 1851¹. Pendant ces premières années de la frêle III^{ème} République, le feu couve sous la cendre des organisations ouvrières détruites. En l'absence même des militants traqués et en dépit d'une police guettant tout geste révélateur, un certain nombre d'ouvriers conservent une « espèce de croyance, de religion politique », dont la crainte est impuissante à les guérir. Ces sentiments attendront les années 1880 pour se manifester ouvertement ; mais, dès les lendemains de la Commune, ils existent dans la profondeur des cœurs ouvriers. Parmi les classes dirigeantes, seuls quelques rares esprits étaient assez subtils et assez détachés pour se rendre compte du réel état d'âme des populations ouvrières. Deux d'entre eux, qui ont eu cette intuition, méritent d'être cités : Gaston de Saint-Valry, *le conservateur hérétique*², et Michel Chevalier. « L'obstacle que vous reconnaissez, déclarait Chevalier devant la Commission d'enquête, est principalement celui des passions dont un déplorable concours de circonstances a rempli le cœur d'une partie des populations ouvrières, de cette partie qui mène tout le reste... »

Le concours de circonstances, c'est la guerre, la Commune ; les passions dont est rempli le cœur des populations ouvrières, ce sont les sentiments secrets des militants ouvriers.

Pendant les premières années de la III^{ème} République le mouvement ouvrier est caractérisé par un double fait. D'abord, la modestie et même la timidité de sa première renaissance, au Congrès de Paris, en 1876, et au Congrès de Lyon, en janvier 1878. Ces deux premiers congrès sont organisés par d'obscurs délégués ; leurs résolutions s'inspirent d'un esprit mutuelliste, coopératiste et réformiste. Puis, brusquement, à l'occasion de l'Exposition Universelle de 1878, en septembre, la tentative avortée d'une conférence internationale va mettre en relief la personnalité de Jules Guesde ; les doctrines collectivistes vont triompher, à une énorme majorité, au Congrès ouvrier socialiste de Marseille, en octobre 1879. Le Congrès de Marseille diffère, par sa composition, des deux premiers congrès uniquement ouvriers : il réunit à la fois des représentants des organisations ouvrières et des délégués des groupes socialistes nouvellement formés. La forte personnalité de Jules Guesde domine le Congrès de Marseille. Guesde cherche à établir une union indissoluble entre le mouvement ouvrier et le mouvement socialiste. Aussi, pendant cette période, existe-t-il un certain parallélisme entre l'histoire du mouvement ouvrier et celle du mouvement socialiste. Mais cette union est troublée par des divisions qui, en morcelant les partis socialistes, divisent les organisations ouvrières.

La tentative de Guesde a pu successivement servir, puis desservir l'essor du mouvement ouvrier. La timidité faite de crainte qui, jusqu'en 1878, paralysait le mouvement ouvrier, l'énergie de Guesde l'a transformée en une volonté d'action et d'organisation. En voulant subordonner aux formes politiques de l'action les syndicats ouvriers,

¹ Histoire du mouvement ouvrier, t. 1, pp. 256 à 262.

² Le qualificatif est de Robert Dreyfus, dans une étude de *La Revue de Paris*, 15 novembre 1937. DANIEL HALÉVY avait déjà noté tout ce que Saint-Valry a du conservateur anglais, espèce si rare en France. Cf. *La République des Ducs*, Paris, Grasset, 1937.

Guesde provoque de la part des organisations ouvrières des résistances et, peu à peu, une volonté d'indépendance absolue.

La volonté de soumettre les syndicats à un parti politique a eu, de 1880 à 1890, un effet certain. Elle a été la cause d'une éclipse des grands militants ouvriers¹ ; cette éclipse s'explique aussi par l'évolution que subit la structure de la France entre 1871 et 1902.

De 1871 jusqu'après l'Exposition Universelle de 1878, la classe ouvrière ne compte pas : « ... La France est encore, par sa légende et l'idée qu'elle se fait d'elle-même, un pays d'artisans et de paysans. »

Dans la consolidation de la République, c'est la paysannerie qui a joué le rôle décisif. La classe ouvrière apparaît à peine ; elle est mise à l'écart par ceux-là mêmes, parmi les républicains radicaux, qui s'imaginent être les démocrates les plus sûrs, les républicains les plus intransigeants. L'année qui précède l'Exposition Universelle, les républicains ne font pas appel à l'appui de la classe ouvrière pour assurer le triomphe de la République. En 1877, les radicaux parlent bien de donner, dans la future Exposition de 1878, un rôle important aux problèmes ouvriers, mais « il n'y a là que paroles. Les effets n'en paraîtront pas. Il est au contraire entendu qu'on ne parlera pas des problèmes de la classe ouvrière². »

La victoire républicaine n'a pas été obtenue, même partiellement, grâce au concours de la classe ouvrière ; celle-ci ne profitera qu'indirectement de cette victoire, grâce aux garanties qu'offrent les libertés politiques. Gambetta, la grande vedette politique de l'heure, emploie une expression, « le peuple », qui est le signe d'une confusion. Pas un instant il ne songe à la classe ouvrière, mais à la France, pays des petits ateliers et des petits domaines ; Gambetta veut parler de la nouvelle couche sociale bourgeoise³ : petits avocats, avoués, médecins, pharmaciens, vétérinaires, marchands.

Cette nouvelle couche ne diffère des anciennes classes dirigeantes qu'au point de vue politique : elle garde mêmes croyances, même fidélité au Code civil. C'est la même société qui se continue ; et, si la législation va introduire des limitations au droit de propriété, celles-ci ne transformeront pas d'une façon profonde les relations entre les individus. Ces rapports resteront contractuels, individualistes. Il faudra cinquante ans encore pour que, en dépit des lents progrès de la législation du travail, l'édifice juridique se lézarde et qu'un jour s'insinue la notion neuve des besoins humains et du salaire vital⁴.

¹ « Avant Pelloutier des militants avaient déjà accompli une Oeuvre considérable d'organisation ouvrière », dit A. Zévaès, et il cite Jean Dormoy à Montluçon, Basly dans le Bassin d'Anzin, Carrette et Delory à Roubaix et à Lille, Pédron à Reims, J.-B. Clément dans les Ardennes. Mais ceux-ci étaient plutôt des militants politiques que des militants syndicalistes. Cf. le débat du 13 mai 1937, dans le Bulletin 5 de la Société d'Histoire de la III^{ème} République, débat auquel Zévaès a apporté une très intéressante contribution.

² DANIEL HALÉVY, *La République des Ducs*, pp. 334, 335, 339. - Voir aussi *La Fin des Notables*, Grasset éd., 1930.

³ « De même qu'en 1830 il s'était formé une nouvelle bourgeoisie, il s'est constitué aujourd'hui, en province, une nouvelle couche sociale bourgeoise qui dépossède, à son tour, celle de 1830. Si on perd de vue ce phénomène d'ascension des couches nouvelles, on ne comprendra rien au mouvement actuel » (SAINT-VALRY, 26 mai 1877).

⁴ cf. loi du 11 mars 1932 sur les Allocations familiales.

Période de transition pendant laquelle la proportion des travailleurs de la grande industrie va s'élever au détriment de la population artisanale ; mais les survivances politiques et sociales resteront prédominantes. Sous la frondaison des arbres centenaires, il sera difficile d'apercevoir les tiges fragiles des neuves floraisons.

En 1878, la classe ouvrière n'apparaît pas parmi les forces dont dépend l'opinion publique ; et, sauf quelques rares exceptions, les républicains démocrates l'ignorent.

I

Un premier congrès ouvrier se tient à Paris du 2 au 10 octobre 1876 ; son président, Chabert, prend l'engagement, à la séance d'ouverture, que le Congrès restera sur le terrain purement ouvrier, économique et corporatif. Le Congrès revendique pour les seules ouvrières la journée de huit heures, la suppression du travail de nuit dans les manufactures et l'égalité du salaire. Le Congrès réclame aussi l'organisation de retraites pour les vieux, mais avec l'aide des chambres syndicales et sans l'intervention de l'État. La plus hardie de ses revendications est l'éducation nationale, professionnelle et gratuite à tous les degrés. Pourtant, le Congrès de Paris affirme déjà une tendance qui va se développer dans les années suivantes : il adopte à l'unanimité le principe de la candidature ouvrière¹.

Tandis que le Congrès de Paris recueille les éloges de la presse conservatrice², il est violemment attaqué par les réfugiés de Londres qui, en signe de protestation, publient un manifeste *Les Syndicaux et leur congrès*.

Par contre, le Bulletin de la Fédération Jurassienne reconnaît que le Congrès de Paris reste un « *fait important... parce qu'en lui-même et indépendamment de tout le reste, le seul fait d'avoir réuni des ouvriers en congrès à Paris est une bonne chose* »... Et Jules Guesde, dans *Les Droits de l'homme*, le 15 octobre 1876, écrit :

Que l'on ait vu le Congrès avec sympathie ou avec effroi, amis ou ennemis ont été à peu près unanimes à reconnaître son importance... C'était la première fois qu'il était donné au prolétariat de faire entendre sa voix... La première parole des délégués, leur premier acte, avant même de parler et d'agir, a été pour se séparer, pour se distinguer de tous les partis politiques existants, en excluant de leurs délibérations tout ce qui n'était pas travailleur manuel, délégué de travailleurs également manuels.

Un second congrès ouvrier se tient à Lyon, le 28 janvier 1878. Ses résolutions et ses tendances sont semblables à celles du Congrès de Paris. La majorité des délégués reste attachée aux tendances corporatistes, mutuellistes, coopératistes.

Grâce au développement des chambres syndicales, Guesde espère organiser un parti ouvrier socialiste ; il entend utiliser deux des décisions du Congrès de Lyon : les congrès ouvriers, dont on a décidé la périodicité, et la Conférence internationale, que les syndicats parisiens ont reçu mission d'organiser à l'occasion de l'Exposition Universelle. Quelques semaines avant le Congrès de Lyon, Jules Guesde vient en effet de créer le premier journal nettement socialiste, *L'Égalité*, dont le premier numéro paraît le 18 novembre 1877. Jusqu'au Congrès de Saint-Étienne (septembre 1882), Jules Guesde va exercer sur le mouvement ouvrier en France une influence dominante, qui s'explique par sa puissante personnalité. Jules Guesde a compris la force que représente la classe ouvrière, et, cette force, il a voulu la transfuser dans le parti socialiste ; mais il n'a pas eu, comme Jaurès, l'intuition que cette force débordait les cadres d'un parti. Enfin, Jules

¹ Déjà revendiquée sous le Second Empire. Cf. *Histoire du mouvement ouvrier*, t. 1, pp. 279 à 281.

² Le Figaro : « Le Congrès fait l'effet d'être dirigé par des hommes sages... » ; La Défense : « Tout ce monde, je vous l'assure, avait digne tenue et grand air. On se sentait au milieu de bons, braves et honnêtes gens... », etc.

Guesde a compris la nécessité du contact international ; mais, oubliant que la Première Internationale avait été d'abord et avant tout ouvrière¹, il tentera de faire rentrer l'internationalisme ouvrier dans l'armature étroite d'une Internationale politique.

Jules Guesde, étudiant républicain, mais non encore socialiste, est condamné en 1871 pour avoir exprimé ses sympathies pour la Commune. Il part pour l'exil et revient en France à l'automne de 1876. A Paris, un réfugié allemand, Hirsch, le met en relations avec Bebel et Liebknecht. Lorsqu'il fonde *L'Égalité*, journal hebdomadaire, il veut en faire une feuille internationale ; il s'assure la collaboration de Bebel, de Liebknecht, comme aussi de César de Paepe, qui a participé aux congrès de la Première Internationale. Et, le 9 juin 1878, *L'Égalité* publie une adresse des socialistes français aux socialistes allemands réunis en congrès à Gotha.

Jules Guesde est capable de concevoir grand ; mais ses qualités éminentes sont l'honnêteté et la pureté de son caractère : « Une grande humanité et dignité dans la vie, dit de lui Paul Alexis... Très fier, n'ayant jamais fait de tort à personne, malgré sa nombreuse petite famille. Crèverait de faim plutôt que d'entrer dans un journal suspect... »

Guesde est de médiocre santé, menacé d'une maladie nerveuse. Mais il a une volonté de fer, et c'est elle qui le soutient dans sa mission de propagandiste. Il parcourt la France, multiplie les conférences ; et si, dans ses discours, il n'est pas un grand orateur, il supplée aux dons qu'il n'a pas par une conviction passionnée : « Une voix chaude, déchirante et criarde... Toute une gesticulation passionnée des bras... Un peu hirsute, courbé et toussotant². » Car, si les foules françaises aiment l'éloquence naturelle, elles sont sensibles aussi à la force morale qui triomphe des moyens physiques.

À une période où l'action des républicains ignorait la classe ouvrière, Guesde a su galvaniser quelques jeunes hommes et faire entendre une voix nouvelle, dont *L'Égalité* était l'organe. Mais la diffusion de *L'Égalité* est limitée à un cercle étroit, aux étudiants du Quartier Latin ; la candidature d'Émile Chausse, le 6 janvier 1878, n'obtient que 391 voix. L'occasion qui permet à Guesde d'étendre son influence est le projet confié à quelques syndicats parisiens de réunir une conférence internationale à Paris pendant l'Exposition Universelle.

Le Cabinet Dufaure interdit la conférence internationale ouvrière. La majorité des délégués se résignent ; mais une minorité proteste contre l'interdiction par sa présence à la salle de la rue des Entrepreneurs : le 15 septembre, 38 délégués sont arrêtés et, le 24 octobre, Jules Guesde prononce leur défense collective devant le tribunal. Cette défense, propagée sous forme de brochure, « fournit un premier aliment aux jeunes fortes têtes, aux jeunes cœurs passionnés qui, çà et là, dans les faubourgs, rêvaient d'une autre société et d'une autre justice³ »...

Ce ne sont plus seulement des intellectuels qui signent le manifeste de Guesde, répandu à un million d'exemplaires. Ce manifeste, qui porte 500 signatures, est signé par des ouvriers de province ; par ces artisans de Paris, tailleurs, mécaniciens, corroyeurs,

¹ Voir *Histoire du mouvement ouvrier*, t. 1, pp. 226 et suiv.

² Zola, qui l'a entendu et a eu plusieurs entretiens avec lui, lorsqu'il préparait la documentation de *La Terre*. Cf. *Commune, février 1937* : Zévaès, Emile Zola et Jules Guesde.

³ DANIEL HALÉVY ajoute : « Leur jour viendra » (*République des Ducs*, p. 335).

bijoutiers, aiguiseurs, imprimeurs, etc., qui avaient formé les cadres de la Première Internationale.

Jules Guesde s'est rendu compte de la position qu'occupe la paysannerie dans la structure de la France, et du rôle qu'elle a joué dans la paysannerie de la classe ouvrière. Dans le manifeste il donne une large place aux « intérêts et aux droits » des classes paysannes et des petites classes moyennes. Jules Guesde fait appel à la fois aux prolétaires industriels et agricoles, aux paysans propriétaires, aux petits industriels et aux petits commerçants :

Avec l'appropriation collective du sol, de la mine, de la manufacture abandonnés directement à votre activité créatrice, votre situation se trouve retournée : d'outils que vous étiez jusqu'alors, vous voilà hommes, propriétaires de tout le fruit de votre travail, c'est-à-dire aussi riches, aussi heureux que vous êtes misérables aujourd'hui, et maîtres d'augmenter votre bien-être en augmentant votre production...

Se tournant vers les paysans, Jules Guesde leur dit - et c'est là une vision, à cette date, originale, la prescience du bloc ouvriers-paysans-classes moyennes :

Vous que l'on prétend avoir été affranchis par la Révolution de 1789 et qui ne possédez que nominalement le lopin de terre que vous fécondez de vos sueurs - dépouillés que vous êtes par l'impôt, par l'hypothèque, par l'usure du plus clair de votre produit... - la nationalisation du sol livre à votre activité laborieuse la partie du sol actuellement détenue par les propriétaires qui ne cultivent pas eux-mêmes, en même temps qu'elle vous laisse, exempts de tout prélèvement - dans son intégrité - le fruit de votre travail. La terre, qui est votre passion, toute la terre vous appartient réellement, elle appartient à vos efforts associés.

Le congrès qui se tient le 23 octobre 1879 à Marseille a admis les délégués des cercles d'études sociales, à côté des représentants des associations ouvrières de 45 villes, et des anarchistes dont certains deviendront plus tard des anarcho-syndicalistes. Jean Grave est délégué par la Chambre syndicale des ouvriers cordonniers de Marseille.

Le Congrès décide l'organisation des travailleurs en parti de classe : « Avant toute chose, le prolétariat [doit] faire une scission complète avec la bourgeoisie. » Les représentants ouvriers devront s'abstenir de toute compromission, quelle qu'elle soit, avec tous les partis politiques.

Jules Guesde, au printemps de 1880, va à Londres, afin de soumettre à Karl Marx un projet de programme électoral qui est ratifié, en juillet, par la Fédération du Centre, réunie à Paris. Mais à peine l'union paraît-elle réalisée que déjà des scissions se produisent.

Entre le 14 et le 22 novembre 1880 se réunit au Havre le Congrès National, qui doit adopter l'ensemble du programme. Première scission : celle des groupements et chambres syndicales à tendances mutualistes et coopératistes. Puis une seconde scission : le départ des anarchistes ; une troisième, la formation de l'Alliance socialiste républicaine ; enfin une quatrième, préparée par Paul Brousse, qui fonde le parti possibiliste (Congrès de Saint-Étienne 25 au 30 septembre 1882). A partir de cette date, guesdistes et possibilistes (ou broussistes) deviennent acharnés adversaires.

Ainsi, entre 1880 et 1882, quatre scissions. Une cinquième devait se produire quelques années plus tard ¹ au sein de la Fédération des Travailleurs socialistes de France (possibilistes) : une rupture entre les opportunistes broussistes et les éléments ouvriers fidèles au socialisme et se groupant autour de Jean Allemane. Chacune de ces scissions a divisé les organisations ouvrières, qui se partagent entre le parti ouvrier guesdiste, la Fédération des travailleurs socialistes de France et le parti ouvrier socialiste révolutionnaire (allemaniste). Si bien que la division socialiste produit la désunion ouvrière.

II

Le syndicalisme révolutionnaire, qui, entre 1892 et 1914, entraîne le mouvement ouvrier, a ses origines dans la période de 1884 à 1892, lorsque les syndicats ouvriers paraissent subordonnés à la politique des partis.

Le syndicalisme révolutionnaire se définit positivement par un appel à la volonté des travailleurs ; il se caractérise par une double opposition : opposition aux partis politiques, opposition à l'État et aux gouvernements opportunistes et radicaux qui tentent d'assujettir par la législation le mouvement ouvrier.

Le 4 juillet 1876, une proposition de loi est présentée à la Chambre par un radical, Lockroy, - proposition tendant à la reconnaissance légale des syndicats professionnels, et encourageant les conventions collectives. Elle est vivement critiquée par le Congrès ouvrier de Paris, en octobre 1876. Le représentant de la Chambre syndicale des mécaniciens de Paris compare la proposition « à la loi sur les livrets, avec des circonstances aggravantes, à une loi de police d'un nouveau genre ». Et, en effet, la déclaration des noms et adresses de tous les membres du syndicat n'était pas exigée sous le régime de tolérance dont jouissaient les chambres syndicales ouvrières depuis le 30 mars 1868.

Le 30 mars 1878, une Commission est nommée par les délégués de 62 chambres syndicales ouvrières de Paris ; elle est chargée d'élaborer un projet exprimant l'opinion des ouvriers disposés à accepter une législation spéciale pour les associations professionnelles. Dans son projet, le 1^{er} juillet, la Commission demande que la seule déclaration exigible soit celle des statuts et du nombre des membres, et qu'à Paris la déclaration soit faite, non à la Préfecture de Police, mais à la Préfecture de la Seine.

Le gouvernement Jules Ferry dépose un projet de loi le 21 novembre 1880 ; à l'encontre du projet de la Commission ouvrière, ce nouveau projet conserve la déclaration obligatoire des noms et adresses des membres du syndicat ; il retire la faculté d'entrer dans le syndicat aux ouvriers étrangers et aux ouvriers français privés de leurs droits civils.

Le 15 mars 1881, le député Allain Targé présente son rapport. A cette date, dit celui-ci, il existe en France 138 associations patronales avec 15.000 affiliés et 500 chambres syndicales ouvrières, dont 150 à Paris, avec un effectif de 60.000 syndiqués.

¹ Au Congrès de Châtellerault (9-15 octobre 1890).

Le rapporteur Allain Targé réclame l'abrogation des articles 414, 415 et 416 du Code pénal ; il justifie ainsi cette abrogation :

Les mises à l'index, les proscriptions d'atelier sont... l'usage extrême et sans ménagements de la liberté d'association... D'ailleurs, nous avons souvent entendu parler des mesures d'intolérance prises d'accord contre des citoyens dont le travail est le seul gagne-pain, et non seulement par des chefs d'entreprise, par des administrations industrielles entre lesquelles l'entente secrète et à demi-mot est trop aisée, mais parfois même par des coteries locales, animées d'implacables passions politiques ; et la preuve de ces persécutions est trop difficile pour faire que l'action publique ne renonce pas à poursuivre chez les travailleurs ce qu'elle est impuissante à poursuivre plus haut. Il n'est pas bon de donner à la justice l'apparence de la partialité.

Après de longues discussions et une navette entre la Chambre et le Sénat, le projet de loi devient la loi du 21 mars 1884, qui abolit à la fois l'article 416 du Code pénal et la loi Le Chapelier du 14-27 juin 1791. Les syndicats professionnels peuvent désormais se constituer librement, sans l'autorisation du gouvernement, aux conditions suivantes : dépôt des statuts et indication des noms de ceux qui sont chargés de l'administration ou de la direction. Les administrateurs de syndicats doivent être français et jouir de leurs droits civils. Les syndicats ont le droit d'ester en justice et de posséder seulement les immeubles nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques et à des cours d'instruction professionnelle. Le 25 août 1884, Waldeck-Rousseau recommande, par une circulaire aux préfets, de prêter leur concours à l'organisation des associations professionnelles.

Lors de la première tentative faite par les syndicats ouvriers afin de se constituer en Fédération Syndicale à Lyon, en octobre 1886, la loi de 1884 est l'objet d'un débat ; le rapporteur Dumay critique vivement la loi : « Dans cette loi, tout est piège, c'est pourquoi nous n'en voulons pas. On parle de la modifier, à quoi bon modifier ce qui est foncièrement mauvais... Cette loi peut-elle, dans certains cas, rendre des services à la classe ouvrière ? Je crois qu'elle ne peut rendre des services qu'au gouvernement. »

Par contre, la loi est défendue par le délégué des tisseurs et le délégué des typographes, Ferra, qui représente l'Union des 34 Chambres syndicales des Bouches-du-Rhône : « Le principe de la loi est... le premier pas fait vers la réalisation des revendications ouvrières. » Ferra ajoute que, dans les Bouches-du-Rhône, la loi a permis aux syndicats ouvriers de se développer : sur 50 syndicats, 40 approuvent la loi, car ils espèrent que les militants, connus par le patronat pour leur activité syndicale, seront moins exposés à la répression patronale dans les syndicats légalisés que dans les autres.

Malgré ces arguments, le Congrès de Lyon condamne la loi de 1884 par 74 voix contre 29 et 7 abstentions. Et la majorité du Congrès de Lyon suit le rapporteur Dumay et rejette cette loi de « fabrication opportuniste qui n'est qu'un traquenard tendu aux travailleurs ».

Les partis socialistes, et notamment le parti ouvrier, ont une tendance à condamner la loi de 1884, *épée de Damoclès suspendue sur la tête des syndicats* (Jules Guesde).

Le 20 septembre 1887, Spuller, et, le 17 novembre 1891, Jules Roche, ministres du Commerce, refusent aux fonctionnaires le bénéfice de la loi de 1884 ; le 31 août 1892, Léon Bourgeois déclare : « Les fonctionnaires, en cherchant à peser sur le législateur, abuseraient de la parcelle d'autorité publique dont ils sont les dépositaires pour servir

leurs intérêts particuliers. » Mais, le 22 mai 1894, la Chambre des Députés donne son approbation à la distinction formulée par Arthur Fontaine, et déclare que « la loi de 1884 s'applique aux ouvriers et employés des exploitations de l'État aussi bien qu'à ceux de l'industrie privée ».

Le 8 février 1894, Jules Guesde dépose devant la Chambre des Députés une proposition de loi tendant à organiser le droit de grève. Dans l'exposé des motifs, Guesde écrivait :

La loi a reconnu, a dû reconnaître le droit de grève que ceux-là mêmes sont obligés d'admettre en théorie, qui s'efforcent de l'annuler dans la pratique. Mais elle ne l'a pas *organisé* ; et c'est à sa non-organisation, à l'état d'anarchie dans lequel il a été systématiquement laissé que doivent être attribués tous les désordres, toutes les violences auxquelles, du dedans et du dehors, il donne lieu ou sert de prétexte. Qui dit grève dit action ou inaction collective. On ne fait pas grève individuellement : un travailleur isolé qui se refuse au travail n'est pas un gréviste. La grève, c'est le refus collectif du travail, qu'il résulte des réclamations des salariés non satisfaits par les salariants ou des exigences des salariants non acceptées par les salariés. Elle est le droit collectif.

Le droit de grève ne peut donc être exercé que collectivement ; la loi des majorités doit régir la corporation. Cette loi des majorités, qui s'applique aux décisions des sociétés anonymes, doit s'appliquer à la grève. Et Jules Guesde propose que...

... lorsque éclate un différend entre les ouvriers d'une usine, d'une concession minière, d'un chantier, et leurs employeurs, une réunion générale ait lieu de ces *associés de fait* dans le travail : travail commun, misère commune, ne permettant qu'une défense commune : que le cas leur soit soumis et qu'après délibération, si la grève est déclarée, votée à bulletins secrets, elle devienne, de par la loi des majorités, obligatoire pour tous... La marche ou la continuation de la grève, du conflit désormais pacifique, sera réglée, comme sa fin, de la même façon, par le même procédé organique : la volonté de la majorité demandée au scrutin¹...

La proposition de Jules Guesde fut critiquée par certaines fédérations ouvrières, acceptée par d'autres et notamment par la Fédération des Mineurs.

La législation qui devait susciter la plus forte opposition ouvrière est celle que voulaient introduire, en 1899 et 1900, MM. Millerand et Waldeck-Rousseau. Un premier projet du 14 novembre 1899 a été repris ensuite par M. Millerand sous forme de proposition de loi, le 12 juin 1906 : il tendait à étendre la capacité des syndicats et notamment à les doter de la capacité commerciale. Le second projet, déposé par M. Millerand, est du 15 novembre 1900. Ce projet de loi créait des conseils d'usine, organisait l'arbitrage et réglementait la grève. Dans tout établissement d'au moins 50 ouvriers, le patron *pouvait* proposer aux ouvriers, au moment de l'embauche, de soumettre leurs différends éventuels à l'arbitrage. Lorsqu'un conflit éclatait, les délégués ouvriers, élus par tout le personnel ayant un certain temps de service, étaient reçus par le patron. En cas de désaccord, des arbitres étaient désignés de chaque côté, et le différend porté devant le Conseil régional du travail. La grève ne pouvait être décidée qu'en cas de refus du patron, si toutefois elle était votée par la moitié plus un des ouvriers représentant le tiers des électeurs appelés à

¹ « Plus de Ricamarie ! Plus d'Aubin ! Plus de Fourmies ! dissipé le cauchemar du sang français versé par des mains françaises, qui pèse aujourd'hui sur notre armée - devenue enfin nationale, c'est-à-dire consacrée exclusivement à la défense de la nation » (Exposé des motifs : *Le Mouvement socialiste*, le 7 juillet 1901). Cf. projets élaborés en janvier 1938 par le ministère Chautemps sur l'organisation démocratique de la grève.

désigner le Conseil d'usine. En ce cas, la grève était obligatoire pour tout le personnel ; mais le vote se renouvelait chaque semaine en vue de la continuation de la grève.

Les projets Millerand sont critiqués par les syndicalistes et dans leur esprit et dans leurs dispositions particulières. La capacité commerciale apparaît aux organisations ouvrières comme un moyen de détourner les syndicats de leur rôle essentiel ; la loi qui ferait du syndicat une société de commerce, d'industrie et d'échange serait *une loi de désorganisation syndicale et ouvrière*¹ :

La Fédération des Bourses du Travail, après avoir examiné les modifications à la loi du 21 mars 1884 proposées par le gouvernement, considérant : 1° que celles d'entre elles qui ont pour objet d'autoriser les syndicats à faire de leurs ressources un usage commercial auraient pour effet de dénaturer le rôle des organisations corporatives en y attirant les hommes exclusivement inspirés par l'esprit de lucre et en écartant ceux qui considèrent le syndicat comme devant être, avant tout, une société de résistance à l'exploitation capitaliste ; 2° que le droit d'ester en justice, accordé aux unions de syndicats, loin d'être pour elles un accroissement de liberté, est le meilleur moyen que puisse trouver le gouvernement de les frapper, puisque ce droit les soumettra à la réparation civile à laquelle elles échappent sous le régime actuel, et les contraindra ainsi, en cas de grève, à la neutralité ou à des poursuites dûment garanties par les saisies légales et partant ruineuses...

... La Fédération des Bourses demande le retrait pur et simple du projet de loi ; et, considérant que, dans l'état de lutte auquel l'inégalité économique réduit la classe ouvrière, celle-ci n'a nul souci de l'ordre social, réclame, avec l'abrogation des lois du 7 juin 1848 sur les attroupements, de 1872 contre l'Internationale et des articles 414 et 415 du Code pénal, la liberté complète de réunion et d'association.

Cet ordre du jour est envoyé à toutes les Bourses, qui, sauf quatre, se prononcent contre le projet de loi ; elles préfèrent à la sollicitude de l'État la liberté qu'elles conquièrent elles-mêmes. C'est également la position prise par la Fédération des Bourses à son VIII^{ème} Congrès National, tenu à Paris du 5 au 8 septembre 1900.

Dans une circulaire, la Fédération des Bourses, le 21 mai 1901, critique le projet sur la réglementation des grèves :

...S'il plaît aux travailleurs d'organiser leurs grèves, de faire usage de referendum, libre à eux ; ils n'ont nullement besoin d'une loi réglementant, avec toutes sortes de complications, cette façon d'agir, d'une loi dont ils ne sont pas les auteurs, mais dont ils peuvent être les dupes et dont ils seront certainement les victimes.

La capacité commerciale dénaturerait l'action des syndicats ; elle les amènerait à immobiliser dans des entreprises industrielles et commerciales leurs fonds, qui ne seraient plus disponibles au moment des grèves ; ce serait faire courir aux syndicats les risques des entreprises commerciales, alors que leur activité doit se concentrer essentiellement sur leur oeuvre de défense et d'émancipation.

Le rapport sur la proposition de loi Millerand est déposé par M. Colliard le 22 décembre 1904 ; l'arbitrage obligatoire soulève d'aussi violentes critiques que la capacité commerciale :

Les 33 articles du projet adopté par la Commission de la Chambre, et qui sont le texte à peine amendé de M. Millerand, peuvent se résumer en ces trois propositions : 1°

¹ La critique du projet de loi du 14 novembre 1899 a été d'abord faite par le Comité fédéral des Bourses, le 9 mars 1900, et reprise au Congrès des Bourses à Paris, en septembre 1900.

entraves à l'organisation syndicale par l'institution de délégués d'usine et la localisation des revendications ouvrières ; 2° délais d'atermolements pour amortir le choc des explosions grévistes et parlementarisation du mouvement : en somme impossibilité pratique de la grève ; 3° arbitrage : celui-ci est une « guillotine sèche » et il a pour but de mettre fin aux rares grèves qui malgré tout auraient éclaté¹.

En 1905, comme en 1906 à Amiens et en 1908 à Marseille, le syndicalisme révolutionnaire est hostile à l'arbitrage obligatoire. Celui-ci est le plus sûr moyen d'entraver le développement spontané des grèves : « Plus de cette atmosphère de bataille qui, à l'heure présente, excite les ouvriers à défendre avec acharnement leurs intérêts... ; un néorondecurisme va assagir le prolétariat. »

La réglementation de la grève est destinée à empêcher la grève d'abord, à l'étouffer ensuite... Le lotissement du pays industriel en infimes circonscriptions électorales, c'est la création d'un inévitable *particularisme* ouvrier, c'est la substitution des revendications d'usine et d'atelier aux revendications de classe ou seulement de corporation... « Les abstractions de la géographie politique remplacent les préoccupations démodées de conscience de classe et d'action autonome des minorités révolutionnaires. » En résumé, une irréductible opposition existe entre les méthodes de la démocratie économique, calquée sur celles de la démocratie politique. et les conceptions du syndicalisme révolutionnaire : autonomie syndicale et action des minorités agissantes.

III

Entre 1880 et 1890, le mouvement ouvrier s'exprime par des grèves dont la violence est le signe apparent de la révolte ouvrière². Deux d'entre elles, notamment, émuèrent profondément l'opinion publique : la grève d'Anzin (1884)³ et celle de Decazeville, qui se prolongea du 26 janvier au 14 juin 1886. Celle-ci avait eu pour origine l'étrange contrat passé entre le sous-directeur Watrin et la Compagnie des Houillères et Fonderies de l'Aveyron : Watrin recevait un pourcentage de 10 pour 100 sur les réductions progressives de salaires. La grève se termina par la démission du président de la Compagnie, l'ancien ministre des Finances Léon Say, et par des avantages obtenus par les grévistes, grâce à l'appui d'une opinion publique favorable aux mineurs de Decazeville⁴.

Entre 1880 et 1892, le développement des organisations ouvrières est assez lent. Le 15 mars 1881, le nombre des chambres syndicales ouvrières, selon Allain Targé dans son rapport à la Chambre des Députés, aurait été de 500. Au 1^{er} juillet 1890, l'effectif

¹ ERNEST LAFONT, *Le Mouvement socialiste*, du 1er et du 15 mars 1905. Cf. *Le Mouvement socialiste*, 1er et 15 janvier, 1er février, 15 mars, 1er avril et 1er mai 1901.

² Cf. sur ces grèves, dont le cadre étroit de cette étude ne permet pas de retracer l'histoire : les 4 volumes de l'Office du Travail sur les associations professionnelles ouvrières, t. f, 1899 (mines) ; tome 2, 1901 (textiles) ; tome 3, 1903 (métaux) ; tome 4, 1904 (bâtiment).

³ Rapport présenté à la Commission d'enquête parlementaire (grève d'Anzin), par G. CLEMENCEAU (1884, Chambre des Députés, no 2695).

⁴ Cf. la presse de 1886, *Le Petit Méridional* (3 février 1886), *Le Cri du Peuple* et les articles de ROCHEFORT dans *L'Intransigeant* (6 et 11 février 1886). - A. ZEVAES, *La Nouvelle Revue* (13 février 1937).

syndical est de 139.692 syndiqués, répartis entre un millier de chambres syndicales. Il s'élève à 288.770 (1.589 syndicats) en 1892, à 419.172 (2.163 syndicats) au 1^{er} juillet 1895, et à 492.647 syndiqués (2.685 syndicats) au 31 décembre 1899¹. L'accroissement des effectifs est donc surtout sensible entre 1890 et 1895 ; cet accroissement paraît dû principalement à l'influence et à la propagande des Bourses du Travail et de leur Fédération.

Au reste, c'est une minorité seulement de ces effectifs syndiqués qui se rallie aux Bourses du Travail, et, dans les premières années de son existence, à la Confédération du Travail. Celle-ci ne compte encore à son Congrès de Montpellier, en septembre 1902, qu'un sixième des 614.000 syndiqués. Or, à cette date, sur le total des effectifs ouvriers de l'industrie (3.285.911), 17 pour 100 à peine sont syndiqués : c'est à la fois une minorité ouvrière et une minorité syndicale qui sont confédérées.

Mais, dans l'histoire ouvrière de cette époque, le trait le plus significatif est la formation des fédérations nationales de métiers qui, après 1900, vont être la charpente de la Confédération du Travail. La formation des fédérations de métiers est, elle aussi, très lente. Sauf de rares exceptions, les fédérations créées entre 1880 et 1890 ont été soit éphémères, soit vacillantes et fragiles. C'est entre 1892 et 1902 qu'elles se constituent plus solidement et d'une façon plus durable².

Ces créations éphémères et la date à laquelle les fédérations commencent à se consolider s'expliquent par les tâtonnements du syndicalisme ouvrier jusqu'en 1892. Les organisations ouvrières ont été ballottées entre des courants contraires ; les partis socialistes se sont disputé l'adhésion des chambres syndicales ; pourtant, dès 1886, à Lyon, celles-ci cherchent déjà à échapper à la tutelle des partis politiques.

C'est vers 1886 qu'un obscur militant, l'ouvrier Joseph Tortelier, lança le premier dans les réunions ouvrières l'idée d'une grève générale de tous les ouvriers dans tous les métiers ; et il rendit cette idée populaire, grâce à son éloquence, simple, persuasive, émouvante, parce que sans aucune recherche de l'effet³.

¹ Il y a eu un changement de date, en 1897, dans l'Annuaire des syndicats professionnels.

² Par ordre chronologique, il faut citer tout d'abord la Société générale des ouvriers chapeliers de France, ébauchée en février 1876 et constituée le 21 décembre 1879 ; - la Fédération française des travailleurs du Livre (3 août 1881) ; une première Fédération du Bâtiment est l'objet de tentatives éphémères (en 1882 et 1892) : jusqu'en 1907, le Bâtiment est divisé en fédérations de métiers. - La Fédération des ouvriers mineurs de France, ébauchée elle aussi en octobre 1883, n'est définitivement constituée qu'en septembre 1892. - La Fédération des Cuirs et Peaux apparaît sous une première forme en mars 1883, puis disparaît en 1888 ; et la seconde Fédération, créée en novembre 1893, voit en face d'elle se constituer en 1895 une Fédération nationale des ouvriers mégissiers. - La Fédération lithographique, créée en 1884, reste purement parisienne, jusqu'en 1889 ; elle ne se développe qu'entre 1892 et 1898. - Les ouvriers des métaux se partagent en fédérations de métiers : mouleurs de cuivre, métallurgistes, mécaniciens, ferblantiers-boîtiers ; en 1899, seuls les métallurgistes sont partisans de la création d'une puissante fédération d'industrie. - Dès avril 1889 on voit se constituer un syndicat professionnel des employés de Chemins de fer ; mais le syndicat national des cheminots date d'avril 1895. - La Fédération du textile, qui naît en 1891, doit attendre le Congrès de Cholet, en 1895, pour se constituer définitivement. - Enfin, il y a lieu de signaler aussi le rôle des égoutiers et des balayeurs de Paris : c'est en 1887 que se créent les Chambres syndicales des égoutiers et des balayeurs mais la Fédération des travailleurs municipaux ne se forme qu'en octobre 1892

³ Paul Delesalle, qui l'a connu, dit de lui qu'il était l'un des meilleurs propagandistes de l'époque où s'est préparé le syndicalisme : « Il fut le type le plus parfait de l'orateur prolétarien ; ce qu'il exprimait à la tribune, on avait la sensation qu'il le ressentait profondément et, dans des envolées qui n'étaient qu'à lui, lorsqu'il disait les misères des travailleurs, l'on sentait que c'était sa propre misère d'exploité qu'il dé-

Le 11 octobre 1886, à Lyon, est créée la Fédération des syndicats et groupes corporatifs. Sans doute, pendant les années suivantes, les partis socialistes cherchent à annexer cette Fédération, dont le premier programme a été l'autonomie. Mais, si la Fédération glisse peu à peu sous l'influence guesdiste, le Congrès de Lyon reste un point de départ qui marque la naissance d'un syndicalisme ouvrier indépendant.

A son troisième Congrès, au Bouscat (28 octobre au 4 novembre 1888), la Fédération adopte deux résolutions notables ; l'une affirmant l'autonomie du mouvement ouvrier¹ ; l'autre déclarant « que la grève partielle ne peut être qu'un moyen d'agitation et d'organisation ». Le Congrès déclare « que, seule, la grève générale, c'est-à-dire la cessation complète de tout travail, ou la révolution, peut entraîner les travailleurs vers leur émancipation ».

Le cinquième Congrès de la Fédération des syndicats se tient à Marseille, du 19 au 22 octobre 1892. Le Congrès de Marseille est resté célèbre grâce au rapport d'Aristide Briand sur la grève générale. Quelques semaines avant ce congrès, le 4 septembre 1892, les Bourses du Travail de Nantes et de Saint-Nazaire avaient fait adopter au Congrès de Tours une résolution proclamant la nécessité, comme moyen révolutionnaire, de la grève générale : « la suspension universelle et simultanée de la force productrice », la suspension du travail dans le plus grand nombre d'industries possible, surtout dans les industries essentielles à la vie sociale, est, « parmi les moyens pacifiques et légaux, celui qui doit hâter la transformation économique et assurer, sans réaction possible, le succès du quatrième État ».

La proposition de grève universelle avait été présentée par Fernand Pelloutier au Congrès régional de Tours ; c'était ce projet de résolution, rédigé par Pelloutier, qui, en octobre, à Marseille, avait été repris et commenté par Aristide Briand.

Sur la grève générale, le Congrès de Marseille n'avait fait que suivre les décisions prises par les Bourses du Travail. Celles-ci avaient une origine récente, puisque la première, la Bourse du Travail de Paris, avait été inaugurée le 3 février 1887. En 1892, les Bourses étaient au nombre de quatorze, mais leur influence sur le mouvement ouvrier s'était singulièrement développée. Leur importance s'était accrue aux dépens de la Fédération des syndicats, à laquelle les militants reprochaient de se laisser dominer par les guesdistes. Les Bourses attiraient les syndiqués par les services qu'elles leur rendaient : le placement professionnel, l'organisation d'une caisse de secours pour les ouvriers de passage, les caisses de chômage, l'enseignement. Ces unions de syndicats entendaient poursuivre leur œuvre économique en dehors de toute tutelle d'école. Généralement bien administrées, les Bourses se rendaient compte qu'isolées elles ne pouvaient échanger les leçons de leurs expériences ; c'est là l'une des deux raisons qui leur suggèrent l'idée de se fédérer, l'autre étant de défendre et d'organiser l'autonomie du mouvement ouvrier.

Aussi, le 7 février 1892, quatorze Bourses du Travail s'étaient-elles réunies à Saint-Étienne afin de se fédérer et de déclarer « que les travailleurs devaient repousser

crivait. Et, parce qu'elles jaillissaient de l'existence ouvrière, ses images, accessibles à la foule, avaient sur elle une action incomparable. » J. Tortelier était membre du Syndicat des menuisiers de la Seine.

¹ « Le Congrès engage les travailleurs à se séparer nettement des politiciens qui les trompent. » Cf. « Le Mouvement ouvrier en France en 1882 », par HUBERT LAGARDELLE, dans le *Mouvement socialiste*, 15 décembre 1908.

d'une façon absolue l'influence des pouvoirs administratifs et gouvernementaux »... Car « les Bourses doivent être absolument indépendantes pour rendre les services qu'on en attend ». Cette déclaration d'indépendance est la première manifestation collective par laquelle s'exprime la volonté des militants de créer des institutions ouvrières entièrement autonomes. Mais la date du 7 février 1892 est, pour une autre raison encore, une date décisive dans l'histoire du mouvement ouvrier en France ; la création de la Fédération des Bourses est le point de départ et la première étape d'un acheminement vers l'unité : « Le prolétariat conscient, dit le manifeste des Bourses, oubliant les néfastes divisions qui avaient paralysé ses efforts, est uni... autour de la Fédération des Bourses, toutes les forces ouvrières ne formeront qu'un seul bloc, uni par des intérêts communs, aimanté par la solidarité. *Solidarité. Unité*¹. »

Les militants ouvriers des années 1890 avaient tant souffert des divisions politiques entre leurs organisations qu'à leurs yeux l'autonomie syndicale était la *condition de l'unité ouvrière*.

Aux adeptes des partis politiques, ils reprochent leur passion partisane, qui a pour conséquence de désunir les masses ouvrières. Ils leur reprochent aussi la stérilité de leurs efforts sur le plan parlementaire. Les militants ouvriers restent sceptiques à l'égard de l'action parlementaire et le deviennent chaque jour davantage, au fur et à mesure que les socialistes pénètrent dans les municipalités et commencent à former un groupe à la Chambre. Les militants constatent la lenteur et la timidité de la législation protectrice du travail. Entre 1871 et 1892, deux lois seulement sont intervenues. La loi du 19 mai 1874 ne s'est occupée que des enfants et des mineurs de seize ans et tolère sans limite le travail de nuit des ouvrières majeures. La loi du 2 novembre 1892 crée une situation plus défavorable encore, puisqu'elle autorise la coexistence de quatre régimes légaux différents dans la même industrie². Le Parlement apparaît responsable d'une législation grâce à laquelle les industriels peuvent tourner la loi. La majorité des employeurs en effet réalisent l'unification sur la base de la journée de travail la plus longue ; il faudra, pour faire cesser ces abus, la loi du 30 mars 1900.

Pendant les années 1890 à 1900, les ouvriers, préoccupés d'action et d'organisation syndicales, ont un préjugé antipolitique et antiparlementaire ; mais ces syndicalistes ne viennent pas tous, comme Émile Pouget et Paul Delesalle, des milieux anarchistes³. Un grand nombre d'entre eux ont d'abord passé par un parti politique. Fernand Pelloutier a été guesdiste ; Victor Griffuelhes viendra du blanquisme et Bourderon de l'allemanisme. Et, lors même qu'ils conservent avec tel ou tel parti des contacts, ils ne sont pas les moins acharnés à défendre leur organisation syndicale contre toute immixtion politique⁴.

¹ *Histoire des Bourses du Travail*, par FERNAND PELLOUTIER. Préface de Georges Sorel, Paris, Schleicher frères, éditeurs (1902). Cf. aussi l'historique des Bourses du Travail dans le Compte rendu du Congrès corporatif tenu à Paris en juillet 1893 (Imprimerie J. Allemane) ; PELLOUTIER, Le Comité fédéral des Bourses du Travail, *Le Mouvement socialiste*, 1899.

² Enfants (10 heures) ; adolescents de 16 à 18 ans (soixante heures par semaine) ; femmes (11 heures) ; hommes adultes (12 heures) ; la présence d'adultes dans le même établissement encourage la fraude.

³ ÉMILE POULET, dans l'Almanach du Père Peinard de 1897 ; et PAUL DELESALLE, L'action syndicale et les anarchistes, *Les Temps nouveaux* 1901.

⁴ Seule, peut-être, une certaine sympathie entoure les allemanistes, en raison de leurs tendances ouvriéristes, antiparlementaires et antimilitaristes ; en raison aussi de la personnalité de Jean Allemane : ses camarades de lutte voient en lui un compagnon de travail dont ils aiment le cœur chaleureux et la bonhomie malicieuse ; ils confient à cet imprimeur typographe l'édition de leurs brochures et de leurs congrès.

Pour des raisons diverses les militants, déçus, se défiant de l'action politique, se sentent attirés par les Bourses, qui servent de lien entre les organisations de leur localité et de leur région. Nouant des relations permanentes et solides entre ces organisations, les Bourses leur permettent ainsi cette entente, cette éducation dont l'absence a été jusqu'alors l'insurmontable obstacle à leur développement et à leur efficacité. Les Bourses organisent les premières bibliothèques, des cours professionnels, des conférences économiques, scientifiques et techniques, un service d'hospitalisation. Chaque syndicat a donc pu, grâce aux Bourses, faire l'économie de services nécessaires ou qu'il ne possédait pas tant qu'il était isolé. Grâce aux Bourses encore, les syndiqués peuvent comparer avec les ressources particulières de leur industrie la durée de leur labeur et le taux de leur salaire. Les syndicats peuvent se fédérer, sans distinction de métier, *pour réfléchir sur leur condition*, dégager les données générales du problème économique, *bref chercher dans le système social actuel les éléments d'un système nouveau*.

Ces paroles sont de Fernand Pelloutier : c'est ainsi qu'il définit l'œuvre de la Fédération à laquelle il va s'attacher tout entier. Les services pratiques des Bourses devaient attirer les militants préoccupés d'action quotidienne ; leurs visées d'avenir devaient séduire les militants soucieux *de réfléchir sur leur condition*. Rien d'étonnant que les uns et les autres se soient tournés vers la Fédération des Bourses.

IV

Entre 1887 et 1892, le mouvement ouvrier s'éclaire par l'histoire générale de la France. Pour comprendre l'état d'esprit des militants qui créent le syndicalisme révolutionnaire, il faut rappeler le dégoût soulevé par les scandales qui marquent cette époque. L'année 1892 est celle pendant laquelle apparaissent, dans une lumière crue, les compromissions de Panama. Et, depuis 1887, les ministères successifs n'ont songé qu'à étouffer le scandale et à faire classer une affaire dont ils craignent les répercussions sur le régime ou sur eux-mêmes. Le 11 juin 1891, le garde des sceaux Fallières confie à Gaston Bois-sier sa satisfaction d'avoir vu choisir un juge d'instruction qui met cinq ans à instruire la plus petite affaire. Et le président du Conseil Loubet dit au procureur général qu'il a convoqué dans son cabinet : « Cette affaire m'empêche de dormir ¹. » 150 députés figurent parmi les chéquards ; la plupart des journaux ont touché.

Et, tandis que ces gouvernements font preuve d'une indulgence singulière à l'égard des parlementaires compromis, ils répriment, avec brutalité, les manifestations ouvrières. Le ministre de l'Intérieur, Constans, profite du 1^{er} mai pour s'affirmer un homme à poigne.

Le 1er mai 1891 reste une date inoubliable : c'est l'affreuse journée de Fourmies. La population ouvrière avait coutume de fêter le Mai fleuri qu'on allait cueillir, puis planter sur la place où l'on dansait, selon les traditions de la région : les ouvriers se propo-

¹ ADRIEN DANSETTE, *Les affaires de Panama*, Perrin, 1934.

saient de fêter le renouveau par une matinée théâtrale et un bal. Les industriels avaient refusé de fermer les usines ce jour-là, et ils avaient demandé au gouvernement d'envoyer deux compagnies d'infanterie et des renforts de gendarmerie. Dans l'après-midi, sur la place de l'église, des enfants, des jeunes gens et des jeunes filles s'avancent, curieux de voir les soldats. En tête, une jeune fille de dix-huit ans, Maria Blondeau, tenant en chantant une branche de gui au-dessus de sa tête. Le commandant Chapuis ordonne de tirer. Ainsi que d'autres, Maria Blondeau tombe sous les balles ; elle a tout le haut du crâne emporté. Au bruit de la fusillade, l'abbé Margerin, le curé de Fourmies, accourt. Il emporte dans ses bras une jeune fille de dix-sept ans ; puis il s'avance vers la troupe et supplie le commandant Chapuis de cesser le feu : « Ah ! je vous en conjure, ne tirez plus, voyez ces cadavres... » Et le commandant répond : « Je ne demande pas mieux ¹. »

L'histoire est faite du contraste entre la lumière et les ombres. En cette époque trouble, Fernand Pelloutier personnifie la clarté. Par sa pureté, il a voulu introduire un nouveau climat. Contre un régime d'inertie sociale et de corruption, Pelloutier, incarnant l'âme des militants ouvriers, a dressé la protestation d'un peuple. Au scepticisme du régime, il oppose en antithèse l'énergie ouvrière, la volonté des travailleurs ; il a mis son espoir dans les masses. Pelloutier veut révéler aux masses leur propre capacité ; il veut leur apprendre à vouloir, les instruire par l'action. C'est grâce à l'énergie et à la vitalité des classes laborieuses que la société peut être régénérée, *revitalisée*. Ainsi, Pelloutier rejoint Varlin qui, au procès de 1868, avait vu dans la classe du travail l'élément rénovateur de la société.

Pelloutier lie à l'action constructive l'action éducatrice. On n'obtient des hommes qu'un effort éphémère lorsque cet effort se borne au seul souci de leurs intérêts matériels ou corporatifs. Pour susciter l'enthousiasme des travailleurs, Pelloutier propose aux organisations ouvrières un objectif plus large. Il a découvert les deux sources profondes du syndicalisme révolutionnaire, les forces animatrices de l'épopée ouvrière. D'abord, l'élan des masses, et leur volonté de conquérir un droit nouveau. Mais l'énergie ouvrière a une condition individuelle sans laquelle elle se dépense en vain : « LA CULTURE DE SOI-MÊME ». L'union de ces deux forces, collective et individuelle, est indispensable pour édifier *une société d'hommes fiers et libres*. Fernand Pelloutier ² appartient à une famille monarchiste ; mais, enfant, il ne songe qu'à suivre l'exemple de son grand-père, Léonce Pelloutier, qui, à l'encontre des traditions familiales, avait pris parti pour la République. En 1885, à dix-huit ans, après avoir fait ses études classiques, il entre dans la lutte. Rien en lui de ces jeunes intellectuels qui, après une flambée de révolte, tisonnent, le reste de leur vie, les cendres de rêves sans lendemains. Fernand Pelloutier rompt, sans regret, avec les servitudes de son milieu. Il connaît une souffrance précoce. Dès l'âge de treize ans, au petit séminaire de Guérande, il a contracté une maladie contre laquelle il devra défendre sa force morale. Cette épreuve a trempé sa personnalité.

¹ A. ZÉVAËS, *La Fusillade de Fourmies* (Bureau d'Éditions) ; - GABRIEL DEVILLE, *Historique du Premier Mai*, *Le Devenir Social*, avril 1896 ; - PAUL LAFARGUE, *Le 1^{er} mai 1891*, *Neue Zeit* ; - É. DRUMONT, *Le Secret de Fourmies*.

² MAURICE PELLOUTIER, *Fernand Pelloutier, sa vie, son œuvre* (1867-1901), Paris, Schleicher frères, 1911 ; ÉDOUARD DOLLÉANS, *Fernand Pelloutier, L'Homme Réel*, n° 19, juillet 1935 ; Pelloutier et le réveil du syndicalisme, débat du 13 mai 1937 à la Société d'Histoire de la III^{ème} République (discussion : A. Zévaès et Daniel Halévy). Cf. aussi G. YVETOT, *La Vie Ouvrière*, 20 mai et 5 juin 1911

Entre 1885 et 1895, Pelloutier a été d'abord radical, puis guesdiste, puis anarcho-syndicaliste. Sa rupture avec Guesde date de novembre 1892 ; mais sa transformation profonde se produit entre 1890 et 1892.

En 1885, il collabore à *La Démocratie de l'Ouest*, journal radical. La même année, il entre en relations avec Aristide Briand, - prenant part avec lui à la campagne en faveur de la liste républicaine (élections législatives d'octobre 1885). De 1886 à 1888, *La Démocratie de l'Ouest* est dirigée par Briand. Pelloutier y collabore et, en même temps, il fonde une série de petites revues éphémères : *L'Épingle*, *Ruy Blas*, *La Plage*. Au commencement de l'été de 1889, Fernand Pelloutier, atteint d'un lupus facial, est obligé d'aller se reposer dans un jardin que possède son père à Sautron, à quelques mètres de la mer ; il reste là cinq mois dans une inaction presque absolue. En face de l'océan ont commencé ces longues méditations solitaires qui vont mûrir sa personnalité. A l'automne, Pelloutier rentre à Saint-Nazaire. « Son ami Aristide Briand, dont il est l'inséparable depuis quatre années ¹ », se présente dans la première circonscription, avec l'étiquette de républicain radical-socialiste.

Pelloutier dirige *L'Ouest Républicain*, journal fondé pour soutenir la candidature de Briand. C'est Pelloutier qui rédige les affiches, le manifeste électoral ; treize ans après, Briand reprendra les articles écrits par Pelloutier sur la séparation des Églises et de l'État. Briand est battu. Rien ne prouve - comme on l'a prétendu - que, pendant la campagne législative de 1889, Briand et Pelloutier « aient quelque peu flirté avec le boulangisme ² ». Ce qui est certain, c'est que, comme le dit Maurice Pelloutier, son frère avait laissé une grande partie de ses illusions sur l'honnêteté et l'efficacité des luttes politiques. Durant les années de repos absolu que lui a prescrit son médecin, du commencement de 1890 à 1892, Pelloutier se replie sur lui-même, revise ses idées et *cherche sans trêve un moyen d'action qui, pourvu d'un caractère nettement économique, met surtout en œuvre l'énergie ouvrière*. Ces années décident de sa vie. Un homme nouveau naît de cette longue cure de solitude.

Fernand Pelloutier s'est évadé de sa classe, mais non en égoïste qui reste solitaire. Sa propre souffrance lui fait mieux sentir la souffrance des autres hommes. Sa sensibilité blessée trouve un refuge parmi les obscurs. Son cœur est proche du leur. Leur intimité lui donne ce que sa nature réclame : l'endurance silencieuse, le dévouement sans faste, l'héroïsme quotidien ; mais aussi ces brusques sursauts de colère et de violence, ces révoltes de l'instinct contre l'injustice individuelle et collective. Les obscurs lui offrent plus encore : une raison de vivre ; ne pourrait-on, par une lutte obstinée, gagner, ne fût-ce qu'une portion de soleil, sur l'ombre des taudis ?

Fernand Pelloutier possède la ferveur tenace du constructeur. A la passion, qui se contente de combattre pour détruire, il préfère l'effort patient, jour par jour poursuivi, d'autant plus pénible qu'il est sans éclat et souvent décevant. A côté des murs lézardés qui lentement s'abattent, et sans craindre de donner à ceux-ci, pour les ébranler, un coup d'épaule, Fernand Pelloutier aperçoit les coins de terre fertile où planter une végétation nouvelle. Il veut édifier. Il sait qu'on n'édifie pas avec des pierres, mais avec des hommes. Pour que des bâtiments aérés et clairs résistent à la salissure des passions malignes, pour que, dans ces logis, la joie s'installe, il faut qu'y habitent des hommes fiers et libres.

¹ MAURICE PELLOUTIER, op. cit., p. 28

² A. Zévaès, au cours du débat du 13 mai 1937 à la Société de la Troisième République, op. cit.

La tâche à laquelle il va consacrer désormais son existence est l'action éducatrice. Si on lui objecte que les hommes ne sont pas, pour la plupart, capables d'un grand effort, il répond qu'on obtiendra cet effort en donnant aux hommes confiance en eux-mêmes, en leur faisant crédit. En visant haut, on a moins de chance de manquer le but qu'en donnant à l'action un objet terre à terre. Il espère ainsi obtenir des travailleurs un don de soi plus complet et plus riche : de leur héroïsme, il attend la conquête d'un droit nouveau.

Le 15 juillet 1891, Pelloutier complète sa cure¹ dans un hameau d'une vingtaine de feux, à la Forge-Neuve, où il se livre aux travaux de l'exploitation rurale que dirige la famille de sa future femme. Il reprend confiance dans ses forces et, le 2 janvier 1892, rentre à Saint-Nazaire. Le propriétaire de *La Démocratie de l'Ouest* lui confie la rédaction du journal. Pelloutier choisit pour collaborateurs des écrivains appartenant à toutes les fractions du socialisme, Jules Guesde, le blanquiste Édouard Vaillant, le possibiliste Caumeau. Attiré d'abord par le guesdisme, il s'affilie à la section locale du parti ouvrier. Mais, déjà, son premier souci est de réaliser par l'organisation l'unité ouvrière ; il contribue à la création de la Bourse du Travail à Saint-Nazaire.

Le 4 septembre 1892, délégué par les Bourses au Congrès régional de Tours, il fait voter une résolution en faveur de la grève générale, moyen de lutte qui lui paraît supérieur à tout autre parce qu'il est d'ordre purement économique, « excluant la collaboration des socialistes parlementaires pour n'emprunter que l'effort syndical ». Son évolution du guesdisme au syndicalisme ouvrier est donc presque complètement achevée : aussi est-il accusé d'avoir commis un acte d'indiscipline et d'avoir « voulu semer des germes de division dans le parti ». Une polémique avec Guesde l'amène à donner sa démission. Afin de débarrasser Saint-Nazaire d'une personnalité gênante, le sous-préfet demande au ministre de l'Intérieur de déplacer le père de Pelloutier, fonctionnaire de l'État qui, tel son fils, est présenté comme « un dangereux révolutionnaire ». Fernand Pelloutier quitte Saint-Nazaire et arrive à Paris au commencement de 1893. Il n'a pas encore rompu personnellement avec Guesde, qui songe à créer un journal quotidien².

A Paris, Pelloutier trouve une atmosphère toute différente de celle qui l'enveloppait à Saint-Nazaire. Daniel Halévy a remarqué que « 1892 est une grande date pour le monde ouvrier parisien ». Pelloutier représente bien la génération d'alors. Celle-ci « n'était nullement marxiste. Paris ignorait le marxisme... On peut dire qu'à Paris, en 1892, il n'y avait pas de grande industrie. Il y avait une multitude de petites entreprises et un artisanat très intelligent, très liseur, dont l'élite pouvait frayer avec un bourgeois en rupture de ban tel que Pelloutier ».

Fernand Pelloutier pouvait comprendre ce monde des faubourgs parisiens et être compris par ceux en qui vivaient encore les traditions de la Première Internationale et de la Commune. La personnalité rayonnante de Pelloutier devait toucher ces ouvriers socialistes et libertaires. Leur influence achève sa conversion et l'éloigne définitivement des partis politiques. Ses premiers contacts avec les écrivains libertaires l'amènent à collaborer à *L'Avenir Social* et à *L'Art Social*, ainsi qu'à *L'Enclos* de Lumet, à *La Revue Socia-*

¹ PIERRE MONATTE, *La Vie Ouvrière*, mars 1912.

² A. Zévaès a dit au débat de la Société d'Histoire de la Troisième République qu'il avait rencontré Pelloutier pour la première fois en avril 1893, chez Jules Guesde, 26, avenue d'Orléans.

liste, à *La Société Nouvelle* de Bruxelles, aux *Temps Nouveaux* de Jean Grave¹. Il rencontre Paul Delesalle, qui, lorsqu'il deviendra secrétaire adjoint de la Section des Bourses, sera un collaborateur admirable et restera fidèle à l'esprit de Pelloutier².

Le 4 avril 1893, Charles Dupuy constitue son premier ministère ; il prétend être un ministre énergique. Le 6 juillet, il fait fermer la Bourse du Travail et les brigades centrales chargent les étudiants, au Quartier Latin, et les ouvriers, place de la République. Du 3 au 5 juillet, les militants ouvriers gardent « pour ainsi dire militairement » la Bourse, résolu à « opposer la force à la force » ; Pelloutier est parmi eux. Délégué au Comité fédéral des Bourses, il s'associe aux syndicalistes qui préconisent une grève des corporations parisiennes et votent le principe de la grève générale (à l'unanimité moins une voix) au Congrès corporatif tenu à Paris du 12 au 16 juillet 1893³.

En 1894, Fernand Pelloutier devient, secrétaire adjoint de la Fédération des Bourses et, à ce titre, assiste au Congrès de la Fédération des syndicats, à Nantes (17-22 septembre 1894). Le 20 septembre, le Congrès vote la grève générale par 67 voix contre 37 et 9 abstentions. Ce vote provoque la rupture avec les guesdistes qui, selon le rite traditionnel, se retirent. Jules Guesde avait protesté contre la participation au Congrès des Bourses, qui ont grisé les ouvriers, parce qu'en fait leur action tend à détacher les organisations ouvrières des partis politiques.

Au Congrès de Nantes, le rapporteur de la grève générale avait été Aristide Briand, qui comparait celle-ci « au coup de pouce décisif, au levier puissant, permettant de faire sur la société capitaliste les pesées nécessaires ». Mais l'argumentation de Pelloutier, que Guérard (des cheminots) devait reprendre au Congrès de Limoges, avait eu une influence décisive. Et c'est pour répondre aux critiques guesdistes que Pelloutier publie alors avec Henri Girard : *Qu'est-ce que la Grève générale*⁴ ? Au printemps de 1895, son influence grandissante le fait nommer secrétaire de la Fédération des Bourses.

V

Au second congrès de la Fédération des Bourses, à Toulouse (en 1893), les militants ouvriers avaient songé à créer un organisme qui fédérerait les unions de métiers et les unions locales : ils avaient le souci de réaliser l'union ouvrière grâce à la formation d'une vaste confédération syndicale⁵. Ce rassemblement est la préoccupation dominante

¹ VICTOR DAVE : « A Paris, Pelloutier est séduit par les idées libertaires qu'il ignorait presque au fond de sa province... »

² PAUL DELESALLE, *Les Temps Nouveaux*, 23 mars 1901.

³ Compte rendu du congrès tenu à Paris en juillet, pp. 22, 25, 35, 38, 48-49, publié par la Fédération des Bourses du Travail (Imprimerie J. Allemane). Cf. le rapport d'Hamelin, militant du Livre, sur la grève générale, pp. 63 à 66.

⁴ Brochure de 10 centimes, en vente à la Librairie Socialiste, 51 rue Saint-Sauveur, Paris . Colloque entre ouvriers, un samedi soir, après la paie.

⁵ FERNAND PELLOUTIER, *Les Syndicats en France*, p. 16, Librairie Ouvrière, brochure, Paris, 1897 : « Pour la première fois, on y examina s'il ne serait pas possible soit de diminuer le nombre des congrès qui épuisent les ressources des syndicats, soit de tenir désormais (ce qui allait précipiter la disparition

de Pelloutier, pendant les années suivantes, et c'est elle qui explique sa réserve vis-à-vis de la première forme que prend, à Limoges, la Confédération du Travail. Car il veut que l'unité ouvrière soit une force réelle, et non apparente ; elle ne peut devenir « une puissance qu'à l'image du Comité fédéral des Bourses, qui compte le plus grand nombre de représentants des diverses écoles socialistes, élément même de sa vitalité, parce que, dès qu'ils y prennent place, ces délégués abdiquent leurs préférences politiques et se livrent sans partage aux seules discussions corporatives ¹ ».

Enfin, pour qu'une fédération ouvrière soit une véritable Confédération du Travail, elle doit accueillir et gagner au syndicalisme Les travailleurs de la terre. Aussi Pelloutier forme-t-il, parmi les militants des Bourses, des propagandistes initiés aux conditions de l'existence paysanne. Mais ces propagandistes ne doivent pas s'adresser directement aux cultivateurs. Afin d'éviter des défiances probables, les syndicalistes prendront contact d'abord avec les artisans des villages : charrons, menuisiers, maréchaux-ferrants, parce que ceux-ci, vivant parmi eux, ont la confiance des paysans. Groupés en unions agricoles, les artisans des campagnes feront l'éducation syndicaliste du paysan. Ainsi Pelloutier songeait-il à préparer le rassemblement du Travail en rapprochant la classe ouvrière et la paysannerie.

La Fédération des syndicats et groupes corporatifs, depuis sa création à Lyon en 1886, avait été affaiblie, d'abord par ses attaches avec le guesdisme, puis par la scission qui se produisit à Nantes entre les éléments corporatifs et politiques. En préparant le congrès qui devait se tenir à Limoges, en septembre 1895, Édouard Treich espérait renforcer la représentation ouvrière en invitant, à côté des délégués des Chambres syndicales, ceux des Bourses du Travail. Mais la Fédération des Bourses ne sera pas représentée à Limoges, et Pelloutier n'assistera personnellement à aucun des trois premiers congrès de la C.G. T. Cette réserve a été reprochée à Pelloutier. On a voulu y voir le signe d'une hostilité qu'il n'a jamais eue pour la jeune Confédération. Seulement celle-ci, sous sa première forme, réunit, sans les coordonner, les organisations entre lesquelles s'émiettent les syndiqués. Jusque-là, en France, les organisations ouvrières obéissent à un particularisme désordonné ; c'est pourquoi le Congrès de Limoges ne présente qu'une fraction des organisations ouvrières existant en 1895. La situation ne s'est pas améliorée entre Limoges et le deuxième congrès, réuni à Tours, en septembre 1896 ².

définitive de la Fédération des syndicats)... un congrès général des Bourses du Travail, des Chambres syndicales et (autres) groupes corporatifs. »

¹ PELLOUTIER au congrès de la Fédération des Bourses à Nîmes, 9 au 12 juin 1895.

² Sur les 31 organisations inscrites à la C.G.T. en décembre 1895, 7 organisations n'ont rien versé, « n'ont donné aucun signe de vie » ; 7 organisations ont versé un mois de cotisation sur onze ou dix mois ; une organisation a versé deux mois de cotisation ; une autre a versé trois mois ; les autres ont versé six ou sept mois. Cinq syndicats ou groupes ont versé régulièrement leurs cotisations ; ce sont : la Fédération française du Livre, le Syndicat des employés de chemins de fer, le Cercle corporatif des mécaniciens de France, la Fédération des porcelainiers et la Fédération du gaz. A. Keufer, secrétaire de la Fédération du Livre, remarquait dans son rapport de trésorier fédéral : « Il n'y a aucun commentaire à ajouter à la démonstration de ces chiffres. Dans ces conditions, aucune organisation, aussi utile, aussi indispensable fût-elle, ne peut vivre.... C'est facile de voter dans un congrès, de discuter, d'élaborer des projets ; il est plus difficile de faire les efforts nécessaires pour assurer le fonctionnement de la Confédération, en versant régulièrement les cotisations. Sans devoirs sérieusement remplis, il ne faut pas songer à posséder une organisation puissante. » Parmi les fédérations, les fédérations nationales qui appuient la C.G.T. à l'origine sont : le livre, les cuirs et peaux, la métallurgie, le bâtiment, les travailleurs municipaux, les mouleurs en métaux (VIII^{ème} Congrès National Corporatif, pp. 52-53. - Compte rendu des travaux du Congrès, du 14 au 19 septembre 1896. Tours, 1896, Imprimerie Debenay-Lafond, p. 180).

Le principe de la grève générale est voté au III^{ème} Congrès de la C.G.T., à Tours (17 septembre 1896), sur un rapport de Guérard (des Cheminots). Les militants ouvriers, qui désiraient se libérer de la tutelle politique, s'étaient attachés à la grève générale¹. Les guesdistes prenant position contre la grève générale, les militants se servent de celle-ci afin de dissocier des éléments purement syndicalistes les éléments politiques préoccupés de la conquête des pouvoirs publics².

À Tours, le rapport confédéral reconnaît que c'est grâce à deux grandes organisations ouvrières, la Fédération du Livre et le Syndicat national des Chemins de fer, que la Confédération du Travail avait pu se constituer ; le trésorier Keufer conclut son rapport en disant : « Pas de découragement, de la discipline, afin d'arriver à ce résultat qui doit être notre but suprême : une organisation centralisée, bien coordonnée, groupée avec méthode, tout en respectant l'autonomie des groupes. » C'est là aussi l'opinion de Fernand Pelloutier. Mais les statuts de la C.G.T., tels qu'ils avaient été votés à Limoges, ne favorisaient pas la fédération puissante des forces ouvrières que souhaitaient Keufer et Pelloutier. La Confédération admettait les syndicats, Bourses du Travail, les unions ou fédérations locales, les fédérations départementales, régionales, nationales, les syndicats nationaux, les fédérations nationales de syndicats de diverses professions, la Fédération nationale des Bourses du Travail. Par suite, les mêmes organisations pouvaient être plusieurs fois représentées ; et chaque syndicat, pouvant s'affilier directement, n'était pas obligé d'adhérer à l'union ou à la fédération à laquelle il appartenait corporativement.

L'émiettement des forces ouvrières épuise les ressources financières des syndicats, obligés de donner plusieurs cotisations aux organisations diverses auxquelles ils peuvent s'affilier. Cet émiettement, aux yeux de Fernand Pelloutier, nuit à la force de l'organisation confédérale : il craint que la C.G.T. ne soit que l'agglomération d'une poussière de syndicats. Et c'est pourquoi, réclamant, sans l'obtenir, la reconstruction de la C.G.T., il veut préserver l'indépendance de la Fédération des Bourses.

La Confédération du Travail a donc des débuts très modestes ; sa faiblesse tient à la constitution adoptée à Limoges, à la présence, à côté d'elle, d'une organisation forte et qui se développe parce qu'elle est bien conduite par un homme de grande classe, tandis que la C.G.T. est administrée par le médiocre Lagailse. Parmi les organisations ouvrières, les seuls éléments capables de contrebalancer l'influence des Bourses sont les fédérations nationales de métier et d'industrie. Or, les fédérations de métier - sauf de rares exceptions - viennent de se constituer, leur histoire entre 1880 et 1894 a montré que celles qui ont survécu auront encore pendant quelques années une existence fragile.

En 1896, Pelloutier a une vision compréhensive du syndicalisme révolutionnaire ; il veut l'unité des forces ouvrières ; mais cette unité, il la conçoit sous une forme fédérative. Il souhaite que la Fédération des Bourses et la Confédération du Travail s'entendent, se développent et s'entraident ; il y a place, dans le mouvement ouvrier, pour deux puissantes organisations entre lesquelles s'établira une division du travail. Chacune d'elles a ses fonctions propres et distinctes. Les Bourses doivent créer des organismes de

¹ FERNAND PELLOUTIER. La grève générale (Historique), *La Vie Ouvrière*, 20 janvier 1910. - Cf. le compte rendu du Congrès de Limoges, op. cit., pp. 68 à 72 : la discussion a lieu à la séance du 27 septembre.

² Pendant les premières années, les syndicalistes révolutionnaires ont obéi surtout à ces raisons pragmatiques. Cf. SOREL, *Réflexions sur la violence*, pp. 155 et suiv.

remplacement, en vue d'une éventuelle disparition de la société capitaliste ; elles doivent se préparer à étudier les régions qu'elles embrassent, à comparer avec leurs besoins les ressources industrielles, les zones de culture, la densité de la population ; devenir des écoles de propagande, d'administration et de gestion, etc..

L'idée du contrôle ouvrier, qui se développera vingt-cinq ans après, est un des traits de la conception que Pelloutier a du mouvement ouvrier. Le contrôle ouvrier formera la capacité de la classe ouvrière ; il donnera au prolétariat *conscience de ses facultés intellectuelles et de sa dignité*, afin qu'il arrive à « ne puiser qu'en lui la notion du devoir social ».

VI

Une des raisons de la faiblesse de la C.G.T. à ses débuts tient à l'atmosphère qui régnait pendant ces premières années. Le romantisme révolutionnaire avait substitué aux mots d'ordre blanquiste : barricades, fusils, attaques, assauts, les expressions : grève générale, bras croisés, paralysie sociale. On croit, dans les milieux syndicalistes de la C.G.T., à une révolution proche, c'est-à-dire « à une catastrophe pouvant éclater *demain* et pour laquelle il faut se préparer *aujourd'hui*¹ ». « Tout pour et par la grève générale. » Les grèves partielles apparaissent comme une dispersion des efforts, un gaspillage des forces. De 1895 à 1899, - car, à partir du mois d'octobre 1898, l'échec de la grève des chemins de fer va faire réfléchir les militants syndicalistes, - le Comité d'organisation de la grève générale se réunissait régulièrement, afin de surveiller les événements ; une grève imprévue pouvant entraîner la révolution, il fallait s'employer pour que, de toute grève, pût naître la grève générale « N'allez pas croire, écrivait plus tard Griffuelhes, que les bons camarades de ce fameux Comité étaient des gens inactifs ! Non pas. Ils luttaient ferme, ils se débattaient, convaincus de voir la révolution. Ils étaient des croyants, car ils croyaient en la révolution et rien qu'en elle. » Ce romantisme révolutionnaire a donné sa couleur et son caractère au mouvement ouvrier pendant les premières années de la C.G.T. Il a eu son utilité, en préparant les militants à la tâche qu'allait s'imposer le syndicalisme : la pratique de l'organisation et de l'action syndicales.

Dans la seconde moitié de 1898, la grève générale du bâtiment, puis une tentative de grève des chemins de fer donnent aux « grèvegénéralistes » l'occasion de greffer sur une grève corporative partielle la grève générale.

Une grève du bâtiment a lieu à Paris du 13 septembre au 2 novembre 1898 ; le 1^{er} octobre, les corporations du bâtiment déclarent la grève générale et cette décision est suivie par différentes corporations ; le 3 octobre, 7.000 ouvriers maçons et tailleurs de

¹ VICTOR GRIFFUELHES, Romantisme révolutionnaire, *L'Action directe*, 23 avril 1908. Griffuelhes évoque la fièvre qui s'emparait des militants lorsque éclatait la moindre grève partielle ; il rappelle l'atmosphère des discrètes manifestations de la maison Jules, auxquelles il assistait en ces temps-là : « Qui disait : la grève, devait vouloir dire grève générale. Un atelier de quelques travailleurs fermé portait en lui la révolution. Il eût fallu, pour d'aucuns, que le Comité d'organisation se réunisse afin de la réaliser. Elle se faisait souvent au café Jules ; le ministre d'aujourd'hui, Briand, était présent à ces réunions à dix ou quinze. »

Pierre y participent et ils ne reprennent le travail que le 17 octobre. Mais voici que, pendant le même mois d'octobre 1898, s'annonce la grève des cheminots ; le Conseil national de la C.G.T. adresse aux organisations syndicales un appel en leur faveur ¹ :

Un événement d'une importance considérable paraît être sur le point de se produire : c'est la grève des chemins de fer. Cette grève, depuis longtemps désirée par les militants qui préconisent la grève générale, entraînerait rapidement l'arrêt du travail de nombreuses industries. Seule, par conséquent, la grève des chemins de fer peut déclencher dans toute la France un mouvement dont les conséquences seront redoutables pour le capitalisme.

La circulaire rappelle que tous les congrès nationaux depuis 1892 ont voté « la grève générale de tous les métiers ». Et elle ajoute : « Dans ces conditions, ne convient-il pas de considérer la grève des chemins de fer comme devant être le signal de la grève générale ? »

Si la grève se généralise, la C.G.T. s'engage à faire aboutir les revendications formulées par les congrès corporatifs. Et la grève ne cessera que lorsque tous les travailleurs sans exception auront obtenu : la retraite pour tous les travailleurs âgés ou infirmes, la journée de huit heures, la fixation d'un minimum de salaire, la suppression du marchandage, la suppression des amendes, la réforme des prud'hommes. Tel est le programme que, dès 1898, trace la C.G.T. ; il comprend les réformes qui, depuis 1848, ont été les revendications essentielles du mouvement ouvrier. Pour cette raison, la circulaire de la C.G.T. a une importance historique, à cette date de 1898. Mais la C.G.T., en 1898, ne représente pas le monde syndical ouvrier. Depuis le Congrès de Limoges, ses effectifs syndicaux, très limités, n'ont pas augmenté, en raison surtout de la personnalité de son secrétaire général Lagailse, qui écarte de la C.G.T. les meilleurs militants ouvriers.

En juillet 1898, les compagnies de chemins de fer avaient refusé d'entrer en relation avec le Syndicat national. Le Conseil du Syndicat consulte les groupes qui se prononcent ainsi : 36 pour la grève, 34 contre la grève, 18 hésitants. Par 13 voix contre 12, et 2 abstentions, le Conseil déclare la grève ². Une demi-heure après la déclaration de la grève, - que le Comité central tenait encore secrète, - le ministère de l'Intérieur la connaissait et, en une heure et demie, faisait télégraphier à tous les bureaux de poste l'ordre d'intercepter les correspondances adressées aux employés de chemins de fer ³.

La grève est un échec complet : 135 employés ou ouvriers seulement restent en grève pendant trois jours, du 14 octobre au 17 octobre. Le 19, le Conseil d'administration du Syndicat national donne sa démission. Dès le début de la grève, la Fédération générale des mécaniciens avait adressé à ses membres une circulaire les engageant à ne pas participer à la grève. Les perquisitions du 13 octobre et les poursuites engagées contre les administrateurs aboutiront à un non-lieu ⁴. Pourtant, Émile Pouget estime que la grève des chemins de fer a eu son utilité : celle de « prouver que la crise peut éclater dans un avenir

¹ Il faut tenir compte du fait que, parmi les effectifs de la C.G.T., le plus important, alors, était celui du Syndicat national des chemins de fer, dont les 75.000 membres pesaient d'un grand poids sur les décisions de la C.G.T.

² Syndicat national des chemins de fer : Tentative de grève d'octobre 1898. Rapport du Conseil d'administration, brochure, p. 72, Paris, 1899.

³ ÉMILE POUGET. La Conquête de la journée de huit heures, *Le Mouvement socialiste*, 15 mars 1905, p. 369.

⁴ Non-lieu du 7 février 1899. Statistique des grèves de 1898, pp. 263 et suiv.

peu éloigné :... le Syndicat des chemins de fer a fait du parlementarisme au lieu d'agir ; en perdant son temps à interroger les syndicats, il a laissé passer l'heure de l'action. »

Les circonstances qui avaient accompagné cette courte grève permettaient de mettre en cause l'action de la C.G.T. et la conduite de son secrétaire général Lagailse. La nuit où la grève est déclarée, le Comité confédéral se réunit à nouveau ; on questionne Lagailse ; à la grande surprise des délégués présents, Lagailse déclare que la grève générale n'aurait aucune suite parce que les cheminots n'étaient pas prêts.

Deux ans après, en 1900, au Congrès de Paris, le rapport confédéral affirme qu'« un traître s'était glissé parmi l'organisation, car immédiatement le gouvernement fut informé de la décision prise ¹ ». Sans le nommer, c'est clairement Lagailse qu'accuse le rapport de Copigneaux, alors secrétaire général. Et en effet, à la suite de la grève d'octobre 1898, Lagailse s'incrutant dans ses fonctions, *la Confédération périlait sans cesse*. Le Syndicat des chemins de fer finit par déposer contre lui une plainte formelle d'accusation de trahison, à la suite de quoi le Comité confédéral le remplaça par Copigneaux, secrétaire de la Fédération des travailleurs municipaux. Le départ de Lagailse permit aux militants cégétistes, qui n'assistaient plus aux séances, d'y revenir. Débarrassée de ce secrétaire compromettant, la Confédération du Travail allait-elle prendre enfin son élan ?

VII

Fernand Pelloutier avait proposé de réformer la constitution de la C.G.T. en la simplifiant, la C.G.T. ne devant plus réunir que les organisations centrales : fédérations de métier ou d'industrie, Fédération des Bourses et syndicats nationaux. Mais Fernand Pelloutier ne va pas pouvoir réaliser la réforme constitutionnelle de la C.G.T., grâce à laquelle il espérait créer une puissante confédération ouvrière ; le dur travail qu'il mène depuis des années a épuisé ses forces. À trente-trois ans, à l'heure où le mouvement ouvrier a plus que jamais besoin de lui et où l'autorité grandissante de la Fédération et l'équipe de militants ouvriers groupés autour de l'œuvre commune lui donnent le droit d'espérer, Fernand Pelloutier disparaît. En vain, contre le mal qui le mine depuis longtemps, il a lutté, avec l'anxiété qui possède celui qui combat pour d'autres que soi-même. Jamais une plainte, ni contre la souffrance physique, ni contre l'injustice humaine, ni contre la misère. La misère : sa pauvreté est telle que la revue qu'il a fondée en 1897, il doit la composer lui-même. Ses fonctions à la Fédération des Bourses lui imposent un travail épuisant. Fernand Pelloutier poursuit sa tâche avec la même énergie que s'il devait vivre de longues années encore. Jusqu'au bout. L'année qui précède sa mort, Fernand Pelloutier a mis sur pied le *viaticum ou secours de route* et l'office ouvrier de statistique et de placement. En 1900, paraît aussi *La Vie ouvrière en France* ², qui retrace la condition du travail, le bilan d'une vie difficile, qui côtoie sans cesse la misère, où les joies sont rares, le chômage et la vieillesse proches. Ses dernières forces, Pelloutier dut les em-

¹ Congrès de Paris, tenu à la Bourse du Travail du 10 au 14 septembre 1900. Rapport du Comité confédéral (du 15 juillet 1900), pp. 23-24.

² Écrite en collaboration avec son frère, MAURICE PELLOUTIER, *La Vie ouvrière en France*, Paris, 1900 (Schleicher frères, éditeurs). Livre admirable qui a donné à l'auteur de cette *Histoire* sa première et lointaine volonté de raconter le mouvement ouvrier.

ployer, victorieusement du reste, mais non, sans amertume, à se défendre contre les critiques qui lui étaient adressées pour avoir accepté de collaborer à l'Office du Travail¹. Après un vote de confiance du Congrès², courageusement, Pelloutier poursuivit la discussion et fit adopter par les Bourses l'organisation du viaticum et de l'office ouvrier de placement. Suprême amertume qui n'entrave pas l'action. Ainsi s'acheminait vers son destin la vie douloureuse de Pelloutier³.

Depuis le mois d'avril 1899, Pelloutier occupait aux Bruyères-de-Sèvres un petit pavillon dans lequel il avait apporté ses livres. L'atmosphère de la forêt de Meudon lui avait donné l'illusion qu'il reprenait des forces. Mais une seconde hémoptysie ne lui laissa plus aucun doute sur la dure certitude qu'il eut alors d'être obligé d'abandonner son œuvre inachevée. Une toux incessante le minait, interrompue par des crises d'étouffement. Une volonté stoïque seule lui permit d'assister, en septembre 1900, au Congrès des Bourses, à Paris. Puis, pendant près de six mois, « il endura un véritable martyre⁴ ». Pour être près de ses livres, il s'installa dans sa bibliothèque ; et il meurt, le 13 mars 1901.

Une foi a inspiré la pensée et l'action de Pelloutier. Il a fait confiance aux masses ouvrières, à leur élan, à la fraîcheur de leurs sentiments. Il croit que c'est parmi les obscurs que se retrempe et se renouvelle la jeunesse du monde.

Fernand Pelloutier a eu du mouvement ouvrier une conception complexe, éducatrice autant que constructive ; il souhaitait l'entente entre ouvriers et paysans ; il voulait former des militants capables de faire face à de nouvelles responsabilités. Déjà, pendant les années de lutte entre 1895 et 1900, des militants tels qu'Émile Pouget et Paul Delesalle⁵, devenu en 1899 son secrétaire adjoint à la Fédération, ont soutenu de toute leur volonté ardente Fernand Pelloutier.

L'influence qu'avait eue sa personnalité allait persister après lui. Avant comme après la guerre, c'est Pelloutier qu'invoqueront les diverses tendances : Pierre Monatte, comme Jouhaux. En pleine guerre, aux heures tragiques de 1917, Pierre Monatte, dans les tranchées, a pu écrire : « Pelloutier, notre grand Pelloutier mort, en 1901, la Fédération

¹ « A l'Office du Travail, on n'est pas employé du Ministère du Travail, on est enquêteur temporaire... Je donnerai la preuve qu'à aucun point de vue, ni par le genre de travail auquel je suis astreint à l'Office du Travail, ni par mon indépendance, qui est connue, je n'ai manqué à aucun des devoirs de révolutionnaire en acceptant cette situation... Je suis entré à l'Office du Travail dans des circonstances bien malheureuses pour moi ; l'année dernière, j'étais atteint d'une hémorragie. J'étais couché et presque mourant. C'est alors qu'un ami commun, - Georges Sorel, le publiciste connu, - alla trouver Jaurès et lui dit : « Ne pourriez-vous pas trouver une situation à Pelloutier ? » J'étais sans situation, très gravement malade ; il fallait tirer d'embarras... » Et, avec quelque tristesse, Pelloutier ajoute : « Je ne croyais pas que mes opinions, qui sont connues, et les services que j'ai rendus pussent permettre le moindre soupçon, sauf à ceux qui, depuis des années, m'ont toujours combattu... »

² Le Congrès vote à l'unanimité cet ordre du jour : « après avoir entendu les explications du secrétaire fédéral, lui maintient sa confiance et déclare que la situation qu'il occupe à l'Office du Travail n'est pas incompatible pas avec ses fonctions de secrétaire fédéral » (VIII^{ème} Congrès des Bourses du Travail, 5-8 septembre 1900, Paris, Imprimerie J. Allemane, pp. 86-92).

³ Ce n'est qu'en 1902 que put être publiée son *Histoire des Bourses du Travail*, par laquelle Pelloutier voulait « faire profiter ses camarades de la grande expérience qu'il avait acquise dans la pratique des organisations ouvrières ».

⁴ VICTOR DAVE, dans la notice qui précède, avec une préface de SOREL, *l'Histoire des Bourses du Travail*.

⁵ Ouvrier mécanicien, né en 1870, P. Delesalle avait travaillé depuis l'âge de 15 ans de son métier et de plusieurs autres, voyageant et gagnant sa vie en trimardant, afin de se perfectionner dans son métier, lorsque, revenu à Paris en 1895, il construit pour Lumière le premier appareil cinématographique.

des Bourses du Travail n'était plus qu'un grand arbre blessé dont chaque année une branche flétrie tombait sur le chemin... » Mais ces paroles ont été écrites par Monatte dans une heure de désespérance. Car l'âme de Pelloutier n'a pas cessé de prolonger son rayonnement à travers les plus purs de ces militants dont la volonté et le cœur sont la force du syndicalisme.

VIII

1900. La révolution dreyfusienne ¹ s'enlisait dans les compromis ourdis par le gouvernement Waideck-Rousseau-Millerand ; elle allait sombrer, deux ans après, dans le combisme. Pourtant, Jaurès avait compris la signification révolutionnaire du cas Dreyfus. Il avait cherché à montrer, par delà les socialistes, aux militants ouvriers que ce n'est pas « seulement servir l'humanité, c'est servir directement la classe ouvrière que de protester contre l'illégalité ». Mais en face de lui se dressait l'intransigeance idéologique de Guesde, auquel pourtant, en janvier 1898, ses sentiments avaient arraché ce cri : « La lettre de Zola, c'est le plus grand acte révolutionnaire du siècle ². »

En fait, si à Paris les travailleurs des faubourgs étaient venus nombreux aux réunions dreyfusistes, les masses ouvrières, en dehors des militants, étaient peu remuées par l'Affaire ; elles étaient restées indifférentes aux discussions byzantines du congrès d'unité organisé, du 3 au 8 décembre 1899, par les différentes fractions du parti socialiste ³. On ne trouve aucune répercussion de l'Affaire dans les congrès ouvriers de l'époque, soit au Congrès de Rennes (septembre 1898), tenu peu après la découverte du faux Henry, ni pendant l'été de 1899 (procès de Dreyfus à Rennes), ni au Congrès de la C.G.T. à Paris (septembre 1900). Par contre, l'année 1900 est marquée par nombre de grèves, certaines sanglantes : en janvier, grèves de Saint-Étienne et du Doubs ; en février, grève de la Martinique, où neuf ouvriers sont tués, quatorze blessés ; en juin, grève de Châlons-sur-Marne, où trois ouvriers sont tués, plusieurs blessés ; en novembre, grève de Calais, - suivies, en 1901, de février à mai, par la grève de Montceau-les-Mines.

Pendant les années 1900 et 1901, bien qu'un ouvrier honnête, Copigneaux, ait remplacé Lagailse comme secrétaire général de la C.G.T., l'organisation confédérale ne semble pas s'être développée, ni au Congrès de Paris, en 1900, ni à celui de Lyon, en 1901 ⁴ ; une partie seulement des syndicats ouvriers est représentée à ces congrès ⁵.

L'état stationnaire de la Confédération est constaté par la circulaire qui, le 15 juillet 1900, est adressée aux délégués ouvriers du prochain congrès par le secrétaire général de la C.G.T., Copigneaux, Guérard et Thierrart, secrétaire du syndicat des lignes

¹ L'expression est de GEORGES SOREL, qui interprète à sa manière la Révolution dreyfusienne dans une brochure publiée par Rivière en 1911.

² Conférence de Jaurès à Lille, 20 novembre 1900.

³ Congrès général du parti socialiste français, par FERNAND PELLOUTIER (P. V. Stock, Paris, 1900).

⁴ V^{ème} Congrès de la C.G.T., tenu à la Bourse du Travail de Paris, du 10 au 14 septembre 1900. - VI^{ème} Congrès de la C.G.T., tenu à Lyon du 23 au 27 septembre 1901.

⁵ La proportion elle-même des ouvriers syndiqués est fort diverse selon les métiers : dans les mines, 60 % ; livre, 31 % ; métallurgie, 21 % ; cuirs et peaux, 14 % ; bâtiment, 11 % ; alimentation, 10 % ; et textiles, 9 %. [Chiffres donnés par Maynier, du Livre, au Congrès de Lyon.]

télégraphiques et téléphoniques : « Cinq années nous séparent de sa constitution et il semble qu'elle n'existe pas... A quoi pouvons-nous attribuer la nonchalance de la marche en avant de la Confédération ? Lutttes intestines,... des décisions rarement suivies,... trop peu de militants s'occupant de la Confédération et assistant aux réunions, et par suite surchargés de travail. » « L'organisation, chez nous, est à l'état rudimentaire... », a dit Guérard. Et Émile Pouget explique les raisons de cette insuffisance : « Nous sommes trop portés à considérer que tout est fait et qu'il n'y a qu'à laisser aller les choses dès qu'une décision est prise ; nous manquons de la ténacité et de l'esprit de suite qui seuls rendent possibles les œuvres efficaces et durables. »

Aucun progrès non plus dans la voie de l'unité ouvrière. A Paris, en septembre 1900, les Bourses décident que la Fédération des Bourses ne pourra adhérer à la C.G.T. Au Congrès de Rennes, en 1898, un délégué de Paris avait fait remarquer que, le jour où Pelloutier ne serait plus, la Fédération des Bourses n'existerait plus. C'est ce qui allait se produire. Entre le Congrès de Lyon et le Congrès de Montpellier, par la disparition de Pelloutier, la situation allait se transformer ; la Fédération des Bourses, dont Pelloutier voulait maintenir l'autonomie, allait apporter à la C.G.T la force qu'elle représentait. L'unité devait avoir pour avocat, au sein même de la, Fédération des Bourses, Niel, secrétaire de la Bourse de Montpellier, et qui va la faire accepter par les Bourses dans leurs deux congrès de Nice et d'Alger¹. Entre le Congrès de Nice et le Congrès d'Alger, Niel fait une vigoureuse propagande en faveur de l'unité ; il publie des articles dans *La Voix du Peuple*². Il profite du mécontentement d'un certain nombre de délégués des Bourses qui, représentant aussi des fédérations, s'irritent des inconvénients et des frais que leur cause un double voyage.

À Nice (17 au 21 septembre 1901), Niel aborde de front le fond du problème : « Ce que nous voulons, c'est la reconstitution de l'Internationale du Travail... » Le syndicalisme morcelé ne permet pas le rapprochement international des forces ouvrières. Au Congrès d'Alger, c'est Niel qui, quelques jours avant le Congrès de Montpellier, entraîne la majorité des 65 Bourses représentées à affirmer la nécessité de l'unité. Le Congrès d'Alger décide que la Fédération des Bourses et les fédérations de métier ou d'industrie formeront les deux sections autonomes d'une seule Confédération du Travail. Niel était toutefois chargé de défendre l'autonomie administrative et financière de la Fédération des Bourses.

A Montpellier, du 22 au 26 septembre 1902, se réunissent 165 délégués représentant 122.000 syndiqués³ : soit 56 Bourses, 29 fédérations d'industrie ou de métier et 373 syndicats. Grâce à l'appui de la majorité des délégués des Bourses, l'unité ouvrière se réalise à Montpellier.

La Confédération affirme l'indépendance de l'organisation générale des travailleurs à l'égard des partis politiques et de toutes les écoles idéologiques. C'est une nouvelle

¹ IX^{ème} Congrès des Bourses du Travail, 17-21 septembre 1901 (Imprimerie et Stéréotypie niçoise, p. 176) ; - X^{ème} Congrès des Bourses à Alger, septembre 1902.

² Notamment le 9 juin 1901. Yvetot avait remplacé Pelloutier au secrétariat de la Fédération.

³ Cf. compte rendu du Congrès de Montpellier (22 au 26 septembre 1902). Cf. CHARLES RIST, *Le XIII^{ème} Congrès national corporatif de Montpellier* (Le Musée Social, Mémoires et documents), A. Rousseau. Paris, 1903.

affirmation de l'autonomie syndicale, posée déjà par l'article premier de la constitution de 1895 ¹.

Paul Delesalle, qui est rédacteur aux *Temps Nouveaux*, marque nettement le sens de cette indépendance ; en effet, il s'oppose aux syndicalistes qui, allant jusqu'au bout de leur pensée, voulaient mettre les mots de « société collectiviste et communiste » à la place de « la suppression du salariat » :

Non, disait Delesalle, cela donnerait une couleur politique que nous n'avons pas le droit de donner... Mettons des termes économiques qui auront peut-être pour résultat de faire une société nouvelle, mais mettons des mots qui restent dans notre domaine : salariat et patronat...

L'article 3 apporte un changement important à la constitution de Limoges :

Nul syndicat ne pourra faire partie de la C.G.T. s'il n'est fédéré nationalement et adhérent à une Bourse du Travail ou à une union de syndicats locale, départementale ou régionale. Nulle organisation ne pourra être confédérée, si elle n'a au moins un abonnement à *La Voix du Peuple*.

Contre le principe de la représentation proportionnelle, soutenu par Guérard, l'article 4 maintient que chaque Bourse et chaque fédération n'aura qu'un délégué au Comité confédéral. Et les partisans de la représentation proportionnelle continueront à être battus aux congrès suivants.

Désormais, la Confédération sera composée de deux sections autonomes : la section des Bourses du Travail et celle des fédérations d'industrie ou de métier et des syndicats isolés.

Le Comité confédéral, qui possède le pouvoir exécutif, est constitué par le Comité des Bourses et celui des fédérations (article 21).

Le Comité confédéral représente les syndicats et les Bourses ; mais ce n'est qu'en 1918 que le Congrès de Paris réalisera la fusion totale en faisant disparaître les deux sections.

Les congrès, qui doivent se tenir tous les deux ans, représentent les syndicats qui, sur la proposition d'Émile Pouget, auront voix délibérative, alors que les fédérations et les Bourses n'auront que voix consultative.

Bien que le Comité confédéral eût cherché à préparer la discussion sur la grève générale, en envoyant à tous les syndicats un questionnaire préalable, les débats de Montpellier s'étaient concentrés sur les discussions relatives à la constitution ; et le congrès n'eut que le temps de voter à nouveau le principe de la grève générale.

¹ Il n'est pas possible de faire l'histoire du syndicalisme sans citer l'œuvre originale de MAXIME LEROY, qui publie en 1913 ses deux volumes sur *La Coutume Ouvrière* (Giard et Brière). Maxime Leroy a mis en sous-titre : *Doctrines et institutions*, et il a noté dans sa préface qu'« écrit par un juriste, ce livre n'est pas une histoire du mouvement ouvrier et qu'il n'y faut pas chercher des renseignements complets sur l'évolution syndicale ». La modestie de Maxime Leroy ne lui a pas permis de dire que l'œuvre du juriste est ici nourrie de réalité vivante, puisqu'il a été pendant des années en contact avec les grands militants de la C.G.T. et notamment avec Merrheim et Griffuelhes.

Ainsi, sauf sur certains points (représentation multiple, fédérations d'industrie et de métier), le Congrès de Montpellier avait adopté une constitution qui était en singulier progrès sur la constitution de Limoges. L'unité ouvrière était réalisée. La Confédération - et son pouvoir exécutif, le Comité confédéral - étaient fortifiés. Un homme allait utiliser cette force. C'était le secrétaire de la section des fédérations, Victor Griffuelhes, que cette fonction désignait comme secrétaire général de la C.G.T. Griffuelhes possède lucidité d'esprit et puissance combative ; il a le souci de développer toutes les forces de l'organisation ouvrière ; mais peut-être n'a-t-il pas la même préoccupation que Pelloutier de l'œuvre d'éducation morale, administrative, technique ? Pourtant la tradition de Pelloutier va se continuer, grâce aux admirables et énergiques militants qui entourent Griffuelhes : parmi ceux-ci, un certain nombre resteront fidèles à l'esprit de Pelloutier et à cette culture de soi-même, seule capable de perpétuer l'âme du syndicalisme.

Chapitre II

Lénine, Trotsky et la révolution de 1905

« Pour la Russie, la Révolution de 1905 fut la répétition générale de 1917. Et elle eut la même signification pour moi personnellement. Je m'engageai dans les événements de 1917 avec résolution et en toute assurance parce que je n'y voyais que la continuation et le développement de l'œuvre interrompue par l'arrestation des membres du Soviet de Pétersbourg, le 3 décembre 1905. »

TROTSKY (Ma Vie)

« On voit croître et s'élargir, à côté d'un formidable mouvement ouvrier, la révolte paysanne. »

LÉNINE
(27-14 mai 1905, *Le Prolétaire*)

« Nous, Soviet des Députés ouvriers, nous vous disons, soldats, au nom des ouvriers de Pétersbourg : vos peines sont nos peines ; vos besoins sont nos besoins ; notre victoire sera votre victoire. »

Manifeste du Soviet
(novembre 1905)

[Retour à la table des matières](#)

Le 1^{er} mars 1887, Alexandre Oulianov est pendu : il a été arrêté avec quelques camarades pour complot contre la vie d'Alexandre III. Un télégramme apprend à la famille Oulianov l'exécution d'Alexandre ; on rapporte qu'à cette nouvelle son frère cadet, Vladimir Iliitch, se frotte le front et dit : « Eh bien, nous allons chercher une voie plus efficace. » Et l'on donne à ces paroles une interprétation tendancieuse lorsqu'on raconte que, peu de temps avant son arrestation, Alexandre avait remis à Lénine le premier tome du *Capital* : « Ainsi Alexandre Oulianov instituait non seulement son successeur, mais l'héritier et le continuateur de Karl Marx. »

Combien l'événement psychologique qui bouleverse l'âme de Lénine adolescent est plus émouvant ; il donne une note plus juste que la légende d'une mission confiée au cadet par le frère aîné au moment où celui-ci, ayant préparé l'attentat, savait que son acte

pouvait le conduire à la mort. En fait, cette légende est peu vraisemblable ; car aucune intimité n'existait entre les deux frères, en dépit de la vie familiale commune, qui rapprochait pourtant étroitement Vladimir Iliitch de sa sœur Anna. Anna se plaît à bavarder avec Vladimir, mais elle sent qu'Alexandre ne participe pas volontiers à leurs entretiens, « et qu'il les tolère à peine ¹ » Une différence profonde de nature oppose les deux frères et Vladimir refoule l'admiration qui, tout enfant, le portait vers son aîné. Les deux frères ont chacun un caractère si tranché que, dans une atmosphère familiale plutôt chaude, ils vivent isolés l'un de l'autre. Ils s'ignorent à tel point que Lénine, interrogé sur l'affaire du 1^{er} mars, répond : « Pour nous tous, la participation d'Alexandre à un acte terroriste fut tout à fait inattendue. » Son frère lui avait caché la pensée la plus importante de sa vie secrète. Lénine dut s'en vouloir de ne pas lui avoir accordé assez d'attention, d'avoir, vis-à-vis de lui, accentué d'une façon provocante son attitude d'indépendance.

La vénération qu'enfant Vladimir avait eue pour son frère allait être « sublimée, aiguisée » par un sentiment de culpabilité vis-à-vis d'Alexandre ; en apprenant la nouvelle, « le garçon turbulent, jovial, s'était transformé en un homme mûr, qui réfléchissait profondément ». Un portrait d'alors laisse apparaître sur le visage du jeune Oulianov la douleur ressentie par lui de ne pouvoir réparer sa faute vis-à-vis de son frère - et aussi la haine à l'égard des bourreaux, la vengeance nécessaire. Ces sentiments éclairent la psychologie de Lénine ².

I

Lorsqu'en mars 1887 Vladimir Iliitch Oulianov apprend la mort de son frère, il n'a pas encore dix-huit ans ; car il est né le 10 avril 1870, à Simbirsk. L'inspecteur des écoles primaires Ilya N. Oulianov avait deux enfants, les aînés de Vladimir Iliitch : une fille, Anna, et un fils, Alexandre ; après Vladimir naquirent Olga, puis Dmitri et Maria. Ilya Nikolalevitch Oulianov était originaire de la petite bourgeoisie d'Astrakan ; ses pommettes saillantes et ses yeux bridés rappelaient le sang mongol des Tartares dont se compose une partie de la population d'Astrakan. La mère de Vladimir, Maria Alexandrovna, dont le père était un médecin marié à une Allemande, était d'une famille de petite noblesse rurale, qui possédait une petite propriété dans le gouvernement de Kazan.

En décembre 1887, à l'Université de Kazan, où se trouve Lénine, éclate un mouvement d'étudiants : exclu de l'Université pour des raisons « d'hygiène politique », Vladimir Iliitch reçoit l'autorisation de loger dans l'ancien domaine de son grand-père maternel, à quarante verstes de Kazan, sous la surveillance de la police. Il vit à la campagne, s'adonnant aux plaisirs du ski et de la chasse avec une fougue passionnée. Au printemps de 1888, Vladimir essaie de rentrer à l'Université ; mais le curateur scolaire de Kazan constate que, « malgré des capacités remarquables et des renseignements excellents, Oulianov ne peut être pour l'instant reconnu comme une personne sûre ni au moral ni au point de vue politique ». Enfin, à l'automne, Vladimir est autorisé à rentrer à Kazan. Étude

¹ LÉON TROTSKY, *Vie de Lénine, Jeunesse*, trad., Éditions Rieder, 1936, pp. 166-173 : « Alexandre non seulement ne participe pas à de tels entretiens, mais Anna le surprend à jeter sur elle des regards désapprobateurs ».

² C'est pendant son exil en Sibérie, vers 1898, que Vladimir Iliitch Oulianov prit le nom de Lénine, emprunté sans doute à celui du plus grand fleuve de Sibérie, la Léna.

diant exclu, il fréquente le club d'échecs et aussi les cercles clandestins. Sa mère achète une ferme dans le gouvernement de Samara : elle espère transformer son fils en agriculteur et l'arracher ainsi aux entraînements de la politique. Mais Lénine constate qu'il est impossible de réaliser des bénéfices à la ferme sans faire alliance avec les koulaks et sans exploiter implacablement les pauvres. Pourtant pendant l'été, Vladimir passait ses vacances à la petite ferme. Lénine goûte l'intimité de la nature¹. Dans le jardin, à l'ombre des tilleuls, Vladimir goûte aussi ses longues heures d'étude dans un coin protégé du soleil. Il s'adonne au sport et cherche - trait significatif de son caractère - à maintenir un heureux équilibre entre ses forces physiques et ses forces intellectuelles. A l'automne, il regagne la ville. C'est à cette époque, selon Trotsky, que Vladimir devient marxiste. Pendant un séjour à Pétersbourg en 1890, il se procure l'*Anti-Dühring* d'Engels. *La Révolution accomplie par Dühring dans la science* et *La Situation de la classe ouvrière en Angleterre* deviennent ses lectures favorites. Vladimir travaille avec acharnement. « Pareille persévérance, dit Iasnéva, pareille obstination, je n'en ai jamais vu chez personne comme chez Vladimir Iliitch dès ce temps-là (1891). » Mais il reste bruyant, bavard, rieur et gai : sa passion au travail est égale à son entrain pendant les heures de récréation. À Pétersbourg, il passe ses examens au printemps et à l'automne de 1891, il est le premier des 134 étudiants de la promotion.

A la suite d'un été très chaud qui brûla les emblavures et les prés dans vingt provinces, la population russe connut la famine exceptionnelle de 1891-1892 ; cette famine, - qui exerça une influence certaine sur l'évolution politique de la Russie, - avait atteint durement la grande masse de la paysannerie. Depuis l'abolition du servage, le développement rapide de l'industrie avait eu pour conséquence un appauvrissement des masses paysannes et leur croissante exploitation par les koulaks : « Soudain... le moujik se jeta à plat ventre et se mit à hurler d'une voix agonisante d'affamé². » En face de cette famine, Lénine prend une attitude toute différente de celle des libéraux, des populistes et des cercles de l'intelligentsia. Lénine se réjouit de la famine qui, « en détruisant l'économie paysanne... crée un prolétariat et contribue à l'industrialisation du pays ».

La famine de 1891-1892 marque une étape dans la formation de Lénine et accentue la forme intransigeante, cassante, acerbe, de son attitude révolutionnaire.

Cependant, il s'inscrit au barreau de Samara, en juillet 1892, et manifeste son aptitude à apprécier les côtés forts et faibles de son adversaire, comme à débrouiller une situation compliquée et à utiliser les arguments les plus subtils pour défendre sa propre thèse. Mais, ces qualités, il va les employer désormais à la propagande révolutionnaire.

Lorsqu'au début de l'automne 1893 Lénine arrive à Pétersbourg, son caractère et ses idées sont déjà mûris, grâce à l'existence de repliement et de silence qu'il a vécue entre 1887 et 1893.

Pour comprendre cette maturité précoce, il faut revenir à l'événement qui a marqué d'un trait ineffaçable son âme d'adolescent.

¹ TROTSKY, op. cit., p. 221 : « La vie libre de la steppe, le calme de la steppe un vieux jardin inculte, descendant par un ravin au ruisseau, l'étang où l'on se baignait à cœur joie, et la forêt où l'on cueillait la framboise. »

² TROTSKY, op. cit., p. 253.

A l'âge où la sensibilité d'un homme est disponible, Vladimir Illitch reçoit une blessure qui l'atteint dans sa chair comme une écharde impossible à arracher. Lénine n'oubliera jamais. Car il a ressenti ce besoin de vengeance qui, chez une nature profonde, se transpose du plan individuel sur le plan social. Injustice et cruauté particulières qui ne sont pas susceptibles de réparation individuelle. Elles déterminent une âme passionnée à n'être satisfaite que par une réparation totale, le redressement de l'injustice et de la cruauté collectives.

A dix-sept ans, un événement, une douleur bouleversent, colorent et fixent la sensibilité de Lénine. Le coup brutal, il l'a reçu presque sans paroles, en serrant les dents. En un instant, devenu homme, il s'est fait à lui-même un serment et est prêt, pour le tenir, à s'imposer les disciplines les plus dures. D'où l'un des contrastes de son caractère : l'association d'une passion ardente et du sang-froid au service de cette passion.

D'où, aussi, cet autre contraste, le goût des joies quotidiennes, la malice qui pétillait sur son visage, et une gravité qui en impose à ses camarades. Semenov rapporte que, en face de lui, « nous nous retenions... : une conversation frivole, une plaisanterie grossière étaient impossibles en sa présence ». Dès Kazan et dès Samara, Lénine possède déjà sur les autres cette autorité qui les soumet.

D'où, enfin, son obstination et son caractère inexorable. Lénine est inexorable ; il est possédé par son dessein. Celui-ci est le guide de ses sentiments. Dans la discussion, comme dans l'action, il va droit à l'idée peu lui importe si les individus sont traversés par le trait qui veut y atteindre. Aucune qualité personnelle ne peut l'attacher quand il s'agit d'un adversaire, et son attitude varie brusquement si un individu, hier de son camp, est aujourd'hui d'un autre. Vladimir Illitch est implacable, parce que sa partialité est dictée par les intérêts de la cause. L'homme - et voici l'ombre sur ce puissant visage - n'est pour lui qu'un instrument, jamais un but.

Lénine, en arrivant à Pétersbourg, s'affilie au groupe *L'Union combattante de Pétersbourg pour la libération de la classe ouvrière*¹. Ce qui le préoccupe avant tout, c'est l'action quotidienne ; ce qui l'intéresse, ce sont les conditions de l'existence journalière des travailleurs. Il enseigne à ses camarades ouvriers les éléments du marxisme ; en 1894 et 1895, Lénine écrit un certain nombre de brochures et de tracts tirés à la polycopie et qui circulent clandestinement. Mais Lénine reçoit de ses camarades ouvriers beaucoup plus encore qu'il ne leur donne ; car il apprend d'eux les conditions concrètes de leur existence laborieuse.

En 1894, Lénine précise les relations qui, selon lui, doivent s'établir entre les intellectuels marxistes et les ouvriers (*Qui sont les amis du peuple et comment combattent les social-démocrates*) :

C'est sur la classe ouvrière industrielle que les social-démocrates concentrent leur attention et leur activité. Lorsque les membres -les plus avancés de cette classe [ouvrière] auront assimilé les idées du socialisme scientifique et l'idée du rôle de l'ouvrier russe dans l'histoire, lorsque les ouvriers auront créé des organisations solides qui transformeront la guerre économique en lutte de classe consciente, alors l'ouvrier russe, se dressant à la tête de tous les éléments démocratiques, renversera l'absolutisme, conduira le

¹ E YAROSLAVSKI, *Histoire du parti communiste de l'U. R. S. S.*, pp. 82 et suiv. (Bureau d'Éditions, 1931).

prolétariat russe, à côté du prolétariat de tous les pays, sur la voie rectiligne de la lutte politique déclarée vers une révolution communiste victorieuse¹.

Ainsi, dès 1894, Lénine formule avec netteté les idées essentielles qui inspireront son action politique : la mission historique du prolétariat russe et le rôle décisif assigné à l'état-major des révolutionnaires intellectuels.

Pendant l'été de 1895, Lénine voyage et il rend visite à Plekhanov en Suisse. A son retour à Pétersbourg, il publie une revue illégale *La Cause des travailleurs* ; mais, le 8 décembre, la police l'arrête avant que les premiers numéros du journal soient distribués. Lénine est en prison. Lorsque éclatent les grèves de mai 1896 et c'est à cette époque qu'il commence à écrire : *Le Développement du capitalisme en Russie*. En janvier 1897, Lénine est envoyé pour trois ans en Sibérie Orientale ; pendant son exil, il achève *Le Développement du capitalisme en Russie* et écrit *Les Tâches des social-démocrates russes* (1898). C'est aussi durant son exil que se réunit à Minsk, le 1^{er} mars 1898, le premier congrès du parti ouvrier social-démocrate russe : parmi les délégués, il n'y a qu'un seul ouvrier².

Lénine rentre en Russie au commencement de 1900, mais repart aussitôt pour Munich, où il rédige les premiers numéros de la revue *L'Étincelle (Iskra)*. En juin 1902, Lénine quitte Munich pour Londres, où, au mois d'août, vient le rejoindre un jeune révolutionnaire évadé de Sibérie, Léon Trotsky³

Dès cette première prise de contact à Londres, Trotsky note ce trait du caractère de Lénine, le plaisir avec lequel il accueillit ce jugement de Vera Ivanovna : « Plekhanov est un lévrier ; il mordille bien, mais il finit toujours par lâcher ; vous, vous êtes un bouledogue. Quand vous mordez, vous ne lâchez plus. - Je mords et je ne lâche plus ?... C'est ça » répétait Lénine avec satisfaction.

Lénine publie, en mars 1902, une brochure : *Que faire ?*⁴ dans laquelle il étudie « les questions brûlantes de notre mouvement » : « la lutte intérieure donne au parti la force et la vitalité ; la plus grande faiblesse est cet amorphisme et l'absence de frontières nettement délimitées. En s'épurant, le parti se renforce. »

Lénine distingue les deux éléments qui conditionnent le mouvement ouvrier révolutionnaire : les éléments matériels et spontanés et les éléments idéologiques ou conscients. Abandonnés à eux-mêmes, les éléments spontanés ne peuvent aboutir à rien. L'activité révolutionnaire consciente s'oppose à l'évolution spontanée, ou plutôt la première doit guider la seconde. L'idéologue doit marcher en avant du mouvement spontané et élever « la spontanéité jusqu'à la conscience »

¹ V.-I. LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. I, trad. (Éditions sociales internationales, Paris)

² E YAROSLAVSKI, op. cit., p. 45.

³ Leur première rencontre fut suivie d'une longue promenade à travers Londres, « promenade qui avait pour but de faire connaissance et, dit Léon Trotsky, de me soumettre à un examen... Et l'examen porta sur les matières du cours... (la Polémique Bernstein-Kautsky - la lecture du Développement du capitalisme en Russie) ». Cf. Léon Trotsky, Lénine, Librairie du Travail, pp. 9, 11 et suiv., 1924. Trotsky avait alors vingt-trois ans.

⁴ La brochure développe les idées exprimées dans un article de mai 1901 Par quel bout commencer ? Cf. LÉNINE, *Œuvres complètes*. t. IV, pp. 409-584.

Par suite, les deux conditions de toute action révolutionnaire, aux yeux de Lénine, sont d'abord la primauté du révolutionnaire conscient, car le mouvement ouvrier a besoin de directeurs de conscience sociale. Cette nécessité d'un état-major révolutionnaire, première condition, entraîne la seconde : l'organisation forte et centralisée d'un parti politique de combat. Dans leur poussée spontanée, les masses marchent à l'aveuglette : « Tant qu'elle ne prendra pas en mains la direction de tout le mouvement démocratique, la social-démocratie ne pourra pas renverser l'autocratie. »

En 1901-1902, Lénine estime que, jusque-là, les guides se sont traînés à la remorque du mouvement ouvrier. Le parti social-démocrate russe doit être l'avant-garde du prolétariat auquel il indique le chemin. Car le prolétariat russe a une mission historique : ouvrir la route à la révolution mondiale.

Lénine a ainsi donné une définition neuve de l'idéologie révolutionnaire. Le marxisme, à la fois doctrine et méthode¹, permet aux révolutionnaires de faire l'éducation politique du prolétariat. Marxisme, critérium sûr, servant, à chaque moment, à distinguer de l'erreur une vérité pratique, pragmatique, la tactique qui répond aux conjonctures. Les guides doivent posséder l'énergie révolutionnaire : « Petit groupe compact, nous cheminons par une voie escarpée, nous tenant fortement par la main ; nous sommes entourés d'ennemis de toutes parts et il nous faut marcher presque constamment sous leur feu. » Mais *l'Intelligentsia révolutionnaire*, grâce à la lumière du marxisme, guidera avec sûreté la classe ouvrière qui, par ses propres efforts, ne peut développer qu'une conscience syndicaliste...

Lénine, dès 1901-1902, dans *Que faire ?* voit avec netteté les objectifs de la révolution russe et la tactique pour les atteindre. Cette méthode de pensée va inspirer son action pendant les années suivantes. Par ses arêtes idéologiques, cette pensée léniniste s'oppose au syndicalisme révolutionnaire français qui, à cette même date, affirme son influence dominante sur le mouvement ouvrier en France. *Que faire ?* paraît en brochure en mars 1902 chez Dietz, à Stuttgart, tandis qu'en France le congrès d'unité se tient à Montpellier du 22 au 27 septembre 1902, et que Victor Griffuelhes, secrétaire de la section des Fédérations, prend en mains la conduite de la C.G.T. Victor Griffuelhes, à l'opposé de Lénine, considère que « la vie agissante [de la classe ouvrière] rejette naturellement un tas de formules, de solutions spéculatives et abstraites et elle va placer au premier plan, après les avoir extraits des milieux ouvriers, les moyens de lutte qui sont du domaine exclusif de la classe des travailleurs. L'action de la classe ouvrière n'a pas été davantage une manifestation se déroulant selon un plan prévu par nous d'avance. » Victor Griffuelhes insiste sur *l'action spontanée et créatrice* de la classe ouvrière.

Lénine allait tirer un enseignement personnel de la révolution russe de 1905.

¹ L'indifférence à la théorie est une des raisons pour lesquelles le mouvement trade-unioniste anglais progresse si lentement. Aussi Lénine oppose-t-il « politique trade-unioniste et politique social-démocrate ». Cf. LÉNINE, Œuvres complètes, t. IV, pp. 460-501. Au lieu de rétrécir « nos objectifs au niveau des besoins directs et immédiats du mouvement purement ouvrier », la social-démocratie doit « toujours et inlassablement étendre l'action du mouvement ouvrier et diriger non seulement la lutte économique des ouvriers, mais la lutte politique du prolétariat, elle ne doit pas un instant perdre de vue notre but final, toujours propager... et perfectionner l'idéologie prolétarienne, la doctrine du socialisme scientifique, c'est-à-dire le marxisme ». Cf. LÉNINE, L'agitation politique et le point de vue de classe, *Iskra*, n° 16, 1^{er} février 1902 (Œuvres complètes, t. IV, pp. 405, 406, 407, 408).

II

L'éveil de la classe ouvrière, en Russie, date des années de 1880. En 1878 et 1879, à Pétersbourg, éclatent des grèves impétueuses. marquées de violences, sacs de fabriques et d'usines. Ces grèves se renouvellent et atteignent leur apogée en 1884-1886. Le gouvernement tsariste répond par une répression cruelle : emprisonnement allant jusqu'à quatre mois pour tout gréviste et à huit pour les meneurs ; mais à ceux-ci la police accordait un complément de punition en les internant dans leur village natal ou en les déportant en Sibérie. Les grèves avaient pourtant forcé le gouvernement à adopter les premières mesures de législation ouvrière : en 1882, réglementation du travail des enfants ; en 1884, création de l'inspection des fabriques ; en 1885, interdiction du travail des femmes et des mineurs dans plusieurs branches d'industries. La loi du 3 juin 1886 avait suivi les grandes grèves textiles et, première atteinte à l'arbitraire patronal, elle avait imposé aux patrons l'obligation de payer en argent liquide les salaires à des dates fixes.

Les origines de la révolution en Russie ne sont pas liées principalement à la condition ouvrière et à l'éveil du prolétariat industriel : elles ne s'éclairent que par l'histoire de la paysannerie et de sa misère.

L'acte du 19 février 1861, abolissant le servage, n'avait eu pour conséquence que la substitution à la servitude féodale de la servitude économique. Les affranchis avaient dû acheter ou louer des terres estimées au double de leur prix réel ; les paysans payaient leur libération par l'endettement. Le découpage des lopins de terre a été fait de telle sorte que l'ancien serf doit le plus souvent affermer des parcelles sans lesquelles il ne pourrait pas vivre ¹.

Sa misère est telle que, dès le début de l'année, forcé d'attendre la récolte pour pouvoir manger à sa faim, le paysan est obligé de mélanger sa farine avec de l'écorce des arbres ou de la balle de blé, avec de la tourbe dans les contrées marécageuses ou avec des glands.

Pendant les quinze années qui précèdent la révolution de 1905, des famines se produisent régulièrement, à des intervalles rapprochés. La grande famine de 1891-1892 est suivie par celles de 1895-1896, de 1897, de 1898 et de 1901.

¹ En 1900, le prix des céréales a augmenté sur le marché mondial ; les propriétaires fonciers ont doublé le prix du fermage. La population rurale au augmenté depuis 1861 : les paysans, qui disposaient en moyenne de 5 déciatines de terre, ne possèdent plus en 1900 que 2 déciatines ; 70 pour 100 des cultivateurs ont une quantité de terre insuffisante pour nourrir leurs familles. Dans les campagnes, sept millions de travailleurs adultes ne trouvent pas l'emploi de leurs forces. Une minorité parmi eux constitue la réserve de l'armée industrielle. Les charges croissantes du budget de l'État pèsent sur la paysannerie. Les impôts directs ou indirects absorbent de 50 à 100 pour 100 du revenu net d'une famille d'agriculteurs.

L'endettement et la misère sont encore aggravés par le caractère arriéré de la technique agricole. Alors que la récolte de froment est en Grande-Bretagne de 26,9 hectolitres à l'hectare et en Allemagne de 17, elle n'est en Russie que de 6,7. Les champs qui appartiennent aux paysans ont une productivité inférieure de 46 pour 100 à celle des terres appartenant aux propriétaires nobles. Et, lorsque les paysans ont un surplus de production, celui-ci est absorbé par le fermage et par les impôts. Lorsque survient la disette, le paysan, accablé de dettes et dépourvu de réserves est dans l'impossibilité de nourrir sa famille : même dans les années moyennes, il souffre d'une demi-famine.

Cette misère de la paysannerie ne peut, en aucun pays, être confrontée avec une concentration foncière semblable à celle que présente la société russe.

L'industrie s'est développée en Russie sous l'influence des capitaux étrangers ; sa concentration atteint un degré plus élevé que celui de l'industrie allemande. La grande industrie n'a pas en face d'elle une classe moyenne ; car sa concurrence élimine les petits métiers. Pris entre la grosse industrie et le prolétariat ouvrier, les artisans constituent « une classe obscure, affamée, aigrie », qui donne un personnel de combat aux pogroms et aux démonstrations des bandes de Cent Noirs.

La grande bourgeoisie capitaliste n'a en face d'elle que le prolétariat industriel, concentré dans quelques grands centres, que la poussée rapide du capitalisme a gonflés. Elle n'a pas en face d'elle, pour lui résister, cette aristocratie ouvrière qui se rencontre en Grande-Bretagne ou en France parmi les artisans et les ouvriers qualifiés. Comment du reste cette résistance pourrait-elle être organisée ? Aucune organisation syndicale ; aucun droit ni de coalition, ni de réunion, ni de parole. Les ouvriers n'ont pas de droits.

La journée de travail varie de 10 à 14 heures. Dans le sud, à Briansk, les ouvriers métallurgistes gagnent, en 1898, 70 kopeks par journée de 12 heures. Les ouvriers du textile gagnent de 14 à 18 roubles par mois. Le salaire de l'ouvrier est plus bas et sa journée de travail plus longue que partout ailleurs en Europe.

En comptant l'ensemble de la famille ouvrière, le prolétariat (industriel et rural) représente 27,5 pour 100 de la population totale ; si la paysannerie est dispersée, les ouvriers industriels sont groupés dans de grands centres ; ils forment le noyau de la population urbaine. Aussi Léon Trotsky peut-il dire :

L'insignifiance du petit métier, et, en général, de la petite production, et le caractère très développé de la grosse industrie russe ont eu pour résultat, en politique, de repousser la démocratie bourgeoise, au bénéfice de la démocratie prolétarienne. La classe ouvrière, en assumant les fonctions productrices de la petite bourgeoisie, s'est chargée également du rôle politique que cette bourgeoisie avait détenu jadis et des prétentions historiques que cette bourgeoisie avait eues à diriger les masses paysannes, à l'époque où celles-ci s'émancipèrent du joug de la noblesse et du fisc.

Une nouvelle période de grèves commence en 1896 et en 1897. Les grèves du textile à Pétersbourg, en 1896 et 1897, marquent une étape nouvelle du mouvement ouvrier par le calme et la discipline dont font preuve les grévistes. Les grèves se terminent par une conquête ouvrière : la loi du 2 juin 1897 réduit la journée de travail à 11 heures _ en semaine, à 10 heures le samedi et la veille des grandes fêtes, et elle établit le repos dominical hebdomadaire. Pourtant le gouvernement tsariste reste aveugle en présence du mouvement qui se développe sous ses yeux. Il espère venir à bout de la classe ouvrière par la répression ¹.

¹ Fusillades des grévistes à Jaroslaw en 1895, à Dombrowa en 1897, à Riga et à Marioupol, en 1899, à Pétersbourg en mai 1901 : le 1^{er} mai 1901 a été suivi d'une grande grève textile ; de nombreux ouvriers du textile sont blessés et il y a 6 morts et 8 blessés parmi les ouvriers des usines d'Oboukhov. En octobre 1901, la grève des chemins de fer est sauvagement réprimée : on arrête 1500 grévistes à Tiflis ; puis, en février 1902, on fusille les grévistes des mines de pétrole Rothschild à Batoum : 10 morts et 10 blessés ; en novembre 1902, on fusille les grévistes des chemins de fer à Rostov, sur le Don, et à Tikhoretskaïa : 11 morts et 29 blessés grièvement. En mars 1903, on fusille les grévistes de Zlatoost : 69 morts et 100 blessés ; en mai 1903, on fusille les ouvriers du textile à Kostroma.

En juillet 1903, et en août, une grève générale s'étend sur toute la Russie méridionale, préfigurant les événements de 1905. La grève entraîne 240.000 ouvriers de toutes les professions : 100.000 à Bakou, à Batoum et à Tiflis ; 50.000 à Odessa, 30.000 à Kiev, 30.000 à Ékaterinoslav, 20.000 à Élizavetgrad. 10.000 à Nicolaïew. Les revendications des grévistes sont la journée de huit heures ; la fixation d'un salaire minimum ; des augmentations de salaires. Mais cette grève générale ne fut pas uniquement corporative. Elle fut une explosion de révolte révolutionnaire. Sa portée se mesure à l'ampleur qu'elle a prise, en l'absence de toute organisation syndicale, de toute presse ouvrière, à laquelle supplée la distribution des feuilles volantes, des appels et des manifestes imprimés clandestinement.

Le bilan de la grève générale était : 36 morts à Tiflis ; 15 morts et 200 blessés à Kiev ; 24 morts dont 2 enfants à Ékaterinoslav ; un mort et de nombreux blessés à Nikolaïew ; plusieurs morts et de nombreux blessés à Kertch.

Le mouvement ouvrier, en Russie, a un caractère particulier, qui vient de l'absence presque complète d'organisations syndicales. Dans la plupart des grèves, et notamment dans la grève générale de 1903, ce sont les organisations social-démocrates qui font fonctions de Chambres syndicales ; ce sont les révolutionnaires politiques qui organisent l'explosion des forces ouvrières. Aussi, en Russie, à la différence des autres nations européennes, est-il difficile de dissocier, pour les étudier séparément, le mouvement ouvrier et le mouvement politique ; il n'y a pas d'autonomie syndicale ; ce fait éclaire les doctrines et la tactique de Lénine ; il explique pourquoi les bolcheviks ont pu endiguer à leur usage le mouvement ouvrier.

III

La Révolution russe, en 1905 comme en 1917, se lie étrangement à la défaite des armées russes.

En février 1904, le mouvement révolutionnaire reçoit l'aide inattendue d'une autocratie aveugle et ignorante de sa faiblesse. La guerre russo-japonaise va révéler l'incurie et la corruption qui règnent à tous les échelons de l'administration. Mais ses répercussions ne portent pas seulement atteinte au prestige extérieur de la Russie ; elles se font sentir profondément dans le pays lui-même, dans un pays en dérive. Jouet de son entourage et des coteries grands-ducales, Nicolas II n'est que faiblesse teintée de cruauté ¹.

Nicolas II dut s'étonner des événements communément groupés sous l'appellation de la Révolution russe de 1905. En face de la défaite, les seules classes qui réagirent furent celles qui souffraient du régime. D'abord le prolétariat industriel ; puis, avec un retard, la paysannerie : ce n'est qu'à la fin de 1905 que commencent les révoltes de paysans, lorsque le mouvement insurrectionnel du prolétariat est écrasé.

¹ À un général qui avait apaisé une révolte militaire sans fusiller personne, le tsar avait répété : « Il faut toujours faire fusiller, disons un homme sur dix, pour donner l'exemple ».

Aux classes rurales comme aux populations industrielles dénuées de droits, la débâcle militaire avait appris, en même temps que l'impuissance, la fragilité de l'autocratie russe. De la guerre allait naître, une première fois, la révolution.

Le 23 juillet 1904, le ministre de l'Intérieur von Plehve est tué par une bombe jetée sous sa voiture blindée. Son successeur, le prince Sviatopolk Mirsky, essaie de louver entre les divers partis politiques ; contre -la camarilla qui gouverne le tsar, il cherche à s'appuyer sur les Zemstvos ; mais, en novembre 1904, leur conférence est interdite ; elle est obligée de se réunir clandestinement dans un appartement privé. Par une majorité de 70 voix contre 30, cette conférence réclame, les 6 et 8 novembre, les libertés publiques, l'inviolabilité de l'individu et une représentation populaire. Quelque temps après, un congrès de paysans réclame la répartition des terres.

Les étudiants manifestent contre la guerre ; ils adoptent dans diverses villes des résolutions réclamant l'amnistie, la fin de la guerre et la convocation de la Constituante. L'attitude trop prudente et à leurs yeux équivoque des Zemstvos est dénoncée par les intellectuels radicaux, qui veulent donner à la campagne commencée en novembre un caractère plus révolutionnaire ¹.

Le 28 novembre et les 5 et 6 décembre, deux grandes manifestations se produisent dans la rue, à Pétersbourg et à Moscou. Ces manifestations, dont la nouvelle est transmise télégraphiquement au monde entier, révèlent la gravité de la situation intérieure née de la guerre. Sous ses deux formes, la protestation contre la guerre et la grève, le mouvement gagne toutes les régions de la Russie.

A partir de décembre, la révolte ouvrière commence à s'affirmer par des meetings, puis par des grèves : le 3, meeting ouvrier à Saratov ; le 11, grand meeting ouvrier à Bielostock. Du 21 au 27, à Riga, la population ouvrière proteste contre la guerre et une grève se déclenche. Le 26, la grève générale commence à Bakou, grève générale qui devait provoquer, le 7 janvier, des collisions entre les ouvriers et la troupe. La grève finira le 18 janvier : elle aura duré plus de trois semaines.

IV

Le 2 janvier 1905, Port-Arthur a capitulé.

Le 9, le renvoi de quatre ouvriers des usines de Poutilov provoque une réunion extraordinaire de l'*assemblée des ouvriers russes des fabriques et des usines* de la ville de Pétersbourg. La grève des usines Poutilov commence. 12.000 ouvriers demandent la révocation du directeur de l'usine, qui a refusé de reprendre les quatre ouvriers congédiés. Le 20, la grève devient générale à Pétersbourg c'est un mouvement qui s'étend, entraînant jusqu'à 140.000 ouvriers appartenant à la filature Néva, aux chantiers de construction des navires Nevski et à d'autres entreprises : grève de solidarité avec les ouvriers de Poutilov, accompagnée de revendications économiques (salaires, huit heures).

¹ Léon TROTSKY, *1905*, 876 pp. Trad. Parijanine (Librairie de L'Humanité, 1923), et *Ma vie*, t. II, pp. 9-25.

Le dimanche 22 janvier, sous la conduite du prêtre Georges Gapone, placé à la tête des ouvriers de Pétersbourg par la police, un grand cortège de travailleurs se dirige vers le palais impérial, afin de présenter au tsar une pétition exprimant les revendications populaires :

Sire,

Nous, travailleurs de Saint-Pétersbourg, nos femmes et nos enfants et nos parents, vieillards sans ressources, sommes venus à vous, ô Tsar, en quête de justice et de protection. Nous avons été réduits à la mendicité, opprimés, écrasés sous le poids d'un travail excessif, abreuvés d'outrages. Nous ne sommes pas considérés comme des êtres humains, mais traités ainsi que des esclaves qui doivent subir en silence leur triste destinée... O Empereur ! nous sommes ici plus de trois cent mille. Et cependant, nous ne sommes des êtres humains qu'en apparence. Car, en réalité, on nous prive de tout droit humain. Il nous est interdit de parler, de penser, de nous réunir pour parler de nos besoins et de prendre des mesures pour améliorer notre condition. Quiconque parmi nous ose élever la voix en faveur de la classe ouvrière est jeté en prison ou exilé. La possession d'un bon cœur, d'une âme sensible est punie en nous comme un crime... Délivrez votre peuple de l'intolérable oppression bureaucratique.

Des milliers de manifestants, pacifiques, sans armes, bannières et icônes en tête du cortège, ainsi qu'un grand portrait du tsar, s'approchent de la porte de Narva :

... Tout à coup, à deux cents pas devant eux, apparurent les troupes. Des sections d'infanterie barraient la route, et devant elles un escadron de cavalerie se tenait rangé, les sabres flamboyant au soleil. Puis les cosaques, au galop, s'avancent, sabre au clair. Un grand cri d'alarme s'élève. Les rangs de front se brisant s'ouvrent devant eux, et dans ce passage ils lancent leurs chevaux, frappant à droite et à gauche : les hommes, les femmes, les enfants tombent un à un, comme des arbres sous la cognée, tandis qu'une clameur faite d'imprécations et de gémissements emplissait l'air...

Les manifestants continuent à avancer. Soudain, sans avertissement préalable, sans sommation, sans une minute de délai, le craquement sec d'un feu de salve¹.

Dans la réalité, Gapone n'avait été qu'une ombre éphémère :

La signification essentielle du 22 janvier ne réside pas dans le cortège symbolique qui s'avance vers le Palais d'Hiver. La soutane de Gapone n'était qu'un accessoire. Le véritable acteur, c'était le prolétariat. Il commence par une grève, s'unifie, formule des exigences politiques, attire à lui toutes les sympathies, tout l'enthousiasme de la population, se heurte à la force armée et ouvre la révolution russe. (Léon Trotsky.)

Le 22 janvier - *le dimanche sanglant* - il y avait eu quatre cortèges à Pétersbourg et chacun d'eux avait été aussi cruellement massacré. Neuf cents tués, cinq mille blessés, tel est le tableau de cette journée.

Les ouvriers de Pétersbourg s'emparent d'une typographie et y impriment un appel aux armes. A travers toute la Russie, la répercussion de ce massacre est immédiate : le lendemain, 23 janvier, la grève générale commence à Moscou ; puis, le 24, elle s'étend à Vilno, à Kovno, à Jaroslaw ; le 25, à Riga, Revel, Saratov, Kiev, Minsk, Mohilev ; le 26,

¹ Cf. *Les Mémoires* du pope Gapone, chapitre XV : Le massacre de la porte de Narva, pp. 207-209. Aumônier d'une prison, agitateur parmi les ouvriers avec l'autorisation bienveillante de la police, Gapone s'était trouvé soudain à la tête d'une multitude d'hommes. Il devait se déconsidérer définitivement par l'argent reçu du comte Witte.

à Tiflis, Libau, Vitebsk. Le même jour, une mutinerie éclate parmi les marins à Libau. Le 27, la grève générale gagne à Varsovie, Lodz, Mitau, Dvinsk, Bielostock, Polotsk. La troupe entre en collision avec les grévistes à Varsovie. Le 28 et le 29, grève à Briansk, grève des cheminots en Sibérie ; des barricades s'élèvent à Varsovie, et les grèves s'étendent dans le nord-ouest, tandis qu'en Mandchourie l'armée du général Grippenbergh bat en retraite. Le 30 et le 31 janvier, la grève commence à Batoum, à Kharkov, au port de Windau, à Samara, Lublin, Brest-Litovsk et Tomsk. Et, pendant les premiers jours du mois de février, elle devait gagner la région de Dombrowa, puis Sosnowice, Pietrkow, Toula, le Caucase et le Donetz.

Le 24 janvier, Trépov est nommé gouverneur général de Pétersbourg ; le 30, les établissements d'enseignement supérieur de la ville sont fermés et cette fermeture est suivie de celles d'autres universités. Le 1^{er} février, Nicolas II reçoit une députation de trente-deux ouvriers, organisée par la police sur l'initiative du général gouverneur Trépov.

En février et pendant plusieurs mois, les grèves se sont étendues à 122 villes, aux mines du Donetz, à dix compagnies de chemins de fer. Un million d'hommes sont engagés dans une action spontanée, sans organisation ni plan préalables, avec, pour seul guide, un double sentiment : la révolte contre la guerre et l'instinct de solidarité.

Le 27 mai, la flotte russe est battue par la flotte japonaise à Tsoushima.

Le 31 mai, le congrès paysan du gouvernement de Moscou crée l'Union pan-russe des paysans ; à partir de cette date, le mouvement paysan se généralise ; il a été précédé et préparé - de février à mai - par des troubles agraires et des grèves de journaliers agricoles. Enfin, il faut signaler des révoltes dans l'armée et surtout parmi les marins. Le 27 juin, l'équipage du cuirassé *Potemkine* se mutine ; puis, le 29, les fusiliers de la marine à Riga ; puis, le 30, l'équipage du cuirassé *Georges-Pobiédonossetz*. L'escadre de la mer Noire, envoyée à Odessa contre le *Potemkine*, refuse de le combattre. Mais, le 8 juillet, le *Potemkine* se rend aux autorités roumaines de Constanza.

Le massacre du 22 janvier avait suscité, dans les pays démocratiques, des meetings de protestation contre les fusillades de Pétersbourg. En général, la signification du mouvement ne paraît pas avoir été comprise, sauf par certains socialistes. C'est ainsi que *Le Mouvement socialiste*¹, dès le 1^{er} février 1905, publie un article qui mesure la portée à longue distance de la première révolution russe : « L'entrée en action des masses ouvrières a radicalement changé la situation générale en Russie, les rapports des diverses forces en lutte contre le tsarisme et la perspective du plus prochain avenir. Le combat a changé d'âme, la victoire va changer de camp. »

V

Les événements de janvier 1905 sont pour Lénine une expérience qui va lui permettre de formuler des doctrines et une tactique qui paraîtront extraites de la réalité même.

¹ *Le Mouvement socialiste* du 1^{er} février : « Le Proletariat russe et la Révolution russe », par B. KRITCHEWSKY (31 janvier 1905).

En janvier 1905, Lénine est à Genève ; il prépare la réunion du troisième congrès du P.O.S.D.R. (Parti Ouvrier Social-Démocrate Russe), qui se tiendra en avril ; à l'occasion de la capitulation de Port-Arthur, il commence une campagne contre la guerre par un article de sa nouvelle revue, *Vperiod* (En avant), qui combat les tendances de l'*Iskra*, trop opportunistes à son avis. A une réunion des bolcheviks à Genève, le 26 janvier, Lénine commente les événements du dimanche sanglant. Pendant ce mois de janvier, il est occupé à traduire les *Mémoires* de Cluseret sur la tactique des barricades ; il relit les articles de Marx sur l'insurrection. Et, dans le numéro du *Vperiod* du 21 février, il demande au parti bolchevik de concentrer son attention sur la nécessité de préparer techniquement l'insurrection ¹.

Au commencement de février, dans un projet d'article qui n'a été publié qu'en 1926, Lénine dégage les *premières leçons* d'un mouvement qui s'est affirmé, dès le 9 janvier, par la grève des usines Poutilov : « La Révolution grandit et mûrit avec une promptitude qui nous était inconnue jusqu'au 9 janvier... » Et, rappelant le mot d'ordre formulé à la fin de sa brochure *Que faire ?* (1902) « l'insurrection armée du peuple entier », Lénine écrit :

De façon générale, le mouvement gréviste et les manifestations s'y rattachant se rapprochent, de plus en plus, dans la pratique, de l'insurrection armée du peuple entier dont la social-démocratie révolutionnaire parlait depuis si longtemps. Dans le *Vperiod*, nous tirions cette conclusion des événements du 9 janvier. Cette conclusion, les ouvriers pétersbourgeois la tirèrent eux-mêmes, directement, tout de suite, des événements. Le 10 janvier, ils faisaient irruption dans une typographie légale, y composaient une proclamation, en faisaient un tirage de plus de 10.000 exemplaires, et la répandaient par toute la ville.

Lénine a mis l'accent sur l'aspect essentiel de l'événement.

Dans le *Vperiod* du 14 février, « Deux tactiques », Lénine oppose la tactique « du suivisme » à la tactique bolchevik telle qu'il l'a définie dans *Que faire ?* : « La date de la révolution populaire ne peut pas être fixée d'avance. Celle de l'insurrection peut être fixée si ceux qui la fixent ont de l'influence sur les masses et savent apprécier le moment avec justesse. » En l'absence de toute organisation syndicaliste, en l'absence des militants ouvriers, les sociaux-démocrates bolcheviks doivent prendre sur les masses une influence qui leur permettra les *initiatives organisées*.

Le 21 février, toujours dans le *Vperiod*, paraît un autre article, « Devons-nous organiser la révolution ? » : « Partout où il y a des classes opprimées, luttant contre l'exploitation, la parole socialiste les arme toujours, et avant tout, du besoin brûlant de s'armer... »

Le 8 mars, pendant la bataille de Moukden (4-9 mars), toujours dans le *Vperiod*, « Nouveaux objectifs, forces nouvelles ² », Lénine formule le mot d'ordre de la révolution de 1905 : la dictature du prolétariat et des paysans. Le parti bolchevik n'est pas seulement l'état-major de la révolution ; il est *l'interprète* des protestations ouvrières ; il doit « dominer les événements dans sa conscience et dans son activité », afin de ne pas être dompté, écrasé par eux. Au lieu de se tenir à la *remorque* des événements, le parti bol-

¹ LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. VII, pp. 146-153 : D'un accord stratégique pour l'insurrection.

² LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. VII, pp. 175-182. La bataille de Moukden, qui coûta 100.000 hommes à l'armée russe, se transforme en désastre du 4 au 9 mars 1905

chevik donnera au torrent révolutionnaire une direction organisée ; il prendra en main, fermement et fortement, le mouvement ouvrier, afin de « sauvegarder, vis-à-vis de la démocratie bourgeoise, l'indépendance ouvrière ».

Au troisième congrès du P.O.S.D.R., qui se tient à Londres, en avril et mai, Lénine est préoccupé, avant tout, de préciser l'attitude du P.O.S.D.R. à l'égard de l'insurrection à main armée : il exige que Lounatcharsky¹ lui soumette son discours écrit avant de le prononcer. Lénine y apporte quelques corrections. Le projet de résolution est écrit tout entier par Lénine :

Le prolétariat étant, de par sa situation, la classe révolutionnaire la plus avancée... est par là même appelé à jouer dans le mouvement révolutionnaire démocratique de Russie le rôle de chef et de guide... Le prolétariat ne peut remplir ce rôle qu'organisé sous le drapeau de la social-démocratie en une force politique indépendante agissant dans les grèves et dans les manifestations avec l'unité la plus achevée.

Le prolétariat conduit le mouvement révolutionnaire ; mais il est lui-même guidé et dirigé par le parti bolchevik.

Le Congrès de Londres charge ses comités et ses organisations d'aborder la préparation des *grèves politiques de masse*. On doit organiser des groupes spéciaux « pour l'acquisition et la répartition des armes, l'élaboration du plan de l'insurrection armée et la direction immédiate de celle-ci ».

C'est en vue de l'éventualité d'une insurrection que Lénine avait eu avec Gapone des contacts qui avaient pour objet l'envoi d'armes en Russie. Le premier entretien a lieu au milieu de février, le second au début de juillet ; Lénine, rentré à Genève le 15 mai, incite Gapone à aller à Londres, où l'on organise l'armement de la révolution. Et, en même temps, Lénine envoie Vassiliev Ioujine à Odessa pour organiser la liaison avec les groupes social-démocrates qui ont suscité les mutineries de la flotte, les 27 et 30 juin ; mais c'est le 8 juillet que le *Potemkine* se rend aux autorités roumaines.

Le 2 mai au troisième congrès, Lénine avait prononcé un discours sur le soutien du mouvement paysan ; le 3 mai, un discours sur les rapports entre les intellectuels et les ouvriers dans les organisations social-démocrates. Le 8 mai, il était élu au Comité central, qu'il présidait le 10 : il était nommé rédacteur responsable du *Prolétaire*, dont le premier numéro paraît le 27 mai.

Deux documents, à cette date, éclairent peut-être plus qu'aucun autre la vision que, dès 1905, Lénine avait des conditions préalables et nécessaires de la Révolution d'octobre². D'abord un article paru dans le *Vperiod* du 12 avril : « La dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et des paysans » ; puis le projet de résolution sur le soutien du mouvement paysan, lu à la séance du Congrès de Londres, le 3 mai 1905, par Krassine, et dont la minute avait été écrite de la main même de Lénine. Ces deux documents montrent l'importance décisive que Lénine attache au rôle que doit jouer, à ses yeux, la paysannerie dans la révolution. Sans doute sentait-il que, sans elle, la victoire du prolétariat industriel aurait été sans lendemain : « Élever le mouvement paysan à la plus haute conscience de ses fins, organiser immédiatement des comités révolutionnaires

¹ LOUNATCHARSKY, Les bolcheviks en 1905, dans *Prolétarskaïa Révoloutsia*, n° 11, 1925. - Cf. LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. VII, pp. 294-298

² LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. VII, p. 322-327 (rapport et résolution).

paysans,... recommander aux paysans le refus du service militaire, le refus complet du paiement de l'impôt et de la reconnaissance des autorités, afin de désorganiser l'autocratie et de *soutenir contre elle l'offensive révolutionnaire.* »

Lénine est un réaliste. L'expérience de 1905 enrichit ses conceptions doctrinales. Sans doute, Lénine se plaît à se référer souvent à Marx. Mais l'œuvre de Marx et d'Engels est pour lui assez semblable à une Bible dont les pasteurs non conformistes tirent des textes sacrés propices aux enseignements quotidiens de la morale évangélique. La science et l'action sont sur deux plans différents. Au lieu de violenter les faits pour les faire entrer dans le cadre de la doctrine marxiste, au lieu de forcer la réalité, il assouplit la doctrine, ou plutôt il l'interprète, toute révérence due à Marx auquel Lénine ne refuse jamais un geste de dévotion.

Il agit de même vis-à-vis du mouvement ouvrier. Le prolétariat industriel en Russie ne possède ni organisation ni tradition. Lénine lui offre une direction organisée en échange de l'appui de sa force révolutionnaire.

La Révolution de 1905 avait été pour Lénine l'occasion d'expériences qu'il n'oubliera pas : la révolution pouvant naître d'une défaite militaire qui se tournait en désastre, - la nécessité d'engager les soldats et les marins dans la voie révolutionnaire, - l'importance enfin décisive des masses paysannes, qu'il fallait lier au sort de la révolution.

VI

Le 5 septembre 1905, le traité de Portsmouth terminait la guerre russo-japonaise ; la Russie évacuait la Mandchourie ; elle transférait au Japon le bail de Port-Arthur et lui reconnaissait le droit d'étendre son protectorat sur la Corée. Surtout, les troupes de l'armée russe revenaient d'Extrême-Orient exténuées et déçues, et ayant trop souffert de l'incurie du commandement et de l'intendance pour ne pas prêter une oreille attentive à l'agitation révolutionnaire.

La grève des compositeurs de l'imprimerie Sytine, à Moscou, le 19 septembre 1905, gagne bientôt les autres industries.

Le 30 septembre, à Pétersbourg et à Kiev, les Universités servent de lieu d'asile aux premiers meetings ; car, exclues de la rue dont elles sont chassées par la police, les réunions populaires peuvent se tenir librement dans les salles de cours des Universités. Les amphithéâtres et les salles de conférences se remplissent de tout un auditoire de travailleurs « venus directement de l'usine à l'Université ». Les journaux bien pensants se scandalisent de voir s'y entasser pêle-mêle les étudiants et *un ramassis de gens de toute espèce et de va-nu-pieds*¹.

¹ Un chroniqueur du journal *La Russie* décrivait ainsi cet étrange spectacle : « Savez-vous ce qui m'a le plus frappé au meeting de l'Université ? C'est l'ordre merveilleux, exemplaire, qui régnait... J'allai rôder dans le corridor. Le corridor de l'Université, c'est maintenant la rue tout entière. Tous les amphithéâtres qui donnaient sur le corridor étaient pleins de monde ; on y tenait des meetings particuliers, par frac-

Le 2 octobre, à Pétersbourg, les compositeurs font trois jours grève de solidarité pour leurs camarades de Moscou.

Le 3 octobre, à Moscou, des délégués ouvriers de différentes corporations (imprimeurs, mécaniciens, menuisiers, tabac, etc...) constituent un Soviet des travailleurs de Moscou. Le 4 et le 5, le travail reprend dans les imprimeries de Moscou.

Mais voici que s'annonce la grève générale des chemins de fer. Le 10 octobre, Moscou va être isolé du reste de la Russie. Le 9 octobre, le Congrès des cheminots à Pétersbourg formule ces revendications : les huit heures, les libertés civiques, l'amnistie, l'Assemblée Constituante.

Grève générale à la fois économique et politique.

La grève étend une main dominatrice sur toute l'étendue du pays... Elle ouvre une typographie quand elle a besoin de publier les bulletins de la révolution, elle se sert du télégraphe pour envoyer ses instructions ; elle laisse passer les trains qui conduisent les délégués des grévistes ; elle mène les convois de voyageurs jusqu'à la gare la plus voisine ou jusqu'à destination, s'il y a lieu... Elle met tous les moyens en oeuvre... Elle veut arriver à ses fins, coûte que coûte¹...

Le 10 octobre, à Moscou, les cheminots, réunis à l'Université, décident de poursuivre la grève jusqu'à complète satisfaction de leurs revendications. Et la grève des chemins de fer s'étend de réseau en réseau. Et, progressant de proche en proche, la grève gagne les lignes de l'Asie Centrale et de la Sibérie : le 15 octobre, Bakou, le 17, Odessa. A cette date, il y a 750.000 cheminots en grève. La grève s'étend, paralyse bientôt la vie économique tout entière.

Le 13 octobre, à Pétersbourg, se forme le Conseil des députés ouvriers. Le *Soviet* de Pétersbourg va devenir le centre et le foyer de la révolution à l'automne 1905 ; il sert d'exemple aux autres Soviets, qui se forment à Moscou, à Odessa notamment.

Le 13 octobre, le Soviet se constitue et tient sa première séance ; il se compose d'une quarantaine de députés. A la mi-novembre, 562 députés, dont 6 femmes, représentent 147 fabriques, 34 ateliers et 16 syndicats : sur 562 délégués, 362 sont ouvriers des métaux, 57 ouvriers du textile, 32 ouvriers imprimeurs ou ouvriers du papier, 12 employés de commerce, 7 comptables et ouvriers pharmaciens. La prédominance des délégués des métaux est un fait notable. Le Conseil des députés ouvriers crée, le 17 octobre, un Comité exécutif de 31 membres ; sur ces 31 membres, il y a 22 délégués ouvriers, mais aussi 6 représentants des deux fractions social-démocrates et 3 socialistes révolutionnaires. Les partis politiques sont donc représentés à côté des corporations ouvrières ; mais ils sont une minorité. Le Soviet de Pétersbourg est une organisation directe de la

tions... Le couloir lui-même était bondé, la foule allait et venait... On fumait, on causait à mi-voix... L'assemblée était plus nombreuse et plus sérieuse que dans les réceptions ordinaires... Et cependant, c'était là le peuple, le vrai peuple, le peuple aux mains rouges et toutes crevassées par le travail, au visage terreux comme l'ont les gens qui passent leur vie dans les locaux fermés et malsains. Et tous les yeux brillaient, enfoncés dans les orbites... Pour ces hommes de petite taille, maigres, mal nourris, qui étaient venus de l'atelier où l'on trempe le fer, où l'on coule la fonte, où l'on suffoque de chaleur et de fumée, pour tout ce monde, l'Université était un temple aux hautes murailles, aux larges espaces, où la couleur blanche étincelait...

¹ Léon TROTSKY, 1905, pp. 81-82.

classe ouvrière ; c'est là son originalité historique et la raison de son influence pendant les semaines du 13 octobre au 3 décembre. C'est aussi la raison du nom que lui donnèrent la presse et les masses : « gouvernement prolétarien ». Le Conseil des délégués ouvriers était composé d'un délégué par groupe de 500 ouvriers ; les petites entreprises industrielles s'unissaient pour former des groupes d'électeurs.

Cette institution ouvrière, née spontanément, répondait au besoin qu'avaient les masses disséminées et dépourvues de liaison de posséder une organisation d'une autorité indiscutable, libre de toute tradition, *confluent pour tous les courants révolutionnaires à l'intérieur du prolétariat*. Aucune autre organisation existante n'était capable de remplir ce rôle. Le Soviet était le lien d'unité ; l'appel, voté le 13 octobre, convie à la grève générale politique « toutes nos forces disponibles, unifiées sous l'égide de notre commun Soviet ».

Le Soviet comprend une majorité de délégués des métaux, parce que ceux-ci prennent une part prépondérante à ces événements. À chaque étape du mouvement ouvrier, il en est ainsi de certaines corporations, différentes selon l'heure ou le pays ; en France, par exemple, les ouvriers du bâtiment, les bronziers et les ouvriers imprimeurs ont joué entre 1840 et 1870 le rôle essentiel. En Russie, en 1905, dès le 13 octobre, jour de la formation du Soviet, les ouvriers des métaux définissent ainsi leurs objectifs : « Nous déclarons la grève politique et nous lutterons jusqu'au bout pour la convocation de l'Assemblée Constituante sur la base du suffrage universel, égalitaire, direct et secret, dans le dessein d'instituer en Russie la république démocratique. » Programme semblable à celui des Chartistes de Grande-Bretagne, de 1837 à 1843¹.

Le 14 octobre, les ouvriers typographes considèrent « que c'est trop peu de cesser le travail et qu'il faut transformer les troupes de la classe ouvrière en grève en une armée révolutionnaire, c'est-à-dire organiser immédiatement des compagnies de combat ». Les compagnies de typographes armées vont s'emparer des grandes imprimeries destinées à publier les *Izvestia* (Les Nouvelles du Soviet), dont le premier numéro paraît le 17 octobre.

Le 15 octobre, le Soviet convertit à la grève les fabriques textiles qui travaillent encore ; le lendemain, elles ont toutes cessé le travail. De nombreux comités de grève (ingénieurs, avocats, fonctionnaires du gouvernement) décident de s'inspirer des décisions du Soviet. « En s'assujettissant les organisations indépendantes, le Soviet unifia autour de lui la révolution. »

Tréprov, qui avait recommandé aux troupes et à la police de ne pas tirer à blanc et de ne pas ménager les cartouches, doit céder la place au comte Witte, et la peur arrache au pouvoir le manifeste du 17 octobre. La grève des chemins de fer et du télégraphe avait désorganisé le mécanisme gouvernemental. Le 18 octobre, à Pétrograd, les esprits étaient partagés entre l'étonnement et la crainte : « d'immenses foules allaient et venaient, d'un air égaré, par les rues. On avait obtenu une constitution. Que se passerait-il ensuite² ? »

Le comte Witte, qui avait signé le traité de Portsmouth, en suggérant au tsar de signer le manifeste du 17 octobre, avait voulu obtenir un armistice de quelques jours ou de quelques semaines, - il avait voulu laisser passer la vague, afin de voir venir le vent.

¹ Voir Histoire du mouvement ouvrier, t. 1, pp. 111-169.

² TROTSKY, 1905, pp. 99 et 101.

Le Soviet répond au manifeste en réclamant l'amnistie, le désistement de la police du haut en bas, l'éloignement des troupes, la création d'une milice populaire. En même temps il déclare que la grève générale continue. « La grève se transforme *en une démonstration de défiance*. » Pourtant le Soviet décide la reprise du travail à Pétersbourg pour le 21 octobre.

La lutte pour l'amnistie commence par toute la Russie. Et, le 22 octobre, le gouvernement paraît céder à la pression ouvrière. Le même jour, le Soviet de Pétersbourg renonce à la manifestation projetée à l'occasion des obsèques des victimes ¹.

Le Soviet de Pétersbourg prend en main la défense de la liberté de la presse ; il est soutenu par le syndicat des ouvriers de la presse ; l'un et l'autre s'entendent pour abolir la censure en posant ce principe : « Lorsque le texte ne contient pas un appel direct à la violence et aux pogroms, l'impression aura lieu sans empêchements. »

Cette volonté de liberté et le souci de ne pas faire appel à la violence sont reconnus par une des grandes organisations capitalistes : le Comptoir consultatif des Métallurgistes constate (dans une lettre au comte Witte, qui réclame une amnistie complète), que, « du côté des masses révolutionnaires, la violence ne s'est manifestée que dans des limites très étroites et ces masses ont su observer une discipline vraiment incroyable... La classe ouvrière, qui a manifesté avec tant de force sa conscience politique et sa discipline de parti, doit prendre part à l'administration des affaires publiques ». Les 26 et 27 octobre, une mutinerie militaire éclate à Cronstadt et elle est sauvagement réprimée. Cette répression fait rebondir la grève d'octobre.

Le 1^{er} novembre, le Soviet invite le prolétariat de Pétersbourg à manifester par la grève générale politique sa solidarité avec les soldats de Cronstadt. Et le lendemain, avant midi, toutes les usines qui ont des représentants au Soviet se mettent en grève. Les petites et moyennes entreprises industrielles envoient des représentants au Soviet. Les chemins de fer interrompent le trafic.

Le 5 novembre, le comte Witte ayant promis qu'aucune Cour martiale ne jugera les marins de Cronstadt, le Soviet décide de cesser la manifestation de grève le 7 novembre. L'attitude du Soviet avait eu sur les soldats une influence qui avait pénétré même parmi les régiments de la garde. Cette influence s'accroît à la suite du manifeste que le Soviet adresse aux soldats :

Le gouvernement avait décidé que les matelots et les soldats de Cronstadt passeraient en Cour martiale ; les ouvriers de Pétersbourg ont immédiatement cessé tout travail. Ils consentent à endurer les tortures de la faim, mais ils ne veulent pas considérer en silence les tourments que l'on inflige aux soldats.

Nous, Soviet des députés ouvriers, nous vous disons, soldats, au nom de tous les ouvriers de Pétersbourg : Vos peines sont nos peines ; vos besoins sont nos besoins ; la

¹ La révolution de 1905 a eu un grand nombre de victimes : 15.000 morts, 18.000 blessés, 70.000 emprisonnés. Ajoutez les pogroms d'octobre, à travers la Russie - il y en eut dans cent villes - et qui firent 4.000 massacrés, 10.000 mutilés. Mais, à Pétersbourg, s'il n'y a pas de pogroms, les Cent Noirs attaquent les passants ; avec des fouets, des couteaux et des casse-tête. En face de ces bandes noires, les ouvriers s'arment de revolvers, de fusils, de piques ; des compagnies de protection se forment, qui patrouillent la ville, la nuit, afin de protéger les passants paisibles et de maintenir l'ordre contre les Cent Noirs.

lutte que vous menez, c'est bien celle que nous avons entreprise. Nous sommes attachés à la même chaîne. Ce n'est qu'en unissant leurs efforts que le peuple et l'armée briseront cette chaîne.

La révolte du *Potemkine*, au début de l'été, avait été punie par les travaux forcés pour quelques dizaines de marins, la corde pour deux autres, et le poteau d'exécution pour quatre autres. Ces sanctions ont eu pour effet d'attiser l'esprit de révolte. Dans tout le pays se réunissent des meetings de soldats ; à partir du 20 novembre, dans nombre de villes, les soldats fraternisent avec les ouvriers. Le 2 et le 3 décembre, la garnison de Moscou organisera des cortèges dans les rues en chantant la *Marseillaise*.

Le 28 octobre, des délégués décident d'instituer, par l'action directe, la journée de huit heures. Dès cette date, les grosses usines métallurgiques ne travaillent plus que huit heures. Le 29 octobre, le Soviet des délégués ouvriers invite les ouvriers à établir eux-mêmes, dans leurs usines, la journée de huit heures. Le 31 octobre, les *Izvestia* annoncent que les ouvriers des usines d'un certain rayon, après avoir travaillé huit heures, ont quitté leurs ateliers et sont partis en cortège dans les rues en chantant la *Marseillaise*.

Le 1^{er} novembre, la plupart des fabriques de textiles et toutes les usines métallurgiques appliquent la décision des huit heures. Mais la grève du début de novembre arrête cette campagne. Et, le 7 novembre, lorsque le travail est repris, le gouvernement ferme les usines de l'État ; et son exemple est suivi par un certain nombre d'entreprises privées, qui ferment leurs portes afin d'empêcher l'institution des huit heures.

La majorité du Soviet décide, le 12 novembre, de conseiller l'abandon de la revendication des huit heures. Mais, pendant cette séance, une longue et violente discussion se poursuit entre les délégués de l'usine Poutilov, qui appuient l'abandon des huit heures, et les représentants qui veulent maintenir cette revendication ; l'un des plus passionnés est une tisserande de la fabrique Maxwell, une femme d'un certain âge, au beau visage clair : sa voix pénétrante, vibrante d'émotion, crie aux délégués de Poutilov :

Vous avez habitué vos femmes à bien manger et à bien dormir, et voilà pourquoi vous craignez de perdre votre gagne-pain. Mais nous, cela ne nous fait pas peur. Nous sommes prêtes à mourir pour obtenir la journée de huit heures. Nous lutterons jusqu'au bout. La victoire ou la mort ! Vive la journée de huit heures !... Nous ne pouvons plus accepter ce surmenage qui progressivement épuise nos forces physiques et morales.

Le 15 novembre, éclate la grève des postes et télégraphes. Le 23, elle est suspendue pour permettre les communications entre tous les réseaux de chemins de fer. En effet, un certain nombre de fonctionnaires poursuivis pour propagande révolutionnaire devaient être exécutés, le 23 novembre, à minuit. Le Congrès des cheminots avait fait savoir au gouvernement que, si avant huit heures du soir il n'avait pas rapporté la sentence, tous les chemins de fer suspendraient le trafic. Dès réception de l'avis télégraphique, le ministre de la Guerre donne l'ordre de suspendre l'exécution de la sentence. C'est « la dernière victoire de la révolution ».

Dès le 14 novembre, on avait arrêté, à Moscou, le bureau de l'Union des paysans. A Pétersbourg, le 26 novembre, le président du Soviet, Khroustalev, est arrêté et remplacé, le 27, par Léon Trotsky.

Le Soviet adresse un appel aux soldats et rédige un manifeste. Le 2 décembre, les huit journaux qui ont publié le manifeste sont suspendus ; un décret paraît, qui menace

d'emprisonnement les membres des syndicats de cheminots, de postiers, télégraphistes et téléphonistes. Le 3 décembre, le gouvernement fait cerner le bâtiment de la Société Économique par des troupes de gendarmerie-et des cosaques à cheval. Tandis que le Comité exécutif délibère, les soldats qui sont dans le corridor entendent un des députés ouvriers qui s'écrie : « Le résultat de la nouvelle et décisive action du prolétariat - la grève générale - dépendra des troupes. Qu'elles prennent donc la défense de la patrie ! Même à travers les portes fermées, les soldats entendront le fraternel appel des ouvriers, la voix du pays épuisé dans les tourments. » Les portes s'ouvrent, les membres du Comité exécutif et du Soviet sont arrêtés.

Léon Trotsky et Lénine ont participé à la révolution de 1905 ; leurs écrits contemporains montrent l'influence qu'elle a eue sur eux. Quel a été leur rôle ? Lénine, qui arrive à Pétrograd en novembre, ne prend pas part directement aux travaux du Soviet : « ... Il suivait attentivement chaque démarche du Soviet [dont] il influençait la politique par l'intermédiaire des représentants de la fraction bolchevik... Il expliquait l'action du Soviet dans son journal, *La Vie Nouvelle (Novaia Jizn)*. Sur aucune question, Lénine ne se trouva en désaccord avec la politique du Soviet¹ ». Trotsky ajoute que, lorsque la Commission fédérative des délégués bolcheviks et mencheviks le chargea de parler en son nom devant le Comité exécutif, « aucun conflit ne se produisit alors ». Et, lorsque Trotsky fut nommé président du Soviet, Lénine se serait écrié : « Pourquoi pas ? Trotsky a conquis cette situation par un labeur inlassable et brillant. »

L'accord entre Trotsky et Lénine en 1905 présage et prépare leur entente pendant les journées d'octobre 1917 ; la légende d'un conflit existant entre eux en 1905 méconnaît le fait qu'une des forces de la révolution russe a été l'entente entre Lénine et Trotsky ; elle appauvrit la réalité historique. Aux yeux de Lénine et de Trotsky, la révolution de 1905 avait la même signification ; cette importance, Trotsky l'a marquée, peu après la première révolution, dans un très beau livre : *1905*, qu'il publie en russe dès 1907 sous le titre de *Notre Révolution*².

Léon Trotsky, qui a vécu la révolution d'octobre 1905, constate le caractère essentiel de cette révolution : « Ce ne fut, écrit-il, ni l'opposition de la bourgeoisie libérale, ni les soulèvements spontanés des paysans, ni les actes de terrorisme des intellectuels qui forcèrent le tsarisme à s'agenouiller : ce fut la grève ouvrière. » La révolution russe de 1905 - et par là elle se distingue de la révolution de 1917 - a un caractère ouvrier.

Le Soviet ou Conseil des députés ouvriers, qui émanait de la classe ouvrière, fut l'organisation-type de la révolution. « Le Soviet sortit organiquement du prolétariat au cours de la lutte directe... » Les masses ouvrières et la presse lui donnèrent le nom de gouvernement prolétarien. Les députés au Soviet étaient les représentants de la classe ouvrière ; quelques conseillers politiques, à peine une vingtaine sur 562, représentaient seuls les partis socialistes.

Pour Trotsky et pour Lénine, la grève de 1905 fut la répétition générale de 1917. Lénine, à côté du mouvement ouvrier, avait vu « croître et s'élargir la révolte paysanne » ; il avait senti qu'elle était le poids qui devait faire pencher la balance en faveur de la révolution. Léon Trotsky, lui aussi, estimait que le mouvement de l'automne 1905 lui avait

¹ TROTSKY, *Ma Vie*, t. II, pp. 18-19 (citation de Lounatcharsky).

² Une édition allemande (1908-1909) paraît à Vienne. Une nouvelle édition russe, traduite en français en 1923, a paru à Moscou en janvier 1922.

appris qu'il fallait organiser la campagne et la relier à la ville - se rattacher étroitement à l'armée - prendre les armes : « Telles sont, écrit-il, les simples et considérables déductions qu'imposèrent au prolétariat la lutte et la victoire d'octobre 1905. »

Deuxième partie

Les temps héroïques du syndicalisme

« Ce sont des combats qui se livrent dans l'âme des travailleurs. Ils obéissent à la voix de l'honneur syndical... Ces ouvriers sont, à leur façon, des personnages cornéliens ; il s'établit dans leur conscience le débat qui s'établit dans le cœur des personnages de Corneille. »

EDOUARD DRUMONT

Chapitre premier

Internationale politique ou internationale syndicale ?

(1889-1900-1909)

« Le marxisme orthodoxe était essentiellement la philosophie d'un socialisme mi-bourgeois, mi-ouvrier, d'un socialisme politique, parlementaire et doctrinaire, qui voyait dans le prolétariat une arme matérielle que devait manier la pensée incarnée dans un état-major d'intellectuels bourgeois. »

EDOUARD BERTH.

[Retour à la table des matières](#)

La guerre franco-allemande et les conflits entre idéologues, au sein des sections de la Fédération internationale, avaient rompu la Première Internationale. Le Congrès de l'Internationale à La Haye (2 au 7 septembre 1872) avait achevé son déclin en votant le transfert du siège du Conseil Général à New York. C'est la Fédération Jurassienne qui est désormais le centre de propagande révolutionnaire. La Fédération Jurassienne suscite la formation en France de nouvelles sections de l'Internationale, sections plus révolutionnaires qu'ouvrières. La Fédération française de l'Internationale se réunit en congrès à La Chaux-de-Fonds en août 1877. Les résolutions de ce congrès sont influencées par les tendances anarchiques. La cinquième résolution décide que la Fédération profitera de tous les mouvements populaires pour développer dans les limites du possible son programme collectiviste et anarchiste : « partout, dès que la force de l'organisation rendra la chose possible, la propagande par le fait ¹ »...

¹ Deuxième résolution : « ... pour les villes une active propagande par le livre, le journal, la brochure ; ...partout, dès que la force de l'organisation rendra la chose possible, la propagande par le fait... »

Programme collectiviste et anarchiste... On sait que la Première Internationale avait été divisée par l'antagonisme entre deux tendances¹ : la tendance marxiste et le socialisme ou communisme anti-autoritaire. Or, vers 1876, les deux tendances changent de nom. Les marxistes adoptent la dénomination de collectivistes, que les fédéralistes abandonnent. La dernière réunion du Conseil Général de l'Internationale réfugiée à New York est celle de Philadelphie (juillet 1876). La Fédération Jurassienne manifeste son activité jusqu'en 1880. En septembre 1877, les internationaux jurassiens publient un manifeste, affiché clandestinement dans quelques villes françaises : « Que fera, en novembre 1877, l'Assemblée des 363 (députés républicains) ? Rien. Elle s'aplatira ou sera chassée, à moins que vous ne soyez là avec vos armes... Vous devez vous préparer à passer de la parole à l'acte, de l'urne à la barricade, du vote à l'insurrection. Le combat inévitable aura donc lieu. » Mais, les 9 et 10 octobre 1880, la Fédération Jurassienne tient à La Chaux-de-Fonds son dernier congrès. Les hommes qui l'avaient animée, depuis 1871, forment désormais les différents groupes et écoles anarchistes.

Les survivants de la Fédération Jurassienne organisent le mouvement communiste anti-autoritaire. Leurs journaux (*L'AvantGarde*, *Le Révolté*, *La Révolte*) se placent sur le terrain de l'anarchie ; Élisée Reclus, James Guillaume, Pierre Kropotkine, Malatesta sont rejoints par Jean Grave, qui représente au Congrès de Marseille la Chambre syndicale des Ouvriers Cordonniers, et par Émile Pouget, qui, dès l'âge de vingt ans, en 1880, va prendre une part ardente à la fois à la propagande anarchiste et à l'organisation des syndicats ouvriers.

Un an après le dernier congrès régional de la Fédération Jurassienne, Élisée Reclus, Johann Most, Enrico Malatesta organisent une nouvelle Internationale à Londres : l'*Alliance internationale ouvrière*, appelée l'Internationale noire, qui déploie son activité surtout en Italie, en France, aux États-Unis. Les organisateurs de l'Internationale noire croyaient la révolution imminente et espéraient hâter sa venue en organisant, parmi les ouvriers et les révolutionnaires, la propagande par le fait.

En 1889 apparaît une nouvelle Internationale. Les relations complexes entre le mouvement socialiste et le mouvement ouvrier s'expliquent par l'existence de quatre grands courants : une tendance (qui est surtout celle de la social-démocratie en Allemagne et du guesdisme en France), attachée surtout à l'action politique et à la conquête des pouvoirs publics ; une autre tendance, qui cherche à lier l'action politique et l'action économique, et à concilier aux partis socialistes les bonnes grâces du mouvement syndical ; une tendance anarchiste ; une quatrième tendance enfin, purement syndicaliste, cette tendance est apolitique, anti-étatiste. Selon les pays, le mouvement ouvrier est influencé diversement par chacune de ces tendances.

¹ Voir t. 1, Histoire du mouvement ouvrier, VIe Partie, chapitre II, pp. 315 à 360 ; cf. MAX NETLAU, *Der Anarchismus von Proudhon zu Kropotkin, 1859-1880* (Berlin, 1927), et *Anarchismus und Sozialrevolutionäre. 1880-1886* (Berlin, 1931).

I

De 1860 à 1870, grâce à la politique prudente et ferme de la Junta ¹, le trade-unionisme avait accru singulièrement son influence. Au lendemain de la guerre franco-allemande, en face des dangers que présente pour les organisations ouvrières le projet de loi déposé par le ministre de l'Intérieur Henry Bruce, le trade-unionisme se réorganise pour de nouveaux combats ; la direction du mouvement passe entre les mains du Comité parlementaire nommé en mars 1871 par le Congrès.

Les chefs trade-unionistes, les amis de la Junta, George Odger, William Allan, Daniel Guile, auxquels se joignent des représentants des ouvriers fileurs, des ouvriers des métaux et des mineurs, Alexander Macdonald et John Kane, organisent une agitation qui aboutit à l'échec du parti libéral aux élections de 1874 et à la chute du Cabinet Gladstone, opposé au rappel du Criminal Law Amendment Bill.

A la veille des élections générales, le Congrès des Trade-Unions à Sheffield pouvait se glorifier de représenter plus d'un million cent mille syndiqués, dont 250.000 mineurs, 250.000 ouvriers du textile, 100.000 travailleurs agricoles ; c'étaient les trois industries qui avaient apporté récemment les plus gros effectifs au trade-unionisme. Pendant les élections, les candidats conservateurs s'étaient engagés vis-à-vis des trade-unionistes à leur donner satisfaction s'ils obtenaient la majorité au Parlement.

Abandonnant leur traditionnelle attitude d'abstention politique, les organisations trade-unionistes avaient présenté 13 candidats, - deux d'entre eux furent élus : Alexander Macdonald et Thomas Burt, président et secrétaire de la Fédération des Mineurs, qui devinrent ainsi les premiers députés travaillistes. Le Cabinet conservateur qui succéda au Cabinet libéral présenta deux projets de loi afin de modifier la législation.

Le Master and Servant Act de 1867 fut remplacé par l'Employers and Workmen Act de 1875 : le seul changement d'appellation des deux lois exprimait une transformation profonde ; le contrat de travail devenait une obligation contractuelle purement civile et assurait l'égalité légale entre les parties.

Le Criminal Law Amendment Act de 1871 était remplacé par The Conspiracy and Protection of Property Act, 1875. Le *picketing* était autorisé, pourvu qu'il fût exercé sans violence. Les délits commis au cours d'une grève restaient dans le droit commun. Aucun acte commis par un groupe ne sera punissable s'il n'est pas également criminel, lorsqu'il a pour auteur un individu agissant seul. Les Trade-Unions obtenaient une charte qui, jusqu'en 1901, leur assure un statut légal et l'impunité dans la conduite des conflits industriels. Une troisième loi, The Trade-Union (Amendment) Act de 1876, complète l'étonnante victoire, don d'un gouvernement conservateur ou plutôt cadeau de fiançailles ².

¹ Voir *Histoire du mouvement ouvrier*, t. 1, pp. 267 et suiv. - G. D. H. COLE, *A short story of the British Working Class movement (1789-1927), complete édition*. George Allen and Unwin, 1932, pp. 103 et suiv., 116 et suiv., 238.

² C'est l'expression employée par G. D. H. COLE, p. 118. Mais les électeurs travaillistes se montrèrent ingrats envers les conservateurs.

En 1870, il y avait eu dans le bâtiment un grand nombre de grèves. Ces grèves eurent pour résultat un accroissement des salaires et une réduction des heures de travail ; le succès des ouvriers du bâtiment semble avoir été la cause directe, en 1871, du mouvement des neuf heures, parmi les mécaniciens. Ce grand mouvement se déclencha spontanément parmi les militants de la base ; il ne dut rien à l'organisation nationale, l'Amalgamated Society of Engineers, ni à son leader William Allan, devenu avec les années trop prudent et trop économe pour s'embarquer dans une telle aventure. Mais les militants locaux créent une organisation temporaire, la Nine Hours League, qui comprend des unionistes et des non-unionistes et est dirigée par un jeune militant, John Burnett. Pendant cinq mois, la ligue met en jeu la solidarité ouvrière. Dans le nord-est de l'Angleterre, les employeurs acceptent la semaine de 54 heures. Cette première victoire suscite une agitation générale, non seulement parmi les mécaniciens, mais dans les autres corporations. Pendant les années 1872 et 1873, les grèves continuent. En 1872, les ouvriers mécaniciens de la Clyde obtiennent la semaine de 51 heures. A Londres, la même année, les ouvriers du bâtiment font grève, réclamant la journée de neuf heures ; les patrons leur répondent par un *lock out*. A Londres, le succès n'est que partiel ; mais, dans de nombreuses régions, la semaine de 54 heures est conquise sans grève.

Le succès du mouvement en faveur des neuf heures suggère aux ouvriers non qualifiés l'idée qu'ils pourraient bénéficier pour eux-mêmes de l'organisation trade-unioniste. De nouvelles unions se forment parmi les travailleurs semi-qualifiés. Les travailleurs du rail, jusque-là pratiquement non organisés, constituent l'Amalgamated Society of Railway Servants en 1872. Mrs. Emma Paterson entreprend de créer des unions parmi les ouvrières : la Women's Protective and Provident League (1874) va devenir la Women's Trade-Union League. Les travailleurs agricoles, que leur échec de 1833 avait pendant longtemps découragés, commencent à s'organiser. L'Union des Travailleurs, formée en 1871, dans l'Hertfordshire, comprend rapidement 33.000 syndiqués. En 1872, Joseph Arch, ouvrier agricole et prêcheur méthodiste, organise l'Union des Travailleurs du Warwickshire, qui devient l'Union Nationale des Travailleurs agricoles ; ses effectifs s'élèvent bientôt à 100.000 membres. A côté d'elle, des unions locales forment une fédération plus lâche : l'Union Fédérale des Agricultural and General Labourers. Mais la crise agricole permet aux fermiers de briser les unions de travailleurs agricoles qui voient fondre leurs effectifs. De 100.000 membres, la National Agricultural Labourers' Union tombe à 15.000 et ne conserve d'influence que dans le comté de Norfolk.

À la même époque, peu à peu, se transforme l'esprit du trade-unionisme. A l'étroit particularisme des « amalgamated societies » se substitue une compréhension plus large de la solidarité ouvrière. Le sens de l'unité des classes laborieuses renaît ; et aussi le vieil idéal des années 30 : le rêve de l'association ouvrière. Les associations des mineurs du Yorkshire et du comté de Durham acquièrent des mines ; l'une après l'autre, les Trade-Unions se lancent dans des entreprises coopératives de production. Et parallèlement se développent les coopératives de consommation. Mais, si celles-ci résistent aux fluctuations industrielles, la dépression économique porte un coup fatal aux expériences amorcées pendant la période de prospérité entre 1870 et 1874. Les entreprises minières et les usines coopératives sont obligées de fermer leurs portes. A une période d'espoir et de confiance succède une période de désillusion et d'apathie. L'essor du mouvement ouvrier anglais, si net entre 1870 et 1874, est suivi d'une chute rapide. La transformation du Trade-Unionisme, qui s'esquissait après 1870, n'a subi qu'un moment d'arrêt. En dépit des circonstances économiques qui continuent à rester hostiles, cette transformation va se

manifeste, à partir de 1884, sous l'influence de facteurs nouveaux un climat idéologique, la diffusion du socialisme, l'apparition de nouvelles couches sociales, et, chez les travailleurs non qualifiés, l'éveil d'une conscience syndicaliste. L'origine de la réaction contre le trade-unionisme traditionnel a été le conservatisme paresseux des fonctionnaires syndicaux, qui a ralenti l'élan des grandes unions nationales.

Après la victoire remportée en 1875, pendant dix ans, de 1875 à 1885, le congrès des Trade-Unions n'est plus qu'une assemblée annuelle de fonctionnaires syndicaux, où règne l'unanimité ; mais, à partir de 1885, le congrès devient le champ de bataille entre l'ancien et le nouvel unionisme.

Les fonctionnaires des grandes unions nationales ont limité leurs ambitions à un opportunisme pratique. Les leaders trade-unionistes partagent le crédo libéral des classes moyennes. Les manifestes du Comité parlementaire ne diffèrent, ni dans le ton, ni dans le fond, des discours des libéraux exposant un programme de radicalisme individualiste. Au reste, aux environs de 1880, la majorité des troupes trade-unionistes partagent les idées du radicalisme individualiste.

Entre 1880 et 1890, une transformation se produit dans les opinions des masses syndicales et cette évolution provoque l'apparition d'un nouvel unionisme. On assiste, en Grande-Bretagne, comme à l'époque du chartisme, à la coexistence d'une crise industrielle et de croyances nouvelles s'opposant à celles du radicalisme individualiste. La conjonction du facteur économique et du facteur psychologique, la rencontre de la misère et de l'espérance, donne au mouvement ouvrier un nouvel élan, une nouvelle force et de nouvelles formes ¹.

En 1881, Henry Mayers Hyndman fonde la Democratic Federation, dont le programme s'inspire de la *Charte du Peuple*. Hyndman est marxiste. Ayant lu le *Capital* en français, il va demander conseil à Marx dans sa résidence de Haverstockhill, 41, Maitland Park Road ², et, comme jadis avec Proudhon, Karl Marx discute avec Hyndman tard dans la nuit. Marx se montra sceptique et peu encourageant pour les projets d'Hyndman. Une rupture se produit entre eux à la suite de la publication d'*England for all* (1881), dans lequel Hyndman n'avait même pas cité Marx, sous prétexte que les Anglais n'aiment pas à recevoir de conseils des étrangers.

Jusque-là, le mouvement syndical avait été assez indifférent au marxisme. Pendant la durée de la Première Internationale, George Odger avait été président du Conseil Général de l'Internationale et Applegarth avait assisté au Congrès de Bâle. Karl Marx exerçait une influence décisive sur la politique du Conseil Général. Mais, ni George Odger ni Applegarth ni les autres membres de la Junta ne se préoccupaient des doctrines de Karl Marx, si bien que celles-ci n'avaient pas touché le trade-unionisme. A partir de 1881, H. M. Hyndman organise une propagande active. En 1883, la Social Democratic Federation inscrit à son programme la nationalisation des banques et des chemins de fer, la loi de huit heures, etc... Mais, l'année suivante, des scissions se produisent : la *Ligue socialiste*, fondée par des dissidents, le poète William Morris et Bedford Bax, préconise une

¹ Sidney Webb affirme que le point de départ de cette évolution a été la curiosité éveillée par le livre d'HENRY GEORGE, *Progress and Poverty* (1879) ; le mouvement brisé des travailleurs agricoles, entre 1870 et 1874, avait sans doute préparé les esprits à accueillir les idées d'Henry George, que sa personnalité contribuait à rendre populaires.

² NICOLAIEBVSKI et MAENCHEN HELPEN, *Karl Marx*, p.304, Gallimard, 1937.

société nouvelle syndicaliste, fondée sur un trade-unionisme révolutionnaire. C'est une première esquisse du Guild-Socialisme.

En présence de la crise économique, en 1885 et en 1886, « ce furent les socialistes qui donnèrent à l'ouvrier une explication acceptable de ces faits brutaux » ; les formules saisissantes du marxisme et les mythes qui s'en dégageaient offraient des thèmes propres à séduire l'imagination des travailleurs. Alors qu'entre 1837 et 1843 le mouvement ouvrier chartiste avait été un mouvement révolutionnaire, entre 1880 et 1890, le mouvement ouvrier anglais ne l'a pas été. Cette fois, la rencontre de la misère et de l'espérance, au lieu d'attiser la violence, a eu pour résultat de transformer la physionomie et la structure du trade-unionisme. La détente de 1881 à 1883 avait été suivie d'une période de dépression¹. La misère frappait cruellement les travailleurs ; des enquêtes la mettent à nu. Enquêtes privées sur les *slums* des grandes villes et sur les industries où sévit le *sweating system*². Enquêtes officielles, aussi ; les unes et les autres justifiaient la condamnation socialiste du système capitaliste.

Une place importante et décisive revient aux militants ouvriers dans l'évolution du trade-unionisme. Parmi eux, deux jeunes militants, comme William Allan, appartenaient à l'Almagamated Society of Engineers : Tom Mann et John Burns. Entre 1884 et 1889, ces deux militants parcourent l'Angleterre et mènent une campagne énergique contre le conservatisme des grandes fédérations nationales, et notamment de leur propre union.

L'année même où, aux États-Unis, les Chevaliers du Travail organisent, le 18 mai 1886, des grèves afin d'obtenir la journée de huit heures, Tom Mann s'inspire de cette initiative américaine, comme il s'inspirera plus tard de l'expérience française. Tom Mann, qui avait travaillé aux États-Unis, publie une brochure de propagande en faveur des huit heures : cette brochure paraît un mois après le premier mai américain.

Jusqu'à quand serez-vous satisfaits de la présente politique timorée de vos unions ? Je vous accorde sans peine que beaucoup de bien a été fait autrefois par les unions ; mais, au nom du Ciel, à quelle œuvre utile servent-elles aujourd'hui ? Aucune des sociétés importantes n'a d'autre politique que de s'efforcer d'empêcher les salaires de baisser. La vraie politique unioniste d'agression semble complètement perdue de vue ;... je confesse avec candeur que, si elle [ma trade-union] ne montre pas plus de vigueur en ce moment, je serai forcé de croire - malgré moi - que continuer à perdre son temps à cette politique habituelle de chercher chicane et de ne rien faire, serait un gaspillage inexcusable d'énergie. Je suis sûr qu'il y a des milliers d'autres travailleurs dans le même état d'esprit que moi (juin 1886). [*What a Compulsory Eight Hours Working Day means to the Workers.*]

En 1886, John Burns est poursuivi pour avoir organisé une vaste agitation parmi les sans-travail ; après avoir été acquitté, il publie sa défense en une brochure, *The Man with the Red Flag* (L'Homme au drapeau rouge). Le 13 novembre 1887, le *Bloody Sunday*, John Burns se trouve à la manifestation interdite de Trafalgar Square ; et, pour avoir forcé les barrages de la police, il est condamné à six mois d'emprisonnement.

¹ L'industrie des constructions navales voit son tonnage tomber de 1.250.000 tonnes en 1883 à 473.000 tonnes en 1886.

² Charles BOOTH, armateur et marchand, commence en 1886 une enquête sur les conditions d'existence de la population de Londres. Charles Booth conclut qu'à Londres 1 million 1/4 de personnes se trouvaient habituellement au-dessous de la ligne de pauvreté. Cf. *Labour and Life of the People* (Londres, 11^e éd., 2 vol., 1889-1891 ; 2^e éd., 4 vol., 1893).

Jusqu'à cette date, l'organisation trade-unioniste avait ignoré la grande masse des manœuvres et des ouvriers non qualifiés. Ceux-ci vont former les troupes du nouvel unionisme, avec l'appui des plus jeunes parmi les ouvriers qualifiés, mécontents de la politique égoïste et apathique des plus anciens membres des Trade-Unions. Et c'est par les jeunes que le nouvel unionisme pénètre jusque dans les grandes fédérations. Mais les congrès annuels des Trade-Unions restent hostiles à l'esprit nouveau jusqu'en 1888. Au Congrès de Bradford, cette année-là, une résolution en faveur de la nationalisation du sol l'emporte par 66 voix contre 5. En 1888, également, après un referendum, les huit heures deviennent un des articles essentiels du programme parlementaire des Trade-Unions.

Au mois de juillet 1888, soutenues par la foi ardente de Mrs. Annie Besant et par l'opinion publique, les allumettières obtiennent des concessions de leurs patrons :

La victoire des allumettières, dit Sidney Webb, ouvrit une nouvelle page dans les annales du trade-unionisme. Jusque-là, le succès avait été exactement proportionné à la force des ouvriers. C'était une nouveauté de voir le faible réussir précisément à cause de sa faiblesse, grâce à l'intervention du public.

L'année suivante, les gaziers conquièrent, presque sans lutte, la journée de huit heures. Tom Mann, John Burns et Ben Tillett organisent une grève de 10.000 manœuvres, afin d'appuyer le mouvement du West India Dock¹. Pendant quatre semaines, le trafic du port de Londres est paralysé. L'opinion publique est favorable aux grévistes. Les directeurs des docks sont forcés de céder à la pression de l'opinion publique. La grève des dockers, en 1889, est une date historique dans l'histoire du mouvement ouvrier anglais. Au moment où éclate la grève, la plupart des dockers n'ont aucune organisation. Seuls, les travailleurs qualifiés ont deux unions. Créée deux ans auparavant par Ben Tillett, la Tea Porters' and General Labourers' Union n'a que de faibles effectifs. La grève du West India Dock s'étend à tous les docks du port de Londres, et se développe au cri de « Trade-Unionisme pour tous ! » Une souscription publique en faveur des dockers s'élève à 48.736 livres sterling. La solidarité ouvrière s'affirme totale. L'enquête de Charles Booth, qui vient de paraître, a eu une influence considérable sur l'opinion publique. Le cardinal Manning et Sydney Buxton sont choisis comme médiateurs, et leur sentence donne satisfaction à presque toutes les demandes des dockers².

La victoire des dockers accroît l'influence des socialistes. Ce sont eux qui ont mené la lutte. Mais les conséquences syndicales de la grève des dockers sont plus importantes encore : la formation de Trade-Unions parmi les ouvriers non qualifiés. En 1890, 200.000 ont constitué des unions, et l'union des travailleurs agricoles renaît.

Les nouvelles associations se distinguent des Trade-Unions traditionnelles par leurs faibles cotisations et leurs grandes facilités d'accès. La nouvelle forme d'union garde un caractère de combat ; l'union nationale des Railway Workers ne s'embarrasse pas de caisses de maladie ou d'accident ; l'union nationale des Gaziers affirme, en novembre 1889, n'avoir qu'une seule caisse : celle de l'indemnité de grève.

Les années 1889-1890 ressemblent à celles de 1833-1834 et de 1873-1874. Non seulement les effectifs syndicaux s'accroissent, mais des fédérations sont créées ; et des comités locaux mixtes formés entre unions autrefois rivales. Les fonctionnaires syndicaux

¹ G. D. H. COLE, op. cit., pp., 159-164.

² LLEWELLYN SMITH et VAUGHAN NASH, *The Story of the dockers' strike*, Londres, 1890.

des plus anciennes fédérations suivent le mouvement. Le nouvel unionisme oppose à l'exclusivisme des ouvriers qualifiés l'idée de la solidarité ouvrière.

Une autre transformation se produit dans l'esprit unioniste. Jusqu'en 1888, le Comité parlementaire des Trade-Unions était resté hostile à la participation des trade-unionistes aux congrès ouvriers internationaux. C'était à son cœur défendant qu'il avait envoyé des délégués aux conférences internationales ouvrières tenues à Paris en octobre 1883 et en août 1886, le Comité parlementaire pensait que « les ouvriers anglais étaient si bien organisés, si en avance sur les ouvriers étrangers, qu'on ne pourrait presque rien faire tant que ceux-ci ne seraient pas à la hauteur des ouvriers qualifiés de Grande-Bretagne ». Cet état d'esprit change en 1888 et les Trade-Unions participent aux congrès internationaux de 1889.

II

L'Internationale ne pouvait renaître sans un accord entre les organisations trade-unionistes et les organisations syndicales, allemandes et françaises. Par suite de l'hostilité officielle du trade-unionisme, cette entente ne fut pas possible avant 1889. La conversion anglaise fixe la date de naissance de la Seconde Internationale, qui va tout d'abord prendre une forme indécise. Indécision qui se manifeste lorsque, pendant l'Exposition Universelle, les internationaux se réunissent à Paris. Deux congrès tenus parallèlement accusent les divergences qui existent parmi les socialistes et les syndicalistes. L'un se réunit rue Pétrelle et l'autre rue de Lancry ; le premier est plutôt politique, le second plutôt corporatif ; mais, en fait, dans l'un et dans l'autre, les deux éléments, socialistes et corporatifs, se mêlaient. Et, en effet, le Congrès de la rue de Lancry avait été convoqué par la Fédération des Travailleurs Socialistes de France, alors sous l'influence de Brousse et des possibilistes ; les anarchistes étaient *impartialement* représentés à l'un et à l'autre congrès.

Le Congrès de la rue Pétrelle est considéré comme le congrès constitutif de la Seconde Internationale : il est avant tout politique ; mais ses organisateurs ne veulent pas lui donner tout d'abord une couleur politique aussi nette : ils espèrent pouvoir réunir, dans la Seconde Internationale, les partis politiques et les organisations corporatives. Le Congrès de la rue Pétrelle, convoqué par les guesdistes, est dominé par l'importante délégation social-démocrate allemande qui y assiste. Le Congrès prend une résolution en faveur de la législation internationale du travail et décide d'organiser pour le 1^{er} mai 1890 une manifestation internationale.

La manifestation du 1^{er} mai est d'origine américaine. En Europe l'initiative est française. A l'automne de 1888, le Congrès corporatif de Bordeaux avait adopté une proposition de Jean Dormoy : « Afin de donner une plus grande force au mouvement des revendications ouvrières, il y a lieu de concentrer toute l'action des syndicats sur un nombre restreint de revendications, les plus générales et les plus importantes. » Le 10 février 1889, des délégués du parti guesdiste et des délégués des syndicats ouvriers s'étaient rendus aux préfectures ou aux hôtels de ville d'une cinquantaine de villes, pour réclamer des autorités publiques qu'elles traduisent dans la législation les revendications ouvrières. Le succès de cette manifestation suggéra à Raymond Lavigne, délégué guesdiste, de propo-

ser au Congrès international de la rue Pétrelle l'idée de transformer cette manifestation en manifestation internationale

Il sera organisé une grande manifestation internationale à date fixe, de manière que, dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois, les travailleurs mettent, le même jour, les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement la journée de travail à huit heures et d'appliquer les autres résolutions du Congrès international de Paris¹.

Bebel et Liebknecht se rallient à la résolution de Raymond Lavigne, mais y ajoutent cette phrase : « Les travailleurs des diverses nations auront à accomplir cette manifestation dans les conditions qui leur sont imposées par la situation spéciale de leur pays. » On intercale un second paragraphe qui fixe la date de la manifestation au 1^{er} mai 1890 : « Attendu qu'une semblable manifestation a déjà été décidée pour le 1er mai 1890 par l'American Federation of Labour dans son congrès de décembre 1888 à Saint-Louis, cette date est adoptée pour la manifestation internationale. »

En même temps, le Congrès de la rue Pétrelle décide d'appuyer l'action du gouvernement suisse en faveur d'une législation internationale du travail. Celui-ci, reprenant une initiative de 1881, avait invité les gouvernements à une conférence qui devait se réunir à Bâle en septembre 1890 ; mais la conférence se tient à Berlin du 15 au 22 mai 1890. Quatorze États échangent leurs vues sur la législation du travail (travail du dimanche, travail des femmes et des enfants, travail dans les mines, mesures de contrôle). Les vœux, adoptés à l'unanimité, sont si vagues que la conférence de Berlin est un échec ; elle écarte notamment la proposition suisse de créer un Office international de contrôle.

En 1891, la Seconde Internationale tient à Bruxelles un congrès du 16 au 23 août 1891. Les 23 délégués anglais représentent les organisations trade-unionistes ; mais la délégation française, où pêle-mêle se rencontrent des blanquistes, des guesdistes et des ouvriéristes comme Allemane, se trouve divisée en face du bloc social-démocrate des 42 délégués allemands. Le premier acte du Congrès est d'expulser les anarchistes.

En août 1893, troisième congrès à Zurich. Le Comité d'organisation propose de n'admettre que les syndicats professionnels ouvriers qui reconnaissent la *nécessité de l'organisation ouvrière et de l'action politique*. Le Comité espère ainsi exclure les anarchistes délégués par des syndicats ou des groupes d'études².

Au Congrès, Bebel définit l'action politique « la conquête par le prolétariat de la puissance Politique » ; il attaque les anarchistes et les socialistes anti-autoritaires. Après le vote de l'article 1^{er}, les anarchistes se retirent. Mais une nouvelle opposition se produit au sujet de l'attitude de la classe ouvrière en temps de guerre. Grève générale et grève militaire sont soutenues par le Hollandais Domela Nieuwenhuis :

Vous parlez des appétits chauvins de la bourgeoisie, mais les appétits chauvins existent chez les socialistes, hélas, comme chez les bourgeois. Grattez l'internationaliste, et vous trouverez, au fond de son cœur, le patriotisme et le sentiment national. C'est ainsi que nous voyons Bebel déclarer en plein Reichstag la guerre à la Russie, l'ennemie héréditaire ! Ah, combien, il y a cinquante ans, Heine était moins chauvin que Bebel prêchant le massacre des Russes ! On joue devant vous du cosaque, comme on menace les enfants

¹ GABRIEL DE VILLE, *Devenir Social*, 1896 ; A. ZÉVAES, *Les Guesdistes*, Rivière, 1911.

² Léon DE SEILHAC : « Le moyen qu'avaient employé jusqu'à présent les politiciens pour se débarrasser des syndicaux anti-parlementaires consistait à les confondre sous l'épithète facile d'anarchistes et à leur fermer les portes de leurs congrès. »

du diable ou du gendarme... Vous dites que la Russie est une Barbarie. Qui empêchera les Français républicains de dire que l'Allemagne est la Barbarie ?... Revenons aux principes du socialisme, à la fraternité des peuples.

William Liebknecht répond à Domela Nieuwenhuis :

Contre le militarisme, nous n'avons pas reculé de l'épaisseur d'un cheveu. L'annexion de l'Alsace-Lorraine, nous l'avons condamnée comme une faute, flétrie comme un crime... C'est à la défaite du militarisme que nous autres, Allemands, nous avons travaillé, que nous travaillerons sans relâche. C'est ici, devant les représentants du prolétariat international, que j'en prends l'engagement solennel.

Du 26 juillet au 1^{er} août 1896 se tient à Londres l'International Workers' and Trade Unions' Congress, qui devait être considéré comme le quatrième congrès de la Seconde Internationale¹ : il est l'occasion de violentes discussions. Les attentats anarchistes de Paris en 1892 et en 1893 ayant ému l'opinion publique, les socialistes tiennent à démontrer qu'il n'y a, entre eux et les anarchistes, rien de commun.

La délégation française à Londres, comme dans les précédents congrès, comprend les nuances les plus opposées : des blanquistes, des guesdistes et des socialistes indépendants, attachés à l'action politique et parlementaire ; des allemanistes, ardents défenseurs de la grève générale ; des communistes anarchistes et des syndicalistes purs, tels que Fernand Pelloutier, Delesalle, Guérard, Émile Pouget, représentant des syndicats ouvriers et des Bourses du Travail. Certains anarchistes, comme Jean Grave, A. Hamon, E. Malatesta, sont aussi mandatés par des syndicats ouvriers et des Bourses du Travail. Ce sont en effet les anarcho-syndicalistes qui, en 1896, inspirent les organisations ouvrières.

La délégation qui représente la masse syndicale la plus importante est la délégation anglaise (un million de syndiqués), tandis que les délégations allemande et belge ont été désignées par la social-démocratie et le parti ouvrier belge.

Dès avant l'ouverture du Congrès, les délégués sont déjà divisés : la résolution votée à Zurich impose l'obligation de reconnaître la nécessité de l'action politique, contre laquelle s'élèvent les anarchistes et les syndicalistes.

Le Hollandais Domela Nieuwenhuis tente de prévenir la rupture en adjurant le Congrès de n'exclure aucune tendance et en rappelant l'expérience des luttes qui avaient déchiré l'Internationale : « Honte à ceux qui excluront, à ceux qui diviseront au lieu d'unir. Le monde verra une répétition de la lutte entre Marx et Bakounine en 1872. Ce sera une nouvelle lutte entre l'autorité et la liberté.² »

Dès le 27 juillet 1896, Jules Guesde développe l'idée qu'à Londres il ne s'agit pas d'un congrès corporatif, mais d'un congrès socialiste :

L'action corporative se cantonne sur le terrain bourgeois, elle n'est pas forcément socialiste... C'est au gouvernement, c'est-à-dire au cœur, qu'il faut frapper. L'action parlementaire est le principe socialiste par excellence. Il n'y a pas de place ici pour ses ennemis. Ce n'est pas de l'action corporative qu'il faut attendre la prise de possession des

¹ A. HAMON, *Le socialisme et ses congrès à Londres*, p. 280, Paris, Stock, 1897.

² A. HAMON, op. cit., p. 120. Tom Mann, p. 119; Jaurès, p. 121; Hyndman, p. 122; Domela Nieuwenhuis, p. 123.

moyens de production. Il faut d'abord prendre le gouvernement qui monte la garde autour de la classe capitaliste. Ailleurs, il n'y a que mystification ; il y a plus, il y a trahison.

Deux syndicalistes de tendances différentes, l'un réformiste, l'autre révolutionnaire, protestent contre cette conception. Le représentant de la Fédération du Livre, Keuffer, insiste sur le fait que, parmi les militants, les uns jugent l'action politique dangereuse et tiennent à s'en écarter, même s'ils y participent dans des groupes d'études sociales ; les autres la condamnent totalement ; Fernand Pelloutier dit : « La Fédération des Bourses du Travail n'est pas anarchiste : elle a voulu dire, en me déléguant, que *le mouvement économique devait l'emporter sur le mouvement électoral*... Notre mandat est formel, nous ne voulons pas d'exclusion, quelle que soit l'école socialiste dont le délégué ou le groupe se réclame. » Tom Mann et Domela Nieuwenhuis appuient cette opinion ; mais, lors du vote par nationalités, la résolution de Zurich est adoptée par 18 voix contre 2.

Afin d'assurer pour l'avenir l'exclusion des anarchistes et des socialistes anti-autoritaires, Liebknecht propose que l'invitation au prochain congrès soit rédigée de telle sorte qu'elle impose l'acceptation de l'action politique et parlementaire. Cette proposition est adoptée.

Le Congrès de Londres était en majorité composé de marxistes et de réformistes, mais les ouvriers syndicalistes surent s'y faire entendre et surtout connaître, et peut-être - Pelloutier le croyait - est-ce à partir de là qu'il y eut de par le monde un sérieux mouvement syndicaliste, autonome, parlementaire, d'action directe ¹.

Un malentendu avait permis aux premières manifestations de la Seconde Internationale de donner l'impression que le socialisme politique avait pour appui la force ouvrière tout entière. Le Congrès de Londres dissipa ce malentendu. Il eut pour résultat de dissocier les deux éléments et de préparer, parallèlement à la Seconde Internationale, une Internationale Syndicale.

L'Internationale politique s'organise à la suite de deux autres congrès, l'un à Paris en 1900, l'autre à Amsterdam en 1904. Le 4 août 1904, le Congrès socialiste international d'Amsterdam arbitre le conflit qui divise les socialistes français ². A son Congrès de Dresde la social-démocratie allemande vient de condamner le revisionnisme de Bernstein.

¹ PAUL DELESALLE, *Les révolutionnaires au Congrès de Londres*, éditions des Temps Nouveaux, et Notes, *L'Homme Réel*, août-septembre 1938.

² Cf. Jaurès au Congrès d'Amsterdam : « En ce moment, ce qui pèse sur l'Europe et sur le monde, sur la garantie de la paix, ce qui pèse sur tous, c'est l'impuissance politique de la social-démocratie allemande. Je disais que le vice essentiel de la motion de Dresde, et qui avait échappé à nos camarades allemands, c'est qu'elle tendait à appliquer les règles d'action ou plutôt d'inaction qui s'imposent à l'heure actuelle à la démocratie socialiste allemande. Et je disais que les deux prises par lesquelles le prolétariat peut agir sur le milieu politique et social lui font défaut à l'heure présente. D'abord la tradition révolutionnaire du prolétariat... Le prolétariat allemand n'a pas historiquement une tradition révolutionnaire. Ce n'est pas lui qui a conquis sur les barricades le suffrage universel. Il l'a reçu d'en haut... Et pas plus que vous n'avez de moyens d'action révolutionnaire... vous le savez bien, vous n'avez pas non plus de force parlementaire. Et vous avez devant votre propre prolétariat, vous avez, devant le prolétariat international, masqué votre impuissance d'action en vous réfugiant dans l'intransigeance des formules théoriques, que votre éminent camarade Kautskv vous fournira jusqu'à épuisement vital. Et alors, l'adoption dans ce Congrès international de la résolution de Dresde signifie que le socialisme international, dans tous les pays, dans tous ses éléments, dans toutes ses forces, s'associe à l'impuissance momentanée, mais formidable, à l'inaction provisoire, mais forcée, de la démocratie allemande... Prenez garde ! la République est la forme logique et suprême de la démocratie. »

La résolution de Dresde, adoptée par 25 voix contre 5 et 12 abstentions, devenue la résolution d'Amsterdam, définit les *règles internationales de la politique socialiste* ; elle impose aux socialistes français l'unité, réalisée au Congrès de Paris, 23-25 avril 1905. L'unification nationale et internationale des partis socialistes laissait en dehors de l'unité tous ceux qui se rattachaient aux tendances anti-autoritaires et fédéralistes de la Première Internationale : anarchistes, communistes et anarcho-syndicalistes.

On sait déjà l'influence qu'ont eue, après 1872, les groupes anarchistes sur la renaissance du mouvement ouvrier, en différents pays. Mais nulle part cette influence n'avait été aussi grande qu'en Espagne. La section de l'Internationale fondée en Espagne, la *Federacion Regional Espanola de l'Association Internationale des Travailleurs*, comptait déjà, en 1872, 236 syndicats et 20.000 membres. Après une période d'existence clandestine, elle se réorganise et affirme son adhésion aux principes anarchistes :

Notre organisation purement économique est distincte et opposée à celle de tous les partis politiques bourgeois et ouvriers qui sont organisés en vue de la conquête du pouvoir politique, tandis que nous nous organisons pour que les États politiques et juridiques actuellement existants soient réduits à des fonctions simplement économiques, en établissant, à leur place une libre fédération de libres associations des producteurs libres¹.

En 1908, une nouvelle fédération se constitue, toujours sous l'influence anarchiste, et elle devient en 1910 la Confédération Nationale du Travail, la C. N. T. Plusieurs fois suspendue ou dissoute, elle allait constituer l'organisation la plus puissante des travailleurs espagnols ; elle comptera, en 1931, 839.000 membres, tandis qu'à la même époque l'Union Générale des Travailleurs, l'U. G. T., organisée par le parti socialiste, n'en comptera que 308.0000.

III

L'internationalisme ouvrier s'est d'abord manifesté par la création de secrétariats internationaux. En juillet 1889, à Paris, 17 délégués des unions des ouvriers imprimeurs se réunissent en une première conférence internationale des ouvriers typographes. En mai 1890, 102 délégués de fédérations nationales de mineurs (Angleterre, France, Allemagne, Autriche) forment la Fédération Internationale des Mineurs. Ouvriers typographes et mineurs ont donc été les initiateurs de l'organisation internationale par branches d'industrie. En 1900, - l'année où allait être amorcée l'Internationale syndicale, - il y avait 17 secrétariats internationaux².

Les syndicalistes français avaient participé, entre 1889 et 1896, aux Congrès de Bruxelles, de Zurich et de Londres, parce qu'ils avaient espéré faire reprendre par la Se-

¹ C'est la même formule que celle qui avait été adoptée par le Congrès de l'Internationale, à Bâle, en septembre 1869 ; voir *Histoire du mouvement ouvrier*, t. 1, p. 338.

² L'exemple des mineurs et des typographes avait été suivi par les lithographes (1896), les ouvriers du bois, les ouvriers du textile (1894), les ouvriers de la pierre, les ouvriers des transports. Le siège de ces secrétariats était généralement en Allemagne, dans les bureaux des fédérations nationales allemandes, sauf celui des ouvriers de la pierre, qui était en Suisse, et ceux des mineurs et des ouvriers du textile, qui étaient en Grande-Bretagne.

conde Internationale la tradition de la première : à leurs yeux, l'Internationale ouvrière devait rester indépendante de toute influence politique.

Les 17 et 18 décembre 1900, à la Bourse du Travail de Paris, se tient un congrès international qui réunit des délégués d'organisations ouvrières françaises, anglaises, italiennes, suédoises. Les délégués français proposent de créer un secrétariat international du travail, afin d'amorcer une Internationale des Travailleurs.

Le 21 août 1901, une première conférence syndicale internationale se réunit à Copenhague. Le président de la Centrale allemande, Karl Legien, cherche à limiter le rôle des conférences internationales ; car, dit-il, « il s'agit de soulever des questions générales ; n'existe-t-il pas déjà, pour les traiter, des congrès socialistes ouvriers internationaux ? » Mais cette conception s'oppose à celle des syndicalistes révolutionnaires français qui, pendant les années suivantes, vont tenter d'élargir le rôle de l'Internationale syndicale.

En 1902, à Stuttgart, la seconde conférence internationale se rallie à la proposition de Legien, dont l'attitude s'explique par le régime politique de l'Allemagne ; elle décide que les réunions internationales ne seront pas de véritables congrès ouvriers, mais de simples conférences entre secrétaires des Centrales syndicales. On choisit Berlin pour siège de la centralisation internationale. Le Centre international doit se borner à créer une liaison entre les organisations syndicales des divers pays, à faciliter l'échange d'informations et de publications, à préparer une statistique syndicale uniforme et à régler l'aide réciproque solidaire en vue des conflits du travail. Deux des délégués seulement, celui de la France et celui de la Hollande, Victor Griffuelhes et Van Erkel, demandent que se tiennent des congrès ouvriers internationaux.

A Dublin, en 1903, Karl Legien est choisi comme secrétaire international, le secrétariat national allemand remplissant les fonctions de secrétariat international. Victor Griffuelhes, qui assiste à cette conférence ainsi qu'Yvetot, en résume ainsi l'histoire :

La conférence commença à deux heures et se termina à cinq heures. Elle dura trois heures, y compris le discours d'ouverture et le temps nécessaire aux traductions. C'était vraiment trop peu pour légitimer un voyage de plusieurs jours et fort coûteux. En nous rendant à la conférence à deux heures, nous n'avions pas espéré l'avoir terminée à cinq heures, de sorte que nous avons laissé à notre hôtel un rapport sur l'antimilitarisme et la grève générale. Ce rapport était imprimé en anglais, en allemand et en français. Notre intention était de le déposer à la fin de la conférence, en demandant l'inscription à l'ordre du jour de la conférence suivante des deux points qu'il soulevait. La mauvaise organisation de la Conférence de Dublin et l'insuffisance du travail contrarièrent nos projets. Nous ne pûmes que le lendemain remettre nos rapports aux délégués que nous rencontrâmes¹. La Conférence internationale nous a donné l'impression que les représentants des organisations anglaises ne prenaient pas l'affaire au sérieux... Mais l'important, c'était la création d'un lien international et les espoirs qui s'attachaient à lui pour l'avenir.

Au retour de Griffuelhes, la Confédération Générale du Travail décide de préparer le travail de la conférence suivante, qui devait avoir lieu en 1905, à Amsterdam. Le secrétaire confédéral écrit à Karl Legien pour lui demander de mettre à l'ordre du jour de la conférence trois questions : les huit heures, la grève générale, l'antimilitarisme. Dans la lettre adressée à Karl Legien, la C.G.T. indique que l'inscription de ces trois questions à l'ordre du jour est la condition de sa participation à la conférence : « Nous n'avons pas la

¹ VICTOR GRIFFUELHES, *L'action syndicaliste*, Rivière, 1908 : les discussions à Amiens et Marseille et la Conférence Internationale de Dublin, *Le Mouvement socialiste*, 1^{er} septembre 1903.

prétention de demander qu'on accepte les propositions que nous pouvons faire ; il suffit qu'on veuille nous entendre. Libre ensuite à chacun de donner aux idées émises et discutées la suite jugée bonne. » Karl Legien répond en objectant que ces questions sortent du cadre de la conférence et qu'il ne peut les inscrire. La France n'envoie donc pas de représentant à la Conférence d'Amsterdam ; celle-ci approuve l'attitude du secrétaire international et décide : « Sont exclues des discussions toutes les questions théoriques et toutes celles qui ont trait aux tendances et à la tactique du mouvement syndical dans les différents pays. » Seules, la Hollande, la Belgique et l'Autriche votent contre la résolution. Aux yeux des syndicalistes français, cette résolution enlève à l'Internationale syndicale sa signification essentielle.

La cinquième conférence internationale devait se tenir à Christiania les 15 et 16 septembre 1907. Quelques semaines avant la conférence, le Comité confédéral de la C.G.T. décide d'adresser aux différentes Centrales nationales une circulaire expliquant les raisons de l'abstention de la France (circulaire du 28 août 1907) « La Confédération Générale du Travail ne saurait admettre qu'une conférence limite, par une résolution, le champ d'activité des futures conférences. Elle estime que poser une barrière à toute discussion, c'est rendre les conférences peu intéressantes, sinon inutiles. »

A Christiania, les délégués des différentes nations confirment la résolution d'Amsterdam ; mais ils ajoutent à cette résolution un paragraphe ainsi rédigé :

La Conférence considère que les questions du militarisme et de la grève générale appartiennent à celles qui ne sont pas à résoudre par une conférence de fonctionnaires syndicaux, mais exclusivement par la représentation de l'ensemble du prolétariat international, par les congrès socialistes internationaux se tenant régulièrement... La Conférence adresse au prolétariat français l'invitation pressante de débattre les questions en cause conjointement, avec l'organisation politique de la classe ouvrière de son propre pays, de coopérer au règlement de ces questions en participant aux congrès socialistes internationaux...

En 1908, l'Internationale syndicale ne traduit son existence que par l'activité d'un secrétariat international qui se borne à rédiger des rapports annuels sur la situation syndicale. La Confédération Française du Travail se tient à l'écart et ne reprendra les relations internationales qu'en 1909, date à laquelle, pour la première fois, la Fédération américaine du Travail sera présente au congrès international syndical.

IV

L'histoire du mouvement ouvrier, aux États-Unis, a eu pour origine un mouvement qui, par certains traits, ressemble au chartisme, bien qu'il n'ait pas eu la même ampleur : les Chevaliers du Travail. En 1869, une société secrète, le « Noble Order of the Knights of Labor », est formée par neuf tailleurs de Philadelphie. Les Chevaliers du Travail ont été, tout d'abord, une des multiples sociétés secrètes, nées du découragement des militants ouvriers devant le résultat négatif de leurs efforts.

On retrouve dans leurs doctrines deux des éléments qui symbolisent les tendances générales du chartisme. Par leur regret du passé, les Chevaliers du Travail sont les

derniers représentants de la philosophie artisanale ; et, en même temps, ainsi que les chartistes, ils sont, comme apôtres de la solidarité universelle, des précurseurs ¹.

A certaines étapes de son évolution, le chartisme rapproche et entraîne non seulement les catégories diverses de la classe ouvrière (artisans dépossédés de leur métier, travailleurs à domicile et ouvriers de la grande industrie), mais aussi ceux que les « leaders » du chartisme appellent les *middling class men*. Ainsi, les Chevaliers du Travail entendent réaliser l'accord des ouvriers et des classes moyennes et ils ouvrent les portes de leur organisation à tous ceux qui veulent y entrer, « sauf toutefois aux tenanciers de cabaret, aux avocats et aux banquiers ».

Hétérogénéité des troupes, qui était tantôt une puissance permettant, aux époques critiques, de mettre en mouvement de larges masses, tantôt une faiblesse. Seulement, - et ici se marque la divergence entre les chartistes et les Chevaliers du Travail, - l'anticapitalisme de ceux-ci est l'attitude de petits producteurs qui n'acceptent pas la concentration de la richesse et de la puissance. A l'encontre des chartistes, tournés vers l'avenir, les Chevaliers du Travail veulent perpétuer un système économique où l'individu peut accumuler suffisamment de richesses pour se créer un établissement indépendant.

Le mouvement des Chevaliers du Travail atteint son apogée en 1885-1886, à la suite de grèves victorieuses : de 110.000 membres en 1885, leurs effectifs s'élèvent à 729.000 en juillet 1886. Les Chevaliers du Travail entreprennent une campagne d'agitation en faveur de la journée de 8 heures. 5.000 grèves assurent le succès des revendications syndicales, 200.000 ouvriers obtiennent la journée de dix heures. Mais l'attentat de Haymarket Square, à Chicago, le 5 mai 1886 ², soulève une vague de « colère haineuse » qui s'étend à toute l'Amérique ; l'opinion publique, en partie favorable jusque-là, se retourne contre les sociétés ouvrières et contre les Chevaliers du Travail ; leurs effectifs tombent à 260.000 en 1888 et à 100.000 en 1890.

Or, pendant les années de 1880 à 1890, marquées par le rapide succès et la brusque faillite des Chevaliers du Travail, se formait, d'abord modestement et presque obscurément, une organisation syndicale. Cette organisation, en présence des conséquences de la révolution industrielle, concentrait ses efforts sur l'amélioration des conditions du travail.

¹ ROBERT FRANKLIN HOXIE, *Trade Unionism in the United States*, New York, Appleton et Cy, 1917. - ANTHONY BIMBA, *The History of the American Working Class*. New York, International Publishers, 1921. - ANDRÉ PHILIP, *Le Problème ouvrier aux États-Unis*, Paris, Alcan, 1927. - MARY RITTER BEARD, *The American Labor Movement*. New York. Macmillan, 1931. - LEWIS L. LORWIN, *The American Federation of Labor, History, Policies and Prospects*, Washington, The Brookings Institution, 1933. - PERLMAN (SELIG) et TAFT (PHILIP), *History of Labor in the United States, 1896-1902*, New York, Macmillan, 1.936, 684 pp. - ROBERT MARJOLIN, *L'évolution du syndicalisme aux États-Unis, de Washington à Roosevelt*. Avant-propos de M. C. BOUGLÉ. 256 pp., Paris, Alcan 1936. - R. R. BROOKS, *When Labor organizes*, New Haven, Yale University Press, 1937. - LÉON WOLMAN, *Ebb and Flow in Trades Unionism*, New York, National Bureau of Economic Research ; Londres, Macmillan, 254 pp. - RAYMOND WALSH, C. I. O. (Comité for industrial organization) : John Lewis, New York, Norton and Cy, octobre 1937.

² La journée de 14 à 15 heures était coutumière dans les industries de Chicago (la journée souvent de 4 heures du matin à 8 heures du soir). Les 1^{er} et 3 mai déjà, autour de l'usine Mac Cormick la police avait tiré sur les manifestants sans armes, faisant de nombreux morts et blessés. Le 5 mai, à Haymarket, c'est après plusieurs salves contre les ouvriers qu'une bombe avait éclaté : sans aucune preuve de leur responsabilité, Spiess, Parsons, Fischer et Engel la payèrent de leur vie, Fielden et Schwab des travaux forcés à perpétuité.

C'est parmi les effectifs des ouvriers qualifiés que naît la Fédération : celle-ci gardera la marque de cette origine. Aux États-Unis, le sentiment de solidarité, qu'avaient tenté d'organiser les Chevaliers du Travail, rencontre des obstacles plus difficiles à vaincre qu'en Europe ; notamment la diversité que présente la composition des masses ouvrières, sans cesse renouvelée par les apports d'immigrants de races diverses et le plus souvent sans éducation syndicale. Pourtant, parmi ceux-ci, les Anglo-Saxons prédominent dans l'industrie de la houille et la sidérurgie ; ils organisent aux États-Unis des services d'assistance mutuelle, des syndicats aux droits d'affiliation élevés ; ils ont importé une conception corporative visant à l'amélioration immédiate de la situation matérielle des travailleurs ; c'est ce qu'on nomme le « businesslike trade unionism ». D'autres syndicalistes, d'origine allemande, se rencontrent surtout dans l'industrie du bois, de la boulangerie, du tabac, de la bière. En Europe, ils ont appartenu à des groupes socialistes ; à leur arrivée, ils poursuivent un travail d'éducation qui, peu à peu, s'étend à toutes les classes de travailleurs qualifiés. L'un des syndicats où s'exerce l'influence germanique, l'« International Cigar Makers' Union », a donné deux de ses chefs à la Fédération Américaine du Travail : Samuel Gompers et Adolph Strasser. Ces anciens militants voient se transformer leurs sentiments socialistes : « En face d'une classe ouvrière hétérogène et d'une économie capitaliste ascendante, leur sentiment de solidarité se restreint jusqu'à ne plus englober que les ouvriers qualifiés¹. »

La nouvelle organisation syndicale créée à Pittsburgh, le 15 novembre 1881, par des ouvriers qualifiés, progresse lentement, mais sûrement. Entre 1886 et 1892, les effectifs de la Fédération s'élèvent de 100.000 à 250.000 membres. La Fédération Américaine du Travail se développe et se consolide : au commencement du XX^{ème} siècle, les unions nationales accroissent leurs effectifs et administrent leurs fonds et leurs cotisations, à l'imitation des grandes unions anglaises. Les cotisations élevées servent d'abord à organiser des services d'assistance mutuelle.

Les unions nationales qui forment la Fédération Américaine du Travail prennent leur point d'appui sur les ouvriers qualifiés ; elles attachent leurs membres à l'organisation syndicale par les services qu'elles leur rendent.

Sans doute le syndicalisme conservateur des chefs de la Fédération du Travail rencontre une opposition qui se manifeste par des luttes à l'intérieur de la Fédération. De l'extérieur il est violemment attaqué par les « Industrial Workers of the World ». Mais jusqu'à 1914, jusqu'à 1919 même, c'est le conservatisme représenté par Gompers qui l'emporte ; aux yeux des travailleurs qui en font partie, la Fédération a eu pour mérite de développer et de mettre au point le contrat collectif.

Pourtant, la Fédération n'est pas parvenue à implanter fortement le syndicalisme dans certaines grandes industries telles que celle de l'acier où, à la suite de la formation de l'« United States Steel Corporation », en 1901, une grève a offert aux maîtres de forges l'occasion de déraciner le syndicalisme de toutes leurs entreprises.

La Fédération oriente son activité dans le sens politique : elle se sert de sa neutralité électorale pour imposer à l'un ou à l'autre des deux grands partis la promesse d'appuyer le programme législatif rédigé en 1906 par les chefs des unions nationales. Ce pro-

¹ ROBERT MARJOLIN, op. cit., p. 85

gramme de 1906 comprend l'inspection sanitaire des ateliers, des mines, des maisons d'habitation, le repos hebdomadaire, l'abolition de la sweat shop, l'abolition du travail des enfants, l'organisation d'écoles et de terrains de jeu, le vote des femmes et la nationalisation des téléphones et du télégraphe.

À la suite de l'élection de Wilson en 1912, la Fédération obtient la traduction de son cahier de revendications en actes législatifs. En 1914, elle possède un effectif de 2.020.671 membres, et qui s'élèvera à plus de 4 millions en 1920. La philosophie sociale de ses chefs est conservatrice. Gompers considère les rapports sociaux actuels comme permanents ; le maintien de l'ordre existant permet aux organisations ouvrières d'élever le niveau de vie de leurs membres : dans une économie prospère, dans un régime capitaliste ascendant, il y a place pour toutes les espérances d'amélioration sociale. La Fédération du Travail pratique un syndicalisme fondé sur les intérêts d'une petite minorité ouvrière. *L'écrasement des autres au profit de quelques travailleurs privilégiés* était donc la conséquence logique de cette politique, que Strasser définissait ainsi, peu après les débuts de la Fédération : « Nous avançons au jour le jour. Nous n'avons pas de fins dernières. Nous sommes des hommes pratiques. » Le syndicalisme américain était organisé pour la défense d'intérêts corporatifs et particularistes jamais il n'a songé à la démocratie ouvrière.

À la même époque, en d'autres lieux du monde, en présence d'une prospérité économique sinon égale, du moins correspondante, les travailleurs et leurs organisations ont réagi d'une façon toute différente et donné à leurs luttes pour objectif la conquête d'un droit nouveau.

La Fédération Américaine du Travail n'a même pas été capable de protéger les masses contre l'entraînement de leurs réflexes de violence : des scènes meurtrières marquaient les conflits du travail. Plus brutales encore étaient les méthodes des patrons pour empêcher le syndicat de pénétrer dans leurs entreprises ou pour le déraciner là où il avait pris pied : espions, briseurs de grèves, police privée, « yellow dog contract ». Il n'y a pas de pays au monde où le patronat capitaliste ait été plus implacable ; peut-être pas de pays où la jonction de la force publique et des forces patronales ait été plus étroite.

V

Le syndicalisme de la Fédération Américaine du Travail, par son esprit et par sa tactique, s'oppose au syndicalisme révolutionnaire qui domine le mouvement ouvrier en France entre 1900 et 1909. Et pourtant c'est aux Américains que le syndicalisme révolutionnaire français a emprunté la méthode de la conquête directe. Les Chevaliers du Travail avaient déclaré qu'ils obtiendraient les huit heures par le *refus général de travailler plus de huit heures*. Le Congrès de l'American Federation of Labor, en octobre 1884, décide d'appliquer cette méthode sur une large échelle, le 1^{er} mai 1886. Un demi-siècle auparavant, en Grande-Bretagne, dès décembre 1833, John Fielden avait proposé que « les travailleurs se donnent à eux-mêmes leur loi de huit heures ». Et les ouvriers fileurs de coton avaient fixé au 1^{er} mars 1834 la date d'une réduction volontaire de la journée de travail à huit heures ¹. En 1855, un grand meeting tenu à Melbourne avait fixé à huit heures la journée de travail dans le bâtiment. Mais c'est, aux États-Unis que le mouvement se

¹ Voir Histoire du mouvement ouvrier, t. 1, pp. 118-119.

généralisa. Le 1^{er} mai 1886 devait imposer les huit heures aux employeurs, grâce à la suspension du travail chez les patrons qui refuseraient d'appliquer cette réforme. On avait choisi le 1^{er} mai parce que, ce jour-là, - le *Moving Day*, - on avait coutume, dans l'État de New York et dans celui de Pennsylvanie, de commencer les locations et baux.

L'expérience américaine, connue en Europe par les journaux, avait vivement frappé certains militants syndicalistes. L'un d'entre eux, Émile Pouget, allait organiser la tactique de la conquête directe.

Émile Pouget, né en 1860, avait commencé ses études au lycée de Rodez ; il publie en 1875 *Le Lycéen Républicain*. La même année, il est forcé d'abandonner ses études afin de gagner sa vie. Il vient à Paris. Employé dans un magasin de nouveautés et déjà militant révolutionnaire, il crée en 1879 un syndicat d'employés qui publie la première en date des brochures antimilitaristes.

Le 8 mars 1883, Pouget participe à une manifestation de sans-travail ; avec Louise Michel, prenant la tête d'un des groupes de chômeurs, il se trouve place Maubert en présence des forces de police ; en essayant de délivrer Louise Michel des mains des agents, Émile Pouget se fait arrêter. Aux Assises, Louise Michel est condamnée à six ans de réclusion et Pouget à huit ans ; celui-ci reste trois ans à la prison de droit commun, à Corbeil. A sa sortie de prison, Pouget reprend son existence de militant propagandiste ; le 24 février 1889, il publie le premier numéro du *Père Peinard*, petite brochure dont la présentation rappelle *La Lanterne* de Rochefort. Pouget donne à ses brochures le piment de la langue verte et d'une forme argotique qui leur vaut un grand succès dans les quartiers populeux de Paris, et parmi les ébénistes du faubourg Saint-Antoine¹. Dans *Le Père Peinard* de 1889, Émile Pouget décrit ainsi la grève générale :

Voyez-vous ce qui arriverait si dans quinze jours il n'y avait plus de charbon ? Les usines s'arrêteraient, les grandes villes n'auraient plus de gaz, les chemins de fer rouilleraient... Du coup, le populo presque tout entier se reposerait. Ça lui donnerait le temps de réfléchir ; il comprendrait qu'il est salement volé par les patrons et, dame, il se pourrait bien qu'il leur secoue les puces dare-dare !...

Dans *Le Père Peinard*, le pamphlétaire qu'est Émile Pouget s'attaque à tous les vices, à tous les scandales de la société. Toute occasion lui est favorable : la faillite du Comptoir d'Escompte, la magistrature et la justice de classe, le militarisme, le tirage au sort, l'anniversaire de la Commune ou le 14 juillet. *Le Père Peinard* est tiré parfois à 20.000 exemplaires ; des placards, des affiches accompagnent certains numéros. Émile Pouget espère un sursaut de l'opinion publique ; mais sa verve se plaît surtout à se moquer du parlementarisme et des incohérences de la bureaucratie étatique. La tête de turc de Pouget est Jules Guesde ; les jours d'élection, les prometteurs de lunes font sa joie :

Turellement, c'est pas les candidats qui manquent, il y en a pour tous les goûts et de toutes les couleurs : une truie n'y trouverait pas ses petits... Si la couleur et l'étiquette des candidats changent, il y a une chose qui ne varie pas : les boniments ! Réacs, républicains, bonapartistes, boulangistes, socialos, etc., etc. : tous promettent au populo de le faire mourir de fatigue.

¹ *Le Pot à colle* paraît de 1891 à 1893. Cf. PAUL DELESALLE, *La Vie militante d'Emile Pouget*, Éditions de la Publication sociale ; - *Le Cri du Peuple*, 29 juillet-5 août 1931 ; - PIERROT, Plus loin (septembre 1931).

De temps à autre, Pouget va faire de la prison politique ; mais de celle-ci part la copie pour *Le Père Peinard*¹. Lorsque sont votées les lois scélérates, le procès des Trente amène Émile Pouget à s'exiler à Londres, en même temps que paraît, le 21 février 1894, le 253e numéro du *Père Peinard*. Le journal n'est interrompu que quelques mois ; en septembre, Pouget commence une série londonienne. Pouget rentre en France pour se présenter à ses juges ; il est acquitté et récidive en publiant *La Sociale*. Celle-ci, en octobre 1896, reprend le titre du *Père Peinard*. Parallèlement paraissent des brochures, parmi lesquelles *Les Variations Guesdistes*.

En 1897, au Congrès de Toulouse de la C.G.T., Pouget représente la Fédération des syndicats de Vienne ; il fait adopter un rapport sur le sabotage et le boycottage. On lui confie la rédaction du journal de la C.G.T., lorsque le premier numéro de *La Voix du Peuple* paraît, le 1^{er} décembre 1900. En 1902 Griffuelhes est nommé secrétaire général de la C.G.T., Émile Pouget est son adjoint à la section des fédérations. Grâce à la diversité de leurs dons, ces deux militants vont former une équipe parfaite.

¹ Parfois avec la complicité bienveillante du directeur de la prison. L'Almanach du *Père Peinard* est illustré de dessins de Camille Pissaro et de Paul Signac.

Chapitre II

Victor Griffuelhes et la charte d'Amiens

(1902-1908)

« Le syndicalisme français se caractérise par l'action spontanée et créatrice... Cette action n'a pas été commandée par des formules et des affirmations théoriques quelconques. Elle n'a pas été davantage une manifestation se déroulant selon un plan prévu par nous d'avance. »

VICTOR GRIFFUELHES

« S'il ne suffisait que de souffler sur la vieille société pour l'abattre ce serait vraiment trop commode. Nous méprendre sur la grandeur de l'effort indispensable, c'est nous préparer de cruelles désillusions... La Révolution sociale ne s'accomplira pas sans que soit nécessaire un formidable effort. »

ÉMILE POUGET, 1^{er} mai 1904.

[Retour à la table des matières](#)

Victor Griffuelhes est une personnalité singulière. Il est d'une trempe plus sèche que Pelloutier ou que Merrheim. Son caractère aux arêtes aiguës possède une dureté qui pouvait offenser, mais qui n'est pas pour déplaire, à une époque où les militants ouvriers étaient sollicités et où certains se sont laissé prendre à de subtiles amorces.

En présence des dangers que courait l'indépendance ouvrière, une intransigente dureté a été, pour Griffuelhes, ce qu'en face des périls courus par l'unité française a été pour Louis XI une imaginative astuce ¹.

¹ JOSEPH CALMETTE, *Le grand règne de Louis XI*, 1 vol., Paris, Hachette, 1938, et *Les hommes d'État*, t. II, pp. 215 et suiv., Desclée de Brouwer.

À peine l'unité ouvrière a-t-elle été réalisée au Congrès de Montpellier que Griffuelhes a dû la défendre contre les tentatives des hommes au pouvoir, qui se sont servis de leur connaissance des milieux ouvriers pour diviser le syndicalisme.

Victor Griffuelhes possède les vertus d'un chef : courage, force agressive, rapidité de vision et de décision. A ces vertus est due la croissance de la CGT. Pendant les temps héroïques du syndicalisme, l'énergie et l'autorité de Griffuelhes ont été des forces décisives.

La qualité éminente de Victor Griffuelhes est d'avoir été d'abord un tacticien. Lorsqu'une grève éclatait, Griffuelhes arrivait sur les lieux ; en quelques heures, il avait démêlé la situation dans laquelle, m'a dit un jour Pierre Monatte, « nous barbotions ¹ ».

Impossible de préciser la physionomie de Victor Griffuelhes sans l'opposer à celle de Fernand Pelloutier ; et l'on ne serait pas équitable si on n'évoquait pas, à côté de lui, Émile Pouget.

Trois hommes, dignes de prendre place dans une *Vie des hommes illustres* ² qu'écrira un jour un moderne Plutarque, s'il veut rendre à l'époque son véritable lustre, - non son éclat superficiel et trompeur, mais la flamme qui l'anime, l'éclaire et la purifie.

Par son tempérament, Victor Griffuelhes s'oppose à Fernand Pelloutier. Griffuelhes est de formation blanquiste, et le blanquisme est plus un tempérament qu'une doctrine politique.

Victor Griffuelhes avait pris part aux critiques injustes que les blanquistes lyonnais avaient adressées à Pelloutier, il voyait un danger à toute subvention liant les Bourses aux municipalités ou aux pouvoirs publics. Mais il est probable que, si Pelloutier avait vécu, cette opposition se serait atténuée et que Griffuelhes aurait reconnu la rectitude d'âme de Pelloutier. Il aurait agi peut-être vis-à-vis de lui ainsi qu'il a fait à l'égard d'Émile Pouget, il l'aurait « supporté ».

L'opposition profonde qui existe entre Pelloutier et Griffuelhes se ramène à deux traits essentiels. Tout d'abord, en même temps qu'un organisateur, Pelloutier est un théoricien : il applique une conception du mouvement ouvrier qui s'est formée en lui pendant sa retraite de 1890 à 1892. Victor Griffuelhes, comme il l'écrira lui-même, est « un ouvrier ayant puisé dans une existence fort difficile, dans des privations multiples », la source première de ses croyances syndicalistes. Des conditions personnelles de son existence, sa vision s'est élargie jusqu'à embrasser la condition de tous les travailleurs. Ainsi, Victor Griffuelhes est inspiré, guidé, mûri par la pratique quotidienne ; il modifie ses idées au fur et à mesure des besoins que posent des situations toujours nouvelles.

Fernand Pelloutier est un éducateur plus encore qu'un théoricien. Il a attiré l'attention des militants sur une double nécessité, sur la nécessité de la culture de soi-même et sur l'utilité des institutions ouvrières qui permettent aux travailleurs de faire un apprentissage de la gestion. Ce souci éducatif marque la différence la plus profonde entre Pel-

¹ PIERRE MONATTE, au témoignage vivant duquel je suis grandement redevable, l'appelle « un stratège ».

² LITTRÉ, illustre : « éclatant » par « quelque chose de louable ou d'extraordinaire », du latin *lustrare* : purifier, éclairer.

loutier et Griffuelhes. Sans doute, Griffuelhes fait également appel à la volonté des travailleurs ; mais il n'a pas les préoccupations éducatives de Pelloutier parce qu'il n'a pas le même respect des individus.

Pourtant, en dépit de l'antagonisme qui les avait opposés, Victor Griffuelhes, sans peut-être s'en rendre compte, a continué l'œuvre de Pelloutier. Grâce à l'organisation des Bourses du Travail et à l'influence qu'il avait eue sur l'évolution de la CGT, Pelloutier avait préparé l'atmosphère et le milieu qui permettaient à Griffuelhes de développer et de systématiser l'action combattive des syndicats et des fédérations.

Lorsque Griffuelhes est nommé secrétaire général, le secrétaire adjoint à la section des fédérations est Émile Pouget. Celui-ci a milité depuis 1880 ; il est celui des militants qui possède l'expérience la plus longue du mouvement ouvrier et le plus grand talent d'écrivain.

Émile Pouget est de tendance anarchiste, mais d'un anarchisme tout différent de celui d'un Élisée Reclus, car cet anarchisme, disait Pouget, est à « mettre sous globe ». Sans doute, Émile Pouget a été mêlé à la propagande de 1892 à 1894, à l'époque des attentats anarchistes, et le *Père Peinard* a payé ses articles de prison et d'exil. Mais, avec une égale ardeur, Émile Pouget s'est toujours préoccupé de l'organisation ouvrière. Son anarchisme s'est fondu peu à peu dans son syndicalisme. Émile Pouget a été un des premiers, le premier anarcho-syndicaliste, expression qui paraît inexacte, car le syndicalisme révolutionnaire est une rupture aussi bien avec l'anarchisme qu'avec le socialisme.

Les péripéties de son existence ont assoupli, chez Émile Pouget, la raideur intransigeante de sa jeunesse. On l'appelle le père « oui-oui » ; mais il n'en fait qu'à sa tête. Ainsi peut-il supporter les sautes d'humeur de Griffuelhes.

Les différences d'âge et de tempérament ont contribué à renforcer la valeur de l'équipe formée par l'association de ces deux fortes personnalités. Comme me l'a dit un jour Pierre Monatte : « Le cheval de flèche, c'était Griffuelhes : il avait l'art de l'offensive ; le Père Peinard voyait plus large ; son regard embrassait, par delà les motifs immédiats, les grandes causes profondes et leur répercussion. » C'est à la connaissance qu'avait Pouget des expériences américaines que la CGT a dû l'organisation du mouvement pour les huit heures, décidé par le Congrès de Bourges en 1904.

Émile Pouget avait une vertu inestimable dans les luttes difficiles que commande l'action. On sait la susceptibilité et l'amour-propre ombrageux des militants. Émile Pouget a souffert de la brutalité et des violences de langage de Griffuelhes ; pourtant il a eu cette patience et ce renoncement qui sont la condition d'un travail en équipe.

De caractères contrastés, le blanquiste Victor Griffuelhes et le libertaire Émile Pouget, l'un en vedette, l'autre plus secrètement, ont été unis, non par une inclination naturelle, mais par une association de raison ; cette association a été le facteur personnel décisif qui a permis la grandeur du syndicalisme français pendant les temps héroïques. Le plus bel éloge qu'on puisse faire d'eux, c'est qu'ils se sont supportés l'un l'autre ; les violences brusques de Griffuelhes exaspéraient parfois Émile Pouget ; mais celui-ci ne s'est pas découragé ; Victor Griffuelhes a su écouter les conseils de Pouget et lui laisser la responsabilité des tâches auxquelles il n'était pas enclin.

Émile Pouget, a-t-on dit, était le père Joseph de ce Richelieu du mouvement ouvrier. *C'est trop peu dire*. Ces deux militants forment une équipe parfaite, en dépit ou plutôt en raison de leurs oppositions. Ils se complètent, grâce à la vision rapide et nette de Victor Griffuelhes, au bon sens, à la culture et à la pondération d'Émile Pouget - qualités précieuses aux heures où le syndicalisme doit se défendre contre une œuvre de dissocation menée par les jacobins au pouvoir.

I

Émile Pouget avait été frappé de l'expérience américaine, qui va inspirer sa campagne de propagande syndicaliste entre 1904 et 1906. Mais l'expérience américaine n'est pas la seule qui tienne une place importante dans la pensée de Pouget. Pouget a séjourné en Grande-Bretagne, lorsque, poursuivi au moment du procès des Trente, et réfugié à Londres, il s'informe de l'histoire du trade-unionisme et de celle du Chartisme.

Émile Pouget, dès 1897, a voulu doter la classe ouvrière d'un organe de combat exclusivement rédigé par les travailleurs eux-mêmes. Il reprend ce projet au Congrès de Rennes et à celui de Paris. *La Voix du Peuple* paraît le 1^{er} décembre 1900. Émile Pouget, jusqu'en 1909, va garder la responsabilité de l'hebdomadaire cégétiste. Émile Pouget, par *La Voix du Peuple*, devient l'animateur des campagnes poursuivies contre les bureaux de placement, pour le repos hebdomadaire, pour la journée de huit heures. En 1901, *La Voix du Peuple*, à l'occasion du 1^{er} mai, attire l'attention des militants ouvriers sur l'expérience américaine de 1884-1886 : « Imitons les Américains ! La tactique qui, en 1886, leur permit de réaliser rapidement la journée de huit heures est toujours excellente - elle est même la seule efficace. Elle consiste à vouloir, à agir. Voulons ! Agissons !... Entre les réformes immédiatement réalisables, la journée de huit heures est une des meilleures. » L'idée exprimée par Pouget dans *La Voix du Peuple* le 1^{er} mai 1901 est reprise au Congrès de Lyon, en septembre, par le syndicat des mécaniciens de Lyon.

Cette campagne pour les huit heures, c'est un tout jeune militant de vingt-trois ans, Duberoz, secrétaire de l'Union des syndicats de Lyon, qui la propose en septembre 1904 au Congrès de Bourges. Victor Griffuelhes hésite à entreprendre cette campagne : « Qu'est ce qu'ils nous fourrent sur les bras », s'écrie-t-il. Mais Émile Pouget a depuis longtemps compris quels avantages le syndicalisme peut retirer de cette forme de l'action ouvrière. Le 1^{er} mai 1904, il avait écrit dans *La Voix du Peuple* : « Pas la moindre amélioration n'est réalisable sans l'action syndicale... ; l'amélioration arrachée aux privilégiés est proportionnelle à la conscience des travailleurs, à leur degré de cohésion, à leur vigueur. » Dans le même numéro, Griffuelhes publie lui aussi un article, « Besoin d'agir ». Ainsi, en cette circonstance, Pouget entraîne Griffuelhes, alors qu'à d'autres moments Griffuelhes entraînera Pouget.

Émile Pouget définit ¹ la méthode syndicaliste. Ainsi qu'Eugène Varlin, il comprend que la révolution sociale exige un persévérant effort qui dépend des travailleurs eux-mêmes :

¹ *La Voix du Peuple* du 1^{er} mai 1904 et du 25 septembre au 2 octobre 1904.

Ne nous leurrions donc pas. La révolution sociale ne s'accomplira pas sans que soit nécessaire un formidable effort. S'il ne suffisait que de souffler sur la vieille société pour l'abattre, ce serait vraiment trop commode. Nous méprendre sur la grandeur de l'effort indispensable, c'est nous préparer de cruelles désillusions. Quand on a trop espéré et qu'on s'aperçoit qu'on a vu trop proches les réalisations désirées, on tombe dans une torpeur dangereuse ; on se prend à désespérer ; on se dit : A quoi bon lutter ; et on se résout à se laisser vivre plus ou moins au gré de l'exploitation actuelle. Si au contraire on a soin de se rendre un compte exact de la grandeur de l'œuvre à accomplir, de la tâche considérable à laquelle on doit besogner sans trêve, alors les pas en avant, les victoires transitoires sont un réconfort pour des besognes plus décisives.

Le Congrès de Bourges, qui a lieu du 12 au 18 septembre 1904, décide qu'à la date du 1^{er} mai 1906, après la huitième heure de travail, les ouvriers quitteront l'usine et l'atelier. Devant le Congrès, la discussion a été vive ; Émile Pouget et Grifuelhes ont dû défendre cette résolution contre les réformistes qui, comme Keufer (du Livre), estiment que la conquête des huit heures ne peut se faire que par étapes :

On a tort, lui répond Pouget, de croire que les révolutions éclatent en plein soleil ; elles n'éclatent que lorsque l'atmosphère est saturée d'électricité révolutionnaire. La question de la conquête des huit heures est une de celles qui obsèdent le plus la classe ouvrière. C'est une besogne révolutionnaire qui implique une activité de tous les instants. Il faut orienter les cerveaux, les obséder de cette préoccupation : les huit heures.

Au lendemain du Congrès de Bourges, s'appuyant sur la Commission des huit heures, dont Delesalle est le secrétaire, Émile Pouget organise la campagne pour les huit heures et pour le repos hebdomadaire ; mais, en même temps, il donne à ces campagnes une portée plus générale. Dans *La Voix du Peuple* et dans *Le Mouvement socialiste*¹, il revient sans cesse sur le caractère de cette méthode syndicaliste, application de l'action directe :

S'inspirant des préceptes de l'Association internationale des travailleurs, le Congrès [de Bourges] a conclu que l'émancipation devait être l'œuvre du prolétariat. La journée de huit heures ? Le Congrès proclame que les travailleurs l'auront quand ils seront décidés à l'avoir... Affirmer que les travailleurs ont une conscience de classe assez développée pour faire leurs affaires eux-mêmes et ne compter que sur leur poigne et leur tempérament pour arracher des améliorations de détail en attendant d'être assez forts pour obtenir plus ou le tout... Passer de l'affirmation théorique à la pratique agissante, cela suffit à poser, dans l'histoire du mouvement ouvrier, le Congrès de Bourges comme l'une des plus importantes assises du prolétariat.

Émile Pouget estimait que le Congrès de Bourges était une date dans l'histoire ouvrière, pour une autre raison encore. Déjà, au Congrès de la Fédération des Bourses du Travail, tenu à Toulouse en septembre 1897, Fernand Pelloutier avait insisté sur la nécessité de « gagner au socialisme les ouvriers des campagnes et les travailleurs de la mer et des ports ». Afin de faire pénétrer le socialisme dans les campagnes, - « le travail de la terre étant la source même de la vie », - Pelloutier avait proposé de mettre d'abord des propagandistes spéciaux en rapports avec les ouvriers des professions annexes à celles de l'agriculture « qui, vivant au village, ont la confiance et l'oreille du paysan ». Émile Pouget, lui aussi, reconnaît la place importante que la paysannerie occupe dans la structure de la France. Aussi se réjouit-il de voir qu'au Congrès de Bourges, « pour la première fois en un congrès ouvrier, se trouvaient en nombre considérable des délégués de la paysannerie :

¹ Cf. notamment *La Voix du Peuple* du 25 septembre au 2 octobre 1904 et *Le Mouvement socialiste* : « La conquête de la journée de huit heures », du 15 mars 1905.

il y avait là les agriculteurs du Midi, les bûcherons du Centre... Tous les délégués de la terre se sont réunis et ils ont décidé de coordonner leurs efforts en une vaste entente qui reliera tous les paysans des quatre coins de la France ».

Dans ses articles de *La Voix du Peuple* comme dans les nombreuses brochures qu'il a publiées¹, Émile Pouget ne cesse de revenir sur le caractère de l'action et de l'organisation syndicales. Le syndicat est « le groupement essentiel... [qui permet] 1° de tenir constamment tête à l'exploiteur ; le forcer à respecter les améliorations conquises..., tendre à atténuer l'exploitation, en exigeant des améliorations fragmentaires... ; 2° le syndicat tend à préparer une coordination grandissante des rapports de solidarité... Mais surtout, 3° le syndicat est *une école de volonté*... » Le « Connais-toi toi-même » de Socrate est, au syndicat, complété par la maxime « Fais tes affaires toi-même ». Le syndicat s'érige comme une école de volonté : son rôle prépondérant résulte du Vouloir de ses membres, et, s'il est la forme supérieure d'association, c'est parce qu'il est la condensation des forces ouvrières, rendues efficaces par leur *action directe*. Le mouvement du syndicalisme révolutionnaire continue et amplifie l'œuvre de la Première Internationale « par une ascension vers une volonté toujours plus consciente ».

II

La tactique organisée par la CGT entre 1902 et 1909 repose essentiellement sur un appel constant à la volonté des travailleurs eux-mêmes : a »La CGT ne peut substituer son effort à l'effort et à la volonté des travailleurs. « Par la décision du Congrès de Bourges (la campagne pour les huit heures), « la classe ouvrière était mise à même de donner la mesure de sa vigueur : vigueur offensive et soutenue... Il s'agissait d'enlever le travailleur à son inaction, de l'appeler à une compréhension plus juste de ses droits, et de le faire participer à sa propre libération. »

Victor Griffuelhes était né à Nérac en 1874 ; il a été au petit séminaire de Nérac jusqu'à quatorze ans ; et il a travaillé avec son père jusqu'à dix-sept. En 1891 Victor Griffuelhes se rend à Bordeaux où il mène une dure vie. Puis, il part sur le trimard, le baluchon sur le dos, et s'arrête à Nantes, puis à Blois et à Tours. En 1893, il est à Paris placé chez un petit patron chez lequel il travaille avec intensité. Il fait son service militaire à Lodève, revient à Paris, milite chez les blanquistes, dans le parti socialiste révolutionnaire. Victor Griffuelhes se présente dans le quartier Saint-Vincent de Paul. En 1899 il est délégué à l'union syndicale de la Seine et il devient rapidement secrétaire de cette organisation ; il est resté un ouvrier des cuirs et peaux (il fabriquait des chaussures de luxe pour les bottiers du quartier de l'Élysée). Il a gardé le goût de son métier. Lorsque la lutte syndicale et la conduite de la CGT lui laissent des loisirs - l'année même du Congrès d'Amiens - Victor Griffuelhes les consacre à œuvrer de son métier. C'est à lui qu'il doit la

¹ Brochures dont nous ne pouvons donner qu'une énumération succincte: *Le Syndicat*, Bibliothèque Syndicaliste, n° 2, Paris, rue de la Grange-aux-Belles, brochure de 24 pp. - *Le Sabotage*, Paris, Rivière, brochure de 68 pp. - *Le parti du travail*, Bibliothèque Syndicaliste, n° 3. - *La Confédération Générale du Travail*, Rivière, 1908, brochure de 64 pp. - *L'organisation du surmenage (le système Taylor)*, Rivière, 1914.

forme de son syndicalisme. Peu à peu s'est développée en lui une doctrine vivante, issue de son existence quotidienne ¹.

Ouvrier j'étais, ayant puisé dans une existence souvent fort difficile, dans des privations multiples, le désir d'y mettre fin ; salarié j'étais, ayant à subir l'exploitation du patron et souhaitant ardemment d'y échapper. Mais ces désirs et ces souhaits ne pouvaient se concrétiser en une action continue qu'avec le concours des autres hommes astreints au même sort que moi. Et j'ai été au syndicat pour y lutter contre le patronat, instrument direct de mon asservissement, et contre l'État, défenseur naturel, parce que bénéficiaire, du patronat. C'est au syndicat que j'ai puisé toute ma force d'action, et c'est là que mes idées ont commencé à se préciser ².

Rappelant comment, entre 1890 et 1892, les organisations ouvrières ont rompu avec les différents partis socialistes, Victor Griffuelhes constate l'influence que les allemanistes et les possibilistes ont eue sur le mouvement ouvrier : « Le travail fait par les syndicats animés de l'esprit allemaniste a permis plus tard de créer un mouvement autonome et indépendant. Sans la besogne des possibilistes, qui créèrent la Bourse de Paris, et sans celle des allemanistes, la Fédération des Bourses n'aurait pu être créée en 1892. »

Mais, en même temps, Victor Griffuelhes explique les raisons pour lesquelles le syndicalisme, pendant les années 1890, a voulu se dégager des éléments politiques :

Chez les militants, désireux de donner la première place à l'action syndicale, il y a un sentiment d'opposition brutale à la bourgeoisie, il n'y a pas de préoccupation rattachée à un plan préconçu et a une théorie d'ensemble. Ces militants veulent *farouchement* être menés par des ouvriers. Les uns s'efforcent de rattacher les origines du mouvement ouvrier actuel aux principes posés par la conception anarchiste ; les autres s'appliquent au contraire à les trouver dans la conception socialiste... A mon sens, le mouvement ouvrier ne remonte à aucune de ces deux sources. Il ne se rattache directement à aucune des deux conceptions qui voudraient se le disputer : *il est le résultat d'une longue pratique*, créée bien plus par les événements que par tels ou tels hommes. Cette pratique est loin d'avoir une marche régulière : les incohérences la caractérisent, les contradictions la jalonnent. Et il en est ainsi parce qu'elle n'est pas le produit d'une action exercée en vertu seulement de principes, mais d'une vie chaque jour renouvelée et modifiée ³.

C'est dans le mouvement quotidien que l'action ouvrière marque ses progrès, résultante d'efforts continus... Le mouvement ouvrier a consisté en une série d'efforts quotidiens rattachés aux efforts de la veille, non par une continuité rigoureuse, mais uniquement par l'ambiance et par l'état d'esprit régnant dans la classe ouvrière. L'action de la classe ouvrière n'a pas été, encore une fois, commandée par des formules et des affirmations théoriques quelconques. Elle n'a pas été davantage une manifestation se déroulant selon un plan prévu par nous d'avance.

Le mouvement ouvrier est le résultat d'une longue pratique, d'efforts quotidiens; de là vient la défiance en laquelle les militants ouvriers tiennent « les théories générales et les plans préconçus ». On a voulu rattacher à l'influence du bergsonisme les tendances du syndicalisme révolutionnaire, non pas directement, mais indirectement, par personne interposée : Georges Sorel. Celui-ci a en effet donné au *Mouvement socialiste* une série

¹ En 1898, Victor Griffuelhes n'assiste pas au Congrès de Rennes. Par contre, en 1900 (10 au 14 septembre), au Congrès de Paris, il représente les cuirs et peaux.

² *Le Syndicalisme*, conférence organisée le 29 juillet 1904 par la jeunesse syndicaliste de Paris Avant-propos du 8 décembre 1907, p. 5, dans *l'Action Syndicaliste*, brochure, Rivière.

³ Avant-propos de *l'Action Syndicaliste*, brochure, Rivière, 1908. VICTOR GRIFFUELHES: *Voyage d'un révolutionnaire, impressions d'un propagandiste*, brochure, Rivière éd

d'articles sur *l'évolution créatrice*, parue chez Alcan en 1907¹. Si Georges Sorel rencontra certains militants, il n'était pas lu par eux. A. Merrheim ne le connaît pas ; Victor Griffuelhes protestait toujours lorsqu'on lui parlait de l'influence sorélienne : « Il ignorait Sorel, raconte Maxime Leroy, ne le connaissait qu'à travers des conversations, vaguement : « Je lis Alexandre Dumas s, aimait-il à dire, marquant par là... l'agacement que lui inspiraient des théoriciens qui prêchaient la violence au coin de leur feu². » Par contre, le syndicalisme ouvrier a influencé certains écrivains, notamment Georges Sorel, qui ont cherché à dégager de la pratique ouvrière des systématisations après coup.

Pierre Monatte, qui a vécu aux côtés de Victor Griffuelhes, m'a confirmé que Victor Griffuelhes n'était pas « un liseur ». Mais Griffuelhes avait une grande concentration de pensée ; il savait observer et réfléchir, ce qui est assez rare quand on est engagé dans des luttes et des difficultés quotidiennes. Je n'ai jamais connu Victor Griffuelhes dans l'intimité, mais je l'ai rencontré plusieurs fois ; je garde de lui un souvenir qui persiste à travers les années. Quand je relis quelque-une de ses brochures ou l'un de ses discours, je crois entendre encore sa voix - surtout je sens peser sur moi son regard aigu. Cette acuité révélait une pénétrante intuition, semblable au tire-point qu'il maniait avec dextérité.

Victor Griffuelhes se défend d'être un théoricien ; il se défie des formules inventées par les idéologues ; il craint ces formules qui dévient l'action et divisent les hommes menant une lutte commune. Il se défie aussi de ce qu'il appelle le romantisme révolutionnaire³. Mais ce romantisme, le mythe de la catastrophe, a permis le passage à l'une des idées essentielles du syndicalisme révolutionnaire : *La lutte quotidienne prépare, organise et réalise la révolution*.

Le romantisme révolutionnaire correspond à une phase du mouvement ouvrier qui a eu une grande influence ; il a « préparé la besogne présente ». Sans cette préparation, le syndicalisme ne serait pas la *théorie et la pratique de l'action ouvrière*. Un accroissement de la vie syndicale a détaché la classe ouvrière du mysticisme révolutionnaire « *pour la river à l'actualité, faite du travail journalier* ». La véritable action révolutionnaire est celle qui, pratiquée chaque jour, accroît et augmente la valeur révolutionnaire du prolétariat ; la grève « *éduque, elle aguerrit, elle entraîne et elle crée* ».

La grève est une des formes de *l'action directe*. Victor Griffuelhes accorde une place éminente à l'action des travailleurs ; il fait d'abord appel à leur volonté. Il précise ce qu'est l'action directe, dans une conférence du 29 juillet 1904 :

L'action directe (dont on s'est plu à donner une définition mensongère) veut dire action des ouvriers eux-mêmes, c'est-à-dire action directement exercée par les intéressés. C'est le travailleur qui accomplit lui-même son effort ; il l'exerce personnellement sur les puissances qui le dominent pour obtenir d'elles les avantages réclamés. Par l'action directe, l'ouvrier crée lui-même sa lutte, c'est lui qui la conduit, décidé à ne pas s'en rap-

¹ GEORGES SOREL, « L'Évolution Créatrice », *Le Mouvement socialiste* du 15 octobre 1907 au 15 avril 1908. Georges Sorel a donné de très nombreux articles au Mouvement socialiste. Les Illusions du progrès ont paru dans *Le Mouvement socialiste*, de septembre à décembre 1906.

² MAXIME LEROY raconte aussi qu'il avait fait connaître à Victor Griffuelhes quelques amis universitaires (au déjeuner Proudhon), mais « qu'il ne discutait avec eux qu'avec une espèce d'ironie, comme s'il s'était dit qu'un apprentissage de la misère était nécessaire pour entrer dans le mystère ouvrier » (*L'Homme Réel*, avril 1937).

³ « Romantisme révolutionnaire », paru dans *L'Action directe*, 23 avril 1908, article reproduit dans *Le Mouvement socialiste* du 15 octobre 1908.

porter à d'autres qu'à lui-même du soin de se libérer... La lutte doit être de tous les jours. Son exercice appartient aux intéressés. Il y a par conséquent à nos yeux une pratique journalière qui va chaque jour grandissant jusqu'au moment où, parvenue à un degré de puissance supérieure, elle se transformera en une conflagration que nous dénommons grève générale et qui sera la révolution sociale.

Au nom des intérêts de l'économie nationale, les industriels accusent les ouvriers d'être responsables de l'infériorité de la production française sur les marchés internationaux : « Les affaires deviennent impossibles par suite des exigences ouvrières qui créent une situation faite d'incertitude et d'insécurité. La faute en est aux *meneurs*, aux *têtes* des organisations syndicales, qui entretiennent le prolétariat dans un état de guerre préjudiciable aux uns et aux autres. »

Victor Griffuelhes répond que, si les produits étrangers rentrent en France en dépit des barrières douanières, c'est que les capitalistes des autres nations, moins routiniers, plus ouverts au progrès, ne reculent pas devant les mesures destinées à donner à leur production tout son essor : « Les difficultés (des capitalistes français) sont faites de leur stérilité ; Leur marche fort lente est faite de leur timidité, leur incertitude est faite de leur manque d'initiative ». A l'état stationnaire de l'industrie française, Victor Griffuelhes oppose le dynamisme américain : « Nous demandons que le patronat français ressemble au patronat américain... Nous désirons un pays affairé, actif, bourdonnant, véritable ruche toujours en éveil. Notre force en sera accrue ¹. »

III

La crise qu'a traversée la paix de l'Europe de 1905 à 1907, les premières menaces de guerre éclairent l'une des tendances du syndicalisme révolutionnaire : l'antimilitarisme et l'antipatriotisme. Griffuelhes avait été déçu des conférences internationales auxquelles il avait assisté ². Il avait vainement tenté de faire transformer ces conférences syndicales en congrès ouvriers internationaux. Émile Pouget ³ n'avait pas réussi davantage à faire inscrire la question des huit heures et celles de la grève générale et de l'antimilitarisme à l'ordre du jour de la conférence internationale qui devait se tenir à Amsterdam en 1905 ⁴.

Le 31 mars 1905, Guillaume II débarque à Tanger ; il y vient pour déclarer « expressément qu'il maintiendra l'égalité absolue des droits économiques et commerciaux de l'Allemagne et qu'il ne permettra à aucune nation d'obtenir des droits préférentiels ».

¹ VICTOR GRIFFUELHES, L'infériorité des capitalistes français, *Le Mouvement socialiste*, décembre 1910.

² VICTOR GRIFFUELHES, Le syndicalisme français et l'Internationale syndicale, *Le Mouvement socialiste*, 15 novembre 1907, et *L'Action syndicaliste* (Rivière, 1908), p. 55.

³ Dès le 16 juin 1901, à Londres, les syndicats anglais et français avaient organisé une grande manifestation contre la guerre, pour la paix. Cf. ÉMILE POUGET, *La Voix du Peuple*, 22-30 juin 1901.

⁴ Lettres de Pouget et Legien (avril 1905) et réplique, le 5 mai, de Pouget, qui remplace alors Griffuelhes pendant quelques semaines. Voir rapport du Comité Confédéral au Congrès d'Amiens, pp. 5-8.

À la suite du débat qui eut lieu devant la Chambre des Députés, le 19 avril 1905, Delcassé donne sa démission, puis la reprend. Guillaume II ordonne à son ambassadeur, le prince de Radolin, de n'avoir plus aucune relation avec Delcassé. Celui-ci donne sa démission définitivement, le 6 juin. Pendant les semaines de juin et de juillet 1905, la menace de guerre qui pèse sur l'Europe provoque en France une émotion que traduit Charles Péguy dans *Notre Patrie* : « Ce fut une surprise... Ce fut un saisissement... Ce fut un sursaut... la réapparition brusque de la réalité même...¹ »

L'émotion parmi les syndicalistes était rendue plus profonde par le sentiment qu'ils avaient de leur responsabilité particulière. Sous l'influence des événements se réveillait, plus consciente, la tradition de la Première Internationale et s'affirmait en eux la volonté de tout mettre en oeuvre pour prévenir la guerre². Dès juillet 1905, Victor Griffuelhes décide d'aller à Berlin, afin de préparer avec la Centrale syndicale allemande des démonstrations simultanées contre la guerre. Victor Griffuelhes ira à Berlin en janvier 1906, lorsque la tension franco-allemande se sera encore accentuée.

Entre ces deux dates, en août 1905, Victor Griffuelhes donne au *Mouvement socialiste* une réponse à l'enquête que poursuit cette revue sur l'idée de patrie et la classe ouvrière³ :

Il faut, dit-on, défendre le sol de la patrie ! Je n'y vois pas d'inconvénient. Mais à condition que les défenseurs soient les propriétaires de ce sol. Or c'est le prolétaire qui, comme toujours, est appelé à défendre le sol, malgré qu'il n'en possède aucune parcelle. Le prolétaire est attaché au milieu où il est né, où il a grandi, mais il ne peut l'être que par le souvenir. Dès qu'il a l'âge d'homme, il est le plus souvent contraint de s'éloigner, allant à la recherche d'un travail qui le fera vivre. Il s'éloigne parce que la besogne vient à manquer ou parce que, désireux d'améliorer son sort, il a osé réclamer un meilleur salaire. En retour, il est congédié par son patron qui le signale à ses confrères. Il doit fuir le milieu qui l'a vu naître, courir les villes, quémendant de l'ouvrage. Il s'arrête là où un atelier ou un chantier lui est ouvert. Il s'installe, il travaille, il vit, il se fait un foyer, il élève sa famille. *Le lieu où l'ouvrier travaille, là est sa patrie !... A-t-il, dans sa course vagabonde et incertaine, traversé une frontière ? Qu'importe ! Il a quitté un lieu inhospitalier pour aller dans l'inconnu, jusqu'au moment où il a trouvé à vendre son travail.*

L'idée de patrie, ajoute Griffuelhes, est exploitée par les dirigeants pour justifier l'existence d'une armée, qu'ils utilisent contre des mouvements ouvriers destinés à améliorer la condition ouvrière et à conquérir un *droit nouveau*.

Le 19 décembre 1905, le gouvernement allemand envoie à son ambassadeur à Paris un ordre de rappel. Le gouvernement français a connaissance du fait ; les communications télégraphiques restent suspendues pendant quatre heures afin que, si besoin est, puissent être lancés les ordres de mobilisation en toute célérité. Nouvelle alerte, plus troublante encore que celle de juin et de juillet : angoisse plus profonde. Chacun s'attend au conflit.

¹ *Notre Patrie*, écrite au lendemain de l'attentat auquel avait échappé le roi d'Espagne ; le gouvernement allemand avait adressé une dépêche au roi d'Espagne, en omettant d'en envoyer une au président Loubet.

² A. VERMOREL, La grève des peuples contre la guerre, *Le Courrier français*, 10 juin 1866, reproduit par *La Vie ouvrière* du 20 novembre 1912.

³ Réponse à l'enquête du *Mouvement socialiste* sur l'idée de patrie et la classe ouvrière, août 1905, et cf. *L'Action syndicaliste*, pp. 38-42.

Le 16 janvier 1906, Victor Griffuelhes arrive à Berlin. Il veut conclure avec les organisations ouvrières allemandes, par delà les frontières, une entente qui permette contre la guerre des manifestations simultanées en Allemagne et en France. Arrivé à Berlin, Griffuelhes se heurte à un double refus. Griffuelhes rapporte qu'il arrive au siège des syndicats juste au milieu d'une séance de la Commission syndicale. On lui oppose la législation allemande régissant les syndicats et interdisant une action de ce genre. Legien renvoie Griffuelhes au siège de la social-démocratie allemande. Une délégation syndicale l'accompagne au Reichstag, où se trouvait Singer. Celui-ci objecte à Griffuelhes que, le 21 janvier, partout en Allemagne, vont être organisés de grands meetings en faveur de la Russie¹ : d'où impossibilité matérielle d'en organiser de nouveaux à une date rapprochée. Puis Singer demande à Griffuelhes si le Comité de la CGT agira de concert avec le parti socialiste français. Griffuelhes répond que, sur ce point, le Comité confédéral ne dérogerait pas à son autonomie ; mais qu'en Allemagne les syndicats étaient libres d'avoir une autre attitude. Singer va trouver Bebel, qui confirme que, pour que la démonstration contre la guerre puisse avoir lieu, le Comité confédéral devra au préalable s'entendre avec le parti socialiste de France.

A son retour à Paris, Griffuelhes décrit, dans *La Voix du Peuple* (n° 277), ses impressions de Berlin et, en rendant compte de son voyage au Congrès d'Amiens, il ajoute ceci : « Je garde de mon voyage à Berlin un souvenir plutôt mauvais. Je n'y ai pas rencontré cette courtoisie prévenante qui facilite les rapports et atténue les difficultés. » Cette impression persista dans l'esprit de Griffuelhes ; les rencontres qui eurent lieu par la suite entre syndicalistes allemands et français expliquent en partie pourquoi certains militants purent être ensuite accusés de germanophobie, « ce sentiment restant chez ces hommes un sentiment sous-jacent, qui ne devint dominant et dangereux qu'avec l'effondrement de l'internationalisme prolétarien² ».

Les relations entre le Bureau syndical international et la CGT devaient être discutées en 1908 au Congrès de Marseille. Au cours de la discussion, Merrheim, qu'on ne peut accuser de germanophobie, constate les faits :

Au moment de la guerre russo-japonaise, le Bureau syndical international répond aux démarches de la CGT par un refus ; au moment des incidents du Maroc, Griffuelhes a fait le voyage de Berlin et on ne l'a pas reçu... Quelle sera notre situation vis-à-vis de ce Secrétariat (international) qui systématiquement écarte l'un des objets les plus chers du prolétariat, celui d'éviter la guerre, de ne pas permettre le massacre des peuples ?...

En janvier 1906, dans l'impossibilité d'organiser avec les Allemands des manifestations simultanées, les syndicalistes décident d'agir sur le seul terrain national. Le Comité Confédéral fait afficher et publie ce texte à des milliers d'exemplaires :

GUERRE À LA GUERRE.

Travailleurs, demain peut-être nous serons en face d'un fait accompli la guerre déclarée. Depuis cinq ans, un parti colonial français, dont Delcassé fut l'homme-lige, prépare la conquête du Maroc. L'Allemagne militariste et capitaliste, désireuse d'avoir elle aussi sa part du butin, s'est interposée. En juin 1905, la déclaration de guerre ne fut évitée

¹ Voir notamment : Congrès d'Amiens, p. 96, et *L'Action syndicaliste*, pp. 57-58. Le massacre du Dimanche sanglant devait avoir lieu le 22 janvier ; mais la grève des usines Poutilov avait commencé le 9 janvier 1905.

² ROSMER, *Le Mouvement ouvrier pendant la guerre*, p. 521.

que par le départ de Delcassé. Depuis lors, la guerre est à la merci du moindre incident. La presse sait ces choses... et elle se tait. Pourquoi ? C'est parce qu'on veut mettre le peuple dans l'obligation de marcher, prétextant d'honneur national, de guerre inévitable parce que défensive. Or, *le peuple ne veut pas la guerre !* S'il était appelé à se prononcer, unanimement, il affirmerait sa volonté de paix. La classe ouvrière n'a aucun intérêt à la guerre. Elle seule en fait tous les frais - payant de son travail et de son sang ! C'est donc à elle qu'il incombe de dire tout haut qu'*elle veut la paix à tout prix !*

Travailleurs !... En Allemagne comme en France, la communion d'idées est formelle sur ce point : *le prolétariat des deux pays se refuse à faire la guerre*. Donc, par notre action commune et simultanée, forçons nos gouvernements respectifs à tenir compte de notre volonté :

Nous voulons la paix. Refusons-nous à faire la guerre !

LE COMITÉ CONFÉDÉRAL¹.

Dans une conférence internationale tenue à la Société de Géographie, le 3 avril 1907, Victor Griffuelhes, voulant définir le syndicalisme français, l'oppose au syndicalisme allemand : « En Allemagne, il y a *une masse des syndiqués* ; en France, il y a *un syndicalisme*, théorie qui résume et contient toute l'action ouvrière...² »

Un syndicaliste allemand, Robert Michels, qui assiste à cette réunion du 3 avril 1907, critique les tendances du socialisme en Allemagne :

Nous n'avons pas comme vous un syndicalisme révolutionnaire qui propage et nourrit les sentiments incompressibles de liberté... Pour que le syndicalisme puisse se développer pleinement chez nous, il faut que les libertés politiques soient conquises... Aussi, malgré ses trois millions et demi de suffrages socialistes, l'Allemagne pèse-t-elle sur l'Europe comme une menace de guerre ou de réaction.

Le parti de la social-démocratie, selon Robert Michels, parti nombreux et fortement organisé, a peur d'éloigner de lui les classes populaires par toute action directe qui rappellerait le syndicalisme révolutionnaire. Mais ce qui paralyse surtout la social-démocratie, c'est son organisation bureaucratique, hiérarchique et pesante, devenue, elle aussi, une machine perfectionnée. Dans les *Archiv für Sozialwissenschaft*, le même Robert Michels publie une étude sur « la social-démocratie dans l'organisation internationale » ; selon lui, la social-démocratie est en décadence : « figée dans un nationalisme boudeur et compassé, presque hostile et agressif,... elle restait là, droite, raide et revêche, muette, aveugle et sourde au cri des créatures³ ». La social-démocratie apparaît un « grand automate ». Elle compte des voix, elle encaisse des cotisations, elle est très pratique.

C'est parce qu'ils sentent cette attitude de la social-démocratie que les militants ouvriers sont si troublés en présence des dangers que court la paix européenne. Ils sont restés fidèles à la tradition de la grève des peuples contre la guerre ; mais la social-démocratie allemande ne paraît pas encline à agir de concert avec eux. Les militants syndicalistes se rappellent les événements de 1870, l'élan du mouvement ouvrier et l'Internationale brisés par la guerre :

¹ Congrès d'Amiens, rapport du Comité confédéral, p. 8.

² Les caractères du syndicalisme français, discours prononcé par VICTOR GRIFFUELHES, le 3 avril 1907, à la Conférence internationale tenue à Paris, à la Société de Géographie (Rivière, 1908).

³ EDOUARD BERTH, *Le Mouvement socialiste*, 15 octobre 1907.

Nous sommes dans une situation grave, dira au Congrès de Marseille le clairvoyant Merrheim, dans la même situation qu'en 1871, au moment de l'Internationale ouvrière. Là aussi, elle était une force ; là aussi, elle était une organisation ; là aussi, elle était une cohésion ouvrière ; et qu'a fait la classe capitaliste ? La guerre de 1870 est arrivée, et elle a noyé dans le sang deux peuples, elle a fait disparaître les militants et tué les organisations que vous n'avez pu arriver à remettre debout qu'après trente-huit ans.

IV

L'approche du 1^{er} mai 1906 avait provoqué à Paris une panique ; la frayeur qu'inspirait cette journée est rappelée en quelques traits par le rapport confédéral de 1906 : « Ce fut une fuite amusante de capitaux émigrant à l'étranger au nom du patriotisme le plus pur. Ce fut l'entassement des provisions dans les caves... Le gouvernement prit peur. »

La grève des mineurs se prolongeait ; elle fut l'occasion que saisit le gouvernement pour justifier des arrestations, parmi lesquelles celle de Pierre Monatte. Afin d'expliquer les poursuites engagées, selon une tradition qui remonte à Louis-Philippe, les gouvernements inventent l'hypothèse d'un complot ourdi entre les accusés et les ennemis du régime. Le 26 avril, « la justice, ayant perquisitionné chez Monatte, prétendit avoir trouvé des documents démontrant qu'entre la CGT et la réaction existait un accord. » Des perquisitions furent faites aussi dans les bureaux de la CGT. Le Parquet recherchait si la provenance des fonds de la confédération permettait un doute. Les livres de comptabilité étaient en lieu sûr ; mais les brouillards et les carnets à souche furent mis sous les yeux du commissaire, qui n'y put rien trouver.

Trois jours après, le 30 avril 1906, le gouvernement fait arrêter le secrétaire confédéral et le trésorier de la CGT, afin de laisser croire à l'opinion que les syndicalistes ont des intentions suspectes. Mais cette action préventive ne peut empêcher le mouvement en faveur des huit heures de conserver toute son ampleur. A Paris et dans certaines villes, des manifestations imposantes ont lieu. De nombreux travailleurs y participent. Nombreuses sont aussi les grèves qui éclatent le 2 mai. La grève de la Fédération du Livre avait commencé le 18 avril ; puis, à partir du 25 avril et du 2 mai, une vingtaine de corporations et 150.000 ouvriers suivent le mouvement. En outre, dans la métallurgie, pour le département de la Seine, 50.000 ouvriers font grève.

L'état d'esprit qu'avait créé l'agitation pour les huit heures rendit possible à l'automne, au Congrès d'Amiens, une solennelle déclaration en faveur de l'autonomie du mouvement ouvrier.

Au Congrès d'Amiens, le débat sur les relations des syndicats et des partis politiques donne aux syndicalistes l'occasion d'affirmer cette indépendance. La thèse opposée de la liaison est soutenue par Renard, le représentant du textile. La discussion dure pendant trois jours - c'est-à-dire pendant les séances du 11 octobre au soir, du 12 et du 13 au matin.

L'ordre du jour proposé par la Fédération Textile est repoussé par 724 voix contre 34. La Charte d'Amiens est votée par le Congrès confédéral le 13 octobre 1906. Elle formule le caractère apolitique du syndicalisme de façon si heureuse qu'elle est restée la charte du mouvement ouvrier et qu'elle a été confirmée par le Congrès de Toulouse (1936), qui a réalisé l'unité syndicale. Cette indépendance a fait la force du mouvement ouvrier en France. Elle est dans sa tradition, elle doit rester dans son devenir. Sans cette indépendance le syndicalisme français court les plus grands risques. Voici les deux formules par lesquelles elle s'est exprimée à Amiens et qui servent de préambule aux nouveaux statuts :

1° En ce qui concerne les individus, le Congrès affirme l'entière liberté, pour le syndiqué, de participer, en dehors du groupement corporatif, à la forme de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors.

2° En ce qui concerne les organisations, le Congrès déclare qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes¹ qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre, en toute liberté, la transformation sociale.

La « Charte d'Amiens » a été votée à la quasi unanimité de 830 voix contre 9. Ce vote est dû à la lucidité et à la ténacité de Griffuelhes, la rédaction de la Charte est l'œuvre du Bureau confédéral. Le projet de résolution a été écrit sur un coin de table d'un restaurant, à Amiens, par Pouget, qui tient la plume, Griffuelhes, Delesalle, L. Niel et Morizet².

La fermeté des décisions d'Amiens devait avoir son influence sur l'attitude prise par le parti socialiste à l'égard du syndicalisme. En dépit des résistances guesdistes, l'année suivante, au congrès du parti socialiste, à Nancy (11 au 14 août), la motion dite de la Dordogne fut battue ; elle affirmait que l'action corporative ou syndicale ne saurait suffire à l'émancipation de la classe laborieuse ; cette résolution, soutenue par 141 voix, eut contre elle une majorité de 167 voix, qui adoptèrent la motion du Cher. Celle-ci déclarait que le Congrès était convaincu que « l'action politique et l'action syndicale seront d'autant plus efficaces que l'organisme politique et l'organisme économique auront leur pleine autonomie³ ».

¹ Dans la discussion, Coupat dit : « Dans la Confédération, il y a des travailleurs appartenant à diverses tendances. Il y en a même qui sont catholiques. Voulez-vous les en chasser ?... » - PAUL DELESALLE : « A la première lecture, Pouget tenant la plume, je m'étais cabré sur ce passage « les partis et les sectes » ; les sectes visaient les anarcho-syndicalistes et, je ne sais pourquoi, ne me plaisaient pas. J'eus à ce sujet une prise de bec avec Griffuelhes et j'entends encore Pouget, me répétant : « Qu'est-ce que cela peut te fiche ? » Au bout d'un instant, « la secte des égaux » me passe par l'esprit, j'étais vaincu et, ne voulant le paraître, je dis à Pouget : « C'est bien, je dirai que tu fais allusion aux communistes de 1797 et tout sera dit. » Je n'ai pas besoin de vous dire que mes camarades éclatèrent de rire » (lettre du 27 mai 1938). MARTY-ROLLAN fait erreur lorsqu'il dit que Merrheim tenait la plume ; en fait la résolution lui fut communiquée après sa rédaction par le Bureau confédéral.

² C'est dans cet ordre qu'ils apparaissent de gauche à droite sur la petite photo que Delesalle m'a communiquée et « qui représente, à la terrasse du cabaret, la table sur laquelle nous avons donné le coup de pouce à notre motion ; celle-ci, du reste, représentait le point de vue et était l'émanation du seul Bureau confédéral » (lettre du 1^{er} juin 1938).

³ Congrès de Nancy, compte rendu sténographique, motion de la Fédération du Cher, p. 347, et motion de la Dordogne, p. 523.

Au cours de la discussion, se définit la position des socialistes syndicalistes : « Le syndicalisme leur dit [aux prolétaires] : N'ayez foi qu'en vous seuls ! Le salut est en vous, le monde ne sera que ce vous le ferez ! Déployez donc toutes vos énergies et mettez à l'épreuve toute votre puissance d'action. » La question devait revenir aux autres congrès du parti socialiste, et notamment au congrès tenu à Lyon, du 18 au 21 février 1912 - où Jaurès défend l'autonomie de la CGT ¹.

Tous les débats du Congrès d'Amiens ne purent pas se clore par une motion d'unanimité. Syndicalistes révolutionnaires et réformistes s'opposèrent sur deux questions : la tactique et les caractères de l'organisation syndicale.

Le Congrès de Bourges avait donné mission au Bureau confédéral d'organiser une campagne pour le repos hebdomadaire et pour les huit heures. Il avait décidé aussi qu'à partir du 1^{er} mai 1906 après la huitième heure, les ouvriers abandonneraient le travail et les ateliers. Quels avaient été les résultats de cette campagne ? Griffuelhes, dans le rapport confédéral à Amiens, rappelle que pendant deux ans la CGT avait fait appel à tous les moyens de propagande, et notamment à l'affiche ; celle-ci avait été tirée à 100.000 exemplaires :

Nous voulons la journée de huit heures. La réduction de la journée de travail s'impose, tant au point de vue physique que moral et social. Il y a intérêt personnel et intérêt social - c'est-à-dire intérêt de solidarité - à réduire le plus possible la durée du travail.

Que faut-il faire ?

Devons-nous, comme on a eu trop tendance à le faire, continuer à nous en reposer sur le bon vouloir des législateurs ?

Non ! De nous-mêmes doit venir, l'amélioration de notre sort ! Les libertés ne se mendent pas : elles s'arrachent de haute lutte ! Vouloir, c'est pouvoir. Voulons donc la journée de huit heures et nous l'aurons !

Lors de la discussion, Victor Griffuelhes reconnaît qu'en province l'agitation fut moins intense « que nous ne l'avions espéré », mais la plupart des conflits durèrent de longues semaines. Seulement :

Malgré les soins de la Commission des huit heures, les efforts manquaient de cohésion... Puis, et c'est là le plus grand défaut, les organisations attendaient de l'organisme confédéral toutes les indications sur la besogne à faire. Il est même possible d'ajouter que des ouvriers attribuaient à la CGT le pouvoir d'édicter une mesure générale pour tous les patrons, les obligeant à réduire la journée de travail. C'était se tromper étrangement. La CGT ne constitue pas un Gouvernement.

Le 1^{er} mai, la classe ouvrière fit [pourtant] montre d'une énergie et d'une persévérance insoupçonnées par d'aucuns. Nous voudrions que les militants aient pu saisir toute la valeur sociale des faits auxquels nous avons participé. C'est là le seul moyen d'acquiescer le sens de la lutte qui fait encore défaut et qui se développera grâce à des agitations de cette ampleur et de cette nature.

Aux réformistes qui, à Amiens, disent que le 1^{er} mai 1906 a été un échec, Griffuelhes répond que, tout au contraire, il a été un triomphe moral. Les grands mouvements

¹ Congrès de Lyon, compte rendu sténographique, pp. 354-366.

populaires secouent l'apathie des ouvriers et influencent l'opinion publique. Victor Griffuelhes insiste sur ces idées dans le rapport confédéral au Congrès d'Amiens :

Le Congrès de Bourges a voulu cet immense effort, *afin de répandre dans la grande masse ouvrière les idées qui animent les militants et les organisations syndicales*. Le problème à résoudre tout d'abord était donc, par une propagande vigoureuse, d'atteindre chez lui *le travailleur resté étranger au mouvement syndical*. Il fallait poser devant l'opinion publique ignorante la question de la durée du temps de travail et la rendre sympathique à cette amélioration. Le but a été atteint.

Attirer l'attention de la masse, émouvoir l'opinion publique, tels sont les résultats obtenus par la campagne du 1^{er} mai 1906. Treize ans après, celle-ci produira ses fruits ; la loi du 23 avril 1919 prouvera que Victor Griffuelhes avait eu raison de voir, en dépit de certaines défaillances, dans le 1^{er} mai 1906 un succès moral et l'origine première de la législation de 1919 ¹.

Pour le repos hebdomadaire, la propagande de la CGT entre 1904 et juin 1906 avait abouti à un résultat immédiat et définitif. La CGT avait tiré une affiche en circulaire à 400.000 exemplaires et publié des brochures dont le tirage s'élevait respectivement à 150.000 et 75.000 exemplaires. Le Sénat paraissait contraire au projet de loi déposé devant lui. Il n'est pas contestable que l'agitation organisée pour le repos hebdomadaire contribua à convaincre le Sénat et à faire voter la loi du 13 juillet 1906 établissant le repos hebdomadaire en faveur des ouvriers et des employés.

Deux conceptions du syndicalisme ouvrier s'affrontent au Congrès d'Amiens. Car, si presque tous sont d'accord sur l'autonomie syndicale, - le vote de la Charte d'Amiens l'avait prouvé, - les opinions diffèrent sur le caractère, sur le rôle et sur l'avenir de l'organisation syndicale. Pour les uns, le syndicat est un moyen d'amélioration sociale. Pour les autres, un moyen de transformation sociale :

Les syndicalistes, antiparlementaires résolus, sont décidés à supprimer l'État comme organisme social ; décidés à faire disparaître tout gouvernement des personnes, pour confier aux syndicats, aux fédérations, aux Bourses du Travail, le gouvernement des choses, la production, la répartition, l'échange... (Keufer).

Nous affirmons que le syndicat est un groupement de lutte intégrale et qu'il a pour fonction de briser la légalité, qui nous étouffe, pour enfanter le droit nouveau que nous voulons voir sortir de nos luttes (Merrheim).

C'est un droit nouveau que les syndicalistes veulent conquérir par leurs luttes : au nom de ce droit, Merrheim ² combat les projets de loi présentés par M. Millerand, sous le ministère Waldeck-Rousseau, et repris par lui, sous le ministère Sarrien, - notamment le projet de loi sur le contrat de travail déposé le 2 juillet 1906 devant la Chambre des Députés : « Les lois sur l'arbitrage obligatoire, la participation aux bénéfices, le contrat collectif du travail... ont pour objet d'entraver le développement du syndicalisme et d'étrangler le droit de grève. »

Au Congrès d'Amiens, pour la première fois, se pose la question du syndicalisme des fonctionnaires. Un conflit venait de se produire entre le gouvernement et les

¹ Entre le Congrès de Bourges et le 1^{er} mai 1906, la loi du 29 juin 1905 sur la durée du travail dans les mines a pour la première fois consacré le principe de la journée de 8 heures.

² Congrès d'Amiens, pp. 123-130.

ouvriers et employés de l'État au sujet du droit syndical. Un syndicat de facteurs et un syndicat d'instituteurs s'étaient organisés. Le gouvernement refusait d'entrer en relations avec leurs délégués et de discuter avec eux leurs revendications corporatives. Un Comité s'était formé, qui comprenait les organisations de tous les travailleurs de l'État et des communes. Ce Comité menait une propagande active. Le 28 janvier 1906, soixante manifestations organisées par Griffuelhes avaient eu lieu dans des villes différentes, afin de faire appel aux travailleurs des communes et de l'État : « *Lorsque les instituteurs auront un fort groupement syndical de même que les facteurs, ils auront, ce jour-là, conquis, les uns et les autres, le droit au syndicat...* »

Sur le caractère et la fonction de l'organisation syndicale, Griffuelhes était d'accord avec Merrheim ; s'il n'insiste pas aussi souvent que Merrheim sur la formation d'un droit nouveau, son instinct saisit la vision d'avenir vers laquelle s'achemine l'action spontanée et créatrice de la classe ouvrière ¹.

Les syndicalistes révolutionnaires sentent avec plus ou moins de clarté que, pour créer une société libre :

Il faut des hommes libres. Si prompt et si énergique qu'aurait pu être le geste de suprême révolte collective qu'on suppose réalisé par la grève générale révolutionnaire, rien ne prouve que les hommes auxquels se devra ce geste seront capables de rendre viable la société nouvelle. Une organisation créée dans l'ardeur révolutionnaire, dans l'enthousiasme de l'action réformatrice n'est pas assurée d'être durable ².

La pensée des militants est encore tout influencée par l'expérience des Bourses et par la mission éducatrice qu'elles s'étaient donnée. Il faut des hommes d'action qui aient aussi une mentalité d'hommes libres. La tradition de Varlin et de Pelloutier se prolonge chez les syndicalistes, qui voient dans l'école syndicale « cette pépinière d'hommes libres, décidés, entreprenants, capables de réaliser définitivement de grandes et belles choses pour leur émancipation intégrale ³ ».

V

Griffuelhes, au Congrès d'Amiens, remarque que le ministère Waldeck-Rousseau-Millerand avait voulu faire pénétrer l'influence du gouvernement à l'intérieur des syndicats : « Que voulait-on ? Nous domestiquer... L'explosion de vitalité de la CGT résulte de ces événements. » Il s'agissait « d'intégrer » le syndicalisme dans les cadres de

¹ MAXIME LEROY a raconté dans *l'Homme Réel* comment Griffuelhes était venu de grand matin chez lui, vers la fin de 1912 : « Il avait été convenu que je lui lirais mon livre (*La Coutume ouvrière*), en quelque sorte à grandes enjambées... Tandis que je lisais, il ne faisait que se lever, puis s'asseoir ; à un moment, craignant d'ennuyer mon hôte, je voulus m'arrêter ; mais non, il ne s'agissait pas de cela : « Voyez-vous, ce qui m'étonne, ce qui m'agite ; c'est que je vive et que mes camarades vivent sans s'en douter dans une machine aussi compliquée. Mais ce qui m'étonne encore plus, c'est que tout ça est vrai... » Et deux ou trois fois, il ajouta : « C'est vrai, c'est vrai... » Cf. aussi l'article de MAXIME LEROY sur le Droit Prolétarien dans le *Mouvement socialiste*, mars-avril 1913

² TREVENNEC, dans son rapport sur les écoles syndicales, rapport présenté au nom de la Bourse du Travail de Lorient, au Congrès de Marseille, pp. 311-318.

³ JANVION, *La Voix du Peuple*, du 27 septembre au 4 octobre 1908.

l'État traditionnel. Dans *L'Action syndicaliste*, Griffuelhes rappelle que Waldeck-Rousseau et Millerand avaient tenté, sur une grande échelle, le plan suivant :

Mettre en articles de lois les droits de la pensée, d'organisation, de coalition, en les subordonnant à des formalités compliquées, ayant pour résultat d'en paralyser le libre exercice. Cet homme d'État connaissait trop les hommes et les choses pour se mettre brutalement en travers de l'évolution sociale. N'était-il pas préférable, pour les dirigeants, de codifier, sous des apparences libérales, le progrès qui pousse les hommes vers un avenir meilleur, de régler l'usage de ce progrès, en essayant d'en diminuer le courant et d'en amoindrir la force ?

Or, ce *libéralisme corrupteur*, comme le nomme Victor Griffuelhes, n'a pas entravé la croissance du mouvement ouvrier ; tout au contraire, celui-ci a grandi parce qu'il s'est dressé contre les tentatives corruptrices des gouvernants.

L'un des premiers, et tout d'abord l'un des seuls, Victor Griffuelhes avait compris la tactique Waldeck-Rousseau-Millerand. Et il avait prévu que cette tactique pourrait briser l'élan syndical et dissocier les masses ouvrières :

Le pouvoir s'efforce d'attirer à lui le mouvement syndical qui, surtout à Paris, a grandi. Le gouvernement espère arriver, par la mainmise sur les syndicats, à opposer la classe ouvrière groupée économiquement à la classe ouvrière groupée politiquement, et, par la suite, devenir le maître absolu, grâce à une série de mesures législatives, de l'action syndicale. L'œuvre est hardie et tentante. Elle n'est pas au-dessus de l'esprit politique de Waldeck-Rousseau. Mais ces manœuvres et ces tentatives de subordination ne tardent pas à provoquer un mouvement de répulsion chez beaucoup de militants. Un bloc d'opposition ouvrière se constitue, et le développement syndical, le milieu et les circonstances aidant, il va infuser à l'organisme anémié le sang nouveau qui lui donnera la santé et la force.

De même que Pelloutier exprime la protestation passionnée des militants ouvriers contre l'impuissance corrompue du régime parlementaire de son temps, ainsi Griffuelhes bataille pour conserver au syndicalisme son indépendance et l'empêcher de dévier. Il met en garde les syndicalistes contre des ministres empressés qui espèrent domestiquer les militants, embrigader la masse des syndiqués. La rigueur de Victor Griffuelhes a sauvé le mouvement ouvrier du danger que présentaient la réglementation étatique de M. Millerand, et les sourires de séduction qu'Aristide Briand adressait aux militants ouvriers.

Mais, l'action combattive de Griffuelhes, ce qu'il nomme la *réaction des syndicats contre la démocratie*, devait lui attirer le ressentiment des hommes au pouvoir, déçus de rencontrer toujours en face d'eux une volonté tenace. Lorsque, le 14 mars 1906, Clemenceau prend l'Intérieur dans le ministère Sarrien, il est prêt à employer la manière forte ; il espère mater le syndicalisme révolutionnaire. Aussi, à l'occasion de la campagne pour les huit heures, la veille du 1^{er} mai, fait-il arrêter Griffuelhes. Et, comptant se débarasser de lui, « le premier des flics » - ce surnom lui plaît et il le revendique - fait inventer un complot par la police.

Lorsque, le 25 octobre 1906, il devient président du Conseil, il garde l'Intérieur, et s'entoure d'hommes comme Briand et Viviani, qui connaissent les milieux syndicalistes : il compte sur eux pour détacher certains militants ; un gouvernement fort doit être prêt à « jouer de la patte de velours et de la poigne de fer ¹ », de la corruption sur les uns

¹ PIERRE MONATTE, dans *L'Avenir Syndical*, Cahiers du Travail, p. 18.

et de la répression sur les autres. Par devers lui, Clemenceau pense : « Commençons toujours par la répression, - celle-ci est plus rapide ; et il faudra du temps à mon ministre de l'Instruction Publique pour séduire quelques syndicalistes. » Ministre de l'Intérieur¹, Clemenceau étouffe la grève des mineurs par la force armée, fait envahir les charbonnages du Pas-de-Calais par 40.000 hommes de troupe ; président du Conseil, il généralise la lutte contre le syndicalisme. Novembre 1906: lock-out de Fougères, qui dure jusqu'en janvier 1907 (ouvriers de la chaussure). Mars 1907 : grève des dockers de Nantes, au cours de laquelle une collision se produit entre les grévistes et la troupe : un homme tué. Mars 1907 : grève des électriciens à Paris, plongeant la capitale dans une obscurité plus ou moins complète ; le gouvernement assure le service à l'aide des soldats du génie.

Au printemps de 1907, le gouvernement révoque facteurs, instituteurs, employés et petits fonctionnaires syndiqués. La CGT proteste contre ces révocations : des meetings sont organisés par les Bourses du Travail et une affiche éditée par le Comité confédéral, le 16 avril 1907 : *Où allons-nous ?*².

Ne pouvant recommencer l'infamie du complot, le trio ministériel [Clemenceau-Briand-Viviani] a cherché à dissoudre la Confédération. Le Parquet, consulté..., a répondu à Clemenceau, en un long et précis rapport, qu'il n'y a dans le Code aucun texte de loi permettant cette opération scélérate. Alors le gouvernement..., ne pouvant frapper la CGT en bloc, s'est résolu à l'atteindre en détail. Le premier coup, dans cette voie, est l'arrestation des camarades Marck et Yvetot (secrétaire de la section des Bourses)... Le Comité confédéral a décidé de porter à votre connaissance les agissements réacteurs des hommes au pouvoir ; d'attirer votre attention sur les reniements d'opinion et les trahisons de ces hommes passés de l'autre côté de la barricade ; de Clemenceau, ex-champion de la liberté individuelle, de Briand et de Viviani... qui affichèrent un socialisme flamboyant... On peut emprisonner des hommes - non des idées...

Également, au printemps 1907, Clemenceau va se trouver aux prises avec les vignerons du Midi. La mévente des vins provoque la révolte des viticulteurs et vigneron. Des manifestations monstres ont lieu, le 5 mai 1907, à Narbonne : 50.000 personnes sont réunies ; le 12, 150.000 à Béziers ; le 9 juin, 700.000 à Montpellier³. Clemenceau fait arrêter le maire de Narbonne et trois autres membres du Comité d'Argeliers. De Narbonne à Perpignan, tout le pays est en insurrection. Le 17^{ème} régiment d'infanterie, à Agde, se mutine ; l'agitation se prolonge jusqu'en août. Marcelin Albert est venu voir Clemenceau, qui l'a grondé et renvoyé avec un sourire en lui mettant dans la main cent francs pour son billet de retour⁴.

Le gouvernement révoque Janvion, des travailleurs municipaux, Nègre, des instituteurs, en avril et en mai, 200 agents des postes. Clemenceau fait arrêter Bousquet,

¹ ÉMILE BURÉ (*L'Ordre*, 14 août 1938) raconte qu'en prenant le portefeuille de l'Intérieur, Clemenceau lui avait dit : « Je vous assure que, place Beauvau, je m'efforcerais d'appliquer ce que j'ai préconisé dans le journal (*L'Aurore*). Je suis et je reste contre l'envoi préventif des soldats dans les grèves, j'espère que les socialistes auront à cœur de faciliter ma tâche pacificatrice. »

² Cf. le texte complet de l'affiche, dans le rapport confédéral au Congrès de Marseille, p. 6, compte rendu des travaux, Marseille, 1909.

³ Chiffres donnés par JEAN HÉRITIER, dans son *Histoire de la III^{ème} République*, p. 269.

⁴ Cf. ÉMILE BURÉ, *L'Ordre*, 1938 : « Clemenceau avait fait la grosse voix. Il avait épouvanté Marcelin Albert en lui faisant le sombre tableau de la situation qu'il avait créée. Brave homme, le Rédempteur avait fondu en larmes. Clemenceau s'était alors adouci et lui avait dit paternellement : « Etes-vous prêt à réparer vos fautes ?... » Clemenceau eut vite ce qu'il sollicitait. Marcelin Albert s'offrit à apaiser la révolte qu'il avait soufflée.. Au moins avez-vous l'argent du voyage ?... Ça ne fait rien, je ferai le nécessaire... »

Lévy, Delalé. Le Bureau confédéral publie une protestation signée de Griffuelhes, Émile Pouget et Delesalle (secrétaire adjoint de la section des Bourses). Cette protestation ayant eu un large retentissement en province, le Comité confédéral organise dans toute la France les meetings du 13 juillet 1907 ; il adresse à toutes les organisations ouvrières une affiche *contre les crimes légaux*.

En juillet 1907, la grève des ouvriers en chaussures, à Raon-l'Étape, aboutit à une collision entre les grévistes et la troupe. La grève avait éclaté au commencement du mois ; ces ouvriers réclamaient un minimum de salaire de 32 centimes de l'heure, la suppression des amendes, une journée maximum de 10 heures. Refus de toute concession par la direction de l'usine. Arrivée de deux bataillons, le 2^{ème} chasseurs à pied de Lunéville, et deux escadrons du 17^{ème} chasseurs ; le 20^{ème} bataillon de chasseurs à pied de Baccarat. Résultat : un mort, 32 blessés. La Commission confédérale publie une affiche : *Encore du sang !*

Que ce soit dans les milieux où l'action révolutionnaire est implantée depuis longtemps, ou bien que ce soit dans un milieu demi-paysan et nouveau venu au mouvement syndical - tel Raon-l'Étape - il n'y a qu'une méthode : la violence, la fusillade ! Un pareil système de gouvernement - pour sanguinaire qu'il soit - ne parviendra pas à arrêter le développement de l'action ouvrière.

Le 20 janvier 1908, la CGT et l'Union des syndicats de la Seine organisent une grande démonstration afin de défendre la loi de 1906 et d'arrêter la campagne organisée contre l'application du repos hebdomadaire, contre la limitation de la journée de travail à dix heures et contre le libre choix du médecin par les accidentés du travail. Les Bourses du Travail tiennent des réunions de protestation, les 28 et 29 avril 1908, à Amiens, à Lille, à Tours, à Nantes, à Bordeaux, à Toulouse, à Marseille, à Lyon, à Saint-Étienne, à Besançon, à Nancy, à Limoges.

En juillet 1908, grâce à l'influence d'un provocateur, Métivier¹, la grève du bâtiment aboutit aux événements de Draveil-Vigneux et Villeneuve-Saint-Georges : trois ouvriers sont tués, le 30 juillet.

Les événements de Narbonne et ceux de Villeneuve-Saint-Georges soulèvent les protestations des milieux syndicaux. Le Comité confédéral et l'Union des syndicats publient *Réponse aux Massacres* : « Classe ouvrière, rappelle-toi les crimes de ce gouvernement : Nantes, Narbonne, Raon-l'Étape, Draveil-Vigneux, Villeneuve-Saint-Georges. » Et, à propos des événements de Narbonne, cette affiche :

Gouvernements d'assassins :

Aux meetings monstres où, par centaines de mille, les viticulteurs ont clamé leur détresse, ont succédé les grèves des municipalités et de l'impôt. Le gouvernement a répondu par des coups de force ! par la mobilisation ! et une des premières victimes des soldats français a été un militant de la Bourse du Travail de Narbonne. Gendarmes et soldats ont tiré... Peu importe qu'ils aient tué avec ou sans sommation : l'assassinat reste l'assassinat !... Et le Parlement que la peur tient au ventre... a donné un blanc-seing au trio sinistre qui symbolise le Pouvoir : Clemenceau-Briand-Viviani.

¹ R. DE MARMANDE, *Syndicats*, 24-31 août 1938, et ÉMILE BURÉ, *L'Ordre*, 31 juillet-14 août 1938 : Métivier vint un jour place Beauvau offrir ses services à Clemenceau. Celui-ci sonna aussitôt Hennion et lui dit : « Voici un homme qui a à faire avec vous. » A quelques jours de là éclatent les grèves de Draveil.

Le gouvernement ordonne des poursuites ; bien que tous les membres du Comité confédéral fussent présents à la séance où l'affiche a été décidée et rédigée et que tous l'aient signée, 12 seulement d'entre eux sont traduits devant la Cour d'Assises de la Seine : Griffuelhes, Pouget, Delesalle, Janvion, Merrheim, Monatte, Garnery, Luquet, Delalé, Forgnés, Beausoleil, Jean Martin. Après trois jours de débats, ils seront tous acquittés.

La répression des grèves par Clemenceau est implacable : 104 années de prison, 667 ouvriers blessés et 20 tués et 392 révocations¹. A la suite de la grève de 24 heures organisée pour protester contre le massacre de Villeneuve-Saint-Georges, les membres du Comité confédéral et le secrétaire général de la CGT ont été mis en prison, et, le 5 octobre 1908, le dixième Congrès confédéral s'ouvre à Marseille sans qu'ils aient été libérés. Griffuelhes ne peut donc pas être présent au Congrès.

Pendant le Congrès de Marseille, qui se tient du 5 au 12 octobre 1908, l'attitude de Griffuelhes et des autres membres du Comité confédéral est l'objet de critiques. Pourtant cette attitude a été aussi courageuse que prudente. La discussion soulevée au Congrès (par Renard, du Textile) le démontre. Bourderon, délégué à la Fédération des Bourses et qui avait assisté à un certain nombre des séances du Comité confédéral, répond aux critiques faites aux méthodes et à la tactique du Comité :

Je crois que, dans les reproches qu'on a pu faire au Comité confédéral, on a fait une fausse interprétation du rôle que le Bureau et que le Comité lui-même ont pu jouer... *Nous n'avons ni les uns ni les autres préparé le mouvement.* Puisqu'on nous fait un reproche d'avoir exagéré l'action ouvrière au delà des forces que nos organismes possèdent, je dis que ces moyens d'action n'ont jamais été préparés, *ils sont nés de la spontanéité même de mouvements ouvriers que le Comité confédéral n'a jamais décrétés...* Le Comité n'a pas plus organisé le mouvement de Draveil, de Villeneuve ou de Narbonne qu'autrefois les organisations ouvrières n'avaient organisé le mouvement de Fourmies. Est-ce qu'il n'y a pas eu là l'effet des circonstances, des contingences, d'une surexcitation dont peuvent être l'objet tous les hommes et les meilleurs militants, qui se trouvent quelquefois débordés par les événements ?... Il ne faut pas qu'on puisse insinuer que le Comité central a préparé les événements qui se sont précipités. Il n'a fait que les enregistrer.

Merrheim conclut : « Le Comité n'a pu qu'enregistrer les faits parce que les événements sont plus forts que la volonté des hommes². »

Loin d'entraver le développement des organisations ouvrières, la répression avait contribué à l'essor du syndicalisme : sa croissance entre 1902 et 1910 est due en grande partie à l'énergie de Griffuelhes, d'Émile Pouget et des militants qui collaboraient avec eux. Pendant les années où Griffuelhes fut secrétaire général de la CGT, celle-ci vit ses effectifs se développer singulièrement. Au Congrès de Montpellier (1902), les délégués réunis représentent 100.000 syndiqués ; au Congrès de Bourges (1904), les délégués en

¹ R. DE MARMANDE (*Syndicats*, 31 août 1938) donne les chiffres, pour 1901, de 9 morts, 167 blessés, et. Pour 1908, de 10 morts et 5 à 600 blessés

² LUQUET précise encore : « Le Comité confédéral a été si prudent que, par la bouche de Griffuelhes, il est intervenu à la réunion de la rue Charlot Griffuelhes avait déconseillé l'exode de Villeneuve. Et c'est un point qui a son importance. Il ne peut être responsable, ni le Comité confédéral non plus, de ce qui s'est produit par la suite... Si trois membres du Bureau ont été emprisonnés, c'est parce qu'ils ont tenu à accomplir leur devoir, à jouer jusqu'au bout leur rôle de mandataires autorisés du prolétariat, parce qu'ils ont tenu à ne pas laisser aller seuls les camarades ouvriers, parce qu'ils ont voulu prendre leur part, leur place dans les responsabilités et dans les événements que vous voulez aujourd'hui les critiquer... »

représentent 132.000 ; au Congrès d'Amiens (1906), 300.000 ; et au Congrès de Marseille (1908), 400.000.

Sur plus de 900.000 syndiqués¹, 400.000 sont donc groupés, en 1908, par l'organisme confédéral. Nombre important, mais qui ne constitue qu'une minorité ouvrière.

Le fait que les militants ouvriers ne formaient qu'une minorité ne déplaisait pas à Victor Griffuelhes. Bien au contraire. Dans la conception qu'il a du mouvement ouvrier et du syndicalisme révolutionnaire, Victor Griffuelhes accorde à la minorité agissante une importance de premier plan dans la vie du syndicalisme. Et, lorsque les réformistes veulent faire adopter la représentation proportionnelle comme mode de représentation, au Congrès de Bourges et à celui de Marseille, ils sont mis en échec. La majorité repousse la R. P. au nom du droit qu'ont les syndicats à faibles effectifs d'être traités sur le même pied que les grosses Fédérations.

Les syndicalistes révolutionnaires, qui croyaient à l'action des minorités agissantes, envisageaient pourtant aussi le syndicalisme de masses. Pour bien comprendre leur attitude, il faut s'adresser aux militants de cette période héroïque. Des syndicats existaient qui représentaient la quasi-totalité des travailleurs du métier. Le syndicat de Graulhet, par exemple, groupait 90 pour 100 des ouvriers :

Nous n'avons peut-être, à un moment donné, groupé dans le mouvement syndical que des minorités, mais, quand nous avons eu des masses, nous ne les avons pas refusées. Après le mouvement des huit heures, en 1906, nous avons assisté dans le bâtiment parisien à la constitution de syndicats peut-être plus importants encore que ceux qui existent aujourd'hui. Le Syndicat des maçons a groupé 15 à 17.000 ouvriers de Paris ; le Syndicat des terrassiers a été au moins aussi puissant, numériquement et en influence, qu'il l'est aujourd'hui ; il comptait 7 à 10.000 syndiqués. On peut dire que le mouvement syndicaliste révolutionnaire, à ce moment-là, a cherché à grouper les plus actifs des ouvriers, mais il n'a jamais fui le mouvement de masse. Au contraire. Dans la fédération de Griffuelhes (cuirs et peaux), à côté du Syndicat de Fougères, il y avait celui des tanneurs, qui groupait 80 à 90 pour 100 des ouvriers. (Pierre Monatte.)

L'heure n'était pas encore venue où devaient se poser les problèmes créés par le syndicalisme de masses et, singulièrement, la difficulté d'obtenir de larges majorités syndicales cette maîtrise de soi et cette discipline plus naturelles parmi des minorités.

Les militants ouvriers de 1892 à 1914 n'ont pu prévoir qu'un jour, quelque vingt années après, les minorités syndicales deviendraient des majorités. Ils n'ont pu prévoir les risques que susciterait la transformation de cette minorité en majorité. Problème d'ordre psychologique - de l'ordre de l'esprit - mais, par là-même, vital pour le syndicalisme. Car, pendant la période héroïque, la grandeur du syndicalisme révolutionnaire s'est exprimée par les vertus exigées des militants.

Dans une de ses conférences, voulant caractériser le développement du syndicalisme, Victor Griffuelhes a dit que la période de 1892 à 1900 est marquée *par la réaction de la classe ouvrière contre l'influence déprimante de l'action politique sur les syndicats*, et la période de 1900 à 1910 par *la réaction des syndicats* contre les gouvernements radicaux et jacobins. Griffuelhes ne prévoyait pas qu'une crise intérieure allait caractériser la

¹ Les chiffres des effectifs totaux des syndicats ouvriers sont, en 1904 : de 715.576 ; en 1906, de 836.134 ; en 1908, de 957.102 ; en 1909, de 977.350.

nouvelle étape du syndicalisme. Pourtant, il avait toujours été persuadé que l'essor du mouvement ouvrier dépendait de certaines conditions : l'existence de militants assez lucides pour guider la majorité des travailleurs et, en l'absence d'une éducation, la protéger contre elle-même, - la formation d'une élite ouvrière assez forte et assez courageuse pour sauvegarder l'esprit qui a assuré le succès du mouvement ouvrier et sans lequel celui-ci deviendrait un corps sans âme.

Troisième partie

L'élan rompu par la guerre (1909-1916)

[Retour à la table des matières](#)

Chapitre premier

La crise du syndicalisme français et l'approche de la guerre (1909-1914)

« Les sociétés financières estiment que les gouvernements ont le devoir de faire la guerre pour assurer leurs bénéfices. »

Général NÉGRIER,
(*Revue des Deux Mondes*, 1^{er} août 1910)

« Un état d'esprit s'est créé - tout au moins en France - qu'une guerre européenne était désormais impossible. Cette confiance dans la solidité de la paix est exagérée ; je dirai même que cette confiance ne me semble légitimée par rien. Nous nous trouvons à la veille d'un gigantesque conflit européen. Les nations y marchent à grands pas ; elles s'y préparent fiévreusement. »

A. MERRHEIM
(*La Vie ouvrière*, janvier 1911)

[Retour à la table des matières](#)

La démission de Victor Griffuelhes, le 2 février 1909, marque le brusque arrêt des temps héroïques du syndicalisme révolutionnaire. Cette démission révèle la crise que traverse le syndicalisme français.

Cette crise a des causes diverses : intérieures et extérieures au syndicalisme. Les premières sont d'ordre psychologique ; elles sont trop complexes pour ne pas être étudiées de près et avec précision. Extérieures, elles viennent de l'action dissolvante d'un homme. Aristide Briand devient président du Conseil le 24 juillet 1909 ; déjà, depuis 1906, comme ministre du Cabinet Clemenceau, il a cherché à exercer une influence corruptrice sur les syndicalistes.

Mais cette crise que traverse le syndicalisme, entre 1909 et 1913, a été encore accentuée par l'approche de la guerre. Certains militants, et tout d'abord Merrheim, dès le 5 janvier 1909, ont prévu et prédit la guerre qui vient. Avec toutes les ressources de sa

pensée lucide, avec sa volonté solide et droite, A. Merrheim a tenté d'éclairer et de fortifier la conscience des syndiqués ; il voulait que le mouvement ouvrier pût faire face à l'événement qui menaçait l'Europe.

La crise européenne qui accompagne la crise du syndicalisme va aboutir à la guerre. Pour la seconde fois, et comme au printemps de 1870, la guerre va rompre, pour un temps, l'élan des forces ouvrières.

I

Le 2 février 1909 donc, Victor Griffuelhes donne sa démission. Depuis plusieurs années, et notamment depuis les événements de Villeneuve-Saint-Georges, il est l'objet d'attaques violentes. A-t-il obéi à un simple mouvement de mauvaise humeur, à cette susceptibilité autoritaire que lui reprochaient certains de ses adversaires ? En donnant sa démission, Griffuelhes reste dans la ligne de son caractère. Son retrait du Bureau confédéral est l'effet de la politique d'Aristide Briand. Plus souple que Clemenceau, Briand veut domestiquer, s'il le faut par la corruption, les militants ouvriers. Il a une connaissance plus avertie de leur psychologie. Il classe les militants, qu'il songe à utiliser, en trois catégories. Il y a d'abord le petit nombre de ceux qu'il juge susceptibles d'une grossière corruption : tel Métivier, qui avait joué le rôle d'agent provocateur dans les événements de Draveil et de Villeneuve-Saint-Georges¹. Mais les Métiviers sont rares dans le mouvement syndical qui finit tôt ou tard par les éliminer. Au contraire, il est possible de détacher du syndicalisme certains militants en leur offrant des fonctions publiques. Enfin, il y a ceux qui se laissent séduire, mais qu'on garde au sein des organisations ouvrières, afin de prédisposer celles-ci en faveur de la politique du gouvernement (tel le projet sur le contrat de travail, déposé à la Chambre le 2 juillet 1906). C'est ainsi que le métallurgiste Latapie, un des quatre secrétaires de la Fédération, s'était fait le propagandiste des projets de Briand aux Congrès d'Amiens et de Marseille².

Quel que fût son mépris des hommes; Briand savait qu'il existait, dans les milieux ouvriers, des personnalités trop énergiques et trop indépendantes pour se laisser conquérir. Ceux-là, il fallait les éliminer. Mais aucune personnalité n'apparaissait à Briand plus gênante - parce qu'aucune n'était plus forte - que celle de Victor Griffuelhes. Briand voulait se débarrasser de Victor Griffuelhes, parce qu'il voyait en lui l'incarnation du syndicalisme révolutionnaire. En écartant l'homme, il espérait plus facilement dissocier le mouvement syndicaliste.

Pour réaliser son dessein, Briand profita d'un incident, l'affaire de la Maison des Fédérations ; et, pour exploiter cette affaire, il choisit justement un syndicaliste révolutionnaire, un fonctionnaire de la CGT, Lévy, son trésorier. Lévy a été le jouet de Briand ;

¹ Il avait eu aussi un rôle louche dans les luttes auxquelles il avait été mêlé : grève de la raffinerie Say, grève des coloristes de Clichy, grève de la compagnie des Tramways du Nord. Métivier finit par être découvert après avoir été longtemps soupçonné : on s'apercevait qu'à la suite de chaque séance du Comité confédéral des rapports parvenaient à la préfecture de police. Voir *La Vie ouvrière* du 5 août 1911

² Latapie devait être éliminé de son poste de secrétaire fédéral par le congrès tenu à Paris les 28, 29 et 30 mai 1909, unissant les syndicats de mouleurs, mécaniciens et métallurgistes.

il n'a pas compris la vilaine besogne qu'on attendait de lui,; la haine qu'il portait à Griffuelhes ne le justifie pas. D'où était-elle née ? Griffuelhes était capable de se montrer violent et même parfois brutal (un jour, à une observation de Lévy, il avait répondu : « Ceux qui n'ont pas confiance en moi, je les emmerde ¹ ! »)

Il n'était pas tolérant ; l'incompréhension chez ses camarades l'agaçait ; son impatience s'exprimait, en leur présence, par des jugements qui les blessaient. Aussi la campagne du trésorier Lévy devait-elle rencontrer auprès de certains syndicalistes un trop facile accueil, réveiller certaines hostilités jusque-là contenues. La Confédération Générale du Travail avait été expulsée de la Bourse du Travail. Elle avait d'abord loué, 10, cité Riverin, en novembre 1905, un modeste logement, où ses bureaux occupaient deux pièces ; puis, grâce à une aide financière, elle avait édifié la Maison des Fédérations, où elle pouvait abriter, à côté d'elle, les principales fédérations. C'est la construction de cette maison qui avait été la source du conflit entre Griffuelhes et le trésorier de la CGT Lévy avait profité de l'emprisonnement de Griffuelhes pour mettre en cause sa gestion de la Maison des Fédérations. Lévy répétait partout que Griffuelhes avait une caisse impossible et qu'il gaspillait l'argent ², etc.

Au premier Comité confédéral, qui se tient après sa sortie de prison, Griffuelhes demande que lumière soit faite sur ces accusations : « Pendant mon emprisonnement, des observations ont été faites selon lesquelles je serais un voleur. Il s'agit de savoir s'il y a un voleur, et on le chassera, ou s'il y a un calomniateur, et je demande qu'on le chasse ³. » L'affaire devait être portée, l'année suivante, en octobre 1910, devant le Congrès de Toulouse ; justice sera rendue à Victor Griffuelhes : « Après avoir entendu les critiques du camarade Lévy et les explications du camarade Griffuelhes, relativement au conflit soulevé sur la question de la Maison des Fédérations, le Congrès constate que seul l'intérêt de la CGT et du prolétariat organisé a guidé l'attitude du camarade Griffuelhes, approuve pleinement les explications de ce dernier et lui exprime toute sa confiance. » Mais, à Toulouse, il était trop tard, et cet ordre du jour-intervenait alors que, depuis plus d'un an et demi, Griffuelhes n'était plus secrétaire général de la CGT Griffuelhes était parti au moment où il avait senti que lui échappait la confiance des syndicalistes révolutionnaires, dont il avait besoin pour poursuivre son œuvre ⁴.

¹ Congrès de Toulouse, p. 90 et p. 108. Louzon avait donné « très discrètement, très simplement » 90.000 fr. pour acheter la Maison des Fédérations. Cf. P. DELESALLE, *Vie ouvrière*, 20 décembre 1935

² En l'absence de Lévy - en prison - Griffuelhes avait pris la place de trésorier... En sortant de la prison de Clairvaux, Lévy, reprenant ses fonctions, trouve les comptes de la CGT en retard de deux mois environ. Griffuelhes est redevable à la caisse (de la CGT et des Bourses) d'une somme de 4.718 fr. 40 et, « au lieu d'espèces sonnantes et trébuchantes », Griffuelhes lui remet un reçu de 4.700 francs et, quelques jours après, une somme de 120 francs « sous forme d'indemnité pour régulariser les erreurs constatées en relevant les comptes au net » (Lévy au Congrès de Toulouse, pp. 88 et 93. Congrès de Toulouse, compte-rendu des travaux, Toulouse, Imprimerie Ouvrière, 1911).

³ Congrès de Toulouse, p. 132. Griffuelhes : « Comme je suis en prison, on me ravale à ce moment-là, on veut me traîner dans la boue, et lorsque l'on sait que sur mon travail d'organisation il est difficile de redire... on veut procéder par des moyens détournés : puisque la lutte en face n'est pas possible, on va jeter la suspicion, soulever des questions toujours délicates, comme les questions d'argent, et ainsi nous créerons une atmosphère telle qu'il sera obligatoire pour Griffuelhes de déguerpir

« Je l'ai fait, je ne me suis pas fait prier, je suis parti bien vite pour moi-même ; je suis parti, parce que je sentais que, si j'avais voulu m'obstiner à rester, - et j'aurais pu le faire, - il m'eût été difficile de poursuivre ma tâche dans les conditions anciennes. Une situation confuse venait de se révéler... et j'ai préféré m'en aller, laisser la place à d'autres, dans l'espérance qu'il leur serait possible de poursuivre la tâche que, depuis sept ans, j'avais poursuivie et à laquelle je m'étais ardemment attaché. »

⁴ La campagne contre Victor Griffuelhes avait en effet commencé dès l'été de 1908. Charles Dulot, dans une visite à Clemenceau, reçut de celui-ci un rapport de police dont il parla ensuite à Griffuelhes :

Pendant cinq ans, Griffuelhes avait gardé l'entière confiance de la majorité qui s'affirmait à chaque congrès - et cela en dépit de son caractère impérieux et de l'âpreté de son langage ¹. Dissocier cette majorité syndicaliste révolutionnaire, en détacher les éléments susceptibles d'une hostilité contre l'homme, « grouper ceux que leur haine personnelle de Griffuelhes fait seule agir », telle a été l'œuvre de désagrégation dont Lévy n'a pas été le seul responsable ; car il a trouvé l'appui d'autres militants, notamment de Latapie. Dès 1906, Latapie, secrétaire de la Fédération de la Métallurgie, était en contact avec Briand :

Le gouvernement avait préparé un projet sur le contrat collectif et un jour, dans le cabinet de Briand, il y avait un homme. Avec cet homme Briand parla du contrat collectif ; il s'efforça de l'amener à accepter son projet. Y eut-il échange de promesses ? En tout cas, quelque temps après, Briand, dans les bureaux des Chambres, déclarait à quelques députés qu'il était certain qu'au Congrès d'Amiens son projet sur le contrat, son projet annoncé sur la participation dans les sociétés ouvrières du personnel ouvrier, ne rencontrerait pas d'hostilité de la part du Congrès, parce qu'il s'était mis d'accord avec un militant influent du Congrès de la CGT. Quelle était donc cette personne ? C'était Latapie.

Deux ans après, de l'affaire de la Maison des Fédérations, Latapie cherche à tirer un scandale pour discréditer Victor Griffuelhes ².

L'action de Latapie ne s'était pas seulement exercée contre Griffuelhes, mais aussi contre Merrheim. A Toulouse, Merrheim évoque la campagne menée par Latapie contre Griffuelhes et ceux qui le soutenaient : « La campagne la plus ignoble ³ qui puisse être menée contre un militant fut menée contre moi au même titre que contre Griffuelhes, dont on voulait faire disparaître la personnalité gênante et que je défendais à la Métallurgie, concernant la Maison des Fédérations. »

Les discussions de Toulouse devaient prouver qu'on ne pouvait rien reprocher à Griffuelhes, que son orgueil. Le Guéry résumera ainsi les critiques qu'on lui adressait :

Il a voulu agir seul, c'est son plus grand tort. C'est pour cela qu'il a toujours mis de la mauvaise volonté à donner des comptes... On ne peut tolérer que des hommes se mettent au-dessus des organisations. Nous croyons que les organisations syndicales ne doivent pas avoir des maîtres ; elles ne doivent pas les subir ; nous voulons que les organisations syndicales ne soient pas les vassales d'individus, mais qu'au contraire ce soit elles qui donnent l'impulsion et qui disent, dans quelles conditions on doit marcher.

« Les faits auxquels ce rapport fait allusion n'étaient connus que de moi, de Lévy et du bijoutier Lefèvre : il y avait donc parmi nous quelqu'un qui était en relations avec la police. »

¹ Griffuelhes reconnaît lui-même « qu'il avait une forme assez rude... ; chacun parle selon sa nature, et comme il le conçoit, comme il le juge utile » (Congrès de Toulouse, pp. 123-136. Cf. MERRHEIM, *Le Mouvement socialiste*, 1909).

² « On retrouve, par derrière et en-dessous, la main du même individu... Il s'est tenu à l'écart, se contentant de faire marcher les autres ; il excitait, il surexcitait..., il versait à pleines mains l'élément qui surexcite, qui aiguise, et par conséquent déchaîne davantage les passions et généralise les conflits en présence. » (VICTOR GRIFFUELHES au Congrès de Toulouse, p. 126 : et YVETOT, pp. 104,162-164.) A ce jugement sévère, partagé par la majorité des militants, quelques-uns, comme Galantus, font des réserves.

³ Campagne organisée par les ministres avec lesquels « Latapie était en relations suivies et étroites, Briand et Viviani, dont, au lendemain de Villeneuve Saint-Georges, les instances purent seules amener Clemenceau à déchirer le mandat d'arrêt contre Latapie ».

À Toulouse, Yvetot, qui avait eu plus d'un heurt avec Griffuelhes, prend la parole pour le défendre :

Adversaire de Griffuelhes, j'étais de ceux qui étaient contre lui, et quand il y a eu la moindre fissure et qu'on se disait : « C'est bizarre, on ne peut pas le démolir », alors par la fissure sont passés beaucoup de ceux qui n'osaient rien dire, et alors c'est à ce moment-là que j'ai dit : S'il y a une lâcheté à commettre, ce n'est pas moi qui la commettrai. Et j'admire Griffuelhes d'avoir fait ce qu'on ne devrait jamais lui reprocher... Si vous répudiez Griffuelhes, vous devez répudier tous les camarades qui ont essayé de mettre quelque chose debout... Comme partout où il y a des camarades qui ont une individualité assez forte, un caractère assez bien forgé pour se passer des conseils et être toujours approuvés de ceux qui les connaissent.

Le témoignage d'Yvetot, qui honore les deux hommes, est décisif. Si Griffuelhes avait été victime de son orgueil solitaire, si la force de son individualité lui avait créé des ennemis, elle lui avait permis, selon l'expression d'Yvetot, de « mettre quelque chose debout ».

Les éléments révolutionnaires, détachés par la campagne de Lévy, s'étaient unis aux réformistes pour choisir un remplaçant à Griffuelhes :

Cet homme fut Niel. Barbouillé de phrases et de théories, Niel est le bavard pontifiant type, qu'on allait installer là où il fallait, là où il faut un homme de décision prompt et d'action... Niel marque en quelque sorte le point culminant de la crise. Il a été l'agent essentiel des manœuvres gouvernementales destinées à étrangler le syndicalisme vivant et actif de la Confédération. Que Niel ne se soit pas rendu compte qu'on le faisait ainsi arriver au poste de secrétaire confédéral par l'escalier de service, c'est regrettable ¹.

Victor Griffuelhes avait possédé les vertus d'un chef ; Niel ² démontra rapidement qu'il n'avait pas les mêmes qualités. Les grèves des postiers (en mars et mai 1909) allaient révéler son caractère.

II

En 1902, Briand conseillait la grève des postiers et des télégraphistes, afin d'assurer la réussite de la grève générale. Le 11 avril 1906, une grève s'était produite chez les sous-agents, dont le syndicat n'était pas reconnu : la, grève englobait 3.000 facteurs d'im-

¹ A. MERRHEIM, *Le Mouvement socialiste*, novembre-décembre 1909, p. 196.

² L'élection a lieu le 2 mars ; elle exige deux tours de scrutin. Au premier tour, Niel obtient 27 voix. Les autres voix se partagent entre Griffuelhes, qui a déclaré n'être pas candidat, et Nicolet ; au second tour, Niel a 28 voix, Nicolet 27. Une voix qui s'égarait sur le nom de Griffuelhes donne à Niel la majorité. C'est celle de Dumas (bûcherons). La même voix, en se portant sur Pouget, qui n'est pas candidat, assure au second tour l'élection de Thil comme secrétaire adjoint de la section des Fédérations : Thil, 27 voix, Roche, 26 voix, Pouget, 1 voix. Sur 59 votants, Niel, ayant obtenu 28 voix, n'avait pas eu la majorité absolue.

Les socialistes révolutionnaires avaient choisi pour candidat Nicolet, qui appartenait à la Fédération du Bâtiment et qui avait donné la mesure d'un « grand type » ; dès qu'il eut l'impression qu'il devait se retirer, Nicolet cessa de militer : « Ce que je pouvais donner, c'est donné, dit-il, c'est usé. » Cf. *La Voix du Peuple*, n° du 31 janvier au 7 février et du 28 février au 7 mars 1909.

primés parisiens ; elle semblait s'étendre à la province. Trois cents grévistes furent révoqués et remplacés immédiatement. Le 20 avril, les grévistes reprenaient le travail ¹.

Le syndicalisme des fonctionnaires était né de l'incohérence qui présidait aux rapports de l'administration et des agents et du désir des fonctionnaires aimant leur métier de collaborer à la réforme administrative. Les fonctionnaires veulent substituer un contrat au statut : le statut est un acte d'autorité ; le contrat doit être librement discuté de part et d'autre, accepté par tous et revisible.

En mai 1907, révocation de 200 agents des postes. C'est la manière forte chère à Clemenceau ; celui-ci fait expliquer par son chef de cabinet à la délégation postière les raisons de son attitude

A l'époque où nous sommes, au lendemain de la *Lettre ouverte* ², au lendemain des troubles du Midi, M. Clemenceau ne pourra prendre aucune mesure de bienveillance ; au contraire, il faut serrer la vis... Si nous laissons s'étendre cette révolte de fonctionnaires, leur délégué pourrait venir un jour s'asseoir en maître dans ce fauteuil et me dire : Voilà ce que nous avons décidé, exécutez nos ordres, sinon démettez-vous. Comme je ne veux pas que pareille chose arrive, pendant qu'il en est temps encore, je prends les devants et les précautions nécessaires ³.

Un grand conflit éclate en 1909. Il a pour point de départ l'attitude de l'administration et du sous-secrétaire d'État Simyan à l'égard de l'avancement et des projets de réformes proposés par l'Association Générale des agents des postes et télégraphes. De ces projets l'administration refusait de tenir compte. C'était un conflit d'autorité, ou plutôt d'autoritarisme ⁴, envenimé par le caractère fantasque et nerveux du sous-secrétaire d'État et par les méthodes brutales et les mots à l'emporte-pièce de Clemenceau. Cet autoritarisme s'affirme, contrairement à une pratique constante, par le déplacement de 200 receveuses ou receveurs dont le traitement ne correspond plus à la nouvelle classe du bureau. Par lettre ouverte en date du 31 octobre 1908, l'Association Générale rappelait au gouvernement les griefs du personnel : « L'avancement réduit dans une proportion considérable par des procédés inqualifiables : pression sur les chefs, retour de feuilles signalétiques aux intéressés, grattages et maquillages de ces documents ; le déplacement des receveurs des bureaux déclassés ; la mise à l'écart de nos rapports et de nos requêtes... »

Un jeune militant, Lamarque, par une série de conférences d'éducation syndicale, organise le Central télégraphique de Paris ; et, le 9 février 1909, le Central en entier manifeste contre le sous-secrétaire d'État ⁵ ; l'effervescence est si grande que les deux agents arrêtés sont relâchés. Le 11 février, le Conseil de l'Association Générale décide d'en appeler directement au ministre au sujet de la question de l'avancement. Le nombre des adhérents à l'Association Générale a augmenté dans de telles proportions que le Conseil de l'Association Générale envisage la possibilité d'une grève. Le 12 mars, des manifestations ont lieu, à la suite d'une réunion des ambulants, salle Vianey. Le même jour, la délégation de l'Association Générale envoyée au ministre venait d'être congédiée

¹ B. LAURENT, *Postes et postiers*, Octave Doin éd., Paris, 1922. ID., *Services postaux en 1914. Le Syndicalisme postal*, Thèse, Lyon [Préface d'Emmanuel Lévy], pp. 454 à 525, Saint-Étienne, Imprimerie de la Loire, 1913.

² C'est à l'occasion de la Lettre ouverte à M. Clemenceau, que les membres au Comité de défense pour le droit syndical (facteurs et instituteurs) avaient été révoqués.

³ LE GLÉO, *Les Agents des Postes et le Syndicalisme*, brochure

⁴ L'Association Générale était disposée à collaborer avec l'administration.

⁵ Les postiers et le régime Simyan, *La Révolution*, 11 février 1909.

assez brusquement. On décide d'aller rue de Grenelle, au sous-secrétariat d'État, pour manifester. Les manifestants sont refoulés sur le Central Télégraphique. La police charge ; puis, conduite par M. Simyan qui désigne lui-même les arrestations à effectuer, la police bouscule les employés, disloque les appareils, disperse les télégrammes.

Le 13 mars, au Central Télégraphique, c'est la grève. Le 14, une trentaine d'agents sont suspendus et menacés de révocation. Le gouvernement a pris l'offensive. Le 15, tous les bureaux sont gardés par la police. Le même jour, la nouvelle que les prévenus sont condamnés à six jours de prison sans sursis accroît l'agitation. Le télégraphe ne fonctionne ni avec Londres, ni avec Berlin. Les télégrammes de Bourse ne sont pas transmis. La moyenne des transmissions est tombée, pour un employé qui travaille, à 10 dépêches au lieu de 120. Au meeting de Tivoli, le soir du 15, la grève générale est votée par 6.000 postiers. Les postiers anglais ont promis 25.000 francs pour les grévistes ; les agents des contributions directes, 10.000.

Le 16 mars, un grand nombre de postiers parisiens n'ont pas pris le service ; la plupart des ambulants ne sont pas partis ; au Central, c'est la grève presque générale. A Calais, le courrier d'Angleterre attend : il n'y a plus d'agents pour l'escorter jusqu'à Paris. Il y a déjà plus de 3 millions de lettres et 100.000 télégrammes en souffrance. Aux guichets des bureaux, l'administration place des petits télégraphistes ; elle sollicite les agents chez eux, leur demande d'assurer le service dans des quartiers où ils ne sont pas connus ¹.

La CGT publie un manifeste en faveur des grévistes. Le Conseil de l'A. G. lance un appel à l'opinion publique : « Nos chefs les plus estimés, les plus respectés, les plus compétents ont été les premiers en butte aux insolences de M. Simyan qui n'a pour eux et pour nous que mépris et injures ². »

Le 17 mars, les agents de la brigade de réserve appelés à Paris se sont joints au mouvement gréviste. Les employés du téléphone, eux aussi, appuient le mouvement : sur 2.500 employés, les trois quarts ont pris part à la grève ; les autres font du mastic ou se croisent les bras : un petit nombre seulement travaille. Cinq millions de lettres, 200.000 télégrammes sont en souffrance.

Le quotidien des syndicalistes, *La Révolution* ³, dont la rédaction comprend Émile Pouget, Griffuelhes, Pierre Monatte, Yvetot, Merrheim, Séverine, permet de suivre jour par jour la grève de mars des postiers. Le 18 mars, *La Révolution* publie un article d'Émile Pouget qui commente, en tant que fait social, la levée en masse des postiers contre le gouvernement : « C'est le régime économique de demain, - le fédéralisme social qu'annonce le syndicalisme, - qui se dresse contre le centralisme politique et capitaliste. » Le 19 mars, *La Révolution* paraît avec cette manchette « Clemenceau provocateur. Les ouvriers des lignes en grève. Le gouvernement n'a pas le téléphone, mais les grévistes l'ont ! Les ouvriers des P. T. T. annoncent par téléphone la proclamation de la grève. » *La Révolution* publie ce jour-là un manifeste de la CGT et un article de tête : *Jusqu'au bout*, signé de Griffuelhes.

Le 19, le 20 et le 21 mars, le mouvement gréviste a gagné la province. A Paris, la distribution est presque exclusivement faite par des militaires. Le gouvernement songe

¹ B. LAURENT, Op. Cit., pp. 484 et suiv,

² *La Voix du Peuple*, 25 mars au 9 avril 1909. et aussi *Le Mouvement socialiste*, mars-avril 1909.

³ *La Révolution*, dont le n° 1 est du 1^{er} février 1909, paraît jusqu'au n° 56 (le 28 mars 1909).

à négocier, les militants constatent qu'une certaine lassitude commence à se faire sentir parmi leurs troupes. Le 22 mars, Clemenceau a déclaré à la délégation des postiers : « Vous ne pouvez me demander la démission [de Simyan]. S'il me l'apportait lui-même aujourd'hui, je la refuserais. Je ne puis pas se laisser créer un pareil précédent. Le Parlement a seul qualité pour décider. » - « Il est infiniment probable néanmoins que M. Clemenceau promit la chose sans dire le mot ¹ » Et le 23 mars, à la suite de la reprise du travail, *Le Temps* écrit :

Il ne faut pas contester le triomphe des grévistes. On leur a tout accordé. La tête de M. Simyan, ils l'ont. Du moins ils l'auront dans quelques jours. Par pudeur, le président du Conseil n'a voulu promettre qu'à demi-mot, et les grévistes avaient l'oreille un peu dure. Mais ils ont fini par comprendre. Les fonctionnaires en révolte, menacés de révocation, ont répondu en révoquant leur chef ².

Et *Les Débats* intitulent l'article qu'ils consacrent à la grève : « Le Crépuscule du Parlement » :

Le Parlement n'a eu dans toute l'affaire qu'un rôle effacé et timide... Obligé de satisfaire ou le Parlement ou les postiers, M. Clemenceau n'a pas hésité, il s'est décidé pour les puissants... à l'heure même où il y avait éclipse partielle du Parlement. M. Clemenceau connaît les hommes. Il a bien compris qu'à tous ces radicaux cinglés par des mots méprisants de M. Subra, il fallait un réconfort. M. Subra, du haut de la puissance que lui assure la recommandation de 9 députés, avait dit : « Nous nous f... du Parlement. » M. Clemenceau a dit à la majorité : « Votre autorité est entière. » Et, ayant prononcé ces paroles, il avait toute liberté pour montrer par ses actes qu'il n'en était rien.

Comme *Le Temps* et *Les Débats* du 23 mars, *La Révolution* du 25 croit à la démission de M. Simyan, promise, à demi-mot, par M. Clemenceau, et qui avait été la condition de la reprise du travail : « Quelles que soient les habiletés de langage de Clemenceau, il n'en demeure pas moins que l'arrogant vieillard, le fusilleur de la classe ouvrière, a dû composer avec *des bureaucrates en révolte* ³ ! »

Mais, une fois les postiers rentrés, le 24 mars, Clemenceau avait les mains libres. Aussi, le surlendemain 26, *La Révolution* constatait la volte-face du président du Conseil : M. Simyan restait sous-secrétaire d'État aux Postes. Les postiers étaient poursuivis pour une affiche - fait postérieur à la grève - dans laquelle ils remerciaient la population parisienne : « Poussés à bout par la malveillance, la grossièreté et l'autoritarisme outrancier de M. Simyan, nous avons été acculés à la cessation du travail. Nous ne reconnaissons plus M. Simyan comme chef. »

Le gouvernement, à l'occasion de cette affiche, avait décidé une enquête à fin de révocations. Et, malgré Jaurès, la Chambre avait approuvé le gouvernement : « La Cham-

¹ Les délégués postiers avaient cru à un engagement de Clemenceau. Cf. MONTBRAND, Congrès postal de 1909: « Au meeting Saint-Paul, le 21 mars, un militant avait combattu les conseils du Comité de grève en disant : « Ce que Clemenceau nous offre, c'est de nous refaire le coup de Marcelin Albert... »

² *Le Temps*, 23 mars, et *Les Débats*, 23 mars 1909.

³ *La Révolution* du 24 mars 1909 : « De militant à ministre - propos à retenir et à commenter. □ - Clemenceau avait dit à la délégation postière : « Je ne puis pas contester l'ampleur ni l'importance de votre mouvement. Moi-même, je suis resté pendant 48 heures sans aucune communication téléphonique ou télégraphique avec le monde entier... Vous êtes difficiles à remplacer, c'est vrai. Mais vous n'êtes pas indispensables. S'il le faut, on se passera de vous et de vos services. On vivait bien autrefois, sans... On s'arrangera. »

bre, résolue à donner un statut légal aux fonctionnaires excluant formellement le droit de grève, approuvant le gouvernement, passe à l'ordre du jour. »

En promettant *la chose sans dire le mot*, Clemenceau imaginait ne s'être pas engagé ; il espérait que la grève de mars aurait pour conséquences une certaine lassitude et un épuisement forcé des ressources syndicales. Sans doute escomptait-il aussi un revirement de l'opinion publique qui, en mars, avait été favorable aux postiers. Et, en effet, celle-ci ne proteste pas contre les révocations et les déplacements qui sanctionnent les manifestations organisées par le Central pour le 1^{er} mai.

Le 17 mai, à l'Hippodrome, une nouvelle grève est votée par 10.000 postiers qui, pour la plupart, rentrent travailler le matin du 18. La province est cette fois décidée à la grève. Des mouvements partiels éclatent un peu partout. Dès le premier jour, les ambulants ont tout arrêté ; mais la condition essentielle du succès de la grève, la conjonction entre les ambulants et le Central télégraphique, est impossible par suite des manifestations prématurées du 1^{er} mai, qui ont eu pour conséquence de paralyser les militants du Central.

La masse des postiers est peu enthousiaste ; car il ne s'agit plus des atteintes portées par le pouvoir à la liberté d'opinion. Aussi, en mai, dans l'intention de renforcer leur mouvement, les postiers songent-ils à faire appel au prolétariat industriel ¹.

La CGT invite toutes ses corporations, toutes les organisations et tous les travailleurs à appuyer immédiatement la grève des postiers par la grève générale. Mais cet appel n'est suivi d'aucun effet, *La Voix du Peuple* du 30 mai au 6 juin le constate. Le Comité confédéral, convoqué en conférence extraordinaire les 1^{er}, 2 et 3 juin, se contente de dégager *les enseignements de la grève des postes* ² : « Nos camarades postiers avaient trop présagé de l'issue heureuse d'une grève. Celle-ci fut à l'évidence préparée, incitée, voulue par le gouvernement, désireux d'exercer des représailles contre les militants de la première grève qui avaient, avec l'opinion publique, mis le ministère en échec. »

Le gouvernement prenait en effet la revanche de son premier échec : plus de 800 révocations lui assuraient les sanctions qu'en mars l'opinion publique l'avait empêché d'appliquer. Pourtant ces deux grèves, si elles avaient affaibli momentanément l'Association Générale, n'avaient pas été sans résultat, puisqu'une Commission extra-parlementaire allait, quelques mois après, être chargée d'examiner le relèvement des traitements. Enfin, le 20 juillet, la chute de son ministère, qui entraînait le départ de M. Simyan, permettait à Clemenceau de réaliser la promesse qu'il avait faite aux postiers.

La première victime de la grève de mai devait être Niel qui, nommé en mars, ne profita pas longtemps de son succès ; pendant la grève des postiers, son attitude avait été sujette à critique. Un discours prononcé à Lens le force à démissionner. Depuis son élection ³, il avait été en opposition constante avec les syndicalistes révolutionnaires qui se regroupent le 12 juillet 1909 et nomment Léon Jouhaux comme secrétaire général et Lefèvre comme secrétaire adjoint des Fédérations : ceux-ci obtiennent, l'un et l'autre, 35 voix contre 20 bulletins blancs (10 fédérations ou unions étaient absentes).

¹ *La Voix du Peuple*, du 16 au 23 mai, G. Yvetot : L'heure est grave. Nouvelle révolte du prolétariat postal, et *La Voix du Peuple*, du 23 au 31 mai 1909 : La grève générale.

² *La Voix du Peuple* du 30 mai au 6 juin et du 6 au 13 juin : Les enseignements de la grève des postes.

³ *La Voix du Peuple* du 18 juin au 2 juillet. Cf. article de NIEL, *La Voix du Peuple* du 20 au 27 juin : De l'action pratique. LOQUET et NIEL, L'amour du mot, 4 au 11 juillet.

Niel a été victime de lui-même, sa personnalité était inégale à sa fonction ¹.

C'est sur la proposition de Griffuelhes que Jouhaux est nommé secrétaire général. Griffuelhes et Jouhaux ont habité, aux Lilas, le même appartement et ils avaient installé leur cabinet de travail dans une pièce vitrée aux deux bouts de laquelle *ils avaient chacun leur petit bureau*. Un jour, un commissaire de police qui venait perquisitionner chez Griffuelhes respecta la ligne idéale qui divisait la pièce en deux et ne perquisitionna pas dans la partie de la pièce qui était la sphère de Jouhaux.

On a reproché à Jouhaux d'avoir longtemps subi l'influence de Griffuelhes. En celui-ci il avait pu apprécier un homme et une expérience ; leur intimité amicale a été pour Jouhaux, devenu très jeune secrétaire général, le meilleur apprentissage syndicaliste.

En juillet 1909, Jouhaux est le représentant de la tendance syndicaliste libertaire, hostile à tout compromis avec l'État et avec le patronat. Son père était allumettier, ancien tambour d'un bataillon de la Commune. Lui-même, après avoir été apprenti serrurier, était entré à seize ans dans la manufacture où travaillait son père. Il fréquente les universités populaires et les groupes anarchistes. Son activité syndicaliste le fait congédier de la manufacture d'allumettes. Successivement ouvrier aux Raffineries Say, chez un gâcheur de plâtre, puis docker au port de la Villette, déchargeant les saumons de plomb et les sacs de blé, Jouhaux est enfin réintégré. Cette jeunesse a fait de lui un homme « qui, par ses sympathies comme par ses réactions, est intimement lié à la classe ouvrière. Il en a la finesse un peu matoise, la patience, le port ² ».

III

La crise du syndicalisme, dont la démission de Griffuelhes avait été un des signes, inquiète un certain nombre de militants qui appartiennent à des tendances diverses du mouvement ouvrier, les uns socialistes, les autres anarchistes, d'autres encore purement syndicalistes. Leur préoccupation, pendant les années qui précèdent la guerre, a été de reprendre l'effort éducatif de Pelloutier. Mais ces hommes travaillent dans un climat psychologique et dans des conditions sociales très différentes de celles qui composaient l'atmosphère du XIX^{ème} siècle finissant. En outre, ces militants, que ce soit Merrheim ou que ce soit Pierre Monatte, ont un tempérament qui ne ressemble pas à celui de Fernand Pelloutier. Et justement parce qu'ils ont une forte personnalité, ils vont nuancer leur effort de redressement des couleurs empruntées à leur tempérament et à leur temps. Mais cet effort portera d'abord sur la culture personnelle et la formation des syndicalistes. Dans le premier numéro de *La Vie ouvrière*, qu'ils viennent de fonder, cette équipe de militants ouvriers trace ainsi son programme

Tous, nous croyons qu'un mouvement est d'autant plus puissant qu'il compte davantage de militants informés, connaissant bien leur milieu et les conditions de leur in-

¹ A. MERRHEIM, *Le Mouvement socialiste*, novembre-décembre 1909, op. cit., p. 297.

² PIERRE GANIVET, Le planisme confédéral, *L'Homme Réel*, n° 41 (mai 1937).

dustrie, au courant des mouvements révolutionnaires étrangers, sachant quelles formes revêt et de quelles forces dispose l'organisation patronale.

Car les syndicalistes veulent protéger et défendre contre les ferments de dissolution leur *vie sociale si tumultueuse, si riche de force et d'espoir*. Or l'histoire du mouvement ouvrier, de 1899 à 1909, enseigne aux syndicalistes. une leçon : garder le mouvement ouvrier pur de toute compromission.

Le régime de corruption ouvrière (inauguré par M. Millerand en 1899) a été pratiqué pendant ces trois dernières années (1906 à 1909) sans éclat, sans bruit, sans ostentation [par M. Briand]... M. Millerand avait fait porter ses intrigues ministérielles sur les militants modérés du mouvement ouvrier... Le nouveau président du Conseil fit porter ses intrigues sur les militants connus pour leurs idées révolutionnaires. Il réussit à circonvvenir plusieurs d'entre eux, sans pour cela aboutir selon le plan établi... Néanmoins il parvint, par ses fidèles, à jeter le trouble parmi les rangs révolutionnaires, d'où la crise présente dans laquelle se débat le syndicalisme ¹.

M. Millerand, ce « Chamberlain français », veut « une classe ouvrière organisée dans des associations qui se donnent pour objet de relever le niveau de la vie... grâce à une pénétration du travail et du capital ». Mais il est contradictoire de vouloir un pays « prospère, actif, entreprenant », et en même temps « une classe ouvrière diminuée, lassée, n'ayant plus confiance en elle parce que, par vos intrigues le gouvernement aurait jeté parmi elle la corruption créant le dégoût et l'avalissement ».

Pourtant, c'était limiter singulièrement le problème que de restreindre, ainsi que le faisait Griffuelhes, la crise à la corruption syndicale. Cette influence extérieure n'a pu être dangereuse pour le mouvement ouvrier que parce qu'elle a rencontré, au sein même des organisations ouvrières, des causes de dissociation et de lassitude ². Un autre militant ouvrier, Merrheim, allait dégager ces causes profondes de la crise et chercher à rénover les méthodes du syndicalisme révolutionnaire.

Dans l'enquête que poursuit *Le Mouvement socialiste*, Merrheim exprime son opinion sur la crise syndicaliste. Il pense sans doute que, « si les Briand et les Viviani n'avaient pas trouvé de *domestiques* au sein même de la Confédération Générale du Travail pour y faire leur besogne, tout comme ceux de Millerand en 1900, leurs efforts n'eussent pas abouti à cette défiance mutuelle qui règne dans les milieux syndicaux... Tel est le sens de la crise. Celle-ci n'est pas une crise *domestique* (comme le dit Niel), mais une crise de *domestication*. »

Mais la cause essentielle de la crise, selon Merrheim, est dans le fait que trop de militants ouvriers se sont exclusivement confinés dans l'action passée, ils restent des théoriciens, uniquement des théoriciens, et ne sont pas assez soucieux *des réalités positives*. Si, en 1909, le syndicalisme, « favorisé dès ses débuts par des circonstances heureuses », n'a pas progressé davantage, c'est d'abord pour des raisons *psychologiques et morales* :

¹ « La leçon du Passé », l'article de tête du 1^{er} numéro de *La Vie ouvrière*, est de VICTOR GRIFFUELHES, le 5 Octobre 1909.

² Cf. sur cette crise les articles de *La Vie ouvrière*, et l'enquête commencée dans le n° de novembre-décembre 1909 et poursuivie en 1910 dans le *Mouvement socialiste* (novembre-décembre, 1909, MERRHEIM. janvier 1910, G. YVETOT et MARTY-ROLLAN ; avril, A. KEUFER ; août-septembre, LE-NOIR).

Que les militants s'efforcent d'augmenter, dans les syndicats, les Bourses du Travail, les Fédérations, les sentiments de dignité et de liberté. Qu'ils fassent que tous ces organismes conquièrent rapidement l'indépendance matérielle, et alors grandira, se fortifiera rapidement l'indépendance morale du prolétariat organisé ; qu'ils fassent ce que Grif-fuelhes, quoi qu'on puisse dire, a fait pour la CGT Que syndicats et Bourses du Travail soient dans des locaux à eux, dégagés de toute tutelle municipale ou gouvernementale... Au lieu de s'inspirer servilement du passé dans leur action quotidienne, les militants ou-vriers devraient apprendre à discerner la contingence des théories et les nécessités de la pratique...

Merrheim qui, par cet article, prenait position à l'égard de la crise du syndica-lisme, est la figure dominante du mouvement ouvrier à cette époque critique de son his-toire ; c'est pourquoi nous avons attendu cette heure pour retracer ses origines et son ac-tion de 1904 jusqu'à 1909.

Alphonse Merrheim était né à La Madeleine-lès-Lille, le 7 mai 1871 ; en 1909, il a donc trente-huit ans. Après un court passage à l'école communale, il apprend le métier de chaudronnier en cuivre. En 1891, à Roubaix, il organise le syndicat des chaudronniers en cuivre et il en devient le secrétaire. Il s'efforce aussitôt de constituer localement une union des salariés des divers métiers ; le Comité d'entente créé par ses soins devient bientôt une nouvelle Bourse dont il est le secrétaire, en 1892, l'année même où, à Saint-Étienne, se forme la Fédération des Bourses du Travail. Sur le plan régional, Merrheim seconde l'effort tenté par Fernand Pelloutier afin d'organiser les institutions autonomes et l'action éducatrice, permettant aux travailleurs organisés de devenir des hommes fiers et libres. « La culture de soi-même », chère à Pelloutier, l'est également à Merrheim et ins-pire celui-ci dans son existence personnelle et dans son action syndicale. Sous des formes nouvelles, Merrheim a repris la tradition de Pelloutier.

En ces premières années du XX^{ème} siècle, les forces patronales sont organisées ; elles avaient commencé leur puissante organisation dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, d'une façon d'abord fragmentaire et éparpillée¹. Elles ont mis sur pied une concentration formidable, qui permettait, dès 1902, à l'auteur d'une thèse sur *L'Accapa-rement* d'écrire :

L'effet de la concentration financière, base de l'accapement de production... fragmente la collectivité en une minorité détentrice des capitaux et en une majorité de tra-vailleurs séparés des instruments de travail... Les forces productrices ne peuvent mettre à la disposition des besoins humains toutes les satisfactions qu'elles sont capables de pro-duire... Il y a une opposition fatale entre le revenu social et le revenu individuel, entre la productivité et la rentabilité. La classe capitaliste est contrainte de limiter la productivité

¹ Sans doute, le Comité des Forges date de 1864 ; le Comptoir Métallurgique de Longwy avait été fondé en décembre 1876. Mais c'est seulement en 1899 que se créent la Chambre syndicale des Fabricants et des Constructeurs de Matériel pour les chemins de fer et tramways et la Chambre syndicale des Cons-tracteurs de navires et de machines marines. Enfin, en 1900, l'Union des industries métallurgiques et minières rassemble autour du Comité des Forges le Comité des Houillères, le Syndicat des Mécani-ciens, Chaudronniers et Fondateurs de France, auxquels viennent se joindre, en 1903, la Chambre syndi-cale des Constructeurs de matériel des chemins de fer, la Chambre syndicale des Constructeurs de navi-res, et celle, nouvellement formée, des Constructeurs de matériel de guerre, puis la Chambre syndicale des forces hydrauliques, les Chambres syndicales des Mines de fer, des Mines métalliques et tous les groupements métallurgiques syndicaux de province soit, au total, 56 Chambres syndicales.

sociale pour augmenter son profit, de subordonner à ses intérêts privés le point de vue social¹.

Cette concentration, réalisée entre 1900 et 1903, dans le domaine de l'industrie minière et métallurgique, donnait aux forces patronales une puissance dont l'armature permettait de vaincre les résistances ouvrières. Des années de luttes syndicales ont appris à Merrheim la force des groupements patronaux ; aussi estime-t-il que la première nécessité qui s'impose est d'organiser les forces ouvrières sur le modèle des forces patronales. Or, les ouvriers des métaux ont bien formé des fédérations, - Fédération de la Métallurgie, Fédération du Cuivre, Syndicat des Mécaniciens, Fédération des Mouleurs. Mais ces organisations restent sans lien entre elles : Merrheim veut les amener à s'unir ; ses efforts s'appliquent tout d'abord à rapprocher sa propre fédération, celle du Cuivre, et la Fédération de la Métallurgie. Cette fusion est son oeuvre ; plusieurs mois après le départ volontaire de Bourchet amène Merrheim à Paris [en 1904] ; avec Blanchard, Galantus et Latapie, il devient l'un des quatre secrétaires de la nouvelle Fédération.

A Roubaix, depuis seize ans, ses qualités de militant ardent et probe le faisaient aimer. C'est avec regret qu'il vient à Paris ; il nous a raconté lui-même à quel point, pendant sa première année de séjour dans la capitale, il s'est trouvé désorienté, déçu :

J'arrivais, à ce moment-là, du Nord à la Confédération avec toutes mes illusions, j'ose le dire. Je trouvais à la Bourse du Travail de Paris cette atmosphère d'immoralité et de démagogie dans laquelle nous retombons aujourd'hui. Cette atmosphère était telle que moi, à qui on avait imposé le poste de secrétaire à la Fédération de la Métallurgie, je me rendais tous les soirs pendant trois mois à la gare du Nord, prêt à retourner dans mon coin de province tant je souffrais de cette immoralité.

Heureusement, Merrheim rencontre, à Paris, dans les milieux syndicalistes, des camarades capables de former une équipe ; ces militants vont tenter de compléter, grâce à leur réalisme constructif, l'action combattive de Victor Griffuelhes, dont Merrheim admire le caractère et qu'il appuiera et défendra, tout en n'ignorant pas ses défauts. A son arrivée à Paris, Merrheim fait la connaissance de Pierre Monatte².

« Le sérieux de Merrheim en présence de sa tâche, la tension de sa volonté tranquille d'homme du Nord afin de se rendre capable de l'accomplir » impressionnent ses camarades. Aussi, à peine arrivé à Paris, lorsque survient la fusillade de Cluses, Merrheim est-il envoyé sur place : « Voulait-on lui faire commencer son apprentissage ou l'écraser tout de suite sous le fardeau ? Le fardeau ne l'écrasa point. A force de volonté, il suppléa à son inexpérience et conduisit le mouvement mieux qu'un vétéran. » Les correspondances sur la grève qu'il envoie à *La Voix du Peuple* frappent Émile Pouget. Ce fut

¹ *De l'accaparement*, par ÉDOUARD DOLLÉANS, Librairie Sirey, 1902, p. 415. Thèse qui concluait en faveur d'une transformation qui se ferait « par un mécanisme intérieur : c'est dans le sein du prolétariat, c'est au moyen de ses ressources propres que doit se créer le droit nouveau ».

² « Je le revois, écrit PIERRE MONATTE, un après-midi de 1904, dans les bureaux de Pages Libres, où nous fîmes connaissance. Charles Guieysse l'avait invité à déjeuner ; il voulait recueillir les impressions faites par le milieu des syndicalistes parisiens de l'époque sur un ouvrier de province abonné à Pages Libres et secrétaire de fédération depuis un mois ou deux. La conversation engagée entre eux se poursuivit avec nous tous au bureau. Guieysse m'avait d'ailleurs présenté comme le syndicaliste de l'endroit. C'était immédiatement un premier lien entre nous.

« Ce qui nous frappa tous, ce fut le sérieux, la timidité de Merrheim en présence de la tâche dont on l'avait chargé ; il ne disait pas, mais on sentait, qu'il avait la crainte d'être inférieur à cette tâche et qu'il tendrait sa volonté tranquille d'homme du Nord à se rendre capable de l'accomplir » (P. MONATTE, *La Révolution prolétarienne*, novembre 1925).

Pouget qui le premier comprit Merrheim et « quelles qualités rares il y avait en ce petit homme timide, arrivé en redingote, et à qui beaucoup ne ménageaient pas les railleries ». Ces qualités rares, ce sont son honnêteté, sa volonté, son sens des responsabilités, qui le font s'attacher, à partir de 1904, avec patience et ténacité, à une oeuvre qu'il considère comme capitale pour la classe ouvrière. S'il veut être réaliste et non verbal, le syndicalisme doit connaître, dans le détail des faits, l'organisation économique nationale et internationale. Il ne doit plus se contenter de thèmes trop généraux parce qu'idéologiques : *une argumentation solide à coups de chiffres parlants doit étayer notre critique de l'exploitation capitaliste.*

Le souci qui domine l'existence de Merrheim est né d'abord d'un sentiment d'honnêteté. A la Fédération de la Métallurgie, il mesure la gravité de ses responsabilités ; il veut y faire face et devenir un fonctionnaire syndical à la hauteur de sa tâche ; et il travaille dix-huit heures par jour. Il sait aussi que le secrétaire d'une fédération aussi importante que celle de la Métallurgie est tenu d'avoir une science particulière du mécanisme de la société capitaliste. Les conflits du travail exigent la connaissance précise des sociétés industrielles et des liens qui, en les reliant entre elles, leur confèrent la force d'une oligarchie économique.

Il faut, écrira-t-il en 1908, que l'ouvrier sache, soit renseigné. Ce qui, le plus souvent, paralyse l'action ouvrière, c'est l'ignorance où elle est des moyens d'action du patronat. Celui-ci, surtout dans la métallurgie, en ces dernières années, s'est formidablement organisé. Par conséquent, si les travailleurs de la métallurgie veulent lutter contre lui à armes égales, il faut qu'ils connaissent : 1° l'outillage industriel que la science a mis aux mains du capital et qu'inlassablement elle transforme ; 2° il faut encore qu'ils puissent examiner et connaître les organisations patronales, comités, syndicats, etc., qu'ils sachent comment les cartels et comptoirs [ceci est écrit en 1908] ont supprimé la concurrence entre maisons rivales, si bien que les industriels peuvent à la fois rançonner le consommateur et peser de toutes leurs forces unies sur les salaires pour les amoindrir ¹.

IV

Or, peu après son arrivée à Paris, une rencontre a permis à Merrheim de savoir où se trouvent les sources de cette documentation, nécessaire aux ouvriers s'ils veulent *connaître la vie, les forces et les transformations de leur irréductible adversaire, le capitalisme.*

Merrheim a lu, dans les *Pages Libres*, les articles de Francis Delaisi sur *Le Règne de l'Acier* (dans sa brochure de 1908, il y renvoie ses lecteurs). Cette étude de Delaisi, qui est de septembre 1905, lui revient en mémoire, au cours des négociations que, comme secrétaire de la Fédération du Cuivre et de la Métallurgie il est appelé à mener au nom du comité de grève des Chantiers d'Hennebont. Merrheim est reçu par un ingénieur de l'entreprise. Celui-ci, sans doute impressionné par son calme, commence à lui expliquer que les revendications des ouvriers sont impossibles à accepter par suite du prix de revient et de la situation financière de l'usine. L'ingénieur entre dans les détails ; il montre le bilan,

¹ *L'organisation patronale : syndicats, comités régionaux, ententes et comptoirs, assurances contre les grèves*, imprimé par la Libératrice, association ouvrière, Paris. Se trouve au secrétariat de la Métallurgie, Maison des Fédérations, 33, rue Grange-aux-Belles, 1908 (brochure).

les comptes, le calcul des prix de revient. Merrheim est fort embarrassé ; il se demande si l'ingénieur est de bonne foi : ces chiffres, ces faits sont-ils exacts ? Comment le saurait-il, puisqu'il ne connaît rien au mécanisme financier et économique de l'usine. C'est alors qu'il s'adresse à Francis Delaisi, comptant sur lui pour lui donner les éléments d'information dont il a besoin. De cette première rencontre entre ces deux hommes, à la fois si différents par leur formation et si proches par leur cœur, naît l'amitié peut-être la plus belle qui puisse exister : celle qui s'appuie solidement sur un commun idéal et sur une collaboration dans le travail et dans la lutte.

De ce jour, Merrheim ne songe plus qu'à se renseigner avec précision sur le monde des affaires, des sociétés et des liaisons industrielles, sur l'armature et l'armement de l'organisation capitaliste. Un de ses camarades, Marcel Hasfeld, me racontait que, dans la petite, maison de la rue de la Prévoyance qu'il a habitée si longtemps, près de la zone, sa bibliothèque se composait de rayons en bois qui étaient occupés essentiellement par ces annuaires et ces comptes rendus de conseils d'administration que Merrheim préférait à toute autre source d'information, l'estimant la plus riche, et la plus sûre ¹.

Cette science des forces capitalistes, Merrheim ne veut pas l'acquérir pour lui seul. Il sait bien que chaque travailleur n'a pas le loisir de connaître à fond les industries auxquelles il collabore ; mais tout au moins doit-il connaître les grandes lignes de l'économie capitaliste et de l'organisation, patronale. Il va chercher à l'instruire et, dès 1905, il donne régulièrement les résultats de ses enquêtes personnelles aux feuilles syndicalistes ².

¹ À côté de ces livres figurait le fameux Larousse dont nous parle MAXIME LEROY dans *L'Homme Réel* : « Il aimait les livres ; il en avait peu ; il tenait à eux ; il les consultait. Les procès nombreux qui lui furent intentés lors des grèves... ne l'inquiétèrent que dans la mesure où des saisies pourraient le priver de ses chers compagnons d'études et de luttes. Les frères Tharaud ont rapporté que Barrès tenait à son Larousse. Merrheim tenait au sien, et je crois bien qu'il l'a conservé jusqu'à la fin, recueil familial où il allait chercher une date, une orthographe, une définition, un titre d'ouvrage. » (MAXIME LEROY, *L'Homme Réel*, avril 1937.)

² Le Mouvement socialiste :
1er-15 décembre 1905: Le mouvement ouvrier dans le Bassin de Longwy. Novembre-décembre 1906: La grève d'Hennebont. Février-mars 1908: La crise de l'automobile. 15 mai 1908 : Enquête sur la crise de l'apprentissage. Juillet-août-septembre-octobre-novembre et décembre 1908: L'organisation patronale en France, la Métallurgie, le Comité des Forges. Mars 1909 : Un scandale capitaliste : l'affaire de l'Ouenza. Avril-juin-novembre et décembre 1909 : L'organisation patronale en France : la Métallurgie. Septembre 1909 : Les événements d'Espagne et le capitalisme au Maroc. Novembre-décembre 1909 : La crise syndicaliste. Janvier 1910 : Les retraites ouvrières. Avril 1910 : La parlementarisation du syndicalisme. Janvier-mars 1911 : Le Congrès International des ouvriers des métaux.

La Vie ouvrière :

5 octobre 1909 : L'accaparement de la houille blanche. 5-20 février et 20 mars 1910 : L'affaire de l'Ouenza. 5 avril 1910 : La suppression des économats de la Meurthe-et-Moselle. 20 août-5 septembre 1910 : Les serfs de Meurthe-et-Moselle. 5 janvier-20 janvier-5 février-20 février 1911 : L'approche de la guerre. 5 avril 1911 : Compagnies minières et sociétés métallurgiques. 5 août 1911 : Le Cartel international de l'Acier.

La Voix du Peuple :

1904 à juillet 1914 : articles sur les grèves. 24-31 janvier 1909 : L'Ouenza à la Chambre. 31 janvier au 7 février 1909 : Encore, toujours l'Ouenza. 18 au 25 juillet et 25 juillet au 1er août 1909 : Les scandales capitalistes : le grand débat sur la Marine. 22 au 29 août 1909 : Du Maroc à l'Ouenza. 29 août au 5 septembre : Le budget des principales nations : Tout pour la mort, rien pour la vie. 5 au 12 septembre 1909 : Viviani l'endormeur. Les causes de la révolte de Concarneau. Les différentes phases du Contrat des soudeurs.

La Révolution (1er février-28 mars 1909)

4 février 1909 : Comment j'ai découvert l'Ouenza. 25 et 26 février 1909 - L'affaire de l'Ouenza (une bande internationale accapare les mines françaises). 23 février 1909 : L'affaire de l'Ouenza : l'exemple des ardoisières de Fumay. 20 février 1909 : L'Ouenza. 3 mars 1909 : L'Ouenza : Mines et Minières. 4

En 1908, une première esquisse de son livre sur la Métallurgie paraît sous le titre *L'Organisation Patronale*. Cette brochure met chaque métallurgiste à même de savoir, dans l'ensemble, quelle est l'organisation des forces auxquelles il se heurte :

Car agir c'est vivre. Vivre, c'est lutter. Pour lutter, il faut étudier et connaître les forces de l'adversaire. Cela est vrai surtout pour l'ouvrier, s'il veut maintenir et augmenter son salaire, diminuer ses heures de travail, accroître son bien-être matériel, enfin si la classe ouvrière veut acquérir l'indépendance morale et la capacité nécessaire qui lui permettront un jour de mettre la main sur les instruments de production, il faut qu'isolément et groupés, les travailleurs agissent et luttent, il faut surtout qu'ils résistent sans cesse aux forces capitalistes coalisées qui tendent à les rejeter, puis à les maintenir, dans la misère et la servitude...

Pour cela, le courage, l'énergie, la bonne volonté ne suffisent pas.

L'indépendance morale et la capacité... En mettant l'accent sur le mot de capacité, Merrheim reprend, comme essentielle, l'attitude du syndicalisme naissant. Merrheim sait apprécier les livres, mais sa formation leur doit moins qu'à l'expérience concrète, quotidienne : « Nul militant n'a plus appris dans les faits eux-mêmes que Merrheim. C'est en analysant son expérience des grèves qu'il a découvert la puissance du Comptoir de Longwy et du Comité des Forges ; ... il en tirait les conséquences pratiques au point de vue de l'organisation ouvrière. » (Pierre Monatte.)

« Les monographies des grandes grèves, dit Merrheim au commencement de son étude sur la grève d'Hennebont ¹, valent les plus consciencieuses études théoriques. Elles permettent de saisir sur le vif des épisodes saillants du long drame de la lutte des classes. Nul détail n'est de trop ; mais ce sont au contraire les menus faits qui font le plus souvent comprendre la portée sociale du conflit. » Et, en effet, les enquêtes de Merrheim permettent de faire revivre, pendant une période de dix années, l'émouvante histoire de la condition ouvrière et les âpres conflits de la guerre des classes. La condition morale des travailleurs, la sujétion qui les soumettait alors à la tyrannie et à l'arbitraire patronaux se révèlent dès sa première étude sur le mouvement ouvrier dans le bassin de Longwy. L'histoire des bons de paie et celle des économats sont significatives :

On arrive toujours à équilibrer, ce qui est extraordinaire, les gains avec les dépenses : toujours on trouve trois zéros. Après le calcul des retenues pour la caisse de secours, les avances, loyers, retraites, outillage, chauffage, économat, poudre et mèches [il s'agit de mineurs du bassin de Longwy], il ne reste jamais rien à payer à l'ouvrier par la Compagnie. Quand le bon de paie est celui d'un manœuvre, la rubrique « poudre et mèches » est remplacée par « divers » il est inutile de demander aux ouvriers ce que sont ces « divers » ; toujours ils l'ignorent et jamais ne se hasarderont à le demander au payeur, car ils savent que c'est la porte qui les attendrait.

Les bons de paie sont complétés par *les bons de sortie* : fiche destinée à suivre l'ouvrier partout où il irait dans le bassin et sans laquelle il ne peut trouver du travail ni même changer de service dans la même usine. Le bon de sortie permet de punir un ouvrier qui avait accepté d'être délégué gréviste en lui réclamant une seconde fois le prix d'outils qu'il avait payés.

mars 1901 : L'Ouenza : Comment le Comité des Forges invente une minière. 5-6 mars 1909 : L'Ouenza. 11 mars 1909 : Capitalistes algériens contre capitalistes tunisiens. 12 mars 1909 : Les manifestations de Bône. 13 mars 1909 : Chemins de fer dans le désert.

¹ Décembre 1905 : Le mouvement ouvrier de Longwy, pp. 425-482 ; - novembre 1906 : La grève d'Hennebont, pp. 103-218, et décembre 1906, pp. 347-379.

La répugnance que les ouvriers avaient pour les économats s'explique par des faits comme ceux-ci :

A Moulaine (aciéries de Longwy), le pain était vendu 3 centimes plus cher à la livre que partout ailleurs dans la région, et quel pain ! La machine qui conduisait le minerai à Mont-Saint-Martin ramenait, dans un wagon le pain pour Moulaine, le pain enduit d'huile et de charbon était immangeable... Très souvent la viande sentait mauvais et la ménagère refusait de la prendre ; seulement, comme les aciéries ne devaient rien perdre, on en portait quand même le prix au compte de ceux qui l'avaient commandée et ils devaient la payer... Tous ces faits avaient créé un terrain propice à l'organisation et surtout à la grève.

A la suite de la grève de Longwy (septembre-octobre 1905), le signalement des 800 derniers grévistes qui ont quitté les aciéries est adressé aux autres usines métallurgiques, et c'est la mise à l'index des ouvriers et de leurs frères, auxquels on demande une attestation écrite du directeur des Aciéries de Longwy affirmant qu'ils n'ont pas été grévistes.

Depuis les grèves, en 1905, Merrheim n'était pas allé dans la région de Longwy. Il est amené à y retourner en janvier 1908, et il nous raconte que c'est grâce à ce voyage qu'il a découvert l'Ouenza¹. Merrheim était installé à un café de Longwy, entouré de consommateurs qui se montraient le militant silencieux, en l'appelant « agent de l'étranger payé par les Allemands », etc. Un homme entre en conversation avec lui, lui parle des mines de Meurthe-et Moselle, puis de celles de l'Ouenza. A son retour à Paris, Merrheim se renseigne ; il apprend qu'une Commission de la Chambre discute le projet des conventions de l'Ouenza et du chemin de fer de Djebel Ouenza-Bône : deux groupes, le groupe Pascal-Portalis et le groupe Krupp-Schneider se disputent la concession minière². Le gouverneur général, M. Jonnart, n'ignore pas la valeur des richesses de l'Ouenza, pas plus qu'il n'ignore la répercussion que jettera, sur le marché du minerai de fer européen, la venue des minerais de l'Ouenza. Il n'ignore pas non plus que les industries belges, anglaises, allemandes ont absolument besoin du minerai de l'Ouenza pour des fabrications spéciales (interview donnée au *Figaro*, les 5-6 mars 1909). Mais, en même temps qu'il est gouverneur de l'Algérie, M. Jonnart est administrateur de la Compagnie Maritime du Canal de Suez, qui comprend parmi ses autres administrateurs MM. Schneider et Stéphane Derville, membres du Consortium Krupp-Schneider. Aussi M. Jonnart, le 26 juin 1905, signe-t-il avec la Société Schneider-Carbonel les conventions réglant l'exploitation des minières de l'Ouenza ; il joint la question du chemin de fer à celle des minières. Le gouvernement dépose devant le Parlement un projet de loi approuvant les conventions ; mais le rapporteur de la Commission des Travaux Publics refuse de déposer son rapport. M. Jonnart cherche au Parlement des appuis du côté socialiste : il trouve M. Devèze, député d'Alais, dont la réélection dépend de la neutralité du baron Reille, administrateur de la Société des Mines, Fonderies et Forges d'Alais. Nommé rapporteur, M. Devèze dépose, le 22 novembre 1907, un rapport favorable au chemin de fer de Djebel-Ouenza et recommande *la procédure la plus rapide*.

On fait savoir au groupe Portalis que, « bien qu'offrant les mêmes garanties et les mêmes avantages que le consortium SchneiderKrupp, il n'aura pas gain de cause ».

¹ *La Révolution* du 4 février 1909 : Comment j'ai découvert l'Ouenza.

² *La Révolution*, MERRHEIM, articles sur l'Ouenza (février-mars 1909). *Le Mouvement socialiste*, mars 1909, L'affaire de l'Ouenza. *La Vie ouvrière*, 5-20-février-20 mars 1910, L'affaire de l'Ouenza.

Aussi Portalis est-il obligé de conclure, *contraint et forcé*, un arrangement avec le Consortium Krupp-Schneider. *Une pression officieuse* exercée sur le groupe Portalis aboutit à une association entre les deux sociétés qui se disputent l'Ouenza. Cet accord intervient le 9 avril 1908. Mais de qui venait « la pression officieuse » ? « M. Clemenceau (Georges), averti de l'intérêt que la Chambre semble témoigner à cette affaire, a repris le dossier en mains et l'étudie. Si parfois quelque difficulté l'arrête, il appelle sans doute en consultation son frère Albert, avocat de M. Portalis, ou son frère Paul, ingénieur-conseil du Creusot ¹. » Il convient de rappeler que M. Paul Clemenceau avait été appelé aux fonctions d'ingénieur-conseil du Creusot au moment même où son frère, Me Albert Clemenceau, acceptait de défendre le groupe Portalis. Aucun exemple ne pouvait mieux permettre à Merrheim de montrer la « collusion du politique et de l'économique » et les négociations secrètes existant entre les représentants de l'État et les représentants des sociétés financières et industrielles.

L'un des premiers, Merrheim a mesuré la puissance du Comité des Forges :

Puissance, écrit-il, en 1908, qui a neutralisé et neutralisera l'effort du prolétariat de la métallurgie, s'il ne se prépare pas à y résister. Mieux vaut donc, une fois encore, reconnaître cette force. La nier, ce serait enlever aux militants le sentiment exact de l'effort long et continu qu'il s'agit de donner. La reconnaître, c'est au contraire les retremper, les inciter, leur communiquer une énergie nouvelle, pour lutter patiemment, mais sûrement, sans de trop faciles espérances, mais aussi sans de trop prompts découragements ².

En 1910, la grève des cheminots allait illustrer les vues de Merrheim sur le syndicalisme, en montrant que celui-ci ne savait pas toujours mener son action d'une manière autonome, indépendante des influences et des pressions extérieures.

V

En 1909, le Syndicat National des Chemins de fer traverse une crise dont Poitevin, dans *La Vie Ouvrière* du 5 novembre, analyse les raisons. Le secrétaire du Syndicat National des Cheminots est le vieux syndicaliste Guérard, auquel des années de gestion ont donné le goût de l'autorité absolue. Au lieu de s'entourer d'une équipe de militants cheminots, pourvus d'attributions équivalentes, égaux en droits, nommés par l'organisation, Guérard avait choisi, pour le seconder, 13 employés dépendant de lui et parmi lesquels 11 n'avaient jamais appartenu au personnel des chemins de fer. Le Congrès National extraordinaire des 10, 11 et 12 décembre 1909 oblige Guérard à abandonner la direction du Syndicat des Chemins de fer ; mais, au lieu de le remplacer par un militant, le Congrès nomme, comme directeur des services, Gaston Renaudel, le frère de l'administrateur du journal socialiste *L'Humanité*. Les salaires du personnel des compagnies de chemins de fer n'avaient pas suivi l'élévation du coût de la vie (20 p. 100 depuis 10 ans). Les cheminots avaient conservé les mêmes salaires que 30 ans auparavant. Sauf sur le

¹ Pages Libres, no 425, p. 207, et Revue Politique et Parlementaire du 10 janvier 1909.

² P. MONATTE, op. cit.: « Personne n'a plus fait que Merrheim pour adapter le syndicalisme à la lutte contre le grand patronat moderne, pour faire dans l'ensemble du mouvement ce qu'il tentait dans la Fédération des Métaux, pour dissiper le verbalisme et réaliser l'organisation syndicale consciente de son rôle révolutionnaire. »

réseau de l'État, il n'y avait pas d'échelle de traitement. En général, les salaires étaient bien au-dessous des salaires de l'industrie privée¹.

Le mécontentement qui régnait parmi les cheminots avait d'autres causes : la rétroactivité de la loi du 21 juillet 1909 sur les retraites et la question de la réglementation du travail. Enfin, les cheminots revendiquaient l'application du repos hebdomadaire.

Des manifestations à Paris et en province ont lieu aux cris de « Nos cent sous ! » Les cheminots entreprennent une campagne d'affiches dessinées par Grandjouan. La Fédération des mécaniciens-chauffeurs se joint au Syndicat National. En avril 1910, le Congrès des Cheminots avait adopté une revendication qui remontait à 1893: un minimum de salaire de 1825 francs par an. Les Compagnies de chemins de fer se refusent à toute négociation avec le Syndicat National. Le 17 juillet 1910, celui-ci vote en séance privée le principe de la grève, - mais la grève se produit seulement, en octobre, sur la Compagnie du Nord ; or, elle est attendue par le gouvernement et les Compagnies ; la veille du jour où elle éclate, le préfet de police, Lépine, fait venir deux trains spéciaux, chargés de légumes et de lait, pour le ravitaillement de Paris.

Depuis le mois de mai 1910, la Compagnie du Nord avait supprimé les heures supplémentaires qui étaient nécessaires aux cheminots pour équilibrer leur budget. Mais la Compagnie du Nord n'avait accordé en compensation qu'une augmentation de 0 fr. 25 et de 0 fr. 50 par jour. Une délégation alla réclamer une augmentation de 1 fr. 50 et de 1 franc.

Le matin du 8 octobre, la Compagnie annonça qu'elle accordait le traitement de 5 francs par jour pour les ouvriers qui ne l'avaient pas ; mais les ouvriers de métier, comme les chaudronniers, ajusteurs, monteurs, n'obtenaient rien ou presque rien ; 3 pour 100 seulement d'entre eux obtenaient une augmentation de 25 centimes². L'après-midi du 8 octobre, la grève éclate sur le Paris-Nord chez les ouvriers des ateliers et chez les cokeries du dépôt de la Chapelle ; elle s'étend le même jour au dépôt de la Plaine. C'est elle qui déclenche le mouvement sur tout le réseau du Nord d'abord, puis sur les autres réseaux.

Le dimanche 9, les secrétaires des groupes du réseau préparent la généralisation de la grève sur le Nord. Le lundi 10, aux dépôts de la Chapelle et de la Plaine, qui sont en grève, le président du Conseil envoie les soldats du V^{ème} Génie pour charger les machines. Le même jour, 10 octobre, la grève du réseau du Nord est déclarée : le service s'arrête brusquement à une heure du matin. La gare du Nord est occupée militairement. La voie est coupée à Tergnier, et, depuis 1 h. 1/2 du matin, les trains sont obligés de s'arrêter à Saint-Quentin. Le réseau du Nord a pu faire grève dans son ensemble, grâce à la solidarité des mécaniciens et des chauffeurs. Le président de la Fédération des mécaniciens et chauffeurs, Toffin, est le premier révoqué.

¹ *La Tribune de la Voie Ferrée*, organe du Syndicat National ; - MAURICE CHARNAY, *Le salaire des cheminots*, brochure du Syndicat National, 1910 ; et FÉLIX DUPONT, *Les revendications des cheminots, La Vie ouvrière*, 5 novembre 1910.

² *La Vie ouvrière* du 5 novembre 1910 : La grève des cheminots ; - articles de PIERRE MONATTE, *Les faits de la grève* ; - V. GRIFFUELHES, *C'est en forgeant* ; - L. JOUHAUX, *Le grand jeu gouvernemental* ; - *Sur les réseaux* (Poitevin, Jacob, Leduc, Malot, Smolensky).

Le Conseil des Ministres décide de mobiliser les cheminots du Nord pour une période de 21 jours. Dans la nuit du 11 au 12 octobre, le Comité central de grève, créé par le Congrès du mois d'avril, décide la généralisation du mouvement. Le 12 octobre, la grève est effective sur l'Ouest. La gare Saint-Lazare, la gare des Invalides ferment leurs portes. Les mécaniciens du PLM décident d'abandonner le travail dans la soirée.

Le gouvernement lance 21 mandats d'arrêt contre les membres du Comité de grève. Le journal socialiste *L'Humanité* leur offre de venir s'installer dans ses bureaux. Mais Briand, le 13 octobre, fait arrêter les membres du Comité de grève dans les bureaux du journal dont il a été autrefois le collaborateur.

Un second Comité de grève est nommé. Il demande à la CGT de laisser au mouvement son caractère strictement corporatif. Il s'inspire des conseils que lui donne Pierre Renaudel, administrateur de *L'Humanité*, et accepte que ce journal devienne l'organe officiel du Comité de grève. Il escompte, pour dénouer le conflit, les démarches des députés socialistes.

Le 15 octobre, le gouvernement, voulant frapper l'opinion publique, invente une histoire de complot : « Le Ministère de l'Intérieur croit être, par suite des perquisitions en certains endroits, sur la piste d'une organisation de sabotage. » Aristide Briand a retrouvé dans ses souvenirs un plan datant de 1898 et qu'il attribue aux cheminots de 1910 :

Cette association est des plus redoutables... Tous les procédés de sabotage les plus modernes devaient être utilisés ; les ponts devaient être dynamités, les aiguilles détruites, et, pour compléter cette œuvre criminelle, les organisateurs avaient été jusqu'à préparer la destruction des écluses, qui aurait eu pour résultat d'empêcher la navigation sur les canaux et les fleuves, et d'empêcher par conséquent le ravitaillement par eau ¹.

Le même jour, les Compagnies de chemins de fer font annoncer par les journaux qu'elles accorderont, à partir du 1^{er} janvier 1911, un salaire minimum de cinq francs par journée effective de travail. Et, le lendemain 16 octobre, à une délégation des députés socialistes et de quelques radicaux, Briand répond que, puisque la grève est terminée, il peut entrer en négociation avec le Syndicat National des Chemins de fer. Le 17 au soir, le Comité de grève décide donc la reprise du travail pour le lendemain ; c'était un échec.

Quelles en avaient été les causes ? Attribuer au gouvernement et à la presse la responsabilité de l'échec, c'est, selon Griffuelhes, « une erreur grossière » : « La marche défectueuse de la grève est due entièrement à l'insuffisante préparation, à son défaut d'organisation. En attribuant à Briand le mérite de l'insuccès on commet... une faute énorme, on lui apporte le témoignage désiré par lui, témoignage qui fait de lui l'homme attendu par la bourgeoisie ² » Le Syndicat National des cheminots n'a pas su mener une action autonome, indépendante, ni organiser « le travail de préparation, sauf sur le Nord et sur l'Ouest ». Les organisateurs de la grève étaient « des hommes peu préparés par leur nature et leur inexpérience, déconcertés par leur responsabilité envers leurs camarades, et incapables de dominer un invincible courant que le moindre incident transformera en tourmente... ». Mais la plus grande erreur a été de transporter la grève du terrain syndical sur

¹ PIERRE MONATTE indique qu'il y avait eu en effet, avant la grève de 1898, un plan semblable, écrit par Briand lui-même, et qui avait été discuté à l'époque par le Comité directeur des Chevaliers du Travail. Cf. DELESALLE, *Vie ouvrière*, 6 mars 1936.

² VICTOR GRIFFUELHES, Op. cit., p. 613 de *La Vie ouvrière*, - surtout sa remarquable analyse, p. 617, de la psychologie de la grève.

le terrain politique, de la transformer en un élément de l'opposition socialiste à Briand. En fait, la grève des cheminots fut utilisée par Briand pour en retirer un succès parlementaire.

À la Chambre des Députés, en effet, Briand, interpellé par les députés socialistes, répond ainsi :

Il est un droit supérieur à tous les autres, c'est le droit pour une collectivité nationale de vivre dans son indépendance et dans sa fierté. Or, un pays ne peut pas rester frontières ouvertes ; non, cela n'est pas possible... Si, pour défendre l'existence de la nation, le gouvernement n'avait pas trouvé dans la loi de quoi rester maître de ses frontières, s'il n'avait pu disposer, à cet effet, de ses chemins de fer, c'est-à-dire d'un instrument essentiel de défense nationale, eh bien ! aurait-il dû recourir à l'illégalité, il y serait allé !...

Les députés socialistes invectivent contre le président du Conseil, ils lui crient : « Vous êtes un dictateur, vous ne parlerez plus. Assez ! Démission ! Démission... » Après un tumulte qui dure deux heures, Briand explique que les mesures exceptionnelles prises par le gouvernement l'avaient été dans les limites de la loi... et que sa doctrine était celle de la Révolution : « C'est la pure doctrine de Danton. » Le 30 octobre, un ordre du jour de confiance est voté par 388 voix ; l'ordre du jour déposé par Guesde n'obtient que 75 voix ; le 1^{er} novembre, pourtant, le Cabinet est démissionnaire.

VI

Le 3 novembre, Aristide Briand reparaît comme président du Conseil avec un nouveau Cabinet qui ne comprend ni Viviani, ni M. Millerand, et qui ne durera que jusqu'au 27 février 1911. Pour faire oublier son attitude à la Chambre le 30 octobre, Briand cherche à reprendre, sans M. Millerand, une politique millerandiste et les projets du ministère Waldeck-Rousseau ; mais il va se heurter à la même opposition ouvrière qui a fait échouer les tentatives législatives de M. Millerand. Opposition plus passionnée encore, parce qu'elle a une source psychologique. Le fait d'être un renégat permet de faire carrière ; mais, dans ce cas, il imprime sur le visage d'Aristide Briand une marque d'autant plus ineffaçable que, pendant la période de 1892 à 1900, les militants aveuglés « s'étaient inclinés devant son veston râpé ».

Sans doute, dès 1896, les plus clairvoyants n'avaient jamais été dupes. Et Griffuelhes, notamment, avait prédit la déception qu'éprouveraient les milieux ouvriers « le jour où ils apercevraient la réalité derrière ce qu'il nous montrait¹ ». Cette déception avait créé une haine et un mépris qui s'exprimèrent le jour où, en mars 1906, Briand entre dans

¹ VICTOR GRIFFUELHES: « Nous étions seuls à ne pas partager la même admiration. En 1898, en 1900, plus tard, les manœuvres cauteleuses, hypocrites de Briand trouvaient en nous un adversaire. Nous n'avons jamais été dupes du langage intéressé et des façons calculées du Chevalier du Travail ».

le Cabinet Sarrien¹. Aussi, les caricaturistes ne cessaient-ils de tourner en dérision l'ex-professeur de désordre².

Mais les militants qui connaissaient sa vie adressaient à Briand des reproches plus graves encore ; ils rappelaient comment, le 2 novembre 1896, il était devenu, comme directeur de la société de *La Lanterne*, l'agent des Péreire ; comment *La Lanterne* avait soutenu les subventions maritimes postales dont devaient bénéficier la Compagnie Transatlantique et son président Eugène Péreire³.

La grève des cheminots devait mettre en relief un autre aspect des relations de Briand avec les financiers. Merrheim avait montré, dans *La Voix du Peuple*, la solidarité qui unissait les administrateurs des Compagnies de chemins de fer, liés par un *Syndicat de publicité* à caisse commune, dont le rôle était d'obtenir, dans la presse et dans le Parlement, les concours utiles. Tous les réseaux, sauf l'Orléans, avaient parmi leurs administrateurs des membres de la famille Rothschild. Lorsque la grève avait éclaté sur son réseau, la Compagnie du Nord l'avait acceptée sans ennui ; peut-être même la souhaitait-elle, car elle savait que, dans sa lutte contre les cheminots, elle aurait l'appui du président du Conseil⁴.

Dès le début de la grève, Briand avait en effet convoqué à son cabinet les directeurs des grands journaux de toutes les nuances politiques ; ils avaient répondu à son appel. Et, lorsqu'est inventée l'histoire du complot afin de déconsidérer la grève aux yeux de l'opinion, la presse s'accorde à répandre cette nouvelle et à l'accréditer auprès de ses lecteurs. La caisse commune avait joué son rôle.

Le 5 avril 1910, la loi sur les retraites ouvrières et paysannes avait été votée. Elle avait été vivement critiquée par les organisations ouvrières. Ces critiques allaient encore s'affirmer au XI^{ème} congrès de la Confédération du Travail, qui se tient à Toulouse du 3 au 10 octobre 1910.

Le Congrès de Toulouse proteste contre l'âge trop élevé de la retraite, contre le principe de la cotisation ouvrière et contre le système de la capitalisation.

¹ Il y avait deux ans à peine que, défendant Gustave Hervé, inculpé d'avoir incité de jeunes soldats à la désobéissance, il avait dit : « Vous nous dites que nous incitons de jeunes soldats à la désobéissance. Qu'est-ce que la désobéissance ? Il y a une discipline pour les soldats et une discipline pour les officiers... Si la conscience de l'officier a le droit de se révolter, pourquoi celle du soldat ne l'aurait-elle pas quand on lui signifie l'ordre de tirer sur des ouvriers désarmés, souvent malheureux comme lui ? Et pourquoi exige-t-on du soldat l'obéissance passive ? Pour en faire le domestique des officiers, la femme de chambre, la bonne d'enfant du colonel. Pour créer des gendarmes, des gardiens du patrimoine matériel et des coffres-forts des classes riches ? Voyons, est-ce que vous ne vous indignez pas à la pensée qu'un de vos enfants pourra être traduit en Conseil de guerre parce qu'il aura hésité à tirer sur des femmes ? » (24 novembre 1904.)

² *L'Assiette au Beurre* représente, dans son numéro sur les Hommes d'ordre (14 septembre 1907), Briand recevant dans son bureau ministériel un jeune instituteur et lui disant : « Vous êtes un fauteur de désordre, Monsieur, et je dois vous révoquer... Car je suis un homme d'ordre, moi, depuis que je suis ministre... » Ou encore, assis dans un fauteuil et lisant la déclaration aux Assises des antimilitaristes : Nous sommes les élèves de M. Briand : « Ces gens-là osent se prétendre mes élèves et ils ne sont même pas sous-secrétaires d'État. »

³ *La Révolution*, 18 et 19 février 1910 : Le renégat tripoteur Briand à la solde des financiers Péreire.

⁴ Cf. CRATES, *Les Hommes du jour*, 22 octobre 1910, et le n° de *La Vie ouvrière* du 5 novembre 1910 : Les compagnies Rothschild et Briand.

La campagne contre les retraites ouvrières, qui avait commencé avant le vote de la loi ¹, se poursuit après le Congrès de Toulouse. Ce Congrès reprend les critiques, déjà présentées aux Congrès d'Amiens et de Marseille, contre le contrat collectif, la capacité commerciale des syndicats et l'arbitrage obligatoire ².

Nous sommes, dit Lapiere, adversaires du contrat collectif... [II] serait la disparition du syndicalisme ou du moins le châtement, pour ainsi dire, du syndicalisme révolutionnaire, parce qu'avec la capacité commerciale des syndicats, les militants seraient poursuivis et condamnés à des dommages et intérêts. On ne trouverait plus d'hommes assez résolus pour faire la besogne qu'ils font aujourd'hui.

La loi qu'on veut créer, ajoute Bourderon, est faite pour inciter le monde du travail à posséder d'une façon collective, afin qu'il y ait emprise sur vous, afin que tout jugement puisse être exécuté et qu'on puisse prendre dans l'avoir syndical ouvrier...

La résolution votée par le Congrès déclare que « l'arbitrage obligatoire est incompatible avec la fonction dévolue aux organisations syndicales, et par là, affaiblirait leur indépendance, leur autorité ».

Dès avant la grève des cheminots ³, Briand s' imagine trouver dans l'arbitrage obligatoire la solution des conflits sociaux. Au lendemain de la grève, le 9 novembre 1910, après avoir justifié sa politique vis-à-vis des cheminots qui ont voulu interrompre la vie de la nation en arrêtant « la circulation du sang dans les artères », Briand amorce l'idée du projet d'arbitrage obligatoire qu'il dépose sur le bureau de la Chambre, le 24 décembre ⁴, mais qui rencontre la même opposition des syndicalistes.

VII

Le 5 janvier 1911, Merrheim écrit dans *La Vie ouvrière* : « Nous nous trouvons à la veille d'un gigantesque conflit européen. Les nations y marchent à grands pas ; elles s'y préparent, fiévreusement. » Et, en mai, dans *La Guerre sociale*, Delaisi publie . La guerre qui vient ⁵.

L'approche de la guerre... la guerre qui vient... cri d'alarme poussé, avant que le conflit n'éclate, par deux hommes que lie une étroite amitié. Le militant ouvrier et l'écrivain syndicaliste ont cherché à dissiper l'erreur propagée par une presse vénale et une diplomatie illusionniste : l'idée « qu'une guerre européenne était désormais impossible ». « Ne-vous laissez pas leurrer, disaient-ils, par le mensonge d'une paix trop fragile. » Mais cet avertissement n'était pas simplement l'expression d'un sentiment intuitif. Depuis le 31

¹ *La Voix du Peuple*, L'escroquerie, la duperie des retraites ouvrières, 2 janvier 1910 ; - MERRHEIM, dans *La Vie ouvrière*; 5 janvier 1910, L'escroquerie des retraites ouvrières, et dans *Le Mouvement socialiste*, janvier 1910.

² Congrès de Toulouse, op. cit., pp. 299, 311, 334 et 336.

³ Millerand à la Chambre des Députés, discours du 27 octobre 1910.

⁴ Le projet de loi Aristide Briand de décembre 1910, par GRUNEBaum-BALLIN, Sirey, 1937.

⁵ L'édition de 1911 (*La Guerre sociale* éd.), complètement épuisée, a été republiée par *L'Homme Réel* (juillet 1934). On a dit que Merrheim n'avait fait que répéter et recopier Delaisi. Il n'en est rien. Il a autant appris à Delaisi qu'il a appris de lui, et ce qui est vrai, c'est que tous deux, vers le même temps, d'observatoires différents, ont eu une même vision.

mars 1905, depuis l'alerte de Tanger, ils partageaient au sujet de la paix européenne le souci d'un petit nombre d'esprits clairvoyants. Et cette préoccupation avait éclairé leurs enquêtes sur la situation économique et les conflits industriels. Merrheim s'était aperçu que l'attitude des sociétés industrielles vis-à-vis de leurs ouvriers s'expliquait sans doute, mais ne s'expliquait pas seulement par de vieilles traditions d'égoïsme et d'autoritarisme ; leur résistance intransigeante se justifiait aussi par la concurrence. Concurrence sur le marché national, certes non ; Merrheim en avait eu la preuve en étudiant l'organisation en France de la métallurgie ¹, où le jeu des Comptoirs et Cartels, combiné avec celui de la protection douanière, donnait aux sociétés industrielles une espèce de monopole de fait. Mais bien concurrence internationale, qui obligeait ces sociétés à resserrer leur prix de revient (dont l'élément le plus facile à contenir était le coût de la main-d'œuvre). Car, depuis que l'Allemagne et les États-Unis après la guerre de 1870, étaient venus disputer à la Grande-Bretagne les marchés extérieurs, la lutte s'était faite très âpre sur le marché international. La lutte pour la vie par la conquête du marché international s'imposait aux grandes nations industrielles. La structure du capitalisme entraînait une fatalité : le contraste entre une production croissante et des besoins insatisfaits. Les faits avaient éclairé, au yeux de Merrheim, la situation politique européenne. Derrière les négociations diplomatiques et les échanges de notes entre les chancelleries, Merrheim aperçoit la guerre économique déjà commencée et l'approche menaçante d'une autre guerre, plus implacable encore. Il pressent le heurt meurtrier, il veut avertir de ce danger les travailleurs qui doivent être les victimes d'un conflit européen. Merrheim va saisir toutes les occasions qui lui sont données d'expliquer quels risques engendre un régime économique condamné à chercher dans la guerre une issue à une croissante surproduction :

L'outillage économique de chaque nation oblige à produire, à surproduire... On s'élançait sur les marchés mondiaux tout en fermant son propre marché par des tarifs prohibitifs. On se jette sur les pays neufs. Chaque nation s'efforce d'y assurer la prépondérance aux produits de son industrie. Et, par une conséquence naturelle, un pays marche à la rencontre d'un autre, se heurte à lui. Qu'est-ce qui assurera en définitive la suprématie commerciale de ses nationaux et comment ? Le plus fort et par la guerre.

En suivant pas à pas les démarches des grandes industries concurrentes sur le marché international, Merrheim avait vu que l'existence du Cartel international de l'Acier ² n'avait pas supprimé le conflit insoluble entre les métallurgies européennes.

Dès l'automne de 1908, l'anxiété de Merrheim est déjà si grande qu'en octobre, au Congrès de Marseille, elle ne peut se contenir et s'exprime lors de la discussion soulevée par les relations de la CGT et de l'Internationale syndicale ; il reproche au secrétariat syndical international de ne pas s'être attaché à l'un des objets les plus chers au prolétariat : *celui d'éviter la guerre, de ne pas permettre le massacre des peuples*. En janvier 1911, Merrheim se décide à lancer l'avertissement qui lui paraît nécessaire. Et, du 5 janvier au 2 février ³, dans *La Vie ouvrière*, il publie les quatre articles auxquels il a été fait allusion sous ce titre, *L'annonce de la guerre* :

Depuis 40 années, le canon n'a pas tonné en Europe... Un état d'esprit s'est créé - tout au moins en France - qu'une guerre européenne était désormais impossible... Cette confiance dans la solidité de la paix est exagérée ; je dirai même que cette confiance ne me semble légitimée par rien. Nous nous trouvons à la veille d'un gigantesque conflit eu-

¹ Les articles de MERRHEIM dans *Le Mouvement socialiste* de juillet 1908 à décembre 1909 sur l'organisation patronale en France.

² A. MERRHEIM, Le Cartel international de l'Acier, dans *La Vie ouvrière*, 5 août 1911.

³ *La Vie ouvrière*, 4 articles, 5 et 20 janvier, 5 et 20 février 1911.

ropéen. Les nations y marchent à grands pas ; elles s'y préparent fiévreusement... Gare pour nous, travailleurs, qui nous trouverons soudainement devant une déclaration de guerre, notre feuille de mobilisation à la main. Ne serons-nous pas surpris par les événements ? Serons-nous capables - si nous n'y pensons dès aujourd'hui - de mettre en application nos résolutions des Congrès confédéraux de Marseille et de Toulouse ?

Devant ce péril, peut-être proche, un devoir immédiat s'impose aux militants : « sans négliger leur tâche quotidienne ni leurs luttes corporatives, nos syndicats doivent se préoccuper des menaces de guerre qui noircissent l'horizon. Il faut que nous soyons prêts au jour du danger. Il convient de nous préparer, de préparer les esprits et les volontés autour de nous. Pour cela, il faut d'abord prendre conscience du danger... ». La guerre, selon Merrheim, peut éclater dans cinq ans - *peut-être avant* ; en fait elle allait éclater trois ans après. « Prendre conscience du danger », « préparer les volontés » - toujours la même méthode, la méthode qui caractérise l'action syndicaliste de Merrheim, méthode réaliste et volontariste

Merrheim estime qu'il n'existe pas, en 1911, d'antagonisme franco-allemand, parce que nulle part la France n'est la rivale de l'Allemagne. Par contre, le développement de l'économie et de la flotte commerciale allemandes font de l'Allemagne la grande rivale de l'Angleterre, et c'est en Europe surtout que « les Allemands ont porté les coups les plus rudes au commerce anglais... ; partout l'augmentation des importations allemandes est supérieure à celle de l'Angleterre ». Les ententes entre métallurgistes allemands et métallurgistes de la Meurthe-et-Moselle française ont momentanément supprimé des causes de conflit économique entre les deux pays : la métallurgie allemande s'assure le minerai nécessaire à sa production¹. La métallurgie anglaise qui, n'ayant pas su renouveler son outillage, « est mal préparée à soutenir la concurrence allemande, *est vaincue d'avance* ».

Les esprits sont tendus en Angleterre comme en Allemagne. J'ai pu m'en rendre compte le mois dernier en allant assister au Congrès International de la Métallurgie, à Birmingham... Je ne puis me rappeler sans émotion la violente apostrophe d'un ouvrier anglais que notre argumentation en faveur d'un rapprochement avec l'Allemagne avait poussé à bout : « Eh bien, non, s'écria-t-il, les Allemands ont besoin d'une leçon et nous sommes de taille à la leur donner. Ils ne nous connaissent pas et nous pourrions lutter plus longtemps qu'eux. »

Merrheim a reçu de ses entretiens avec ses camarades métallurgistes anglais une impression très forte, confirmée par ses conversations avec un ingénieur des constructions navales qui, dès cette date, considérait un conflit anglo-allemand comme certain : « Ce sera une drôle de guerre ! Que fera l'Autriche ? Que fera la France ? Quoi qu'il en soit, nous aurons la guerre avant cinq ans. Nous serons roulés par les Allemands au début, mais vainqueurs à la fin. » Cet état d'esprit était assez général en Angleterre ; le sentiment que la guerre était inévitable, tous ceux qui, à cette époque, étaient en relations avec des milieux anglais ont pu le constater.

Francis Delaisi, de son côté, estime que le duel anglo-allemand rend la guerre inévitable :

¹ Dans le Bassin de l'Est, 18 concessions s'étendant sur plus de 10.000 hectares 10 concessions normales ont été accordées aux intérêts allemands, soit sous la forme de participations, soit sous celle de concessions directes. Rapport de ZÉVAËS à la Chambre, au nom de la Commission des Mines, chargée d'examiner le projet et les propositions de loi sur le régime des mines ; annexe au procès verbal de la séance du 1^{er} avril 1909 ; - et LOUIS BRUNEAU, *L'Allemagne en France*, Plon-Nourrit.

Une guerre terrible se prépare entre l'Angleterre et l'Allemagne. Sur tous les points du globe, les deux adversaires se mesurent et se menacent. L'affaire du chemin de fer de Bagdad et la question des fortifications de Flessingue ont montré tout récemment à quel degré d'acuité la crise est parvenue. Pour se battre, les deux puissances ont besoin de la France. L'Allemagne, qui manque de capitaux, a besoin de notre argent. L'Angleterre, qui n'a pas de service obligatoire, a besoin de notre armée. Notre gouvernement est donc l'arbitre de la situation. Or, voici que Cruppi [alors ministre des Affaires Étrangères du Cabinet Monis] négocie une *convention militaire* avec l'Angleterre.

Le duel anglo-allemand est « une guerre d'affaires ». Mais Francis Delaisi ne croit pas la guerre inévitable ; pour empêcher les financiers intéressés à la guerre de se servir des vieux thèmes idéologiques,

Il faut éveiller l'opinion, secouer la torpeur où elle somnole... Assurément, si l'on ne consultait que le sentiment populaire dans tous les pays du monde, il n'y aurait rien à craindre... Malheureusement, dans aucun pays du monde, aucun peuple ne dirige sa politique extérieure. Le peuple n'est pas maître de ses destinées. Une petite coterie irresponsable, mais puissante, pèse de toutes ses forces sur sa diplomatie et tend à l'entraîner ¹...

Ainsi, le militant ouvrier et l'écrivain syndicaliste ont eu une prévision de la situation et ils ont été les premiers, sinon les seuls ², à annoncer l'approche de conflit qui menace l'Europe. Déjà, le 1^{er} août 1910, le général Négrier, dans la *Revue des Deux Mondes*, avait montré les risques que créaient en Extrême-Orient les luttes d'intérêts entre les sociétés financières ³ : « Les sociétés financières estiment que les gouvernements ont le devoir de faire la guerre pour assurer leurs bénéfices... » Formule que Pierre Monatte, le 20 août 1910, avait reprise et commentée, dans *La Vie ouvrière* (Militaires et financiers) ⁴.

Le 1^{er} juillet 1911, brusquement, Guillaume II envoie une canonnière, la *Panther*, stationner dans le port d'Agadir, « pour protéger les ressortissants allemands de la région du Sous, jusqu'au complet rétablissement de l'ordre ». L'émotion est d'autant plus vive que, depuis le 9 février 1909, on croyait le conflit marocain apaisé grâce à la déclaration signée par les gouvernements allemand et français. On avait cherché la solution du conflit dans une association d'intérêts économiques franco-allemands. Mais les essais de collaboration économique avaient échoué et la malheureuse affaire de la Compagnie de N'ghoko Sangha avait amené, en avril 1911, la Chambre française à repousser un projet de consortium franco-allemand. Devant cet échec, Guillaume II passait à une autre tactique. Son geste était accueilli par le parti pangermaniste avec enthousiasme. Depuis le 27 juin 1911, Caillaux est président du Conseil. Malgré l'offre de l'Angleterre, il préfère négocier avec l'Allemagne, et même directement avec M. de Lancken. Les négociations

¹ « Si, dit FRANCIS DELAISI, la France s'engageait dans le duel anglo-allemand, la neutralité belge serait violée par les armées allemandes et, la France tentant d'arrêter cette marche, une bataille se livrerait dans les plaines des Flandres. » (Charleroi !)

² En 1911, le 5 juillet, *La Vie ouvrière* publie un autre article du socialiste syndicaliste DOMELA NIEUWENHUIS : La guerre anglo-allemande vue de Hollande.

³ « Les gouvernements occidentaux pressent sur leurs agents diplomatiques, afin d'obtenir des concessions, des chemins de fer, des emprunts, des achats de matériaux. Les établissements financiers sont toujours disposés à souscrire aux emprunts... Ils les offrent à un taux permettant de placer dans leur clientèle des titres avec une majoration de plusieurs points ; leurs bénéfices sont donc toujours sûrs. »

⁴ Tout en constatant la perspicacité du militant et de l'écrivain syndicalistes, l'historien est obligé de reconnaître que leur analyse, trop préoccupée du conflit entre les forces économiques, n'a pas également tenu compte des facteurs psychologiques, et notamment de la propagande pangermaniste.

aboutissent à deux accords : l'un, du 11 octobre, relatif au Maroc, et l'autre, du 4 novembre, faisant cession à l'Allemagne d'importants territoires au Congo.

M. Caillaux, en négociant avec l'Allemagne, avait répondu au secret désir de la majorité du peuple français, dont l'opinion, profondément pacifique, espérait encore, en 1911, éviter un conflit franco-allemand. Le mois même de l'alerte d'Agadir, soucieuse de prévenir le danger de guerre, la CGT avait pris l'initiative d'une manifestation en faveur de la paix - manifestation qu'elle voulait anglo-franco-allemande. La Commission des syndicats allemands s'était refusée à cette démonstration tripartite, mais des meetings de protestation contre la guerre avaient eu lieu, le 28 juillet, à Berlin, et, le 4 août 1911, à Paris.

VIII

Du 16 au 23 septembre 1912, la CGT tient son XII^{ème} congrès. Depuis le Congrès de Montpellier, la CGT avait connu une période de croissance. La force confédérale venait de l'augmentation de ses effectifs : 600.000 ouvriers représentés en 1912 contre 100.000 en 1902¹. Mais, surtout, les fusions des fédérations de métier avaient permis la constitution de grandes fédérations d'industries². Grâce à ces fusions, une rationalisation s'est faite, qui a consolidé l'armature de la CGT et accru, au sein de la Confédération, l'importance des grandes fédérations d'industrie.

En même temps que la structure de l'organisation se transformait, la CGT adaptait ses statuts à cette évolution. La constitution votée au Congrès de Montpellier avait maintenu la section des Fédérations et la section des Bourses, chacune conservant une

¹ Congrès du Havre, Le Havre, p. 39. - « La CGT groupe actuellement 450.000 cotisants et, si l'on tient compte des cotisations irrégulièrement payées, son effectif réel dépasse 600.000. » (Jouhaux, conférence à la Maison du Peuple de Bruxelles, le 6 décembre 1911.)

² En 1904, la Fédération du Cuivre avait fusionné avec celle de la Métallurgie ; entre 1904 et 1906, de grandes organisations avaient adhéré à la Section des Fédérations. - Le Syndicat National des Correcteurs avait rejoint la Fédération du Livre ; et la Fédération des Coupeurs, Brocheurs en chaussures, la Fédération des Cuirs et Peaux. - La Fédération Horticole avait, de son côté, absorbé les jardiniers de Paris, d'Orléans, de Lyon, les cultivateurs de la Région Est de Paris et les travailleurs de la terre de Vitry-sur-Seine. - La Fédération Nationale des Mineurs adhère le 15 juin 1908 à la CGT Au Congrès de Marseille, le nombre des fédérations adhérentes passait de 61 à 67. Depuis Amiens, la Fédération du Bâtiment avait absorbé la Fédération des Charpentiers (1er juillet 1907), la Fédération de la Maçonnerie et de la Pierre (1er juillet 1907), la Fédération des Menuisiers (1er avril 1907). - Le Congrès de Marseille décide la fusion, en une Fédération unitaire des Métaux, des syndicats des Mouleurs, des Mécaniciens, et de la Fédération de la Métallurgie. Mais la fusion de mai 1909 (Fédération des Métaux : Rapport de l'exercice 1909-1911, Maison des Fédérations) ne comprend que cinq syndicats de Mécaniciens ; c'est après le Congrès de Toulouse (1910) que l'ensemble des syndicats des Mécaniciens se joignent à la Fédération des Ouvriers des Métaux.

Entre Marseille et Toulouse, la Fédération des Huiliers-Pétroliers s'est fondue dans celle des produits chimiques. La Fédération des Ardoisiers fusionne avec celle des Mineurs pour former la Fédération des Travailleurs du sous-sol. La Fédération du Bâtiment absorbe encore les Fédérations des Peintres et celle des Carriers-Chauffourniers. La Fédération des Ports et Docks absorbe celle des Transports et Manutentions diverses. La Fédération du Spectacle se constitue. La Fédération des Agriculteurs du Nord s'est fondue dans celle des Horticoles. La Fédération de la Sellerie-Bourrellerie et celle des Pelle-tiers-Fourreurs ont fusionné avec les Cuirs et Peaux (1911). Enfin, le 1^{er} janvier 1911, la Fédération des Métaux a été complétée par l'affiliation de tous les Mécaniciens et des Chauffeurs Conducteurs Électri-ciens.

certaine autonomie. Le Congrès de Marseille avait tranché la vieille dispute des organisations d'industrie et des syndicats de métier. Le système des grandes fédérations d'industrie avait prévalu, en dépit des résistances de certains syndicats nationaux, comme les mécaniciens, qui formaient une fédération de métier.. Une simplification parallèle allait être décidée par le Congrès du Havre. Seules les unions départementales allaient désormais pouvoir adhérer à la CGT - les unions locales fonctionnant dans le cadre des unions départementales. Les progrès accomplis, depuis 1900, avaient réalisé le vœu de Pelloutier, en substituant au régime du morcellement syndical un système plus coordonné et plus unitaire ¹.

Au Congrès du Havre, à la séance du 21 septembre 1912, le Congrès établit une triple obligation : 1° adhérer à sa Fédération ; 2° adhérer à sa Bourse ou Union ; 3° être abonné à *La Voix du Peuple*.

Enfin, le Congrès du Havre amorce une nouvelle étape : la conjonction du syndicalisme des fonctionnaires avec celui des travailleurs de l'industrie privée. Une délégation des instituteurs affiliés, depuis plusieurs années, à la CGT assiste au Congrès de 1912 ².

Donc, au point de vue de la rationalisation, le Congrès du Havre marque un progrès ; mais, en même temps, il met en relief la crise du syndicalisme qui, depuis 1909, s'est aggravée. Les antagonismes violents entre militants, à toutes les époques du mouvement ouvrier, ont été le signe extérieur d'une crise intérieure. Les divisions entre syndicalistes sont mises à nu par la polémique de presse qui précède le Congrès du Havre.

Le 20 août, Griffuelhes, Jouhaux, Bled, secrétaire de l'Union de la Seine, Savoie, de l'Alimentation, et Voirin, de la Fédération des Cuirs et Peaux, dans un manifeste : *Notre position*, critiquent et l'antimilitarisme de Gustave Hervé et le parti socialiste accusé de tenter « un enveloppement » de la CGT. Et- ce sont là les deux préoccupations qui dominent les débats, au Congrès du Havre.

Les séances du 19 et du 20 septembre sont consacrées aux discussions sur l'antimilitarisme. Le Congrès proteste contre la loi Millerand-Berry, qui aggrave la législation antérieure en prévoyant l'envoi aux Bataillons d'Afrique des jeunes gens ayant subi deux condamnations d'une durée de trois mois de prison : « Le Congrès constate qu'en édictant de pareilles mesures répressives, qui excluent de l'armée régulière des jeunes gens qui n'auraient pas songé à se soustraire à l'incorporation, Gouvernement et Parlement poussent eux-mêmes à des résolutions désespérées, telles l'insoumission. » Les motions présentées par Merrheim sont votées par la quasi-unanimité des délégués ; « Le Congrès confirme les résolutions des congrès antérieurs sur l'antimilitarisme... Le Congrès invite chacune des fédérations appartenant à la CGT à instituer le sou du soldat... »

Quelles étaient les résolutions des congrès antérieurs ? Les Congrès d'Amiens (13 octobre 1906), de Marseille (9 octobre 1908) et de Toulouse (8 octobre 1910) avaient

¹ L'Union Départementale devient obligatoire ; à partir du 1^{er} janvier 1913, il ne sera confectionné qu'un timbre unique par département ou région. Les Bourses du Travail d'un même département devront se réunir en congrès pour constituer une Union Départementale de syndicats, avant le 1^{er} septembre 1913. A partir du 1^{er} janvier 1914, il ne sera admis qu'un délégué par département au Comité confédéral.

² Les 6.000 instituteurs qui, en août, avaient tenu leur congrès à Chambéry, avaient pris une décision relative au « Sou du soldat », qui avait eu pour résultat la dissolution de leur syndicat.

adopté des résolutions formant la doctrine confédérale sur la propagande antimilitariste. À Amiens, cet ordre du jour, déposé par Yvetot, avait été voté par 488 voix contre 310 :

Le Congrès de la CGT.. affirme que la propagande antimilitariste et antipatriotique doit devenir toujours plus intense et toujours plus audacieuse. Dans chaque grève, l'armée est pour le patronat ; dans chaque conflit européen, dans chaque guerre entre nations ou coloniale, la classe ouvrière est dupe et sacrifiée au profit de la classe patronale, parasitaire et bourgeoise. C'est pourquoi le Congrès approuve et préconise toute action de propagande antimilitariste et antipatriotique, qui peut seule compromettre la situation des arrivés et des arrivistes de toutes classes et de toutes écoles politiques.

À Marseille, la propagande antimilitariste avait opposé réformistes et révolutionnaires ; les syndicalistes révolutionnaires l'avaient emporté par 681 mandats contre 421. Comme la résolution de Marseille devait être reprise à Toulouse¹ et confirmée au Havre, il faut s'arrêter aux discussions de Marseille pour connaître les tendances du syndicalisme d'avant guerre à l'égard de l'antimilitarisme.

Les 9 et 10 octobre 1908, Niel et Guérard avaient été les porte-parole de la minorité. Niel s'efforce de démontrer qu'étant donné la Charte d'Amiens, qui constitue le fond même de la doctrine syndicale, les syndicats n'ont pas le droit d'introduire cette question dans les syndicats

C'est en quelque sorte un point de droit syndical que je veux discuter. Non pas le droit *légal*, mais le droit *syndical*, établi par nous-mêmes, *par nos congrès*, par nos statuts... Vous déplacez l'axe de l'action syndicale qui est placé sur le terrain purement économique et qui tourne autour des préoccupations professionnelles. Réfléchissez à l'article fondamental de la CGT ; les mots même de « suppression du salariat et du patronat » ont été adoptés uniquement pour ne donner aucun sens politique au syndicalisme. Je vous demande de me concéder que la préoccupation essentielle du syndicalisme était de planter le pivot de son action sur le terrain strictement économique et professionnel. A la différence du syndicalisme, l'antipatriotisme groupe les travailleurs de la même façon que les partis politiques ; le syndicalisme groupe les travailleurs par intérêts professionnels : la définition est unanimement acceptée par nous tous, parce que les intérêts sont identiques à tous les travailleurs. Et c'est cette identité d'intérêts, quelles que soient nos opinions politiques, religieuses ou patriotiques, qui nous oblige à nous grouper sans nous préoccuper de ces diverses opinions... Si, syndicalement, vous avez le droit de faire la grève générale, je dis que vous n'avez le droit de la faire que pour des objets économiques : pour des objets professionnels et non pour des objets politiques.

Et Niel conclut :

La besogne d'émancipation sociale est une besogne complexe... Le syndicalisme a sa part, mais vous auriez tort, à mes yeux, de lui faire faire toute la besogne... Et quelle est sa part d'action ? Vous avez dit vous-mêmes, et je suis de votre avis, que la propagande antimilitariste ayant pour but de lutter contre l'intervention de l'armée dans les grèves est une propagande syndicale. Nous sommes entièrement d'accord.

Aux arguments de Niel, Guérard en ajoute d'autres :

C'est le pays qui sera le plus avancé au point de vue révolutionnaire qui, en cas de guerre, sera sacrifié, parce que, dans l'autre pays, on n'emploiera pas les mêmes moyens, on n'aura pas la même attitude... On a envisagé l'hypothèse de ne pas répondre à l'armée envahissante, que chacun reste dans ses foyers... Il est infiniment probable que le

¹ Par Jouhaux, le 8 octobre 1910, et adoptée par une majorité supérieure à celle des Congrès antérieurs (900 voix contre 430).

pays qui aurait envahi le nôtre nous imposerait une indemnité de guerre et que les travailleurs paieraient : ainsi, au point de vue économique, se produit cette conséquence que, parce qu'on n'a pas résisté aux efforts de l'envahisseur, les travailleurs vont être obligés de suer des milliards !...

Voici les thèses que les syndicalistes révolutionnaires opposent aux arguments des réformistes. Elles expriment leur conception de la patrie d'abord : « La patrie, dit Janvion, ce n'est plus la noble et pure patrie de nos aïeux...; la patrie n'est autre chose qu'un mythe, une supercherie réalisée, c'est la magie d'un mot cachant l'idée de propriété foncière et terrienne du capital défendu par l'armée », et selon Grandjouan : « La patrie est la forme sentimentale du capitalisme, c'est la figure gracieuse, la figure que nos pères ont chérie, mais derrière laquelle le capital s'abrite. L'armée, c'est l'armée du capital... et la patrie, c'est le syndicat des exploités. » Broutchoux rappelle la catastrophe de Courrières

Des mineurs français ont été sacrifiés par la rapacité patronale. Des mineurs allemands de Westphalie, avec des appareils de sauvetage plus perfectionnés, les ont arrachés à la mort. Si, à un moment de danger professionnel, les ouvriers d'un pays viennent au secours des ouvriers d'un autre pays, est-ce que ce n'est pas stupide et criminel, sous prétexte que nos ambassadeurs se chicanent, que ceux qui ont sauvé la vie donnent ensuite la mort ?

La conclusion logique, c'est que « nous préparions l'entente internationale des travailleurs et qu'en cas de guerre, nous répondions par la grève générale ».

Jouhaux, qui pour la première fois apparaît à un congrès confédéral, comme délégué des Allumettiers d'Aix-Marseille, demande qu'en raison de la situation spéciale des travailleurs de l'État on substitue, au mot insurrection, celui de grève générale, ce qui « dans le fond de mon esprit est la même chose, ceci ne fait pas l'ombre d'un doute ; mais nous pourrions répondre à M. Clemenceau, lorsqu'il nous reprochera notre attitude, que nous nous sommes tenus dans les limites mêmes du syndicalisme ».

A. Merrheim dépose une résolution qui est adoptée par 681 mandats contre 421². Voici la motion :

Le Congrès confédéral de Marseille, rappelant et précisant la décision d'Amiens, considérant que l'armée tend de plus en plus à remplacer à l'usine, aux champs, à l'atelier, le travailleur en grève quand elle n'a pas pour rôle de le fusiller, comme à Narbonne, Raon-l'Étape et Villeneuve-Saint-Georges ; - considérant que l'exercice du droit de grève ne sera qu'une duperie tant que les soldats accepteront de se substituer à la main-d'œuvre civile et consentiront à massacrer les travailleurs ; le Congrès, se tenant sur le terrain purement économique, préconise l'instruction de jeunes pour que, du jour où ils auront revêtu la livrée militaire, ils soient bien convaincus qu'ils n'en restent pas moins membres de la famille ouvrière et que, dans les conflits entre le capital et le travail, ils ont pour devoir de ne pas faire usage de leurs armes contre leurs frères les travailleurs. Considérant que les frontières géographiques sont modifiables au gré des possédants, les travailleurs ne reconnaissent que les frontières économiques séparant les deux classes ennemies : la classe ouvrière et la classe capitaliste. Le Congrès rappelle la formule de l'Inter-

¹ Congrès de Marseille, op. cit., Attitude de la classe ouvrière en cas de guerre. L'antimilitarisme, les 9 et 10 octobre 1908, pp. 175-215.

² La Fédération des Mineurs a voté contre et son représentant explique pourquoi : « Il y avait deux mots que nous ne pouvions pas approuver : « Les travailleurs n'ont pas de patrie ». Nous aurions voulu qu'on mette : « Entre les travailleurs, il n'y a pas de frontières. » De plus, nous aurions voté cette motion si on avait mis simplement « grève générale » et si on n'avait pas ajouté le mot révolutionnaire. »

nationale : les travailleurs n'ont pas de patrie ! qu'en conséquence, toute guerre n'est qu'un attentat contre la classe ouvrière, qu'elle est un moyen sanglant et terrible de diversion à ses revendications. Le Congrès déclare qu'il faut, au point de vue international, faire l'instruction des travailleurs, afin qu'en cas de guerre entre puissances, les travailleurs répondent à la déclaration de guerre par une déclaration de grève générale révolutionnaire.

« *En cas de guerre entre les puissances européennes, les travailleurs répondront à la déclaration de guerre par une déclaration de grève générale révolutionnaire.* » Voilà la doctrine du syndicalisme révolutionnaire pendant les huit années qui précèdent la guerre européenne. Les représentants de la CGT n'avaient pu faire inscrire la question de l'antimilitarisme à l'ordre du jour des conférences de l'Internationale syndicale. Les syndicalistes français étaient-ils en droit d'espérer que, si une guerre éclatait, la tactique de la grève générale révolutionnaire serait adoptée par les organisations syndicales des autres pays ? De 1911 à 1913, les événements devaient leur inspirer de grands doutes à ce sujet.

Au lendemain d'Agadir, en juillet, la CGT avait proposé à la Commission générale des Syndicats allemands d'organiser, avec les Trade-Unions anglaises, une démonstration en faveur de la paix, elle s'était heurtée à un refus.. Mais les syndicats allemands, en juillet 1911, avaient invité à Berlin 45 délégués de la CGT Jouhaux raconte ainsi cette visite :

Pendant 6 jours, fraternisant avec les camarades allemands, les délégués français visitèrent les bureaux et filiales des principales organisations ouvrières de Berlin. Le meeting de protestation eut lieu le 28 juillet, aux salles du Nouveau Monde. La veille de ce jour, des ordres de mobilisation avaient été lancés ; un mouvement de troupes s'était fait sur la frontière de l'Est. Nous vivions des minutes historiques. Ce fut devant un auditoire enthousiaste de 20.000 personnes que les délégués français demandèrent, aux travailleurs berlinois de mettre en pratique, dans ces circonstances troublées, la devise internationale : Travailleurs de tous les pays, unissez-vous ! et d'empêcher par tous les moyens la guerre d'éclater. Ces paroles soulevèrent des salves d'applaudissements. Les ouvriers allemands vibraient à l'unisson des prolétaires français. Ce fut une belle journée internationale¹.

Puis les délégués allemands Bauer et Molkenburg viennent, le 4 août, se joindre au meeting organisé salle Wagram, à Paris.

Le 1^{er} octobre 1911 se tient une conférence extraordinaire des Bourses et Fédérations ; elle vote une résolution qui déclare que les décisions des congrès confédéraux (décision de Marseille confirmée par le Congrès de Toulouse) deviennent exécutoires à partir du moment où la guerre est déclarée : « à toute déclaration de guerre, les travailleurs doivent, sans délai, répondre par la grève générale révolutionnaire. »

Quelques jours après est signé le compromis franco-allemand au sujet du Maroc. L'horizon paraissait s'éclaircir.

Mais, en octobre 1912, éclate la guerre balkanique. Les syndicalistes se rendent compte de la gravité de l'événement. Ils comprennent que la crise balkanique peut engendrer une crise européenne. Derrière l'alliance balkanique, ils voient la Russie cherchant sa revanche sur l'Autriche, qui a annexé la Bosnie-Herzégovine en 1908 ; l'Autriche décidée à ne pas laisser se constituer une grande Serbie ; l'écroulement de l'Empire ottoman ag-

¹ LÉON JOUHAUX, Bibliothèque du mouvement prolétarien, Marcel Rivière, éditeur, 1913.

gravant encore les antagonismes anglo-allemands et compromettant définitivement l'équilibre instable de l'Europe ¹.

« Un seul facteur est capable d'imposer aux gouvernements la prudence, c'est l'état de l'opinion publique... Seules, les organisations ouvrières peuvent faire contrepoids à la presse chauvine. » Dès le 15 octobre 1912, dès les premiers combats, les syndicalistes forment le projet d'organiser une démonstration simultanée à Berlin, Londres, Vienne et Paris ; le 23 et le 26 octobre, la CGT reçoit la réponse des organisations allemandes et autrichiennes les syndicats allemands demandent à la CGT d'associer le parti socialiste à la manifestation. De son côté, la Centrale syndicale autrichienne répond que l'organisation de telles protestations « est affaire unique et seule des partis politiques ² ».

Les syndicats allemands et autrichiens n'avaient pas répondu à l'appel que Jouhaux leur avait adressé dans sa conférence contre la guerre, à Berlin, en juillet 1911 :

Ce premier contact aura pour résultat d'assainir l'atmosphère de haine qui, depuis 40 années, obscurcissait les rapports entre les peuples d'Allemagne et de France. Cette grandiose manifestation dira... au monde civilisé que les travailleurs ne sauraient avoir de frontière, une communauté d'intérêts et d'aspiration unissant entre eux les exploités de partout... L'idée de grève générale est aujourd'hui entrée dans le domaine des réalisations pratiques. Demain, peut-être, si les circonstances troubles que nous traversons actuellement nous obligent à agir, la grève générale serait une réalité... Nous élevant au-dessus des vaines questions de race, méprisant le sot orgueil du patriotisme, nous disons aux travailleurs allemands : un crime se prépare dans l'ombre... Une guerre européenne aurait pour conséquence non seulement le massacre de milliers et de milliers d'hommes... qui n'avaient aucune raison de se haïr, mais encore elle condamnerait le mouvement ouvrier à une néfaste stagnation... Le péril est imminent... Quelques minutes durant, la paix a été menacée. N'oublions pas qu'une situation périlleuse peut à nouveau surgir demain et que, contre les éventualités, il faut nous prémunir. Une guerre n'est possible qu'avec le consentement des peuples.

IX

Ainsi, en 1911, 1912, 1913, les militants ouvriers et les syndicalistes français ont un sentiment aigu des dangers que court la paix européenne ; ils s'efforcent de, rendre plus étroits les liens qui rapprochent les différentes sections de l'Internationale syndicale. Ils tentent de persuader les travailleurs allemands que, seule, une commune volonté d'action peut écarter la guerre. Dresser la volonté ouvrière des deux pays contre la guerre leur paraît le moyen d'éviter le péril qui pèse sur l'Europe. Seulement, cette volonté est-elle assez consciente et assez générale pour rassembler contre la guerre les- travailleurs des différents pays ? Les minorités agissantes pourront-elles entraîner toutes les classes laborieuses ? En Allemagne, quel est le réel état d'esprit des masses syndicales ? En France même, la crise du syndicalisme n'a-t-elle pas énervé cette volonté ouvrière, détruit l'état d'âme combatif qui existait aux temps héroïques du syndicalisme ?

¹ *La Vie ouvrière* du 20 novembre 1912, n° consacré à La guerre menaçante. FRANCIS DELAISI : De la guerre des Balkans à la guerre européenne.

² *La Vie ouvrière* du 20 novembre 1912 cite les réponses de Berlin (23 octobre) et de Vienne (26 octobre).

Les débats du Congrès du Havre nous renseignent sur la crise du syndicalisme français, qui s'étale les 17 et 18 septembre 1912, à propos des relations de la CGT avec les partis politiques. Au cours de ces débats, les militants ouvriers font tous allusion, directement ou indirectement, à cette crise ; ils en discutent les aspects et les causes. Au Havre se retrouvent Griffuelhes et Merrheim ; et déjà s'affirme l'influence de deux militants qui vont jouer un rôle important dans les années qui viennent : Jouhaux et un mineur du Pas-de-Calais, Georges Dumoulin. Mêlé de bonne heure à la lutte syndicale de sa région, Dumoulin l'a quittée à la suite de démêlés avec Broutchoux¹. Monatte, Griffuelhes, Merrheim l'estiment. A Paris, il travaille comme terrassier et prend place dans l'équipe de *La Vie ouvrière*.

Au Congrès du Havre, Georges Dumoulin critique le parti socialiste² au nom de l'autonomie syndicale. Il cite deux cas précis la grève des cheminots, où les uns et les autres se sont laissés entraîner par une pensée directrice qui n'était pas la leur, et, plus récemment encore, la grève des inscrits. Lors de cette grève, ce n'est pas la Confédération qui, de prime abord, a assumé la responsabilité de la grève, mais le parti socialiste ; celui-ci a su dégager sa responsabilité quand il a vu que les inscrits faisaient appel à la CGT :

Le parti socialiste a tiré son épingle du jeu... J'ai à demander à la CGT.. si elle se sent en état de majorité ou si elle éprouve le besoin de confier ses destinées à d'autres ?... Nous-nous considérons comme socialistes, autant et plus que ceux qui appartiennent au parti socialiste... Et nous estimons que, nous, syndicalistes, nous sommes les héritiers du véritable socialisme... Si la CGT a été la véritable héritière du parti socialiste, c'est à nous à continuer la tradition.

Griffuelhes conclut, en disant :

Ah ! si la croissance, l'extension de la CGT n'étaient pas de nature à accroître, à fortifier le parti socialiste, il n'est pas douteux que le parti socialiste ne chercherait pas à nous embrasser... Oh ! nous sommes aimés, - trop aimés, je le trouve, - nous ne sommes pas aimés avec assez de désintéressement. Et voilà ce qui m'effraie, et voilà ce qui m'inquiète ; et voilà pourquoi je suis de ceux qui pensent qu'il faut rester sur la position qui est la nôtre depuis bien des années...

L'ordre du jour, présenté par Jouhaux et voté à la quasi-unanimité (1.028 voix contre 34 et 12 abstentions), confirme la résolution d'Amiens : « Le syndicalisme, mouvement offensif de la classe ouvrière, s'affirme encore une fois décidé à conserver son autonomie et son indépendance, qui ont fait sa force dans le passé et qui sont le gage de son progrès et de son développement. »

Les débats du Congrès du Havre avaient-ils assaini, comme le déclarait Jouhaux, « l'atmosphère d'équivoque dans laquelle nous nous débattions, et redonné à la classe ouvrière cette foi et cette confiance qui lui faisaient défaut » ? Dans le *Progrès de Lyon*, Charles Dulot l'affirmait : « La confusion, le désordre et les excès de pensée et de langage ont fait place à une discipline, à une modération et pour tout dire à un opportunisme. »

¹ Cf. DUMOULIN, Carnets de route, 1938, pp. 48-53. Né à Ardres-en-Calais en 1877, Dumoulin veut partir pour l'Amérique (1908) ; à Paris, il rencontre Monatte et gagne sa vie comme terrassier. Il devient trésorier adjoint de la CGT.

² Parmi les socialistes Jaurès, presque seul, quelques mois auparavant, avait affirmé l'indépendance du syndicalisme au Congrès socialiste de Lyon (18-21 février 1912, pp. 354 et 361-363) : « Cette autonomie, je la revendique pour le parti socialiste comme pour la CGT C'est une grande force que dans notre syndicalisme circulent cette espérance et cette force d'idéal... d'autant plus que les syndicats se considèrent dès maintenant comme un organe en préparation de la société nouvelle. »

Mais ce jugement était contraire à la réalité. On s'en rend compte lorsqu'on relit, au commencement de 1913, les articles de Griffuelhes et de Merrheim et les réflexions que le Congrès du Havre inspirait à Pierre Monatte, dans *La Vie ouvrière* de novembre 1913: « La crise du syndicalisme, disait-il, est une crise du sommet, une crise d'en haut ; une crise qui a coupé la tête à l'arbre. »

X

Griffuelhes et Merrheim étaient d'accord pour penser que la crise qui troublait le syndicalisme depuis 1909 persistait après le Congrès du Havre ; mais ils ne lui reconnaissaient pas les mêmes causes, en raison de leur tempérament opposé; car ces deux hommes forment une parfaite antithèse. L'intelligence fulgurante de Victor Griffuelhes contrastait avec l'esprit réfléchi et analytique de Merrheim. Griffuelhes avait un coup d'œil rapide de tacticien ; une vision par lueurs et éclairs. Mais, de caractère orgueilleux et d'esprit caustique, il ne se souciait pas des sympathies individuelles ¹. Merrheim, au contraire, cachait, sous des apparences flegmatiques, une sensibilité vibrante, *pleine de feu* : il cherchait à grouper, en une équipe de militants, des hommes d'une volonté droite et persévérante. Merrheim avait le souci de rechercher sur son chemin des camarades liés parla même foi, ainsi que l'avait fait, avant 1870, Eugène Varlin ; mais Merrheim n'avait pas la même puissance de séduction. « Un tantinet désuet avec son poil roux et sa calvitie... avec son tube et sa redingote... Seulement, lorsqu'on le connaissait, plein de feu... Très énergique, il se perfectionnait sans cesse, soignant son orthographe, son style. Une pleine bonne foi habitait en lui ². » Tel le dépeint Maxime Leroy et tel nous l'avons connu : un cœur ardent et, sous une réserve volontaire, une sensibilité profonde, que la guerre allait faire douloureusement souffrir et exaspérer.

Au Congrès du Havre, Griffuelhes avait constaté que le syndicalisme traversait une crise de repos : « Mais il ne faudrait pas que cette période se prolonge indéfiniment et ne fasse pas place à des périodes différentes au cours desquelles les énergies se retrempent, l'enthousiasme renaît. » Quelques mois après, dans des articles dont l'un est intitulé : *Impuissance*, Griffuelhes estime que « le repos est devenu stagnation » (*La Bataille syndicaliste* des 23 et 24 janvier 1913) :

La réalité nous prouve que les hommes capables de remplir intelligemment une fonction sont rares, très rares, trop rares. Il en est ainsi dans tous les milieux comme dans la classe ouvrière : les intelligences font défaut, les initiatives sont rares... Que les camarades y songent ! Il règne dans le monde syndical un état d'esprit déplorable, une ignorance profonde des nécessités de l'action ; une confusion extrême plane sur les esprits ; l'idée syndicale a perdu de sa force et de sa vigueur... Travaillons en vue de fortifier la classe ouvrière, de l'aguerrir, de la rendre apte à des assauts successifs préparant la transformation sociale désirée... Le syndicalisme est la force réalisant le droit. Le syndicalisme exige donc de ses militants un effort continu, tenace, uniquement, dirigé sur un accroissement de notre force. Le problème pour nous est de rendre le prolétariat puissant par la vigueur de son action offensive... concordant avec une élévation de sa pensée et de sa conscience.

¹ Voir notamment les discours de Griffuelhes au Havre, op. cit., pp. 129, 130, 131 et 140.

² MAXIME LEROY, dans *L'Homme Réel* (1937).

Comme Griffuelhes, et au même moment, Merrheim constate la stagnation dans laquelle vit la CGT :

Si le syndicalisme révolutionnaire consiste uniquement en phrases creuses, alignées pour les meetings ; s'il doit aboutir à une nouvelle forme de démagogie qui légitimera tous les reniements ; s'il doit être une sorte d'impérialisme ouvrier planant au-dessus de la masse ; s'il doit maintenir cette masse dans l'ignorance au lieu de la comprendre, de l'aimer et de l'élever ; s'il doit flatter ses instincts tout en la méprisant, je comprendrais alors qu'en effet le syndicalisme soit frappé d'impuissance.

Merrheim craint que l'action offensive et combative n'absorbe toute l'activité de la classe ouvrière. Car il y a une action réaliste et éducative plus importante à accomplir : il faut éclairer, informer, instruire les masses, les rendre clairvoyantes et courageuses en face des réalités ¹.

Le mois suivant, en février 1913, Raoul Lenoir ² appuie les vues de Merrheim : « Le syndicalisme ballotté, étrié, comprimé en des formules vagues et sectaires perd chaque jour sa naturelle physionomie pour se donner une allure de matamore impuissant et souvent ridicule. » Lenoir stigmatise « le dénigrement systématique, alimenté souvent par la convoitise, la déception et la rancœur... Et, si nous examinons la vie intime des syndicats, on y découvre une atmosphère bien pénible à respirer » Et il conclut en disant :

Les divisions, l'incohérence, le gaspillage d'énergie [résultent de ce que] les uns se sont trop complu dans les cimes brumeuses ; les autres, cramponnés à la routine, n'ont pas voulu franchir le chemin utile... La classe ouvrière a besoin de toutes ses forces ; elle a surtout besoin d'une mutuelle confiance. Les militants doivent avoir le courage à la hauteur de leur mission. Ils doivent savoir résister aux exigences imprévoyantes des foules. On fait la révolution en quelques phrases violentes, parfois grossières ; les camarades applaudissent, et l'on recommence, non pour la valeur de l'argumentation, mais pour le succès qu'elle provoque.

Par cette critique des procédés démagogiques, Lenoir rejoint Merrheim dans le mépris en lequel celui-ci tient ceux qu'il appelle *des braillards*. Il est nécessaire de noter aussi que, parmi les causes de la crise, Merrheim est peut-être le premier à signaler le déclin de la joie au travail, de l'amour du métier :

Nous assistons à une période de développement industriel et en même temps, parmi la classe ouvrière, il s'est créé un désir de ne plus aimer le travail, par la faute du capitalisme lui-même et par la faute du gouvernement. Il faut savoir ce qu'est un atelier de métallurgie aujourd'hui, un atelier de constructions mécaniques ; demandez à mes camarades ; on y apprend de tout, excepté à aimer le travail qu'on exécute ; le travail ne compte plus ; l'homme n'est plus qu'un simple numéro.

Donc, aux yeux de tous les grands militants, en 1912-1913, le syndicalisme traverse une crise qui se traduit par un affaissement de la conscience ouvrière, un découragement des militants, une absence de foi et de confiance... Les syndicalistes attentifs ont le sentiment de « vivre emportés par le mouvement, grisés par le bruit et l'angoisse d'aller

¹ Dans son second article, « Impuissance », Griffuelhes visait la Fédération des Métaux ; aussi Merrheim lui répond-il, le 28 janvier, dans *La Bataille syndicaliste* par un article : « Contre l'impuissance. Pour l'action ».

² N° de février 1913 de *L'Union des Métaux*.

à la dérive ». L'angoisse de l'avenir ! » Ce souvenir d'un passé douloureux hante la pensée de Pierre Monatte pendant la guerre ¹.

Pierre Monatte écrit en février 1917 : « Au cours de deux années et demie de guerre, je me suis demandé si, à défaut de la quantité, qui nous manquait incontestablement, nous avons réellement la qualité. Peu à peu, je suis arrivé à la conviction que nous n'avions ni l'une ni l'autre. » Monatte voit les causes de cet état d'esprit dans une prospérité stagnante, terrain excellent pour l'esprit de routine, pour l'égoïsme borné et pour le manque de foi. En outre, selon Dumoulin, les organisations syndicales se composent de 300.000 cotisants, groupés en trois faisceaux distincts, trois groupements d'intérêts : « Chacun s'oriente vers des réalisations immédiates. Ce n'est plus l'action directe coordonnée, c'est l'action particulariste éparpillée. » Les trois grèves les plus importantes depuis 1909 (cheminots, mineurs, inscrits maritimes) ont obéi à ce particularisme, encouragé par des influences politiques.

Enfin, si la masse des syndiqués est dominée par des considérations égoïstes, c'est parce qu'elle partage la paresse d'esprit des classes dirigeantes : « Un prolétariat ignorant qui ne sait pas lire, qui ne veut pas lire ou qui lit des saletés. Des militants qui jouent d'interminables manilles chez des camarades bistrots. Un journalisme ouvrier pourri comme l'autre ² » Pierre Monatte n'est pas moins sévère : « Une grande paresse d'esprit... ; presque tous, à tous les degrés, nous étions atteints du même mal. Dans nos milieux, on ne savait pas la joie que donnent les lectures sérieuses et la force d'une pensée ferme et concentrée. On ne savait plus lire. On buvait le journal et l'hebdomadaire, cela suffisait à la soif intellectuelle d'alors ³ »

À cette ignorance, Merrheim propose de remédier en mettant à la disposition des travailleurs des métaux le plus possible de renseignements, - une documentation qui permettra à chacun de comprendre *que tout se fonde et se développe par le travail, que rien ne s'obtient sans effort, sans travail*. Ainsi se fera l'éducation grâce à laquelle la classe ouvrière sera capable un jour d'œuvrer pour son bien-être et de prendre en main les instruments de production. Cette éducation ouvrière ne peut se faire exclusivement dans le syndicat, ni seulement grâce aux luttes syndicales : « Or, en quinze ans, les oeuvres d'en-

¹ Dans les tranchées d'Avocourt et d'Egligen, en 1917, MONATTE envoie ses réflexions à L'École émancipée (31 mars-14 juillet 1917) ; elles paraissent en 1921 dans *Les Cahiers du Travail*. - En 1917, à son retour du front, G. DUMOULIN publie *Les syndicalistes français et la guerre* parus d'abord dans *L'Avenir international*, puis en brochure. - Le 12 janvier 1917, il était redevenu mineur à Roche-la-Molière. dans la Loire (*Carnets de route*, p. 85).

² Cf. les réflexions sévères et justes de Pierre Monatte. Dans le bâtiment on va de préférence au gros salaire. Merrheim et Lenoir signalent les mêmes maux dans la métallurgie. Ouvriers bijoutiers, coiffeurs, garçons de café, vont aux courses de chevaux. Les ouvriers des ports s'adonnent à l'alcoolisme. « Un prolétariat pourri de convoitises qui conserve encore l'instinct de sa classe, mais qui en perd de plus en plus l'esprit. »

³ Un autre témoignage est celui de MERRHEIM dans la préface du livre *La Métallurgie* (1913) : « Cet amoindrissement de la personnalité de l'individu s'accomplit le plus souvent sans que les travailleurs eux-mêmes en aient conscience... L'ignorance, la bestialité, la brutalité font prime sur le marché du travail, sont encouragées afin de maintenir les travailleurs dans la dépendance, dans la servitude... Cette ignorance et cette brutalité accentuent de jour en jour... le mépris du travail et de n'importe quel travail. On besogne, mais avec une haine irraisonnée. On ne travaille plus par goût ou « amour du travail », mais parce qu'il faut vivre, et on végète en travaillant... La classe ouvrière, c'est elle, la grande, la seule responsable ; elle n'a d'excuse que son ignorance du milieu économique qui l'opprime, dans lequel elle se meut, travaille et souffre misérablement. Nul doute en effet que c'est - avec l'alcoolisme - l'ignorance dans laquelle on maintient les travailleurs de- la métallurgie qui paralyse et rend incohérente toute action. »

seignement et d'éducation des Bourses du Travail, dont Pelloutier était si fier, avaient déperî, lamentablement ; personne, personne, ne les vivifiait plus de son zèle... Le syndicalisme n'avait pas su organiser les jeunesses ; il n'avait pas eu la prévoyance de créer ses pépinières de militants. » (P. Monatte.) Et, comme s'il ne suffisait pas de tant d'erreurs, s'insinue le venin des disputes personnelles : « Les querelles déchirèrent hommes et milieux : c'est à qui rejetterait sur autrui la responsabilité de l'arrêt momentané. La lassitude accablait les meilleurs. La bile empoisonnait les ambitieux déçus. Les faibles et les jouisseurs filaient en douceur. » (P. Monatte.)

Mais les préoccupations de Merrheim et de ses amis avaient été tournées en dérision par Griffuelhes dans son *Encyclopédie syndicaliste* (janvier 1912) : « Le mouvement ouvrier menace de devenir un simple lieu d'études, véritable université populaire, au sein de laquelle quelques-uns apportent leurs connaissances en diplomatie et en compilation... Le syndicalisme ne saurait donc se reconnaître dans ces ballades de la Perse au Maroc, du Maroc en Algérie, de l'Algérie en Normandie. » Injustice singulière de Griffuelhes, et qui avait eu pour résultat la formation de deux écoles : la première, l'école de Griffuelhes, avait pour politique « d'impressionner l'*opinion publique* à coups de meetings disposés en séries régionales.. La masse ouvrière devait être impressionnée par l'apparence d'une force, quitte à ne jamais montrer sa faiblesse pour le cas où il aurait fallu agir. Les orateurs des meetings abritaient leur ignorance derrière le succès facile des discours creux et ronflants. Tandis que les syndiqués s'amusaient à ne rien comprendre à la guerre qui venait ¹. » La seconde suivait pas à pas les chercheurs de débouchés, les constructeurs de chemins de fer, « veillant sur les convoitises et les besoins nouveaux des grands pays, et indiquant au fur et à mesure les matériaux qui s'ajoutaient tous les jours à l'édifice de la guerre ».

Au lendemain du Congrès du Havre, une campagne avait été déclenchée par les éléments hervéistes battus au Congrès. Campagne contre le fonctionnarisme syndical. Merrheim, « justement parce qu'il appelait au travail, parce qu'il voulait qu'on sache, subissait tous les coups. On pardonnait aux autres parce que leur politique conservait l'apparence de l'action et l'illusion révolutionnaire » (G. Dumoulin).

En dépit de ces injustes attaques, Merrheim conserve l'espérance. Et pourtant il est chaque jour plus troublé ; il se rend compte qu'il n'y a plus chez les militants cet enthousiasme ni chez les chefs « cette flamme d'action, cet esprit de sacrifice de l'époque passée ». Mais il n'aperçoit pas que la guerre exerce déjà préventivement ses effets corrompeurs.

Pendant les années 1911, 1912, 1913, les hommes sentent peser sur leurs têtes l'ombre immense du cyclone qui approche et dont ils ne mesurent ni l'étendue, ni la durée. Déjà, par anticipation, une atmosphère trouble, faite d'incertitude et d'insécurité. Ces hommes, désorientés sans qu'ils en aient conscience, pressentent peut-être que ce sont les dernières journées de douceur et de liberté. Ils s'abandonnent. Ils s'oublient dans l'instant. Une démoralisation des énergies, une détente de l'effort. Invisible, mais présente, la guerre est déjà là qui les écrase, dissolvant les volontés, rompant l'élan.

¹ GEORGES DUMOULIN, op. cit., p. 9. « Dans le cénacle de l'ancien secrétaire général de la CGT, on préfère vivre une politique de couloirs et donner à la CGT les allures d'un petit gouvernement... ; suivant la théorie du moindre effort, ceux qui étudient sont traités de secs doctrinaires, d'irréalistes ».

Chapitre II

L'Internationale ouvrière et la guerre (1914-1915-1916)

« Leurs souffrances à tous sont les nôtres. Aucun d'eux ne saurait être ni apparaître à nos yeux comme un adversaire ni un ennemi. »

A. MERRHEIM
(septembre-décembre 1914)

« Il n'y a plus de droits ouvriers, plus de lois sociales : il n'y a plus que la guerre. »

MILLERAND à la délégation des Métaux
(13 juillet 1915)

« Nous avons été impuissants et les uns et les autres ; la vague a passé, nous a emportés. »

PIERRE MONATTE (Lyon, 1919)

[Retour à la table des matières](#)

Les événements se précipitent. L'incident d'Agadir est à peine réglé qu'une coalition balkanique est conclue entre la Serbie, la Bulgarie et la Grèce (mars-mai 1912), avec l'appui secret de la Russie. L'Allemagne est blessée dans son prestige par la défaite des Turcs, qu'elle a instruits et équipés ; l'Autriche se croit atteinte par les victoires serbes ; la Russie reste insatisfaite. La guerre balkanique a fait de l'Europe un nid de guêpes. Dans une atmosphère lourde d'orage, les incidents se multiplient.

Les nations européennes hâtent leurs préparatifs militaires, chacune d'entre elles attribuant aux autres des intentions belliqueuses. Il ne peut être question de discuter ici la thèse de la responsabilité majeure de l'Allemagne ni celle de la responsabilité majeure de

la Russie¹, le mouvement ouvrier n'est pas engagé dans ce débat ; il a tenté de prévenir le conflit. Depuis le commencement du siècle, la paix court de grands risques dont le moindre n'est pas l'état psychologique des nations européennes, grandes et petites².

Les organisations ouvrières ont eu le sentiment du péril : qu'ont-elles tenté pour l'écarter ?

I

Entre 1910 et 1914, un rapprochement franco-allemand a été désiré et par les partis socialistes et par les organisations ouvrières. Le 1^{er} mars 1913, les socialistes français et allemands « affirment que la masse des deux peuples, à une majorité écrasante, veut la paix et qu'elle a horreur de la guerre³ ».

Et en effet, les élections allemandes de janvier 1912 ayant donné à la social-démocratie quatre millions de suffrages et cent dix députés, les socialistes français avaient pu croire que la social-démocratie allemande disposait d'une influence assez puissante pour contre-balancer la poussée pangermaniste⁴.

C'est seulement le 25 juillet 1914, parlant au faubourg de Vaise, que Jaurès commença à douter de la Paix :

... Jamais, depuis quarante ans, l'Europe n'a été dans une situation plus menaçante et plus tragique... Chaque peuple paraît à travers les rues de l'Europe avec sa petite torche à la main, et maintenant voici l'incendie... Je dis que nous avons contre nous, contre la paix, contre la vie des hommes, à l'heure actuelle, des chances terribles et contre lesquelles il faudra que les prolétaires de l'Europe tentent les efforts de solidarité suprême qu'ils pourront tenter.

Parallèlement, les organisations ouvrières ont mené campagne en faveur d'un rapprochement franco-allemand. Le 26 février 1913, la CGT publie ce manifeste

La réaction militariste réclame le retour au service de trois ans. Le prétexte invoqué est l'augmentation des effectifs militaires résolue par l'Empire allemand. Celui-ci, à son tour, invoque le réveil chauvin tenté par nos dirigeants. Les gouvernements des deux

¹ HARRY ELMER BARNES, *The Genesis of the World War, an introduction to the Problem of War Guilt*, 1926, New York, A. A. Knopf, traduction française chez Rivière ; - P. RENOUVIN, Les historiens américains et les responsabilités de la guerre (*Revue des Deux Mondes*, 15 avril 1931) ; - JULES ISAAC, *Un débat historique, 1914 : Le problème des Origines de la Guerre*, Rieder, 1932.

² Parmi ces sources de conflit psychologiques, on a souvent et avec raison insisté sur le contraste entre le dynamisme de l'Allemagne et l'état stationnaire de l'économie britannique.

³ Ce manifeste est affiché dans toutes les communes de France. Sur le parti socialiste pendant cette période, cf. A. ZÉVAËS, *Le Parti Socialiste de 1904 à 1923*, Paris, Marcel Rivière, 1923.

⁴ Le député social-démocrate Scheidemann, venu à Paris pour participer aux manifestations en faveur du rapprochement franco-allemand, avait déclaré au Pré Saint-Gervais, le 17 novembre 1912 : « Nous ne voulons pas la guerre ! Contre ceux qui chercheraient à nous précipiter vers cette bestialité, nous nous lèverions avec le courage de la désespérance. Les ouvriers et les socialistes allemands vous estiment... vous, prolétaires et socialistes de France, comme des frères, ils ne veulent pas tirer sur vous ! »

pays veulent accroître le nombre des travailleurs encasernés, augmenter les charges militaires qui pèsent si lourdement sur la classe ouvrière.

Dans quel but ? Dans l'esprit des dirigeants des deux pays, la menace ne doit-elle pas être suivie d'un conflit guerrier ? N'est-ce pas pour le rendre inévitable que, de chaque côté de la frontière, se multiplient les excitations chauvines et militaristes ?

Cette activité meurtrière pour le prolétariat ne peut cesser que par le rapprochement entre les deux peuples.

Nulle organisation, nul prolétaire ne peuvent rester inactifs sans encourir de graves responsabilités... Ouvriers, paysans ! le service de trois ans, les armements nouveaux : ce sont les pères, les mères, privés, pendant une année supplémentaire, de leur soutien naturel ; c'est une misère plus grande pour la chaumière ou le logis ; c'est surtout, à brève échéance, le choc brutal, fratricide, entre les peuples : la guerre !

Prolétaires manuels et intellectuels ! Souvenez-vous que votre véhémence protestation au moment de la tension d'Agadir évita la collision sanglante entre les deux peuples allemands et français.

Quelles forces le syndicalisme pouvait-il rassembler ? La courbe des effectifs syndicaux s'était légèrement élevée depuis 1909 ¹ :

1909	944.761
1910	976.350
1911	1.029.238
1912	1.064.413 ² .

Mais une partie seulement de ces effectifs est affiliée la CGT. Surtout, on l'a vu, le syndicalisme traverse une crise encore aggravée par la guerre qui vient.

Les militants se font illusion. Ils répètent les formules qui résonnent, - et non celles qui rayonnent, - preuve de faiblesse, marque d'impuissance. Ils cherchent à impressionner l'opinion publique « à coups de meetings » et de manifestations contre les trois ans, l'appel anticipé de la classe 13, les retraites militaires de M. Millerand.

Merrheim était un des seuls clairvoyants. C'est justement contre lui que se tourne l'hostilité des éléments les plus troubles. Le 11 janvier 1914, le syndicat des Métallurgistes de la Seine décide de l'exclusion de l'Union syndicale des Travailleurs des Métaux de la Seine ³.

¹ Annuaire des Syndicats Professionnels industriels, Commerciaux et Agricoles, pour 1912, 18^{ème} année, Imprimerie Nationale, Paris, 1912.

² Dans les professions les plus favorisées, la proportion des syndiqués était de : 32,16 (mines), - 30,15 (bâtiments), - 27,08 (transports), - 23,10 (produits chimiques), - 15,20 (papier et industrie polygraphiques), - 15,19 (cuirs et peaux), - 14,41 (bois et ameublement), - 13,88 (textiles).

³ Le syndicat des Métallurgistes de la Seine avait cherché à faire adopter par le Congrès National le principe de la non-rééligibilité des fonctionnaires syndicaux. Le Congrès ayant repoussé cette mesure, sa décision provoque de nouvelles attaques ; un ouvrier métallurgiste arrive à la Fédération, brownning en main, pour abattre « le répugnant » Merrheim. On répand contre les secrétaires fédéraux des calomnies, on les accuse de toucher 25 francs par jour, alors qu'ils en reçoivent seulement 6. Le syndicat de la Seine, le 12 janvier, somme les trois autres secrétaires de la Fédération d'exclure Merrheim, qui, « objet d'une décision d'exclusion et n'étant plus en conséquence confédéré, se trouve dans l'impossibilité de garder sa fonction ». Lenoir, Blanchard et Labe refusent d'obtempérer. Le syndicat de la Seine menace de démissionner. Le 8 mars 1914, le Conseil National de la Fédération des Métaux conserve à Merrheim sa confiance et lui exprime sa profonde sympathie et la reconnaissance de tous les fédérés pour

Depuis 1909, la CGT a repris des relations avec l'Internationale syndicale. Quelle influence y possède-t-elle ? Il est nécessaire de remarquer que les effectifs importants de l'Internationale syndicale trompent sur son efficacité, telle qu'elle se révèle dans les conférences syndicales internationales d'avant guerre. Il existe pourtant une première esquisse d'organisation internationale : les secrétariats internationaux de métiers ¹.

Au Congrès syndical international, qui se tient à Paris, en août-septembre 1909, l'organisation française garde une position isolée. La proposition, faite par Jouhaux et Yvetot, d'organiser des congrès ouvriers internationaux rencontre de la part des autres Centrales syndicales une opposition qui en dit long sur l'internationalisme syndical à ce moment :

Nous tenons la convocation de congrès internationaux pour une impossibilité... Afin d'épargner de sévères désillusions, nous devons renoncer actuellement à la tenue de congrès. Mais nous avons encore un autre motif : nous nous plaçons au point de vue de la lutte conjointement politique et syndicale. Ce sont là les deux bras du corps dirigés par la tête qu'est le prolétariat organisé. Nous devons mener la lutte à la fois du bras droit et du bras gauche. Aussi longtemps que la classe capitaliste opprime politiquement et économiquement le prolétariat, ce serait un crime contre ce dernier que de marcher séparément.

Le refus de lier action politique et action syndicale sépare le syndicalisme révolutionnaire français des autres organisations syndicales².

l'œuvre de propagande et d'éducation qu'il poursuit depuis dix ans ; il fait appel au sang-froid et à la raison de tous les syndiqués « pour ne pas donner à nos ennemis de classe le spectacle lamentable de notre intolérance, de nos divisions, de nos luttes fratricides, alors qu'en face des dangers qui menacent la paix, l'union devient plus nécessaire ». Cf. *L'Union des Métaux*, n° 55, février 1914, et *Le Mouvement socialiste*, janvier-février 1914, p. 121, et mai-juin 1914, p. 378.

¹ En 1913, le secrétariat syndical international groupe 19 pays - la Bulgarie étant absente - et le nombre des adhérents s'élève à 7.400.000

Allemagne	2.553.162
États-Unis	2.054.526
Grande-Bretagne	874.281
Autriche	428.363
Italie	390.912
France	387.000
Belgique	116.082

Pour la première fois, le rapport sur 1911 contenait des statistiques et des données sur les secrétariats professionnels internationaux, en 1913 :

Mineurs	1.374.000
Métallurgistes	1.106.000
Ouvriers des transports	881.950
Ouvriers du bois	393.355
Ouvriers de fabriques	298.001
Tailleurs	158.062
Imprimeurs	137.451
Brosseurs	130.892
Cordonniers et ouvriers du cuir	105.600

Les autres corporations ont moins de 100.000 adhérents internationaux, sauf les ouvriers du bâtiment, qui n'ont pas fourni de statistiques pour 1913, mais dont le nombre, en 1911, s'élevait à 418.590.

² *La Voix du Peuple*, 5-12 septembre 1909, et 12-19 septembre 1909, compte rendu de la Conférence internationale ; - *Ib.*, 22-29 août 1909, article de Jouhaux : « Ce que peut être dans l'avenir l'action in-

La Conférence syndicale internationale en 1911, à Budapest, et en 1913, à Zurich, rejette les propositions françaises. A Zurich, Legien est nommé président de la Fédération internationale. Le résultat des conférences syndicales internationales était peu encourageant pour le syndicalisme français. Victor Griffuelhes explique, en 1912, les raisons de cette solitude de la CGT

Je dis que nous sommes un peu isolés dans l'Internationale parce que nous la dépassons. Oui, nous sommes isolés ! parce que nous sommes seuls - différemment des camarades allemands, des camarades suédois et de nos camarades belges - qui jouissons déjà, et dans quelles conditions, des libertés politiques qu'il leur faut conquérir encore à eux-mêmes. Et c'est parce que nous savons ce que valent ces réformes, ce que valent ces droits politiques, que nous ne voulons pas nous mettre dans une situation qui nous amènerait à subordonner notre action syndicale pour des fins d'ordre politique que, depuis longtemps, nous avons dépassées ! Ce n'est pas nous qui avons à rejoindre les autres, ce sont les autres qui doivent nous rejoindre. Nous sommes en avant... Nous constatons que notre isolement vient de nôtre avance sur nos camarades des autres pays.

Griffuelhes ajoute : « L'isolement ne m'effraie pas du tout », exprimant ainsi le contraire de sa pensée, puisque le sentiment de cette solitude le hante depuis son voyage à Berlin en janvier 1906¹.

Et pourtant, le 16 juillet 1914, le Congrès national du parti socialiste réuni à Paris, sur le rapport de Jaurès, adopte une résolution déclarant que, entre tous les moyens employés pour prévenir et empêcher la guerre, le Congrès considère comme singulièrement efficace « la grève ouvrière simultanément et internationalement organisée dans les pays intéressés ».

Le 23 juillet au soir, l'ultimatum du gouvernement autrichien est remis à Belgrade et publié le 24. Le 26 juillet, *La Bataille syndicaliste* déclare : *Nous ne voulons pas de guerre*. Elle rappelle la résolution votée par la Conférence extraordinaire du 1^{er} octobre 1911 : « Le cas échéant, la déclaration de guerre doit être pour chaque travailleur le mot d'ordre pour la cessation immédiate du travail... A toute déclaration de guerre, les travailleurs doivent sans délai répondre par la grève générale révolutionnaire. » Le secrétaire confédéral commente cette résolution : *A bas la guerre, nécessité de l'effort ouvrier*. Le même jour, en présence de manifestants qui ont parcouru les boulevards aux cris de : « Vive l'armée ! Vive la guerre ! » l'Union des Syndicats de la Seine décide d'organiser une contre-manifestation pour la soirée. La Fédération du Bâtiment invite ses syndicats à appliquer les résolutions des congrès confédéraux sur l'attitude de la classe ouvrière en cas de guerre. Le lundi soir, 27 juillet, les ouvriers contre-manifestent aux cris de : « A bas la guerre ! Vive la paix ! »

Le 28 juillet, les bureaux de la CGT et de l'Union des Syndicats publient, dans *La Bataille Syndicaliste*, un premier avertissement² : « Demain, dans les deux salles Wagram, le même peuple [de Paris] affirmera encore sa volonté inébranlable de mettre en pratique les décisions des congrès syndicaux sur la guerre. Il affirmera qu'il est prêt à tous les sacrifices pour imposer la paix, en communion d'idées avec le prolétariat d'Allemagne, d'Angleterre, d'Italie et d'ailleurs. »

ternationale » ; - Ib., 29 août-5 septembre . 6^{ème} Conférence internationale des Secrétaires des Centrales syndicales à Paris.

¹ VICTOR GRIFFUELHES, Congrès du Havre, p. 146.

² *La Bataille syndicaliste*, 28 juillet 1914: « Le peuple s'insurge contre la guerre ».

Les syndicalistes français, le 28 juillet, se croient « en communion d'idées » avec le prolétariat d'Allemagne, puisque, ce jour-là, des manifestations contre la guerre ont eu lieu à Berlin et que, le 29 le délégué de la social-démocratie allemande, Haase, participe au meeting organisé par le Bureau socialiste international à Bruxelles et déclare : « Nous avons commencé à manifester publiquement notre hostilité contre la guerre, nous continuerons. » Dans la séance du 30 juillet, Haase va signer un manifeste contre la guerre : « Et je vois encore, je reverrai toute ma vie, penché sur ce document, Haase, les bras autour de l'épaule de Jaurès, renouvelant par ce geste l'alliance contre la guerre qu'ils avaient proclamée dans la réunion publique de la veille ¹. »

La réunion du Comité confédéral, d'abord fixée au 30 juillet, a lieu le soir du 28. Le Comité confédéral rédige un appel à la population et aux travailleurs français : « Dans la situation présente, la CGT rappelle qu'elle reste irréductiblement opposée à toute guerre... La guerre n'est en aucune façon une solution aux problèmes posés ; elle est et reste la plus effroyable des calamités humaines. » Et de nouvelles manifestations se produisent à Paris et en province. La presse en travestit le caractère en accusant les manifestants d'avoir crié : « Vive l'Allemagne ! A bas la France ! »

Le 29 juillet, le meeting qui devait avoir lieu salle Wagram est interdit par le gouvernement. Le matin, le président Poincaré a débarqué à Dunkerque et il assiste au Conseil des Ministres qui interdit la manifestation. Mais la déclaration a été prise trop tard un certain nombre de groupes ouvriers n'ont pu être prévenus ; et, la police intervenant, la place de l'Étoile et la place des Ternes sont le lieu de bagarres et de sanglantes collisions ². Le 30 juillet, la CGT et l'Union des Syndicats de la Seine protestent contre l'interdiction du meeting de Wagram : « Les chances suprêmes de paix internationale sont entre les mains de la classe ouvrière... Pas de panique, de l'énergie ! et du sang-froid ! »

Cet appel au sang-froid de la classe ouvrière répond à l'atmosphère créée par la menace de guerre. Une même angoisse étreint les confédérés, et Jaurès traduit ce climat précurseur de la guerre lorsqu'il écrit dans *L'Humanité* du 31 juillet :

Le grand danger est dans l'énervement qui gagne, dans l'inquiétude qui se propage, dans les impulsions subites qui naissent de la peur, de l'incertitude aiguë, de l'anxiété prolongée. A ces paniques folles, les foules peuvent céder, et il n'est pas sûr que les gouvernements n'y cèdent pas... Pour résister à l'épreuve, il faut aux hommes des nerfs d'acier, il leur faut une raison ferme, claire et calme.

Afin d'écartier « de la race humaine l'horreur de la guerre », Jaurès demande au peuple de rester maître de soi ; en dépit de ses pressentiments, dans son discours de Vaise, il s'écrie : « Et voilà pourquoi, quand la nuée de l'orage est déjà sur nous, voilà pourquoi je veux espérer encore que le crime ne sera pas consommé. » Drame intérieur qui oppose en Jaurès sa lucidité et la volonté de dérober son angoisse afin de jeter dans la balance de l'événement « cette grande force de volonté et d'espérance » qu'incarnent pour lui « la continuité de l'action, le perpétuel éveil de la pensée et de la conscience ouvrière ³ ». Toute la journée du 31, Jaurès la consacre à de multiples démarches. Il espère convaincre le président du Conseil ; mais, avec la délégation socialiste, il est reçu par le sous-secrétaire d'État, Abel Ferry. Interrogé par celui-ci sur ses intentions, Jaurès répond :

¹ VANDERVELDE, Jaurès au Bureau socialiste international, *L'Humanité*, 31 juillet 1915.

² *La Bataille syndicaliste* du 30 juillet : « A bas la guerre... quand même. »

³ *L'Humanité* du 31 juillet 1914.

« Continuer notre campagne contre la guerre. » Sur quoi, Abel Ferry réplique : « C'est ce que vous n'oserez pas, car vous seriez tué au prochain coin de rue. »

Le soir du même jour, après être passé au journal *L'Humanité*. Jaurès va dîner avec des amis au restaurant du Croissant, rue Montmartre. Un journaliste s'approche de leur table et montre à Philippe Landrieu la photographie de sa petite fille : « Peut-on voir ? » demande Jaurès en souriant. Jaurès regarde la photographie... Soudain, deux coups de feu tirés à bout portant par la fenêtre ouverte, et Jaurès s'effondre.

Jaurès vient d'être assassiné... La nouvelle se répand parmi le peuple de Paris....

On parlait bas dans la tristesse et la stupéfaction... A tout instant, la foule grossissait, débordant les barrages d'agents... Toute cette foule se surexcitait maintenant, malgré les appels au sang-froid qui venaient de maints endroits... Les forces de police avaient peine à contenir cette marée humaine. Des cris partaient à leur adresse, autant qu'à celle des responsables, peut-être : « Assassins, assassins, lâches ! » emmêlés de « Vive Jaurès, à bas la guerre ! »... « Jaurès tué, c'est la guerre, dit quelqu'un. - Lui seul aurait pu empêcher la guerre, reprenait un autre. - Non ! on n'a qu'à vouloir. C'est à nous d'empêcher la guerre », dit un ouvrier au visage ravagé ¹.

Après un moment de stupeur tragique, des sentiments divers traversent cette foule frémissante d'ouvriers : « Mais il n'y a pas chez eux que de la douleur, il y a aussi de la colère et un désir de vengeance. Leur nombre croît sans cesse... La foule ne se dispersera que lentement, tard dans la soirée ². » Et, en effet, « on pouvait redouter un soulèvement ouvrier sous le coup de l'indignation et de la douleur ³ ». Il faut que Lauche paraisse à la fenêtre (des bureaux de *L'Humanité*) « pour contenir le flot, apaiser la douleur ».

Stupeur, douleur, colère et soudaine certitude que « Jaurès tué, c'est la guerre » ; le meurtre de Jaurès est l'événement symbolique, le fait brutal qui ne permet plus aucun leurre. La mort de Jaurès, se répandant dans Paris, en un instant a transformé une angoissante incertitude en une brusque conscience de la fatalité.

Le même soir, le 31 juillet, le Comité confédéral adopte cet ordre du jour publié le 1^{er} août par *La Bataille syndicaliste* : « En présence de la situation internationale, le Comité confédéral a décidé d'organiser, d'accord avec le parti socialiste, une grande manifestation internationale contre la guerre, pour le 9 août. » Mais, le jour même, la mobilisation russe, l'état d'alarme en Allemagne entraînent la mobilisation française, dont l'ordre est affiché dans l'après-midi du 1^{er} août : « La folie triomphe de la raison ».

¹ HENRY POULAILLE, *Pain de soldat*, pp. 12-13, éd. Bernard Grasset, 1937 sur les semaines de juillet et d'août 1914, un des plus émouvants témoignages.

² ALFRED ROSMER, *Le mouvement ouvrier pendant la guerre*, p. 111, Librairie du Travail, 1936 : source de documentation incomparable (588 pp.).

³ ROGER PICARD, *Le mouvement syndical pendant la guerre. Histoire économique et sociale de la guerre mondiale*, Presses universitaires, Paris et Yale University Press.

II

Le jeudi 30 juillet, *La Bataille syndicaliste* fait allusion à l'intention du gouvernement de prendre des mesures contre la classe ouvrière ; *La Bataille syndicaliste* rapporte les paroles qu'au Conseil du 29 juillet aurait prononcées le ministre de la Guerre, Messimy :

Laissez-moi la guillotine, et je garantis la victoire. Que ces gens-là [les militants syndicalistes] ne s'imaginent pas qu'ils seront simplement enfermés en prison. Il faut qu'ils sachent que nous les enverrons aux premières lignes de feu : s'ils ne marchent pas, eh bien ! ils recevront des balles par devant et par derrière. Après quoi, nous en serons débarrassés.

Dès le 27 juillet, les militants syndicalistes étaient prévenus des intentions du ministre de la Guerre, qui réclamait l'application du Carnet B, liste de suspects dressée par la Sûreté générale. Messimy voulait s'en servir afin de faire emprisonner les uns et d'envoyer les autres aux premières lignes. Le Carnet B comptait 3 à 4.000 suspects qui comprenaient les syndicalistes révolutionnaires, des anarchistes et quelques socialistes de gauche, parmi lesquels Pierre Laval. Le 28, les militants de la CGT décident de ne plus rentrer chez eux le soir : « On étudia assez minutieusement le départ pour l'Espagne de Jouhaux et des membres du Comité les plus connus pour leur activité antimilitariste ¹ »

Lorsque, le 29 juillet, la question est posée au Conseil des Ministres, quelques ministres hésitent à appliquer le Carnet B ². *La Bataille syndicaliste* affirme que « M. Malvy était le seul ministre qui avait protesté contre les paroles de Messimy ». C'est le 1^{er} août seulement, avant l'ordre de mobilisation, que, dans une information reproduite le lendemain par *La Bataille syndicaliste*, *Le Bonnet Rouge* annonce qu'il n'y aura pas d'arrestations : « Nous croyons pouvoir ajouter que cette mesure, dont tout le monde appréciera l'importance et la signification, a été prise sur l'initiative personnelle de M. Malvy, ministre de l'Intérieur ³. »

Sans doute M. Malvy obtint-il des assurances que rien ne serait tenté contre la mobilisation ; car, le 31 juillet, après s'être mis d'accord avec le président du Conseil et le président de la République, le ministre de l'Intérieur adresse aux préfets le télégramme suivant :

N'appliquez pas intégralement, même en cas de mobilisation, instructions strictes sur application du Carnet B. L'attitude actuelle des syndicalistes permet de faire confiance à ceux d'entre eux qui sont inscrits. Exercez seulement à leur égard une surveillance attentive, mais discrète ⁴.

¹ A. ROSMER, op. cit., p. 169.

² *Le Bonnet Rouge*, 1^{er} août 1914.

³ *La Bataille syndicaliste*, 30 juillet et 2 août 1914.

⁴ MALVY, dans *Mon crime*, raconte ses négociations à propos de l'arrestation des personnes inscrites au Carnet B et rapporte le mot de Clemenceau à Malvy le 22 juillet : « Pourquoi ? Cela, leur est égal aux vrais ouvriers. »

Quels avaient été les intermédiaires ? Quels députés socialistes ? Renaudel ? Et, pour les anarchistes, Almereyda¹ ? En fait, M. Malvy avait compris l'exaspération que des arrestations en masse auraient provoquée dans les milieux ouvriers. La décision aurait été prise par lui après un entretien que le secrétaire confédéral aurait eu avec M. Poincaré².

Le matin du vendredi 31, on sut que les mesures du Carnet B ne seraient pas appliquées. Et, le samedi 1^{er} août, les chefs confédéraux se sentirent libres de rentrer le soir chez eux : « Le ciel avait une dernière éclaircie avant le sanglant orage et l'accord était fait entre le parti de la guerre et celui de la paix³. » Pourtant, malgré les instructions du ministre de l'Intérieur, les mesures prévues au Carnet B furent appliquées en certains lieux, notamment dans le Nord et dans l'Est, ainsi que la loi Millerand-Berry⁴.

Pour se débarrasser des syndicalistes révolutionnaires, on use d'un procédé plus perfide : la visite médicale de ces militants est confiée à des médecins qui les déclarent systématiquement « bons ». Fin décembre 1914, Pierre Monatte est récupéré et envoyé à son dépôt, et le secrétaire de l'Union du Rhône, François Million, est expédié au Maroc⁵.

L'opposition minoritaire persistant, on songea à utiliser contre elle un autre moyen. Georges Dumoulin était parti le premier jour de la mobilisation ; se trouvant en permission, à Boulogne-sur-Mer, dans le courant de 1915, il rencontra un ancien membre du Comité confédéral, Loiseau, qui insista auprès de lui pour lui faire admettre l'idée de demander un sursis d'appel. Georges Dumoulin resta au front jusqu'au 12 janvier 1917⁶.

¹ *Le Bonnet Rouge*, 30 octobre 1915.

² Souvenir de Charles Dulot.

³ G. DUMOULIN, Les syndicalistes et la guerre, *Les cahiers du travail*, 1^{er} mai 1921, pp. 14-16.

⁴ Le secrétaire de la Fédération des Mineurs, Bartuel, signale, le 17 août 1914, 11 arrestations de militants syndicalistes dans le Pas-de-Calais, notamment celle de Broutchoux. Le préfet du Nord avait donné l'ordre d'arrêter les 41 militants d'extrême-gauche qui figuraient à son répertoire. La mobilisation terminée, on décide de relâcher, afin de les mobiliser, les 41 « rouges » ; mais l'officier qui signe l'ordre de les relaxer appose, par inadvertance, sa signature au bas d'une page, après le 40^{ème} nom. Le 41^{ème} est Broutchoux, dont le nom figure au verso en haut de la page suivante, et Broutchoux reste incarcéré pendant deux ans, sans motif. Dans *l'Union des Métaux*, du 1^{er} mai 1915, Merrheim signale, le 24 février 1915, l'incarcération de deux militants syndicalistes du Nord, arrêtés dès le 2 août 1914. Et les arrestations continuent en 1915, celle par exemple d'une institutrice des Vosges, Julia Bertrand, envoyée dans un camp de suspects (4 février 1915).

⁵ Pierre Monatte rappellera, au lendemain de la guerre, la question posée par un socialiste suisse à un député socialiste : « Mais vous ne pouvez pas nier qu'il y ait une minorité dans le syndicalisme, qu'il y ait encore des internationalistes, qu'il y ait une opposition contre la guerre. - Patience, lui répondait Renaudel, la mobilisation n'est pas finie. » « En effet, la mobilisation n'était pas finie ! Nous passions devant des commissions de récupération et tous ceux qui étaient considérés comme minoritaires allaient à la guerre. » Dans la *Police de Guerre (Nouvelle Revue Critique, 1937)*, HENRY MAUNOURY confirme le fait : « Les syndicalistes réformés pour raison de santé étaient soumis à une visite faite par des médecins soigneusement choisis. »

⁶ HENRY MAUNOURY raconte aussi que la plupart des journalistes mobilisables étaient en sursis d'appel : A la première incartade, à la première velléité d'indépendance, avertissement ; la seconde fois, envoi au front. » C'est ainsi qu'on tenait la presse et qu'on espérait par elle tenir l'opinion.

III

En face du péril, quelle a été l'action de l'Internationale syndicale ? Qu'est-elle devenue dans la tourmente ?

Le 26 juillet 1914, Jouhaux et Dumoulin viennent à Bruxelles, au Congrès de la Centrale syndicale belge : ils représentent la CGT et rencontrent Legien, délégué de la Centrale allemande et de la Fédération syndicale internationale. Il y a aussi un représentant de la Centrale néerlandaise : « La présence de ces délégués au Congrès syndical belge n'était pas motivée par la gravité de la situation diplomatique. Entre ces délégués, il ne fut pas question d'une entrevue ni d'une conversation officielle sur la guerre menaçante. » Le lundi 27 juillet, Legien annonce qu'il n'assistera pas à la séance de l'après-midi. Cornélius Mertens invite Jouhaux et Dumoulin à venir prendre le café avec Legien. De cette rencontre, Georges Dumoulin fait le récit suivant :

Nous fûmes au restaurant et nous trouvâmes Legien conversant en allemand avec une dame.. Les Français se taisaient. Jouhaux pose alors une question à Legien : « Que pense-t-on en Allemagne de la situation ? » Mertens traduit la demande et la réponse. Legien avait dit : « En Allemagne, nous sentons que le péril est grand, mais tout espoir de paix n'est pas disparu. » Jouhaux posa une seconde question : « Que comptez-vous faire pour empêcher la guerre ? » Nouvelle traduction de Mertens. La réponse de Legien manquait de clarté. Il aurait fallu poser à nouveau la question, traduire une fois encore, prolonger l'entretien. J'ai entendu que Legien avait dit : « En Allemagne, nous continuerons nos manifestations en faveur de la paix. » La conversation dura en tout cinq minutes et l'entrevue un quart d'heure. Mais, à aucun moment., entre Jouhaux et Legien, il ne fut question d'empêcher la mobilisation, ni de grève générale, ni d'autres moyens à employer pour empêcher la guerre ¹.

Le 28 juillet, une manifestation contre la guerre se déroula à Berlin, puis dans les grandes villes d'Alsace, et dans d'autres villes allemandes. Dans 32 meetings à Berlin et une centaine à travers l'Allemagne, on répéta : « Nous ne voulons pas de la guerre ; que ce cri résonne partout aux oreilles des tout-puissants. »

De l'entrevue de Bruxelles, Jouhaux a donné une autre version ² :

Au cours d'une conversation hors séance du Congrès, le secrétaire confédéral interroge Legien. Ce dernier a relaté dans un discours qu'il prononça en 1917 à Brême la conversation qui eut lieu à Bruxelles : « Un camarade français qui occupe en France le même poste que moi en Allemagne me demanda quelle serait l'attitude de la social-démocratie en cas de guerre. Je lui répondis que, dans ce cas, les soldats allemands marcheraient... » Et comme Jouhaux, peu satisfait d'une semblable réponse, insistait en disant : « Que comptez-vous faire pour éviter la guerre qui se prépare ? Etes-vous résolu à faire un mouvement ? Nous sommes, pour notre compte, prêts à répondre à votre appel ou à marcher en même temps, si nous en décidons ainsi », Legien restait muet ³...

¹ GEORGES DUMOULIN, Les syndicalistes français et la guerre. Et la lettre de Georges Dumoulin au Comité confédéral, dans *La Bataille syndicaliste* du 1^{er} août 1914 et *La Voix du Peuple* du 1^{er} mai 1915.

² *La Bataille syndicaliste*. 26 septembre 1914 : « Le prolétariat et la guerre. - Une des raisons de notre attitude. » - 1920 : « Jouhaux, Le syndicalisme et la CGT »- 1929 : « La CGT et le mouvement syndical. »

³ Cette version de l'entrevue de Bruxelles a été très discutée.

Le vendredi 31 juillet, Jouhaux, au nom du Comité général de la CGT, adresse à Legien un télégramme que reproduit en ces termes *La Bataille syndicaliste* du 1^{er} août :

En réponse à un télégramme du camarade Legien, secrétaire du Secrétariat international demandant l'avis de la CGT sur la situation présente, le Bureau confédéral lui a adressé le télégramme suivant : « CGT française, résolument contre la guerre, demande prolétariat-international intervenir par pression sur gouvernements pour obtenir localisation du conflit. La paix reste possible, doit triompher, si les travailleurs organisés internationalement restent unis dans la même pensée : opposition à toute conflagration. Cette paix est entre les mains de la classe ouvrière internationale, si elle sait être à la hauteur du péril. Ici manifestations pacifistes se poursuivent. Nous croyons fermement à la paix, car nous sommes énergiquement résolus à éviter la guerre. A bas la guerre ! Vive la paix, garantie par Internationale ouvrière. »

Ce télégramme fut suivi d'une lettre à Legien. Cette lettre n'arrive que le 28 septembre à son destinataire. Legien adresse, le 25 août 1914, une circulaire aux Centrales nationales des pays neutres, afin d'obtenir par leur intermédiaire des informations sur les pays de l'Entente et de faire parvenir à ceux-ci des informations sur l'Allemagne. Le 25 septembre 1914, Legien écrit à Mertens, de la Centrale syndicale belge :

Depuis le subit déclenchement de cette malheureuse guerre, nous avons tenté souvent de nous mettre en rapports avec vous, mais sans résultat... Il va de soi qu'en ces heures tragiques, nous devons faire de notre mieux pour maintenir les liens internationaux, pour apaiser ou déraciner les sentiments de haine qui pourraient surgir entre les travailleurs des différents pays, pour sauver notre Internationale¹...

Le fonctionnaire syndical international Graber avait écrit à la CGT une lettre rédigée d'accord avec Legien et dans laquelle il disait que « les travailleurs allemands se sentaient menacés par le tsarisme et craignaient qu'une victoire de ce régime eût une répercussion néfaste en Europe, et particulièrement sur le mouvement ouvrier ». Le 3 octobre 1914, en tant que secrétaire intérimaire de la CGT. Merrheim répond à Graber :

Ce n'est pas le moment de chercher à atténuer ou à établir les responsabilités des uns ou des autres. Pour nous, le fait brutal, c'est que chaque jour des milliers de travailleurs belges, allemands, anglais, autrichiens et français sont fauchés par la mitraille, couchés, blessés ou morts, sur les champs de carnage de l'Europe... Aucun d'eux ne saurait être, ni apparaître à nos yeux, comme un adversaire ni un ennemi. C'est pourquoi nous nous permettons de vous faire observer que, malgré toute notre bonne volonté, nous ne parvenons pas à saisir la différence qui existerait entre l'impérialisme du kaiser, étouffant sous le poids du militarisme les libertés ouvrières en Allemagne, et l'impérialisme du tsar moscovite, les étranglant à Saint-Pétersbourg. Les libertés ouvrières se valent dans l'un et l'autre pays. Elles y sont inconnues... En conclusion, tout ce que nous pouvons et voulons dire, pour l'instant, c'est que la CGT et le parti socialiste français ont cette fois-ci, comme dans les crises précédentes au cours desquelles notre action fut d'un poids immense pour la paix, fait tout leur devoir pour éviter la guerre...

¹ SASSENBACH, *25 années de mouvement syndical international*. F. S. I.. Amsterdam, 1926, pp. 39-50.

IV

Du 24 juillet au 1^{er} août, l'imminence de la guerre avait provoqué dans l'esprit des masses une telle angoisse que la guerre déclarée ne fut peut-être pas d'abord sentie dans toute son horreur. La presse répandait l'illusion que cette guerre serait courte. Devant la fatalité une immense résignation¹. Rentrant à Paris, en entendant les propos échangés, Marcel Martinet se demande : « Est-ce moi qui suis fou ou les autres ? »

Pleurs et rires se mêlaient. On n'avait pas encore compris que la guerre, c'était la tuerie ; et des plaisantins écrivaient à la craie sur leurs wagons. « A Berlin ! »... Ces grandes manifestations du Pré Saint-Gervais de 1913, réunissant 150.000 personnes, la violente campagne contre les trois ans, les protestations à propos de l'appel anticipé de la classe 13... tout est effacé de ce passé si proche².

« Le grand État-Major avait escompté 10 p. 100 de défections, au premier jour, dans les réserves, et il n'y en eut que 2 p. 100 » (Henry Maunoury). La plupart de ces hommes qui, quelques semaines auparavant, croyaient à la grève des peuples contre la guerre, se soumettent, soumission qui révolte des militants tels que Dumoulin :

Le 2 août, éccœuré, réduit en poussière moralement, je suis parti dans un wagon à bestiaux avec d'autres hommes qui gueulaient : « A Berlin ! » J'ai senti une autre faillite que celle de la CGT, la faillite intellectuelle de notre pays. La faillite des éducateurs - nous étions aussi des éducateurs - et la faillite intellectuelle du pays qui nous a conduits à la guerre.

Aussi le départ pour le front a-t-il créé dans certaines âmes un drame de conscience³.

D'autres partagent les sentiments qu'exprime Charles Péguy, le 4 août : « Nous sommes partis, soldats de la République, pour le désarmement général et la dernière des guerres »... Et, du 8 au 22 août, Péguy écrit à Mme Geneviève Favre : « Mon enfant, je voudrais que vous eussiez un peu de cette grande paix que nous avons ici. Trente ans de vie ne vaudraient pas ce que nous allons faire en quelques semaines. »

¹ « Le préfet de police Hennion, qui vit venir la guerre avec joie, s'écrie « Tant mieux, c'est la guerre ! Un peuple qui ne fait pas la guerre est un peuple fichu . » - et il confère tranquillement avec le général Michel, gouverneur de Paris, qui se croyait déjà à Berlin. » (HENRY MAUNOURY, op. cit., pp. 15, 16, 18, 19, 20.)

² HENRY POULAILLE, *Pain de Soldat*, p. 24 : « On avait le cœur à l'image des rues, plein de musique, de fleurs et de drapeaux. »

³ Le témoignage le plus émouvant est celui de Péricat : « Je n'ai qu'un reproche à me faire et je le fais ici comme je l'ai déjà fait dans des réunions ; ce reproche, c'est, - étant antipatriote, antimilitariste, - d'être parti comme mes camarades au 4^{ème} jour de la mobilisation. Je n'ai pas eu, quoique ne reconnaissant pas de frontières, ni de patrie, la force de caractère pour ne pas partir. J'ai eu peur, c'est vrai, du poteau d'exécution. J'ai eu peur... Mais, là-bas, sur le front, pensant à ma famille, traçant au fond de ma tranchée le nom de ma femme et de mon fils, je disais : « Comment est-il possible que moi, antipatriote, antimilitariste, moi qui ne reconnais que l'Internationale, je vienne donner des coups à mes camarades de misère et peut-être pour mourir contre ma propre cause, mes propres intérêts, pour des ennemis ? . »

Le sentiment le plus général est la résignation. Ces hommes qui partent, la guerre les a dessaisis d'eux-mêmes; ils ne s'appartiennent plus ; ils s'abandonnent à une divinité implacable. La guerre est venue si brutalement que ceux qui, depuis 1911 et même depuis 1906, la voient approcher ne peuvent croire à sa réalité. Jusqu'à la dernière semaine, certains jusqu'au dernier instant, ont gardé un secret espoir que la catastrophe pourra être évitée. Sur eux, la guerre déferle comme une lame de fond : c'est bien ce qu'exprime Monatte : « Nous avons été impuissants et les uns et les autres... *La vague a passé ; nous a emportés*¹. »

La déception de Merrheim est telle que, tandis que Griffuelhes et lui cheminent ensemble vers la tombe de Jaurès, Merrheim dit à Griffuelhes : « Ce que je pense, c'est que la guerre peut être longue, et, si elle est longue, elle préparera toute une série de guerres par les appétits qu'elle va déchaîner. L'Europe risque de revivre une époque de guerres napoléoniennes. Si elle est courte, nous serons les vaincus pour ne pas avoir empêché la guerre². »

En présence du raz-de-marée qui les emportait, comment parler de la responsabilité des masses syndicales ? Mais y a-t-il eu des responsabilités individuelles ? Deux thèses sont en présence : celle des responsabilités individuelles et celle d'une responsabilité collective. Le Bureau confédéral a été mis en cause :

La préparation de la guerre par le gouvernement était beaucoup mieux menée que l'action contre la menace de guerre par la direction confédérale et elle la gagnait de vitesse... La direction confédérale avait rappelé tout de suite (le 26 juillet) les décisions des congrès, mais elle ne faisait rien pour leur application. Elle alla même jusqu'à déclarer, dans un manifeste, que l'Autriche porte une lourde responsabilité devant l'histoire et à paraître admettre la thèse officielle du gouvernement français... On n'avait encore rien décidé de précis quand le gouvernement fit communiquer la nouvelle que le Carnet B ne serait pas appliqué. On était sauvés, mais vaincus³.

Les syndicalistes de la minorité, qui critiquent l'attitude du Bureau confédéral, reconnaissent que, pendant la dernière semaine de juillet, la masse « pouvait se laisser entraîner ». Monatte dira à Lyon :

Je ne ferai pas au Bureau confédéral le reproche de n'avoir pas déclenché la grève générale devant la mobilisation ; non ! Nous avons été impuissants, et les uns et les autres ; la vague a passé, nous a emportés. Nos ennemis de classe ont agencé leur entreprise, ils ont affolé le pays. Mais, si la masse pouvait, à ce moment précis, se laisser entraîner, il est des hommes qui devaient attendre que le vent ait passé pour se redresser. Or, ils ne l'ont pas fait⁴.

Les membres du Bureau confédéral auraient donc commis une faute, celle d'abord de ne s'être pas abstenus de participer à l'Union Sacrée : ensuite *de ne pas s'être redressés*. La carence du mouvement ouvrier, la responsabilité de l'abandon, de *l'effondrement* n'est-elle pas plutôt une responsabilité collective ?

¹ Merrheim confirme le témoignage de Monatte : « Nous étions complètement désemparés, complètement affolés ; nous n'étions pas nombreux qui osaient dire : « Même si on doit nous fusiller au fond de l'impasse, nous devons retourner rue Grange-aux-Belles. » C'est qu'en effet, à ce moment-là, la classe ouvrière, soulevée par une formidable crise de nationalisme, n'aurait pas laissé aux agents de la force publique le soin de nous fusiller, elle nous aurait fusillés elle-même. »

² A. MERRHEIM, à Lyon, 1919, Congrès, p. 169.

³ ROSMER, op. cit., notamment pp. 169, 170.

⁴ PIERRE MONATTE, Congrès de Lyon, p. 105.

L'acte de capitulation initial, celui qui devait entraîner tous les autres, est bel et bien le manifeste de la CGT, en date du 28 juillet 1914, dans lequel on relève cette grave accusation que l'Autriche porte une lourde responsabilité devant l'histoire, à côté d'un préjugé favorable sur la volonté pacifique du gouvernement français. Rosmer a mis au compte de la direction confédérale une impulsion nouvelle et un acte grave accompli par le Comité confédéral unanime. Et cependant ce document porte la signature du Comité confédéral¹.

V

Aux funérailles de Jaurès, Jouhaux avait fait un discours, âprement critiqué par la suite, mais qui ne semble pas avoir soulevé de réserves immédiates de la part des syndicalistes qui allaient former l'opposition minoritaire. A la réunion du Comité confédéral qui suivit, Merrheim déclara ne pas soulever de réserve. Les militants étaient « complètement désemparés, complètement affolés² ».

Mais, dès le 5 août, une opposition commence à se dessiner, qui critique l'attitude prise par les majoritaires de la CGT. Des réserves sont formulées à propos de la participation de Jouhaux au Comité du Secours National : « Le Secrétariat de la Fédération des Métaux avait mis le Bureau et le Comité confédéral en garde contre une collaboration trop étroite qui annihilerait l'indépendance de la CGT » Les minoritaires estimaient « que le mouvement ouvrier, que la CGT avait un rôle à jouer pendant la tourmente, qu'elle ne pouvait le jouer qu'en conservant sa dignité, toute son indépendance devant les gouvernants³ ». Réserver l'indépendance de la CGT vis-à-vis du gouvernement, c'était, aux yeux de Merrheim, donner à l'organisation confédérale une « force morale qui assurerait son influence dans le pays à l'heure où les responsabilités vont acculer le pays aux suprêmes résolutions ».

Au commencement de septembre-1914, on croit à l'entrée prochaine des Allemands à Paris. Prostré, craignant l'aventure militaire, Viviani cède aux exigences de Galliéni. Le gouvernement affolé décide de fuir Paris⁴.

¹ A. GUIGUI, *L'Homme Réel*, septembre 1936.

² Congrès de Lyon, MERRHEIM, p. 169 : « Jouhaux, je me solidarise complètement avec toi, concernant ce discours. Je l'ai déjà dit au Congrès confédéral de 1918. » Pourtant, dans ses conversations avec Monatte, Merrheim lui avait dit ne pas approuver ce discours. Jouhaux avait participé à l'action antimilitariste et son attitude a pu étonner ; mais l'antithèse entre son attitude et celle de Merrheim se comprend lorsqu'on se rappelle la dualité qui existait parmi les présyndicalistes du second Empire. Voir *Le Secret du peuple de Paris*, d'ANTHÈME, CORBIN, pp. 223-233, et le t. I du présent ouvrage, p. 291-296.

³ MERRHEIM, Rapport moral au Conseil National de la Fédération des Métaux, septembre 1917, *L'Union des Métaux*, n° 68, juillet 1918.

⁴ Le préfet de police Hennion est un des premiers à partir, prenant un congé d'un mois afin de n'être pas obligé de rester à son poste. Malvy nomme à sa place le secrétaire général de la préfecture de police, Laurent. Et, comme on reproche à Viviani cette nomination, le président du Conseil, qui a perdu la tête, répond « Qu'est-ce que ça peut bien f... ! Les Boches le fusilleront dimanche. » C'est le même préfet de police qui, pour les employés civils et la police municipale, fait confectionner des brassards aux couleurs allemandes. Cf. H. MAUNOURY, op. Cit., et CHARLES FRAVAL, *Histoire de l'arrière*, Jidéher éd., 1930, pp. 83-94.

À cet affolement fait antithèse le sang-froid des militants et singulièrement celui de Merrheim. Le 2 septembre, il rencontre, à La Bataille syndicaliste, Jouhaux et Griffuelhes, qui vont partir le lendemain pour Bordeaux¹. Merrheim estime que les principaux militants doivent rester à Paris. D'où discussion². Tous trois décident que le Comité confédéral sera réuni l'après-midi du 3 septembre. Le secrétaire confédéral propose l'envoi d'une Commission à Bordeaux, Commission qui devait se tenir en contact avec la province. Merrheim, Lenoir, Dumas combattent cette proposition. Jouhaux annonce au Comité qu'à la demande de Guesde il a accepté, à titre personnel et sans engager la CGT, le mandat de commissaire à la Nation. Le Comité nomme une Commission exécutive composée de Lenoir, Dumas, Milan, Charbonnier, Tabaud, Charlier et Bled ; et Merrheim reçoit le mandat de secrétaire par intérim. La Commission est chargée de s'aboucher avec le parti socialiste unifié afin de constituer un Comité d'action destiné à faire face à toute tentative de réaction.

En octobre, la lutte se développe, au Comité confédéral, entre majoritaires et minoritaires ; les syndicalistes minoritaires vivent « une atmosphère de batailles, de discussions véhémentes ». Merrheim dira à Lyon³ :

C'est exact, Loriot, vous le savez, vous, j'ai pleuré plus d'une fois dans mon bureau avant de descendre pour me rendre au Comité confédéral et je pleurais, non pas tant des injures ou des sarcasmes qui m'attendaient au Comité confédéral, mais des déchirements que nos divisions suscitaient dans la classe ouvrière... Oui, Loriot, j'ai moralement et profondément souffert, mais pas une minute je n'ai songé à désertier, à quitter le Comité confédéral, où, mes propositions repoussées, j'étais constamment battu. Malgré cela, je suis constamment et toujours resté au Comité confédéral, plaçant au-dessus de tout l'intérêt de la classe ouvrière.

Ainsi, Merrheim ne se laisse pas décourager par les injures les plus basses, - certains le traitent de boche, - ni par les menaces dont il est l'objet, - des camarades le menacent de lui faire son affaire. Seul son sang-froid arrêta la violence. Mais, lorsque le soir il quitte la Grange-aux-Belles, ses deux gros chiens⁴ l'accompagnent chez lui, rue de la Prévoyance, près de la zone, et, avec Marcel Hasfeld, lui servent de gardiens.

Pendant cette douloureuse période, Merrheim et Jouhaux ont gardé une attitude objective. Contre les violences des majoritaires, Jouhaux défend les syndicalistes, à quelque tendance qu'ils appartiennent. « Je tiens à dire qu'avec Jouhaux, nous avons été les deux seuls hommes qui se sont placés au-dessus des injures, lui faisant taire la majorité, et moi demandant aux minoritaires souvent. de se contenir et de ne pas répondre aux injures de certains majoritaires⁵ »

¹ La faute tactique de Griffuelhes fut de croire à la chute de Paris et d'entraîner Jouhaux.

² Lettre de Merrheim à Monatte, du 29 septembre 1914 : « engueulade » (sic).

³ Congrès de Lyon, 1919, p. 169.

⁴ ROSMER, op. cit., p. 182 : « Plus d'une fois, les guerriers s'arrêtèrent tout juste à la limite des violences de langage... Aussi, quand Merrheim prit l'habitude d'amener avec lui ses deux chiens, d'allure imposante, ce n'était pas pour les promener. »

⁵ Nous croyons plus juste ce jugement que l'interprétation de ROSMER qui attribue cette attitude impartiale de Jouhaux à une habileté ; nous pensons qu'elle était conforme à son tempérament. Cf. ROSMER, p. 182 : « Jouhaux n'avait pas besoin d'intervenir. Il évitait ainsi de se compromettre et cette neutralité politicienne facilita plus tard des réconciliations imprévues... » Merrheim raconte que : « [Lorsqu'un membre du Comité confédéral reprenait à son compte les calomnies] chaque fois Jouhaux se levait et faisait taire ceux qui se servaient de ces calomnies..., calomnies contre lesquelles non seulement il protestait au Comité confédéral, mais contre lesquelles, quand il me rencontrait seul dans l'impasse - car j'étais seul à ce moment - il protestait auprès de moi... Moi, j'ai tout oublié et j'ai tout oublié parce qu'il

Pendant la guerre, les autorités militaires étaient toutes-puissantes ; « on pouvait faire disparaître facilement des hommes au moment où le Tigre régnait. On ne pouvait que difficilement tenir des réunions syndicales. Par l'attitude qu'il avait prise, Jouhaux a sauvé les minoritaires et le syndicalisme ; la tendance minoritaire n'aurait pas pu exister sans lui, c'est grâce à Jouhaux que Merrheim a pu mener son action ¹. » Si l'historien du mouvement ouvrier veut rester équitable, il doit tenir compte de cette interprétation de l'attitude de Jouhaux en 1914 : « En prononçant mon discours sur la tombe de Jaurès, je savais qu'en raison de l'atmosphère qui planait dans ce pays, les paroles que j'allais prononcer, puisque j'étais obligé de parler, auraient des répercussions graves. Je savais cela et c'est dans ce sens que j'ai parlé. Emporté par l'action de la parole... j'ai continué mon exposé, ayant toujours le souci de ne pas créer l'incident qui permettrait de réprimer la classe ouvrière, ce que l'on attendait, ce que, dans certains milieux, on espérait. Mon crime ? C'est d'avoir prononcé des paroles qui chassèrent les mauvais nuages qui étaient sur le monde ouvrier ! Ce crime-là, je l'ai commis ! Mais je ne l'ai pas commis seul ! Je l'ai commis avec tous ceux qui m'entouraient ²... »

VI

Le 22 novembre 1914, le Comité confédéral apprend qu'une conférence de socialistes des pays neutres doit avoir lieu à Copenhague, les 6 et 7 décembre. La CGT. est invitée ; mais le secrétaire confédéral propose de passer à l'ordre du jour. Pierre Monatte demande que, par lettre, le Comité confédéral exprime sa sympathie aux promoteurs de cette conférence, les socialistes scandinaves ³. La proposition de Monatte est renvoyée à huitaine. Le 29 novembre, la Fédération des Métaux dépose une résolution motivée, inspirée du même esprit, à laquelle se rallie Monatte. Le 6 décembre, le Comité confédéral se trouve en face de trois propositions : celle de la Fédération du Bâtiment, celle de la Fédération des Métaux, enfin un projet de réponse comportant des réserves, qui émanait du parti socialiste et que Luquet espérait faire approuver par la CGT

La proposition de la Fédération du Bâtiment, recommandant de laisser l'invitation des socialistes scandinaves sans réponse, l'emporte par 22 voix contre 20 et 2 abstentions. Le lendemain, 7 décembre, Merrheim et Lenoir, au nom de la Fédération des Métaux, envoient aux membres du Comité confédéral la lettre suivante :

La Fédération des Métaux entend dégager sa responsabilité, d'abord vis-à-vis de la Fédération Internationale des ouvriers sur métaux, de l'Internationale ensuite. Elle entend le faire d'autant plus nettement qu'elle pense qu'il lui sera nécessaire, au sein de la Fédération Internationale, de demander des explications précises sur l'attitude prise, avant comme après la guerre, par les militants et les organisations des ouvriers métallurgistes allemands. La Fédération des Métaux estime qu'elle pourra exiger ces explications avec d'autant plus de dignité et de force qu'elle-même aura, en toutes circonstances, réglé son attitude sur les principes de notre Internationale et qu'elle les aura énergiquement défen-

y a quelque chose de plus haut que nos rancunes, que nos haines personnelles, c'est l'organisation ouvrière, vous m'entendez bien. » Cf. Congrès de Lyon, pp. 170, 242-243.

¹ IMHOFF, Entretien à Pontigny, septembre 1937.

² JOUHAUX, Lyon, pp. 228-229.

³ *Les Cahiers du Travail*, 2^{ème} cahier, 15 mars 1921 -. PIERRE MONATTE, Lettre de démission au Comité confédéral, décembre 1914, pp. 5-10

... *Ce droit moral supérieur, complet, irrécusable* devait dominer toute la pensée, les actes des militants et des organisations ouvrières...

La déclaration définissait la position de la Fédération des Métaux à l'égard de la guerre ; elle était signée par Lenoir et Merrheim, pour la Fédération des Métaux, pour l'Union des Syndicats du Rhône et celle des Syndicats de la Loire, dont Merrheim était le délégué au Comité confédéral.

Contre l'avis de Merrheim et de Rosmer, hostiles à cette décision, Pierre Monatte donne sa démission, seul moyen, selon lui, d'*extérioriser l'opposition confédérale à la guerre*. Mais Merrheim persiste à penser que, si la vie est dure au Comité confédéral, le devoir est d'y rester¹. Pierre Monatte, lui, estime que :

Les travailleurs conscients des nations belligérantes ne peuvent accepter dans cette guerre la moindre responsabilité ; elle pèse, entière, sur les épaules des dirigeants de leur pays. Et, loin d'y découvrir des raisons de se rapprocher d'eux, ils ne peuvent qu'y retremper leur haine du capitalisme et des États. Il faut aujourd'hui, il faudrait plus que jamais conserver jalousement notre indépendance, tenir résolument aux conceptions qui sont nôtres, qui sont notre raison d'être.

Au nom de l'Union des Syndicats du Rhône, François Million répond à Monatte, le 23 décembre 1914 :

En cette période, nous assistons impuissants au sabotage des idées qui nous étaient les plus chères et de l'organisme ouvrier dans lequel nous avons placé tout notre espoir, et pour qui nous aurions sacrifié notre liberté et notre vie. Je veux croire, malgré tout, que ce n'est là qu'un égarement momentané, que la netteté de notre pensée internationaliste dissipera toutes les confusions engendrées par le néo-nationalisme révolutionnaire.

Le 13 janvier 1915, l'Union des Syndicats du Rhône adopte une résolution déclarant que, « plaçant au-dessus de toutes les considérations secondaires l'intérêt général de l'humanité, elle affirme hautement le principe toujours vivant de l'internationalisme ouvrier et déclare se rallier à toute action sincère qui sera tentée pour établir à bref délai une paix équitable et définitive ». L'attitude prise par la Fédération des Métaux et par l'Union des Syndicats du Rhône répondait aux efforts entrepris, depuis le début, par les socialistes suisses, italiens, et par l'Independent Labour Party, qui avaient cherché à s'entremettre afin de faire cesser les hostilités.

Dès le premier jour aussi, avec courage, le député Karl Liebknecht et, avec lui, Rosa Luxembourg avaient affirmé leur foi internationaliste et tenté d'entraîner le parti social-démocrate allemand à exprimer, dans un manifeste, la volonté de mettre fin à la guerre. Dès octobre, Liebknecht répond à Scheidemann :

Seule, l'affirmation continue et simultanée de cette volonté, dans tous les pays belligérants, pourra arrêter le sanglant massacre avant l'épuisement complet de tous les peuples intéressés. Seule, une paix fondée sur la solidarité internationale de la classe ou-

¹ PIERRE MONATTE, Lettre de démission, *Les Cahiers du Travail*, 15 mars 1921 : « Aujourd'hui... pour le Comité confédéral, parler en ce moment de paix constituerait une faute, presque une trahison, une sorte de complicité dans une manœuvre allemande, tout comme pour le Temps et pour le gouvernement. Dans ces conditions, il m'est impossible de rester plus longtemps dans son sein, car je crois au contraire que parler de paix est le devoir qui incombe, en ces heures tragiques, aux organisations ouvrières conscientes de leur rôle. »

vrière et sur la liberté de tous les peuples peut être une paix durable... La guerre actuelle est une guerre impérialiste mondiale dont on prévoyait depuis longtemps la venue. Nous avons juré solennellement avec l'Internationale tout entière d'empêcher cette guerre d'éclater. Nous autres Allemands, nous avons des motifs particuliers pour nous y opposer. La croissance rapide de l'impérialisme allemand avait, historiquement parlant, un caractère agressif. Le conte bleu d'une invasion qui menaçait l'Allemagne, la grossière parodie d'une guerre de libération contre le tsarisme étaient usés depuis longtemps.

Dans une lettre à son parti, qui « l'avait exécuté sans l'avoir entendu », Liebknecht écrit :

Il s'agit d'une Internationale qui ne donne pas à rire aux enfants... Le parti allemand - c'est ma conviction profonde - doit se régénérer de la peau jusqu'aux moelles, s'il veut garder le droit de se nommer social-démocrate, s'il veut reconquérir l'estime du monde qu'il a totalement perdue... Il ne faudra pas seulement lutter beaucoup et durement contre le gouvernement et les classes dirigeantes, mais aussi contre un courant qui devient chaque jour plus fort dans le parti et qui a fait du parti, dans une certaine mesure, un instrument officiel du gouvernement...

VII

Le 13 janvier 1915, M. Millerand déclarait à la délégation des Métaux : « Il n'y a plus de droits ouvriers, plus de lois sociales ; il n'y a plus que la guerre. »

Par la mobilisation, les syndicats ont été privés presque partout de leurs militants. *La vie syndicale est tarie*. Les ouvriers métallurgistes, restés dans les usines, sont militarisés et, lorsqu'ils sont mobilisés, remplacés par des femmes. Au milieu de ce dépérissement de l'activité syndicale, la Fédération des Métaux reste vivante grâce à Merrheim, les autres secrétaires, Lenoir et Labe, étant mobilisés. Merrheim décide de faire paraître le bulletin mensuel, *L'Union des Métaux*, à l'occasion du 1^{er} mai 1915 ¹.

Sur la condition ouvrière, pendant les premières années de la guerre, et sur la progression des conflits industriels, une étude, analytique et critique, a été publiée ², dont voici les conclusions générales. Entre juillet 1914 et juillet 1917, l'augmentation du coût de la vie avait enlevé au salaire une partie de son pouvoir d'achat, si bien que *le salaire réel avait baissé d'environ 16 pour 100 par rapport à l'avant-guerre*, dans la majeure partie des métiers et des régions. Les conflits du travail, presque inconnus pendant le premier semestre de la guerre, se multiplient relativement. « Le spectacle des gains et des profits révèle au peuple que la guerre n'est pas seulement une cause de ruines et de misères, mais qu'elle s'accompagne parfois de bénéfices. » De janvier à avril 1915, 19 grèves seulement, réunissant 1.180 grévistes. Puis, les grèves deviennent plus fréquentes, leur

¹ *L'Union des Métaux*, 1^{er} mai 1915. Merrheim et Rosmer, qui avaient établi le numéro, font tirer un certain nombre d'exemplaires, avec les blancs exigés par la censure ; ils dupent celle-ci en mettant, sur chaque paquet expédié, un des exemplaires censurés. Cf. ROSMER, op. cit.

² WILLIAM OUALID et PICQUENARD, *Salaires et Tarifs. Histoire économique Sociale de la Guerre mondiale*, Presses Universitaires et Yale University Press.

durée se prolonge ; elles touchent un nombre plus grand d'établissements et presque toutes les régions ¹.

En face des constatations statistiques, l'histoire ouvrière doit évoquer l'image que de leur condition se faisaient les travailleurs eux-mêmes ; car c'était cette image qui réveillait et accentuait, chez les militants, le sentiment de révolte contre la guerre.

Le premier document important qui traduise cet état d'esprit est le numéro de *L'Union des Métaux* du 1^{er} mai 1915. L'article « L'action patronale et l'union sacrée » oppose l'attitude du gouvernement anglais à celle du gouvernement français, vis-à-vis des organisations ouvrières ; il reproche aux industriels français d'avoir profité de la liberté qui leur était laissée par le gouvernement pour réduire les salaires dans des proportions qui, pour le département de la Seine, vont jusqu'à 25 et 30 pour 100 des salaires d'avant guerre ² En province, les réductions de salaires sont analogues, et le travail des femmes, dont la proportion à l'usine s'accroît, donne lieu à des abus ³.

La Commission exécutive de la Fédération des Métaux, réunie du 2 au 9 octobre 1915, arrive aux constatations suivantes :

Il n'est pas exagéré de dire que, partout en France, le coût de la vie a augmenté, au minimum de 40 à 60 pour 100, de sorte que, tout en travaillant comme des bagnards, ainsi que nous l'écrivont de nombreux camarades; les non-mobilisés n'arrivent pas à payer leur pension et les évacués peuvent très difficilement subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Pour les femmes et les enfants, l'exploitation est plus odieuse encore et dépasse tout ce qu'on peut imaginer. Elle est monstrueuse, et jamais nos organisations n'ont connu autant de malades, de blessés et surtout d'estropiés, parmi ces femmes et ces enfants qui sont, au surplus, victimes des compagnies d'assurances... A toutes les réclamations, on objecte « l'état de guerre ». Ce dernier n'empêche pas les bénéfices scandaleux qu'on tolère complaisamment aux industriels et à leurs multiples intermédiaires, alors que l'on parle toujours des devoirs des ouvriers travaillant pour la guerre, et d'une nécessaire réduction des salaires... La Commission s'élève vivement contre [les statistiques] du taux des salaires: publiées un peu partout afin d'égarer l'opinion, [alors que] les taux des salaires ainsi publiés sont toujours ceux payés à une minorité favorisée ou à certains spécialistes

¹ Année 1915 : 98 grèves ; - année 1916 : 315 grèves et 41.409 grévistes ; - année 1917 : 696 grèves et 293.815 grévistes. Cf. ROGER PICARD, *Les grèves et la guerre, Rapport au Comité national d'études sociales et politiques*, 1917.

² En avril 1915, le Comité patronal du Syndicat des Mécaniciens et Fondeurs de France refuse de répondre aux demandes de renseignements formulées par l'administration, « parce que la communication des chiffres relatifs aux taux des salaires ne serait pas sans inconvénient » (*Le Temps*, 14 avril 1915).

³ *L'Union des Métaux*, n° 61, 1er mai 1915, et n° 61. Salaires et travail des femmes, mai-décembre 1915.

- Chez les Tôliers de la Seine : « Nous estimons, dit le syndicat, que le travail, surtout le régime imposé aux femmes dans les ateliers, est intolérable. Il y a certains travaux qu'on les oblige à faire alors que des hommes refuseraient. Dans la soudure autogène, il est criminel de faire faire 12 heures à des femmes, alors que des hommes n'y résisteraient pas du fait de la chaleur. » - A Saint-Juéry « Les femmes, au nombre de 200, sont occupées aux machines à tailler les limes et à la trempe, à l'usinage des obus. Leur production est identique à celle des hommes. Le travail de nuit, ajoute le syndicat, pour les femmes travaillant aux obus est exténuant ; terminant leur journée à 4 heures du matin, elles ne se reposent que quelques heures afin de pouvoir s'occuper de leur ménage. Elles reprennent le travail sans avoir pris suffisamment de repos, d'où de nombreux accidents et un grand nombre d'obus loupés. » - A Saint-Étienne (Loire), « 2.500 à 3.000 femmes occupées à la fusée, à la gaine et aux corps de gaine : salaire de 0 fr. 25 à 0 fr. 40 l'heure, soit 2 fr. 50 à 4 francs pour dix heures. » - A Saint-Nazaire. les femmes sont occupées à l'ajustage, fraiseuses, étaux-limeurs... et à la fabrication des douilles. La moitié des femmes travaille la nuit, de 6 h. 1/4 du soir à 6 h. 1/2 du matin, avec une heure de repos à minuit : soit salaire de 4 fr. 80 pour 12 heures de présence et 11 heures de travail.

qui, bien souvent, n'arrivent à les atteindre qu'en faisant des heures supplémentaires ou en se surmenant jusqu'à épuisement et maladie.

À la suite de la publication de ce numéro de *L'Union des Métaux*, deux Fédérations nationales, celle des Cuirs et Peaux et celle de la Chapellerie, cinq Unions départementales se joignent à l'opposition minoritaire. Le syndicat des terrassiers supprime son versement à *La Bataille syndicaliste*.

Le bruit se répand d'une arrestation prochaine de Merrheim, accusé d'être un agent, de l'Allemagne. Les griefs étaient : un discours prononcé à Lyon, la publication du numéro du premier mai ; un rédacteur du *Petit Parisien* vient même annoncer à Mme Merrheim que son mari va être arrêté. Guesde et Sembat se seraient opposés à l'arrestation ; Merrheim croit du reste que ces bruits n'avaient qu'un but. « faire peur à ceux qui voudraient nous aider ¹ ».

VIII

Le 1^{er} avril 1916, le *Labour Leader* publie un appel d'ouvriers allemands ² en faveur de la paix, il est reproduit dans le numéro du 1^{er} mai de *L'Union des Métaux*. En juin, sur la proposition de Bourderon, le Comité confédéral décide de convoquer une conférence des Bourses, Unions et Fédérations pour le 15 août 1915. La Conférence réunit 172 délégués représentant 118 organisations. La veille de la Conférence, le Congrès fédéral des instituteurs et institutrices syndiqués donne mandat à ses délégués de réclamer une action « pour l'entente immédiate de la CGT avec les organisations ouvrières des pays belligérants et neutres en vue d'amener le rétablissement de la paix ». La résolution présentée, par le secrétaire confédéral est votée par 79 voix, contre 27 voix qui appuient la résolution suivante, présentée par Merrheim et Bourderon ³ :

Cette guerre n'est pas notre guerre. Les États belligérants, par cela même qu'ils représentent la société capitaliste, sont impuissants à résoudre le problème [de la libération des nations opprimées]... La guerre ne peut qu'asservir davantage les travailleurs, surexciter les haines internationales... rendre illusoire leurs espérances les plus humaines et les plus nobles... *Cette guerre n'est pas notre guerre.* Loin d'être exclusivement la guerre de l'impérialisme germanique contre l'Europe, elle n'est que le résultat du choc de tous les impérialismes nationaux qui ont intoxiqué tous les États, grands et petits... Au moment où, dans tous les pays, toute pensée humaine est bannie ; au moment où la haine dirige et conduit aveuglément les peuples vers leur extermination, la Conférence nationale des organisations syndicales françaises adresse un suprême appel à la conscience, à la raison des travailleurs français et à l'Internationale tout entière en leur criant : *C'en est assez ! Assez de cadavres ! C'est déjà trop que l'Internationale ouvrière syndicale ait supporté la honte ineffaçable d'une année de carnage sans protester !... Pour ces raisons, la Conférence décide que la CGT devra participer à toute action prolétarienne pour la paix (libération des territoires envahis, pas d'annexion sans consultation des populations intéressées, arbitrage obligatoire).*

¹ Lettre de Merrheim, de Saint-Nazaire, à Rosmer, op. cit., le 10 mai 1915, pp. 263-266.

² Appel-manifeste - distribué en Allemagne, en mars - des ouvriers que Liebknecht, Lebedourg et Rosa Luxembourg avaient rassemblés.

³ *L'Union des Métaux*, n° 62 (mai-décembre 1915). La résolution Merrheim-Bourderon fut publiée aussi dans une circulaire de la Fédération de l'Enseignement.

La résolution Merrheim-Bourderon est votée par les Fédérations des Métaux, du Tonneau, des Instituteurs, des Cuirs et Peaux, de la Céramique, de la Chapellerie, des Brossiers-Tabletters. Merrheim apparaît comme l'interprète de l'opposition à la guerre. Aussi fait-on appel à lui lorsqu'à la suite de pourparlers amorcés dès janvier 1915 par une visite à Paris du socialiste suisse Robert Grimm, il est décidé de réunir en Suisse une conférence internationale. Déjà, le 27 septembre 1914, s'était tenue à Lugano une conférence italo-suisse. Mussolini devait y assister, mais il s'était excusé. Sa conversion à la guerre était proche : elle date de novembre 1914.

Du 25 au 27 mars 1915 avait eu lieu à Berne une conférence internationale des femmes socialistes, convoquées sous l'impulsion de Clara Zetkin; y assistent des Anglaises, des Allemandes, des Russes, des Hollandaises, des Polonaises, des Suissesses et une Française Louise Saumoneau, qui avait été arrêtée en octobre 1914. Mais, à cette conférence, les déléguées du parti social-démocrate russe se séparent de la majorité des déléguées. Lénine, dans le *Social-Démocrate* du 1^{er} juin, explique pourquoi il s'oppose à la résolution adoptée à Berne ; selon lui, elle a omis l'essentiel : *la rupture définitive avec le social-chauvinisme dans toutes les directions*. Et, au lendemain de cette conférence, également à Berne, le 29 mars, le parti social-démocrate russe définit les positions de Lénine sur la guerre : il affirme *la faillite de la Deuxième Internationale et la nécessité de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile*.

La lutte contre le gouvernement, qui mène la guerre impérialiste, ne doit pas s'arrêter devant l'éventualité de la défaite de ce pays à la suite de l'agitation révolutionnaire. La défaite de l'armée affaiblit le gouvernement, contribue à la libération des nationalités opprimées par ce dernier et facilite la guerre civile contre les classes dirigeantes ¹.

Lénine réclame la création d'une Troisième Internationale, comme Trotsky en septembre 1914. Le 19 novembre, Trotsky était arrivé en France comme correspondant de guerre de la *Kievskaiïa Mysl*. Il collabore au journal quotidien *Goloss* (qui allait s'appeler *Naché Slovo*), publié en russe par des émigrés. L'un d'eux, Martov, leader des mencheviks, est en relations avec Pierre Monatte et Merrheim. Martov leur fait connaître Trotsky : « Tandis que Merrheim était porté particulièrement vers Martov, Rosmer et moi l'étions vers Trotsky ². » Bourderon, Guilbeaux, Rosmer, Lorient, Martov et Trotsky se rencontrent une fois par semaine, quai Jemmapes, « échangeant entre nous des secrets de coulisses sur la guerre et les travaux de la diplomatie, critiquant le socialisme officiel, cherchant à déceler les symptômes d'un réveil socialiste, persuadant les hésitants, préparant l'avenir ³ ».

C'est ce petit groupe de syndicalistes français et de social-démocrates russes qui reçoit tout d'abord le député italien Morgari et Robert Grimm, venus à Paris amorcer la réunion d'une conférence internationale. Le président de la Deuxième Internationale, Vandervelde, appuyé par Guesde, Vaillant, Sembat, oppose à la conférence une résistance irréductible. Celle-ci provoque cette exclamation de Morgari : « Mais alors, vous garder

¹ La première expression des thèses de Lénine date du 6 octobre 1914 (*Le Social-Démocrate*, 1^{er} novembre 1914, *Œuvres complètes*, t. XIII).

² PIERRE MONATTE, *La Révolution Proletarienne*, novembre 1925. TROTSKY, *Ma vie*, t. II, pp. 100 et suiv., juge ainsi Monatte : « Ancien Instituteur, puis correcteur d'imprimerie, le type même de l'ouvrier parisien, par son aspect, homme de grande intelligence et de caractère... »

³ Parmi les Russes de ce petit groupe, Roudine, qui, sous le nom d'Hoschiller, allait devenir l'agent du Comité des Forges, qui le placera plus tard comme chef de cabinet auprès des deux premiers sous-secrétaires d'État à l'Économie Nationale.

l'Internationale en otage ? » À quoi Renaudel répond : « Si vous voulez, mais en otage pour le droit et pour la liberté. - Et si nous la convoquions nous-mêmes ? reprend Morgari. - Je vous en empêcherai », réplique avec passion Vandervelde.

Le 15 mai 1915, le Comité directeur du parti italien décide de convoquer la conférence internationale dont l'objet sera, non la constitution d'une nouvelle Internationale, mais le rétablissement des relations internationales et une action commune pour la paix. La Conférence de Zimmerwald va se diviser sur la question de la III^{ème} Internationale¹.

Décidé à se rendre à la conférence, Merrheim cherche, pour l'accompagner, un socialiste parmi les membres de la tendance minoritaire. Après avoir hésité, Bourderon se dévoue².

Dès leur arrivée à Berne, Bourderon et Merrheim trouvent à la gare des camarades russes que Lénine a envoyés à leur rencontre et qui les amènent aussitôt dans une salle de la Maison du Peuple. Pendant huit heures « consécutives » de discussion, Merrheim et Lénine cherchent à s'entendre sur une tactique et un programme communs. Leur espoir fut déçu. Lénine était pour la création immédiate de la Troisième Internationale ; et il disait à Merrheim : « Rentrés de Zimmerwald chez vous, vous devez déclarer la grève des masses contre la guerre. » Merrheim répondait à Lénine :

Je ne suis pas venu ici pour créer une Troisième Internationale. Je suis venu pour jeter et pour faire entendre le cri de ma conscience angoissée au prolétariat de tous les pays, pour qu'il se dresse, internationalement, dans une action commune contre la guerre. Quant à la grève des masses, ah ! camarade Lénine ! je ne sais pas même si j'aurai la possibilité de retourner en France et de dire ce qui s'est, passé à Zimmerwald ; c'est loin de pouvoir prendre l'engagement de dire au prolétariat français : Dressez-vous contre la guerre³.

Merrheim savait que les masses ouvrières étaient toujours sous l'influence de la psychose de guerre : « Je ne pouvais pas prendre cet engagement ; je ne l'ai pas pris parce que ç'aurait été un crime à l'égard de nos camarades russes, sachant que je ne pourrais pas tenir pareil engagement... »

¹ *La Conférence Socialiste Internationale, Zimmerwald (6-8 septembre 1915)*, comprenant une préface de BOURDERON et MERRHEIM : Pourquoi nous sommes allés à Zimmerwald, - et le compte rendu officiel de la Conférence, Imprimerie spéciale de la Fédération des Métaux, brochure, 32 pp. - Lettres aux abonnés de La Vie ouvrière, I. La Conférence de Zimmerwald, 1^{er} novembre 1915 (A. Rosmer), brochure, 32 pp., 96, quai Jemmapes. - Les Socialistes de Zimmerwald et la guerre, brochure de 32 pages, Imprimerie spéciale du Comité pour la reprise des relations internationales.

² « Quand on est revenu me trouver et me demander d'accepter de me rendre à Zimmerwald, j'ai essayé d'y entraîner avec moi Pressemane et Valière. Pressemane assista, à Paris, à plusieurs réunions préparatoires finalement, ils refusèrent de nous accompagner à Zimmerwald... Je me disais que j'accomplissais un acte extra-syndical et je pensais : Merrheim à Zimmerwald, ce sera l'anarchiste Merrheim, - puisque, à ce moment-là, on me qualifiait d'anarchiste, - et le geste qu'accomplira Merrheim ne sera pas compris en Allemagne ni dans l'Internationale, qui était surtout socialiste, et non pas syndicaliste, encore moins anarchiste. C'est alors que j'ai pensé à Bourderon. Je le suppliais, quand, en bon père de famille qu'il est, il me représentait sa situation de famille... Il me disait : « Vous savez ce que nous risquons, et j'ai charge d'âmes, femme et enfants. » Je faisais alors appel à ses sentiments socialistes et je lui disais : « Je ne peux pas aller seul à Zimmerwald. Si vous, Bourderon, socialiste, vous n'êtes pas à mon côté, la démonstration n'aura aucune valeur internationale... » Je décide Bourderon et nous voilà à Zimmerwald. »

³ Congrès de Lyon, pp. 170-171. Le passeport pour Zimmerwald avait été retiré à Marie Mayoux, de la Fédération de l'Enseignement, et aux délégués de l'Union des Syndicats du Rhône.

Si, dès leur première conversation, Lénine et Merrheim s'opposent, un sentiment commun rapproche aussitôt les délégués français et les délégués allemands, Merrheim, Bourderon, et les deux députés social-démocrates, Ledebourg et Adolf Hoffman : cette entente spontanée va leur permettre de signer une déclaration franco-allemande, commune aux socialistes et syndicalistes franco-allemands. La première entrevue a lieu à Zimmerwald, au coin d'une table :

Bourderon et moi, nous étions là, le cœur serré, les yeux secs. Dominés par cette seule préoccupation, nous nous disions : Mais, s'ils refusent, s'ils ne veulent pas signer avec nous une résolution franco-allemande, nous sommes perdus ; non seulement, nous sommes perdus, mais la haine va se dresser encore plus forte contre les travailleurs allemands ; elle va se réveiller terrible et sans espoir d'atténuation. L'attitude admirable de Ledebourg fut pour nous un grand soulagement et un réconfort.

Après avoir lu la motion que Bourderon et Merrheim avaient rédigée, Ledebourg leur dit : « Camarades français, vous avez oublié de parler de la Belgique ; nous voulons que la violation de la Belgique soit stigmatisée dans la motion franco-allemande ¹. » Et c'est Ledebourg qui rédige la phrase sur la Belgique :

Les masses populaires furent entraînées dans cette guerre par l'union sacrée, constituée dans tous les pays par les profiteurs du régime capitaliste, qui lui ont donné le caractère d'une lutte de races, de défense des droits respectifs et des libertés... C'est pourquoi nous, socialistes et syndicalistes allemands et français, nous affirmons que cette guerre n'est pas notre guerre, - que nous réprouvons de toute notre énergie la violation de la neutralité de la Belgique... nous demandons et ne cesserons de demander qu'elle soit rétablie dans toute son intégrité et toute son indépendance... - que nous ne consentirons jamais à ce que nos gouvernements respectifs se prévalent de conquêtes qui porteraient fatalement dans leur sein les germes d'une nouvelle guerre.

Lorsque les quatre délégués allemands et français reviennent dans la salle de la Conférence et que Merrheim donne lecture de la déclaration franco-allemande, tous les délégués unanimes les acclament en disant : « Vous avez sauvé la Conférence de Zimmerwald ; le but principal qu'elle se proposait est maintenant acquis. » Par ailleurs, les journées de la Conférence furent orageuses. L'aile révolutionnaire, à la tête de laquelle se trouvait Lénine, et la majorité pacifiste réussirent difficilement à s'entendre sur un manifeste commun dont Trotsky élaborait le projet ², avec l'aide de Grimm et d'Henriette Roland Holst. Celui-ci fut signé après de longues discussions ; la tactique et les théories que Lénine voulait faire préconiser dans la résolution furent écartées par 19 voix contre 12 ³, Lénine se décida à signer le manifeste, parce qu'il était, à ses yeux, *le premier pas* vers la rupture et la scission ⁴, car, écrit Zinoviev, le 11 octobre : « Le cours même des choses fera de la récente conférence - malgré la majorité de ses participants - la première pierre de la nouvelle Internationale ⁵. »

¹ Conférence Socialiste Internationale, op. cit., pp. 18-21.

² Conférence Socialiste Internationale, Zimmerwald, op. cit., pp. 22-29 : les délégués britanniques n'avaient pu obtenir de passeports.

³ MERRHEIM au Congrès de Lyon, p. 173 : « Je me rapprochai de Rakowsky, délégué de la Roumanie à la Conférence... Je faisais partie de la Commission de rédaction avec Ledebourg, Grimm, Lénine, Rakowsky, Morgari, et nous dûmes, lutter contre les principes et les théories de Lénine. »

⁴ LÉNINE, « Le premier pas », *Sozialdemokrat* du 11 octobre 1915, et « la tâche des représentants de la gauche de Zimmerwald ».

⁵ Encore qu'il n'eût pu le convaincre à Zimmerwald, Lénine espérait faire de Merrheim, en France, un des pionniers de la Troisième Internationale. Il lui fit communiquer cette lettre sur la tâche de l'opposition en France : « J'ai vu à Zimmerwald Bourderon et Merrheim. J'ai entendu leurs rapports et j'ai ap-

Dans « La tâche des représentants de la gauche de Zimmerwald dans le parti socialiste », Lénine conseille la création, au sein des syndicats, de noyaux formés de communistes obéissant aux instructions du parti. Il faut noter que cette méthode était en complète opposition avec les intentions des minoritaires français, lorsqu'ils créent les Comités syndicalistes révolutionnaires (C. S. R.), formés de militants ouvriers qui décidaient eux-mêmes de leur action et de leur pensée.

Si Lénine et Merrheim n'étaient pas arrivés à un accord, c'était pour une raison profonde : la pénétration des organisations ouvrières par un noyautage politique heurtait en Merrheim, comme en Bourderon, l'attachement que tous deux avaient pour l'indépendance du syndicalisme : condition, à leurs yeux, de l'unité ouvrière ; c'est aussi pourquoi ils s'étaient refusés à suivre Lénine dans sa lutte en vue de provoquer, par une scission, la création de la III^{ème} Internationale.

Merrheim et Bourderon rentrent en France¹. Ils espèrent que les militants ouvriers et socialistes, qui auront « lu et médité » les résolutions de Zimmerwald, rallieront le Comité pour la reprise des relations internationales, qui vient de se constituer. Mais la masse reste indifférente : « La masse, qu'a-t-elle fait ? » demande Merrheim. « La masse, elle s'écartait. Je n'ai pas pu la réveiller, cette masse, avec les résolutions de Zimmerwald. » *La masse n'a pas répondu à l'appel de Zimmerwald*. C'est seulement quand les grèves d'ouvrières commencent à éclater dans la Seine pour des questions de salaires que les travailleurs viennent aux organisations syndicales. Merrheim excuse cette indifférence : « Même si j'avais été arrêté à mon retour de Zimmerwald et fusillé, la masse ne serait pas levée, elle était trop écrasée sous le poids des mensonges de toute la presse et des préoccupations générales de la guerre. »

Le 15 décembre 1915, les socialistes minoritaires allemands, affirmant que la situation de l'Allemagne lui permet de faire des offres de paix, réunissent 20 voix au Reichstag contre le budget, 24 autres socialistes s'abstiennent. La formation au Reichstag d'une minorité socialiste indépendante allait avoir une influence en France sur l'évolution du parti socialiste ; la tendance minoritaire s'affirme à la Fédération unifiée de la Seine, dès le 19 décembre 1915 [motion Jean Longuet-Pierre Laval] ; au Congrès national, les minoritaires gagneront peu à peu du terrain jusqu'au jour où ils conquerront la direction du parti.

Une deuxième Conférence internationale se tint à Kienthal, petit village perdu de l'Oberland bernois, du 24 au 30 avril 1916². Les délégués sont plus nombreux qu'à Zimmerwald : 40 délégués, dont quatre Français, - Pierre Laval et trois députés socialistes Raffin-Dugens (Isère), P. Brizon (Allier), Alexandre Blanc (Vaucluse)³, - huit délégués italiens, huit délégués russes, cinq délégués polonais, un serbe, un portugais, sept alle-

pris leur action par les journaux. Leur sincérité et leur entier dévouement à la classe ouvrière ne peuvent faire le moindre doute. Néanmoins, il est évident que leur tactique est erronée. Tous les deux ont surtout peur de la scission. »

¹ Ils publient, au nom de la Fédération des Métaux et de la Fédération du Tonneau, une brochure : Pourquoi nous sommes allés à Zimmerwald.

² *Seconde Conférence socialiste Internationale de Zimmerwald, tenue à Kienthal (Suisse)*, brochure, 64 pp., Imprimerie du Comité pour la reprise des relations internationales, Paris, 33, rue de la Grange-aux-Belles. Préface de Robert Grimm, mai 1916.

³ Ces députés, tous trois instituteurs, voteront désormais contre les crédits de guerre, Chambre des Députés, 24 juin 1916.

mands, un anglais, et cinq suisses. La Conférence s'adresse aux peuples « qu'on ruine et qu'on tue » contre...

... cette guerre criminelle qui s'est immobilisée... Malgré les hécatombes sur tous les fronts, pas de résultats décisifs. Pour faire seulement vaciller ces fronts, il faudrait que les gouvernements sacrifient des millions d'hommes - ni vainqueurs, ni vaincus, ou plutôt tous vaincus, c'est-à-dire tous saignés, tous épuisés : tel sera le bilan de cette folie guerrière... Jamais la guerre n'a tué la guerre. Au contraire, en excitant les sentiments et les intérêts de « revanche », la guerre prépare la guerre, la violence appelle la violence... Cette guerre, peuples travailleurs, n'est pas votre guerre, et cependant, c'est vous qui en êtes, en masse, les victimes. Pour eux [les riches et leurs valets], la guerre, c'est la mort des autres...

En face de cet effort des socialistes et syndicalistes minoritaires, qu'a tenté l'Internationale syndicale ? Elle s'est émiettée.

Dix mois après l'origine des hostilités, l'Internationale syndicale possédait trois bureaux : l'un à Berlin, l'autre à Amsterdam et le troisième à Paris. Les syndicalistes majoritaires français et anglais se rendaient compte de la position fautive dans laquelle les mettait l'effacement de l'Internationale syndicale, alors que s'accroissaient, dans chacun des deux pays, les forces minoritaires rassemblées au cri de « *Guerre à la guerre, assez de sang versé !* » Aussi avaient-ils organisé des réunions syndicales interalliées ; le 5 juillet 1916, la Conférence de Leeds demande que le futur traité de paix contienne des clauses relatives à une législation internationale du travail ¹.

De son côté, Legien cherche à organiser également un congrès syndical international ; le 4 octobre 1916, il lance des invitations pour une conférence qui se tiendrait à Berne le 11 décembre ; mais les syndicats scandinaves ne croient pas l'heure propice. Par une circulaire du 12 novembre, Legien retire son invitation. Par contre, avec son approbation, les syndicats suisses proposent la réunion d'un congrès international en 1917 à Berne. A la nouvelle qu'un congrès socialiste international doit être organisé à Stockholm, cette ville est choisie pour la réunion, parallèlement au congrès socialiste, d'une conférence syndicale internationale.

La prolongation de la guerre, l'incertitude de sa durée créent parmi les masses ouvrières et paysannes un état d'esprit qui influe sur l'évolution des organisations syndicales. Le progrès des syndicalistes minoritaires se manifeste à la Conférence nationale des Fédérations et Unions départementales de la CGT, qui se tient à la Noël de 1916. Les cent délégués sont d'accord pour accepter la participation de la CGT à la conférence internationale que les syndicats suisses veulent organiser. A l'unanimité, la Conférence adopte la résolution suivante :

La Conférence, prenant acte de la note du président des États-Unis, invitant simultanément toutes les nations actuellement en guerre à faire connaître par une déclaration publique leurs vues respectives quant aux conditions auxquelles la guerre pourrait être terminée ;

Demande au gouvernement français de répondre favorablement à cette proposition. Elle l'invite à prendre l'initiative d'une démarche identique auprès de ses alliés afin de hâter l'heure de la paix.

¹ CORNELIUS MERTENS, *Le Mouvement syndical international*. La Conférence de Leeds réclame aussi une Commission internationale d'inspection du travail et un Bureau international de statistiques.

Elle déclare que la Fédération des Nations, qui est un des gages d'une paix définitive, ne saurait être assurée que par l'indépendance, l'intégrité territoriale et la liberté politique et économique de toutes les nations, petites et grandes.

Ainsi l'action de Merrheim et de quelques camarades commençait à faire sentir son influence. Leur inlassable appel contre la guerre, « cette folie sanglante, qui avait rendu l'Europe démente », rencontrait un écho dans les cœurs.

Quatrième partie

Guerre ou paix (1917-1918)

« Une grande pacifiste, la Misère, va nous prêter main-forte.. Ce cri : la Paix !... Ce cri si simple, si éloquent, si humain, jaillira demain de toutes les poitrines, parce que le pain sera noir et que le charbon manquera. »

Les instituteurs syndicalistes et la guerre, mai 1917.

[Retour à la table des matières](#)

Chapitre premier

Lénine et la Révolution d'octobre

« La majorité paysanne veut la terre... La nationalisation du sol est la première mesure que devraient appliquer les soviets ».

LÉNINE,
24 avril 1917

« Tout le long du front, sur plus d'un millier de kilomètres, les millions d'hommes des armées russes s'agitaient, pareils au flot montant, et déversaient sur la capitale des centaines et des centaines de délégations qui n'avaient qu'un cri : La paix ! la paix ! »

JOHN REED,
Dix jours qui ébranlèrent le monde

I

[Retour à la table des matières](#)

La révolution de 1905 était directement sortie de la guerre russo-japonaise. La révolution de février, et ses suites, allait sortir de la guerre européenne. Les défaites qui avaient décimé l'armée révélaient l'incurie du gouvernement tsariste et la corruption des fonctionnaires à tous les degrés de la hiérarchie. La vénalité des prévaricateurs s'étalait cyniquement. La désorganisation de la Russie épuisée produisait ses conséquences naturelles en atteignant particulièrement les classes laborieuses. Les prix avaient haussé de 50 pour 100, tandis que les salaires n'augmentaient que de 19 pour 100. Et le chômage s'élevait, dans certaines régions, à 30 pour 100 de la population ouvrière. Dans la capitale, le pain, le charbon manquent. En février, des cortèges, formés d'ouvriers en grève, parcourent les rues de Pétrograd aux cris de « Du pain ! Du pain ! » Les soldats fraternisent avec les grévistes ; des mutineries éclatent parmi les troupes.

Le 10 février 1917, jour de l'ouverture de la Douma, le groupe ouvrier du Comité militaire et ouvrier central propose d'organiser une manifestation vers le palais de

Tauride, siège de la Douma, afin de réclamer la formation d'un gouvernement provisoire qui s'appuierait sur le peuple. Le comité bolchevik de Pétrograd lance ce mot d'ordre : « Grève de protestation de 24 heures et manifestations dans la rue. » Le 23 février, pendant la journée internationale des femmes, ce sont les ouvrières du textile qui, les premières, se mettent en grève. Bientôt 90.000 ouvriers participent au mouvement. Le 24 février, il y a 200.000 grévistes, et le 25, 250.000. Les manifestants se heurtent aux forces de police. Le gouverneur de Pétrograd fait afficher un avis annonçant à la population que le gouvernement prend les mesures nécessaires pour écraser l'insurrection ; des mitrailleuses sont placées sur les toits. Mais, le 25 février, les cosaques prennent la défense de la foule sur la place Znamenskaia. Le 26, une partie du corps Pavloski refuse de tirer contre les insurgés. Le 27, les soldats du corps de Volynie s'emparent de dépôts d'armes et entraînent une partie des corps Préobrajenski, de Lithuanie, de Moscou ; ils s'emparent de l'arsenal. A quatre heures de l'après-midi, une grande partie de Pétrograd est aux mains des insurgés. Les bâtiments des commissariats de police, du tribunal du district, de la Sûreté, de la direction de la gendarmerie, sont incendiés.

Le 27 février, l'autocratie russe s'écroule. La peur est telle parmi les ministres que le vieux Protopopov, ministre de l'Intérieur, rencontrant dans les couloirs du palais de Tauride un socialiste qu'il reconnaît, le tire par la manche en lui disant : « C'est moi Protopopov, je vous prie de m'arrêter. »

Deux gouvernements se forment. C'est la « dualité » des pouvoirs : un gouvernement provisoire, présidé par le prince Lvov, et dont le ministre des Affaires étrangères est Milioukov, le leader du parti constitutionnel cadet ; et, parallèlement, le Soviet des députés ouvriers de Pétrograd, où se côtoient des socialistes révolutionnaires, des mencheviks et des bolcheviks ; les bolcheviks n'y sont encore qu'une minorité. Le lendemain, 28 février, la grève générale est déclarée et un Soviet se forme à Moscou. Le 2 mars, Nicolas II abdique en faveur du grand-duc Michel ; et, le 3, celui-ci disparaît. Le 6, la grève se termine à Pétrograd. Le 7, le Comité exécutif du Soviet de Pétrograd crée une commission de contact avec le gouvernement provisoire ; il adresse un appel aux classes ouvrières des pays belligérants en faveur de la paix. Le 10 mars, un accord intervient entre le Soviet de Pétrograd et les associations patronales, accord qui institue la journée de huit heures et les comités d'usines.

En 1905, la révolte paysanne s'était exprimée par des troubles qu'aucune action commune n'avait liée au mouvement ouvrier. Depuis 1914, la guerre avait englouti tant d'hommes qu'il avait fallu mobiliser industriellement la paysannerie. Celle-ci, en 1917, va apporter à la Révolution l'appui de sa force décisive : « Cette jeune classe ouvrière inculte, sans traditions routinières ou conservatrices, mais aussi sans instruction technique ni éducation politique, offrait une fraîcheur intacte de tempérament révolutionnaire à tout parti capable, d'interpréter ses aspirations à la fois nettes parles tendances profondes et confuses par les manifestations de surface ¹ »

¹ BORIS SOUVARINE, *Staline*, Plon éd., Paris, 1935, p. 143.

II

En janvier 1917, Lénine est à Zurich. Il passe toutes ses journées à la bibliothèque. Les jeudis après-midi, la bibliothèque étant fermée, sa femme, Nadiejda Kroupskaïa, et lui vont retrouver dans la montagne leur endroit préféré. Lénine, couché sur l'herbe, se plonge dans la lecture :

Notre vie à Zurich s'écoulait doucement, sans événements saillants... Un jour, après dîner, au moment où Iliitch s'appêtait à aller à la bibliothèque, tandis que je venais de ranger la vaisselle, Bronski vint nous trouver : « Vous ne savez rien, s'exclama-t-il. La révolution a éclaté en Russie !... » La pensée de Lénine commença à travailler fébrilement... Iliitch écrivit aussitôt à Kollontaï, à Stockholm : « Comme par le passé, ce qui s'impose, c'est la propagande révolutionnaire, la menée et la lutte en vue d'une révolution prolétarienne internationale et en vue de la prise du pouvoir par les Soviets des délégués ouvriers ¹. »

Dès le 4 mars, Lénine rédige avec Zinoviev la première minute des *thèses dites du 17 mars*, précisant les tâches du parti bolchevik, après ce qu'il appelle la première étape de la révolution : « La victoire complète à l'étape suivante de la révolution et la conquête du pouvoir par un gouvernement ouvrier ne sont assurées que si les larges masses de la population sont informées et organisées. »

Le 7 mars, Lénine commence ses *Lettres de loin* ² par une étude *sur la première étape de la révolution* : « Il a fallu, pour que la monarchie tsariste s'effondrât en quelques jours, le concours d'un grand nombre de circonstances d'une importance historique mondiale. » Parmi ces circonstances, il faut noter le caractère du capitalisme en Russie ou plutôt la dépendance de l'économie russe vis-à-vis des capitalismes étrangers, notamment des capitalismes anglais et français. En outre, le climat psychologique, créé par la révolution de 1905, persiste :

Si le prolétariat russe n'avait pas, pendant trois ans, de 1905 à 1907, livré les plus grandes batailles sociales et déployé son énergie révolutionnaire, jamais n'aurait été possible une seconde révolution aussi rapide, - en ce sens que son étape initiale a été achevée en quelques jours. La première révolution a ameubli le terrain, déraciné des préjugés séculaires, éveillé à la vie politique et à la lutte politique des millions d'ouvriers et des dizaines de millions de paysans...

Le 3 avril ³, Lénine arrive à la gare de Finlande, à Pétrograd ; ouvriers, marins et soldats sont venus en masse pour l'accueillir : « Le peuple se pressait autour de nous, telle une mer agitée. » Le 6 mai, Léon Trotsky arrive lui aussi à Pétrograd. Dans son premier discours, il préconise la prise du pouvoir. Voilà la révolution russe munie de ses deux chefs, hommes singulièrement différents par leur race, leur tempérament et leur carac-

¹ NADIEJDA KROUPSKAIA, *Ma vie avec Lénine*, trad., Payot, Paris, 1933, pp. 250 et suiv.

² LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. XX, pp. 12 à 52 : Il y en eut cinq - celle du 7 mars est la seule qui parvint en Russie avant l'arrivée de Lénine.

³ Ce furent Lénine et ses camarades qui imposèrent au gouvernement allemand les huit conditions de leur passage à travers l'Allemagne. Un groupe d'internationalistes français, polonais, suisses, etc., garantirent, dans une déclaration du 25 mars, les intentions de Lénine. Voir MARC VICHNIAC, *Lénine*, Librairie Armand Colin, 1932, pp. 109 et suiv. ; - et aussi VICTOR SERGE, op. cit., p. 9.

tère ; mais qui, justement, en raison de leurs différences profondes, vont former une équipe complète. Leur accord va être une des raisons du succès de la révolution d'octobre. L'un et l'autre ont attendu cette heure de leur vie ; ils ne la laisseront pas passer. Se dressant dans une attitude romantique, tête haute, yeux d'un bleu intense, voix métallique, lançant ses mots comme un coup droit, Trotsky est le tribun de la Révolution. Lénine, dont la bonhomie volontiers s'efface, semblerait avoir, au premier aspect, moins de relief, si l'on ne devinait en lui une volonté irréductible : « Lénine donnait l'impression d'une concentration de tout son être poussée au plus haut degré, d'un formidable recueillement intérieur, sous une apparence de calme et de simplicité prosaïque ¹. »

Une ténacité, une volonté de chef ; un bon sens malicieux de paysan, voilà les deux traits essentiels de Lénine. Il pensait que « jamais des millions d'hommes n'écouteront les conseils du parti, si ces conseils ne coïncident avec ce que leur enseigne l'expérience de leur propre vie ». Grâce à sa compréhension du paysan, Lénine va transformer la révolution de février en révolution d'octobre ; d'avril à octobre, son souci dominant sera de préparer l'opinion paysanne à donner son appui à la révolution. Du paysan, il est proche par sa nature et par ses traits de Grand Russe : un de ces paysans prolétaires qui ont dans leurs veines un peu de sang mongol. Trapu, large d'épaules, grand front dénudé, barbiche roussâtre, « la face anguleuse et rude, les pommettes saillantes et fortement accentuées... des yeux bleu vert au regard malicieux ². En dépit de leur clignement finement ironique, ces yeux ne se dérobent pas ; « ils vous examinent parfois d'une façon un peu étrange, comme s'ils cherchaient à découvrir s'il n'y a rien de caché derrière vos paroles ³ ».

Lénine est et restera simple et sans faste ; la simplicité et l'ordre caractérisent son existence et son travail ⁴ ; ses papiers et ses livres étaient aussi bien rangés que sa batterie de cuisine. Un bon équilibre physique et intellectuel, qui tient à une stricte discipline personnelle, à sa sobriété en tout, jusque dans la discussion et la conversation, car il déteste les paroles inutiles. Et, pour cette raison, Lénine a un certain mépris des intellectuels qui parlent pour le plaisir de parler. L'emphase révolutionnaire lui déplait. Aussi son style est-il simple et précis ; il n'écrit que ce qu'il a à dire, sans jamais s'abandonner aux spéculations abstraites. Ses articles sont dictés par les nécessités quotidiennes de l'action. Ses écrits sont utilitaires et sa parole dirigée tout entière vers la persuasion : des gestes simples, un parler familier, sans images, sans effet. *La pensée de Lénine est action* : son intelligence et sa volonté s'accordent et, par leur harmonie, lui permettent de poursuivre implacablement la réalisation de son dessein : « une acharnée tension vers le but, persévérante, persistante, indépendante de toutes les conventions, ne s'embarrassant pas de formalités ⁵. »

Une volonté tendue, mise en couvre par ce robuste paysan de la grande Russie. Jamais elle n'est apparue davantage, cette force, lente, sûre et mûre, cette volonté dans la décision, que pendant les mois d'avril à octobre 1917.

¹ LÉON TROTSKY, *Lénine (avant octobre)*, Librairie du Travail, p. 63.

² VICTOR SERGE, *Lénine*, 1917, Librairie du Travail, Paris, 1924.

³ LANDSBURY, *La Vie ouvrière*, 19 mars 1920.

⁴ Lénine continuera à vivre modestement ; il imposera la règle que les membres du Comité central « ne doivent pas recevoir un traitement supérieur aux ouvriers qui composent le journal du parti », - les 6.000 francs de la Commune de Paris.

⁵ LÉON TROTSKY, op. cit.

III

Le lendemain de son arrivée à Pétrograd, le 4 avril, Lénine parle aux bolcheviks; membres de la Conférence panrusse des Soviets¹. Et, le 7 avril, il publie dans la *Pravda* ses thèses sur *les objectifs du prolétariat dans la présente révolution*. La guerre, sous le gouvernement Lvoff, est restée une guerre impérialiste. Sans le renversement total du capitalisme, une paix démocratique est impossible².

En avril, dans le Soviet de Pétrograd, les bolcheviks sont une faible minorité. La première tâche qui s'impose, c'est de conquérir la majorité ; car les Soviets sont la seule forme révolutionnaire du pouvoir. Il faut sauter par-dessus la république parlementaire, qui serait un recul en arrière. Et, toujours dans ce numéro de la *Pravda* du 7 avril, Lénine trace avec précision le programme pratique dont l'article premier est essentiel, parce qu'il est la condition même de l'existence de la révolution : *la terre aux paysans* ; confiscation des domaines et nationalisation des terres par les Soviets de paysans. Sans l'adhésion des masses paysannes, le prolétariat industriel ne pourra vaincre d'une façon durable. Il faut attacher solidement la paysannerie à la révolution. Les thèses de Lénine, le 7 avril, comprennent aussi : 1° Éligibilité et révocabilité à tout moment de tous les fonctionnaires, leurs traitements ne doivent pas être supérieurs au salaire moyen d'un bon ouvrier ; 2° Fusion immédiate de toutes les banques du pays en une grande banque nationale placée sous le contrôle du Soviet des députés ouvriers ; 3° Création d'un *État Commune* (c'est-à-dire d'un État dont la Commune de Paris a esquissé l'image) ; 4° Création d'une Internationale révolutionnaire contre les social-chauvins et le centre.

En même temps que sa vision réaliste de la situation en Russie, Lénine montre aussi sa prudence : il recommande de ne pas se laisser aller à la violence « tant que le gouvernement bourgeois n'a pas commencé à en faire usage ». Il serait imprudent de risquer une expérience prématurée, tant que les bolcheviks n'auront pas conquis la majorité dans les Soviets.

Lénine constate la lassitude de l'armée. La note adressée le 18 avril aux gouvernements alliés par le ministre Milioukov lui donne l'occasion de faire appel à ce sentiment en s'adressant aux soldats : « Camarades soldats, déclarez que vous ne voulez pas mourir pour les traités secrets signés par Nicolas II et demeurés sacrés pour Milioukov³. »

Le jour où paraissait dans la *Pravda* la critique de Lénine, le gouvernement provisoire publiait un communiqué disant que sa note du 18 avril avait été mûrement étudiée et adoptée à l'unanimité. Ce communiqué provoquait le jour même des manifestations dans la rue ; une école d'artillerie refusait d'obéir au général Kornilov, lui donnant l'ordre

¹ LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. XX, p. 85-95 (notes prises par un des assistants et publiées seulement en novembre 1924).

² Toutes ces idées se retrouvent dans les *Lettres de loin* écrites à Zurich en mars 1917. Cf. LÉNINE, op. cit., t. XX, pp. 106-109.

³ LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. XX, p. 213. Cf. La guerre et le gouvernement provisoire, p. 166 : - Aux soldats et aux marins, p. 178 ; - Les soldats et la terre, p. 190. « Le moyen, dit-il en avril 1917, de hâter la fin du massacre des peuples, c'est la fraternisation des soldats au front ».

de faire sortir deux batteries contre les manifestants : des collisions sanglantes se produisaient. L'exécutif du Soviet de Pétrograd dut venir au secours du gouvernement en interdisant pour deux jours les meetings et les manifestations dans la rue. Cette réaction, si violente qu'on l'a appelée la première vague de la révolution¹, a été provoquée par la pensée de la prolongation de la guerre. Le 23 avril, prenant prétexte du fait que l'exécutif du Soviet, par 34 voix contre 19, a voté la confiance au gouvernement provisoire, Lénine conseille aux ouvriers de transformer la majorité des Soviets². Conquérir la majorité dans les Soviets ; tout le pouvoir aux Soviets. tels sont, en face de la crise, les mots d'ordre de Lénine. Le 2 mai, Milioukov donne sa démission, et le 5 se forme un premier gouvernement de coalition, qui comprend deux mencheviks et deux socialistes-révolutionnaires.

Les soldats, les paysans, tels sont les objectifs de Lénine. La paix, la terre, tels sont les mots d'ordre grâce auxquels il espère sceller l'alliance de l'armée et des paysans avec la révolution.

Au congrès du parti bolchevik, qui se tient du 24 au 29 avril, Lénine développe inlassablement ses thèses, afin de les enfoncer dans la tête des bolcheviks, afin aussi de hâter la conversion totale des soldats et des paysans. Le 29, il est élu membre du Comité central par 104 voix sur 109, - réunissant le plus grand nombre de suffrages. Le 4 mai, s'ouvre à Pétrograd le premier Congrès panrusse des députés paysans. Lénine a présenté un projet de résolution déclarant que *toutes les terres* des propriétaires fonciers doivent passer immédiatement au peuple, *sans indemnité d'aucune sorte* ; et que les paysans doivent prendre sans délai toutes les terres pour disposer de leur exploitation³. Dans son discours du 22 mai, Lénine dit au paysan :

Prends la terre [sans attendre]... Le paysan doit s'unir à l'ouvrier... Le sol doit être la propriété du peuple entier... La propriété foncière a été et reste la plus grande iniquité... La culture des parcelles séparées, fût-ce le travail libre sur la terre libre, n'est pas une solution à la terrible crise, à la dévastation générale, et n'est pas non plus le salut. Il faut l'obligation générale du travail, l'économie la plus stricte de toute parcelle du travail humain, un pouvoir d'une vigueur et d'une fermeté exceptionnelles, en mesure d'appliquer cette obligation générale du travail, car les fonctionnaires ne peuvent pas l'appliquer, et seuls les Soviets de députés ouvriers, soldats et paysans peuvent y réussir, étant le peuple même, étant les masses populaires, ne constituant pas un pouvoir de fonctionnaires, connaissant à fond, de haut en bas, la vie du paysan.

*Un ferme pouvoir révolutionnaire*⁴ : voilà le troisième mot d'ordre de Lénine - et qui lui est imposé par la situation économique en Russie ; il voit le danger que cette situation fait courir à la Révolution : la disette approche ; le chômage s'accroît ; les matières premières font défaut - le combustible aussi. Les usines sont obligées de fermer. Les ouvriers vont manquer même de pain. Les industriels, se sentant menacés, freinent la production⁵. Lénine écrit, le 14 et le 16 mai : *la débâcle menace*, la catastrophe se rapproche... le salut n'est que dans la discipline révolutionnaire...

¹ VICTOR SERGE, op. cit., p. 19 : « On peut dire que la première vague de la révolution d'octobre monte à ce moment, avec une force irrésistible, du fond de l'indignation populaire. »

² LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. XX, p. 257, Les leçons de la crise : « Péetrograd fut en ébullition... les manifestations de masse et les démonstrations se suivaient sans interruption... »

³ Id., ib., t. XX, Rapport sur la situation actuelle, p. 289, et Discours aux paysans, pp. 461, 465-482.

⁴ Voir sur le même thème, dans la *Pravda* du 6 mai, LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. XX, p. 398 : « D'un ferme pouvoir révolutionnaire. » Cf. aussi 16 mai : Catastrophe inéluctable et promesses démesurées, pp. 434-440.

⁵ « Les patrons des houillères du Sud désorganisent précisément la production..., la désorganisent et la négligent consciemment. » (Id., ib., t. XX, p. 437.)

IV

Le 16 juin, Kerensky donne à l'armée et à la flotte l'ordre de prendre l'offensive. Le 18, l'offensive russe dans la région de Cvinok et en Galicie est d'abord suivie de quelques succès. Le même jour, à Pétrograd, est organisée une manifestation contre la guerre. Le lendemain, une contre-manifestation a lieu sur la Perspective Nevsky en l'honneur des victoires de l'armée russe. Les ouvriers du quartier de Vjborg répondent par une grève de protestation. Un peuple qui, même à l'annonce d'un succès, ne veut plus se battre, telle est la signification de la manifestation organisée à Pétrograd. Le 18 juin, 400.000 ouvriers et soldats ont défilé dans la rue, en réclamant « tout le pouvoir pour les Soviets », en acclamant les mots d'ordre du parti bolchevik : « Ni paix séparée avec l'Allemagne, ni traités secrets avec les Anglo-Français. » Les soldats ne veulent plus se battre. Les paysans mobilisés veulent retourner chez eux. Lénine¹ craint que les bolcheviks se laissent entraîner à une aventure prématurée ; il supplie « son parti et le prolétariat socialiste de faire preuve du maximum de vigilance et de sang-froid ». Il prévoit la venue d'un nouveau Cavaignac, semblable à celui « qui, mettant à profit la crainte inspirée par le prolétariat aux classes moyennes, entreprit de désarmer les ouvriers parisiens et de les fusiller en masse² ». Il faut attendre que le nouveau Cavaignac fasse appel à la violence.

Le 28 juin commencent les revers sur le front. Le 4 juillet, ces nouvelles soulèvent un demi-million d'hommes. Un régiment vient exhorter les bolcheviks à l'action. Le Comité exécutif du Soviet refuse de prendre le pouvoir. Lénine pense que le moment n'est pas encore venu et l'événement justifie sa prudence. car, le 5 juillet, les ouvriers rentrent à l'usine, les soldats à la caserne.

Les journées des 4 et 5 juillet sont suivies d'une répression : la Pravda est supprimée, Trotsky arrêté, Lénine obligé de fuir. Et désormais, jusqu'aux journées d'octobre, Lénine va se cacher ; d'abord aux environs de Pétrograd, passant ses nuits dans des huttes de foin ; ensuite en Finlande ; enfin à Pétrograd. Dans la campagne finlandaise, en août et septembre, Lénine rédige *L'État et la Révolution*. Il y définit le caractère nouveau de l'État, sorti de la Révolution, par la fusion de la police, de l'armée et de la bureaucratie avec la totalité du peuple armé³.

Pendant les semaines qu'il passe en Finlande, en août et septembre, Lénine a le souci constant du problème *pratique* que posent les premiers mois de la révolution de février. Dans un tract publié en feuille volante, *A propos des mots d'ordre*, Lénine condense les leçons qui lui semblent résulter des événements de juillet :

¹ LÉNINE, 13 juin : « Nous sommes au tournant. » (*Œuvres complètes*, t. XX, p. 609.)

² Dans la Pravda du 16 juin : « De quelle classe viennent et viendront les Cavaignacs ? » « L'apparition des Cavaignacs est certaine, pourvu qu'il y ait une petite bourgeoisie hésitante, instable, craignant les développements de la révolution » (*Œuvres complètes*, t. XX, p. 616).

³ LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. XX, pp. 32-44. *Lettres de loin* (10 et 11 mars 1917). La milice prolétarienne : « Il nous faut un pouvoir révolutionnaire, il nous faut (pour une certaine période de transition) un État ». *L'État et la Révolution*, nouvelle édition refondue, Librairie de L'Humanité, Paris 1925, avec un avertissement d' Amédée Dunois ; et *Œuvres complètes*, t. XXI, pp. 441-544

Avant le 4 juillet, écrit-il en août, je passage du pouvoir aux Soviets était possible sans guerre civile, car il n'y avait pas de violence exercée sur le peuple... La voie pacifique est devenue impraticable... Au point décisif, le pouvoir a passé à la Révolution... Le 4 juillet, toutes les autres classes se sont trouvées unies contre la classe ouvrière. Aussi le pouvoir qui repose sur cette union contre doit-il être renversé par la force. Mais il faut attendre l'heure favorable pour engager la bataille décisive ; il faut attendre un nouvel élan de la Révolution, venant de la profondeur des masses. Car ce qu'il faut, c'est être le plus fort au moment décisif, à l'endroit décisif. En un mot : vaincre.

Kerensky, qui, le 8 juillet, est devenu président du Conseil, s'entend avec le général Kornilov ; mais, lorsque celui-ci, le 26 août, marche avec ses cosaques sur Pétrograd, Kerensky le désavoue. Au lendemain du coup de Kornilov, dans sa lettre au Comité central, Lénine conclut : « Nous nous sommes extraordinairement rapprochés du pouvoir, mais de biais. » Le 3 septembre, il écrit un article sur le *Compromis* :

Un parti authentiquement révolutionnaire ne doit pas proclamer une impossible répudiation de tout compromis, mais doit savoir, à travers tous les compromis que la nécessité peut lui imposer, demeurer fidèle à sa classe, à son œuvre révolutionnaire, à la préparation de la Révolution, à l'éducation des masses pour la victoire de la Révolution.

Dès le 16 septembre, Lénine est sûr de vaincre, car il constate que le « début de la guerre civile [n']a manifesté... du côté de la bourgeoisie, aucune force, aucune conscience de classe, aucune assise, aucune chance de victoire »...

Cependant, les Soviets se sont transformés : la minorité bolchevik est devenue majorité. Pour la première fois, le 31 août, à Pétrograd, et le 6 septembre, à Moscou, les résolutions présentées par les bolcheviks ont obtenu la majorité. Le 25 septembre, Léon Trotsky est nommé président du Soviet de Pétrograd. De cette majorité conquise, Lénine tire la conséquence : « La majorité du peuple est avec nous ; ayant obtenu la majorité dans les Soviets des ouvriers et des soldats des deux capitales, les bolcheviks peuvent et doivent prendre le pouvoir gouvernemental ¹. » L'insurrection, qui, au commencement de juillet, aurait été une erreur, doit être organisée. Mais, en même temps, Lénine pense à la forme que va prendre l'État pendant cette période de transition. Il faut s'appuyer sur les conquêtes du grand capitalisme.

Le socialisme n'est pas autre chose que le monopole d'État capitaliste employé dans l'intérêt du peuple entier et ne cessant que dans cette mesure d'être un monopole capitaliste... Le capitalisme a créé un mécanisme étroitement attaché aux banques et aux syndicats industriels, - charbon, métaux, sucre, etc., ...mécanisme qui accomplit un grand travail de recensement et d'enregistrement, si l'on peut s'exprimer ainsi. Ce mécanisme, on ne peut pas et il ne faut pas le briser.

Sans les grandes banques, le socialisme serait irréalisable. Les grandes banques constituent le mécanisme d'État dont nous avons besoin pour réaliser le socialisme et que nous prenons tout fait au capitalisme... Le capitalisme des monopoles d'État est la préparation matérielle la plus complète du socialisme, l'antichambre du socialisme... (tome XXI, pages 228 et 229).

Le parti bolchevik n'a que 240.000 membres, une toute petite minorité dans le pays ; c'est lui pourtant qui formera un gouvernement qui durera, car, dans la Russie, en décomposition, la seule force est l'organisation disciplinée et fermement conduite des bolcheviks.

¹ Lettres au Comité central du Parti, écrites à partir de la mi-septembre (LÉNINE, *Œuvres complètes*, pp. 354, 358, 361, 389, 392, 404, 423, 427, 432, 438).

Depuis son retour en Russie, Lénine avait cherché à rapprocher et à unir soldats, ouvriers et paysans : l'adhésion des masses paysannes était à ses yeux la condition décisive du succès. Or, voici qu'elles s'ébranlent. Dans les provinces, déçus par les lenteurs du gouvernement provisoire, les paysans se soulèvent, saisissent les récoltes des propriétaires fonciers et brûlent les châteaux. La révolte des paysans, attendue par Lénine, lève les hésitations de sa prudence. Le 29 septembre, il écrit : « La crise est mûre. Tout l'avenir de la Révolution est en jeu. » Mais Lénine doit vaincre une résistance, celle du Comité central du Parti qui hésite :

Les événements nous prescrivent nettement notre devoir, l'attente devient un crime... Le mouvement agraire se développe... Les troupes nous vouent une sympathie de plus en plus vive... il n'est plus douteux que nous assistons en Allemagne, depuis l'exécution des marins (de Kiel), au début de la Révolution... Dans ces conditions, attendre est un crime... Les bolcheviks doivent prendre le pouvoir sur-le-champ... Attendre le Congrès des Soviets est un crime... Si on ne peut pas prendre le pouvoir sans insurrection, il faut faire l'insurrection sur l'heure... A Moscou, la victoire est assurée, personne ne résistera. Le gouvernement n'a rien à faire et n'a point de salut. Il se rendra. La paix, nous la proposerons demain ; la terre aux paysans *sur l'heure*...

Le 8 octobre, Lénine, dans ses *Conseils d'un spectateur*, écrit qu'en commençant l'insurrection on doit savoir qu'il faut aller jusqu'au bout :

Une fois l'insurrection commencée, il faut agir avec le maximum de décision et absolument, à tout prix, engager l'offensive..., tâcher de surprendre l'ennemi, saisir le moment où ses troupes sont dispersées..., combiner nos forces principales, la flotte, les ouvriers et les régiments, de telle sorte que soient immédiatement occupés et conservés, au prix de n'importe quelles pertes, la centrale des téléphones, le télégraphe, les gares, les ponts...

Léon Trotsky va aider Lénine à mettre ce plan en application. Le 10 octobre, le Comité central bolchevik vote la préparation immédiate de l'insurrection ; et Lénine décide qu'on ne doit pas attendre le 25, jour où doit se réunir le Congrès panrusse des Soviets car « prendre les armes à date fixe, c'est laisser trop beau jeu à l'ennemi ». C'est la veille même du Congrès, le 24 octobre, que va éclater l'insurrection. Pendant les heures qui la précèdent et l'accompagnent, « Lénine est tout entier volonté tendue, ardeur impérieuse, commandement d'action » (Victor Serge).

« Dans les casernes, les usines, aux coins des rues, d'inépuisables orateurs réclamaient la fin de la guerre et déclaraient que, si le gouvernement ne faisait pas un effort énergique en faveur de la paix, les soldats quitteraient les tranchées et rentreraient chez eux... Les soldats, qui désertaient le front par centaines de milliers, refluaient comme une vaste marée et erraient sans but à travers tout le pays¹. » John Reed raconte que, la nuit du 10 octobre, au Comité central du parti bolchevik, un premier vote au sujet de l'éventualité de l'insurrection avait été négatif ; mais un ouvrier s'était écrié : « Je parle au nom du prolétariat de Pétrograd. Nous sommes pour l'insurrection. Faites comme vous voudrez, mais je vous déclare que, si vous laissez écraser les Soviets, vous êtes finis pour nous. » Quelques soldats se joignirent à lui. On remit l'insurrection aux voix. Elle triompha. Pétrograd présentait un curieux spectacle. Dans les usines, les salles des comités étaient remplies de fusils ; des courriers, allaient et venaient ; la garde rouge s'entraînait. Dans les casernes, il y avait chaque nuit des meetings, et les journées se passaient en dis-

¹ JOHN REED, *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, Bureau d'éditions, Paris, pp. 15, 16, 25.

cussions passionnées et interminables. De mystérieux individus circulaient autour des femmes grelottantes dans les queues de pain et de lait, leur chuchotant que les juifs avaient accaparé les stocks de vivres et que les membres des Soviets vivaient dans l'opulence, tandis que le peuple mourait de faim... Dans les clubs, du crépuscule à l'aube, on jouait fiévreusement ; le champagne coulait à flots, les enjeux atteignaient 20.000 roubles. Les rues et les cafés du centre regorgeaient de prostituées couvertes de bijoux et de fourrures luxueuses... Complots monarchistes, espions allemands, contrebandiers tirant des plans...

Dans la- crainte d'une répression préventive exercée par le gouvernement, Lénine presse le parti d'agir : « Tout retard à l'insurrection équivaut à la mort... Tout tient à un cheveu... Il faut à tout prix ce soir, cette nuit, arrêter le gouvernement. Le gouvernement chancelle, il faut l'achever à tout prix... Temporiser dans l'action, c'est la mort... Maintenant ou jamais... Ne vont-ils pas tomber sur nous à l'improviste ?... » L'essentiel était, pour les bolcheviks, de s'opposer à l'éloignement de la garnison de Pétrograd, dont le gouvernement provisoire avait l'intention de se débarrasser en l'envoyant sur le front. Cette garnison se composait de 60.000 hommes ; c'est d'elle qu'était sorti le Soviet des députés soldats ; elle qui avait prévenu le coup de Kornilov. Trotsky avait lancé dans les journaux la nouvelle que des pourparlers étaient engagés avec l'état-major de l'armée au sujet du licenciement de cette garnison. Trotsky explique à Lénine que ce n'est qu'une ruse de guerre : « Ah ça, c'est bien, bien ! » s'écrie Lénine d'une voix chantante et gaie, et il se met à marcher de long en large en se frottant les mains. « Ça, c'est bien, bien ! » Lénine aimait les stratagèmes ; il s'était déguisé et avait même coiffé une perruque.

Le soir du 24, dans une pièce de l'Institut Smolny, on étendit des couvertures et deux oreillers : « Nous y reposâmes, Lénine et moi, couchés l'un à côté de l'autre, mais ne songeant nullement à dormir. » Dans un accès de lyrisme, peu fréquent chez lui, Lénine s'écria : « Quel tableau sublime : un ouvrier auprès d'un feu de bivouac, les armes à la main !... » Il était encore si peu sûr du succès que, craignant d'être arrêté, peut-être tué, il mettait en lieu sûr les documents susceptibles d'intéresser l'histoire ¹.

Durant les journées du 24 et du 25 octobre, tandis que Lénine, dans une chambre écartée, songeait à toutes les éventualités et à tous les détails, Trotsky assurait l'organisation pratique de l'insurrection ².

Après la prise du Palais d'Hiver, le 25, c'est Trotsky qui, monté à la tribune, introduit Lénine auprès du Congrès réuni dans la salle, où, sous les candélabres blancs, siégeaient, entassés sur les banquettes, se pressant dans les passages et les moindres recoins, perchés sur les rebords des fenêtres et jusque sur le bord de la tribune, les députés ouvriers et soldats :

Trotsky, tribun splendide et courageux du soulèvement..., au nom du comité militaire révolutionnaire du Soviet de Pétrograd, déclare que le gouvernement provisoire n'existe plus. Et, comme preuve vivante de ce fait, paraît à la tribune, salué d'une formida-

¹ Un portrait de Lénine, par TROTSKY, *Clarté*, juin 1925: « Jusqu'à la dernière heure il craignit que l'ennemi ne se mît au travers de notre mouvement et ne nous surprît à l'improviste » - MARC VICHNIAC, op. cit., passim.

² STALINE : « Tout le travail d'organisation pratique de l'insurrection s'effectua sous la direction immédiate de Trotsky... Le Parti est surtout et avant tout redevable au camarade Trotsky. »

ble ovation, Lénine, que la nouvelle révolution libérait du mystère dont il avait dû s'entourer¹.

Le 7 octobre, Lénine avait dit : *La terre aux paysans sur l'heure*. Ses premières paroles, lorsqu'il est sûr de la victoire, sont pour les paysans. Lénine entend tenir, et tenir aussitôt, la promesse qu'il leur a faite. Le 26 octobre, Lénine propose le décret sur la paix et le décret sur la terre, votés dans cette séance même. Le décret sur la paix est voté à l'unanimité, deux jours après la défaite de Caporetto sur le front italien :

Le gouvernement ouvrier et paysan issu de la révolution des 24 et 25 octobre, appuyé sur les Soviets... invite toutes les nations belligérantes et leurs gouvernements à ouvrir sans délai les négociations d'une juste paix démocratique, une paix immédiate sans annexions et sans contributions²...

Le document se termine par un appel aux ouvriers de France, de Grande-Bretagne et d'Allemagne. Certains des délégués du Congrès des Soviets voudraient qu'on donnât au décret la forme d'un ultimatum. Lénine s'y refuse, parce qu'il escompte la révolution en Allemagne : « Si le peuple allemand nous voit disposés à discuter toutes les offres de paix, la coupe débordera, ce sera la révolution allemande. Nous sommes disposés à les discuter toutes : cela ne veut pas dire que nous y souscrivons. »

Constitué dès le 26 sous la présidence de Lénine, le nouveau gouvernement des commissaires du peuple doit faire face à la défection et à la grève des employés des services publics. Il ne possède aucun appareil gouvernemental ; la liaison avec la province n'existe pas ; le Comité panrusse des Cheminots gêne les pourparlers télégraphiques du Conseil avec Moscou. Il n'y a pas d'argent ; il n'y a pas d'armée. Invités par décret à travailler en contact étroit avec les organisations de masse des ouvriers, des ouvrières, des marins, des soldats, des employés, les commissaires consacrent beaucoup de temps à recevoir des délégations ouvrières.

Le commissaire du peuple au Travail était Chliapnikov, le secrétaire du syndicat des métallurgistes ; ce syndicat fournit au Département du Travail son nouveau personnel. Le syndicat des gens de mer organisa l'administration des ports.

Les premières séances du Conseil des commissaires se tinrent dans le petit cabinet de Lénine, au second étage de l'Institut Smolny³. Le personnel du Conseil était réduit tout d'abord à un secrétaire et deux auxiliaires : « Je crois qu'on ne rédigea pas de procès-verbaux des premières séances. » Séances qui duraient longtemps, car les commissaires étaient assaillis de questions urgentes auxquelles il fallait donner une solution immédiate. Lénine dirige le travail de législation, d'administration et d'organisation il préside, cinq et six heures d'affilée, le Conseil des commissaires du peuple, dont les séances sont quoti-

¹ BOUKHARINE, *De la dictature de l'impérialisme à la dictature du prolétariat*, Genève, 1918.

² E. YAROSLAVSKI, *Histoire du Parti Communiste*, Bureau d'éditions, 1931, pp. 291 et suiv.

³ Lénine guide les débats, limitant strictement le temps de parole, qu'il vérifie sur sa montre de poche. Il démêle avec aisance les questions diverses et souvent compliquées, posées sans examen préalable et, toutes, d'urgence. Tandis qu'il écoute les discussions, Lénine prépare des conclusions, des résolutions sur une étroite bande de papier couverte d'une écriture minuscule. Pour économiser le temps, il envoie à telle ou telle personne présente de courts billets demandant des précisions ou des renseignements. La réponse est écrite sur le verso du papier, et détruite immédiatement par Lénine. Lorsqu'il estime que la discussion a assez duré, il lit un projet de résolution, toujours conçu en un style d'une raideur préméditée. Après quoi, les débats cessant, la proposition de Lénine devenait toujours la base du décret. Cf. CHLIAPNIKOV, *La Revue Prolétarienne*, n° 10, 1922, et Léon Trotsky, op. cit., pp 124-125

diennes. Trotsky insiste sur l'imagination créatrice nécessaire à Lénine pour diriger ce travail multiple, embroussaillé, et en dégager des conclusions pratiques et rapides à l'instant critique, « quand il s'agissait d'un revirement tactique plus ou moins risqué et où sa responsabilité était particulièrement engagée... Lénine paraissait écarter, balayer tout ce qui était accessoire, secondaire tout ce qui pouvait simplement distraire l'attention, affaiblir l'énergie ¹... »

C'est l'entente des soldats et des ouvriers, dans les grandes villes et surtout à Pétrograd et à Moscou, qui a permis à l'état-major d'intellectuels formé et dirigé par Lénine de faire la révolution conformément au schéma dessiné par lui, et qu'il a, grâce à un réalisme tout opportuniste, à la fois suivi et assoupli par son action quotidienne. La révolution a duré, d'abord et avant tout, parce qu Lénine lui avait assuré l'adhésion des masses paysannes.

Quels que soient les péripéties et les développements, pendant les années suivantes, de cette révolution, un fait est certain : son rayonnement par delà les frontières de la Russie. Une mystique est créée, qui va immédiatement pénétrer le mouvement ouvrier dans les différents pays de l'Europe. Cette mystique aura des répercussions profondes sur l'état d'esprit des militants et sur l'évolution du mouvement lui-même.

¹ Lénine et Trotsky travaillent en harmonie, dans des cabinets situés aux deux bouts opposés de l'Institut Smolny. Le corridor qui les unit était si long que Lénine, par plaisanterie, proposa d'établir la liaison par cyclistes : « Nous communiquons par téléphone, des marins accouraient fréquemment chez moi, m'apportant ces remarquables petits billets de Lénine, deux ou trois phrases détachées sur un petit bout de papier, chacune en retrait, les mots les plus importants soulignés de deux ou trois coups de plume, le tout terminé par une question posée également en retrait. »

Chapitre II

La paix américaine (1917-1918)

« Les peuples permettront-ils à la diplomatie de laisser tomber la grande possibilité de paix ouverte avec la révolution russe ? »

LÉNINE-TROTSKY,
28 novembre 1917

« Nous ne voulions pas faire subir à la France la paix de Brest-Litovsk. »

BOURDERON,
Congrès de Lyon

[Retour à la table des matières](#)

Le 9 novembre 1917, Lénine décide de commencer des négociations en vue d'un armistice ; le 13 novembre, le ministère Painlevé tombe ; le 16, Clemenceau prend le pouvoir.

Le 18 novembre, un train spécial emporte vers Brest-Litovsk la délégation chargée de négocier un armistice : cinq délégués accompagnés d'un marin, d'un soldat, d'un paysan et d'un ouvrier. L'armistice est conclu le 2 décembre pour vingt-huit jours et renouvelable. La convention admettait, sous le nom de contacts organisés, la fraternisation des troupes. Les pourparlers de paix, qui s'ouvrent le 9 décembre à Brest-Litovsk, avaient été entamés par Lénine et Trotsky avec l'espoir d'arriver à ébranler les masses ouvrières d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie et celles de l'Entente. Aussi leur semblait-il qu'il fallait faire durer les pourparlers le plus longtemps possible, afin de donner aux ouvriers des nations en guerre le temps de comprendre la politique de paix de la Russie.

Certains signes pouvaient créer l'illusion qu'une révolution était possible, proche même en Allemagne ; des troubles s'étaient produits dès avril 1917 : 125.000 ouvriers des usines de munitions s'étaient mis en grève. Pendant l'été, en juillet et en août, des mutineries se produisaient à bord de trois navires.

Du côté des alliés, l'offensive du 16 avril 1917, dirigée par le général Nivelle, avait abouti à un échec. Cet échec avait provoqué un découragement d'autant plus profond que l'offensive avait suscité plus d'espoirs. La lassitude et l'inquiétude de l'arrière ont leurs répercussions parmi les soldats et les officiers. Quelques mutineries se produisent en Champagne. Un régiment se met en marche sur Paris. Et ceux qui ont subi la guerre comme une fatalité jugent qu'elle se prolonge en vain. Comme le Lucien du Sang Noir, à la vue des conscrits, plus d'un se demande si cette innocente acceptation de la douleur et de la mort servirait au moins à alléger la douleur du monde ¹.

I

L'hiver de 1916-1917 avait été rude pour tous les peuples en guerre ; mais plus particulièrement pour les Empires Centraux. Chez tous, disette de charbon, de pétrole, de sucre, de blé, de produits chimiques. En 1917, la récolte avait été, en Allemagne, inférieure de 50 pour 100 à la moyenne d'avant 1914 : la ration de pain du combattant était tombée à 260 grammes par jour. La consommation des vivres avait diminué de 50 pour 100. La conquête des blés roumains avait permis aux Empires Centraux de tenir. En France, la surface ensemencée avait baissé de 35 pour 100. En Grande-Bretagne et en France, on avait dû imposer à la population un rationnement rigoureux. En vain, jusqu'en septembre 1917, les gouvernements alliés avaient : ils essayé d'enrayer la hausse des prix ; ils avaient tenté d'assurer le ravitaillement dans tous les pays alliés, grâce à la création à Londres du *Wheat Executive*, en novembre 1916 ². Dès cette époque, le gouvernement anglais avait vu le prix du pain monter chaque semaine à Londres ; les approvisionnements s'épuisaient et la population anglaise était à la merci des torpillages et de la spéculation. Une production déficitaire aux États-Unis avait encore accentué la gravité de cette situation, qui devenait dramatique pour la France pendant l'été 1917. En août, les stocks français sont inférieurs aux quantités nécessaires pour la soudure de la récolte. Il ne reste plus que quinze jours de consommation ; les approvisionnements en farine pour l'armée ne s'élèvent qu'à un jour et pour les grandes villes à deux ou trois jours. C'est donc à l'automne 1917 que se sont écoulées les heures les plus critiques pour les alliés : au moment où se développait la révolution d'octobre, le ministre français du Commerce télégraphiait à son collègue anglais : « La France, et par conséquent l'Entente tout entière, est à la merci d'un accident ; la catastrophe produite par le manque de pain pendant quelques jours serait irrémédiable. »

¹ *Le Sang Noir*, roman, Gallimard, 1936, dans lequel Louis GUILLOUX a puissamment mis en relief l'état d'esprit de 1917. Cf. : « De petits malingres portaient à leur chapeau le signe de la mort prochaine... Ils ne posaient pas de conditions... Ils n'exigeaient pas de savoir par quoi, à l'autre bout de la chaîne, serait compensée la perte de leurs jeunes vies et si cette innocente acceptation de la douleur et de la mort servirait au moins à alléger la douleur du monde... L'humanité balbutiait à peine. A travers tant d'horreurs, elle finirait par découvrir le prix infini de la vie, le respect de la vie, l'amour véritable et fraternel ».

² Accord interallié précédé par le Sugar Executive (janvier 1916), suivi du Meat and Fats Executive, de l'Oil Seeds Executive (août 1917), du Nitrate and Soda Executive (décembre 1917), et de la mise en commun des ressources totales des Alliés en bateaux, grâce à l'Interallied Maritime Council.

Le 28 novembre, connaissant cette situation, Lénine, président, et Trotsky, Commissaire aux Affaires Étrangères, adressent aux peuples des pays belligérants la déclaration suivante :

La victorieuse révolution des ouvriers et des paysans de Russie a mis au premier rang la question de la paix. La période d'hésitation, d'ajournement et de la bureaucratie est finie. Maintenant, tous les gouvernements, toutes les classes, tous les partis de tous les pays belligérants, sont invités à répondre catégoriquement à la question : s'ils entendent ou non entrer avec nous en pourparlers au sujet d'un armistice immédiat et d'une paix générale. De la réponse à cette question dépend celle de savoir si nous éviterons une nouvelle campagne d'hiver avec toutes ses horreurs et ses misères, et aussi si l'Europe continuera à être noyée dans le sang.

Nous, Conseil des Commissaires du Peuple, nous nous adressons aux Gouvernements de nos alliés... Nous leur demandons, en face de leurs propres peuples, en face du monde entier, s'ils entendent entrer en pourparlers pour la paix. Nous, Conseil des Commissaires du Peuple, nous demandons aux peuples alliés, en première ligne aux masses travailleuses, s'ils veulent continuer le stupide massacre, aller aveuglément vers la perte de la civilisation européenne...

À notre proposition, les représentants officiels des Gouvernements alliés ont répondu par un refus de reconnaître le Gouvernement des Soviets et de se mettre en rapport avec lui au sujet des pourparlers pour la paix. Le Gouvernement de la révolution victorieuse est privé de la reconnaissance de la diplomatie professionnelle, mais nous demandons à ces nations si la diplomatie réactionnaire exprime leurs pensées et leurs aspirations, si les peuples permettront à la diplomatie de laisser tomber la grande possibilité de paix ouverte avec la révolution russe.

II

Au printemps et pendant l'été de 1917 s'étaient réunies des conférences internationales : d'abord la Conférence syndicale internationale de Stockholm, convoquée par le Bureau intérimaire d'Amsterdam et tenue le 8 juin en l'absence des délégués de l'Entente ; puis la troisième Conférence de Zimmerwald, tenue le 12 septembre et qui avait voté ce manifeste :

Les peuples s'acheminent avec résignation vers le quatrième hiver de la guerre avec toutes ses horreurs ; des millions d'hommes ont été estropiés, d'autres millions encore sont traînés à l'abattoir. La famine, la misère exténuent ceux qui restent à la maison... C'est l'extermination des peuples par les peuples eux-mêmes... En face de ces horreurs et de ces tortures, les peuples qui en sont victimes élèvent toujours davantage le cri : « Nous voulons la paix, la fin de l'assassinat des peuples. » Et pourtant l'aurore de la paix ne se montre pas encore à l'horizon... Les événements de Russie exigent aussi la lutte du prolétariat international... La lutte internationale des masses pour la paix signifie en même temps le salut de la révolution russe. L'heure a sonné du commencement de la lutte commune dans tous les pays pour l'avènement de la paix, pour la libération des peuples par le prolétariat socialiste. Le moyen qui y mène est .la grève internationale et simultanée des masses.

Enfin, à la Conférence de Berne (1^{er} au 14 octobre 1917), la CGT avait voulu, mais n'avait pu envoyer de délégués, parce que le gouvernement français avait refusé les passeports¹ ; les syndicats anglais et belges, eux, avaient décliné l'invitation. Ces diverses tentatives de rapprochement permettaient au Comité pour la reprise des relations internationales d'écrire : « Des actions isolées du prolétariat ont déjà eu lieu en plusieurs endroits... Cette même lutte prolétarienne est menée par les masses ouvrières qui abandonnent le travail pour défendre leur droit le plus élémentaire à la vie... Ce sont là des symptômes qui démontrent que la classe ouvrière est fatiguée de la guerre²... »

En France, les minoritaires, qui n'avaient pu assister à la troisième Conférence de Zimmerwald, continuent à mener la lutte contre la guerre. Le Comité pour la reprise des relations internationales avait l'appui de la Fédération des Métaux et de la Fédération nationale des Syndicats d'Institutrices et d'Instituteurs ; le 23 mai 1917, la section de la Charente avait publié un petit tract, signé de Marie et François Mayoux : *Les instituteurs syndicalistes et la guerre*³. Du reste, Alexandre Blanc et les deux autres députés qui ont participé à Kienthal, Raffin-Dugens et Brizon, sont membres de l'enseignement primaire :

Notre programme n'a pas varié, il ne variera pas jusqu'à la fin de l'horrible et stupide boucherie : la paix ! la paix ! la paix !... A la guerre, il n'y a qu'un remède, la paix... Une grande pacifiste, la misère, va nous prêter main-forte. Ce cri, la paix !.. Ce cri si simple, si éloquent, si humain, jaillira demain de toutes les poitrines parce que le pain sera noir et que le charbon manquera.

Plus importantes encore que ces manifestations est celle de la Fédération des Métaux, à l'occasion du 1^{er} mai 1917. Dans *L'Union des Métaux*, la Fédération publiait l'appel du Comité des députés ouvriers et soldats de Russie aux prolétaires de tous les pays, suivi d'un autre appel⁴ signé de la Commission exécutive de la Fédération des Métaux : *Notre Premier Mai*, citant, en épigraphe, cette phrase de Jaurès : « Mais, lorsque les conséquences et les désastres se développeront, les peuples diront aux responsables : Allez vous-en et que Dieu vous pardonne ! »

Cet appel reproche à la majorité confédérale d'avoir attendu le 3 avril 1917 pour condamner les buts de guerre du gouvernement tsariste, la possession de Constantinople. La Fédération des Métaux déclare conserver la conviction que *la paix doit être l'œuvre des peuples* ; l'attitude de la classe ouvrière doit s'inspirer des paroles de Turati :

Point de co-responsabilité ; aucune complicité avec les classes dirigeantes, avec les partis bourgeois, qui voulurent ou qui admirent cette situation. Séparation nette, absolue, sans équivoque, sans transactions. Deux routes, deux âmes, deux mondes, nous et eux, irréconciliables, aujourd'hui et plus encore demain.

¹ *La Voix du Peuple*, décembre 1917, p. 9.

² Comité pour la reprise des relations internationales, Paris, 31, rue Grange-aux-Belles: trois documents, dont le manifeste de la III^{ème} Conférence de Zimmerwald.

³ Brochure de 16 pages, éd. par la Section de la Charente, 1917. - Dès mai 1915, la Fédération avait préparé un manifeste des instituteurs syndicalistes pour crier : « Assez de sang versé ! »

⁴ La presse, en le publiant, avait dénaturé le sens et le caractère de cet appel. Le Temps du 31 mars 1917 avait introduit dans l'appel une phrase qu'il ne contenait pas : « En parlant aux Allemands, nous ne mettons pas bas les armes : et avant de parler de paix, nous proposons aux Allemands de nous imiter et de renverser Guillaume II qui a déclaré la guerre. Si les Allemands ne nous imitent pas, nous lutterons jusqu'à la dernière goutte de notre sang ». (*L'Union des Métaux*, février-mai 1917, n° 67.)

L'Union des Métaux fait ensuite le bilan des trois années de guerre :

Le droit syndical supprimé, en fait, sous le masque hypocrite d'une liberté l'annihilant... les militants traqués, déplacés, renvoyés au front pour délit d'opinion... le droit de réunion contesté, supprimé pour ceux qui, luttant pour la vérité, refusent d'accepter et de répandre les mensonges et les excitations haineuses les plus viles et les plus basses... les organisations ouvrières humiliées, avec leur existence hautaine ment tolérée par le pouvoir, insolemment contestée par le patronat. Le patronat, encouragé par les gouvernements et leurs agents, libéré de tout contrôle, de toute inspection, exploite durement les enfants et les femmes, que le surmenage condamne à l'épuisement et à la tuberculose ; il bénéficie dans de nombreux cas d'une main-d'œuvre militarisée, soumise à une autorité aussi excessive qu'utilement contestable... Grossissant démesurément ses profits, il augmente, proportionnellement ses prétentions liberticides ; se refusant à admettre les tarifs des salaires insuffisants qu'on nous impose, il ne les applique pas, ou en général ne règle les salaires que sur le minimum de base de l'affûtage, pour tous les travaux aux pièces...

La Fédération des Métaux publie l'ordre du jour voté le 25 avril 1917 à l'unanimité par sa Commission exécutive, - ordre du jour dont la censure avait interdit la publication par la presse, - « engage les organisations et les militants de la métallurgie à participer à toutes les démonstrations ou actions ayant pour but d'aider les prolétariats de Russie et d'Allemagne dans leurs efforts de libération ».

Ce numéro de mai 1917 de *L'Union des Métaux* amena le gouvernement à délibérer sur le cas Merrheim. L'ordre fut donné de saisir le numéro de ce journal et, comme l'État-Major de l'armée insistait pour que Merrheim fût arrêté, le gouvernement discuta de cette arrestation. M. Malvy raconte à ce sujet :

Lorsque j'informai Jouhaux des interventions répétées de l'État-Major afin qu'on arrêtât Merrheim, Jouhaux me conseilla vivement de m'y opposer de toutes mes forces : « Nous sommes adversaires aujourd'hui, me dit-il, pour la meilleure défense des intérêts ouvriers. Mais si on touche à Merrheim, demain nous serons tous autour de lui pour protester contre cette mesure et pour agir ¹. »

La CGT devait tenir une conférence extraordinaire à Clermont-Ferrand les 23, 24 et 25 décembre 1917 ², c'était la troisième de la guerre, - les deux premières ayant été tenues les 15 août 1915 et les 24 et 25 décembre 1916. Cette conférence révèle qu'une évolution s'est produite dans la psychologie des militants. Elle révèle un drame de conscience parmi les minoritaires : les discours prononcés par eux à Clermont-Ferrand, notamment celui de Bourderon et celui de Merrheim, traduisent l'angoisse de ces militants. D'un côté, la révolution russe offre un espoir à ceux qui haïssaient la guerre et qui, dès le jour de la mobilisation, n'avaient eu qu'une pensée : la paix. En disant : « Les peuples permettront-ils à la diplomatie de laisser tomber la grande possibilité de paix ouverte avec la révolution russe ? » Lénine et Trotsky savaient que de telles paroles allaient droit au cœur d'hommes dont la guerre avait bouleversé la conscience. Mais ces mêmes hommes avaient été profondément déçus par la faillite de l'Internationale et par la vanité de leurs efforts pour la ressusciter. Les minoritaires s'étaient rendu compte de l'apathie des masses ouvrières pendant les premières années de guerre. A son retour de Zimmerwald, Merr-

¹ MALVY, *Mon crime*, pp. 102-103.

² Compte rendu de la Conférence extraordinaire des Fédérations nationales, Bourses du Travail et Unions de Syndicats, tenue à Clermont-Ferrand, Maison des Syndicats, Paris.

heim avait constaté, nous l'avons vu, l'indifférence de la grande majorité des classes laborieuses :

Nous aurions voulu que la classe ouvrière réponde après Zimmerwald à notre appel. Elle n'y a pas répondu : nos appels n'eurent pas d'écho immédiatement... La masse, qu'a-t-elle fait ? La masse, elle s'écartait ! Je n'ai pu la réveiller, cette masse... Elle n'a pas répondu à l'appel de Zimmerwald. Et... même si j'avais été arrêté à mon retour de Zimmerwald et fusillé, la masse ne se serait pas levée, elle était trop écrasée sous le poids des mensonges de toute la presse et des préoccupations générales de la guerre.

Merrheim ne s'est pas découragé, mais il pense que « ce n'est que par l'action internationale simultanée et coordonnée des classes ouvrières de tous les pays » que les militants pourront empêcher « les dirigeants d'insérer dans les traités de paix des clauses funestes aux intérêts de tous les travailleurs ». Or, cette action simultanée, elle implique, dans chaque pays, l'union des militants. Cette union est devenue le grand souci de Merrheim et de certains minoritaires.

Parallèlement, l'état d'esprit des majoritaires avait été influencé par les lenteurs de la guerre, par l'irritation qu'elle suscitait parmi les masses. Aussi l'unité, qui avait paru impossible, ne semble plus aussi difficile à réaliser. L'organe de la CGT, *La Voix du Peuple*¹, fait appel à l'unité, afin de doter la CGT des forces dont elle a besoin :

La guerre a bouleversé les vieilles positions, elle a créé des problèmes nouveaux qui appellent des solutions de progrès social... A la classe ouvrière de prendre énergiquement et résolument sa place, en revendiquant toute sa responsabilité, mais en exigeant tous ses droits...

Nous avons le grand espoir que cette troisième conférence nationale nous apportera à la fois l'unité de vue et d'action que l'intérêt supérieur de la classe ouvrière réclame de tous.

Quel que fût le désir d'union, l'entente se montra difficile à réaliser, lorsque minoritaires et majoritaires, se trouvèrent en présence à Clermont-Ferrand. La Fédération des Métaux avait donné mandat à Merrheim de lire et de déposer à la Conférence de Clermont-Ferrand une déclaration :

La Fédération des Métaux renouvelle sa protestation contre la tenue à Clermont-Ferrand de cette réunion. Elle proteste surtout... contre les prétextes invoqués pour éviter Paris... Cette protestation faite, la Fédération des Métaux tient à confirmer ici la position prise par elle depuis le début de la guerre, attitude approuvée unanimement et sans réserves par son Comité National de septembre 1917: depuis quarante mois, la Fédération des Métaux a manifesté et précisé son opposition absolue aux méthodes et à l'action de la majorité du Comité confédéral. Les Syndicats, les Fédérations, les Unions ont d'ailleurs encore à la mémoire nos successives protestations exprimées dès les premiers jours de la guerre, notamment contre une collaboration dangereuse avec le gouvernement ou avec tout organe émanant de son inspiration ou de son initiative ; contre le départ pour Bordeaux en accord avec le gouvernement ; ... notre protestation contre le refus de faire connaître aux organisations françaises l'appel aux ouvriers allemands rédigé par les partisans de Liebknecht et répandu en Allemagne, etc. Aujourd'hui... la Fédération des Métaux, fidèle aux principes syndicalistes, respectueuse des affirmations de ses congrès, n'a cessé de déclarer et déclare toujours que, contrairement au point de vue de la majorité du Comité confédéral, la guerre ne fut, n'est pas et ne sera jamais un facteur de raison, de justice et de progrès... Qu'en présence de cette calamité, la majorité confédérale a eu une

¹ *La Voix du Peuple*, n° 728, décembre 1917, dont l'article de tête a pour titre : Unité et action.

attitude si prudemment inactive, si docilement agitée ou si pratiquement résignée qu'elle n'a pu conquérir pour les travailleurs la moindre marque de confiance, la moindre parcelle de considération... La majorité de la CGT a jugé bon, malgré d'immédiats et amicaux avertissements, de sacrifier son unité à l'union sacrée. Constante dans sa fidélité à cette formule, elle a approuvé, encouragé par son silence public, troublé seulement par quelques timides suppliques, la succession des fautes, des crimes, des attentats à la liberté d'écrire et de penser, à la mutilation du droit de coalition, concédé par l'Empire, à la contestation du droit syndical... Enhardis par une torpeur générale, constatant la fermeté, l'irréductible et systématique hostilité de la majorité confédérale contre la minorité, les dirigeants, ne présentant aucune opposition organisée, poussèrent la hardiesse jusqu'à sortir... une nouvelle loi..., contre l'idée pacifiste, arme effrayante entre les mains d'un pouvoir vindicatif ou trop faible pour résister aux pressions persistantes de la réaction. Aucun citoyen troublé par l'horreur du carnage, aucun père angoissé ou meurtri dans ses affections, aucune épouse, aucune mère écrasée par l'irréparable douleur ne pourraient se croire à l'abri des tentacules hideux d'une telle loi de mouchardage, de délation, de suspicion, de réaction et de folie... Aujourd'hui encore, après quarante mois de guerre, la majorité confédérale, qui s'est livrée sans garantie comme sans condition, après avoir dû enregistrer périodiquement la véracité des nombreuses affirmations concernant les buts de guerre des Alliés, elle qui s'indignait violemment devant le moindre soupçon, elle qui était si intolérante et si indignée, réclame maintenant du gouvernement français la précision publique de ses buts de guerre... Aujourd'hui à nouveau, sûrs que l'avenir imposera son implacable justice, nous protestons de toute notre énergie contre l'attitude de la majorité confédérale à l'égard de la révolution russe. Nous protestons et nous nous indignons à la pensée que les plus basses calomnies sur les hommes et sur les événements ne se soient pas heurtées, dès le seuil de la CGT, à une conscience de discernement et une volonté de contrôle que ne saurait parvenir à corrompre une presse de profit, de vénalités et de scandales... Nous sommes pour l'unité dans les principes et dans l'indépendance du mouvement syndical. Nous ne creuserons ni ne comblerons le fossé qui nous sépare. Nous voulons que la distance qui nous éloigne soit constatée, nous nous opposerons à toute confusion de position, de méthode et d'attitude.

Voilà, camarades, la déclaration que nous avons estimé nécessaire de faire ; nous l'avons estimé nécessaire parce que nous sommes, à l'heure actuelle, à un moment des plus critiques de la guerre et à un moment des plus critiques, non seulement au point de vue extérieur, mais au point de vue intérieur, et on veut trop laisser croire à la classe ouvrière que cette situation intérieure, cette absence totale de libertés pour nous qui n'avons pas le droit de parler, qui n'avons que celui de nous taire, que cela ne date que d'aujourd'hui, alors que toute l'attitude de la majorité confédérale date depuis le début de la guerre.

Il faut comprendre l'état d'esprit de Merrheim quand il arrive à Clermont-Ferrand ; il n'a auprès de lui ni Georges Dumoulin, ni Million, mobilisés, ni Pierre Monatte, en première ligne à Avocourt. Merrheim a un sentiment de profonde lassitude ; il hait la guerre et souffre jusque dans sa chair des victimes qu'elle fait quotidiennement. Merrheim, d'un autre côté, redoute les « braillards », les violents, les impulsifs ; il craint toujours que ceux-ci l'entraînent plus loin qu'il ne veut aller. Surtout, il sait qu'il n'existe aucune unité de vues parmi les minoritaires, partagés en trois tendances.

Et en effet, à Clermont-Ferrand, la minorité est arrivée profondément divisée. Les minoritaires ont tenu une réunion, mais sans pouvoir se mettre d'accord sur un texte de résolution. Ils donnent mandat à cinq d'entre, eux (Merrheim, Lenoir, Bourderon, Péricat et Mayoux) d'élaborer un texte. A trois heures du matin, il n'y a pas une ligne d'écrite. Aussi Bourderon, Péricat et Mayoux demandent-ils à Merrheim et à Lenoir de rédiger un texte que ceux-ci, dans la matinée du lendemain, soumettent à Mayoux ; aussitôt celui-ci jette les hauts cris : « Ce n'est pas assez fort, assez énergique ; impossible d'accepter ! » Lenoir et Merrheim répondent à Mayoux : « Modifie toi-même les points que tu crois

devoir modifier. » Une heure après, Mayoux rapporte un texte « corrigé » (les points, les virgules, les accents), mais sans avoir changé un mot de la résolution.

La Conférence de Clermont-Ferrand décide de nommer une commission chargée de rédiger une motion d'unanimité : celle-ci comprend, outre Merrheim, Péricat, Bourderon, Savoie et quelques autres. Après de longues discussions, un texte est établi. Au sein de la commission, il n'y a qu'une seule réserve : *ce cri de désespoir* de Bourderon : « Mais si jamais je me trouve en face de Lénine et de Trotsky, je rougirai de honte si vous ne mettez pas dans la résolution une seule ligne pour la révolution russe. » On donne satisfaction à Bourderon et on ajoute : *Cette action générale, déjà demandée par la révolution russe à ses débuts et à laquelle nous souscrivons, apparaît à l'heure actuelle comme la seule qui soit de nature à éviter toute paix séparée.*

La minorité se réunit à nouveau ; elle accepte la résolution, sauf Mayoux (Fédération de l'Enseignement) et le représentant de la Bourse du Travail d'Angoulême, qui s'abstiennent au moment du vote. Tous les autres minoritaires votent la résolution d'unanimité ; mais il est entendu que, dans le compte rendu de la Conférence de Clermont-Ferrand, la motion de la minorité sera publiée après la motion d'unanimité. La motion minoritaire différait surtout sur trois points : 1° la CGT a le devoir de se dégager de responsabilités inacceptables en reprenant son entière personnalité, son entière indépendance ; 2° la formule d'union sacrée ne peut être qu'une dérision, puisque l'antagonisme des classes existe en temps de guerre et en temps de paix ; 3° la Conférence affirme sa profonde sympathie, son respect pour tous les révolutionnaires russes et regrette avec la même force la hautaine attitude des gouvernements de l'Entente se concertant pour s'opposer à toutes concessions aux exigences légitimes des Soviets.

La motion d'unanimité déclare que les formules qui sont celles du président Wilson et de la révolution russe, ont toujours été et sont restées celles de la classe ouvrière française (pas d'annexions, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, pas de contribution de guerre, pas de guerre économique succédant aux hostilités, arbitrage obligatoire, Société des Nations). Cette motion affirme le droit, pour la classe ouvrière, de participer à une conférence internationale et de la susciter au besoin.

Quels sont les sentiments qui ont permis d'arriver à cette motion d'unanimité ? Au nom de la minorité, Merrheim les exprime à la Conférence : c'est un geste de conciliation destiné à permettre une action plus énergique en faveur de la paix. Rappelons que la Conférence de Clermont-Ferrand se tient à l'heure où Clemenceau vient de prendre le pouvoir ; et les militants syndicalistes font bloc par peur de Clemenceau¹. De son côté, Bourderon complète ainsi cette explication :

Quelque chose me hantait ; je crois même que cela hantait tous les délégués minoritaires : c'était de savoir si l'action confédérale, si l'action ouvrière devait être morcelée par les nuances et les tendances, ou si elle devait être unie dans une action. Si j'ai voté l'ordre du jour d'unanimité c'est parce que je considérais l'effort fait par ceux avec qui nous étions en opposition, l'effort fait pour se débarrasser quelque peu du passé. Je voudrais tout de même que l'on se rappelle la période de 1917, où la prise du pouvoir par Clemenceau avait créé une situation différente de celle qui existait dans la période 1915 et 1916. Notre résolution ne pouvait avoir d'efficacité que si nous étions l'unanimité de la

¹ « Ce qui explique un peu, ajoute MERRHEIM au Congrès de Lyon, la paralysie de certains minoritaires. J'avais, pour ma part, refusé de me rencontrer avec Clemenceau, malgré qu'il m'eût appelé quatre fois : j'ai peut-être été un des rares qui n'ont pas eu peur de sa venue au pouvoir. »

Conférence. Si nous étions fractionnés, *nous ne pouvions pas avoir d'action sur la masse ouvrière encore indifférente...*; la totalité de la Conférence s'affirmait pour une action aussi virile que les possibilités pouvaient nous le permettre afin d'obliger le gouvernement à définir ses buts de guerre.

Au lendemain de la Conférence, les secrétaires de la Fédération des Métaux commentent en ces termes la motion d'unanimité :

Cette motion contient..., avec moins de virilité, les parties essentielles de la résolution préalablement établie par la minorité... L'unité d'action, dont nous n'avons pas le droit de négliger l'importance, compense dans une réelle mesure les concessions, qu'il ne faut pas qualifier d'abandons, faites sur les différents points de notre motion.

Reconstituer l'unité d'action, tel est donc l'objet essentiel que se proposent les syndicalistes en votant cette motion d'unanimité. L'union seule peut donner à la classe ouvrière la force dont elle a besoin. Et les événements militaires vont, dans les semaines suivantes, renforcer encore les raisons de cette attitude :

Il y avait alors, dira Merrheim¹, un état d'esprit épouvantable dans la population. Toute la France, anxieusement, s'attendait à un effort militaire formidable de la part de l'Allemagne qui, disait-on, se préparait à une offensive terrible ; toute l'opinion était suspendue à cette offensive et un beau jour elle apprend que l'attaque est déclenchée et qu'une armée anglaise a lâché pied. Les Allemands ont percé le front anglais et arrivent sur Paris ; ils sont arrivés à 85 kilomètres de Paris. Voilà la situation. Nous nous redressons, car nous ne voulons pas, comme l'a dit Bourderon, faire subir à la France la paix de Brest-Litovsk.

Au lendemain de la Conférence de Clermont-Ferrand, le 31 décembre 1917, M. Clemenceau fait demander officiellement à Merrheim s'il accepté de se rendre en Russie, afin de voir Lénine et Trotsky. Au ministre qui lui transmet cette demande, Merrheim répond le 31 décembre : « Il est déjà trop tard. Vous auriez dû traiter la Russie comme une affaire et être à leur côté à Brest-Litovsk². »

III

Le 8 janvier 1918, le président Wilson énumère ses quatorze conditions de paix, dans un message au Congrès américain, que lui inspirent autant ses sentiments pacifistes que le spectacle d'une Europe épuisée. Ce message arrivait à point pour faciliter à Lénine son entreprise d'une paix à tout prix ; il savait en effet que les Russes n'étaient plus en état de continuer la guerre. Les soldats rentraient dans leurs foyers ; les armées russes se démobilisaient d'elles-mêmes ; la 10^{ème} armée s'était retirée à l'arrière, abandonnant la plupart de ses canons. Lénine comprend donc que, pour humiliante qu'elle soit, il faut accepter la paix allemande. Le 9 janvier 1918, luttant contre la majorité du Comité central, Lénine s'écrie : « La paix qu'on nous propose est infâme ; mais si nous la déclinons, nous serons balayés et la paix sera faite par un autre gouvernement. » Il ajoute que la république soviétique a besoin d'une trêve pour s'affermir ; elle ne doit pas risquer son existence par une guerre chimérique : en acceptant la paix, la république soviétique pourra tenir

¹ A. MERRHEIM, Congrès de Lyon, p. 178.

² RAOUL BRIZON, qui était allé à Kienthal, édite, le 5 janvier 1918, *La Vague*.

jusqu'à la révolution générale, qui, par l'Allemagne, gagnera le reste de l'Europe. Il est impossible de prévoir la date de cette révolution européenne, inéluctable et prochaine, mais à échéance indéterminée ; sous prétexte de ne pas faire le jeu de l'impérialisme germanique, il ne faut pas faire celui de l'impérialisme anglo-français. La paix signée avec l'Allemagne aura un grand effet de propagande auprès des masses allemandes¹. Lénine est disposé à tout, même à accepter les insinuations de la presse alliée, qui représente le régime soviétique comme une simple agence des Hohenzollern : « Les négociations de Brest-Litovsk sont une comédie et les plénipotentiaires russes des agents vendus au service de l'Allemagne. » Le 16 février, Lénine propose donc au Comité central la signature d'une paix immédiate. Deux fois, Lénine est mis en minorité. Il répète : « Le paysan ne se battra pas ; la révolution ne sera pas perdue parce que nous aurons livré aux Allemands la Finlande, la Lettonie, la Lithuanie. » Le 18 février, par une majorité de 7 voix contre 6 et 1 abstention, après une troisième discussion, Lénine l'emporte, grâce cette fois à l'appui de Trotsky. Lénine, le 23 février, obtient du Comité central l'acceptation d'une paix « humiliante », qui détache de la Russie les Pays Baltes, la Pologne, l'Ukraine, la Finlande. Lénine sacrifie la révolution finlandaise.

La paix de Brest-Litovsk est signée, le 3 mars, par la délégation russe, qui déclare : « La paix que nous signons nous est dictée les armes à la main. La Russie révolutionnaire se voit contrainte de l'accepter les dents serrées... Nous déclinons toute discussion inutile. » Lénine estime que le sort de la révolution est lié à la paix immédiate et qu'il ne convient pas de sacrifier sa destinée à la *phrase révolutionnaire*. Lorsqu'on lui objecte que les Allemands peuvent vouloir écraser la révolution russe et marchent sur Moscou, Lénine répond :

Nous reculerons encore vers l'Orient, vers l'Oural. Le bassin de Kouznieïtsk est riche en charbon. Nous fonderons la république de l'Oural... nous tiendrons ! S'il le faut, nous irons plus loin encore, nous franchirons l'Oural. Nous irons jusqu'au Kamtchatka, mais nous tiendrons !... De notre république de l'Oural, nous reviendrons à Pétrograd et à Moscou.

Lénine n'a pas eu à fonder la république de l'Oural ; en effet, l'État-Major allemand profite de la paix de Brest-Litovsk pour mettre à exécution le plan de Ludendorff et déclencher sur le front occidental une série d'offensives allemandes : la première, contre les lignes anglaises, le 21 mars, celle-ci est arrêtée le 5 avril ; une deuxième, le 9 avril, contre les lignes anglaises de Flandre ; une troisième contre les hauteurs du Chemin des Dames, le 27 mai ; le 30, les Allemands atteignent Château-Thierry, après avoir avancé de 85 kilomètres et fait 45.000 prisonniers. Quatrième offensive, le 9 juin, dans la région de Lassigny ; mais, contre-attaquées, les armées allemandes sont obligées de s'arrêter le 11 juin. Cinquième offensive sur une étendue de 80 kilomètres ; mais celle-ci est arrêtée les 15, 16, 17 juillet ; le 18 juillet, deux armées françaises entreprennent une contre-offensive qui devait dégager Paris et aboutir à ce qu'on a appelé la seconde victoire de la Marne. C'est durant ces journées du 15 au 18 juillet que se réunit, à Paris, le XIII^{ème} Congrès de la CGT

¹ LÉNINE, *Œuvres complètes* et LEON TROTSKY, *Lénine*, Brest-Litovsk, pp. 91-104. Voir parmi les articles dans lesquels Lénine justifie sa politique : 21 février, Sur la phrase révolutionnaire ; - 23 février, La paix ou la guerre ? - 25 février, Une leçon pénible, mais nécessaire.

IV

L'hiver 1917-1918 avait été, pour les populations des pays belligérants, plus rude encore que le précédent. Les événements militaires avaient accentué le découragement. Le bombardement de Paris, d'abord enveloppé de mystère, était apparu comme le symbole d'une volonté destructrice dont la menace rendait le peuple de Paris plus tendre envers sa cité ; ce peuple s'était très vite accoutumé à vivre avec les raids d'avions comme avec les surprises de la Bertha.

A la lassitude et à l'angoisse se mêlaient des sentiments qui font du Congrès de Paris, en juillet 1918, un événement décisif dans l'existence des militants ouvriers. Dans la conscience de certains d'entre eux se livre une lutte, un débat dramatique. C'est le cas notamment de Merrheim et de Bourderon. Ils habitent derrière les Buttes-Chaumont. Les soirs qui précèdent les journées du Congrès, ils discutent entre eux la position qu'ils vont prendre. Cette position, sans doute, ils savent qu'elle va heurter d'autres camarades minoritaires. Le souci éducatif et constructif qui a toujours inspiré sa croyance syndicaliste, Merrheim l'a gardé constamment dans son cœur ; mais, en juillet 1918, la vision sanglante de la guerre est la réalité immédiate qui s'impose à Merrheim ; par l'unité seule, la classe ouvrière peut obtenir une paix qui sauve ses droits, son avenir et ceux de la justice. Ces sentiments, nul ne les a mieux exprimés que Bourderon :

En juillet 1918, y a-t-il beaucoup de délégués qui étaient à la rue de la Grange-aux-Belles ? au moment où je parlais et que la grosse Bertha nous envoyait un projectile, les majoritaires lançaient : « Voilà la réponse de vos amis les Allemands ! » Il faut tout de même se rappeler les périodes et les circonstances des faits au moment où ils se sont produits... En juillet, après le terrible traité de Brest-Litovsk... après l'effort militaire des troupes allemandes sur notre front, l'armée ennemie s'avançant à 65 et 80 kilomètres de Paris et ayant des pièces d'artillerie qui tiraient sur Paris, alors que tout cela pouvait apparaître comme un danger pour nous, je ne voulais tout de même pas accepter une paix pour mon pays comme les Russes avaient été obligés d'en subir une. Nous cherchions à sauver le plus grand nombre de vies humaines... Nous cherchions l'heure possible d'agir et, dans les mois qui précédaient, il était difficile de pouvoir agir : la percée qui menaçait, dans la Somme, avait été effrayante pour nous d'hésitation et de stupéfaction. C'est pourquoi en 1918, comme, en 1917 à Clermont-Ferrand, je considérais qu'il n'y avait qu'un moyen pour que la classe ouvrière puisse avoir en France une action agissante : celle d'être réunie dans la CGT, et c'est encore cela qui m'a guidé, en 1918, au sein de la Commission, pour voter la résolution qui est sortie du Congrès.

Les minoritaires décidèrent de ne masquer aucune de leurs critiques et de se rallier à un ordre du jour, voté le 18 juillet, le jour où était définitivement arrêtée la cinquième offensive allemande :

Enregistrant les déclarations faites à sa tribune au nom des tendances, appréciant à leur valeur les efforts salutaires, faits de part et d'autre, pour dissiper les équivoques qui ont obscurci les positions respectives de chacun et dégagé du passé l'action de la classe ouvrière pour l'avenir : Le Congrès déclare faire confiance aux militants et aux organisations régulièrement confédérées ; ratifie la motion d'action et d'unité, votée à la Conférence de Clermont-Ferrand, qui condamne toute continuation de la diplomatie secrète et réprouve les tractations faites à l'insu de la nation, qui réclame que celle-ci ait connaissance des conditions auxquelles la paix générale, juste et durable, la seule possible, pourra être conclue ; ces conditions étant celles définies par le président Wilson, par

la révolution russe à ses débuts, et affirmées par toutes les manifestations interalliées et internationales et même par Zimmerwald.

Ce dernier paragraphe est le plus important de la résolution ; il a pour objet de réunir et de placer sur le même plan les conférences interalliées des majoritaires et les conférences, comme Zimmerwald, auxquelles avaient assisté les minoritaires.

Les discussions ont été passionnées. La résolution est votée par 908 voix, qui comprennent les majoritaires et des minoritaires, contre 253 voix de minoritaires. Or, la plupart de ceux-ci ne sont opposés ni au fond ni à l'esprit de la résolution ; mais ils votent contre par défiance envers le Bureau confédéral et le secrétaire général de la CGT Bourderon porte sur celui-ci ce jugement : « Envers Jouhaux, je n'avais pas cette méfiance... J'avais formulé les griefs qu'il convenait à l'époque. Nous nous sommes battus, nous nous sommes portés des coups ; mais nous sommes dans le monde du travail, et nous avons tout de même une perspective qui est autre que celle de nos personnes. » Avec une grande élévation, Merrheim explique pourquoi il a voté, au Congrès de Paris, avec les majoritaires, et s'explique sur « le cas de Jouhaux ».

J'aurais pu donner satisfaction à mes rancunes personnelles... J'estimais que je n'avais pas le droit d'écarter cet homme... et que la CGT aurait été [par la division] frappée d'impuissance. Cela, à quel moment ? A un moment où tous les dangers pouvaient se présenter pour nous, à un moment où notre pays, comme nous, pouvions être placés dans la situation de vaincus et nous aurions été dans l'impossibilité d'agir et même de continuer à faire de l'action purement syndicale. Voilà les préoccupations qui m'agitaient et comment il faut comprendre les crises à travers lesquelles j'ai passé. Et c'est pourquoi, pensant à la CGT, à son avenir, à l'action internationale, à l'action ouvrière, j'ai abandonné le mot « regret » et, ce faisant, j'ai loyalement mis ma main dans la main de Jouhaux pour ne pas davantage diviser la classe ouvrière.

En juillet 1918, le Congrès confédéral décide de réorganiser la CGT. Celle-ci continue à comprendre les fédérations nationales et les unions départementales. Mais ces deux sections ne sont plus autonomes ; la Confédération devient une organisation unitaire. Le Comité confédéral est modifié : il est composé de délégués directs, un par fédération, et un par union départementale, mais ceux-ci doivent obligatoirement résider dans le département qu'ils représentent. C'est le Comité confédéral national qui élit les 35 membres de la Commission administrative, choisie parmi les militants de la région parisienne.

L'occupation de l'Ukraine n'a donné que peu de céréales aux Empires centraux ; tandis que les 22 divisions, formées de réservistes, qui étaient restées sur le front de Russie, se trouvaient en contact avec les Soviétiques.

Après l'échec des armées allemandes en juillet, celles-ci sont démoralisées ; nouvel échec en août : la II^{ème} armée allemande lâche pied, les soldats allemands n'en peuvent plus. Dans ses *Mémoires* Ludendorff reconnaît que « des unités entières déposent les armes devant un tank... Une division fraîche, montant courageusement en ligne, est accueillie par les troupes en retraite aux cris de : Briseurs de grève !... Ils n'en ont pas encore assez de la guerre ! » Le 1^{er} octobre, c'est le général Ludendorff lui-même qui déclare que la proposition de paix du gouvernement allemand doit être *immédiatement* transmise de Berne à Washington : *l'armée ne peut plus attendre quarante-huit heures*¹.

¹ PAUL FROELICH, *La révolution allemande*, chap. XII, 1926.

Le même jour, Hindenburg télégraphie : « Si le prince Max de Bade est chargé ce soir, vers 7-8 heures, de former le gouvernement, je consens à attendre jusqu'au matin. Dans le cas contraire, je crois nécessaire de faire cette nuit même une déclaration aux gouvernements étrangers. » Le prince Max de Bade est nommé chancelier, avec Scheidemann pour vice-chancelier ; mais ils sont déjà dépassés par les événements. A Vienne, à Budapest, à Berlin, un peu partout en Allemagne se forment des Soviets. L'orgueil des amiraux allemands précipite le cours de la révolution. Ils donnent à la flotte l'ordre de livrer aux alliés une grande bataille qui sauvera le prestige de la marine allemande. Cet ordre provoque la révolte des équipages : les marins, organisés par des Soviets clandestins, se soulèvent ; du 28 octobre au 4 novembre, pour les soutenir, les ouvriers de Kiel déclarent la grève générale. Le 8 novembre, la république est proclamée à Munich et, le 9, à Berlin. C'est au président Wilson que, dès le 14 septembre, l'Autriche, disloquée, épuisée, a fait appel ; sur l'insistante pression de l'État-Major allemand, de Ludendorff et de Hindenburg, le chancelier gouvernement Max de Bade-Scheidemann a entamé des pourparlers de paix. Les Empires centraux acceptent les 14 points proclamés par le président des États-Unis en janvier 1918. Et c'est aussi vers le président Wilson que se tournent les regards des masses ouvrières, comme vers le seul homme d'État en qui elles peuvent placer leur espoir : une paix de la justice et du droit, la paix américaine.

Cinquième partie

Démons de guerre et d'après-guerre (1919-1933)

« Dans une large mesure, les conditions politiques et sociales d'une tyrannie sont acquises : la grande industrie rassemble les foules, les exerçant à l'obéissance par la discipline du travail... La machinerie parlementaire n'a pas la force de résister à la puissance des antagonismes dont notre temps est saturé. »

DANIEL HALÉVY,
Décadence de la liberté

« La liberté seulement pour les partisans du gouvernement, pour les membres d'un parti, aussi nombreux soient-ils, ce n'est pas la liberté. La liberté c'est toujours la liberté de celui qui pense autrement. »

ROSA LUXEMBOURG,
La révolution russe, 1918

[Retour à la table des matières](#)

Chapitre premier

A la croisée des chemins : les frères ennemis (1919)

« A l'heure où la révolution vient sur nous comme est venue la guerre ... nous savons que le gouffre est là et nous savons que nous devons le sauter, convaincus que le monde va à la liquidation de la Bourgeoisie, va à la Révolution. »

PIERRE MONATTE,
Lyon, 17 septembre 1919

« Ma plus grande souffrance, c'est d'avoir connu en France une situation révolutionnaire sans avoir rencontré un esprit révolutionnaire dans la classe ouvrière. »

A. MERRHEIM,
Lyon, 18 septembre 1919

[Retour à la table des matières](#)

Le 11 novembre 1918. L'Armistice et la paix. Chez les uns, une satisfaction débridée de voir s'effacer les angoisses et les contraintes de la guerre. Chez les autres, une joie qui tremble encore. Une pensée les domine tous : qu'au moins ce cauchemar de quatre années ait servi, que les sacrifices humains n'aient pas été vains, que la paix soit conclue avec équité, dans un esprit qui prévienne le retour du fléau. Les mystiques espéraient même qu'« un homme tout neuf était né, qui avait des sens tout neufs : le sens du peuple, le sens du monde, le sens de l'avenir » (Jean Guéhenno). Nous étions anxieux d'espoir ; mais très vite, dès les tout premiers jours, les hommes de l'espérance eurent les yeux dessillés par une cruelle vérité ; il n'y avait rien à attendre de personnages dont l'habileté n'était faite que d'astuce. Vieillards ou non, ils étaient incapables de comprendre qu'avec des tractations d'intérêts on ne peut rien construire de neuf, que l'oubli de l'équité engendre avec le temps des conséquences irréparables. Ils manquaient totalement d'imagination. Ils ne voyaient pas que les démons de la guerre n'avaient pas disparu : leurs

tractations pourtant donnaient à ceux-ci une survie et engendraient les démons de l'après-guerre. Leur vision était bornée par la raie blanche du passé dont ils restaient esclaves. La guerre n'était pas parvenue à les guérir. Comment auraient-ils pu apercevoir la venue proche d'un descendant de Luther, le fils naturel de la Prusse guerrière utilisant les traités de paix¹ ?

Afin de donner le change, ces politiques s'emparèrent du projet de Wilson. La Société des Nations, entre leurs mains, devint la grande illusion. Ils voulaient faire oublier à l'opinion publique les troubles origines de la guerre. Des parades verbales leur permettaient de masquer leur impuissance timorée et égoïste.

L'Armistice s'est accompagné d'un grand espoir, d'un espoir sans lendemain. Pourtant, jusqu'à l'arrivée de Wilson en France, l'illusion première persiste. Et la classe ouvrière des différents pays attend le président des États-Unis comme un sauveur, le défenseur d'une paix équitable.

C'est parce qu'ils ont mis leur confiance en lui que les syndicalistes veulent, dès son arrivée, lui apporter ce message de confiance :

Les travailleurs groupés dans la CGT vous saluent, et, en vous, le peuple américain tout entier. Votre attitude pendant la guerre et votre idéal de paix ont été l'objet de toute leur sympathique attention. La proclamation de vos 14 propositions, qui marque une date dans l'histoire du monde, a été pour nous une lueur dans la nuit sanglante. Avec vous nous pensons que les traités et conventions qui mettront un terme officiel à la guerre devront réaliser le principe de la liberté des peuples à se déterminer eux-mêmes, rejeter toute idée d'annexion et d'indemnité punitive, pour créer une paix qui soit digne d'être garantie et protégée ; une paix qui conquerra l'approbation de l'humanité et non pas uniquement une paix qui servira les intérêts divers et les buts immédiats des nations engagées. Avec vous, nous pensons, nous voulons qu'il s'agisse demain, non d'une nouvelle répartition des puissances, mais d'une communauté des forces de la production ; non de rivalités organisées, mais de l'organisation d'une paix commune... Pas de guerre économique qui créerait encore des germes de conflats futures.

Ce manifeste est signé par tous les représentants, au Comité National de la CGT, des fédérations et des unions départementales : il exprime la confiance que la classe ouvrière fait au président Wilson.

Mais le gouvernement a décidé de traiter « en parents pauvres » la délégation confédérale qui porte au président Wilson « un message de bienvenue et l'hommage de réconfort » ; car il sait que les organisations ouvrières veulent soutenir le président Wilson dans la bataille qu'il va engager :

Nous ne pûmes pas nous rendre sur le quai, nous dûmes, comme des parents pauvres, attendre à la gare le président Wilson et lui remettre sur les marches de son wagon l'hommage que nous lui apportions. Je vois encore, je revis ces minutes inoubliables. Je vois mes camarades se grouper autour de moi, les yeux embués de pleurs, parce qu'ils comprenaient la signification du geste qu'ils accomplissaient, parce que notre espérance

¹ « La grandeur d'un tel homme est née de l'humiliation allemande. Elle a le visage de la misère allemande transfigurée par le désespoir... tandis que M. Poincaré, le petit avoué aux entrailles d'étoffe, au cœur de cuir, faisait grossoyer les huissiers. Elle est le péché de l'Allemagne et elle est aussi le nôtre. » (GEORGES BERNANOS.)

était grande. Et je revois l'austère figure du président Wilson nous répondant avec un air de sincérité qui jamais ne s'effacera et qui me permet de dire aujourd'hui : « Cet homme-là était venu pour asseoir la Société des Nations, pour réconcilier le monde ¹. »

Le président Wilson sera « le grand vaincu » de la Conférence de la Paix. Très vite, les plus éclairés parmi les militants, et plus qu'aucun autre Merrheim, se rendent compte qu'ils se trouvent en présence de grandes responsabilités ; et ils veulent éveiller le sens de ces responsabilités dans la classe ouvrière. Dès le mois de janvier 1919, Merrheim s'adresse aux métallurgistes ou aux cheminots, à Lyon, à Annecy, à Agen, à Albi, à Corbeil (le 19 janvier), et il fait appel au bon sens et à la maîtrise de ses auditeurs :

Nous sommes à une heure décisive, à un moment où les militants doivent avoir le simple courage de parler et de ne pas se laisser dominer ni entraîner par la masse inorganisée, par la foule déchaînée, poussée dans la rue par la nécessité et réclamant, comme seule satisfaction de ses personnels appétits, matériels, des augmentations de salaires. Les militants doivent la vérité, toute la vérité, même si cette vérité doit leur valoir des calomnies et de la haine, beaucoup de haine, cela importe peu... Or, la vérité, pour tous ceux qui réfléchissent, c'est qu'il apparaît nettement qu'au malaise profond qui agite les masses les solutions, basées uniquement sur les augmentations de salaires, sont inopérantes... Il est nécessaire que le régime de la production et de la répartition des produits soit complètement transformé, si l'on veut apporter des remèdes efficaces et durables ; et que l'on peut, l'on doit y parvenir par la force de l'organisation... Le courage, c'est d'inlassablement dire [aux travailleurs] que la révolution qui est à faire, qu'il faut faire, c'est la révolution économique et... qu'en réalité une révolution économique puise sa sève dans le Travail (*La Révolution économique*).

Merrheim aperçoit le danger que font courir à la France l'impuissance timorée des gouvernants et l'égoïsme étroit des classes dirigeantes. Cet état d'esprit donne au mouvement ouvrier l'occasion de prendre une influence décisive sur les destinées du pays. Merrheim voit dans la *classe du travail* l'élément de régénération ; mais il comprend que, si elle veut remplir ce rôle, la classe nouvelle doit posséder certaines vertus : la maîtrise et la capacité ; seules celles-ci lui permettront de ne pas limiter son ambition au trompe-l'œil d'une révolution purement politique, qui changerait seulement les étiquettes sociales et non pas les réalités profondes. Aussi met-il en garde les travailleurs contre « la conception simpliste d'une révolution idéaliste en théorie, mais en fait préoccupée de satisfaire des appétits personnels » :

Quels que soient les sentiments qui vous animent, saisissez, comprenez bien, pénétrez-vous bien, camarades, de cette différence entre la révolution politique et une révolution économique. La première peut triompher par l'émeute, la violence, car il suffit de remplacer les hommes d'un parti par ceux d'un autre parti à la tête d'un gouvernement, d'un État. Mais rien n'est changée par la suite et les puissances d'exploitation économique subsistent avec tous leurs privilèges et leur autorité absolue... [Les partisans de cette révolution-là]... voient dans la révolution la satisfaction des égoïsmes individuels et de leur égoïsme individuel ; ils disent « Je veux la révolution, moi, pour prendre la place du bourgeois ; je veux la révolution pour pouvoir enfin m'asseoir dans des fauteuils, me mettre dans des appartements meilleurs que ceux que j'ai connus... » La seconde [révolution], au contraire, est impossible par la seule violence, car c'est le milieu social qu'il faut transformer, la vie économique qu'il faut assurer. C'est, en un mot, mettre la main sur les instruments de production et être capable d'en assurer la direction, d'en assurer le fonctionnement comme la répartition des produits qu'ils créent, en un mot réaliser la véritable émancipation économique de la classe ouvrière.

¹ JOUHAUX, le 30 septembre 1920, au Congrès d'Orléans, XV^{ème} Congrès confédéral, pp. 195 et 196 : « On a assassiné son idée [de Wilson]. »

La capacité des travailleurs, la capacité ouvrière, est la condition de la révolution véritable, parce qu'elle commande une régénération sociale qui ne sera pas dans les mots seulement, mais dans les choses et dans les êtres. Par cette conception, A. Merrheim rejoint Varlin.

En 1919 comme à toutes les époques de sa vie, Merrheim a le sens de la responsabilité. C'est là sa grandeur. Sa sincérité était si profonde que ses adversaires ont rendu justice à cette vertu. Lorsque deux hommes sont liés par une amitié véritable, les liens qui les unissent deviennent plus étroits lorsqu'ils s'accordent dans l'action. Une fatalité humaine douloureuse peut un jour faire de ces amis des « frères ennemis ». Soudain leurs vues sur les événements et sur le devoir s'opposent. L'amertume qu'ils montrent de cette discorde les entraîne alors à se montrer injustes l'un pour l'autre. Mais il peut arriver aussi que leur sentiment l'emporte sur leur déception et leur rancune. C'est ce qui est arrivé en 1919 à Merrheim et à Monatte. Rien n'est plus beau que l'hommage rendu par Monatte à Merrheim dans *La Révolution prolétarienne* de novembre 1925 :

Pendant 15 ans, nous avons été, A. Merrheim et moi, mieux que deux camarades d'idées ; nous avons été comme deux frères. Un jour, au lendemain de la guerre, nous étions devenus des frères ennemis. Dans la violence des discussions qui ont déchiré le syndicalisme, j'ai souffert plus que personne de son égarement. Jamais je n'ai oublié l'homme qu'il était, ni qu'il s'était donné tout entier au mouvement, jamais je ne l'ai méprisé. Il a pu être injuste pour nous, pour moi, j'ai fait effort pour ne pas l'être envers lui... Pour la classe ouvrière il était le guide éprouvé. A ce moment, pendant la guerre, il a personnifié, concentré tous les espoirs révolutionnaires du pays. Pourquoi n'est-il pas resté ce qu'il avait su être en ces années terribles ?... Comment Merrheim, qui avait traversé les épreuves les plus dures, a-t-il pu faiblir un jour ? Le fardeau a-t-il fini par l'écraser ? La lassitude l'a-t-elle pris, un jour ? Le manque de foi dans les destinées de la classe ouvrière ?

Pierre Monatte a cherché de bonne foi les raisons de ce qu'il appelle « le revirement » de Merrheim. L'historien qui s'applique à saisir cette réalité intérieure, qui éclaire les aspects de l'évolution sociale et humaine, ne pensera pas que « la lassitude » ou « le manque de foi dans les destinées de la classe ouvrière » expliquent l'attitude de Merrheim en 1919. A ses yeux comme aux yeux de Varlin et de Pelloutier, c'est sur la capacité politique de cette classe que reposaient ses destinées. Or, pendant les mois qui ont suivi l'Armistice, il n'a pas estimé qu'elle fût arrivée à ce degré d'éducation et de maturité politique qui lui eussent permis de prendre l'intégralité du pouvoir. Il se résignait pour elle aux conquêtes partielles et progressives qui devaient peu à peu la préparer et la conduire à cette prise de possession. Mais jamais il n'a douté que la révolution économique ne dût être réalisée, dans un délai plus ou moins rapproché, par les travailleurs.

La révolution est-elle possible immédiatement ? - Oui, dira Pierre Monatte, parce que la situation est révolutionnaire. - Non, répondra A. Merrheim, parce qu'à cette situation révolutionnaire ne répond pas un état d'esprit révolutionnaire. Il n'y a opposition ni de foi ni de volonté. L'un et l'autre restent révolutionnaires. Ils s'opposent par leurs vues divergentes sur la situation et l'état d'esprit des classes laborieuses ; ils s'opposent aussi par leur conception de la violence. Pierre Monatte la juge nécessaire, - une classe ne disparaît pas de bon gré de la scène historique, - Merrheim, lui, la juge inutile tant que la révolution du travail ne sera pas un fait accompli. Les deux hommes s'opposent enfin par le rôle qu'ils réservent aux minorités agissantes. Pour Pierre Monatte, elles peuvent entraîner les troupes à la révolution, tandis que, pour A. Merrheim, l'œuvre révolutionnaire est volontariste, même du côté de la masse des travailleurs ; elle exige de ceux-ci l'effort

personnel. Le désaccord entre Monatte et Merrheim symbolise le conflit qui va diviser le mouvement ouvrier.

Au lendemain de l'Armistice, le gonflement de ses effectifs allait donner à la CGT une grande force. A cette force, les événements, qui révélaient l'incohérence des gouvernements, allaient donner une chance. Seulement les forces ouvrières n'allaient pas en profiter, parce qu'elles allaient se trouver profondément divisées.

Sans doute, quelle que fût leur tendance, les militants ouvriers sentaient également la gravité de l'heure, tous étaient également sincères. Mais la division entre eux était fatale ; elle se retrouve en Grande-Bretagne comme en France : ils n'avaient pas tous une même vision de l'heure et des événements. Les uns, hantés par le spectacle de la Révolution russe, croient toute proche l'heure de la révolution. Les autres craignent une révolution prématurée, dont l'échec entraînerait un recul du mouvement ouvrier.

La vérité humaine a été exprimée avec l'instinct le plus sûr par François Million, au Congrès d'Orléans, lorsque, le 1^{er} octobre 1920, il supplie « les frères ennemis » de s'unir :

Si notre CGT, il faut l'avouer, est impuissante à faire quoi que ce soit contre le capitalisme et contre les dirigeants, c'est que les trois-quarts de l'activité des militants se dépensent en coups portés les uns contre les autres et qui nous diminuent en nous rapetissant nos hommes, alors que cependant, dans le mouvement ouvrier, nous sommes riches en valeurs, riches en énergies.

I

La mystique de la Révolution russe éclaire l'histoire du mouvement ouvrier, du lendemain de l'Armistice à 1922. Il faut donc en évoquer les moments essentiels.

La Constituante avait été élue au milieu du mois de novembre 1917 ; tous les partis avaient pris part aux élections. Lénine, craignant que les bolcheviks n'y fussent en minorité, était d'avis d'ajourner la convocation de la Constituante. Mais, s'étant trouvé seul de son avis, il s'inclina : « C'est une erreur, disait-il, c'est évidemment une erreur qui peut nous coûter cher ! Puisse-t-elle ne pas coûter à la Révolution sa tête. » Mais, en réaliste, il prit les mesures nécessaires à la réunion de l'Assemblée. Lénine avait vu juste. Sur 520 députés élus, 161 bolcheviks sont en présence d'une majorité composée de 269 socialistes révolutionnaires. Les bolcheviks n'avaient réuni que 25 pour 100 du total des voix : 9 millions contre 20.900.000 allant aux socialistes révolutionnaires, qui, avec les mencheviks, totalisaient 62 pour 100 des voix. Mais les bolcheviks avaient la majorité à Pétrograd et à Moscou. En présence de ces résultats, Lénine déclare : « La faute est évidente : nous avons déjà conquis le pouvoir et pourtant nous nous sommes mis dans une telle situation que nous sommes maintenant forcés de prendre des mesures de guerre pour le reconquérir. » Lénine appelle à Pétrograd un régiment letton composé seulement d'ouvriers ; il répartit les députés bolcheviks, qui arrivent de province, dans les fabriques, les usines et les, diverses formations de l'armée. Lénine prépare minutieusement l'organisation de la *révolution complémentaire*. Le 5 janvier 1918, en s'appuyant sur un régiment de

chasseurs lettons, il disperse l'Assemblée Constituante qui tenait sa première séance. Il commente ainsi cet acte :

Sans doute c'était de notre part très risqué de ne pas ajourner la convocation ; c'était très, très imprudent. Mais, finalement, cela n'en vaut que mieux. La dispersion de l'Assemblée Constituante par le pouvoir soviétique est une liquidation complète et ouverte de la forme démocratique au nom de la dictature révolutionnaire. Désormais la leçon restera.

Une liquidation complète de la forme démocratique... Lénine devait établir *après coup* la justification de cette mesure dans les thèses qu'il soutiendra, en mars 1919, au premier congrès de l'Internationale communiste¹. L'exemple de la Révolution russe allait être invoqué par ceux qui, en Grande-Bretagne et en France, allaient s'inspirer de cette révolution et des méthodes de Lénine.

Le 23 janvier 1919, Wilson et les représentants des pays interalliés à la Conférence de la Paix signent cette déclaration :

Ils reconnaissent le droit absolu du peuple russe de diriger ses propres affaires, sans injonction ou direction d'aucune sorte venant du dehors ; ils ne veulent pas exploiter la Russie ou se servir d'elle en aucune manière ; ils reconnaissent la révolution sans réserve et, en aucune façon et en aucune circonstance, ils n'aideront ou ne donneront leur appui à aucune tentative de contre-révolution ; il n'est ni dans leur désir ni dans leur intention de favoriser ou d'assister, les uns contre les autres, aucun des groupes organisés qui se disputent présentement la direction et la conduite de la Russie. Leur seul et sincère but est de faire ce qu'ils peuvent pour apporter à la Russie la paix et la possibilité de se libérer de ses présentes difficultés.

Le lendemain de cette déclaration, Lénine réalisait le projet qu'il poursuivait depuis l'automne de 1914, la création de la Troisième Internationale. Le 24 janvier 1919, en effet, la Centrale du parti communiste russe réunissait les bureaux étrangers des partis communistes polonais, hongrois, allemand, autrichien, letton et les Comités centraux du parti communiste finlandais, de la Fédération socialiste balkanique et du parti ouvrier américain. Un appel était rédigé ; il décrivait en 12 points la tactique des partis décidés à se grouper dans une nouvelle Internationale, dont la création était justifiée par la carence de la Seconde Internationale :

Pendant la guerre et la révolution se manifestent non seulement la complète banqueroute des vieux partis socialistes et social-démocrates, et avec eux la faillite de la Seconde Internationale, mais aussi l'incapacité des éléments centristes de la vieille social-démocratie à l'action révolutionnaire. En même temps, se dessinent clairement les contours d'une véritable Internationale révolutionnaire.

Le premier Congrès de la Troisième Internationale ne réunit, en mars 1919, qu'un petit nombre de délégués et laisse au deuxième congrès, qui se réunira en juillet 1920, le soin d'organiser définitivement la Troisième Internationale.

Celle-ci est accueillie avec enthousiasme par tous ceux qui considèrent comme une trahison toute négociation et tout contact entre les forces ouvrières et les gouvernements. Au congrès des socialistes indépendants (avril 1919), Clara Zetkin s'écrie :

¹ Thèses de LÉNINE sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne : *Les 4 premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste*. Librairie du Travail, 1934

La vieille Internationale est morte dans la honte ; elle ne peut plus être ressuscitée. A Berne, on a montré plus de confiance en Wilson qu'en Marx. Il faut condamner de la façon la plus sévère le fait qu'on se soit séparé des bolcheviks. Il faut continuer l'œuvre de Zimmerwald. Les dernières années de ma vie, je ne les passerai pas là où est la mort, mais là où se trouvent les forces de l'avenir.

Le 30 avril 1919, Alfred Rosmer, dans le premier numéro de *La Vie ouvrière*, salue ainsi la naissance de la Troisième Internationale :

C'est bien une Troisième Internationale qui vient de naître ; elle est déjà robuste et l'avenir lui appartient : elle marque un nouveau progrès dans l'organisation des travailleurs de tous les pays... La guerre a été la grande épreuve ; elle a établi un nouveau classement. D'un côté, les traîtres, les défaillants du socialisme, ceux qui, devant la révolution, s'aperçoivent qu'ils ne sont que de simples démocrates ; de l'autre, des révolutionnaires. Il ne peut pas, en effet, y avoir deux Internationales... La nouvelle Internationale a des racines profondes. En elle se retrouvent tous ceux qui ont résisté lors de la grande défaillance d'août 1914 et se sont rencontrés ensuite à Zimmerwald et à Kienthal.

En France, les minoritaires ont les yeux fixés sur la Russie.

Le 28 mai 1919, Pierre Monatte estime que l'exemple russe doit inspirer l'opposition syndicaliste contre la CGT :

Notre devoir est bien clair : aider la Révolution russe, la soutenir dans la pleine mesure de nos forces. Comment ? Par la Révolution. La plus grande préoccupation des ouvriers parisiens, des travailleurs français, elle va aux révolutions russe et hongroise. La CGT devra bien à son tour en faire sa grande préoccupation... Les travailleurs de Pétrograd et de Budapest ne se battent pas pour eux, les marins de la mer Noire ne se battent pas pour eux, ils se battent pour nous, pour toute la classe ouvrière.

La mystique de la Révolution russe avait une telle force de rayonnement qu'elle avait pu effacer les déceptions de la Révolution allemande : le mouvement spartakiste condamné par le Congrès des Conseils ouvriers en décembre 1918, écrasé par Noske les 4, 5, 9, 11 et 12 janvier 1919, Karl Liebknecht, brave, mais impatient, Rosa Luxembourg, clairvoyante, mais impuissante, assassinés le 15 janvier 1919.

II

En Grande-Bretagne, le vieil idéal évolutionniste et les méthodes légalitaires du trade-unionisme avaient été, avant la guerre de 1914, battus en brèche par des tendances s'inspirant du syndicalisme français. Contre le socialisme et contre le trade-unionisme traditionnels, une double attaque avait été menée, sur le plan de la doctrine et sur celui des méthodes de lutte. Entre 1907 et 1912, aux théories de la Fabian Society s'oppose le Guild Socialism. Le Guild Socialism est fondé par un petit groupe d'hommes qui se sont rencontrés à l'intérieur du fabianisme : A. J. Penty, A. R. Orage, S. G. Hobson, Bertrand Russell et G. D. H. Cole, le plus jeune-et le plus brillant de ces néo-socialistes ¹.

¹ G. D. H. COLE, *An Introduction to Trade Unionism*, juin 1918, Londres, Allen and Unwin (National Guilds, p. 56, 97, 98, 106, 108). Id., *A Short Story*, op. cit., t. III, pp. 81, 117, 125 et suiv. S. G. HOBSON, *National Guilds*, B. Belland Sons, Londres, 1919. SISLEY, *Le syndicalisme anglais et son leader*, *Revue Politique et Parlementaire*, novembre 1920. ANDRÉ PHILIP, *Guild Socialisme et Trade-*

Le Guild Socialism prend position contre le socialisme d'État et pour le contrôle ouvrier. Il oppose au réformisme fabien la méthode révolutionnaire des comités ouvriers. *Soviets avant la lettre* (Armand Hoog). Il préconise la prise de possession de l'économie par les ouvriers eux-mêmes, l'« encroaching control », expression qu'André Philip traduit par « le grignotage de l'usine par les ouvriers », - d'abord par la commandite, puis par la direction de la mine par les mineurs, etc... Le Guild Socialism veut remettre la production entre les mains des travailleurs. Dans le Guild Socialism, le syndicat ouvrier est le fondement de l'édifice social. La cellule sociale essentielle est représentée par le lieu du travail de l'ouvrier, l'usine ou l'atelier ; mais le syndicat s'élargit jusqu'à devenir une Guilde, c'est-à-dire une association autonome de gens dépendant les uns des autres – « organisée pour l'exécution responsable d'une fonction particulière de la société ». Un Conseil composé des délégués de grandes fédérations industrielles et professionnelles, des sociétés coopératives, des sociétés agricoles, des conseils municipaux et régionaux, sera la Cour suprême chargée de régler en équité les conflits ; cette Cour, à qui appartiendra la décision finale, aura, parmi ses attributions, les affaires étrangères¹.

Sur la survivance de l'État, les partisans du Guild Socialism se divisent. S. G. Hobson maintient l'État comme représentant de la communauté et arbitre suprême entre les Guildes ; il est le possesseur des instruments de production qu'il prête aux Guildes il lève des impôts et répartit les crédits. Au contraire, selon G. D. H. Cole, le *self government in industry* se traduit par l'indépendance relative de la Guilde locale, organisée démocratiquement par rapport à la Guilde nationale. Des ambassadeurs de Guildes, des Special Joint Committees, assurent la liaison entre les Guildes, qui se retrouvent au sein du Congrès Industriel des Guildes, auquel ost confié le gouvernement syndical. En 1920, G. D. H. Cole fait de la Cour suprême l'arbitre de l'intérêt général, parce qu'elle comprend les représentants de ces grands intérêts collectifs qui finiront bien par être obligés de s'entendre ; postérieurement, il revient à la théorie de la commune géographique, à la Fédération des Communes, destinée à prendre la succession de l'État².

Pour mener le combat, les Guild socialistes ont emprunté la théorie des minorités agissantes au syndicalisme français. G. D. H. Cole définira ainsi, en avril 1920, la National Guild's League (qui n'a que 6.000 membres) :

La National Guild's League comprend des hommes appartenant à toutes les sections du mouvement ouvrier. Elle est un centre d'action, d'initiatives, le lieu de rencontre des esprits les plus hardis, une ligue d'hommes qui ne croient pas que méthode et révolution soient choses contradictoires... Dans la mêlée sociale, seule une minorité cons-

Unionisme, thèse, 1923. ARMAND HOOG, Le mouvement ouvrier anglais et l'idée corporative, *L'Homme Réel*, 1935

¹ Le Guild Socialism a soulevé certaines objections. On a dit : il se produira fatalement dans cette assemblée, comme au sein des parlements, des alliances entre gens cherchant à faire prévaloir les intérêts particuliers ou corporatifs de groupes ligués entre eux par des coalitions assez semblables à celles qui s'établissent entre les partis politiques. Mais, en avril 1920, G. D. H. Cole estime que la constitution membre des Guildes rend ce danger impossible. Dans chaque région, il existera un organisme représentant toutes les Guildes de la région. En son sein les différents métiers et professions s'habitueront à délibérer ensemble des intérêts communs. L'intérêt régional servira de contrepoids à l'intérêt corporatif et un esprit nouveau se formera qui, grâce à la bonne volonté réciproque et à l'apprentissage d'une gestion commune, atténuera peu à peu les antagonismes. Cf. SISLEY, op. cit.

² Parallèlement, le plus original écrivain actuel du socialisme anglais, HAROLD LASKI, développe la philosophie du pluralisme démocratique dans ses ouvrages *A Grammar in politics* (1925), et *The State in Theory and Practice* (1935).

ciente de ce qu'elle veut est capable d'exercer une influence réelle. Les forces contradictoires en lutte n'aperçoivent que l'intérêt immédiat, le but prochain ; seule une minorité peut aiguiller l'évolution sociale ou même déclencher l'événement décisif¹.

Le Guild Socialism, avec ses différentes nuances, représente un apport original des intellectuels anglais aux controverses théoriques des syndicalistes et des socialistes. Il a revêtu une forme proprement britannique.

Au contraire, sur le terrain des faits, entre 1910 et 1912, s'est développé en Angleterre un syndicalisme de lutte de classe plus directement emprunté au syndicalisme révolutionnaire français, mais qui a subi aussi l'influence américaine des *Industrial Workers of the World*. En 1910, Tom Mann arrivait à Londres, venant d'Australie ; en chemin, il s'était arrêté à Paris, où il avait pris contact avec les militants du syndicalisme français. Tom Mann estime que le prolétariat britannique a conservé « un esprit de petits bourgeois ». Sans doute, dès 1905, James Connolly avait combattu l'idéal *terre à terre* des Trade-Unions, en déclarant que « la mission des syndicats est de construire la république industrielle dans la coquille de l'État politique, jusqu'au moment où elle sera assez puissante pour la faire éclater ». Mais ces idées n'avaient pas eu d'écho. Le trade-unionisme avait gardé son caractère purement pragmatique. L'arrivée de Tom Mann est le point de départ d'un mouvement syndicaliste. Tom Mann, James Connolly, Will Thorne organisent la Ligue industrielle syndicaliste ; le syndicalisme détruira le capitalisme et le remplacera par le contrôle ouvrier, le *self government in Industry*. *The Syndicalist Industrial* dénonce le capitalisme d'État et le socialisme d'État². Le mouvement syndicaliste gagne les grandes unions des mineurs et des ouvriers des transports qui, de 1911 à 1914, organisent toute une série de grèves massives. En 1912, c'est la grève des mineurs. Le Labour Party offre sa médiation, il propose aux mineurs l'aide de l'action parlementaire. Au grand étonnement des travaillistes, les mineurs affirment leur défiance vis-à-vis du Parlement ; ils prétendent agir seuls ; selon une vieille expression empruntée par le chartiste Bronterre O'Brien à Robert Peel, ils veulent *faire leurs affaires eux-mêmes*. La déconvenue des députés du Labour Party est telle qu'elle devient un thème comique qu'exploite le journal *Punch* ; une caricature représente Ramsay Mac Donald sur le seuil de l'Union des Mineurs qui lui ferment la porte au nez, afin de délibérer à leur aise, sans ce gêneur. Une vague de grèves déferle : ce ne sont plus des grèves locales, mais des grèves de solidarité : les mineurs anglais, écossais, gallois, les cheminots et les ouvriers des transports font cause commune. L'opinion publique anglaise, apeurée, craint une grève générale ; mais le mouvement syndicaliste d'avant-guerre est éphémère. L'Industrial Syndicalist League est dissoute. Pourtant le syndicalisme anglais d'avant-guerre laisse des traces profondes. Pour la première fois, l'alliance entre les Trade-Unions et l'organisation parlementaire, le Labour Party, a été mise en question ; ainsi s'affirme le sentiment de la solidarité ouvrière. Les grèves de 1912-1913 ont pris un caractère très net de lutte de classe ; alors qu'en 1910, 385.000 travailleurs ont fait grève, en 1911, 831.000 sont englobés dans les conflits, en 1912, plus de 1.233.000. Et, fait plus important encore, c'est en 1914 que s'amorce la Triple-Alliance des mineurs, des cheminots et des ouvriers des transports, vaste organisation groupant 1.500.000 syndiqués et dont l'âme sera Robert Smillie.

La guerre, qui aurait pu provoquer un contre-courant, est tout au contraire l'occasion de transformations dans la structure du trade-unionisme. La plus importante est

¹ SISLEY, *Revue Politique et Parlementaire*, novembre 1920, p. 250.

² *The Syndicalist Industrial* publie des articles de GEORGES SOREL et de LAGARDELLE ; à côté de lui paraissent *The Syndicalist Railwayman* ; *The Miners New Sup*.

due au mouvement des Shop Stewards (délégués d'atelier). Sans doute, ceux-ci existaient déjà, mais leurs fonctions n'avaient pas encore la place qu'elles allaient prendre dans la « machinery » du trade-unionisme. Selon G. D. H. Cole ¹ : « La seule innovation originale qui se produise dans l'organisation du trade-unionisme est la croissance rapide, en nombre et en importance, des Shop Stewards et le changement profond qui se manifeste (substantial change) dans leur caractère. » Les Shop Stewards ont leur origine dans l'A. S. E. (The Amalgamated Society of Engineers), qui comprend les travailleurs appartenant aux différentes branches de l'industrie de la mécanique. L'institution des Shop Stewards allait s'étendre en 1915.

Dès le premier mois de la guerre, le 24 août 1914, le Comité parlementaire des Trade-Unions et l'Exécutif du Labour Party avaient réclamé la suspension de toutes les grèves en cours et la solution amiable de tous les conflits : ils justifiaient cette violation des pratiques trade-unionistes par les nécessités d'un effort de production plus intense ; il fallait aussi pouvoir introduire dans les usines de guerre les ouvriers d'autres métiers et employer la main-d'œuvre non qualifiée et la main-d'œuvre féminine. La Commission d'enquête, nommée par le gouvernement, avait déclaré que « toutes les règles et coutumes restrictives susceptibles d'affecter la production des munitions... devaient être suspendues pour la période de la guerre ». En avril 1915, un accord, le *Treasury Agreement*, était signé par les délégués des Trade-Unions travaillant pour le gouvernement. Les Unions renonçaient aux règles syndicales et à l'exercice du droit de grève. En juillet 1915, le *Central Labour Munitions Act* ² prévoyait l'institution de Shop Stewards, élus par les ouvriers de chaque établissement, et qui devaient être consultés lors de toute innovation dans les méthodes et l'organisation du travail.

La suspension des règles syndicales eut pour conséquence la prolongation excessive de la durée du travail ; la journée de travail dans les usines de guerre s'étendit jusqu'à une moyenne de 77 heures par semaine pour les femmes, une centaine d'heures pour les jeunes gens et jusqu'à 18 heures par jour pour les hommes adultes ; 14 pour 100 du total du personnel dans les usines de guerre étaient composés d'adolescents de moins de 18 ans, et les femmes formaient un effectif de 18 pour 100 de ce personnel.

La dépression des salaires et l'application de l'arbitrage obligatoire provoquent, dès avril 1915, des protestations et des grèves. Au pays de Galles, lors du renouvellement de la convention collective régionale des mineurs, les travailleurs réclament une hausse des salaires qui tienne compte de la hausse des prix. La Fédération des mineurs demande une hausse nationale de 20 pour 100. Mais l'arbitrage d'Asquith ne tient pas compte du fait que, pour les mineurs gallois, la convention collective date de 1912. Ceux-ci déclarent la grève le 14 juillet 1915 : 200.000 mineurs cessent le travail. Une nouvelle hausse de 10 pour 100 leur est accordée. En février et août 1915, un conflit éclate dans les chantiers de constructions navales de la Clyde : le contrat collectif de l'A. S. E. date, lui aussi, de 1912 ; les patrons, depuis plus d'un an, se refusent à consentir une hausse de salaires. Pour vaincre leur résistance, les délégués d'atelier prennent l'initiative de déclarer une grève dont le mot d'ordre est suivi par 45.000 ouvriers. Mais ils sont poursuivis, condamnés à l'amende, et 17 d'entre eux arrêtés. Pourtant, le gouvernement accorde 50 pour 100 de la hausse des salaires réclamée ³.

¹ G. D. H. COLE, *An introduction to Trade-Unionism*, pp. 27, 53 et suiv.

² Sur le trade-unionisme et la guerre, voir l'excellent chapitre du livre d'ANDRÉ PHILIP, *Trade-Unionisme et Syndicalisme*, Éditions Mouton, 1936.

³ G. D. H. COLE, *An introduction to Trade-Unionism*, p. 55.

A la suite de ce conflit, l'institution des Shop Stewards s'intègre dans l'organisation d'un certain nombre d'Unions. Pourtant, les organisations patronales se refusent encore, en décembre 1917, à reconnaître les conseils d'usines, groupant les délégués d'ateliers ; et ce n'est que le 20 mai 1919 qu'elles consentent à signer avec l'A. S. E. une convention collective qui reconnaît, non seulement les délégués d'atelier, mais les conseils d'usine. Cette convention accorde aux délégués le droit d'aller et de venir pendant le travail à l'intérieur de l'atelier, afin de leur permettre de donner satisfaction à une revendication de leurs camarades. L'année suivante, en 1920, l'A. S. E. se transformait en A. E. U. grâce à la fusion de tous les syndicats de l'industrie mécanique, syndicats affiliés à l'A. S. E. et syndicats dissidents. Désormais les Shop Stewards sont directement représentés au Conseil de district, à raison d'un délégué par 1.000 ouvriers.

La guerre devait avoir d'autres effets sur le trade-unionisme. Elle a augmenté considérablement sa puissance par la concentration des Unions. Les effectifs des Trade-Unions, évalués en 1915 à 4 millions, s'élèvent en 1920 à 8 millions, soit à plus de 50 pour 100 des travailleurs et de 25 pour 100 des ouvrières. Sur ce total, 6 millions 1/2 adhèrent au Congrès des Trade-Unions. Surtout, l'armature de l'organisation trade-unioniste s'est singulièrement renforcée par suite de la fusion des Unions¹.

L'organisation des forces du travail s'élargit encore au lendemain de la guerre : les employés et les techniciens se groupent. Sous l'influence de G. D. H. Cole, apôtre de l'alliance entre manuels et intellectuels, se forme, en février 1920, la *Federation of Professional, Technical, Administrative Workers*. Ainsi, le grand rassemblement des forces ouvrières tend à se réaliser grâce à la fédération des différentes Trade-Unions des grandes branches de l'activité économique. Seuls, les 513.000 syndiqués des chemins de fer restent divisés entre trois grandes Unions : la *National Union of the Railwaymen*, l'*Associated Society of Locomotive Engineers and Firemen*, et la *Railway Clerks' Association*.

Ce rassemblement des forces ouvrières, des *workers by hand and brain*, traduit, au lendemain de la guerre, le sentiment qu'ont de la solidarité ouvrière les différentes catégories de travailleurs. Ces forces paraissent dirigées par une équipe de militants capables.

La Fédération des mineurs a pour président Robert Smillie et pour secrétaire général Frank Hodges ; l'un et l'autre possèdent les qualités nécessaires à la lutte que la Fédération des mineurs entreprend en vue de la nationalisation des mines. La *National Union of the Railwaymen* a pour secrétaire général J. H. Thomas. Ernest Vevin mène

¹ Dès 1917, la Fédération de la Métallurgie se constitue. L'Iron and Steel Trades Confederation comprend, en juin 1918, 12 Trade-Unions et 120.000 syndiqués dont 85.000 fédérés. - La Printing and Kindred Trades Federation, avec 31 Unions, possède des effectifs qui s'élèvent à 105.000 syndiqués. - Les 65 Unions du bâtiment et du bois qui appartiennent à l'Associated Building Trades Council sont en train de se grouper en une fédération dont l'effectif va s'élever à 282.000 syndiqués. - L'United Textile Factory Workers' Association groupe 25 Unions des ouvriers en coton et un effectif de 344.000 syndiqués, dont 300.000 sont fédérés. Les ouvriers en laine et les ouvriers des teintureries sont groupés dans la National Association of Unions in the Textile Trade. - La National Federation of General Workers (manœuvres) réunit, en juin 1918, 750.000 syndiqués, dont 700.000 sont fédérés. Elle comprend l'Union des Charroyeurs et l'Union des Dockers. - La National Transport Workers' Federation qui, en dehors des chemins de fer, groupe les travailleurs des transports, a en juin 1918 des effectifs s'élevant à 250.060 ouvriers sur les 341.000 syndiqués de l'industrie des transports. - Enfin, sur les 1.095.000 personnes employées dans l'industrie minière, la très ancienne Miners Federation of Great Britain groupe 800.000 travailleurs des mines sur les 869.000 qui sont syndiqués.

d'une main énergique la *National Transport Workers' Federation* et la *National Federation of General Workers*.

Ainsi, une transformation profonde s'est produite dans la structure du trade-unionisme. L'institution des Shop Stewards, qui de l'industrie mécanique s'est étendue aux industries textiles et à celle de la chaussure, constitue vraiment un changement dont l'influence a été très nette. L'action des fonctionnaires officiels des Trade-Unions a été entravée par la législation de guerre et leur effacement a favorisé le développement de l'organisation nouvelle fondée sur l'atelier ; l'autorité du Shop Steward s'affirme, puisque les revendications ouvrières ne peuvent plus s'exprimer que par son intermédiaire.

Au lieu de partir des sommets des organismes officiels, l'élan prenait sa source à la base et partait de l'atelier lui-même. Le désir de substituer aux traditionnels syndicats de métier les syndicats d'industrie, la volonté de conquérir progressivement le contrôle ouvrier de l'usine, la gestion industrielle de l'entreprise, la volonté de faire participer d'une façon plus immédiate *the rank and file* des travailleurs à la détermination de leurs conditions de travail et de leur remettre, en définitive, la décision finale, telles étaient les tendances nouvelles du syndicalisme anglais. Ces tendances, qui reliaient celui-ci au mouvement de 1911 à 1913, étaient destinées, semblait-il, à « révolutionner » les méthodes d'action du trade-unionisme¹. D'autre part, au sommet des forces ouvrières, la Triple-Alliance entre mineurs, cheminots et ouvriers des transports va se préciser. Elle groupait, en 1914, 1.500.000 travailleurs ; au commencement de 1919, elle réunit 600.000 mineurs, 500.000 cheminots, un million environ d'ouvriers des transports, de dockers et de manœuvres : levier formidable que cette masse de plus de 2 millions de travailleurs. La position qu'occupent dans l'économie ces catégories de travailleurs ne donne-t-elle pas à l'Alliance la possibilité de paralyser l'activité économique par la grève générale ? Les conservateurs anglais mesurent cette puissance. C'est ainsi que le *Morning Post*, en relatant les discussions du Congrès de Southport, déduit les conséquences de l'existence de la Triple-Alliance :

La gravité de la menace ne peut être ignorée. D'après Mr. Williams, secrétaire général de la Fédération des transports, et Mr. Smillie, président de la Fédération des mineurs, si les électeurs nomment une Chambre des Communes qui n'est pas du goût de la Triple-Alliance, il est légitime de la part des membres de l'Alliance d'employer l'immense pouvoir dont ils disposent pour paralyser complètement toute la vie économique du pays. Ils doivent être les seuls juges de décider si le Parlement et le Gouvernement méritent d'être tolérés et quelle doit être leur politique. Quel est le corollaire d'une pareille prétention ? C'est qu'aucun gouvernement ne pourra rester en fonction, sauf du consentement de la Triple Alliance, qui jouera ainsi le même rôle vis-à-vis de l'État que celui que joua le Soviet de Pétrograd vis-à-vis du gouvernement provisoire. Cela signifie en fait l'établissement d'un Soviet économique dans ce pays.

De fait, confirmant cette interprétation, le Congrès de Southport (juin 1919) vote une résolution qui charge sa Commission exécutive d'envisager « une action des syndicats ouvriers afin d'imposer les décisions formulées dans la résolution *par l'emploi sans réserve de leur puissance politique et économique* ». Cette résolution est votée par 1.883.000 voix contre 935.000, soit par les deux tiers des syndiqués représentés à Southport.

¹ MURPHY *The Workers' Committee*, brochure, Lismér édit.

On imagine les espoirs que suscite parmi les militants syndicalistes du continent, et notamment en France, une décision substituant, aux anciennes méthodes parlementaires, l'action directe de la classe ouvrière britannique.

III

En France, le printemps de 1919 est marqué par la progression des effectifs syndicaux et par le vote de la loi de 8 heures. Les effectifs syndicaux font un bond considérable. De 147.116 adhérents, le Syndicat des cheminots passe à 237.500. La Fédération du Sous-sol, qui comprenait 10.000 membres et 51 syndicats, compte au Congrès de Lyon 50.000 membres et 130 syndicats ; et, grâce à l'adhésion des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, 100.000 membres. En avril 1919, la Fédération des Employés voit ses effectifs passer de 12.000 à 25.000. La Fédération de la Métallurgie représente 200.000 syndiqués.

Le 23 avril 1919, la loi dite des 8 heures consacre une très ancienne revendication ouvrière, celle qui, depuis 1890, a été mise en tête des revendications du 1^{er} mai. La campagne organisée par la CGT entre 1904 et 1906 a porté ses fruits ; les 8 heures ont été conquises par les organisations ouvrières qui en avaient fait, dès le lendemain de l'Armistice, un des articles essentiels de leur programme. En février 1919, la CGT adresse un questionnaire aux Fédérations et elle constate que : « La journée de 8 heures est devenue un fait acquis dans de nombreux pays ; par conséquent, l'argument de la concurrence étrangère ne saurait jouer. La journée de 8 heures est, désormais, moralement acquise. Sa nécessité ne se discute plus. » Les 23 et 24 mars, le Comité confédéral national enregistre l'accord spontané intervenu entre les Fédérations des cheminots, marins, dockers, métallurgistes, ouvriers du bâtiment et des transports. Chacune des Fédérations intéressées avait communiqué aux organisations patronales son cahier de revendications concernant les 8 heures. Et c'est à la suite de ces négociations que, pour la première fois, le 17 avril, est directement conclue une convention collective¹ entre la Fédération des Métaux et l'Union des Industries métallurgiques et minières, convention qui précède d'une semaine le vote de la loi. Enfin, la CGT choisit, pour servir de revendication centrale à la manifestation du 1^{er} mai 1919, l'exécution de la loi récemment votée.

Cette décision de la CGT suscite aussitôt les critiques des syndicalistes révolutionnaires : ils pensent que les 8 heures sont un objet trop limité pour assurer à la manifestation du 1^{er} mai toute l'ampleur que la situation économique et politique permet de lui donner. A la veille du 1^{er} mai 1919, le 30 avril, dans *La Vie ouvrière* (article censuré), Cazals, secrétaire de l'Union des Syndicats du Doubs, attaque violemment la politique de la CGT :

En une heure tragique, on trouve inopportun de parler de révolution, quand celle-ci est *possible, proche, inévitable, fatale*. La révolution est un fait en Russie, en Allemagne, en Hongrie, et la crise aiguë qui précède toutes les commotions, tous les bouleversements profonds, existe en France. N'est-ce pas suffisant pour envisager la « suprême hypothèse », parer à toutes les éventualités, souder les masses laborieuses, les préparer

¹ La loi du 25 mars 1919 sur les conventions collectives fut suivie, en 1919, par la conclusion de 557 conventions ; en 1920, par celle de 345 conventions ; mais, pendant les années suivantes, ces conventions ne se maintiendront que dans la boulangerie, le livre, les mines, les inscrits maritimes.

non pas seulement à un effort de 24 heures, mais à une action virile, soutenue, disciplinée ?

Le 28 avril, à l'Union des Syndicats de la Seine, 63 organisations contre 54 adoptent la proposition des terrassiers à la suite d'une intervention ardente de Lepetit : l'organisation d'une manifestation dans la rue ayant été décidée, celle-ci est interdite par Clemenceau ; l'Union des Syndicats passe outre.

La journée du 1^{er} mai 1919 rappelle celle du 1^{er} mai 1906, - à cette date Clemenceau était ministre de l'Intérieur. - A Paris la matinée se passe dans le plus grand calme ; mais l'après-midi lorsque les ouvriers veulent se diriger vers la place de la Concorde, ils se heurtent à des barrages de police, d'infanterie et de cavalerie. Sur tout le parcours des Grands Boulevards, autour de la Bourse du Travail et sur d'autres points se produisent des échauffourées, puis des bagarres. Place de l'Opéra, des coups de feu, des blessés et un mort, Charles Lorne. Les boulevards sont balayés par des charges policières. Près de l'Ambigu, Jouhaux reçoit un coup de matraque, en voulant secourir une femme renversée et frappée par les agents ; un député de la Seine, Poncet, est frappé par les agents à coups de sabre, et un garçon de recettes est tué d'un coup de revolver à la tête ¹.

En plusieurs régions de la France, le 1^{er} mai s'était passé dans le plus grand calme. « A Lyon, une manifestation sans précédent se déroula pendant des heures. Sous une pluie torrentielle, le peuple des usines, des chantiers et des magasins était dans la rue, en un ordre admirable, derrière les bannières rouges des organisations ouvrières ². » Dans leur meeting, les travailleurs lyonnais « saluent avec enthousiasme la venue prochaine des temps nouveaux, et proclament la fraternité de tous les peuples en marche vers leur émancipation... Vive la CGT ! Vivent les 8 heures ! Vive la libération du prolétariat ! » Aucun tramway, aucun fiacre, aucun taxi. Tous les magasins sont fermés. Seules sont ouvertes quelques boulangeries et boucheries. Nombre de restaurants et tous les grands cafés sont fermés.

A Roanne, le 1^{er} mai, le chômage a été à peu près général. La situation a été la même à Saint-Étienne, à Vienne (Isère), à Dijon, à Nantes, à Saint-Nazaire, à Brest, à Rouen, à Limoges, à Decazeville, à Albi, à Toulouse, à Montpellier, à Toulon, à Troyes.

Le printemps de 1919 est marqué aussi par toute une série de grèves de large envergure, à Paris et dans de nombreuses régions de la France. A Paris, en juin, 200.000 ouvriers dans la métallurgie, 80.000 dans les produits chimiques sont en grève ; grèves aussi du métro, des omnibus, des tramways. En province, lock out de Firminy ; dans la région de Rouen, 30.000 tisseurs, et, dans le Pas-de-Calais et le Nord, 50.000 mineurs ont cessé le travail.

¹ Au lendemain du 1^{er} mai 1919, les syndicalistes reprochent à la CGT d'avoir laissé sans réponse les brutalités de la police : « Le vendredi 2 mai, la réponse était possible : sous le coup de l'émotion, bien des travailleurs n'auraient pas repris le travail » (*Vie ouvrière*, 7 mai, PIERRE MONATTE).

² Union des Syndicats ouvriers du Rhône, Agenda de 1920, p. 179. - « La journée du 1^{er} mai s'inscrit certainement dans l'histoire de Lyon. C'est en effet la première fois qu'on a pu constater un chômage général de toutes les corporations ouvrières. Il faut reconnaître une fois de plus que les inquiétudes manifestées par quelques-uns étaient intempestives. La classe ouvrière lyonnaise a donné hier, dans le plus grand calme, une nouvelle preuve de sa sagesse et de son esprit de discipline et de solidarité. » (*Progrès de Lyon*, 2 mai 1919.) - Cf. également : Le Populaire de la Haute-Vienne Le Moniteur du Puy-de-Dôme ; La Montagne du Puy-de-Dôme ; et Le Temps.

Si les grèves des métallurgistes de la région parisienne ont été un échec, la grève des mineurs a remporté un succès décisif. La grève des métallurgistes éclate le 2 juin. Elle n'est pas une explosion brusque. Elle exprime le malaise économique et psychologique qui régnait dans la corporation et s'était fait jour à maintes reprises, notamment à propos des modalités d'application de la loi de 8 heures. La Fédération des Métaux avait signé le 17 avril une première convention¹, qui réglait les grandes lignes du régime des 8 heures, mais elle n'était pas parvenue à faire reconnaître l'obligation pour les patrons de discuter avec les syndicats ouvriers les modalités d'application de cette convention.

Le 24 avril, la Fédération des Métaux convoque les conseils d'administration des syndicats affiliés de la Seine. Dans cette réunion, Prost, secrétaire du Syndicat des Mécaniciens, fait voter le principe de différentes revendications dont la principale à ses yeux est la semaine de 44 heures avec semaine anglaise. En outre, salaire minimum de 150 francs par semaine pour les professionnels, 132 fr. pour les manœuvres spécialisés, 110 francs pour les manœuvres ; réforme des règlements d'ateliers ; respect des sentences arbitrales ; embauchage immédiat des ouvriers, sans les soumettre à de longues enquêtes portant sur leurs opinions et celles de leur famille ; respect de la loi sur les accidents du travail ; réorganisation des délégations d'ateliers et reconnaissance du droit d'intervention des syndicats ouvriers auprès des industriels.

Les syndicats ouvriers avaient du reste le sentiment qu'un grand nombre d'industriels parisiens étaient mécontents des accords signés, le 17 avril, par l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, et voyaient dans ces accords une atteinte à l'autorité patronale et à ses prérogatives ; de plus, le Syndicat des Mécaniciens, Fondateurs et Chaudronniers de France (qui au début de la guerre s'était séparé de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières) protestait en ces termes contre la convention : « Cette manifestation hâtive tend à accréditer l'opinion que cet organisme patronal (l'Union des Industries Métallurgiques) s'est engagé au nom de la construction mécanique tout entière. »

Du 21 au 24 mai, la Fédération des Métaux et l'Union des Industries Métallurgiques se réunissent afin de compléter l'accord du 17 avril : mais, pendant la soirée du 23 mai, des négociations interviennent par ailleurs entre les patrons et les syndicats ouvriers de la région parisienne représentés par un organisme nouveau, créé à l'occasion de la grève, le Comité, d'Entente. A cette entrevue, le Comité d'Entente apporte les revendications formulées le 24 avril par les Syndicats de la Seine. Le président du groupe des industriels parisiens, M. Richemond, qui, comme vice-président de la grande union patronale, avait signé l'accord du 17 avril et allait le lendemain signer celui du 24 mai avec la Fédération des Métaux, répond au Comité d'Entente : « Vous demandez tout cela et vous n'accordez aucun délai ? »

Le 24 mai intervenait entre les deux organisations (Fédération et Union) l'accord complémentaire à la convention du 17 avril, accord qui reconnaissait les syndicats ouvriers comme seuls qualifiés pour discuter les clauses de la convention et sa mise en pratique, mais qui répartissait les 48 heures de travail en 6 jours.

Le même jour, quelques heures après la signature de cet accord complémentaire, M. Richemond se trouve en présence du Comité d'Entente et lui oppose l'accord qui vient d'être signé par la Fédération sur la question que le Comité regarde comme essentielle 44

¹ Document publié dans *L'Union des Métaux*, n° d'avril-mai 1919.

heures et la semaine anglaise ; fort de cet accord, M. Richemond reste cette fois intransigeant.

On devine l'impression produite par cette manœuvre. La signature de l'accord du 24 mai est pour les délégués ouvriers une surprise ; dans leur irritation contre les secrétaires de la Fédération des Métaux, quelques-uns vont jusqu'à les accuser de complicité avec l'organisation patronale. Pour beaucoup le soupçon devient certitude lorsque plusieurs employeurs affichent un texte tronqué de l'accord, au bas duquel figure la signature des quatre secrétaires de la Fédération. Un flot d'injures et de calomnies se déverse sur eux. Ils avaient pourtant cru renforcer la position syndicale par l'accord du 24 mai, qui pour la première fois reconnaissait aux syndicats ouvriers et à eux seuls le droit de discuter avec l'organisation patronale. violemment pris à partie par le Comité d'Entente et par le Conseil syndical des mécaniciens ¹, les secrétaires fédéraux en appellent au Comité fédéral national qui, réuni les 31 mai et 1^{er} juin, reconnaît que la Fédération a réservé dans les accords les droits des organisations syndicales et enregistre avec satisfaction les résultats acquis ².

C'est dans cette atmosphère troublée que, le 2 juin 1919, le travail est abandonné par la plupart des métallurgistes de la région parisienne. Le 3, la grève est totale et s'étend à trois syndicats de Seine-et-Oise : « Mouvement imposant et impérieux. Les lieux de réunions virent déferler de véritables vagues humaines, un chiffre presque incalculable de grévistes, plus de 100.000, peut-être plus de 150.000 ³. » Alors que les 13 syndicats parisiens comptaient 12.000 adhérents au 1^{er} mai, 80.000 cartes furent délivrées jusqu'à la fin du conflit. Parmi les syndicalistes révolutionnaires, la grève soulève de grandes espérances. Le 4 juin, dans un article de *La Vie ouvrière*, « Le geste des métallurgiques parisiens », Hyacinthe Dubreuil se demande si la grève annonce *la grande vague populaire*. Il souligne les raisons anciennes et profondes du mécontentement qui existait parmi les ouvriers métallurgistes. A la source de cette irritation se trouve le règlement d'atelier, grâce auquel les industriels évincent des usines les ouvriers syndicalistes en exigeant cinq certificats de travail sans interruption, la production du casier judiciaire et la situation de famille ; certains ont imaginé la constitution d'une fiche photographique avec empreintes digitales. Dubreuil reproche aussi aux industriels le surmenage imposé aux ouvriers pendant la guerre : par des diminutions incessantes du prix des pièces, « ils ont fait atteindre à la production une incroyable rapidité ». Ces griefs s'expriment dans le projet de contrat réclamé par les ouvriers métallurgistes de la région parisienne.

Hyacinthe Dubreuil insiste sur le facteur psychologique qui éclaire les grèves de juin :

Aujourd'hui les ouvriers se souviennent... Les patrons voudraient bien, par une production accrue, prolonger et stabiliser leur situation de guerre. A l'heure où nos patrons rêvent d'une reprise des affaires qui assurerait la continuité de leurs bénéfices... la foule

¹ Le secrétaire du Syndicat parisien rappelle en ces termes, le 27 mai, les paroles échangées entre les délégués parisiens et M. Richemond : « M. Richemond qui, la veille, nous avait promis la semaine de 44 heures, nous déclara : - C'est trop tard, Messieurs, votre Fédération a signé ce matin même une convention qui vous impose la semaine de 48 heures. Et, en même temps, il brandit un document dont il nous donna lecture... Nous avons vu que nous étions roulés. Nous sommes restés stupéfaits et ferclos. »

² L'ordre du jour est voté par l'ensemble des délégués des régions contre trois abstentions (régions de Paris, de Rouen et de Decazeville).

³ *L'Union des Métaux*, juin-juillet 1919.

des usines, étouffée de servitude, s'efforce vers le mieux-être et vers la liberté. Après des années d'exploitation intense qu'elle a subie, comme sous la pression des difficultés croissantes de la vie, les ouvriers des métaux sont descendus dans la rue. Leur tâche est rude ; ils ont affaire à une organisation patronale solidement et de vieille date organisée. Il appartient aux organisations des métaux, qui possèdent des cadres solides et éprouvés, de constituer l'armature vivante et souple qui soutiendra cette masse immense et la conduira à la victoire.

À la victoire... Mais à quelle victoire ? Victoire corporative, pensent les secrétaires de la Fédération des Métaux, car ils estiment avoir remporté un succès décisif. Victoire corporative, mais aussi révolutionnaire ? *Corporative, oui, mais politique aussi*, répond Marcel Vergeat, dans *La Vie ouvrière* du 11 juin :

C'est entendu, les ouvriers veulent enfin s'insurger contre la cupidité des maîtres et briser leur orgueil. Mais il a une autre signification, ce mouvement. Déjà, pendant la guerre, l'effort long, tenace des minoritaires avait pénétré les masses... Il reste un peu de cet idéalisme. Aujourd'hui, on peut dire sans hésiter que les questions de salaires, les questions professionnelles ou les 8 heures sont des objectifs dépassés.

Le monde ouvrier veut voir par delà la question purement économique. Une grande angoisse passe sur les foules attentives : les grandes préoccupations sociales ne les laissent plus indifférentes ; amnistie, démobilisation, contre l'intervention en Russie, questions que posent âprement les militants impatientes... Il y a chez les métallurgistes en grève un terrain merveilleusement préparé, il n'y a qu'à l'entretenir et le cultiver, et c'est là le devoir des militants... Il y a une pensée générale qui rayonne en ce moment sur toute la classe ouvrière qui pense et qui agit. Les questions posées intéressant le prolétariat tout entier, ce n'est donc pas aux métallurgistes parisiens, mais à la CGT à parler et à agir.

Dans *La Vie ouvrière* du 11 juin, Pierre Monatte estime qu'on va « Du mécontentement à la Révolution ». Des grèves corporatives. bien sûr, mais qui n'ont tout de même pas l'air comme les autres ; elles sentent à la fois le mécontentement et la révolte politique : « Où va-t-on ? Où va-t-on ? De mécontentement en mécontentement, de grève en grève, de grève mi-corporative et mi-politique à grève purement politique. On va tout droit à la faillite de la Bourgeoisie, c'est-à-dire à la Révolution. » D'une situation révolutionnaire, les organisations ouvrières sauront-elles tirer les conséquences logiques ?

Le Comité d'Entente, qui avait pris en main l'organisation du mouvement, tient d'abord à l'écart la Fédération des Métaux. Pourtant, le 5 juin, il désigne deux de ses membres, qui se rendent chaque jour au siège de la Fédération pour la tenir au courant des faits. Le 8 juin, il envisage l'extension du conflit et la possibilité d'une grève générale de la métallurgie. Saisie de cette proposition, les secrétaires de la Fédération réunissent, le 11 juin, la Commission exécutive des Métaux. Celle-ci écarte l'extension du conflit par 6 voix contre 4 et 2 abstentions. Le 13 juin, le Comité d'Entente donne mandat à la Fédération d'entamer des négociations sur des points précis ; les industriels de la région parisienne repoussant d'abord les propositions qui lui sont faites par l'Union des Industries Métallurgiques. L'accord ne sera signé que le 21 juin.

C'est ainsi que le Comité d'Entente s'est tourné vers la Fédération des Métaux, parce qu'il sent sombrer son influence. Débordé par un mouvement tumultueux, il va peu à peu abandonner la direction effective de la grève à un organisme occasionnel, étranger aux cadres syndicaux, le Comité d'Action. Voici comment il était né : les effectifs syndicaux s'étaient enflés brusquement : les 12.000 métallurgistes syndiqués de la région parisienne étaient devenus 90.000 mais ces nouveaux affiliés, sans éducation syndicaliste, renforcés de la foule des non-syndiqués, allaient faire de « la grève un navire désemparé,

livré aux flots en furie, sans pilote, à la merci de l'écueil funeste ». Ces foules ouvrières suspectaient militants et organisations syndicales. Dans les réunions, elles accueillent les noms des militants par les accusations « de vendus au patronat, au gouvernement, au Comité des Forges, vendus à tous et partout ». Pour elles, les organisations engraisaient « des budgétivores, des parasites, des fripons corrompus, toujours prêts, par d'habiles négociations, à livrer la classe ouvrière à ses adversaires pour quelque louche bénéfice ». Elles envahissent, par la force souvent, les lieux où les organisations tiennent séance et prétendent intervenir dans les décisions. Sur l'initiative du Comité de grève de Saint-Denis, elles se donnent même un organe propre : le Comité d'Action. Ses membres, manœuvrés par les comités de grève locaux, veulent substituer son autorité à celle du Comité d'Entente. Voyons-les à l'œuvre.

Le lundi 16 juin, à la Bourse du Travail, le Comité d'Entente discute l'état des pourparlers engagés d'accord avec lui par la Fédération des Métaux. La séance est interrompue par une délégation du Comité d'Action. Prost, secrétaire du Comité d'Entente, demande aux délégués d'Action : « Faut-il rompre les pourparlers repris, et abandonner les revendications économiques ? » A quoi Bestel répond : « Nous devons faire la Révolution et, si nous ne réussissons pas, nous reprendrons les négociations économiques. » Le Comité d'Entente cède à cette injonction et réunit les conseils syndicaux le lendemain 17. Transformer en grève générale la grève des Métaux, telle est l'intention de certains militants de la région parisienne. Ils s'efforcent donc d'entraîner la Fédération tout entière, parce qu'ainsi pourrait se déclencher automatiquement l'action du Cartel interfédéral des mineurs, dockers et cheminots, constitué à l'image de la Triple-Alliance britannique.

Pendant que la Fédération siège, le 22 juin, les délégués du Comité d'Action surgissent dans les bureaux et réclament le droit d'assister à la séance : « Nous considérons que la Fédération bourre le crâne à la province et nous voulons éclairer ses délégués. » La Fédération repousse la demande ; néanmoins, les délégués du Comité d'Action pénètrent dans la salle et ne consentent à en sortir qu'à la condition d'être entendus en dehors des séances.

Le Conseil National vote le 23 juin, à l'unanimité, un ordre du jour par lequel il écarte la grève générale corporative des Métaux et donne à la Fédération mandat de provoquer immédiatement la réunion du Cartel interfédéral, afin de décider celui-ci à une action d'ensemble :

Cette action, qui implique la grève générale de toutes les industries simultanément engagées (arme essentielle dont dispose la classe ouvrière), devra exiger en outre la démobilisation rapide et totale, l'abandon de toute intervention militaire en Russie comme en Hongrie, ainsi que l'amnistie entière en faveur de toutes les victimes des tribunaux civils et militaires, frappées sans garantie de justice par des juges implacables et inhumains.

Parallèlement, pendant la réunion même du Conseil Fédéral National, les 22 et 23 juin, le Syndicat des Mécaniciens et le Syndicat des Métaux votent un ordre du jour par lequel, abandonnant les revendications corporatives, ils décident « d'entrer résolument dans la seule action efficace pour la classe ouvrière : l'action révolutionnaire commencée par les comités de grève de la région parisienne ». Et ils demandent aussi à la CGT de faire jouer immédiatement le Cartel interfédéral.

Le Cartel interfédéral se réunit donc, le 25 juin, au siège de la CGT et déclare qu'en toute loyauté il ne peut laisser croire aux travailleurs actuellement en grève, ni à

ceux de la métallurgie de la région parisienne, ni à ceux des autres corporations ou des autres régions, que le succès de revendications dépend uniquement de la grève générale étendue à tout le pays et à toutes les corporations : « Le Cartel doit très franchement déclarer qu'il n'est pas en son pouvoir, à l'heure où cela lui est demandé, de rendre suffisamment effective une pareille décision. » Cette réponse se justifiait par la préparation d'une grève générale destinée à faire cesser l'intervention armée en Russie, mais qui, pour être efficace, devait se produire simultanément en France et en Angleterre. Les démarches de la CGT auprès des Trade-Unions n'avaient pas encore abouti, la date n'était pas encore fixée ; la réussite de cette action internationale serait compromise si le mouvement était prématuré. En même temps, le Comité de la CGT mettait en garde les ouvriers en grève contre un découragement qui pourrait les amener à rentrer à l'usine sans garanties.

C'est pourtant cette reprise du travail sans conditions qui se produit. Déjà, depuis plusieurs jours, la lassitude règne parmi les grévistes. La décision du Cartel interfédéral ne fait qu'accentuer le découragement : « Le plus grand nombre ne comprenait plus rien au caractère du mouvement. » Une réunion, organisée en plein air par le Comité d'Action, préconise la reprise, et le Comité d'Entente consacre cette décision le samedi 28 juin. « La capitulation était sans condition... Les syndicats parisiens étaient vaincus », déclare *L'Union des Métaux* dans son bulletin de juin-juillet 1919.

Les raisons de cet échec ? Ceux qui avaient voulu garder à la grève son caractère corporatif se rencontrent, sur ce point, avec ceux qui avaient un instant espéré en faire jaillir un mouvement révolutionnaire. Les uns et les autres reconnaissent qu'un vent de violence souffla à travers les masses ouvrières de la métallurgie parisienne. On peut faire confiance aux articles de Marcel Vergeat dans *La Vie ouvrière* du 2 et du 23 juillet : l'examen de conscience auquel il se livre est si sincère, si objectif qu'il coïncide, à quelques nuances près, avec l'historique des péripéties de la grève qu'a tracé *L'Union des Métaux* de juin-juillet. Marcel Vergeat intitule ses articles : « Les leçons d'une grève. » Il constate d'abord que la mécanique n'était pas précisément dans une période d'activité, premier handicap ; mais les organisations, dit-il, ont été acculées à la grève « par les impatiences ouvrières ». Il constate aussi que la grève a eu d'abord un caractère corporatif et que c'est seulement après trois semaines que sont votés les ordres du jour révolutionnaires, « avec l'intention de faire pression sur le Cartel interfédéral ». Le mouvement, à ses débuts, a donc manqué « d'opportunité eu égard à la situation industrielle ». Il a échoué aussi parce qu'il a manqué et de cette préparation matérielle qui lui eût permis de se développer « sans surmenage et sans désordre », et de cette liaison nécessaire entre les différentes régions : Sud, Est, Nord, Ouest. Autre cause de faiblesse : l'afflux des nouveaux syndiqués et l'état d'esprit des non-syndiqués. « Les non-syndiqués dans nos meetings ont unanimement voté nos ordres du jour ; mais je crois qu'en général ils vibrent dans nos réunions un peu trop comme ils vibrent au théâtre, mais qu'ils n'ont pas nos colères tenaces, nos espoirs élevés. » Marcel Vergeat critique aussi l'attitude des organisateurs militants et des comités régionaux :

S'il y eut des comités de grève préoccupés et actifs, par contre il y en eut d'autres ressemblant plutôt à la loge d'un concierge. On s'occupait à recueillir et à cultiver la critique et la calomnie, on prêtait l'oreille aux querelles d'individus et on les colportait avec complaisance. Ou bien de bons camarades qui auraient pu être utiles allaient à la campagne faire provision d'air frais et pur. La lutte ? Bah ! il y en a toujours assez pour s'en occuper. Ainsi, les uns étaient chargés de besogne, d'autres chargés de colère, et les derniers chargés d'oisiveté décidaient qu'il n'y avait pas d'indispensable.

Enfin on a trop joué des colères contre la CGT et contre le Cartel :

Les mêmes instincts de la foule de la rue qui hurle et qui lynche ont été transportés dans nos meetings. On avait un peu trop compté sur le Cartel... On croyait naïvement que tout un monde de labeur et de souffrances allait enfin se mettre en branle. On avait confiance dans la force des mineurs, des transports, des cheminots. et on se disait que la cause des métallurgistes allait devenir automatiquement celle de tout le prolétariat.

D'où, en présence de la décision du Cartel interfédéral, désillusion, désarroi. Dans ses conclusions, Marcel Vergeat s'efforce d'établir un partage des responsabilités :

Notre mouvement a donc manqué d'organisation, de coordination, d'opportunité. La bonne volonté, l'initiative ont manqué à beaucoup de militants, l'audace a manqué à la CGT.. On reste sur la défensive quand l'offensive s'impose. Quand l'action s'offre et que la situation générale la favorise, il faut la prendre. Au lieu de cela, on l'attend encore, on l'escompte pour l'avenir, risquant ainsi d'en perdre pour longtemps l'occasion.

Si l'historien a été amené, à propos de la grève des métallurgistes, à entrer dans le détail des péripéties et des sentiments, c'est que cette grève apparaît comme symbolique d'un des états du mouvement ouvrier et qu'elle révèle certains aspects de la psychologie gréviste qu'il n'est pas permis d'ignorer.

IV

Pourquoi les chefs des organisations syndicales n'ont-ils pas utilisé le mécontentement général qui se manifestait au printemps de 1919 ? Pourquoi n'ont-ils pas saisi l'occasion qui paraissait s'offrir ? Dès le 11 juin, *La Vie ouvrière* met en cause l'action de la CGT : « Une pensée générale se dégage du mouvement et rayonne sur toute la classe ouvrière qui pense et qui agit... Mais c'est à la CGT à parler et à agir. » Et, le 18 juin, en présence du mouvement de grèves à Paris et en province, Pierre Monatte réclame *une action d'ensemble*, et il appréciera ainsi la situation un peu plus tard : « Grèves corporatives, bien sûr, mais que la CGT se devait de faire passer à un stade supérieur ; c'est son rôle à elle de coordonner, de lier les corporations pour former le mouvement de la classe ouvrière. Aussi commettrait-elle une bêtise cette semaine en s'élevant contre la grève politique. » Et il n'est pas seul à penser que la CGT a laissé passer « des circonstances... inespérées » : d'abord en mai 1919, au moment où les grandes grèves éclataient : métro, omnibus, mineurs¹ ; puis en juin, lorsque les métallurgistes faisaient appel au Comité interfédéral ; et une troisième fois, au début de juillet. L'heure la plus favorable était celle qui s'était offerte après la reconnaissance de Koltchak par la Conférence de la Paix : « On perdait son temps et l'occasion en coordonnant le mouvement avec les Italiens et les Anglais. » Et pourtant « les masses mécontentes marchent à la Révolution à grandes enjambées »... Mais que peut-on attendre des chefs de la CGT ? C'est « à reculons, en refusant d'y aller que les militants de la CGT iront à la Révolution ».

Pendant les mois de mai, juin et juillet, la Révolution était-elle possible ? La CGT a-t-elle manqué d'audace, « manqué l'heure, laissé passer le moment » ?

¹ *La Vie ouvrière*, 9, 16, 23 et 30 juillet 1919.

Le 27 mai, le Comité National de la CGT avait pris la résolution de mettre en œuvre toutes les forces de l'organisation syndicale pour obtenir : 1° le rétablissement des libertés constitutionnelles ; 2° la démobilisation rapide et totale ; 3° l'amnistie pleine et entière ; 4° la cessation de toute intervention militaire dans les pays étrangers, notamment en Russie et en Hongrie. Le Bureau confédéral devait s'entendre avec la Triple-Alliance britannique afin d'organiser une manifestation commune. En effet, pendant le mois de mai, le Comité confédéral avait reçu des différentes régions des ordres du jour qui permettaient aux membres de ce Comité de croire qu'au fond « les syndicats respectifs de nos milieux, de nos régions, étaient disposés à agir ». Ils commettaient peut-être en cela une erreur, avouera Bourderon au Congrès de Lyon : le Comité confédéral aurait dû préciser, sous la forme d'un referendum, les questions devant engager l'action de la CGT. Avec un grand souci d'équité, Bourderon ajoutera : « C'est peut-être en votant cette résolution que nous nous sommes trompés ; c'est peut-être à ce moment-là, le 27 mai, - que nous avons commis l'erreur tactique¹. » C'est donc le 27 mai que le Comité confédéral national avait voté la résolution internationale. Le 28, une délégation du Comité confédéral rend visite à Clemenceau. Le récit de cette visite n'a pas seulement un intérêt psychologique ; il souligne l'influence qu'a pu avoir la scène de comédie jouée par un homme qui cherchait à gagner du temps :

Clemenceau, raconte Marty-Rollan dans *Le Peuple* de Toulouse, nous dit qu'il était vieux, qu'il s'en irait aussitôt la paix signée, qu'on n'avait pas longtemps à attendre après lui, qu'il gouvernait avec des réalités, qu'au surplus il ne se faisait aucune illusion et que lui, qui avait une horreur profonde de la guerre, il savait très bien que le traité de paix était plein de dangers pour la paix future du monde... Mais le moyen de faire, autrement ? Il a ajouté que la révolution grondait dans tous les pays, qu'elle mûrissait en France, mais que pour sa part il ne pouvait pas croire aux violences. La CGT (c'est Clemenceau qui parle) recueillera le lourd héritage de la bourgeoisie ; le travail, les travailleurs sauveront la France, la grandiront dans l'avenir. La noblesse française est indigne de gouverner. La bourgeoisie n'a jamais su et ne saura jamais. Restent les travailleurs organisés dans la CGT. « Je souhaite de tout mon cœur que vous réussissiez », déclare Clemenceau en conduisant à la porte les délégués.

Le 28 mai, Clemenceau « écrivit, parla, mima une comédie de haut goût, incontestablement la meilleure de ses pièces. Il fallait renvoyer la délégation contente, sans lui avoir rien concédé, mais rien du tout. Ni sur la démobilisation, ni sur l'amnistie, ni surtout sur l'intervention en Russie. Ce tour de force, Clemenceau l'accomplit² ». « En fait, il joua l'oncle à héritage, qu'un neveu besogneux vient taper de quelques pièces de cent sous et qu'on renvoie en disant : Mais tu sais bien que tout mon avoir te reviendra, que tu es mon unique héritier. L'oncle gardait ses sous. Il pouvait se frotter les mains. » Et, huit jours après, Clemenceau fait reconnaître Koltchak par la Conférence de la Paix.

Le Comité National, pour donner toute son ampleur à la manifestation projetée, avait voulu que celle-ci fût internationale ; il avait été influencé dans ses décisions par les ordres du jour de la Triple-Alliance anglaise : « Nous ne pouvions pas décider du jour sans nos camarades anglais. » Il désirait aussi que les organisations italiennes pussent se joindre au mouvement ; celles-ci n'allaient prendre une décision que le 22 juin. Or, plus on s'éloignait des manifestations de mai, plus s'atténuait l'enthousiasme qui avait marqué les semaines de mai. Les événements de juin et l'échec de la grève des Métaux n'étaient

¹ BOURDERON, Congrès de Lyon, pp. 66-69.

² PIERRE MONATTE, *La Vie ouvrière*, 9 juillet 1919.

pas faits pour en raviver la flamme. Bien au contraire. Parce qu'ils avaient le sentiment de ce reflux, certains des secrétaires confédéraux ne voulaient pas qu'on reculât la date au delà du 2 juillet.

Cependant, le 17 juin, à une réunion où se trouvaient les représentants des grandes régions et des villes importantes, on décide que des délégués de la CGT et des représentants de la Confédération italienne se rendraient d'abord en Angleterre. Nouveau retard, car les représentants italiens ne sont pas immédiatement prêts. Aussi, le 28 juin, le jour même où les ouvriers métallurgistes reprennent le travail, se tient, le Congrès de Southport, sans que les délégués français et italiens soient là pour qu'on fixe d'un commun accord la date de l'action. « Et pourtant, dira Bourderon à Lyon, il nous semble que cela valait la peine de temporiser avec les grèves de la région parisienne... » Et il répète : « Il est possible que nous ayons manqué l'heure. »

Georges Dumoulin insistait pour que la date choisie fût le 2 juillet, voici pourquoi :

Nous avons proposé le 2 juillet par crainte de la vague nationaliste du 14 juillet... Devant l'impossibilité d'organiser en Italie un mouvement pour le 2 juillet, nous nous sommes ralliés à la date italienne et non à la date française. Il y a aussi les hésitations anglaises... Nous n'avons pas trouvé le Trade-Unions' Congress décidé à un mouvement comme le nôtre. Nous avons trouvé dans la Triple-Alliance anglaise des sympathies, une solidarité complète pour les révolutions russe et hongroise ; mais nous n'avons pas découvert cette sympathie effective, capable de se traduire dans des événements. Il fallait faire des consultations, faire des referendums, consulter les mineurs et les marins, les chemins, les ouvriers des transports, attendre le Congrès de Glasgow. »

La manifestation est donc reculée et fixée à une semaine après le 14 juillet :

Nous avons eu contre nous une foule de circonstances qui nous ont été défavorables et cruelles, parce qu'il nous a fallu constater le nombre considérable de travailleurs français qui acclamaient les maréchaux qui défilaient sous l'Arc de Triomphe... Vous l'avez reconnu vous-même, camarade Hubert, nous sommes beaucoup pour tisser la toile sur le métier des événements et des circonstances. Il y a le gouvernement, il y a les puissances d'autorité, il y a ce que personne n'a encore voulu avouer ici : la victoire militaire. Il y a cette masse paysanne..., mais il y a ce pays, victorieux militairement.

Le mouvement était donc fixé au 21 juillet. Dans la pensée des confédérés, il devait avoir un caractère exceptionnel : « Si la grève générale a lieu le 21, elle continuera les jours suivants jusqu'à la prise du pouvoir. » Tel était le mot d'ordre. On avait saisi du projet les Unions départementales, afin qu'elles commencent la mobilisation des syndicats dans leurs régions respectives : « Il y avait des fusils, quelques fusils. » Mais, si la CGT était décidée à donner à la grève générale du 21 juillet toute son ampleur révolutionnaire, ses chefs voulaient qu'elle se développât avec toutes les chances de réussite : ils désiraient avoir la certitude que, à travers la France, la majorité des corporations organisées marcheraient. Aussi, parallèlement aux préparatifs, ils se livraient à une enquête, auprès des Unions départementales, sur l'état d'esprit des masses syndicales. Car, comme le dit à Lyon Georges Dumoulin, *quand on va à la bataille sans discipline, on va à la défaite*. Et les cégétistes voulaient éviter une défaite qui aurait pour conséquence un recul du mouvement ouvrier.

Or, la consultation des Unions départementales justifiait à la veille du 21 juillet le sentiment que la grande majorité des syndiqués se déroberaient devant les ordres de la

CGT. « On n'était pas prêt » : on, c'est-à-dire le mouvement ouvrier dans son ensemble. Et c'est cette conviction qui détermina, le 20 juillet, le discours de Jouhaux et la décision de la Commission administrative ¹ : ne pas lancer les troupes syndicales dans une entreprise vouée à l'insuccès.

Georges Dumoulin paraît avoir vu juste, lorsqu'en septembre, à Lyon, il expliquera l'échec du 21 juillet par une responsabilité collective :

C'est quelque chose de mesquin, de petit, que de vouloir seulement établir la responsabilité du Bureau confédéral et de la Commission administrative, pendant que les responsabilités s'étendent partout, sur le pays tout entier, victorieux militairement, encore plein de lampions et de lanternes magiques... Sans doute, pour les mineurs, les dockers, les inscrits maritimes, nous savions que le mouvement du 21 juillet serait unanime ; mais, par ailleurs, nous avons senti des faiblesses, une foule de faiblesses, et c'est là, devant cette situation, que nous sommes allés, décidés malgré tout à maintenir le mouvement, dire à Clemenceau : « Nous allons à la bataille ! » et pour nous entendre dire uniquement, car c'est l'unique conversation que nous ayons eue : « Vous allez à la bataille, je ferai mon devoir ! » Nous savions ce que cela voulait dire ; c'était clair et c'est pour cette raison que le Bureau confédéral aurait voulu que le mouvement du 21 juillet puisse exister... Nous étions sûrs cependant que le mouvement eût été un mouvement morcelé, un mouvement faible ²...

Le 21 juillet, seuls les terrassiers de Paris et les charpentiers de fer ont fait la grève générale décommandée par le Comité confédéral. L'erreur de tactique, reprochée au Bureau confédéral, ne se justifie pas, si l'on rappelle l'expérience des grèves de juin, qui montre l'impossibilité de coordonner un mouvement se refusant à toute discipline ³.

Il est certain que l'expérience des grèves de juin a eu une grande influence sur l'esprit des membres du Comité confédéral et les a rendus prudents. Ont-ils donc été trop prudents, avaient-ils perdu leur foi dans la classe ouvrière ? Et, si l'occasion favorable créée par les événements de mai et de juin n'a pas été saisie, à qui la faute ? aux leaders de la CGT ? aux masses ?

Dans *La Vie ouvrière* du 23 juillet, Pierre Monatte estime que les responsables, ce sont les chefs ; il leur a manqué le moteur essentiel : la foi dans la classe ouvrière et dans ses destinées.

Les masses n'étaient pas prêtes ? C'est possible, c'est même probable, mais à qui revenait de les appeler à la lutte ? Constaté qu'au moment décisif elles n'étaient pas prêtes, c'est constater aussi que vous n'avez pas rempli votre tâche, soit par insuffisance,

¹ La détermination prise antérieurement par la CGT de fixer la grève générale au 21 juillet prouve que la divergence qui existait entre l'état d'esprit du Comité confédéral et celui des minoritaires n'était pas si grande.

² GEORGES DUMOULIN, Congrès de Lyon, p. 22.

³ « Quand les militants des syndicats ont été débordés, quand ils n'ont plus été maîtres de leur mouvement, quand on a constitué à côté d'eux ce qu'on appelle « l'ultra-démocratie syndicale », des comités de désobéissance et d'indiscipline, c'est à ce moment que l'on est venu à la CGT... On y est venu pour injurier la CGT, pour calomnier la CGT, - pas vous, les militants des syndicats, mais ceux qui avaient pris votre place, ceux qui vous avaient chassés de vos responsabilités, et vous vous en étiez laissé chasser. Ceux-là, ils ne venaient plus à la CGT pour crier : « A bas le Comité des Forges » » Ils ne venaient plus à la CGT pour se dresser contre le patronat de la métallurgie ; ils venaient à la CGT pour crier : « Hou ! Hou ! CGT ! »... Et il apparaîtra que, lorsqu'on nous accuse de n'avoir pas su avoir de tactique, il n'y a pas de tactique à avoir avec des troupes qui ne savent pas se discipliner. » (G. DUMOULIN, Congrès de Lyon, p. 216.)

soit par défaillance. Il vous manque l'essentiel, la foi dans la classe ouvrière et dans ses destinées. Une vague de malaise social déferlait sur Paris, sur la France entière, du Nord au Midi... Sincèrement résolu à l'action, vous n'auriez pas hésité à enfourcher l'occasion qui se présentait. Jamais base plus solide n'avait pu être espérée. Vous l'avez refusée. A ce moment (mi-juin), vous n'avez su que mettre en garde contre les grèves politiques. Un mois après (mi-juillet), vous appelez les travailleurs à faire une grève politique. Que voulez-vous qu'y comprennent ces travailleurs ?... Vous avez laissé esquinter vos troupes, et c'est une fois fourbues que vous venez leur demander un grand effort. La bourgeoisie avait beau jeu à retourner contre vous vos propres arguments. Vos troupes fourbues, vous les avez laissées démoralisées... L'échéance est venue (le 21 juillet), vous n'avez pu y faire face. C'est naturel. Votre fameux plan consistait, sans nul doute, à refuser l'action quand elle était possible et à paraître la rechercher quand elle ne l'était plus, afin de pouvoir nous dire : Vous voyez bien qu'il n'y avait rien à faire, que les masses n'étaient pas prêtes.

Pierre Monatte ramène donc le conflit à la différence entre les conceptions qui inspirent les militants vis-à-vis des masses ; il traduit ce contraste par une image : « Quand les masses assoupies se réveillent un jour, se lancent, se dressent, c'est à nous (militants) de nous jeter à leur tête... L'explication de l'absence de Merrheim, dans nos rangs ? Merrheim ne veut pas faire le saut révolutionnaire, Merrheim, comme le cheval au bord de l'obstacle, s'arrête et recule... » Et Merrheim répond : « Vous m'avez lancé un défi, Monatte, en disant que je suis sur un cheval fougueux ; mais, contrairement à vous, je me refuse de le lancer dans le précipice. Le dominant, rassemblant ses forces, dominant sa puissance, je veux qu'il soit capable de franchir le précipice, réalisant la véritable révolution économique ¹. »

Les grèves de juin ont été en effet pour Merrheim la preuve que les travailleurs n'étaient pas encore arrivés à la capacité économique et politique : « Non, camarades, nous n'avons pas assassiné la Révolution... Et, quand on parle de la Révolution, de situation révolutionnaire, ma plus grande souffrance, c'est d'avoir connu en France une situation révolutionnaire sans avoir rencontré un esprit révolutionnaire dans la classe ouvrière [au printemps de 1919 et de 1920]. »

V

Le congrès qui s'ouvre à Lyon le 15 septembre 1919 voit s'affronter les deux tendances qui s'étaient dessinées et précisées au cours des événements du printemps et de l'été 1919. Programmes et méthodes s'y formulent. Il n'y a pas trois programmes, il n'y en a que deux : programme minimum de réalisations immédiates ou programme maximum. Révolution ? Les minoritaires sont dominés par une seule pensée, par un seul sentiment, la mystique de la Révolution russe.

Dès le 23 mai 1919, dans *La Vie ouvrière*, Monatte a formulé la préoccupation essentielle de tous les minoritaires : « Notre devoir est bien clair : aider la Révolution russe, la soutenir par la pleine mesure de nos forces. Comment ? Par la Révolution. » A Lyon, il conclut : « Quel est, à notre sens, le grand devoir de l'heure présente ? Ce grand devoir, il est unique, c'est le salut, le développement, la réussite de la Révolution mondiale, qui a commencé et -qui doit embraser demain toute l'Europe. » Or, *la CGT tourne*

¹ P. MONATTE, Congrès de Lyon, p. 113.

le dos à la Révolution, à la tactique traditionnelle du syndicalisme. Elle a fondé sa politique sur l'accord entre les classes, sur la collaboration de l'organisation ouvrière, non seulement avec le patronat, mais avec l'État : la CGT n'est plus, « dans l'action nationale comme dans l'action internationale, qu'un rouage gouvernemental ». Or, cette politique nouvelle n'a donné que des résultats illusoires ; la conquête des huit heures elle-même, que la CGT proclame comme une grande victoire, est un leurre : « Les huit heures ont été accordées pour empêcher l'explosion du mécontentement, dans ce but seul de conjurer une crise révolutionnaire. Dans certains milieux, on paraît attendre des miracles de cette concession faite aux travailleurs. C'est un joujou merveilleux qui doit faire taire l'enfant et lui faire oublier son mal... » P. Monatte, après avoir ainsi dénoncé l'inefficacité de la loi de huit heures, continuait, logique et impitoyable : « La loi de huit heures, mais elle n'était pas le fruit de notre effort, c'était une répercussion de la Révolution russe, c'est elle qui obligeait le gouvernement à jeter du lest, à envisager la nécessité de donner quelques satisfactions à la classe ouvrière. C'est la Révolution russe qui nous a fait à nous ce cadeau ¹. »

Pierre Monatte ne limite pas ses attaques au programme et aux méthodes de la CGT, il condamne l'esprit des militants, devenus de simples administrateurs. Il reprend une phrase de la *Vie de Jésus* de Renan : « On raconte que, quand Marie-Madeleine lavait les pieds de Jésus avec de l'huile, Judas dit : « Mais cela représente de l'argent ! » Et Renan donne cette explication de la trahison de Judas : « L'administrateur avait tué l'apôtre en lui ! » Eh bien ! pour le moment où il faut que l'administrateur et l'apôtre ne fassent qu'un seul corps, trop souvent l'administrateur tue l'apôtre. » A cette dégénérescence des militants enlisés dans un fonctionnarisme syndical, le remède est simple : il faut reprendre la tradition du syndicalisme, ramener l'esprit révolutionnaire d'autrefois. Aux administrateurs syndicaux, P. Monatte oppose les militants, tels que les forment les Comités syndicalistes révolutionnaires, que les minoritaires s'efforçaient alors de développer à l'intérieur des organisations syndicales : « Ces militants, lorsque les masses assoupies se réveillent, se jettent à leur tête ; et, lorsque les masses paraissent absorbées par le souci de leurs intérêts corporatifs, ils se donnent pour mission d'entretenir et de ranimer la flamme révolutionnaire. »

En présence d'une situation révolutionnaire telle que celle que la guerre et la Révolution russe ont créée en Europe, les militants doivent être toujours en état d'alerte. Pierre Monatte pensait que de la guerre devait sortir la Révolution européenne :

En France, soit épuisement des démobilisés, soit état d'esprit du pays vainqueur, nous n'étions pas prêts, aussi n'avons-nous rien fait pour déclencher la grève générale révolutionnaire ; mais nous devions nous préparer pour le jour où la Révolution, flambant en Allemagne et en Italie, la température serait créée. Entre ces deux foyers la France flamberait à son tour.

Les Comités syndicalistes révolutionnaires étaient comme des foyers « d'attente dont la flamme s'élancera ». Les C. S. R. sont les minorités clairvoyantes et agissantes d'hier ².

¹ PIERRE MONATTE, *La Vie ouvrière*, 30 avril 1919, et Congrès de Lyon pp. 111-114, et Congrès de Lille, p 270.

² Les C. S. R. sont aussi, pour les minoritaires, des centres d'éducation que forment les militants au sein des syndicats.

À Lyon, aux côtés de Monatte, R. Louzon mène le même combat. Il reproche à la CGT l'abandon de la lutte contre l'État et son effort pour se cantonner exclusivement dans les luttes corporatives : les syndicats français tendent à cesser d'être syndicalistes pour devenir corporatistes. A son action traditionnelle contre le patronat et l'État, la CGT a substitué l'intérêt national. Les minoritaires résument leurs critiques dans cette résolution :

Le Congrès blâme l'attitude du Comité confédéral pendant toute la guerre : la CGT s'est laissé lier à l'œuvre de guerre dont elle partage la responsabilité. Le Congrès condamne aussi la politique de collaboration de classe, inaugurée par le Comité confédéral... Le Congrès déclare que c'est dans l'épanouissement de la Révolution russe et dans son extension à tous les pays que résident les espérances de tout le prolétariat martyrisé et épuisé par cinq ans de guerre d'extermination sans précédent. La grève générale révolutionnaire peut être le résultat de grèves partielles qui s'étendent, se communiquent de proche en proche, ou d'autres événements inattendus qu'il faut savoir saisir délibérément : toutes les énergies révolutionnaires dont dispose le prolétariat doivent être transformées en actes.

La faute des majoritaires est de n'avoir pas su transformer en actes l'énergie révolutionnaire dont dispose le prolétariat. A Lyon, les minoritaires réunissent 588 mandats contre l'adoption du rapport moral et 324 mandats contre la résolution présentée par le Bureau confédéral et qui est votée par 1.633 mandants.

Cette résolution, votée par la majorité, après avoir affirmé que le syndicalisme est une force révolutionnaire, rappelle les termes de la résolution d'Amiens :

Le Congrès de Lyon ne peut laisser croire que l'action syndicale trouve son expression exacte et exclusive dans des actes de violence ou de surprise, ni qu'on la puisse considérer comme une arme pouvant être utilisée par des groupements extérieurs au syndicalisme.

Le mouvement syndical affirme la nécessité pour la classe ouvrière de prendre ses responsabilités dans la gestion de la société... Parmi les solutions qui s'imposent à bref délai, il n'en est pas de plus urgentes que celle de la nationalisation industrialisée, sous le contrôle des producteurs et des consommateurs, des grands services de l'économie moderne : les transports terrestres et maritimes, les mines, la houille blanche, les grandes organisations de crédit. Mais, constatant l'impuissance des organismes politiques et le caractère même du pouvoir, nous ne songeons pas à augmenter les attributions de l'État, à les renforcer, ni surtout à recourir au système qui soumettrait les industries essentielles au fonctionnarisme, avec son irresponsabilité et ses tares constitutives.

Jouhaux, commentant la résolution majoritaire, déclare à Lyon :

La Révolution n'est pas seulement l'acte catastrophique, mais elle est aussi la longue préparation, la longue pénétration, le long sapement de la société bourgeoise... Lorsque je dis que nous ne devons pas aboutir à la famine, je n'entends pas condamner la Révolution russe ; j'entends dire qu'à l'heure actuelle le devoir du prolétariat organisé de ce pays est de préparer les organismes capables d'assurer la continuité de la production permettant ainsi la continuité de la Révolution.

Mais l'opposition entre Jouhaux et les minoritaires n'était rien à côté du heurt qui, à chaque heure du Congrès, meurtrissait les « frères ennemis ». Aucun moment n'a été plus émouvant que celui où, se tournant vers les amis que, dans le fond de son cœur, il ne peut s'empêcher d'estimer, Pierre Monatte leur adresse cet appel :

Vous n'êtes plus dignes, camarades, d'interpréter la pensée du mouvement ouvrier français. Et je demande à ceux avec qui nous avons lutté en 1914, en 1915, en 1916, en 1917, je demande à Merrheim, et je te demande à toi, Dumoulin : Mais, enfin, cet engagement, ce serment, eux et nous, irréconciliables aujourd'hui, et plus encore demain, qu'en avez-vous fait ? L'avez-vous tenu ou trahi ?

Georges Dumoulin répond que les anciens alliés de Monatte ont adapté leur conduite au changement de structure qu'a subi le syndicalisme français ; il faut tenir compte du prolétariat fonctionnaire :

Il n'y a pas que vous [les travailleurs des industries privées] qui êtes en état, il y a tout le prolétariat fonctionnaire, tout le prolétariat de l'État, il y a les postiers ; il y a tous les fonctionnaires, tous ceux dont le patron est l'État, qui réclament, qui s'adressent à leur patron, l'État, et qui améliorent leur situation. De plus, étant donné l'augmentation considérable de nos effectifs, nous ne nous attardons plus au syndicalisme qualitatif à faibles effectifs, aux militants généreux, aux militants courageux, au syndicalisme de qualité qu n'avait pas la quantité.

Et c'est pourquoi la théorie des minorités agissantes ne répond plus aux circonstances : « Il faut dire du reste que la qualité syndicale n'a pas empêché la guerre, malgré notre action énergique. » Il s'ensuit que les méthodes de lutte doivent être forcément transformées : les masses « non instruites, non éduquées » accordent au syndicalisme une confiance que doivent justifier des réalisations concrètes. Et, si l'on veut conserver la masse des syndiqués à l'organisation, ces conquêtes progressives nécessitent des négociations et des accords : accords des syndicats d'abord, obligés de traiter sur les bordereaux de salaires, sur « le contrat local qui se régionalise et qui devient le contrat national de fédération ouvrière à puissance patronale ». Pas davantage que ces accords locaux, les contrats nationaux n'impliquent ni le, renoncement à la lutte de classe, ni la collaboration des classes. Et Dumoulin demande aux minoritaires :

Pourquoi diriger seulement vos critiques au sommet des organisations ? A la CGT on ne signe pas de contrat ni d'accord ; les accords signés, les contrats établis le sont par les fédérations nationales avec le groupe industriel correspondant à la fédération nationale ; et, si les minoritaires prenaient la direction confédérale, ils devraient accepter les responsabilités tout entières. du mouvement ouvrier, il leur faudrait défendre la journée de huit heures que vous auriez taxée de duperie ; il faudrait poursuivre l'amélioration des conditions matérielles de la classe ouvrière et aller en délégation à la présidence du Conseil, comme l'ont fait auprès de Bonar Law les organisations ouvrières anglaises, de l'attitude desquelles se réclament les minoritaires.

Une transformation de la structure commande un état d'esprit dont doivent tenir compte les militants. En 1919, il devenait plus difficile d'obtenir des larges majorités syndicales la discipline et la maîtrise de soi qu'acceptaient d'un seul cœur les minorités agissantes. Mais le militant devait plus que jamais cultiver en soi des vertus capables de lui donner l'autorité nécessaire en face de masses ouvrières sans éducation syndicale et n'obéissant qu'à leurs réflexes immédiats ¹.

¹ Congrès de Lyon, pp. 207, 208 et 219. - Fédérations représentées au Congrès de Lyon : tabacs, allumettiers, personnel de la guerre ; instituteurs ; marins de l'État, services de santé ; travailleurs municipaux ; syndicat national des sous-agents des P. T. T. ; syndicat national des agents des P. T. T. ; syndicat national des ouvriers des P. T. T.

Chapitre II

De la Troisième Internationale au fascisme (1920-1933)

« Les masses n'étaient pas prêtes ? C'est possible, c'est même probable. Mais à qui revenait de les appeler à la Lutte ? Constaté qu'elles n'étaient pas prêtes, c'est constater aussi que vous n'avez pas rempli votre tâche, soit par insuffisance soit par défaillance. Il vous manque l'essentiel : la foi dans la classe ouvrière et dans ses destinées. »

PIERRE MONATTE.

« La force du fascisme est faite de son amoralisme, de son impudence, de sa maigreur. Le fascisme est conquérant et il avoue cyniquement ses conquêtes. Bien plus, à un moment où les historiens et les sociologues doivent reconnaître que la lutte des classes, telle que Marx en avait tracé le schéma, n'apparaît pas comme l'unique moteur des sociétés, les fascistes transposent, sur le plan national, la notion socialiste de la lutte des classes. »

GEORGES DUVEAU.

[Retour à la table des matières](#)

Au lendemain du Congrès de Lyon et pendant les mois qui suivent, la mystique et l'influence de la Révolution russe continuent à provoquer, au sein du syndicalisme français, des remous, des luttes et des divisions. La CGT comprend 1.800.000 syndiqués¹.

Pour les minoritaires l'expérience de la Révolution russe est dans la tradition du syndicalisme ; pour eux, la Révolution russe a triomphé grâce aux méthodes préconisées et appliquées par le syndicalisme révolutionnaire français, grève générale, action des minorités agissantes :

¹ Agenda de 1920, édité par l'Union des syndicats ouvriers du Rhône.

Notre conception de la grève générale, cette idée particulière du syndicalisme révolutionnaire français, aura trouvé sa confirmation en mars 1917 dans la première phase de la Révolution russe. Elle apparaît aujourd'hui comme l'outil révolutionnaire par excellence. C'est une grève générale des ouvrières textiles, puis de toutes les corporations de Pétrograd qui emporta le tsarisme, et qui, ayant entraîné la garnison, cessa d'être une grève générale pour devenir une triomphante révolution. [Pierre Monatte.]

Mais la politique des majoritaires cégétistes éloigne chaque jour davantage le syndicalisme français de cette ligne directrice. Les minoritaires, en chaque circonstance, marquent les déviations de la politique et de la doctrine confédérales et ils opposent la lutte de classes à la collaboration avec l'État et avec les organisations patronales, que défendent les majoritaires.

En octobre 1919, la participation d'une délégation ouvrière française à la Conférence de Washington est l'objet des critiques les plus vives. La minorité confédérale publie une déclaration dans laquelle elle appelle la Société des Nations *une duperie, la rivale de l'Internationale ouvrière*. Selon elle, depuis le traité de Versailles, il faut être aveugle pour croire la Société des Nations, c'est-à-dire la Société des États capitalistes, « capable de mettre un terme définitif aux guerres militaires comme aux guerres économiques ». « La participation de la CGT à la Conférence de Washington, convoquée aux termes du traité de paix par M. Wilson, manifeste le ralliement de la CGT à la politique gouvernementale, réformiste connue - jugée et condamnée - sous le nom de millerandisme, depuis vingt ans, par tous les congrès confédéraux. Car la Conférence de Washington, en affermissant la Société des Nations, ne peut qu'affaiblir sa rivale, notre Internationale ouvrière. »

Une autre preuve de l'infidélité de la CGT au syndicalisme est le Conseil Économique du Travail qui, en apportant sa collaboration à la société actuelle, veut se faire *le ravaleur du capitalisme*. Ces compromissions ne font que consolider le régime capitaliste et le pouvoir de la bourgeoisie ; elles éloignent la classe ouvrière de la Révolution ; elles détournent des travailleurs ces militants ouvriers, leurs guides, qui ont pour devoir d'entretenir et de cultiver le dynamisme révolutionnaire.

En avril 1919, les syndicalistes révolutionnaires croyaient la révolution « proche, inévitable, fatale, aux quatre coins de l'Europe ; en Russie, en Allemagne, en Hongrie, la vieille société capitaliste craque et chancelle ». Les déceptions du printemps et de l'été 1919 n'ont pas amoindri les espoirs des minoritaires ; et, jusqu'à septembre 1920, ceux-ci escomptent que la puissance contagieuse de l'exemple russe va embraser rapidement toute l'Europe. La situation économique paraît favorable, puisque les prix, pendant l'hiver 1920, continuent à monter, la hausse des prix dépassant beaucoup celle des salaires¹ ; et les succès de l'armée rouge, libérant le territoire russe, puis marchant

¹

ÉTATS	HAUSSE DES PRIX	SALAIRES
États-Unis	120 %	100 %
Grande-Bretagne	170 %	130 %
France	300 %	200 %
Japon	130 %	60 %

(Times, 10 mars 1930).

victorieusement sur Varsovie, apparaissent comme les signes annonciateurs de la Révolution européenne.

Mais, en août 1920, le renversement de la situation militaire a sa répercussion sur la psychologie des syndicalistes révolutionnaires. D'ailleurs, dès l'hiver de 1920, certains admirateurs de la Révolution russe constatent qu'en France le climat est moins propice à la révolution qu'au printemps de 1919 ; et, parmi eux, Victor Griffuelhes.

Victor Griffuelhes, au début de la guerre, avait été aux côtés de Jouhaux. Mais la révolution d'octobre avait modifié ses sentiments. Il était allé en Russie et, à son retour, il avait exprimé sa sympathie pour les événements russes. Dans une conférence, en février 1920, il rapproche le syndicalisme révolutionnaire français et le système des Soviets. « Tous deux s'appuient, dit-il, sur le producteur en négligeant le citoyen. Ce qui fait et continuera de faire la force des Soviets, c'est qu'ils donnent droits et pouvoirs aux producteurs, paysans et ouvriers ¹ » Mais il croit qu'en France on a laissé passer l'heure aux lendemains de la guerre : « Nous vivions, dit-il, une époque véritablement révolutionnaire : chômage intense pendant un temps, impatience des soldats qu'on ne démobilisait pas, régime de guerre qui continuait sous toutes ses formes, une crise économique de plus en plus pénible au pauvre monde qui faisait la queue chez les boulangers et les charbonniers. Il y avait dans l'air de l'électricité... » Une autre circonstance était propice : « Après la guerre, la bourgeoisie comptait couramment avec l'obligation de consentir de lourds sacrifices au prolétariat. Elle s'était accoutumée, à l'idée, en même temps qu'à la crainte, de la Révolution. Mais elle s'est vite ressaisie, elle triomphe maintenant, croyant le danger passé. Les capitalistes s'aperçoivent que les *volontés révolutionnaires* ne sont pas à la hauteur des circonstances. »

I

Le 23 février 1920, le cheminot Campanaud, convoqué à une réunion syndicale, demande à ses chefs l'autorisation, qui lui est refusée, de s'absenter. Campanaud leur répond : « Vous me mettez dans l'obligation d'obéir à mon syndicat ou d'obéir à la Compagnie. J'obéis à mon syndicat. » Il est puni de deux jours de mise à pied. L'ordre de grève est donné. Les ouvriers abandonnent le travail, et, sur le PLM, les trains s'arrêtent. La Fédération des Cheminots, qui hésite, réclame l'arbitrage du gouvernement. Le ministre Millerand répond : « Que les cheminots rentrent d'abord, et j'examinerai leurs griefs. » La Fédération réplique : « Que la Compagnie lève d'abord la punition de Campanaud, et les ouvriers reprendront le travail. » Le gouvernement refuse. En révoquant 300 grévistes, la Compagnie du PLM crée, sans doute intentionnellement, un nouveau grief. Et la Fédération se voit forcée de lancer l'ordre de grève générale.

Deux semaines avant la grève, le 7 février, les Compagnies obtenaient l'aide préventive du gouvernement : le ministre des Travaux Publics préparait un projet de réquisition des automobiles et autres moyens de transport, en cas de grève ; ce projet allait

¹ « Après l'éclipse du mouvement syndical pendant la guerre, il était intéressant, pour ceux qui, avant la guerre, en étaient les fidèles, d'entendre celui qui en fut un peu l'inspirateur » (*La Vie ouvrière*, 13 février 1920, Soviets et Syndicats.)

jusqu'à prévoir la mobilisation du personnel. Et le Parlement était saisi de la question ferroviaire par un discours du président du PLM, qui expliquait la désorganisation des transports en l'attribuant essentiellement aux revendications exagérées du personnel. Si telles étaient les intentions des Compagnies, de leur côté, les syndicalistes révolutionnaires allaient à la lutte avec l'espoir que les cheminots remporteraient une victoire riche de résultats. *La Vie ouvrière* du 27 février en témoigne :

La lutte n'effraie pas nos camarades cheminots des divers réseaux.. Ils la prévoient depuis longtemps. Ils savent que rien ne vient sans peine, que tout doit être conquis de haute lutte. Aujourd'hui, par la volonté des Compagnies, c'est tout le problème de la gestion des chemins de fer qui est posé. Les dirigeants ont créé le chaos et sont impuissants à s'en dégager. Ils ont donné la mesure de leur incapacité et de leur cupidité. Il ne peut s'agir du rachat qu'elles escomptent. Les chemins de fer sont au pays et doivent lui revenir. Dans cette dernière bataille en faveur de la nationalisation, les cheminots remporteront-ils une victoire définitive et totale ? Ce serait trop beau. Mais qu'ils abaissent l'orgueil des seigneurs du rail et fassent éclater leur carence morale, ce sera déjà un résultat de grand prix, -non seulement pour la corporation des cheminots, mais pour la classe ouvrière tout entière.

En réalité, il y avait, à l'origine du conflit, et des raisons professionnelles, et des raisons politiques. Les cheminots réclamaient la reconnaissance d'un statut syndical fixant d'une façon définitive les droits des délégués dans leurs rapports avec les Compagnies. Les cheminots, souffrant de l'augmentation incessante du prix de la vie, réclamaient en outre un minimum de salaire et une indemnité de cherté de vie accordée par le gouvernement à tous les fonctionnaires. Mais la Commission, qui devait établir des échelles de salaires, tardait à conclure. L'autorité de la Fédération des Cheminots, dont les secrétaires appartenaient à la tendance majoritaire de la CGT, était mise en cause par les cheminots minoritaires. L'incident Campanaud leur offrait l'occasion de prendre en mains la direction de la Fédération. Le mécontentement des cheminots permettait de susciter une grève générale des chemins de fer et d'entraîner dans une action de solidarité les transports et les mines. Certains espéraient même qu'un tel mouvement favoriserait une action révolutionnaire et éventuellement la prise du pouvoir par les syndicalistes révolutionnaires.

L'initiative des minoritaires répondait aux secrets désirs des Compagnies qui espéraient, en brisant la grève, pouvoir éliminer du personnel des cheminots les éléments révolutionnaires. Donc, loin de vouloir éviter la lutte, les Compagnies la souhaitaient et jugeaient l'occasion favorable de reprendre, en une fois, les concessions que, pendant la guerre et la démobilisation, elles avaient faites aux revendications syndicales. Les Compagnies comptaient sur les pouvoirs publics et le Parlement pour les seconder : « La Compagnie du PLM a voulu ce conflit, dit Pierre Monatte, dans *La Vie ouvrière* du 27 février 1920..., elle a déclaré la guerre en connaissance de cause... Les Compagnies ont-elles voulu, choisissant, imposant l'heure et les conditions du combat, asséner un coup formidable aux éléments révolutionnaires des cheminots et leur briser les reins ? »

Le 25 février, il ne partait de la gare de Lyon que cinq trains. L'ordre de grève avait été lancé de Dijon. Le secrétaire du syndicat du PLM, Midol, persuadé que la Fédération n'aurait pas lancé l'ordre de Paris, avait voulu forcer la main au secrétaire fédéral Bidegaray.

Les Compagnies déclarent que les cheminots qui cesseraient le travail seraient aussitôt révoqués. Le ministre des Travaux Publics dénonce la grève comme une entreprise révolutionnaire n'ayant aucun caractère professionnel. La Chambre approuve la dé-

cision du gouvernement d'assurer la marche d'un service public indispensable à la vie économique du pays ; et la presse, obéissant au mot d'ordre qui lui est donné, commence une campagne destinée à rendre l'opinion publique hostile aux grévistes.

La majorité des cheminots, profondément déçue, voyait dans la punition infligée à Campanaud une atteinte au droit syndical. Par suite, elle était disposée à obéir à l'ordre de grève. Peu lui importait qu'il eût été lancé de Dijon par le secrétaire d'un réseau ou de Paris par les secrétaires de la Fédération. Aussi, rapidement, sur tout le réseau du PLM, l'arrêt des trains fut-il presque complet.

Mais les syndicalistes minoritaires estimaient que la grève du PLM n'était qu'une première étape ; il fallait l'étendre aux autres réseaux. De plus, si le gouvernement s'engage dans la voie de la répression, toutes les corporations suivront l'exemple des cheminots. Déjà d'ailleurs, dans diverses industries, ont éclaté d'autres grèves : grèves à Lyon, grèves de tisseurs du Nord, grèves des mineurs du Pas-de-Calais. Leur confiance s'exprime le 12 mars, sous le titre « Une espérance a passé », dans *La Vie ouvrière* :

Le chemin parcouru par l'organisation syndicale, le progrès réalisé dans la conscience ouvrière éclatent dès qu'on évoque les grèves des cheminots de 1898 et de 1910, et qu'on les compare au mouvement de ces jours derniers. Dites si l'on n'avance pas, si les masses sont les mêmes qu'en 1898... ou qu'en 1910... Cette fois, elles n'ont pas attendu l'appel d'en haut, le cri d'entraînement de leurs conducteurs brevetés, c'est elles qui ont entraîné leurs conducteurs. Hier, les masses étaient rétives à l'action. Aujourd'hui, ce sont leurs conducteurs... Les masses entrent en scène et en chassent les chefs fourbus ou incapables... Le jour où la Fédération des Cheminots ne sera plus aux mains de trembleurs impuissants... annoncera la prochaine et complète reprise des organismes ouvriers par la pensée et la volonté ouvrières.

Les syndicalistes révolutionnaires constatent que la CGT, au cours de la grève, a pris une attitude très différente de celle de la Fédération des Cheminots ; elle s'est montrée « plutôt sympathique à ce mouvement des masses, elle a pressé la Fédération de le généraliser et d'en prendre la direction ». Mais ils expliquent cette attitude par son désir de *faire baptiser* le Conseil Économique du Travail : « La nationalisation apparaît à la CGT sous la forme d'une régie autonome des chemins de fer ; les syndicalistes révolutionnaires protestent d'avance contre tout projet de nationalisation qui aurait pour point de départ le rachat : qui dit rachat dit prélèvement capitaliste ; et, sous cette forme, l'exploitation des travailleurs continue. »

Cependant le gouvernement est décidé à briser la grève par tous les moyens et à mobiliser l'opinion publique. Le président du Conseil et le ministre des Travaux publics n'attendent que le prétexte de la grève générale pour mettre en oeuvre les mesures projetées dès le 7 février. Afin de rendre la grève impopulaire, le gouvernement annonce des mesures de restriction à la consommation dans les restaurants parisiens. Il suscite ainsi la crainte de voir le ravitaillement de Paris mis en danger. Il fait appel aux classes dirigeantes. Les ligues civiques¹ organisent une mobilisation civile : distribution des billets, enregistrement des colis, etc. L'Union des Anciens Combattants propose le concours de ses

¹ *La Vie ouvrière*, 27 février 1919, annonce la constitution à Lyon de l'Union Civique, créée entre toutes personnes désireuses de donner leur concours actif au maintien de l'ordre et au respect de la légalité ; dans le bulletin d'adhésion, le garde civique, en cas de grève générale, doit indiquer quels sont les postes qu'il préférerait occuper : wattman ? receveur ? tri des lettres ? distribution des lettres... électricien, mécanicien, chauffeur, aiguilleur, chef de train ? homme d'équipe ?... offrez-vous camion, auto ? avec ou sans conducteur ? Etes-vous chauffeur ? motocycliste ?

quatre cent mille affiliés. Quinze mille personnes s'inscrivent au bureau d'enrôlement des bonnes volontés, ouvert par les soins du gouvernement. Et, pour les services exigeant des aptitudes techniques, on songe à mobiliser aussi les élèves des grandes Écoles ¹.

Commentant les mesures prises ou esquissées par le gouvernement, Pierre Monatte écrit : « Les gouvernants cherchent dans les unions civiques, qui se créent un peu partout, des troupes de remplacement. La bourgeoisie se défendra elle-même ². » Les cheminots comprennent qu'ils doivent ne pas indisposer l'opinion publique déjà fort troublée ; la CGT offre d'organiser elle-même, grâce à un service d'approvisionnement, le ravitaillement de Paris, la fourniture du lait pour les enfants et les malades ³, mais l'offre est repoussée.

A l'appel de grève générale, tous les réseaux, à l'exception de celui du Nord, ont répondu. Au bout de quelques jours, l'arrêt du travail est presque complet sur toutes les lignes. Le gouvernement décide la mobilisation militaire des cheminots, mais n'ordonne d'abord que celle de trois classes du service actif. La Fédération des Mineurs, celle des Métaux, les dockers votent des ordres du jour de solidarité avec les cheminots ; dans les mines de houille du Pas-de-Calais éclatent des grèves partielles. Le gouvernement ne poursuit pas jusqu'au bout le geste qu'il avait ébauché. L'en jeu ne lui parut pas justifier le risque. Il décida de faire un geste lui permettant de détacher du bloc gréviste la majorité des cheminots. Celle-ci pouvait se laisser séduire par l'exécution des promesses si longtemps différées. Pour dénouer une grève qu'elle n'avait pas voulue, A. Millerand s'adresse à la Fédération des Cheminots. La CGT, de son côté, estime le mouvement de grève prématuré, son Conseil Économique du Travail n'ayant pas encore mis au point un plan de gestion des services publics. Sur l'injonction du président du Conseil, la Commission Tissier, sortie de son sommeil, a préparé les bases d'un accord éventuel entre les cheminots et les Compagnies. M. Millerand offre sa médiation. La Fédération des Cheminots et les Compagnies l'acceptent. Le 1^{er} mars, l'accord est signé et les représentants des cheminots demandent à la Commission administrative de la CGT d'y souscrire.

Quelles étaient les conditions de l'arbitrage ? La détermination rapide des échelles de salaires par la Commission Tissier, la promesse de fixer le statut des délégués syndicaux. Enfin et surtout, la grève n'entraînera pas de révocations.

L'ordre de la reprise du travail est lancé ; les syndicalistes révolutionnaires critiquent la Fédération des Cheminots, « la grande responsable de l'échec de la grève générale ». Par contre, ils ménagent la CGT. Même, le 2 mars, le Comité de grève fait appel

¹ Avis placardé, le 27 mars, à l'École des Travaux Publics, à l'École Supérieure du Bâtiment, à l'École Supérieure de Mécanique et d'Électricité : « Lors de la dernière grève des chemins de fer, MM. les élèves des Écoles se sont mis en grand nombre à la disposition des Compagnies, mais leurs services n'ont pu, pour beaucoup d'entre eux, être utilisés, par suite de la reprise du travail. En vue du retour possible d'un pareil conflit, les Compagnies de chemins de fer sont disposées à accueillir les élèves qui désirent collaborer au maintien du trafic et, pour les préparer à leur tâche passagère, elles demandent que les volontaires fassent, au préalable, des stages pratiques dans les services auxquels ils seront affectés. L'exécution de ces stages ne pouvant que donner de très heureux résultats au point de vue même de l'enseignement, la direction de l'École a décidé de reprendre le travail de répartition des élèves entre les Compagnies, qui avait été hâtivement fait au moment de la grève. »

² Le Draveil de M. Millerand, *La Vie ouvrière*, 9 avril 1920.

³ La presse reproduit la photographie d'une locomotive arrivant en gare avec cette pancarte : « Train circulant par autorisation syndicale ».

au Bureau confédéral et à Georges Dumoulin pour qu'il vienne, aux côtés de Monmousseau, affirmer la victoire des cheminots et recommander la reprise du travail.

On compte sur le Bureau confédéral pour lancer l'ordre de grève générale de déchaîner les vagues successives des grandes corporations : mines, transport, etc. ; d'ailleurs, la CGT avait déjà pris position pour une grève presque générale. Elle n'en avait différé l'heure qu'à la demande de la Fédération des Cheminots.

En avril, le Congrès de l'Union des syndicats du PLM reprochera à la Fédération d'avoir utilisé ce délai consenti par la CGT pour faire aboutir hâtivement les pourparlers engagés. Monmousseau expliquera cette hâte à conclure par le désir de rendre impossible la grève générale : pour l'éviter, dit-il, « on a fait des concessions inacceptables » ; il est vrai, ajoute-t-il, « qu'on ne pouvait guère aller au delà, puisqu'il n'y avait à la Fédération aucun projet de nationalisation, et cependant notre organisation faisait de cette question la base de sa propagande ». Monmousseau reprend le 2 avril, dans *La Vie ouvrière*, un mot entendu à une réunion de cheminots et qui avait servi de manchette à ce journal : « La victoire qui fait honte ¹. »

Pour démontrer la duperie de la politique de conciliation adoptée par les organisations confédérales, les minoritaires profitent du fait que les Compagnies, cette fois encore, s'efforcent d'esquiver certaines des décisions de l'arbitrage. En effet, elles cherchent à maintenir certaines révocations. Aussi, dans de grands centres, les cheminots refusent-ils de reprendre le travail. Le gouvernement doit intervenir pour forcer les Compagnies à respecter la sentence arbitrale. La grève a obligé le gouvernement à mesurer la force du mouvement ouvrier. Tout en faisant voter par la Chambre des Députés le principe de l'arbitrage obligatoire, M. Millerand comprend qu'il doit donner à la CGT une satisfaction, fût-elle platonique ; il accepte de discuter avec elle le nouveau régime des voies ferrées. Le Conseil Économique de la CGT voudrait associer à la gestion et réunir dans un même conseil, avec les représentants de l'État, les délégués des cheminots, des techniciens, des industriels et des commerçants. Ce projet suscite les critiques des syndicalistes révolutionnaires ². Il ne donne au syndicalisme « aucune garantie de révolutionnaire. Il n'y a pas suppression de la moindre parcelle du capitalisme », puisque les actionnaires des Compagnies se transforment en actionnaires de la régie. Parmi les facteurs représentés dans les comités de direction figurent les industriels financiers, commerçants, chambres d'agriculture, État, coopératives, syndicats ouvriers :

On appelle ça producteurs et consommateurs ; on l'appelle encore la collectivité... Mais le syndicalisme, que vient-il faire dans ce maquis ?... Le syndicalisme, c'est-à-dire le travail, la classe ouvrière, se retrouvera le lendemain, face à face, avec ses adversaires, avec le capital, à égalité de droits, au sein des organismes de direction des chemins

¹ « Oui, la victoire nous fait honte. Elle nous fait honte, aux yeux du monde ouvrier, et cela sans que nous méconnaissions les résultats acquis, sans que nous ne mesurions l'échec d'un gouvernement qui prétendait résoudre le droit de grève par des ordres de mobilisation et dont l'audace était forgée au jour le jour par la faiblesse de notre Commission Exécutive. Et cette victoire-là, celle dont nous n'avons pas honte, elle fut remportée par l'innombrable armée des cheminots qui ont, en ces quelques jours, apporté le démenti le plus formel à ceux qui soutenaient que le ventre seul était l'instigateur de son esprit syndicaliste... Un beau jour, vlan, la grève éclate ! Pas l'ombre d'intérêts particuliers : solidarité, nationalisation, tout le syndicalisme forme l'enjeu de la bataille, la classe ouvrière est prête, frémissante. La CGT elle-même sent que l'heure est venue. Mais, pardon, mille excuses... ne sortons pas du corporatisme... nous n'en avons pas le droit... la nation en péril !... »

² *La Vie ouvrière*, 16 avril 1920 : G. MONMOUSSEAU, « La nationalisation ».

de fer pour commencer, ensuite des mines, des voies fluviales, etc. Nous ne serons pas devant une organisation nouvelle d'essence révolutionnaire, mais d'essence démocratique.

Cette forme de nationalisation favorisera la centralisation industrielle, financière et commerciale, renforcera la puissance défensive du capitalisme ; elle permettra de reculer, d'éviter peut-être la révolution économique, c'est-à-dire la disparition du régime capitaliste. Le projet de la CGT « engage le syndicalisme dans des responsabilités incompatibles avec sa mission libératrice... La souveraineté du travail doit être l'enjeu de la lutte. Tant que le grand combat n'est pas livré, rien de durable n'est possible. Il n'y a pas d'économie possible de la Révolution ».

II

Aux approches du 1^{er} mai 1920, les syndicalistes révolutionnaires espèrent qu'une reprise du conflit offrira une occasion favorable. Aussi, la grève des cheminots rebondit-elle, la dernière semaine d'avril ¹.

Jusqu'à-là, la CGT était restée en dehors de la dispute entre la Fédération Nationale des Cheminots et les syndicalistes révolutionnaires. Il est incontestable qu'une opposition très nette de tendances divisait les cheminots. Du côté de la Fédération Nationale, Bidegaray, le secrétaire fédéral, était partisan d'un syndicalisme réformiste. Celui-ci impliquait la collaboration avec l'État et avec les organisations patronales, une transformation sociale par étapes successives, la présence des représentants ouvriers au sein des organismes directeurs, des organismes techniques, afin d'essayer « de gagner à la cause ceux qui momentanément dirigent la machine sociale ».

Notre Fédération des Cheminots a décidé qu'il fallait collaborer pour la réorganisation des chemins de fer. Cette collaboration se continue par le statut du personnel, qui, ne fait que renforcer l'autorité patronale... Avec ce statut du personnel et pour son application, il est indispensable et il est de toute logique que notre Fédération des Cheminots collabore d'une façon effective avec le patronat pour en faire respecter toutes les clauses, qu'elle discute avec ce patronat sur le bien-fondé des punitions infligées aux cheminots qui ne souscriraient pas, par exemple, aux désirs de surproduction du patronat ².

Une double atmosphère enveloppe la naissance de la seconde grève : le regret des cheminots de n'avoir pas poussé la grève de février jusqu'au bout, le désir de la CGT majoritaire d'essayer sa force et d'imposer la nationalisation industrialisée.

En avril, au Congrès des Cheminots, à la salle Japy, le Bureau fédéral est mis en cause et condamné. Les conditions de l'accord de mars n'avaient pas été respectées par les Compagnies : d'où une irritation naturelle qui explique le vote d'un ordre du jour adressant au gouvernement une mise en demeure. Le président du Conseil, alors à San Remo, répond aussitôt en refusant de réviser l'accord signé. Le Congrès décide donc la grève immédiate et pose comme revendications : la nationalisation des chemins de fer, la réin-

¹ Sur l'opportunité de la seconde grève des cheminots, les syndicalistes révolutionnaires furent partagés ; Monatte a vu cette seconde grève « avec inquiétude ».

² SIROLLE, Congrès d'Orléans, p. 325-326, et BIDEGARAY, pp. 120, 121, 122.

tégration des cheminots, l'abandon des poursuites judiciaires et la reconnaissance du droit syndical.

La décision des cheminots, portée à la connaissance de la CGT, est un appel au concours de l'organisation confédérale. Les rédacteurs de l'ordre du jour espèrent pouvoir ainsi entraîner les grandes organisations syndicales, « déclencher les vagues successives d'assaut ». Mais il faut obtenir l'assentiment de la CGT, car le second ordre du jour a été voté par une majorité plus faible ¹. Une troisième motion, votée le 25 avril à Aubervilliers, décide la grève générale de tous les réseaux, mais en laissant au nouveau Bureau fédéral le soin d'en fixer la date et d'examiner en accord avec la CGT si le 1^{er} mai doit être *le pivot de l'action*.

Le 28 avril, Jouhaux déclare à la Commission administrative : « Il y a un saut à faire : il faut le faire courageusement. Il ne saurait être question de tendances. Les responsabilités devront être partagées, quelle que soit l'issue de la lutte. La CGT entend se réserver la direction du mouvement ainsi que ses conclusions ². » En fait, par 28 voix contre 22, le Comité fédéral des Cheminots avait voté la grève générale pour le 30 avril. Le Comité fédéral met ainsi la CGT devant le fait accompli, puisque les ordres de grève sont lancés avant que la Commission administrative de la CGT se soit réunie.

Le 1^{er} mai 1920 est fêté par toute la France d'une façon exceptionnelle. Il est suivi de grèves de solidarité dans la région lyonnaise en faveur des cheminots ; du 11 au 16 mai, chômage général pour les tramways, à Lyon et à Saint-Étienne, et dans le bâtiment ; dans les mines de Saint-Étienne, de Montceau-les-Mines, chez les métallurgistes de Lyon. Grève générale des ouvriers imprimeurs à Lyon ; du 17 au 23 mai, les quotidiens n'ont pas paru.

La grève des cheminots se développe. Des manifestes adoptés par la Fédération des Cheminots et la CGT réalisent l'accord sur la tactique de la grève, la tactique des vagues successives : mineurs, marins, dockers doivent entrer dans la lutte afin de paralyser la vie économique. Au Congrès d'Orléans, Dumoulin dira : « Il suffisait que l'on ne remonte plus de charbon, que l'on ne décharge plus de charbon, que l'on ne décharge plus de navires, que l'on ne transporte plus de marchandises, - c'est là la base de notre accord et c'est sur cette base que la grève s'est déroulée. » Et il ajoutera : « Si la grève des cheminots avait été totale, nous aurions remporté la victoire ; la grève des cheminots n'a pas été totale ³... » En effet, de même qu'en février, le réseau du Nord ne s'est pas mis en mouvement : « Les troupes des réseaux du Nord et de l'Est n'ont eu ni enthousiasme ni foi dans la bataille, et leurs chefs n'ont pas eu plus de foi ni plus d'enthousiasme. »

Sans doute, pendant plus de trois semaines, il y eut 220.000 cheminots en grève ; pourtant la grève générale n'avait été que partielle : première raison de son échec. Il y en a d'autres, et elles sont multiples :

¹ 175.543 voix pour l'ordre du jour Monmousseau, contre 147.932.

² La grande grève de mai 1920, par JEAN BRECOT (Monmousseau alors à la Santé), Librairie du Travail, 72 p., cf., p. 23 à 35, et 40 : déclaration de Jouhaux.

³ GEORGES DUMOULIN, Congrès d'Orléans, p. 167, ajoute : « Parce qu'elle a été conçue dans l'esprit de doute qui te torturait tout à l'heure, Sirolle ! » SIROLLE, en effet, avait dit précédemment : « Il est exact que je n'étais pas un partisan fervent de la grève de mai ; il est exact que je la voyais d'un mauvais oeil parce qu'il y avait une impréparation... » C'est pourtant lui qui avait accredité, parmi les cheminots des syndicats de la région parisienne l'idée que la CGT n'était pas adversaire d'un nouveau mouvement.

Toutes les forces étaient coalisées contre notre mouvement : forces de réaction, forces de presse, forces d'indifférence, forces d'interprétation, forces contre lesquelles aucune propagande suffisante n'a été faite, particulièrement sur les réseaux du Nord et de l'Est (vous le reconnaissez vous-mêmes). Et il a suffi qu'on gonfle Paris de victuailles... il a suffi que les trains de tous les réseaux amènent à Paris les primeurs et les fruits et que le coût de la vie baisse sur le marché parisien à l'origine du mouvement pour que Paris, qui prétendait être révolutionnaire, se soit affalé devant ces vivres ! C'était Paris pris par le ventre et l'égoïsme ! C'est vous, représentants des syndicats révolutionnaires parisiens, qui avez été obligés de faire cette constatation que la province majoritaire, dans le Midi, était abandonnée par les troupes révolutionnaires des syndicats parisiens.

À Paris, en effet, les effectifs grévistes étaient plus faibles qu'en février, et la grève était devenue moins populaire. A aucun moment en mai, sur aucun réseau, le trafic n'a été ni suspendu ni arrêté : « *Il a été gêné ; il a été bousculé, mais il n'y a pas eu arrêté complet.* » Sur les 230.000 cheminots non grévistes, un certain nombre travaillaient de 15 à 16 heures par jour, tandis que mineurs, marins et dockers faisaient une grève totale. En présence de la division des cheminots, le 15 mai, la Commission administrative de la CGT leur propose de reprendre le travail ; mais ceux-ci demandent à la CGT, le 21 mai, d'étendre le mouvement à toutes les corporations. Cette proposition ne tient pas compte du fait que la plupart des corporations ne sont pas prêtes à faire grève. Il semble bien, en effet, que, si la tactique des vagues successives avait échoué, la grève généralisée à toutes les grandes corporations était impossible. Aussi le Comité Confédéral National décide-t-il la reprise du travail, tandis que les cheminots continuent la lutte.

Le gouvernement avait pris prétexte des événements pour lancer l'idée d'un complot contre la sûreté de l'État et présenter la grève des cheminots comme due à des influences étrangères. Ici reparaît la formule : *l'or. de l'étranger, la main de l'étranger*, dont la tradition avait été inaugurée par M. Thiers en 1840. Cette machination avait commencé par l'arrestation de Pierre Monatte, transféré à la Santé, au quartier de droit commun, le 3 mai, bientôt suivie, de celles de Sirolle, Lévêque, Midol et Monmousseau (le 19 mai). Le 11 mai, *L'Action Française* ayant réclamé la dissolution de la CGT, l'après-midi de ce même jour, M. Millerand avait décidé de poursuivre les secrétaires de l'organisation confédérale et avait saisi le Parquet d'une demande de dissolution.

La responsabilité de l'échec est attribuée à la CGT Dès le 21 mai, *La Vie ouvrière* publie, sous le titre « Une faillite », un article dans lequel elle accuse la CGT « de s'être dégonflée, d'avoir montré son impuissance » :

Ce qui s'est dégonflé, ce n'est pas la CGT, mais une méthode... Les chefs syndicaux, d'union sacrée hier, d'esprit constructif aujourd'hui... c'est eux qui se sont affolés, et non pas la CGT.. La CGT ne s'est pas lancée à l'étourdie. Elle est entrée dans le mouvement parce qu'elle ne pouvait pas faire autrement, parce qu'elle était dans l'obligation, après la reculade de juin 1919, après la trahison du 21 juillet 1919, après la grève des cheminots de février-mars, lamentablement interrompue par les réformistes de la Fédération, de donner enfin la mesure de sa force. Elle a posé et imposé aux extrémistes, non seulement son objectif de lutte, la nationalisation industrialisée, mais encore les conditions mêmes de la lutte, la méthode, l'esprit dans lequel elle a été conduite. Le contrat mis par Jouhaux sous la gorge de la majorité nouvelle (à la salle Japy), il a été accepté par elle et scrupuleusement respecté. Qui ne l'a pas tenu ? Qui a failli ? Qui a été incapable de

faire sa partie ? Pas nos amis cheminots ! Mais vos amis, à vous, les troupes de votre majorité... On récolte ce qu'on a semé ¹.

Pour la troisième fois, en une année, la CGT a laissé passer une chance de faire la Révolution. Les majoritaires cégétistes répondront au Congrès d'Orléans que la CGT n'avait pas le droit de refuser, le 2 mai, son concours à la Fédération des Cheminots :

Le 5 mai, nous sommes allés à votre Fédération reconstituer votre bureau fédéral qui n'existait plus, que vous n'aviez pas pris la précaution de remplacer. Nous reconstituons votre bureau ; nous réalisons notre accord sur la nationalisation... Nous n'avions pas le droit de ne pas nous engager dans la lutte. Il fallait, en présence des faits devant lesquels nous étions placés, faire courageusement le saut. Nous l'avons fait courageusement et nous revendiquons notre responsabilité d'avoir été, à côté de vous, dans la bataille. Prenez celles d'avoir engagé votre mouvement dans des conditions d'impréparation, prématurément, sans garanties suffisantes pour le faire. Ces dernières responsabilités, nous ne pouvons les accepter ².

III

Entre décembre 1919 et le printemps de 1920, la Révolution russe suscitait toutes les espérances. Ses armées, organisées et conduites par Trotsky, étaient partout victorieuses : elles anéantissaient Koltchak, faisaient reculer Denikine, dispersaient Judenick. Ayant ainsi libéré le territoire, elles marchaient vigoureusement sur Varsovie, afin de provoquer le soulèvement des travailleurs de l'Europe Occidentale.

Une guerre révolutionnaire est donc commencée. Les chefs de la Révolution russe estiment en effet que, pour défendre le nouveau régime en Russie, il faut porter la Révolution au cœur des régimes capitalistes. Il y a un accord entre Lénine et Trotsky. Lénine veut réaliser un bloc Russie-Europe Centrale, dont le dynamisme révolutionnaire entraînera la chute du capitalisme européen. A cette fin, il faut que l'armée rouge, transperçant la Pologne, arrive victorieusement à Berlin.

L'attaque brusquée de Pilsudski contre la Russie, en avril, semble offrir à Lénine l'occasion qu'il attend. En vain, l'armée polonaise a-t-elle conquis une avance de 200 kilomètres, en vain Kiew est-il tombé sans combat. La contre-attaque russe fait reculer l'armée polonaise, en 17 jours, de 600 kilomètres au Nord et de 150 kilomètres au Sud. L'armée rouge est arrivée devant Varsovie et, après avoir enlevé la capitale de la Pologne, elle espère poursuivie sa marche victorieuse vers l'Ouest. Ses succès affolent les gouvernements occidentaux, au point d'amener Lloyd George à proposer une médiation. C'est dans une atmosphère de victoire et au milieu de l'enthousiasme que les représentants de 37 nations se réunirent d'abord à Pétrograd, puis à Moscou, pour tenir les assises du deuxième Congrès de la Troisième Internationale, du 17 juillet au 7 août 1920.

¹ *La Vie ouvrière*, 21 mai 1920 : « M. Millerand a étranglé de ses propres mains le millerandisme son enfant d'il y a 20 ans. »

² GEORGES DUMOULIN, Congrès d'Orléans, p. 171.

À la première séance, le 17 juillet, Lénine prononce un discours qui résume les thèses essentielles de l'Internationale communiste¹ : « étendre aux divers pays de l'Europe Occidentale les résultats et les leçons de l'expérience révolutionnaire russe ». Le monde se trouve en face de la dernière étape du capitalisme, l'impérialisme :

Les capitalistes... se sont constitués en syndicats, en trusts ayant un caractère international... ; sous les magnats du capital, les républiques les plus libres se sont transformées en monarchies financières... La guerre impérialiste de 1914-1918 a éclaté parce qu'il fallait partager le monde... La misère de la classe ouvrière dépasse toute limite... Le mécanisme de l'économie capitaliste est détraqué... D'où il résulte une crise universelle et cette crise économique est la cause principale des brillants succès que remporte l'Internationale communiste... L'opportunisme est notre ennemi principal. Il est pratiquement démontré que les militants du mouvement ouvrier, qui appartiennent aux tendances opportunistes, défendent mieux la bourgeoisie que les bourgeois eux-mêmes. Sans leur concours, la bourgeoisie ne pourrait se maintenir²... L'union des prolétaires des pays capitalistes avancés avec les masses révolutionnaires des pays où il n'y a pas ou presque pas de prolétariat, avec les masses opprimées des colonies et de l'Orient, cette union devient au présent Congrès une réalité... La guerre impérialiste a fait entrer dans l'histoire du monde les peuples vassaux. Et l'une de nos tâches les plus importantes, c'est maintenant de poser la première pierre du mouvement soviétiste dans les pays non capitalistes. Les Soviets y sont possibles ; ils ne seront pas ouvriers, ils seront paysans... Voici maintenant que la compréhension du rôle et de l'importance des Soviets s'étend aussi sur les pays de l'Orient. Le mouvement soviétiste a commencé dans toute l'Asie, parmi tous les peuples coloniaux... Il y a maintenant un prolétariat avancé. Partout, quoiqu'elle soit parfois mal organisée, quoiqu'elle demande parfois à être réorganisée, il y a une armée prolétarienne, et, si nos camarades de tous les pays peuvent maintenant nous aider à la faire une armée unique, rien ne pourra plus nous empêcher d'accomplir notre œuvre. Cette œuvre, c'est celle de la révolution prolétarienne universelle, de la fondation de la République des Soviets du monde.

Lénine a désigné, comme le principal ennemi, l'opportunisme. Afin de lutter contre lui, le II^{ème} Congrès de l'Internationale communiste établit des règles impératives, les vingt et une conditions auxquelles il faut se soumettre pour être admis dans la Troisième Internationale. Règles volontairement sévères, afin de prévenir l'adhésion des éléments centristes ou sociaux démocrates ; à ceux-ci Lénine crie : « Épargnez la Troisième Internationale ; rendez-la heureuse de votre absence³. » Pourtant, en dépit des télégrammes comminatoires expédiés par Zinoviev, un certain nombre d'éléments centristes acceptent, en août 1920, les vingt et une conditions.

Pour le Comité exécutif de la Troisième Internationale, les syndicats ouvriers font partie intégrante de la Troisième Internationale communiste. Cette thèse est combattue par les délégués des organisations italienne et espagnole et par les représentants des Industrial Workers of the World. Mais l'autonomie syndicale est contraire à la logique de

¹ IIe Congrès de la Troisième Internationale communiste, compte rendu sténographique, pp. 21-45, Péetrograd, 17 juillet, Moscou, 23 juillet-7 août 1920, éditions de l'Internationale communiste, Péetrograd, 1921.

² Lénine évalue à 1/2 milliard les sommes que la bourgeoisie dépense au profit des leaders ouvriers de l'aristocratie ouvrière, bref pour des formes variées de corruption ; car il s'agit toujours, en fin de compte, de corruption.

³ Les leaders bolcheviks auraient voulu rendre plus dures encore les conditions d'adhésion. Zinoviev a raconté qu'ils s'étaient battu les flancs pour trouver 10 nouvelles conditions, mais qu'ils avaient dû y renoncer, « leurs facultés inventives étant à bout de force » ; cf. JEAN AUBIN, *L'évolution des partis communistes, seule contribution à retenir d'un ouvrage trop partial : Bilan du communisme*, Librairie technique et économique, Paris, 1937.

la politique soviétique¹. Le Comité exécutif de la Troisième Internationale ne peut faire aucune concession sur ce point. Il s'en explique clairement au Congrès des syndicats ouvriers russes :

Le Comité Exécutif est une organisation qui doit unir étroitement, non seulement les partis ouvriers politiques, mais aussi les syndicats professionnels et toutes les organisations économiques du prolétariat... L'ordre du jour de notre Congrès comprend la question de l'organisation des syndicats ouvriers en une alliance internationale. C'est une question, en effet, qui n'est plus à remettre. Les socialistes traîtres de tous les pays, soutenus par le capitalisme mondial, cherchent à ressusciter la première Internationale jaune des syndicats ouvriers.

Et le Congrès des syndicats ouvriers russes vote la résolution suivante :

Les syndicats de Russie, qui ont lutté la main dans la main avec le parti bolchevik pour la destruction du capitalisme en Russie, ne peuvent rester en dehors de la Troisième Internationale. C'est pourquoi le III^{ème} Congrès des syndicats russes vote l'adhésion à la Troisième Internationale et un appel aux syndicats révolutionnaires de tous les pays pour qu'ils suivent l'exemple des travailleurs de Russie.

Le 7 août 1920, le Comité Exécutif de l'Internationale communiste donne aux délégués russes au Congrès international des ouvriers métallurgistes, réuni à Copenhague, le mandat suivant :

Dans le cadre international, il faut travailler pour la scission, car l'union jaune d'Amsterdam est l'appui principal de la bourgeoisie. Les chefs d'Amsterdam et des Fédérations internationales syndicales sont des mercantis par excellence qui, après avoir pris place sur le dos des syndicats, exploitent le mouvement syndical d'une façon habile. Il faut à tout prix détacher, au Congrès International des métallurgistes, au moins une partie des fédérations de l'Union jaune d'Amsterdam.

Le II^{ème} Congrès du parti communiste avait adopté, au commencement d'avril 1920, une résolution définissant les relations entre les syndicats et les partis :

Il est nécessaire que chaque syndicat possède une fraction organisée et strictement disciplinée du parti communiste... Chaque fraction du parti représente une section de l'organisation locale qui est sous le contrôle du Comité du parti pendant que les fractions du Comité Central panrusse des syndicats sont sous le contrôle du Comité Central du parti communiste russe.

Rosmer, à Moscou, avait accepté la liaison organique du syndicalisme avec la Troisième Internationale. Cette adhésion devait provoquer des protestations parmi les minoritaires français eux-mêmes. Frossard, à la fois socialiste et syndicaliste, et, grâce à cette double qualité, investi d'une autorité qui lui permet de naviguer, était allé à Moscou négocier avec le Comité Exécutif de l'Internationale communiste, afin de sauvegarder le principe de l'autonomie, point délicat, et qui soulevait des résistances parmi les syndicalistes révolutionnaires, jaloux de leur indépendance. Pourtant, ceux-ci n'hésitaient pas à

¹ Voir plus loin le discours de Frossard au Congrès d'Orléans

réclamer l'affiliation à la Troisième Internationale. *Genève ou Moscou ?* - tel est, au lendemain du II^{ème} Congrès de la Troisième Internationale, le dilemme que les minoritaires présentent aux organisations ouvrières. Le 20 août 1920, *La Vie ouvrière* écrit ¹ :

Ces sacrés Russes bousculent tout. En refoulant les Polonais, ils piétinent le barbelé tendu autour d'eux. Tout l'édifice de la diplomatie capitaliste s'écroule... En lançant un vigoureux appel aux syndicats du monde entier pour la constitution de l'Internationale rouge des syndicats, elle donne un coup de bélier dans le dernier mur d'enceinte du bagne capitaliste... Le problème des syndicats et de la politique ne se pose plus comme hier. Dès le début de la guerre, n'avons-nous pas vu, en violation de l'indépendance traditionnelle de notre syndicalisme, la CGT participer à un Comité d'Action - d'inaction aurait mieux convenu - en compagnie du parti socialiste et des coopératives?... Vous tournez le dos aux préceptes mêmes des statuts de la CGT, la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat. Vous avez gagné le camp de ceux qui bataillent, non pour cette disparition, mais pour la conservation. Nous gagnons l'autre camp. Notre place est au sein de l'Internationale de la Révolution, puisque révolutionnaires nous sommes. Les syndicats français le comprendront vite et rallieront l'Internationale syndicale rouge.

IV

Le 15 août 1920, les forces polonaises, réorganisées par Weygand, contre-attaquent l'armée rouge, dont les troupes exténuées, mal ravitaillées, reculent : « L'espoir d'exporter la Révolution s'éloigne une fois de plus, après avoir failli devenir une réalité ². »

C'est un mois après cet échec des armées russes en Pologne que s'ouvre le Congrès d'Orléans, le 27 septembre 1920, au lendemain de la comparution devant le juge d'instruction des syndicalistes poursuivis par le gouvernement ³. Pendant les semaines qui ont précédé ce congrès, l'antagonisme entre les deux tendances du syndicalisme n'a fait que s'accroître. En face du dilemme qui se pose, « sortir ou lutter dedans », certains songent déjà à la scission. Au Comité confédéral national, Jouhaux a déclaré : « Il vaut mieux que nous nous séparions sur des questions de principe plutôt que de continuer à travailler dans une telle atmosphère d'équivoque et de trouble. » Au contraire, les minoritaires se préparent à « lutter dedans », à conquérir la majorité au Congrès. L'échec russe en Pologne n'a pas diminué leur ardeur : « Le jour où la faillite de la bourgeoisie sera accomplie, - et la victoire des alliés en Pologne ne retardera guère ce jour, - la classe ouvrière ne pourra ni hésiter ni échapper à son destin ⁴. » Ils reprochent aux confédérés d'avoir peur de la Révolution :

Notre bourgeoisie a peur de la Révolution, de la Révolution russe, et de la Révolution tout court ; elle se défend, c'est logique. Ce qui est illogique, c'est que la bourgeoisie ne soit pas seule à avoir peur de la Révolution, de la russe et de l'autre, celle qui doit embraser le monde entier, la France y compris. Depuis quelques semaines, des arti-

¹ *La Vie ouvrière*, 20 août 1920, p. 30, PIERRE LEMONT : Vers l'Internationale syndicale rouge, Message de l'Internationale.

² JEAN AUBIN, op. cit., p. 140.

³ La CGT devait être dissoute par un jugement du 13 janvier 1921. Cf. *La Voix du Peuple*, février 1921, p. 74, et janvier 1921, p. 8.

⁴ *La Vie ouvrière*, 27 août 1920 : « La peur de la Révolution ».

cles suant la peur de cette révolution encombrant la presse ouvrière... Dix ans de révolution ne feront pas autant de victimes qu'une offensive de Nivelles ou de Foch, qu'une seule année d'abattoir capitaliste... L'approche de la Révolution soulève encore une autre appréhension : la classe ouvrière n'est pas prête ; elle est incapable, à la liquidation du régime capitaliste, d'assurer le fonctionnement d'un régime nouveau et meilleur. Quand sera-t-elle prête ? Quand saura-t-on qu'elle l'est ?

Cependant, à la veille du Congrès, ils définissent leur attitude *La Vie ouvrière* du 17 septembre, sous le titre, « Ni scission, ni subordination », donne une formule destinée à sauvegarder l'autonomie :

Nous voulons conserver l'autonomie du mouvement syndical, mais nous collaborerons avec ceux qui veulent travailler à la Révolution... Nous pensons que le syndicalisme ne peut être soumis à aucun parti dans son développement et dans son action, parce qu'il est la synthèse de toutes les doctrines révolutionnaires qui convergent en son sein. C'est dans le syndicat seul que se trouve la garantie de l'unité de classe, non pas dans sa doctrine, dans son esprit, mais dans le fait et dans sa puissance d'action.

La Vie ouvrière du 24 septembre précise cette position dans un nouvel article, « Orléans première étape » :

Nous allons à Moscou, parce que nous allons, comme le proclament les statuts de la CGT et toutes nos résolutions de congrès, à la Révolution sociale... La CGT, organisation économique, ne peut s'allier à une organisation politique. L'Internationale syndicale révolutionnaire est un organisme de syndicats, uniquement. Le débat d'aujourd'hui est tout différent de celui qui mit aux prises, il y a 15 ans, guesdistes et syndicalistes français. Trotsky déclarait à Frossard et à Cachin qu'il s'était senti plus près de Monatte que des guesdistes. Dans le syndicalisme français, il avait senti l'esprit révolutionnaire ; il en avait constaté l'exemple chez les autres... Où se rassembleront les minorités clairvoyantes et agissantes ? Hier, nous disions les posséder dans les syndicats. Nous gardons l'espoir de les y regrouper. Un parti socialiste ou communiste y réussira-t-il mieux que nous ? Qu'il l'essaie. De notre côté, nous l'essaierons aussi. Lutte d'émulation entre nous ; au pied du mur capitaliste, nous serons unis ; mais, révolutionnaires, nous revendiquons aujourd'hui notre place dans l'Internationale de la Révolution ¹.

Au Congrès d'Orléans, qui se tient du 27 septembre au 2 octobre 1920, les débats opposent les deux tendances sur toutes les questions litigieuses : la grève des chemins de fer et l'attitude de la CGT, - la Conférence de Washington et la collaboration avec le B. I. T., - le Conseil Économique du Travail, - le conflit entre les deux Internationales. On concentrera ici le heurt des deux tendances sur les discussions suscitées par l'orientation syndicale et où s'affrontent Frossard et Merrheim.

Frossard, amorçant une tactique opportuniste, présente avec habileté la position des minoritaires. Répondant au reproche, fait aux minoritaires, d'avoir une attitude en contradiction avec la Charte d'Amiens, avec l'autonomie syndicale, il dit :

Les camarades de la minorité ont déclaré de la façon la plus nette qu'ils demeurent partisans de la Charte d'Amiens, qu'ils la considèrent comme une règle d'action vivante, que le syndicalisme tel qu'ils le conçoivent est à la fois un syndicalisme de réalisations immédiates, de revendications révolutionnaires et de transformations sociales. [Traitant de la collaboration il explique]. Il y a collaboration de classes lorsque, d'une façon permanente, et je puis dire systématique, le mouvement ouvrier établit des rapports

¹ *La Vie ouvrière*, 17 septembre 1920 : « Sortir ou rester dedans » ; et *L'Humanité* du 12 septembre, qui publie le rapport de Frossard et l'appel aux socialistes et aux prolétaires du Comité Exécutif de l'Internationale communiste.

avec le mouvement capitaliste ou l'organisation gouvernementale. Il faut distinguer : l'opportunisme avant la Révolution est un moyen de maintenir le régime et de diminuer l'énergie d'action de la classe qui doit à son tour s'emparer du pouvoir de l'État pour réaliser son émancipation totale ; et l'opportunisme au lendemain de la Révolution ; si au lendemain de la Révolution, nous n'étions plus capables d'un certain nombre de concessions indispensables, nous saboterions la Révolution que nous aurions faite.

A Moscou, en face du Comité Exécutif de l'Internationale communiste, Frossard a défendu, au nom des minoritaires, *l'autonomie du mouvement syndical comme une nécessité française* :

Je suis de ceux qui placent sur des bases d'égalité la CGT et le parti... Sans nous, la CGT ne fera pas la Révolution sociale, et nous ne la ferons pas sans elle. Pour l'instant, je dois dire que l'interprétation que j'ai donnée à notre volonté d'autonomie du mouvement syndical a été très vivement combattue par le Comité Exécutif de l'Internationale communiste. On a insisté très vivement auprès de moi pour que je renonce à la position que j'avais prise. Je n'y ai renoncé à aucun moment. Camarades, lorsque nos camarades russes nous proposent une subordination du mouvement syndical au mouvement politique, ils tiennent trop compte de leur propre histoire, ils ne tiennent pas assez compte de l'histoire des autres mouvements ouvriers. Lorsque s'est posée la question de savoir si l'Internationale syndicale serait une filiale de l'Internationale politique, le représentant de la minorité syndicaliste française a également protesté...

Et Frossard conclut :

La Révolution russe exerce sur les mouvements ouvriers, dans notre pays, un tel prestige et un tel rayonnement que vous n'empêcherez pas que, pour les organisations ouvrières et socialistes, l'adhésion à l'Internationale de Moscou apparaisse comme un des moyens d'affirmer devant les gouvernements bourgeois la solidarité avec cette même Internationale.

Merrheim, défendant le point de vue des majoritaires, répond à Frossard par cet exposé clair et logique :

Nos camarades révolutionnaires russes ont appliqué une doctrine complètement opposée à la nôtre, à nos principes d'organisation de la Charte d'Amiens, et ils veulent nous forcer d'adopter leur doctrine sous la surveillance de l'Exécutif de la Troisième Internationale... C'est pourquoi, camarade Frossard, je me suis permis de dire qu'un régime établi dans les conditions morales et matérielles tel qu'il est à l'heure actuelle en Russie ne pourra, au moins pendant une génération, se maintenir que par la dictature. Et tu la connais, cette dictature. Comment s'exerce-t-elle ? Par les noyaux communistes... Nous sommes en présence de deux doctrines. La première, la nôtre, le syndicalisme, est pour une propagande... au grand jour, n'hésitant pas à prendre les responsabilités quand il faut les prendre et toutes les responsabilités dans le cadre des décisions des organisations. La seconde, celle de la Troisième Internationale, comporte la création de noyaux dont on n'hésite pas à parler aujourd'hui, qui doivent être introduits au sein des syndicats, et sous le contrôle, la direction du parti. Et ces noyaux ne doivent pas seulement mener une propagande légale, mais aussi la propagande illégale dans notre pays... On dit aujourd'hui que l'adhésion à la Troisième Internationale est une question de sentiment et qu'il faut adhérer afin de manifester sa sympathie à la Révolution russe... J'ai montré l'inconciliable opposition des deux doctrines.

Le débat se clôt par la victoire des majoritaires. Par 1.482 voix contre 691, le rapport moral est adopté ; par 1.515 voix contre 596 (552 allant à la motion minoritaire et

44 à la motion Verdier), la motion du Bureau confédéral est adoptée. Voici en quels termes *La Vie ouvrière*¹ du 1^{er} et du 8 octobre 1920 commente ces résultats :

Orléans, qui devait porter le coup mortel à l'extrémisme, consacre le développement de sa force... Ce qui aurait pu arriver de plus fâcheux à la minorité révolutionnaire, ç'aurait été d'être majorité à Orléans, d'être portée brusquement par une vague de fond à la tête de la CGT, avant d'avoir trouvé et trempé les hommes, avant d'avoir fait le travail préparatoire d'éducation qui s'impose. Détenir le gouvernail de la CGT avant d'avoir conquis les fédérations et les unions départementales, c'était nous exposer soit au sort du pauvre et triste Niel, enfermé durant quelques mois dans le cercle d'hostilité du Comité confédéral, soit au sort de nos amis cheminots. Il faut trouver et tremper les militants de la minorité, refaire des cadres au syndicalisme révolutionnaire. Ce sera l'œuvre des noyaux tant maudits. Ce que les organismes officiels n'ont pu faire, appeler, donner confiance, former des nouveaux, des jeunes et des vieux, former de véritables militants, nous le ferons.

C'est donner un programme précis aux C. S. R. Il en sera beaucoup question au Congrès de Lille, en juillet 1921.

En attendant, la force d'attaque des syndicats minoritaires se trouve considérablement renforcée par un événement politique : la scission du parti socialiste et l'affiliation à la Troisième Internationale de sa majorité, devenue section française de l'Internationale communiste. En février 1920, sur la proposition de la Fédération du Nord (de tendances guesdistes), le Congrès de Strasbourg avait, par 4.330 mandats contre 337, décidé le retrait du Parti de la Seconde Internationale ; mais en même temps, par 3.000 mandats contre 1.600, il écartait l'adhésion immédiate à la Troisième Internationale, se prononçant pour une motion « de reconstruction ». C'est alors que la délégation Cachin-Frossard avait été envoyée à Moscou, pour négocier avec les organismes de la Troisième Internationale. Elle avait assisté en juin 1920 aux séances du Comité Exécutif de la Troisième Internationale et, en juillet, au Congrès de l'Internationale communiste².

Le Congrès de Tours qui s'ouvre le 20 décembre 1920 concentre tous ses débats sur cette question de l'affiliation à l'Internationale communiste. La rigueur des 21 conditions d'adhésion, et un message sévère pour les socialistes français, émanant du Comité Exécutif de la Troisième Internationale, suscitent l'opposition de délégués qui en février, à Strasbourg, avaient voté pour la rupture avec la Seconde Internationale. Par 3.208 mandats contre 1.022, le Congrès se prononce en faveur de l'affiliation à la Troisième Internationale. Un télégramme de Zinoviev, au nom du Comité Exécutif de l'Internationale communiste, provoque la scission. Le parti communiste se constitue sous le nom de « section française de l'Internationale communiste » ; la minorité au Congrès de Tours conserve le titre de parti S. F. I. O.

Cette scission du parti socialiste pourrait, par contre-coup, entraîner une scission syndicaliste. C'est la crainte de la CGT Dès novembre 1920, le Comité confédéral avait adjuré « les militants et les organisations de ne rien faire qui conduise à la division des

¹ 1^{er} octobre 1920 : « Battus et contents » ; cf. aussi, le 8 octobre 1920 : « La halte d'Orléans ».

² Compte rendu sténographique du 11^{ème} Congrès de la Troisième internationale, pp. 272-273. Au II^{ème} Congrès de l'Internationale communiste, Zinoviev avait dit que « le parti ne doit en aucun cas se mêler de la vie des syndicats ; il ne doit point jouer le rôle de gouvernante auprès d'eux » ; mais il déclarait aussi que « le parti doit donner la direction générale »... Et il affirmait : « Il suffit de poser la question : Amsterdam ou Moscou ? Nous devons dire clairement que les syndicats doivent être une section de l'Internationale communiste. » (Compte rendu, pp. 66-82 et 86.) - Cf. *La Vie ouvrière* du 10 décembre 1920 : L'Internationale de la Révolution.

forces ouvrières ». Critiquant les C.S.R., le Comité confédéral avait voté, par 72 voix contre 25 et 23 abstentions, une résolution mettant les syndicats en garde contre une méthode qui pourrait provoquer, de la part des fédérations et des unions départementales, « des mesures d'exclusion contre lesquelles la CGT ne pourrait nullement intervenir ».

Le 15 février 1921, le Comité confédéral décide de ne pas examiner l'éventualité du retrait de la CGT de l'Internationale syndicale d'Amsterdam. Il affirme par 82 voix contre 31 « l'impossibilité absolue pour toute organisation d'adhérer à l'Internationale syndicale, section de l'Internationale politique de Moscou, sans violer la lettre et l'esprit des décisions des congrès confédéraux ». Dans la même séance, il déclare « que la création de Comités syndicalistes révolutionnaires (C. S. R.), inspirés et dirigés par le gouvernement de Moscou pour pratiquer le noyautage, pour disqualifier les militants, pour discréditer leur action, instituer des organismes de division qui tarissent le recrutement syndical, compromettent toute action d'ensemble et aboutissent au découragement général ». En conséquence, les organisations syndicales qui donneront leur adhésion à l'Internationale syndicale, section de l'Internationale communiste, se placeront par elles-mêmes en dehors de la CGT

Enfin ce même Comité confédéral de février 1921 place, au premier rang du programme immédiat de la CGT, le respect du droit syndical pour tous (ouvriers, fonctionnaires), - la nationalisation des grands services publics, des manufactures d'État et des richesses naturelles ; -et le contrôle syndical ouvrier ¹.

Le Comité confédéral se réunit de nouveau en mai 1921. Il discute d'abord l'action internationale de la CGT : collaboration avec la Fédération syndicale internationale, enquête des organisations syndicales en Allemagne, accords d'Amsterdam relatifs à la question des réparations ², accords passés entre les travailleurs du bâtiment, français et allemands (Genève, 17 février 1921). Et, en présence des antagonismes qui divisent le mouvement ouvrier, il décide de réunir le Congrès deux mois avant sa date habituelle :

Les divisions dont nous souffrons aujourd'hui constituent le plus redoutable et le plus efficace ennemi de la classe ouvrière. Ce que la réaction politique alliée à la réaction patronale n'ont pu faire pendant les années de lutte contre la CGT, l'action des divisionnistes y est parvenue. L'affaiblissement du grand corps en est aujourd'hui la douloureuse constatation qu'on peut faire, et on peut ajouter que la menace de la dissolution gouvernementale n'est qu'une ironie en présence de l'efficace dissolution, que les éléments dits minoritaires sont en train d'accomplir au sein de la CGT

Déjà, en 1920, les minoritaires français, avaient envoyé à Moscou une délégation composée de Vergeat et de Lepetit, qui n'étaient pas revenus. En juin 1921, une seconde délégation minoritaire se rend au Congrès constitutif de l'Internationale syndicale rouge : Tommasi et Hélène Brion, qui avaient participé au Congrès, reviennent à temps pour assister au Congrès de Lille ; ils avaient accepté la liaison organique ; au contraire, Claudine et Albert Lemoine (habillement et métallurgistes) y étaient opposés et ne purent rentrer à temps.

¹ Le contrôle ouvrier avait fait déjà l'objet des préoccupations de certaines fédérations et notamment de la Fédération des Métaux, dont, le 7 décembre 1920, le Bureau et la Commission exécutive avaient adopté le principe du contrôle ouvrier. Cf. A. GUIGUI, *Le Contrôle Ouvrier, L'Homme Réel*, juin-juillet 1934 ; le même principe avait été adopté par le Conseil national de la Fédération textile (18-19 janvier 1921) et le Congrès de la Fédération des Employés (mars 1921). Cf. aussi G. DEHOVE, *Le contrôle ouvrier en France*, thèse ès lettres, Lille, 1937, pp. 262, 265, 298. Livre important.

² Une conférence syndicale internationale avait eu lieu, le 31 mars 1921, à Amsterdam.

Au Congrès de Lille, les débats ont pour objet essentiel l'orientation syndicale. Contre le Bureau confédéral l'attaque est menée par Racamond, Monmousseau, Mayoux, Verdier, Lecoin, Monatte Pierre Besnard, secrétaire des C. S. R., qui, tous¹, s'efforcent de montrer qu'ils ont repris la tradition du syndicalisme révolutionnaire d'avant-guerre. Racamond reproche au Bureau confédéral la politique « du pont jeté entre le capital et le travail... Nous repousserons, dit-il, le rapport moral, parce que nous ne trouvons pas dans le rapport moral l'idée que l'on veut aller à la bataille, force contre force, mais plutôt l'idée que l'on veut composer, l'idée que l'on veut chercher à défendre l'intérêt général du pays, alors qu'il faudrait défendre l'intérêt général de la classe ouvrière, car on n'est pas syndiqué pour défendre l'intérêt du pays : »

Le moment est venu de reprendre cette excellente formule de Jouhaux en 1911... qui disait que les militants étaient chargés, de par leur fonction, de traduire un état d'esprit révolutionnaire, les aspirations libératrices des masses ouvrières fondues dans le syndicat. Nous sommes d'accord avec le Jouhaux de 1911, le syndicat creuset des doctrines révolutionnaires. La masse ne connaît pas les causes de la Révolution, la masse ne connaît pas les moyens révolutionnaires, la masse n'a pas un idéal révolutionnaire défini, et le rôle des militants, ce n'est pas d'aller chercher cette ignorance pour la brandir contre nous dans un congrès... c'est de traduire tous ces instincts et ces intuitions-là pour en faire une doctrine révolutionnaire qui serve de jalons à notre propagande. Il y a deux choses dans le syndicat, la matière, si j'ose m'exprimer ainsi, les matériaux de la Révolution, c'est-à-dire la masse, - et l'esprit révolutionnaire, esprit qui descend de haut jusqu'en bas, - matériaux travaillés par l'esprit et qui font la Révolution, le jour où elle est dans les événements...

Pierre Monatte renforce la thèse de Monmousseau, en rappelant que la Révolution russe a été accomplie par une petite minorité s'appuyant sur les soldats et les ouvriers. Si en France les syndicalistes révolutionnaires ont créé les C. S. R. et les défendent contre les exclusives du Bureau confédéral, c'est parce qu'au lendemain de la guerre le mouvement ouvrier en France avait un besoin urgent de minorités agissantes et qu'il était nécessaire de grouper ces minorités, en vue de l'action révolutionnaire, dans les C. S. R. Ces foyers, qui entretiennent, au sein des syndicats, la flamme révolutionnaire, sont indispensables dans un organisme confédéral qui a laissé s'éteindre cette flamme ; car la CGT est devenue, dans l'action nationale et dans l'action internationale, « un rouage gouvernemental ». Elle est descendue « au-dessous du réformisme ; elle tourne le dos à la Révolution ». A l'union sacrée de guerre a succédé l'union sacrée « industrielle » d'après-guerre pour la remise en état des dévastations de guerre, pour la réorganisation économique du pays par l'accord entre les classes :

Dans ce pays, chaque fois que les ouvriers regardaient les hommes qui incarnent le régime capitaliste, ils voyaient à côté d'eux, à côté des gouvernants, leurs propres chefs ouvriers. Le désarmement ? Le secrétaire confédéral, avec d'autres représentants de la Fédération internationale d'Amsterdam, nous les avons vus ces représentants de la classe ouvrière, se prêter à la comédie du désarmement ; ils faisaient tout cela sur le devant de la baraque capitaliste, pendant que derrière... se préparent les futures guerres où les grands lutteurs de l'Amérique et de l'Angleterre engageront le grand duel de demain.

¹ Rapport moral du Congrès de Lille, p. 11 : Cf. Congrès de Lille, Union typographique, 1921 ; - RACAMOND, pp. 27-32 ; - MONMOUSSEAU, pp. 242-254 ; - VERDIER, pp. 209-219 ; - MAYOUX, pp. 126-141 ; - MONATTE, pp. 266-279 ; - BESNARD, pp. 170-191. Verdier évoque les premiers conflits de l'Internationale : « c'est toujours les deux vieilles idées qui ont créé le mouvement ouvrier qui viennent s'y heurter. Dans le heurt des tempéraments et des énergies, il m'a semblé comprendre qu'au-dessus de nous planaient les pensées géniales de la première Internationale : le centralisme marxiste et le fédéralisme révolutionnaire de Bakounine. »

Le Bureau confédéral n'a même pas su défendre la loi de 8 heures : « Pas plus que nous n'avons su la conquérir, nous n'avons su la garder ; quand la crainte gouvernementale a été moins forte, nous l'avons vue disparaître, atelier par atelier, corporation par corporation... On n'a rien fait ensuite pour organiser la résistance contre cette rafle de la journée de 8 heures. » Et Monatte conclut en proclamant sa foi dans le syndicalisme : « Dans la Charte d'Amiens, ce qu'il y a d'essentiel pour nous... d'éternellement durable, c'est cette conception du syndicalisme : grand artisan de la Révolution, capable de faire tout, seul si possible, capable d'organiser tout seul le lendemain de la Révolution. C'est là notre force, notre volonté, c'est notre espoir. »

Dumoulin et Jouhaux répondent aux minoritaires ; les minoritaires se heurtent à une contradiction. Ils veulent rester des syndicalistes fidèles à la Charte d'Amiens, alors qu'il n'y a pas en Russie de syndicats proprement dits. Tommasi l'a reconnu : « Le fait, c'est la subordination de l'Internationale syndicale à l'Internationale communiste dont elle n'est qu'une section. Et c'est pourquoi, par imitation des méthodes soviétiques, les minoritaires ont constitué, à côté des syndicats, des clubs de jacobinistes » (les C. S. R.). « Le parti communiste est un parti de conquête du pouvoir politique pour lui-même et non pas pour la classe ouvrière. » La scission syndicale est la suite de la scission politique.

Jouhaux conclut en disant :

L'action révolutionnaire, elle consiste à faire entrer dans les faits, dans la réalité, le maximum de réalisations qui comptent, non pas comme des réformes définitives, mais comme des transformations sociales... Elles valent, ces réformes, non seulement parce qu'elles apportent une amélioration immédiate à la situation des travailleurs, mais elles valent surtout parce qu'elles comportent en elles des possibilités de progrès social, des possibilités d'éducation, des possibilités d'élévation intellectuelle, parce qu'elles sont un pas en avant vers la Révolution, parce qu'elles sont une victoire sur les forces du passé.

La motion votée à Lyon opposait 1.393 majoritaires à 588 minoritaires, celle d'Orléans 1.482 mandats à 691. Par comparaison, à Lille, le résultat du vote sur l'orientation syndicale prouve que les syndicalistes révolutionnaires ont fait de singuliers progrès : la motion des minoritaires obtient 1.325 voix contre 1.572. Monmousseau, dans la discussion, avait prévenu les majoritaires que, voter la résolution dite Dumoulin¹, c'était voter la scission. Et c'était en effet la scission ; mais celle-ci ne se produit pas immédiatement. La minorité se réunit d'abord en congrès, afin de renforcer l'organisation des C. S. R. sur des bases corporatives, départementales et nationales. Devant le Comité Confédéral National, qui se réunit à Paris, les 19, 20 et 21 septembre 1921, au nom de l'Union de la Seine et de celle du Doubs, Monmousseau et Cazals déposent une motion contre les exclusions : « Aucun syndicat ne peut être exclu de l'organisation confédérale par une interprétation tendancieuse de la discipline syndicale. » Les minoritaires se refusent à admettre les exclusions prononcées au nom de la discipline syndicale avant Lille, abandonnées au Congrès et reprises depuis par diverses organisations confédérées. Et Monmousseau écarte toute possibilité de conciliation en disant : « Ne nous demandez pas d'abandonner les C. S. R., nous ne pourrions pas tenir notre promesse, car ils sont le résultat des efforts que nous avons faits pour grouper les 1.300 syndicats contre vous. »

¹ Dumoulin est considéré par les minoritaires comme l'auteur responsable de la scission : « C'est l'homme qui, en novembre 1920 et en février 1921, présenta, défendit, fit voter la motion d'exclusion. »

Les majoritaires opposent à la motion Cazals-Monmousseau une résolution de grave portée :

Le C. C. N. considère que le fait de substituer à l'action et à la propagande des syndicats celles des C. S. R., d'opposer à l'action et à la propagande des Fédérations celle des sous-comités généraux, a abouti à une désorganisation profonde des forces ouvrières.. Les organisations qui refusent de s'incliner devant les décisions prises... se mettent délibérément en dehors de l'unité ouvrière... Les organismes syndicaux ne peuvent adhérer, sans manquement à la discipline, à un groupement extérieur au syndicalisme, soit philosophique, soit politique. En particulier, ils ne peuvent adhérer aux C. S. R. ¹.

C'est la condamnation formelle des C. S. R. La résolution majoritaire est votée par 36 Unions départementales contre 44, et par 27 Fédérations contre 12. La motion Cazals est repoussée par 63 voix contre 56 ; il y a 10 abstentions.

Après ces différents votes, Monmousseau prend la parole pour dire que les minoritaires n'acceptent pas de partager solidairement avec les délégués majoritaires de la CGT une administration qui aura la charge d'appliquer l'exclusion des C. S. R. Par suite, les minoritaires repoussent la représentation proportionnelle au sein de la Commission administrative : celle-ci ne sera plus dès lors composée que de majoritaires.

En fait, la condamnation des C. S. R. par la résolution du 20 septembre menait le syndicalisme français droit à la scission. Celle-ci est bientôt un fait accompli. Les minoritaires tiennent, en décembre, un Congrès où ils proposent que les C. S. R. ne reçoivent plus d'adhésions qu'individuelles. Le 26 décembre, la Commission administrative de la CGT condamne la réunion du congrès minoritaire où elle voit un acte d'indiscipline syndicale. Et la CGT U. (Confédération Générale du Travail Unitaire) est créée par les minoritaires. Elle tient son premier congrès unitaire à Saint-Étienne, du 25 juin au 1^{er} juillet 1922 ². Elle adhère à l'Internationale syndicale communiste, à son II^{ème} Congrès, tenu à Bourges du 12 au 17 novembre 1923. A son premier congrès, la CGTU, qui réunit des communistes et des syndicalistes révolutionnaires, veut concilier les deux tendances entre lesquelles se partagent ses effectifs ; aussi adopte-t-elle, à Saint-Étienne, la résolution Monmousseau, par 779 mandats contre 391 (orientation syndicale), puis par 743 mandats contre 406, elle repousse la résolution Besnard :

Fidèle à la résolution d'Amiens, le Congrès considère que le syndicalisme est, par son origine, par son caractère et son idéal, une force révolutionnaire ; il affirme à nouveau son indépendance complète vis-à-vis des groupements politiques ou philosophiques ; il déclare qu'aucune influence extérieure ne peut s'exercer sur lui dans son action quotidienne, nationale et internationale... Dans cette œuvre révolutionnaire, le syndicalisme, plaçant la Révolution au-dessus de tout système et de toute théorie, se déclare prêt à accepter l'aide de toutes les forces révolutionnaires. Cette collaboration sera non point permanente, mais circonstancielle avec les groupements extérieurs... Le Congrès estime que l'action commune peut se réaliser sans que se justifie la création de liens organiques et permanents entre les différents organismes et repousse toute idée de liaison organique qui ne peut être qu'une subordination voilée du mouvement syndical.

¹ Compte rendu sténographique des réunions du Comité confédéral, les 19, 20 et 21 septembre 1921, Imprimerie coopérative ouvrière, 1921, pp. 6, 146, 151.

² I^{er} Congrès tenu par la CGTU., à Saint-Étienne : rapport moral et débats, 516 p. Résolution Monmousseau, p. 31 ; résolution Besnard, p. 35 ; votes, pp. 1103, 409.

En opposition, la résolution Besnard affirmait « que le syndicalisme doit vivre et se développer dans l'indépendance absolue, qu'il doit jouir de l'autonomie complète qui convient à son caractère de principale force révolutionnaire ». En déclarant que « le syndicat est l'organe complet de production, de gestion, d'administration et de défense d'une société reposant exclusivement sur le travailleur, de la base au faite de son édifice », la résolution Besnard traduisait la formule : « Tout le pouvoir au syndicat. »

Les deux tendances que Monmousseau, par sa résolution de Saint-Étienne, avait cherché à concilier, allaient très vite se dissocier. Le 11 janvier 1924, au cours d'un meeting tenu à la maison des Syndicats, des incidents se produisent et 2 syndicalistes sont tués. Des éléments syndicalistes se détachent de la CGTU. Une Union fédérative autonome se constitue ; la même année, Rosmer et Monatte sont exclus du parti communiste. Besnard organise en 1927 la CGT S. R. (Confédération Générale du Travail Syndicaliste Révolutionnaire)¹.

V

Pendant les années 1919, 1920, 1921, les syndicalistes français suivent avec un intérêt passionné la vie des organisations ouvrières à l'étranger, et tout particulièrement l'évolution du syndicalisme britannique. Les syndicalistes révolutionnaires croient reconnaître dans les Shop Stewards les minorités agissantes des C. S. R. ; la Triple-Alliance leur apparaît, grâce à ses effectifs, l'organisation capable de déclencher « les vagues successives » propres à paralyser l'économie du pays.

En 1919, la grève des cheminots anglais met une première fois à l'épreuve les forces du trade-unionisme. Elle éclate en septembre. Elle est accueillie par le *Times* en ces termes : « Comme la guerre avec l'Allemagne, ce doit être une guerre jusqu'au bout. » Le secrétaire général des cheminots, J. H. Thomas, un réformiste et par tempérament un modéré, n'avait signé l'ordre de grève qu'après de longues hésitations ; il y avait été contraint par l'intransigeance du gouvernement. Et il avait tenu à déclarer en lançant l'ordre de grève : « C'est le jour le plus triste de ma vie. J'ai tout fait pour trouver un moyen de conciliation, j'ai échoué. » En effet, depuis février 1919, des négociations se poursuivaient avec le gouvernement en vue d'obtenir la revendication essentielle des cheminots, la standardisation des salaires, dont la moyenne chez les cheminots anglais était très inférieure dans chaque catégorie à celle des mêmes emplois dans les entreprises industrielles.

¹ À son origine, c'est-à-dire en 1922, les effectifs de la CGTU s'élèvent à 500.000 syndiqués, tandis que ceux de la CGT sont tombés à 373.478. C'est qu'en effet ses 3.996 organisations sont réduites, par la scission, à 1.296, soit des deux tiers. A son congrès (Paris, 30 janvier, 2 février 1923), 1.296 syndicats seulement sont représentés, mais, à celui de 1925 (Paris, 26-29 août 1925), 1.766 syndicats votent la résolution. Sur cette période, cf. GEORGES LEFRANC, *Histoire du mouvement syndical en France*, Paris, Librairie syndicale, 1937.

En 1922 les deux organisations réunies ne comptent qu'un peu plus de 800.000 adhérents. Les discordes ont éloigné de l'activité syndicale près d'un million de syndiqués. En 1925, la CGT compte 500.000 adhérents ; mais ses effectifs s'accroissent pendant les années suivantes : 884.000 affiliés en 1931. D'un autre côté, la Confédération des Travailleurs Chrétiens, qui suivait un chemin parallèle à celui de la CGT et qui avait été fondée en 1919 avec 140.000 membres, en comptera 500.000 en 1936 (Cf. ZIRNHELD, *Syndicalisme chrétien*. Paris. Spes, 1937).

Pourtant, Lloyd George prétend que la grève a été déclenchée par une poignée d'anarchistes extrémistes. De son côté, la presse multiplie les provocations : « C'est un appel au massacre, en même temps que la mobilisation de toutes les ressources du temps de guerre contre nos propres citoyens », déclare J. H. Thomas, et il ajoute : « Les déclarations des journaux ne peuvent signifier qu'une chose, c'est que le gouvernement doit traiter les 500.000 cheminots, dont beaucoup ont défendu la vie et la liberté des citoyens de ce pays contre le militarisme prussien, comme s'ils étaient des étrangers et des ennemis. »

Le 27 septembre, le trafic est complètement paralysé. Mais des navires de guerre viennent mouiller à l'embouchure de la Tamise ; des soldats, baïonnette au canon, parcourent les rues de Londres. Les cheminots ont fait appel à la solidarité ouvrière. A Leeds, 1.500 postiers refusent de participer au transport des lettres par automobile. L'opinion générale des grandes corporations ouvrières est favorable aux cheminots. Les Compagnies font appel, au recrutement de volontaires ; seulement, le 1^{er} octobre, il n'y a que 800 trains en service, soit 2 p. 100 du service normal. Des usines sont obligées de fermer, faute de charbon ; des mines cessent de travailler, parce que le charbon n'est pas enlevé.

J. H. Thomas a voulu conserver à la grève son caractère corporatif ; il a refusé l'aide des employés de tramways et omnibus de Londres, celle aussi des électriciens. Cependant, peu à peu, la grève a une tendance à se généraliser. Le 1^{er} octobre, les organisations des transports, des postiers, de l'industrie du livre, des mécaniciens-constructeurs de navires, à la suite d'une réunion, décident d'envoyer une délégation au premier ministre. Celui-ci pose, comme condition préalable à toute négociation, la reprise du travail. Les cheminots refusent. Une nouvelle réunion des grandes corporations ouvrières a lieu. Leur pression amène le gouvernement à trouver un compromis. La grève avait duré neuf jours et n'avait été qu'une grève corporative, qui n'avait pas permis d'amorcer la grève générale.

Au printemps de 1920, la question minière va être une épreuve plus sérieuse pour le trade-unionisme anglais et pour la Triple Alliance. La question minière posait, au lendemain de la guerre, des problèmes d'une portée qui n'était pas seulement sociale, mais nationale. Par suite de la législation britannique et des méthodes d'exploitation, l'exploitation minière était divisée entre des milliers de sociétés indépendantes, l'organisation du travail était défectueuse. Cette situation défavorable était bientôt aggravée par la concurrence allemande, française, polonaise ; et, à partir de 1921, les exportations anglaises allaient se trouver singulièrement réduites. Au lendemain de l'Armistice, la Miners' Federation, dont les effectifs s'élèvent à 800.000 syndiqués, se préoccupe des difficultés auxquelles est exposée l'industrie houillère britannique. La Miners' Federation est dirigée par deux hommes de valeur, Robert Smilie et Frank Hodges. Ils réclament la nationalisation des mines et présentent un projet de loi à la Commission Sankey, présidée par le juge Sankey et nommée par le Coal Industry Commission Act (26 février 1919). Cette Commission avait en effet pour mission d'enquêter sur les salaires, les heures de travail, le prix de revient et le coût de la distribution, les prix de vente et les profits, et d'examiner tout projet d'organisation future de l'industrie houillère. Elle comprend trois délégués de la Fédération des Mineurs, trois représentants des Compagnies minières, trois représentants des autres industries, et trois économistes socialistes. Le 20 juin 1920, le juge Sankey dépose son rapport définitif. Ce rapport constate que la baisse du rendement est due à l'organisation de l'industrie minière¹. La majorité des membres de la Commission, com-

¹ De 1913 à 1920, le rendement a été décroissant - 287 millions de tonnes extraites en 1913 contre 229 millions en 1919 et la prévision pour 1920 était de 217 millions de tonnes - soit une chute de 70 mil-

posée des trois délégués mineurs, des trois économistes et du juge Sankey lui-même, présente un projet de nationalisation de la propriété et de l'exploitation minières¹. Mais, avec sa versatilité habituelle, après avoir tergiversé quoique temps, Lloyd George renonça au projet.

Pendant l'hiver de 1920 la nationalisation des mines paraît une réforme assez justifiée et assez populaire pour permettre de déclencher, avec des chances de succès, la grève générale. Les mineurs se prononcent pour la grève générale à une forte majorité : 524.000 contre 346.000. Mais, le 11 mars 1920, le Congrès syndical extraordinaire, réuni à Londres pour obliger le gouvernement à procéder à la nationalisation des mines, écarte la proposition de grève générale, soumise par les mineurs. A l'action syndicale comportant la grève générale, que préconisent Frank Hodges, secrétaire de la Fédération des Mineurs, et Tom Mann, secrétaire de la Société des Mécaniciens, le Congrès, à une grosse majorité, préfère l'action parlementaire, préconisée par J. H. Thomas, appuyé par Tom Shaw, des textiles, et J. R. Clynes, des ouvriers non qualifiés. Ceux-ci justifient leur attitude par le revirement de la majorité syndicale anglaise :

Au lendemain des élections générales kakis, les mineurs avaient eu avec eux, pour la grève générale, la masse syndicale, le centre qui suit tantôt un courant, tantôt un autre. Aujourd'hui, après la série des succès électoraux travaillistes aux élections partielles, le centre est contre eux et suit les politiciens partis à la conquête de la Chambre des Communes.

Pourquoi l'aventure risquée d'une grève générale, quand nous avons à notre portée un moyen plus simple, moins coûteux et certainement pas aussi dangereux ? Nous devons montrer aux travailleurs que la voie saine, c'est d'user intelligemment du pouvoir que leur offre la Constitution la plus démocratique du monde et qui leur permet d'obtenir tout ce qu'ils désirent. (J. H. Thomas.)

J. H. Thomas², par son influence, fait échec aux syndicalistes qui escomptaient le succès d'une grève générale, grâce au jeu de la Triple-Alliance.

Au reste, en mars-avril 1920, des syndicalistes révolutionnaires, partisans de l'action directe, estiment que l'heure de la Révolution est passée ; leur opinion sur l'état d'esprit de la majorité des masses ouvrières coïncide avec celle des réformistes. C'est ainsi qu'en avril 1920, G. D. H. Cole déclare à Sisley : « Je suis un partisan déterminé de l'action directe, mais à condition qu'elle puisse être efficace ; je n'y suis pas favorable à l'heure actuelle : elle ne réussirait pas³. »

Dans la pensée de G. D. H. Cole, comme dans celle des syndicalistes révolutionnaires français, l'action directe est liée à la théorie des minorités agissantes :

Les révolutions ne sont jamais faites par la majorité, mais par des minorités : la minorité n'est pas obligée d'attendre que la majorité consente à faire la Révolution... Sans

lions de tonnes. Le rendement individuel moyen était, en 1913, de 259 tonnes contre 288, en 1903, et de 223, en 1919.

¹ FRANK HODGES, *Nationalisation of the Mines*, Leonard Parsons, Londres, 1920, 170 p., cf. pp. 133 à 150, Report of Justice Sankey, Coal Industry Commission Act.

² J. H. Thomas, nettoyeur de locomotive à 14 ans, devenu secrétaire du Syndicat des Cheminots, puis député et ministre, dont un scandale financier, en 1936, devait briser la carrière, est un représentant type du snobisme de la petite bourgeoisie ouvrière.

³ SISLEY, Le syndicalisme anglais et son leader, *Revue Politique et Parlementaire*, novembre 1920.

doute, mais, en Grande-Bretagne, tout mouvement conduisant à la violence est stupide, parce qu'il n'a aucune chance : nous devons nous consacrer à consolider les forces ouvrières et l'œuvre de construction. Voilà la politique qui s'impose à la classe ouvrière et qui lui donnera une situation très forte, lorsque la catastrophe viendra... Ma position personnelle est bien nette : la politique de violence est absurde à moins qu'il n'y ait pas d'autre voie. En 1917, en Russie, j'aurais suivi Lénine ; la Russie se trouvait dans un tel gâchis ! En Allemagne, j'adopterais la même ligne de conduite. Mais je ne prendrais certainement pas la même attitude en France, où j'agiserais en accord avec les chefs cégétistes.

En 1921, nouvelle velléité d'action de la part des mineurs. Ils réclament la fixation d'un profit maximum égal au profit moyen national d'avant-guerre, et le partage de tout profit supplémentaire, sur une base nationale, entre patrons et ouvriers. Les Compagnies minières décident de résister aux revendications ouvrières. Elles veulent profiter de la crise de 1920, point de départ d'une dépression qui annonce une situation chronique de surproduction. Elles entendent substituer des négociations régionales aux négociations nationales avec la Miners' Federation. Elles déclarent le lock out. La Fédération des Mineurs fait appel à la Triple-Alliance. Les chefs trade-unionistes semblent résolus à pousser à fond une lutte qui n'intéresse pas seulement les mineurs, mais qui, en pleine période de baisse des prix, met en jeu deux principes : celui des négociations nationales entre organisations patronales et fédérations ouvrières, et celui de la résistance à la baisse des salaires. Mais, au lieu d'agir, les leaders de la Triple-Alliance négocient avec le premier ministre ; dès le début, les dirigeants des fédérations, selon le *Labour Leader*, manifestent leur indécision :

S'il devait y avoir une grève de la Triple-Alliance, une grève de sympathie envers les mineurs, elle aurait dû avoir lieu avant que le gouvernement n'ait utilisé les chemins de fer pour transporter et éparpiller ses gardes blanches, avant que la ploutocratie ait pu remplir ses caves de provisions et de charbon, avant que les mineurs n'aient mangé leurs modestes fonds. Tandis que l'on voit arriver les canons et les mitrailleuses, la police s'armer, les trains circuler chargés de volontaires, de loyalistes, l'ardeur se perd et on laisse passer le moment psychologique... Aujourd'hui, s'il doit y avoir une grève de la Triple-Alliance, il est inutile de se laisser aller à tant de bavardages pendant que nos gouvernements capitalistes se préparent d'une façon adéquate et effective à la lutte.

Les « bavardages » dont parle le *Labour Leader*, ce sont justement les négociations poursuivies avec le gouvernement de Lloyd George, ce Clemenceau méthodiste qui, pour gagner du temps, les fait traîner en longueur. Celui-ci, comme M. Millerand en France pendant la grève des cheminots, cherche à organiser des corps de volontaires ; il lance des campagnes de presse qui ridiculisent et caricaturent les mineurs ; et, d'autre part, le gouvernement escompte l'épuisement des ressources syndicales des mineurs. La Triple-Alliance renonce à intervenir ; ou plutôt, après avoir lancé l'ordre de grève, le vendredi 15 avril 1921, cette fois encore, c'est le secrétaire général des cheminots, J. H. Thomas, qui recule et annule cet ordre. Nouvel échec, qui aboutit à l'écrasement des mineurs, laissés à leur propre effort. Pour la seconde fois, en une année (1920-1921), la Triple-Alliance avait avoué son impuissance et laissé passer, selon l'expression du *Labour Leader*, l'instant psychologique. « La Triple-Alliance survivra-t-elle à cette épreuve ? L'illusion mensongère de la force de la Triple-Alliance est apparue... Entre les mains réformistes des anciens ministres de Lloyd George, qui mettent tous leurs espoirs dans la stratégie des négociations, la Triple-Alliance ne pouvait donner d'autre résultat que la

déception d'une reculade et d'une capitulation¹. » Donc, les minoritaires français ne condamnaient pas l'organisation, mais les hommes.

Quelques années plus tard, la Triple-Alliance allait tenter encore une fois l'épreuve de sa force. Un nouveau conflit se produira en 1926 entre les mineurs et les Compagnies houillères qui, en présence de la baisse des exportations anglaises, voudront imposer une baisse des salaires. De plus, le 11 mars 1926, la décision de la Commission d'enquête, présidée par Sir Herbert Samuel, appuyant le rachat des Compagnies minières, leur fusion et leur gestion contrôlée par le gouvernement, offre un nouveau sujet de mécontentement aux mineurs. Le Conseil général des Trade-Unions décide d'appuyer par une grève générale leurs revendications².

Le 5 mai 1926, la grève générale provoque l'arrêt des moyens de transports. Un seul journal paraît, le *British Worker*, publié par le Conseil général des Trade-unions. Mais, le 12 mai, un compromis proposé par Sir Herbert Samuel est accepté. Le Conseil des Trade-Unions retire l'ordre de grève ; mais la Fédération des Mineurs poursuit la lutte, quelques mois encore, jusqu'à l'épuisement de ses ressources.

En 1919, 1920, 1921 et 1926, la Triple-Alliance s'est montrée hésitante et elle n'a pas poursuivi son expérience jusqu'au bout.

Ces échecs successifs ont affaibli la puissance des organisations ouvrières, auxquelles une législation nouvelle enlève une partie de leurs conquêtes législatives d'avant-guerre. Depuis 1913, les Trade-unions jouissaient de privilèges qui leur sont retirés par la loi du 29 juillet 1927. Cette loi proclame l'illégalité de toute grève n'ayant pas un caractère strictement corporatif. Quiconque prend part à une grève de cette nature se voit privé du bénéfice de l'Act de 1906, autorisant le picketing et proclamant l'irresponsabilité civile des Trade-Unions.

Ainsi les années 1921 à 1928 marquent un recul du syndicalisme en Grande-Bretagne et en France.

VI

La paix avait été payée par des sacrifices humains. Elle devait encore faire de nouveaux sacrifices aux démons que la guerre avait engendrés. Après les massacres journaliers, l'angoisse du lendemain ; après la mort, la misère, la faim, l'incertitude du pain quotidien pour des millions d'êtres.

La paix conclue n'était qu'un armistice prolongé entre les nations. Celles-ci, accablées par de lourdes dettes, voient brutalement se dissiper l'illusion économique, créée par la guerre, d'une demande effective, illimitée et à n'importe quel prix. Pourtant, de mai 1919 à mars 1920, on assiste à une courte période de hausse ; mais, dès les premiers mois

¹ *La Vie ouvrière*, 21 avril 1921.

² DANTE ROSENTHAL, *La paix industrielle et le mouvement trade-unioniste contemporain en Grande-Bretagne*, thèse, Paris, 1931, p. 83, 121 ; LATHOUD, thèse, Lyon, 1938.

de 1920, se produit « une des crises les plus violentes de l'histoire... ; la crise de 1920 [est] plus qu'une crise, un krach général : elle annonce une situation chronique de surproduction ¹ ». Grâce aux perfectionnements techniques, la production mondiale dépasse celle de 1913. Ainsi commence la crise mondiale ; mais elle ne porte pas encore son nom : elle n'est pas sensible aux yeux de tous. Cette illusion ne tient pas seulement au fait que, entre 1922 et 1924, la baisse commencée en 1920 marque un temps d'arrêt. En dépit de la crise allemande (1918-1923) et de la crise que traverse l'économie britannique, les chefs de l'économie européenne demeurent dans un état d'euphorie ; sauf certaines exceptions, ils restent hantés par le mirage américain ; le rayonnement de cet exemple explique pourquoi a été si longtemps masquée la réalité de la crise, présente dès 1920. De 1923 à 1929, grâce à une publicité savamment orchestrée, le grand capitalisme américain a pu entretenir avec innocence la croyance à la prospérité permanente ². Pendant cette étonnante période, l'opinion des États-Unis a connu le mythe de la prospérité indéfinie. Et ce mythe a trouvé un écho en Europe auprès des publicistes qui magnifiaient *les miracles du crédit* et des hommes politiques qui annonçaient *l'ère de la prospérité*.

En 1928 encore, pendant la campagne électorale d'Herbert Hoover, le parti républicain distribue des médailles portant à l'avant le profil du candidat et au revers cette promesse : *quatre ans de prospérité*. Mais, quelques mois après, en octobre 1929, éclate le krach boursier de Wall Street : « Tout s'est effondré comme un château de cartes. D'un rêve fiévreux de spéculation et de cupidité, on s'est réveillé encombré de marchandises (et de titres), qui de jour en jour perdaient leur valeur, grevé aussi de lourdes dettes et d'hypothèques qu'on ne pouvait rembourser ³. »

Partie des États-Unis, la crise se répercute brusquement par toute l'Europe, plus lentement en France. Alors seulement, les yeux dessillés s'ouvrent sur la réalité d'une crise cruelle aux individus et aux nations et singulièrement douloureuse aux masses ouvrières. Ce n'est pas le lieu ici de discuter les causes d'une crise, diversement interprétée par les économistes ⁴. Qu'elle exprime « la rude sélection, condition nécessaire du progrès économique », qu'elle résulte de telles ou telles circonstances industrielles et monétaires, ou qu'elle soit la suite de l'évolution capitaliste, la crise s'est traduite, pour les masses ouvrières, par un fait brutal : une extension du chômage dans des proportions inconnues jusque-là.

En Grande-Bretagne, de 1923 à 1929, il y a déjà un million de chômeurs. Aux États-Unis, de 2.315.000 en 1924, le nombre des chômeurs s'élève, au printemps de 1930, à 3 millions et demi. Et l'Allemagne, pendant l'hiver 1930-1931, comptera 5 millions de chômeurs. En janvier 1932, la Société des Nations évalue le nombre total des chômeurs à : 6 millions en Allemagne, 3 millions en Grande-Bretagne, 1 million en Italie, 1 /2 mil-

¹ Cf. Le livre classique de JEAN LESCURE, *Les Crises générales et périodiques de surproduction*, 4^e éd., 1932 ; 5^e éd., 1938, Domat-Montchrestien, et Europe Nouvelle, 18 mai 1931.

² On a cru aux États-Unis qu'en reculant l'échéance et en faisant l'éducation du consommateur on pouvait étendre à l'infini la consommation. Cf. M. HERMANT, *Les paradoxes économiques de l'Allemagne moderne*, Librairie Armand Colin, 1931.

³ RENÉ ARNAUD, *La Revue de Paris*, décembre 1931.

⁴ Cf. JEAN LESCURE, Op. Cit. ; - CHARLES RIST, *Interprétation de la chute des prix depuis 1925*, Sirey, 1936 ; *Histoire des doctrines relatives au Crédit et à la Monnaie*, Sirey, 1938 ; - FRANÇOIS SIMIAND, *Les fluctuations économiques de longue période et la crise mondiale*, Alcan, 1932 ; - NOGARO, *La crise économique dans le monde et en France*, Pichon, 1936 ; - AFTALION, *Les crises*, Rivière, 1913 - et œuvres diverses, de 1929 à 1938.

lion en Tchécoslovaquie, 8 à 12 millions aux États-Unis. Et G. D. H. Cole pense qu'au commencement de 1932 le total des chômeurs (Amérique-Europe) s'élève à 25 millions¹.

Du point de vue de l'histoire ouvrière, ce qui importe, c'est la misère créée par ce chômage sans précédent ; ce sont les répercussions psychologiques de la crise mondiale. Celle-ci a provoqué, dans la conscience ouvrière, un sentiment de révolte qui a été en rayonnant. Si, pendant un temps, les travailleurs ont subi les progrès du chômage, comme *un coup dur*, une des vicissitudes auxquelles les soumet leur existence incertaine, l'universalité et la durée prolongée de la crise ont amené les militants ouvriers à réfléchir sur ses caractères et sa nature. Et, peu à peu, s'est formée dans l'esprit des militants autodidactes aussi bien que des spécialistes soucieux de parfaite objectivité l'idée que la crise mondiale mettait à nu le fait qu'à l'épreuve de la guerre le mécanisme délicat et complexe des échanges internationaux n'avait pas résisté : « Le monde a cessé d'avancer, à la même cadence ; les solidarités et les uniformités de jadis ont disparu². »

Les répercussions de la crise sur la condition ouvrière allaient amener les organisations syndicales à en discuter les causes, à proposer des remèdes ; mais, déjà, la question des responsabilités avait été posée par l'analyse des erreurs, publiques ou privées, individuelles ou collectives, qui avaient précédé et accompagné la crise. Et naturellement, là encore, « en présence de la plus profonde dépression qu'ait encore connue le monde capitaliste³ », les responsabilités apparaissaient diversement partagées : « Crise des compétences et des états-majors du capitalisme... Les erreurs commises dans le domaine du crédit dépassent toute vraisemblance⁴. » Les enquêtes, organisées par les gouvernements⁵, concluent à une responsabilité encourue par la politique des Banques :

Les Banques, aveuglées par la hantise du gain immédiat, ont fait preuve d'une absence totale de circonspection en matière de crédit. Elles ont encouragé, soutenu des entreprises souvent contraires à l'intérêt national. Elles ont provoqué l'engorgement de certains marchés et par là contribué à la crise de surproduction. Ce faisant, elles ont négligé leur propre sécurité, elles se sont immobilisées dangereusement⁶.

Nul jugement n'est plus sévère que celui porté par certains chefs de l'économie internationale ; le directeur de la Royal Dutch Petroleum Co., J. B. A. Kessler⁷, déclare :

Les rapides progrès de la technique signifient que le monde devient trop étroit [et] impliquent une transformation considérable... dans les affaires humaines. Ce changement réclame qu'une transformation correspondante se produise dans la mentalité des maîtres de l'univers, des leaders industriels et politiques. Mais, dans de nombreux cas, ces leaders font preuve aujourd'hui du même esprit individualiste qu'il y a trente ans et de la même conception étroite de leurs responsabilités.

¹ G. D. H. COLE, *Guide through world chaos*, Londres, Gollancz, 1932 ; - LASKY, *La lutte contre le chômage et les finances publiques*, thèse, 1937 ; - G. LETELLIER-DAUPHIN-MEUNIER, *Chômage en France, 1930-1936*, enquête Sirey, 1938.

² Cf. par exemple JEAN LESCURE, op. cit., pp. 289-293 : « Le monde est plus riche. Il n'est pas plus heureux. Car cette abondance contraste avec le chômage universel. »

³ G. D. H. COLE, op. cit., p. 18.

⁴ LESCURE, op. cit.

⁵ Comité Mac Millan (1929-1931) ; Comité G. Bernhard (1927-1930) ; Comité d'enquête parlementaire en France (1931).

⁶ DAUPHIN-MEUNIER, *La Banque : 1919-1935*, Gallimard, 1936.

⁷ J. B. A. KESSLER, *The Times Trade Supplement*, novembre 1932 ; deux interviews dans *L'Économie internationale*, mars et novembre-décembre 1933.

J. B. A. Kessler insiste sur la conséquence qui en résulte : le *gaspillage des richesses du monde*. Si de grands industriels aussi informés que J. B. A. Kessler mettent en cause la « mentalité retardataire » des chefs de l'économie et de la politique, comment s'étonner que les organisations et les militants ouvriers posent la question du régime économique et que, dans les milieux mêmes qui souffrent le moins de la crise, se crée « une légende du grand capitalisme » ? Celui-ci apparaît comme le maître de l'économie dans les différentes nations industrielles ; le règne des grandes sociétés a permis l'établissement de monopoles de fait ; d'ingénieuses combinaisons ont perfectionné les formes de l'anonymat économique trusts, mergers, holdings, investments, trusts et sociétés en pyramides ; et, si celles-ci fleurissent surtout aux États-Unis, elles se développent, à un moindre degré sans doute, en Europe ¹.

Acceptée comme un fait par de grands capitalistes tels que Kessler, l'hypothèse d'un gaspillage des richesses du monde apparaît une réalité incontestable lorsque la presse annonce qu'on brûle des stocks de café et qu'on jette à la mer des sacs de blé : « Un régime, dira le congrès de la CGT, en 1931, qui en est réduit, pour durer, à détruire des stocks de produits accumulés par le labeur humain, cependant qu'il affame d'autre part, par dizaines de millions, les individus, prononce lui-même sa condamnation. »

Le contraste entre la surproduction et le chômage donne naissance à la doctrine du chômage technologique. Les progrès techniques s'accompliraient-ils donc au détriment des travailleurs, et ceux-ci doivent-ils en payer le bénéfice par un accroissement progressif du chômage ? *L'Union des Métaux* a établi que, en dix ans (1920-1929), les sociétés de mines de fer font une somme de bénéfices égale à celle des salaires payés et que, pendant 8 ans, le bénéfice net total de 35 sociétés sidérurgiques représente 225 pour 100 par rapport à leur capital social ². Or, le nombre des ouvriers nécessaires diminue, entre 1920 et 1928, de 14 pour 100 pour la fonte et de 26 pour 100 pour l'acier brut, le rendement individuel ayant augmenté de 250 pour 100 pour la fonte et de 275 pour 100 pour l'acier sur 1920 ³. Rien d'étonnant qu'à partir de 1930 les organisations ouvrières considèrent la crise mondiale comme le symptôme d'une crise du capitalisme :

La science est indifférente au bon comme au mauvais usage des moyens techniques. Voici que la dépression et le chômage interviennent à l'heure où l'homme se croyait au point culminant de toutes les prospérités... Il lui importera peu qu'on puisse lui démontrer que des progrès définitifs sortiront un jour de cette peine. Quelle déception ! Et combien sa misère s'en trouve profondément aggravée !

¹ RAYMOND BOUYER, Les méthodes du grand capitalisme européen. Les bilans, *L'Homme Réel*, août-septembre 1935.

² *L'Union des Métaux*, janvier 1933. - Cf. aussi la pénétrante étude de GEORGES FRIEDMANN - JEAN VEILLER, Bibliographie du chômage technologique, dans *Annales du droit et des Sciences Sociales*, La Crise du Progrès, pp. 113-120 à 204. - GARAND et FERRAS, *Chômage technologique*, thèse, Paris, 1937-1938. - MARC AUGUY, L'Homme et la Machine, *Revue d'économie politique*. 1933.

³ GEORGES FRIEDMANN, *Crise du Progrès*, Gallimard, 1936. Dans *Brave New World*, ALDOUS HUXLEY a tracé la caricature d'un monde mécanisé.

VII

La crise mondiale s'annonçait dès 1920-1921. La marche sur Rome est du 29 octobre 1922. Au Portugal, Oliveira Salazar prend le portefeuille des finances, le 27 avril 1928. Hitler sera nommé Chancelier, le 30 janvier 1933. Et voici qu'en 1936, à la suite de Mussolini et d'Hitler, apparaît le profil sinistre de Franco.

En Italie d'abord, puis au Portugal et en Allemagne, le fascisme a accompagné la crise mondiale, instaurant la dictature dans l'ordre politique et le mythe corporatiste dans l'ordre social. Les dictatures fascistes intéressent l'histoire ouvrière, - qu'on envisage la condition et le statut du travail ou le climat politique et social qu'elles ont créé.

Des trois dictatures fascistes, la première en date a eu une influence perceptible : elle tient à la personnalité de Benito Mussolini, à une vitalité imaginative qui explique sans doute ce mot de Lénine à une délégation de socialistes italiens : « Comment avez-vous pu laisser partir Mussolini ? » Ce fils d'un forgeron rural a eu le don de forger des formules saisissantes, telles que cette déclaration à Henri Massis :

Les principes... Comme si les principes servaient à quelque chose. C'est une sinistre comédie. Nous aurons eu le mérite d'envoyer au magasin des accessoires les principes et de n'avoir qu'un maître : l'expérience... Descartes vous a causé un grand préjudice : lorsque vous vous mettez en route, vous avez besoin de savoir où vous allez, nous, nous attendons de savoir où la route nous conduit.

Les origines mêmes de sa réussite devaient justifier aux yeux de Mussolini de tels adages. Cette réussite ne résulte-t-elle pas d'une attitude anti-capitaliste, conjuguée avec la commandite des industriels ?

L'Armistice avait été suivi, en Italie, par une déception profonde et par une crise économique et financière. La vie chère avait provoqué, en juillet 1919, des émeutes ; socialistes et catholiques réclament l'expropriation des grands propriétaires fonciers. Mais le Parlement, élu le 18 novembre 1919, et qui comprend 156 députés socialistes, reste impuissant en face des luttes sociales. En août 1920, la Fédération italienne des ouvriers métallurgistes, en présence du refus des industriels d'appliquer le contrat collectif de travail, donna l'ordre d'occuper les usines. Les cheminots se refusent à transporter la troupe. Les occupations durent du 31 août au mois d'octobre. Le 1^{er} octobre, à Milan, est signé le contrat collectif, et le contrôle syndical sur l'industrie est obtenu. Giolitti impose aux industriels la reconnaissance du contrôle économique et social. Vingt-deux jours d'occupation sont suivis par une trêve. Mais, à la suite des nouvelles élections de mai 1921, le parti socialiste italien se trouve affaibli par les luttes entre les partisans et les adversaires de l'adhésion à la Troisième Internationale. Le 31 juillet 1922, l'Alliance du travail croit pouvoir lancer l'ordre de la grève générale ; mais, le 3 août, la CGT italienne est obligée de donner l'ordre de reprise du travail. Ces événements avaient favorisé le parti fasciste, créé par Mussolini, qui avait pu se développer grâce à l'aide que lui apportaient les industriels de Lombardie et les propriétaires de l'Émilie et de la Toscane :

Les banquiers, les industriels et les commerçants ont dans le fascisme une garantie et une protection contre les exigences et les menaces des organisations ouvrières. La dépense considérable que représentent l'équipement et l'armement d'au moins 150.000 hommes, leurs déplacements pour des expéditions fréquentes et parfois de grande envergure, demeureraient inexplicables, si la bourgeoisie qui possède et qui produit n'avait pas largement contribué, reconnaissant ainsi les services rendus¹.

Porté au pouvoir grâce à la commandite du grand capitalisme italien, Mussolini allait-il se dégager de l'emprise de celui-ci et suivre ses déclarations du 23 mars 1919 : « Si la bourgeoisie croit trouver en nous un paratonnerre, elle se trompe ; c'est vers le travail que nous devons aller. » La position double de Mussolini est historiquement importante ; elle sera en effet imitée par les diverses formes de fascisme, qui *vis-à-vis du travail* aiment à montrer un visage plein de sollicitude. Mais, sur ce point encore, Mussolini a été un initiateur ; car il a eu l'adresse d'inventer une idéologie mobile, dont au moment opportun il agite le drapeau.

S'affirmant à la fois le disciple de Vilfredo Pareto, de Georges Sorel et même de Bergson, Mussolini lance des slogans successifs, sans imaginer qu'il ait à leur rester fidèle. C'est ainsi que, à l'égard « du travail », il imagine le mythe de la corporation fasciste.

Mythe en effet que celui de la corporation, puisque, après 13 années de législation et d'expérience, on doit constater qu'« en vérité l'Italie ne nous offre pas de réalisation corporative véritable² ». Mythe reposant sur le principe que « l'unité de l'État fasciste fusionne les classes en une seule réalité économique et morale... ; le principe animateur est la collaboration, idéal catégorique et nécessité de fer imposée à tous³ ». L'État fasciste serait l'arbitre entre les intérêts des classes qu'il concilie dans l'unité de la nation ; mais la réalité n'a-t-elle pas contredit les principes ?

D'un côté les libertés syndicales ont été supprimées. Les secrétaires de syndicats ne sont pas élus par les ouvriers, mais « promus par le gouvernement au contrôle de la vie politique des représentés... On a confié aux syndicats essentiellement la préparation et l'organisation de la discipline politique, qui remplace l'action contractuelle » (Luigi Razza, 3 octobre 1933).

Afin d'exercer sa protection sur les salariés démunis de leurs libertés, l'État fasciste a-t-il pu du moins jouer utilement son rôle d'arbitre ? Il n'a « aucun moyen de surveillance effectif » (Giuseppe Bottai) sur la grande industrie. A. de Stefani reconnaît que le grand capitalisme en Italie occupe des positions de quasi-monopole ; sa puissance est renforcée par les liens personnels existant entre les trois grands trusts de la sidérurgie, de

¹ PERNOT, *L'expérience italienne*, Grasset, 1924, p. 80. Cf. PROUTEAU, *Les occupations d'usines en Italie et en France*, thèse, Paris, 1937 ; - HAUTECOEUR, *Les ouvriers métallurgistes en Italie, 1920* ; - et surtout A. Rossi, *La naissance du fascisme en Italie de 1918 à 1922*, Gallimard, 1922, pp. 56 à 105 : « Les Faisceaux, anémiés et à peu près inexistantes avant septembre 1920, se multiplient, dans les trois derniers mois de l'année. Ce n'est pas le fascisme qui a vaincu la Révolution, c'est l'inconsistance de la Révolution qui provoque l'essor du fascisme. »

² GEORGES BOURGIN, *L'État corporatif en Italie*, Éditions Montaigne, 1935 ; - JEAN LESCURE, *Le nouveau régime corporatif italien*, Domat-Montchrétien, 1934.- Cf. l'analyse nuancée et le jugement impartial de GAÉTAN PIROU dans ses trois études sur le *Corporatisme*, réunies en 1 volume, Sirey, 1938.

³ PERROUX, *Capitalisme et Communauté de Travail*, pp. 61, 162, etc, Sirey, 1936.

l'électricité et des produits chimiques. Sur l'indépendance de l'État fasciste vis-à-vis du grand capitalisme, les conclusions de l'enquête menée par François Perroux sont significatives :

L'équilibre a-t-il été rétabli entre les classes ? Y a-t-il indépendance réelle d'un gouvernement chargé seul de réaliser le bien commun à l'égard des classes qui, sous le régime capitaliste, ont, dans l'agriculture comme dans l'industrie, une écrasante supériorité économique et sociale, à l'égard des travailleurs qu'ils emploient ? On chercherait en vain par quelles institutions et par quelles procédures les salariés peuvent défendre leurs vœux et leurs revendications en régime fasciste. L'État fasciste confond les intérêts d'une oligarchie productrice avec ceux de l'État. Le capitalisme industriel et financier est plus puissant que l'État fasciste. L'action coercitive est d'une efficacité médiocre à l'égard des procédés d'attaque ou de défense, souvent occultes et toujours extrêmement souples, dont disposent les industriels et les financiers... Le capitalisme, que l'État fasciste a cru contrôler, ressemble à une pieuvre ¹...

Gaétan Pirou porte sur le fascisme corporatif italien ce jugement : « Une ingénieuse présentation, derrière laquelle s'aperçoit le pouvoir politique qui exerce sa dictature sur l'économie comme sur la pensée ². »

L'expérience italienne s'est traduite, pour les travailleurs, par une perte des libertés politiques et syndicales qui n'a pas été compensée par une amélioration des conditions matérielles de leur existence : « L'autorité dont les syndicats sont investis reste théorique, puisque les accords sont arrêtés en dehors de la volonté des ouvriers. Les syndicats ne sont plus que des instruments entre les mains d'une autorité supérieure ³. »

Si l'on a insisté ici sur les résultats de l'expérience italienne, c'est parce qu'elle a été imitée par les autres dictatures qui en ont répété les lignes générales. Le 28 mai 1930 ⁴, Oliveira Salazar annonce l'État corporatif, dont le plébiscite du 19 mars 1933 approuve la Constitution corporative. Mais, selon Gaétan Pirou, « de l'avis de tous les observateurs et de l'aveu de M. Salazar lui-même, le nouveau régime, pour le moment, n'est guère corporatif qu'en apparence. Dans la réalité, l'ensemble ne fonctionne pas vraiment, ou, lorsqu'il fonctionne, obéit aux directives du pouvoir exécutif... Un régime qui n'a rien de commun avec le corporatisme. »

¹ FRANÇOIS PERROUX, *Économie corporative et système capitaliste*, Revue d'Économie Politique, 1933.

² GAÉTAN PIROU, op. cit. : « Le système des corporations par catégories venait à peine d'être officiellement mis en vigueur que ce pays, par le fait de l'expédition d'Abyssinie, puis de la politique des sanctions, était entraîné dans l'économie de guerre, avec l'emprise étatiste extrêmement forte que celle-ci nécessairement suppose... Ces circonstances ont retardé une fois de plus la mise en application réelle de ce régime corporatif dont tant de fois l'avènement a été annoncé comme imminent... Si, par ailleurs, on se souvient qu'un des traits de ce système est la disparition du syndicalisme libre, et que l'ambiance intellectuelle et psychologique de l'Italie est marquée par la disparition du parlementarisme, par la suppression de la liberté de la presse, de la liberté d'opinion, on voit que... le corporatisme italien s'offre à nos yeux beaucoup moins comme un système d'auto-organisation des intérêts économiques que comme une ingénieuse présentation derrière laquelle s'aperçoit le pouvoir politique qui exerce sa dictature sur l'économie comme sur la pensée. »

³ A. GUIGUI, *L'Homme Réel*, juin-juillet 1934.

⁴ F. I. PEREIRA DOS SANTOS, Thèse, Paris, Sirey, 1935 ; - FRANÇOIS PERROUX, op. cit., pp. 104-122.

Le 2 mai 1933, en Allemagne, les sections des SA. et des SS. occupent les maisons des syndicats et emprisonnent les secrétaires syndicaux¹. Les lois du 20 janvier 1934, celle du 27 février, les ordonnances du 1^{er}-10 mars, et du 10 octobre 1934, les accords Schacht du 5 novembre 1936 et du 21 mars 1935 organisent « la communauté du travail pour l'augmentation du bien-être et de la culture de tous² ». Ici encore le droit de grève et le droit de coalition sont supprimés ; les contrats collectifs prohibés ; les membres du conseil de confiance ne sont pas désignés par les travailleurs, mais proposés par l'entrepreneur et le parti nazi ; le travailleur a seulement droit à des vacances payées :

Le système allemand comporte plus de brutalité et plus de romantisme que le fascisme ; il a des prétentions plus orgueilleuses ; mais l'Allemagne ne nous offre pas de réalisation corporative véritable... *L'ouvrier soldat du travail... corporation, non certes, mais incorporation* : le national-socialisme a laissé intact l'ancien système social et n'a abouti qu'à une complète militarisation³.

En présence des témoignages contradictoires, il est difficile de mesurer exactement les conditions matérielles de l'existence ouvrière en Russie soviétique. On se trouve en présence de données qui, eu égard à l'histoire, à la race et à la structure actuelle, ne sont pas comparables aux conditions d'existence de l'Europe occidentale. Mais il est curieux de penser, que, bien que fondés sur une philosophie toute différente et sur une politique s'inspirant de mobiles opposés à ceux des dictatures fascistes, le statut et l'organisation du travail en Russie impliquent en tout cas un régime étranger au syndicalisme. Sans doute on s'explique que successivement la guerre civile et la défense du territoire, puis la préoccupation dominante du rendement et la lutte pour la technique⁴ aient progressivement conduit à une organisation et à des méthodes dont, dans son admiration pour la Révolution russe, Rosa Luxembourg craignait le développement lorsque, dans sa prison, parlant de la nécessité de la critique, elle s'écriait : « Une éducation politique des masses populaires est... pour la dictature prolétarienne... l'élément vital, l'air sans lequel elle ne peut vivre⁵. »

Quelque difficiles que soient les déductions dégagées de la comparaison entre les conditions matérielles de l'existence ouvrière dans les différents pays de l'Europe, celles-ci ont infiniment moins d'importance que l'atmosphère dans laquelle vivent les hommes qui travaillent. Or, sur ce point décisif, entre les régimes fascistes et celui des démocraties occidentales, le conflit est inconciliable ; l'opposition qui existe entre les uns et les autres repose sur deux conceptions de l'existence et de la personnalité humaines.

¹ Sur la situation et l'état d'esprit des syndicats en Allemagne de 1920 à 1933, Cf. GOETZ, *Les syndicats ouvriers allemands après la guerre*, Paris, Domat-Montchrestien, p. 314, préface de FRANÇOIS PERROUX.

² FRANÇOIS PERROUX, op. cit., pp. 65 à 103 ; et *Les Mythes Hitlériens*, 1935 -P. GANIVET, *Le Corporatisme Hitlérien, L'Homme Réel*, avril 1935 ; -JACQUES DOUBLET, *Le Front du Travail allemand*, thèse, Paris, 1937, Paul Hartmann.

³ GAÉTAN PIROU, op. cit. ; -MAX HERMANT, *Idoles Allemandes*, Grasset, 1936 ; - EDMOND VERMEIL, *L'Allemagne du Congrès de Vienne à la Révolution hitlérienne*, 1934, et *Essai sur les origines sociales de la Révolution hitlérienne*, Annales politiques, 1935.

⁴ GEORGES FRIEDMANN, *De la Sainte Russie à l'U. R. S. S.*, Gallimard, 1938, pp. 73-82, rappelle la terrible pénurie de machines et d'hommes capables de les conduire en 1932 : « Les plans quinquennaux exigent... la nécessité de donner à la Russie une base énergétique industrielle indispensable à une construction socialiste. »

⁵ *La Révolution russe* (trad. Ollivier) et *Lettres de prison*, Librairie du Travail, Paris, 1933.

L'expérience des régimes fascistes révèle qu'il n'y a pas de mouvement ouvrier là où il n'y a pas de libertés. Harold Laski, le 5 novembre 1937, exprimait avec force le tragique des événements qui se sont déroulés en Europe, lorsqu'il les appelait « les plus dramatiques dans tout un ensemble d'agressions contre les droits historiques de l'homme. La sauvegarde de la liberté est en effet la condition sans laquelle il n'y a pas de vie civilisée ; là où est écrasée la liberté, la flamme de l'esprit humain s'éteint ¹ ».

VIII

Dans les nations attachées aux institutions de la démocratie politique entre 1925 et 1933, les classes sociales ont subi une évolution qui exprime leur réaction en face de l'après-guerre et de la crise.

De 1925, année de son retour à l'étalon-or, sous la forme du Gold Exchange Standard, jusqu'au 21 septembre 1931, date de la dévaluation, la Grande-Bretagne traverse une crise sociale et économique profonde ².

À la suite de l'échec de la grève générale, des négociations se poursuivent entre les délégués des Trade-Unions et les représentants du grand capitalisme anglais, sous l'influence de Sir Alfred Mond. Et, en janvier 1928, le Congrès des Trade-Unions adopte un programme tendant à organiser une entente entre les organisations ouvrières et patronales. Après certaines résistances, la Fédération des Industries Britanniques reconnaît officiellement les Trade-Unions et recommande aux industriels de conclure des conventions collectives avec les syndicats affiliés au Congrès des Trade-Unions. Le Congrès accepte l'application générale de la rationalisation, sous la condition que celle-ci comporte le maintien des salaires et la participation des ouvriers à l'introduction des nouvelles méthodes. Le 26 juin 1930, le Conseil du Congrès trade-unioniste se prononce en faveur d'une politique impériale impliquant la renonciation au libre-échange. En 1930, également, le ministère travailliste réduit dans les mines la durée du travail de 8 à 7 heures par jour et crée un Conseil économique national permanent, qui comprend une représentation des Trade-Unions. Mais, dès 1932, cette tentative de rapprochement patronal-ouvrier échoue. Une rupture se produit. Celle-ci est le résultat autant de la résistance passive des industriels que de la crise financière britannique.

L'offensive patronale contre les salaires, l'abaissement des indemnités de chômage, dès janvier et février 1931, provoquent des grèves en Lancashire et dans le pays de Galles. Et, en juillet-août, le Cabinet travailliste s'effondre devant la crise financière. La souveraineté légale a été mise en échec par les puissances anonymes, le gouvernement a cédé devant la menace des intérêts privés : « Le Parlement n'eût pu contrôler les banquiers en 1931 ; le mouvement de la finance a déterminé le cours des événements avant même qu'on pût être appelé à une prise de contact ³. » Dès septembre 1931, le Congrès ouvrier de Bristol renonce à la tentative de collaboration amorcée.

¹ HAROLD LASKI, *La Liberté*, traduction française, Sirey éd., 1938.

² A. SIEGFRIED, *La Crise Britannique*, Librairie Armand Colin, 1932 ; -DAUPHIN-MEUNIER, op. cit., pp. 213-224.

³ HAROLD LASKI, conférence à la Société fabienne en 1933 : Where stands socialism to-day.

L'échec du gouvernement travailliste s'expliquait par le fait qu'une politique sociale de grande envergure ne peut se développer qu'au détriment du profit. Mais, en s'attaquant au profit, cette politique sociale tend à paralyser le moteur qui maintient le mécanisme économique en mouvement. La perte des débouchés, qui résulte d'un prix de revient trop élevé, peut obliger les industriels à choisir entre la diminution des salaires et l'accroissement du chômage. Dans les cadres d'une économie capitaliste, un gouvernement travailliste se trouve contraint de faire fléchir le pouvoir qu'il détient devant les puissances de fait ¹.

L'essai de collaboration de 1927 à 1931 s'expliquait par le fait que le peuple anglais prenait conscience de la crise traversée par la Grande-Bretagne. Celle-ci, trop sûre de sa suprématie, en présence d'un monde changeant, était restée longtemps paresseusement immobile. De ce qu'André Siegfried appelle *la révolte du monde*, aucun des pays de l'Europe n'avait souffert autant que la Grande-Bretagne. En face de cette crise, dès qu'il en eut conscience, le peuple anglais fit un effort de redressement étonnant. Pourtant, peut-être ne mesurait-il pas les raisons sociales de cette évolution. La plus profonde était la transformation qui s'était produite dans le caractère et l'esprit des classes sociales, et singulièrement des classes dirigeantes en Grande-Bretagne.

Depuis plusieurs décades déjà, les classes dirigeantes britanniques ont abandonné les vertus conquérantes qui ont assuré la suprématie de la Grande-Bretagne dans l'univers. Mais, au lendemain de la réforme monétaire de 1925, les temps sont venus où cette transformation sociale s'accentue. Entre 1926 et 1930, « la bourgeoisie britannique perd son individualisme créateur pour devenir un vaste fonctionnarisme au service d'organismes anonymes ² ».

L'échec de la grève générale de 1926 a renforcé les positions de la bourgeoisie ; mais la grande bourgeoisie d'affaires, qui voit ses préjugés sociaux partagés par le snobisme admiratif de la petite bourgeoisie, se fonctionnarise. Le capitaliste devient un bourgeois salarié, l'employé des collectivités économiques anonymes. Et, n'ayant plus pour ambition que de « maintenir » et non de conquérir, le grand capitalisme organise à son profit un système de sécurité et de garantie de ses revenus, en s'installant confortablement dans les sièges d'administrateurs des grandes sociétés. Les marchés industriels sont contrôlés par des monopoles de fait ³.

Et la législation protectrice ou réglementaire, votée par le Parlement britannique, complète l'organisation de ce système de la sécurité. En dépit de la rupture consacrée par les décisions du Congrès ouvrier de Bristol, dès 1931, le trade-unionisme n'échappe pas à la contagion de cet esprit de fonctionnarisme universel, puisqu'en 1932, à Southport, Harold Laski et Sir Stafford Cripps protestent contre le conservatisme des Trade-Unions.

¹ LUCIEN LAURAT, Socialisation par le plan, *L'Homme Réel*, octobre 1934.

² ARMAND HOOG, Adieu à la bourgeoisie britannique, *Politique*, mai 1937 ; G. D. H. COLE : « La petite bourgeoisie s'abrite dans les recoins et dans les fentes de l'industrialisme à grande échelle » (G. DUVEAU, *Étapes*, 15 janvier 1937).

³ Marché du fil et du coton, par J. P. Coats, de la soie artificielle par le groupe Courtaulds, des produits chimiques par l'Imperial Chemical Industries, le marché du savon et de la margarine par l'United Kingdom Soap Manufacturers Association et par Lever Brothers qui, associés au holding hollandais, fondent la Margarine Union Ltd. ; concentration et organisation, en 1935, de la métallurgie et de la production sidérurgique ; marché financier dominé par les Big Five.

IX

Une certaine prudence et un individualisme certain avaient eu, en France, pour conséquence le retard qui s'était produit dans une évolution au ralenti. Après la guerre, pourtant, le grand capitalisme avait suivi, sous des formes larvées, les tendances dont la logique extrême se manifestait aux États-Unis et en Allemagne. L'anonymat des sociétés avait produit ses effets accoutumés : dissociation de la gestion et de la propriété et régime de l'irresponsabilité. En dépit du morcellement des titres entre des milliers d'actionnaires, la démocratie financière était un leurre. Sous l'influence de l'inflation, les banques dominaient l'administration des sociétés industrielles ; et les administrateurs étaient plus préoccupés de bénéfices financiers et spéculatifs que de gestion industrielle.

En France, la concentration industrielle se manifesta surtout sous la forme des liens personnels et de l'interdépendance entre les sociétés. Ce sont souvent les mêmes administrateurs qui se retrouvent dans la banque, la houille, l'acier, le pétrole, l'électricité, les produits chimiques, les transports. Les mêmes personnalités se rencontrent aux différents carrefours des sociétés, administrent les sociétés mères, les holdings, les filiales¹. Elles forment un faisceau souple et solide qui assure leur hégémonie industrielle et leur influence sur les pouvoirs publics. Ce faisceau de volontés, que nouent des liens financiers et personnels, a donné au grand capitalisme sa puissance : elle lui a permis d'opposer un frein aux revendications ouvrières, dès après 1921 et, plus sûrement encore, après 1929.

Il est vrai que les forces patronales ne rencontraient en face d'elles que des organisations ouvrières affaiblies. La scission de 1921 a rompu l'élan des masses, amolli la force combative des syndicats ; énervé la volonté des militants, dont les luttes « rapetissent les hommes » et privent le mouvement ouvrier de ses valeurs humaines.

Pourtant, en apparence, la CGT, appauvrie par la scission, se reconstitue ; entre 1925 et 1932, ses effectifs s'accroissent de 500.000 affiliés à 900.000. Mais cette augmentation des effectifs ne doit pas faire illusion.

La structure de la CGT s'était profondément transformée du fait de la composition de ses effectifs. Les fonctionnaires, qui n'étaient qu'une minorité avant 1914 et même au lendemain de la guerre, avaient pris, à la suite de l'adhésion de leur Fédération, une importance qui avait agi profondément². Cette importance ne se trouvait contrebalancée que par les effectifs de la Fédération des Métaux (50.000), de la Fédération du Bâtiment (65.000), de la Fédération du Sous-Sol (75.000), de la Fédération du Textile (47.000), et

¹ RAYMOND BOUYER, *op. cit.*, p. 30, remarque que c'est surtout le mécanisme des réserves qui a été utilisé par le grand capitalisme pour étendre les participations des sociétés mères à l'infini. Saint-Gobain en compte 150. Il suffit, pour s'en rendre compte, de consulter l'annuaire contenant la liste des sociétés anonymes et leurs ramifications, auxquelles il faut ajouter celles des grandes organisations patronales.

² Si l'on comprend, parmi les effectifs fonctionnaires, cheminots et ouvriers fonctionnarisés, on arrive à un chiffre de 540.000, sur un total de près d'un million de membres (le 1^{er} mars 1936). C'est au Congrès de 1927 (compte rendu, p. 206) que l'adhésion de la Fédération des Fonctionnaires a été admise, dans la séance du 29 juillet. Dès avant 1927, la CGT comprenait une Fédération de l'Enseignement et l'important Syndicat National des Instituteurs.

de celle des Transports (53.000). Le syndicalisme français voyait donc sa composition transformée par cette prédominance des éléments fonctionnaires sur les ouvriers de l'industrie privée. Il faut noter aussi que le changement de la structure syndicaliste a été accentué par le fait que d'autres métiers (cheminots, marins, ouvriers des services publics) ont été en un certain sens fonctionnarisés, bénéficiant d'un statut de la stabilisation de leur emploi.

Ce renversement de la structure traditionnelle du syndicalisme a eu une influence certaine sur ses méthodes, son programme et son esprit. Les fonctionnaires ont l'État pour patron. Leur pensée est souvent dirigée du côté du pouvoir. Leur pression s'exerce sur les hommes du pouvoir et sur les institutions parlementaires. Et cette pression, elle emprunte souvent la forme de démarches, d'entretiens, d'audiences, d'entrevues. Elle se traduit aussi par des suggestions pressenties auprès des collèges électoraux et des partis politiques.

Ainsi l'appel à la volonté des travailleurs cède le pas devant l'appel à l'État. A l'action directe, qui tentait autrefois d'arracher au capitalisme, morceau par morceau, son autorité économique, se substitue une combinaison de l'action syndicale et de l'action parlementaire. Quelques années après, le plan de la CGT allait être pétri par des mains de fonctionnaires, inspiré par des cerveaux de techniciens, de professeurs, d'administrateurs. Il ne porte pas, a-t-on dit, la marque des textes prolétariens. Le Conseil national économique de la CGT également.

L'esprit du syndicalisme lui-même se transforme. Le souci de la sécurité, le souci d'obtenir « un statut du travail », à la façon fonctionnaire, l'emportent sur la volonté combative et constructive de planter, au sein de la société actuelle, des institutions ouvrières prêtes à devenir des organes compétents de remplacement.

Le chômage progressif allait être une autre cause de faiblesse pour les organisations ouvrières. Sans doute, la France a été la dernière frappée par le chômage ; mais, de 1930 à 1935, d'après le *Bulletin trimestriel de la Statistique générale*, la diminution des effectifs occupés par les exploitations d'au moins 100 personnes a été de 27,4 pour 100. La Statistique générale évalue à 33,3 pour 100, M. Piettre¹ à 30. pour 100, Raymond Bouyer à 36 pour 100, la diminution de la masse des salaires distribués (chômage total, chômage partiel et diminution du taux des salaires), - soit 28 milliards de francs par an, qui auraient manqué, en 1934, au pouvoir d'achat des salariés. Or, les sans-travail sont tentés d'échapper à l'emprise syndicale ; les chômeurs s'accoutument à ne plus se préoccuper de l'action corporative : leurs regards se portent vers l'État, vers les municipalités et vers le Parlement.

Toutes ces raisons expliquent pourquoi, pendant toute la période de 1921 à 1929 et plus encore après 1930, la force des oligarchies économiques s'est accrue ; les organisations syndicales n'ont pu leur opposer de résistance. Et, si dans la législation se sont insinuées des notions neuves et quasi révolutionnaires², c'est qu'inconsciemment, en dépit d'eux-mêmes, les législateurs subissent l'influence d'un climat nouveau.

¹ La Politique du Pouvoir d'achat devant les faits, Paris, 1938, pp. 80-83.

² Il en est ainsi de la transformation qu'a subie la notion juridique du salaire. Dana une lettre du 23 mars 1938 qu'il a bien voulu m'écrire, M. Grunbaum-Ballin, président de la section du Travail au Conseil d'État, a résumé l'histoire de ce qu'il nomme la seconde révolution française, accomplie par une loi dont ceux qui l'ont votée ne pressentaient pas la portée : la loi du 11 mars 1932 sur les allocations familiales,

L'impuissance des organisations ouvrières en face du patronat est telle que les conventions collectives ne régissent que 4 pour 100 du personnel, sauf dans les régions et les corporations où le syndicalisme est plus solidement organisé, telles le Nord et le Pas-de-Calais, et où les contrats collectifs sont appliqués à 50 pour 100 des salariés. Le contrat collectif en France est l'*exception*¹.

Pourtant, l'esprit du syndicalisme héroïque et créateur, l'âme de Pelloutier, de Griffuelhes demeurent vivants ; ils s'incarnent dans ces militants qui ont toujours été la grandeur du syndicalisme français. Au secrétariat de la Fédération des Métaux, les successeurs de Merrheim s'efforcent de continuer sa tradition. C'est au reste la Fédération des Métaux qui, dès le 25 décembre 1920, avait présenté au Comité des Forges la revendication du contrôle ouvrier. Dans son congrès de 1933, la Fédération des Métaux considère le contrôle ouvrier comme le plus sûr moyen de la propagande syndicale. Pendant la période de 1926 à 1933, le contrôle ouvrier devient l'idée-force grâce à laquelle les militants cherchent à arracher la masse des syndiqués à la préoccupation exclusive des intérêts corporatifs et particularistes. La revendication du contrôle ouvrier apparaît alors comme la forme de l'*œuvre d'éducation morale, administrative et technique* : « Tout se tient dans l'économie. Le contrôle de la discipline du travail est le premier pas vers le contrôle de la direction et celui-ci à son tour prépare au contrôle des comptes²... » La revendication du contrôle ouvrier servira à faire l'éducation des masses et à former la compétence ouvrière, qui ne s'acquiert pas dans les livres, mais par un exercice pratique ; or, cet apprentissage ne peut se faire que si un ouvrier a un droit de regard sur la gestion des entreprises :

Observons les ouvriers à la sortie de l'usine, au café, en famille, le dimanche. Quels sont les sujets de leur conversation ? Neuf fois sur dix, il s'agit de leur travail. L'usine les a accaparés jusqu'en leurs heures de loisir... Il faut utiliser ces dispositions, les mettre au service d'une cause plus noble... *sublimier l'instinct de création qui est en chaque travailleur.*

Cette revendication permettrait, en outre, de redonner à l'ouvrier dans l'atelier mécanisé, la joie au travail en intégrant le travailleur dans un ensemble où il reprendra confiance en lui-même, respect de lui-même. L'ouvrier doit retrouver sous cette nouvelle forme les raisons de vivre qu'il puisait autrefois dans son métier : « Le métier est passé de l'homme à l'équipe, voire à l'atelier et quelquefois même à l'usine. A l'ouvrier qui a perdu le *métier*, le syndicat doit offrir en échange la maîtrise de l'industrie... » (A. Guigui.)

en transformant les versements patronaux, jusque-là facultatifs, en prestations obligatoires, sous-entendait la notion du salaire vital : « Une telle loi a ébranlé, dans ses fondements mêmes, le régime juridique et social alors établi, altéré la notion jusque-là admise du salariat. Dès lors, le paiement du salaire cesse légalement d'être la contre-partie du travail accompli - et cela seulement dès lors qu'il devient l'acquiescement d'une dette sociale dont le montant s'élève en raison du nombre des enfants à la charge du salarié, c'est-à-dire des bouches à nourrir, la base même de l'ancien contrat de travail s'écroule. »

¹ Sur les conventions collectives, les travaux de PIERRE LAROQUE, Rapport au Conseil National Économique, 1934, et *Les rapports entre Patrons et Ouvriers*, éd. Montaigne, 1938, 430 p.

² RAYMOND BOUYER, La Vie socialiste, décembre 1929, Problèmes confédéraux et problèmes socialistes. A. GUIGUI et P. GANIVET, Le contrôle ouvrier, *L'Homme Réel*, juin 1934 ; et, dans *L'Homme Réel* d'avril 1935, Syndicalisme et corporatisme, par ÉDOUARD DOLLEANS : « L'ouvrier vit de l'usine comme le paysan vit de la terre. L'usine est pour lui le lieu, le foyer auquel s'attache son sentiment. Usine, atelier sont aux ouvriers ce que la ruche est aux abeilles. »

Déjà Proudhon avait insisté sur le fait que la *révolution-puissance* ne serait qu'une fiction si elle ne se doublait pas d'une *révolution-capacité*. La capacité ouvrière, tel avait été, dès ses origines, l'objectif essentiel du syndicalisme. Et, de 1926 à 1933, c'est le contrôle ouvrier qui, aux yeux des militants, permet de former cette capacité et de donner aux travailleurs le sens de la responsabilité qui a toujours été la plus grande force du mouvement ouvrier : « La classe du Travail prétend apporter un élément de régénération. »

Or, à cette date, les organisations ouvrières mettaient l'accent sur la sécurité ; elles se laissaient inconsciemment influencer par l'atmosphère du régime de l'irresponsabilité, auquel avaient conduit l'évolution du capitalisme, le moteur du profit, l'appétit des jouissances temporelles. Par contre, les militants ouvriers apercevaient les risques que courrait la civilisation toujours en péril. Ils devenaient plus inquiets à mesure que ces risques se précisaient. Mais ils espéraient que, le jour où l'événement fondrait sur elles, les masses s'éveilleraient à la révolte.

Dans le désordre d'un monde désemparé, en présence de l'incertitude et du scepticisme universels, les valeurs humaines chancellent ; la plupart des hommes réduisent leur attitude devant la vie à leur seul souci du moment. Car la crise mondiale est sans doute une crise économique aux cruelles conséquences sociales. Elle apparaît, plus certainement encore, une crise spirituelle : crise des caractères, crise de la responsabilité personnelle.

Et, ainsi que l'écrit Proudhon à Michelet : « Le vieux monde est en dissolution... On ne sort de là que par une révolution intégrale dans les idées et dans les cœurs. » Une révolution réelle ne peut s'accomplir que sous le signe de la responsabilité.

La fin d'un monde

« S'il ne suffisait que de souffler sur la vieille société pour l'abattre, ce serait vraiment trop commode. Nous méprendre sur la grandeur de l'effort indispensable, c'est nous préparer de cruelles désillusions... La Révolution sociale ne s'accomplira pas sans que soit nécessaire un formidable effort..

... Si l'on a soin de se rendre un compte exact de la grandeur de l'effort accompli, de la tâche considérable à laquelle on doit besogner sans trêve ; alors les pas en arrière ne nous découragent pas, les piétinements et les victoires transitoires sont un réconfort pour des besognes plus décisives... »

ÉMILE POUGET

« Rien de grand ne peut s'accomplir qu'en accoutumant les masses à écouter la vérité virile... Le courage, c'est inlassablement de leur dire que la révolution qui est à faire, qu'il faut faire, c'est la révolution économique, que la révolution économique puise sa sève dans le travail... »

ALFRED MERRHEIM.

« Quand on cause avec quelques conservateurs, quand on constate leur égoïsme et leur désir frénétique de bien-être et de repos avant tout, on a la sensation d'être environné des ombres de la mort, d'être entouré de ce qui doit fatalement mourir.

ÉDOUARD DRUMONT

[Retour à la table des matières](#)

I

[Retour à la table des matières](#)

« Un monde détraqué, ballotté et plongeant... Dans ce furieux chaos de clartés blafardes, toutes les étoiles du ciel effacées... Des feux-follets, qui ça et là courent, ont pris la place des étoiles. » (Carlyle.)

Les années 30 ont été douloureuses à vivre pour tous. Leur cruauté a plus particulièrement blessé les esprits ouverts à la mobilité du monde, les cœurs accueillants aux rares lumières que, sur les ombres d'aujourd'hui, projettent les espérances de demain. Les plus braves ont connu des heures de désespoir¹. Et il a fallu leur redire ces paroles d'Émile Pouget :

Si l'on a soin de se rendre un compte exact de la grandeur de l'effort à accomplir, de la tâche considérable à laquelle on doit besogner sans trêve, alors les pas en arrière ne nous découragent pas, les piétinements et les victoires transitoires sont un réconfort pour des besognes plus décisives.

C'est qu'en effet la crise que traverse un monde à la dérive apparaît sous tous ses aspects : politique et internationale, économique et sociale ; mais elle est avant tout, et par ses racines mêmes, une crise de désespérance et de foi.

Les hommes de même langue n'ont plus un langage commun ; ils n'emploient les mêmes mots que pour mieux en faire jaillir des heurts. En face de ce désarroi, les uns, attachés à leur tranquillité à tout prix, se mettent volontairement les mains sur les yeux. D'autres cherchent à esquiver la dure réalité : ils s'abandonnent soit à une démence partisane excluant tout sens critique, soit à une frivolité soumise au seul plaisir de l'instant. Fanatiques ou nonchalants, ils s'excusent en désignant les deux fatalités qui les guettent : fatalité politique aux masques personnels, fatalité économique anonyme, qui précipite hommes et événements dans un gouffre dont surgirait, grâce à une discipline mécanique, un ordre de fer.

Double risque, double effroi. Une peur instinctive qu'il n'est possible de vaincre que par une volonté et par une espérance. Une volonté tendue, assez trempée pour résister aux déceptions de l'événement - prête à nourrir sa force de toute espérance neuve. L'inventaire des faillites ne décourage plus, si l'on aperçoit en elles les conditions mêmes

¹ GEORGES DUVEAU : « Quelques-uns d'entre nous [au lendemain du 21 mai 1938] se sont terrés dans une douloureuse solitude... ». (*L'Homme Réel*, 1938.)

d'une renaissance : c'est une transition historique, un passage pénible et périlleux, la fin d'un monde. Elle s'enveloppe d'une atmosphère spirituelle sans douceur, âpre à respirer ; la condition des hommes s'en ressent presque autant que des difficultés matérielles et économiques issues de la guerre et de la crise.

La rupture de l'économie internationale et le rétrécissement des marchés, en dépit des cartels internationaux, cantonnent de plus en plus à l'intérieur les grandes industries, et leur tendance au monopole s'accroît. Un fait domine cette évolution : la structure des entreprises industrielles se transforme. Leur croissance n'est plus favorable à une bonne gestion¹. Par suite de l'augmentation de leur capital et de l'accroissement de leurs frais généraux, les grandes entreprises « ne savent plus compter ». Leur grandeur même les prive de la souplesse qui, au XIX^{ème} siècle, leur permettait de s'adapter à la vicissitude des conjonctures économiques. La structure des grandes administrations privées devient celle-là même qu'elles reprochent aux administrations publiques. A celles-ci elles empruntent jusqu'à leurs hauts fonctionnaires. Ces monopoles de fait accroissent leur puissance en face de l'État. Lorsqu'ils atteignent un certain degré, « les intérêts privés s'élargissent jusqu'à se confondre avec l'intérêt national » (Robert Pinot). Et c'est au nom de l'intérêt national qu'ils exigent des pouvoirs publics privilèges, droits protecteurs, assistance financière, et même renflouement des entreprises. Dans *La Décadence de la Liberté*, Daniel Halévy a fortement analysé les conséquences sociales et politiques de cette inflation des puissances économiques : « La machinerie parlementaire, calculée pour subir des pressions modérées, n'a pas la force de résister à la puissance des antagonismes dont notre temps est saturé... Ces pouvoirs contrastés qui s'affrontent entretiennent par leurs conflits un état de désordre. » L'État n'a plus la force d'être arbitre. Dépassés par les événements, les individus assistent, indécis, aux luttes géantes que se livrent, par-dessus leurs têtes, ces puissances neuves et démesurées. Au contact de ces puissances irresponsables, la responsabilité des individus s'émousse. Leur désarroi les livre sans résistance à des courants successifs et contradictoires. Comment prendraient-ils courage ou espoir en face du seul spectacle qui hante leurs yeux : un monde où chacun croit posséder tous les droits et nulle obligation. Aucun exemple à attendre de ceux que leur situation sociale charge des obligations les plus certaines. Politiquement, le glissement sans fin des responsabilités ; économiquement, l'excuse de l'anonymat : « Nous ne sommes plus que des fonctionnaires », s'écrie un des plus éminents administrateurs, Henri de Peyerimhoff de Fontenelle. Enfin et surtout cette instabilité universelle s'affirme dans le domaine où elle est le plus redoutable : les relations extérieures entre les peuples. Une atmosphère internationale sans cesse surchargée de nuages et qui s'assombrit de jour en jour ; des traités de paix ayant créé des germes de discordes ; la Société des Nations impuissante ; une situation financière issue de la guerre et de jour en jour alourdie par les charges de la paix armée, situation qui paralyse toute évolution sociale naturelle. Et une bourgeoisie dirigeante « qui n'a pas su faire rentrer dans leurs cages les loups de la guerre lâchés par le monde en 1914 » (Pierre Monatte).

Sur les peuples pèse la menace d'une guerre toujours possible. Et, dans une société qui vacille, cette insécurité nouvelle rend plus dangereuse la plasticité des foules, prêtes à subir tous les entraînements. De cet état d'esprit et de l'incertitude du pain quotidien, les États totalitaires profitent pour mettre les États démocratiques en face du fait accompli et pour tromper la misère et la faim par des rêves d'aventure et de fallacieuse grandeur.

¹ P. MAQUENNE, *La taille optimum des affaires*, publication de la Fédération des industriels et des Commerçants.

II

Pendant la période trouble qui avait accompagné les lendemains de la guerre et qui se prolonge pendant les lendemains immédiats de la crise, déjà se forment les sentiments qui vont animer et mettre en mouvement cette force « aveugle et puissante », les masses, « qui sentent le poids d'un joug invisible et qui répugnent à le porter » (Daniel Halévy).

À la formation de ces sentiments, la consolidation du fascisme en Italie a contribué ; mais surtout l'avènement d'Hitler suscite brusquement, parmi les masses populaires des États démocratiques, la vision des dangers qui les menacent de cette privation définie par Matteoti : « La liberté est comme l'air et la lumière... ; il faut en être privé pour savoir qu'on ne peut vivre sans elle. » « Tous ceux qui chérissent la liberté se doivent impérieusement de redoubler de vigilance pour sa défense. La sauvegarde de la liberté est la condition sans laquelle il n'y a pas de vie civilisée - sans laquelle la flamme de l'esprit humain s'éteint. » (Harold Laski.)

Aussi voit-on, en France, entre septembre 1931 et septembre 1933, certaines tendances se manifester. Le Congrès confédéral de Paris, en 1931, affirme qu'en face de la carence du régime capitaliste « le mouvement ouvrier est la seule force capable de sortir le monde du chaos ». Parmi les revendications du Congrès confédéral de 1933 figurent la semaine de 40 heures et le contrat collectif rendu obligatoire. Et déjà s'ébauchent l'idée du rassemblement populaire et celle d'un plan de réorganisation technique et économique ; la CGT constate que l'évolution économique rapproche les classes moyennes et les classes laborieuses soumises aux mêmes risques et à une vie incertaine ; les progrès du fascisme en Europe doivent les unir en vue d'une défense commune.

Un scandale allait mettre à l'épreuve ces intentions, et l'exploitation de ce scandale devait cristalliser ces volontés encore indécises. Le 29 décembre 1933, les aveux de Tissier ont mis en lumière le scandale Stavisky. Le 15 janvier 1934, le président du Conseil est dans son bureau ; le policier Guichard vient de lui dire que, si l'on révoque le préfet Chiappe, la Chambre des Députés sera envahie le jour même. Espérant faire tomber la fièvre, en minimisant l'incident, le président du Conseil décide de ne donner aucune sanction à ces paroles singulières. Le 27 janvier, à la suite de manifestations sur les boulevards, le ministère donne sa démission. Le 30 janvier, la Commission administrative de la CGT proteste dans un manifeste contre l'exploitation politique du scandale ; on parle d'une grève générale. Le 5 février, les manifestations du lendemain sont annoncées. La CGT adresse un appel aux travailleurs parisiens et, le même jour, les ouvriers mécaniciens et métallurgistes de la région parisienne font grève ¹.

¹ Sur les événements de février, cf. *L'Union des Métaux* (février 1934) ; les documents parlementaires : rapport de MARC RUCART sur le 6 février (Chambre des Députés, no 3383), rapport d'ERNEST LAFONT, sur les responsabilités politiques et administratives encourues depuis l'origine des affaires Stavisky (Chambre des Députés, 1935, no 4886), dépositions devant la commission. - Cf. aussi les discours de La Rocque, après le 6 février, et notamment le discours de Cannes (1^{er} août 1934, Le Flambeau) ; « Quant à l'exécution [du 6 février], elle a été entièrement prévue dès le 3, préparée dès le 4. »

Le 6 février...

Le 7 février, dans la matinée, la CGT alerte les unions départementales. Le ministère, à 14 heures, est démissionnaire. A 16 heures, la Commission administrative de la CGT décide qu'une grève générale de 24 heures aura lieu le 12 février ; et, à 21 heures, la même commission prend l'initiative de proposer aux organisations politiques une action commune pour la défense des libertés publiques.

Les 8, 9, 10 et 11 février, en province, s'organisent des manifestations antifascistes et le 12 a lieu la grève générale de vingt-quatre heures, comprenant un million de travailleurs. L'arrêt du travail est total dans de nombreuses villes de province, comme en 1919 et en 1920.

Un double rapprochement se produit : une entente entre classes moyennes et classe ouvrière, et, entre les 2 organisations ouvrières, CGT et CGTU., un pacte d'unité d'action. A ces rapprochements, les intellectuels antifascistes ont contribué dans une mesure certaine, groupés dès mars 1934 autour de Paul Rivet, de Langevin et d'Alain. En avril, aux États généraux du travail, organisés par la CGT et qui discutent les grandes lignes d'un plan économique, c'est Paul Rivet qui définit ainsi le sens des efforts communs : « Les bienfaits de la science et les joies de l'art doivent s'étendre à l'humanité tout entière... Toute conquête sur l'inconnu peut et doit se traduire par un peu plus de bonheur et de liberté pour tous les travailleurs sans exception. »

Le plan de la CGT doit permettre à celle-ci de grouper, en vue d'une action concrète, les classes moyennes et les jeunes. Les planistes espèrent qu'autour de l'idée du plan se créera « un mythe possédant une force révolutionnaire et constructive ¹ ». Le plan de la CGT se caractérise par des réformes de structure, la répartition des industries en deux catégories le secteur socialisé et le secteur libre ; la nationalisation du crédit et des industries qui, par leur degré de concentration ou leur place dans la vie de la nation, sont des monopoles de fait, ou ont une importance vitale. Le Conseil supérieur de l'Économie exercera un contrôle permanent et établira le plan de développement de l'économie nationale. Le Comité confédéral de la CGT adopte, en octobre 1934, les propositions de ses Commissions d'études ².

Cependant, sur le terrain politique, l'élan des masses oblige socialistes et communistes à s'entendre. Les masses n'auraient pas compris une autre attitude ; les chefs politiques eurent le sentiment ³ qu' « une désaffection populaire se serait développée autour d'eux ».

Aux élections municipales de mai 1935, des candidats groupent sur leur nom socialistes, communistes et radicaux. Paul Rivet, élu du quartier Saint-Victor à Paris, s'efforce de persuader aux partis de traduire en un accord politique le vœu des masses ⁴.

¹ ANDRÉ PHILIP, « Le plan de la CGT » Cf. *L'Homme Réel*, 1934 et 1935, et notamment : « Le syndicalisme et le plan » (septembre 1934).

² G. DEHOVE, op. cit., p. 299.

³ *Le Populaire* du 25 février 1935 ; LÉON BLUM : « Nous nous serions refusés à cette première unification des forces prolétariennes au moment où la situation générale l'imposait, au moment où l'instinct et la volonté populaires l'exigeaient... ; une mésintelligence, une désaffection populaires se seraient développées autour de nous. »

⁴ PAUL RIVET a été l'assemblier politique.

Le 7 juin 1935, le Cabinet Laval est constitué, et brusquement l'entente mûrit, grâce aux manifestations Croix de Feu et aux discours du lieutenant-colonel de La Rocque¹, pendant les semaines qui avaient accompagné la chute du Cabinet Flandin et la constitution du Cabinet Laval.

Le 14 juillet 1935, à Paris, dans la lumière éclatante d'un beau jour d'été, de la Bastille à la place de la Nation, s'avance lentement un immense cortège de 500.000 manifestants affirmant leur foi, hommes, femmes, adolescents se tenant par la main, drapeaux au vent. Les visages expriment une foi ardente, pleine de douceur et de joie ; la volonté de défendre les libertés républicaines et de donner « du pain aux travailleurs, du travail aux jeunes et la paix au monde ». Une flamme évocatrice éclaire cette journée.

Les masses avaient eu une influence décisive sur la conclusion du rassemblement populaire. Celui-ci arrête net les progrès du fascisme qui, en France, ne suivait qu'avec hésitation et prudence les fascismes étrangers². D'abord défensif, le rassemblement populaire allait-il devenir constructif ? Les différentes fractions allaient-elles pouvoir se mettre d'accord sur un programme ?

Le Congrès de la CGT, tenu à Paris du 24 au 27 septembre 1935, décide de réaliser l'unité entre la CGT et la CGTU. Le 26 septembre 1935, le Congrès confédéral approuve la résolution préparée par une Commission mixte. La Charte d'Amiens deviendra le préambule des statuts de la CGT reconstituée, groupant toutes les organisations ouvrières, sans distinction d'opinions politiques, philosophiques ou religieuses.

Le Congrès confédéral d'unité se tient à Toulouse du 2 au 4 mars 1936. La majorité du Congrès se prononce en faveur de l'autonomie syndicale, qui implique l'incompatibilité des fonctions syndicales et des mandats politiques : « L'unité syndicale, dit Paul Rivet, c'est, après le 6 février, la volonté affirmée par les masses populaires que toute menace dirigée contre leurs droits et contre les libertés publiques se heurtera au bloc uni des travailleurs. »

Au Congrès de Toulouse s'opposent deux tendances au sujet du programme du front populaire, l'une estimant tout plan efficace irréalisable en régime capitaliste, et l'autre considérant ce programme comme une étape vers la conquête du pouvoir économique, politique. La CGT, qui avait participé aux discussions du programme commun, n'avait pas obtenu qu'on incorporât dans ce programme les réformes économiques préconisées par son propre plan.

¹ Discours de Marseille (Le Flambeau, 5 mai 1935) : « Désormais, fini de rire pour les agents du désordre. Le jour où le front commun voudrait mettre ses propos à exécution, il serait balayé comme fêtu de paille »... Et Le Figaro (dimanche 17 juin 1935) rapporte le discours du lieutenant-colonel de La Rocque dans la plaine d'Oued-Smar, près d'Alger : « Je disais à nos camarades de Paris de ne pas se contenter de fréquenter leur permanence, mais de se considérer en état d'alerte, et je faisais savoir au même moment que, si M. Daladier prenait le pouvoir, on ferait du sport. Le sport était prêt comme il l'est encore... Les hommes qui dirigent doivent savoir que l'heure du balayage est proche. »

² P. GÉROME, *Europe*, mars 1934 ; - GEORGES DUVEAU, *Étapes*, décembre 1936, *Vitesses de l'histoire* : « J'ai nourri quelques illusions sur la droite. Son goût de l'ordre me paraissait souvent cruel : mais je la jugeais nationale. Erreur. Ceux qui, par angoisse sociale, battent des mains devant Franco, caressent Hitler, exaltent Mussolini, ce sont les fils mêmes de ces notables qui, en 1848, à la Constituante, s'écriaient cyniquement : Plutôt les Russes que les Rouges. » RACAMOND (le 27 septembre 1935) : « Camarades, nous voulons travailler ensemble avec une absolue loyauté, respectant les uns les autres nos convictions. Nous voulons que, dans notre organisation unique, chacun puisse défendre sa pensée avec le maximum de libertés compatible avec aussi la préservation de l'unité syndicale. »

La conséquence immédiate de l'unité syndicale était de doter la nouvelle CGT d'une force que mesurent imparfaitement ces chiffres : de mars 1936 à mars 1937, les effectifs syndicaux passaient d'à peine 1 million de membres à près de 5 millions¹. Alors qu'en 1934 il n'y avait eu que 24 conventions collectives et, en 1935, 29 conventions conclues, celles-ci s'élèveront en 1936 à 2.336. Étonnant essor, dû sans doute à l'unité syndicale, mais aussi à la conjonction des circonstances politiques et de la volonté affirmée par les travailleurs d'obtenir un salaire vital et les conditions de sécurité que promettent les conventions collectives.

III

En avril 1936, la grève Berliet à Vénissieux, Lyon, se heurte à la résistance d'un patron autoritaire et éveille chez certains militants le souvenir des paroles de Pelloutier à Rennes en 1898 : « Les travailleurs n'auront d'autres réformes que celles qu'ils prendront d'eux-mêmes. » L'expérience de cette grève a eu une influence sur la forme des grèves de mai : les occupations d'usines.

Le 26 mai, à Issy-les-Moulineaux, une grève éclate aux usines Nieuport : les délégués ouvriers réclament la suppression des heures supplémentaires et la reconnaissance de la semaine de 40 heures, la garantie d'un salaire minimum et la reconnaissance des délégués ouvriers choisis exclusivement par les travailleurs eux-mêmes. La direction de l'usine refuse de recevoir les délégués. 850 ouvriers décident d'occuper l'usine.

Pendant les journées suivantes le mouvement se développe dans la région parisienne, notamment dans les usines métallurgiques et dans le bâtiment. Presque partout les occupations sont « pacifiques et souriantes² »... Ces usines, ces ateliers, les ouvriers les HABITENT, Comme s'ils étaient à eux, et les traitent avec une honnêteté scrupuleuse ; ils se nourrissent à la gamelle ; mais ils ne touchent pas aux vivres dans les dépôts d'alimentation occupés par eux. On ménage l'électricité ; une table est-elle cassée ? on se cotise pour en rapporter aussitôt le prix à la direction. Cependant des orchestres s'improvisent, tandis que les femmes s'installent, cousant et raccommoquant. On songe à l'expression de Proudhon : « L'usine est le foyer du travailleur. »

Mouvement irrésistible parce que jailli d'une source profonde : le sentiment populaire. Qu'il s'agisse de régions aussi différentes que la Gironde, l'Hérault, le Sud-Est ou la région parisienne, les mêmes événements se sont produits, la même atmosphère a régné. Partout le mouvement affirme une spontanéité et une ampleur sans précédent. C'est cette ampleur, et non une technique nouvelle de la grève³, qui crée sa puissance. Toute la

¹ *Syndicats*, 1^{er} mai 1937. - La Confédération française des travailleurs chrétiens. de son côté, voyait ses effectifs s'élever de 150.000 à 400.000 affiliés.

² JEAN COUTROT, Les leçons de juin 1936. Cf. aussi les dossiers de *l'Action Populaire* : Les catholiques et les grèves, 25 juin 1936.

³ Technique soulignée comme nouvelle par *Le Temps*. En fait, 18 mois auparavant s'étaient produites de semblables occupations dans le Nord et déjà à Halluin, en 1920 ; en Pologne, de 1931 à 1935, et en Italie, de 1920 à 1922. Cf. PROUTEAU, thèse, 1937. p. 91.

province française, pondérée, réfléchie, qui, loin de l'enthousiasme parisien, se laisse difficilement gagner, fut elle-même emportée. Ce fut, jusque dans les plus petites entreprises, dans les plus petites agglomérations, comme une vague soulevant la totalité du monde ouvrier.

L'histoire de ces grèves, seule la réalité psychologique permet de la comprendre. Car, lorsqu'on *milite*, on a l'habitude de penser à travers le mouvement ouvrier, et non à travers soi-même¹ :

C'est l'ensemble qui a déclaré la grève : cégétistes, communistes, anarchistes, quelques semaines auparavant séparés, se trouvent unis dans un commun accord... Toutes les tendances ont travaillé ensemble. Là, des camarades qui n'avaient jusque-là jamais été touchés par la propagande syndicale ont réclamé des mots d'ordre de la CGT. Même en dehors de celle-ci, les mots d'ordre étaient les mêmes : salaires améliorés, conventions collectives, congés payés, les 40 heures.

Sans qu'il lui soit possible de déterminer la part proportionnelle des influences personnelles qu'ont exercées les militants, l'historien constate que ces influences ont été très diverses : anarcho-syndicalistes, communistes, Ligue syndicaliste², CGT S. R., - enfin sans doute aussi influences patronales. Mais ce ne sont là que causes secondes.

IV

La rencontre de la misère et de l'espérance avait donné naissance à cette vague qui déferlait. La misère ? Pendant la crise, des salaires avaient été réduits de plus de moitié³, les licenciements allaient parfois jusqu'à 50 pour 100 du personnel. On ne tenait plus aucun compte de la liberté syndicale. Une grande tension obscurément ressentie, la pensée insistante qu'il *fallait que ça change*. Mais, « pour que la voix des travailleurs qui souffraient fût entendue, il fallait le grand mouvement de juin ».

¹ KIRSCH, à Pontigny, semaine internationale du Centre d'éducation ouvrière, septembre 1937.

² La Ligue syndicaliste avait fondé le Comité des 22, unissant des syndiqués de toutes les centrales, et tenté de réaliser l'unité syndicale dès 1931. Cf. La Révolution prolétarienne, 5 janvier 1930 : Déclaration des 22 : janvier-avril 1931 : L'unité syndicale.

³ YVAN MARTIN, Rapport au Conseil National Économique (26 mai 1936) : « Un aspect particulièrement douloureux de la crise dans l'industrie de la soie est celui qui résulte de la concurrence faite par les artisans et les ouvriers à domicile aux travailleurs des usines. Le fait n'est pas absolument propre à la soierie, et nous pouvons le constater partout où des métiers à domicile coexistent avec les établissements industriels. Mais il y présente une gravité plus grande que nulle part ailleurs. Les artisans qui ne supportent aucune charge sociale et dont le travail n'est soumis, quant à sa durée, à aucune limitation légale ni réglementaire, acceptent des prix de façon dérisoires, qui ne trouvent leur contrepartie que dans une prolongation abusive de la journée de travail. On en a vu faire travailler leur métier 16, 18 et même 20 heures par jour. Les prix anormalement bas qu'ils consentent influent de la manière la plus regrettable sur les salaires payés dans les usines. Le salaire moyen pour l'ouvrière tisseuse, qui était de l'ordre de 500 francs par mois en 1928, est tombé à 250 francs en 1935. Dans certaines régions rurales, où évidemment le prix est moindre que dans les villes, on a pu constater des salaires féminins de 8 francs par jour. Dans l'Ardèche, pays pauvre où est concentrée l'industrie du moulinage, des ouvrières ne gagnent que 7 ou 6 fr. par jour et même, dans les Cévennes, on a pu relever dans les filatures de soie, qui ont au suprême degré le caractère mi-rural, mi-industriel que nous avons déjà indiqué, un salaire féminin de 5 francs par jour » (Journal Officiel, 5 juin 1936, p. 458).

Viennent les élections de mai 36 : un espoir est créé qu'atténue la peur d'une déception. Le changement de la situation politique va-t-il se traduire par une transformation sociale ? Dans les ateliers on échange ses réflexions, ses craintes. Sentiments complexes. Une extrême lassitude, que soudain les classes laborieuses ont trouvée insupportable ; l'unité syndicale, qui leur donne une confiance inconnue pendant les années précédentes ; les effectifs, qui s'accroissent d'un quart, et la victoire du 3 mai, qui transforme le climat politique. Un sentiment nouveau de force et de liberté provoque un soulèvement contre la tyrannie patronale. On ne se libère pas de la tyrannie par la douceur.

Dans les régions où n'existaient pas des organisations syndicales, les responsables ont été choisis spontanément par leurs camarades, parmi les travailleurs qui n'étaient pas des syndicalistes. Les militants syndicalistes n'ont pas été à l'origine des grèves ; ils sont rapidement devenus les organisateurs des succès obtenus, et c'est aux cégétistes que les contrats collectifs durent d'être conclus rapidement et avec précision. Il ne faut pas oublier que, depuis le printemps de 1935, l'action de la CGT avait été « conduite, voulue, soutenue de notre foi fondée sur les principes que, s'il arrivait à conquérir le pouvoir, un gouvernement de front populaire devait *gouverner contre la Misère avant tout, écarter de millions de foyers la demi-famine qui y sévissait* ».

Un raz-de-marée d'une puissance inouïe avait passé sur la France. La brusquerie créa une surprise et un effroi qui paralysèrent la résistance patronale. Mais, la peur des premières semaines passées, cette résistance devait se réveiller avec une singulière âpreté.

V

Le président du Conseil Léon Blum, aussi attaché aux conquêtes spirituelles du socialisme qu'à ses réalisations sociales, avait voulu associer aux responsabilités du pouvoir un représentant de la CGT, mais la grande majorité des militants étaient opposés à la participation cégétiste, contraire à la Charte d'Amiens et aux principes acceptés à Toulouse. Dans la nuit qui précède la déclaration ministérielle, les leaders syndicalistes se réunissent à l'Hôtel Matignon autour du chef du gouvernement, afin d'organiser le ravitaillement de Paris et de préparer des réformes sociales « consacrant les droits naturels des travailleurs ». La loi sur les congés payés sera votée le 20 juin ; les 40 heures, le 21 juin, et les conventions collectives, le 24 : « La vigueur de l'action ouvrière portait littéralement l'action des pouvoirs législatifs et économiques. »

Parallèlement, Léon Blum voulait amener patrons et ouvriers à prendre contact, à rechercher les bases d'un accord. Mais, parmi les industriels, la tendance dominante était qu'il n'y avait qu'une seule attitude possible : refuser toute discussion tant qu'une seule usine resterait occupée. Le 5 juin, à M. Duchemin, représentant de la Confédération de la production, à M. Richemont, représentant les industries métallurgistes parisiennes, et à M. Lambert-Ribot, le président du Conseil déclare que, « désireux d'éviter tout heurt sanglant, il ne veut pas, ne peut pas employer la force et qu'il lui est donc impossible de faire évacuer les usines ». Le 7 juin, une conférence réunit, à l'Hôtel Matignon, Jouhaux et M. Duchemin, Frachon et M. Lambert-Ribot, René Belin et M. Richemont. La rencontre a lieu en présence de Léon Blum, Salengro, Jules Moch. La discussion se poursuit

dans une atmosphère « courtoise, difficile et douloureuse ». La délégation ouvrière puise la force de son argumentation dans les salaires de certaines régions¹. Au moment le plus âpre de la discussion, ce dialogue rapide jaillit entre un délégué ouvrier et un délégué patronal : « Vous n'avez donc pas compris ? La classe ouvrière était si misérable, elle était si malheureuse qu'elle ne se rendait pas compte de sa misère. Aujourd'hui il y a un million d'hommes qui ont soulevé la pierre tombale qui pesait sur eux et qui occupent les usines. Vous ne comprenez donc pas ? » Et le délégué patronal de répondre : « Il y a de mauvais patrons. Il faudra que cela change. »

Le lundi 8 juin, à 1 heure du matin, les deux délégations signent les accords Matignon. Ceux-ci stipulent la généralisation des conventions collectives, la reconnaissance des délégués d'atelier, l'acceptation du libre exercice du droit syndical, l'engagement par les patrons de ne pas prendre en considération le fait d'appartenir à un syndicat pour arrêter leurs décisions en ce qui concerne l'embauchage, la conduite et la répartition du travail, les mesures de discipline ou de congédiement.

Le même jour, dans la matinée, l'Union des syndicats du Rhône avait pris l'initiative de demander au préfet du Rhône de conduire les négociations qui aboutissent le 11 juin à l'accord Bollaert². Et, commentant ces accords, *L'Écho syndical* de Lyon donna de l'esprit syndicaliste cette définition proudhonnienne : « Être syndicaliste, c'est considérer l'homme comme une fin et non comme un moyen ; c'est traiter son semblable avec tous les égards qui sont dus à la personnalité humaine. »

Pendant les premières semaines, les accords Matignon, Bollaert, et ceux qui les ont suivis ont été considérés par les syndicalistes comme organisant des relations directes entre les deux grandes puissances économiques du pays, discutant librement et sur un pied d'égalité (Jouhaux, dans *Le Peuple*). Et les leaders cégétistes se sentaient libérés d'une anxiété ; anxiété que, le 7 juin, au Conseil Fédéral des Métaux, traduit un des secrétaires parisiens lorsqu'il dit : « Nos camarades sont fatigués de l'occupation des usines et, si une solution n'intervient pas au plus tôt, ils vont tenter de remettre en route les machines par leurs propres moyens. »

Pourtant, dès les semaines qui suivent, des difficultés commencent à se manifester. Dès juillet, la tragédie espagnole ; pour le gouvernement de front populaire, les responsabilités internationales. Et voici qu'apparaît la fragilité d'un programme, vicié dès l'origine par ses insuffisances, et qui se heurte au mécanisme de l'économie capitaliste internationale. L'âpre reprise, par les volontés et les intérêts contraires, de résistances, d'abord larvées, mais très vite de plus en plus précises, au fur et à mesure qu'elles aperçoivent les défauts de la cuirasse gouvernementale. Et surtout, dominant toute la situation, la contradiction entre l'armature d'un régime, la psychologie d'une société, et les réformes équitables, urgentes, mais non préparées par les transformations de structure nécessaires.

¹ RENÉ DUCHEMIN, L'accord Matignon : Ce que j'ai vu et entendu, *Revue de Paris*, 1^{er} février 1937, - et RENÉ BELIN, *Syndicats*, mai 1937, Le mouvement revendicatif de l'été 1936 et les accords Matignon. Cf. aussi les articles de DUCHEMIN et BELIN dans *Paris-Soir*, La nuit historique du 7 juin. RENÉ DUCHEMIN : « Les délégués ouvriers apportèrent l'indication douloureuse de salaires horaires très bas qui pouvaient expliquer localement certaines réactions brutales. »

² *L'Écho syndical*, Journal officiel des Unions départementales du Sud-Est, juin 1936, -RAYMOND ARON. *Revue de Métaphysique et de Morale*, 1937.

VI

De déception en déception, puis d'échec en échec, le rêve qui, quelques semaines, avait traversé l'âme d'un peuple, le rêve de grouper *la masse des citoyens autour d'une idée collective* recule devant les survivances d'un régime où les intérêts particuliers mènent la vie collective. Un peuple doit trouver une raison maîtresse de vivre qui soit commune au plus grand nombre...

Cette situation de fait, cette atonie psychologique serait-elle donc invincible ? Pourtant la dépendance de tous à un commun destin devrait incliner les cœurs et les volontés à devenir plus humains et plus justes. Mais, puisqu'un Georges Duhamel reconnaît que « la bourgeoisie de finance n'a pas rempli sa mission directive et éducative » (1938), ne va-t-elle pas trouver une remplaçante dans l'élite ascendante du travail ? Les classes laborieuses ont à choisir. Sécurité étroite et égoïste assurée aux dépens des plus hautes valeurs ; fonctionnarisme universel, patronal comme ouvrier, inspiré de la seule maxime : « Chacun pour soi et l'État pour tous ! » Ou bien responsabilité personnelle en vertu des existences difficiles ?

Les obscurs ont à choisir leur destin. A mesure qu'ils acquerront les éléments matériels et sociaux de leur émancipation, devenir plus exigeants pour eux-mêmes ; se convaincre qu'une fois les ennemis extérieurs vaincus, ils ont à se vaincre eux-mêmes, à cultiver des instincts neufs, à combattre en soi des survivances communes à toutes les classes sociales et à soumettre ces appétits sordides que Proudhon réunissait sous une commune dénomination : *l'antique avarice*.

INDEX GÉNÉRAL

Noms de personnes : ALAIN.
 Noms géographiques : *Alger*.
 Autres noms : Association Internationale.

[Retour à la table des matières](#)

A

« Action directe » (L')
 « Action Française » (L')
 Affaire (L')
 AFTALION
 ALAIN
 ALBERT (Marcelin)
 ALEXANDRE III
 ALEXANDROVNA (Maria)
 ALEXIS (Paul)
Alger 1902 (Congrès des Bourses)
 ALLAN (William)
 ALLEMANE (Jean)
 Alliance Internationale ouvrière
 ALMEREYDA
Amiens (Congrès confédéral et Charte d')
Amsterdam 1904 (Congrès de la Seconde Internationale)
Amsterdam 1906 (Conférence de l'Internationale syndicale)
 « Annales du droit et des sciences sociales »
 « Annales politiques »
 APPEGARTH
 ARON (Joseph)
 ARNAUD (René)
 « Art social » (L')
 ASQUITH
 « Assiette au Beurre » (L')
 Association Internationale des Travailleurs
 AUBIN (Jean)
 AUCUY (Marc)
 AUDIGANNE
 « Aurore » (L')
 « Avant-Garde » (L')

« Avenir social » (L')

B

BADE (Max de)
 BAKOUNINE (Michel)
Bâle 1869 (Congrès de)
 BARBERET
 BARNES (Harry Elmer)
 BARTUEL
 BASLY
 BAUER
 « Bataille Syndicaliste » (La)
 BAX (Bedford) .
 BEAUSOLEIL
 BEBEL
 BELIN (René)
 BENARD
 BERGSON
Berlin 1890 (Conférence de)
 BERNANOS (Georges)
Berne 1915 (Conférence de)
Berne 1917 (Conférence de)
 BERNHARD (G.)
 BERNSTEIN
 BERRY
 BERTH (Édouard)
 BERTRAND (Julia)
 BESANT (Annie)
 BESNARD (Pierre)
 BESTEL
 BEVIN (Ernest)
 BIDEGARAY
 BIMBA (Anthony)

BLANCHARD
 BLED
 BLONDEAU (Maria)
 BLUM (Léon)
 BOISSIER (Gaston)
 BOLLAERT
 BONAR LAW
 « Bonnet. Rouge » (Le)
 BOOTH (Charles)
Bordeaux 1888 (Congrès de)
 BOTTAI .
 BOUGLE (C.)
 BOUKHARINE
 BOURCHET
 BOURDERON
 BOURGEOIS (Léon)
Bourges 1904 (Congrès de la CGT)
Bourges 1923 (Congrès de la CGTU)
 BOURGIN (G.)
Bouscat 1888 (Congrès du)
 BOUSQUET
 BOUYER (R.)
Bradfort 1888 (Congrès de)
 BRECOT (Jean) voir MONMOUSSEAU
 BRIAND (Aristide)
 BRION (Hélène) .
 « British Worker » (The)
 BRIZON (Alexandre)
 BRONTERRE O'BRIEN
 BROOKS (R. R.)
 BROUSSE (Paul)
 BROUTCHOUX (Benoît)
 BRUCE (Henry)
 BRUNEAU (Louis)
Bruxelles 1891 (Congrès de)
Bruxelles 1914 (Congrès de la Centrale syndicale belge)
Budapest 1911 (Conférence de l'Internationale syndicale de)
 « Bulletin de la Statistique Générale »
 BURET (Émile)
 BURNETT (John)
 BURNS (John)
 BURT (Thomas)
 BUXTON (Sydney)

C

CACHIN (Marcel)
 « Cahiers du Travail » (Les)
 CAILLAUX (Joseph)
 CALMETTE (Joseph)
 CAMPANAUD
 CARBONEL
 CARLYLE
 CARRETTE
 CAUMEAU
 CAVAINAC
 CAZALS

Cent Noirs (les)
 CHABERT
 CHAMBERLAIN
 CHAPUIS
 CHARBONNIER
 CHARLIER
 CHAPUIS (Maurice)
Châtellerauld 1890 (Congrès de)
 CHAUSSE (Emile)
Chaux-de-Fonds 1877 et 1880 (Congrès de la Fédération Jurassienne, La)
 CHEVALIER (Michel)
 CHIAPPE
 CHLIAPNIKOV
Christiania (Conférence de l'Information syndicale)
 « Clartés »
 CLEMENCEAU (Albert)
 CLEMENCEAU (Georges)
 CLEMENCEAU (Paul)
 CLEMENT (J.-B.)
Clermont-Ferrand 1917 (Conférence de)
 CLUSERET
 CLYNES (J. R.)
 COATS
 COLE (G. D. H.)
 COLLIARD
 CONNELLY (James)
 CONSTANS
Copenhagen 1901 (Conférence de l'internationale syndicale)
Copenhagen 1914 (Conférence des socialistes des pays neutres)
 COPIGNEAUX
 COUPAT
 COUTROT (Jean)
 CRATES
 « Cri du Peuple » (Le)
 CRIPPS (Sir Stafford)
 CRUPPI

D

DALADIER (Édouard)
 DANSETTE (Adrien)
 DANTON
 DAUPHIN-MEUNIER
 DAVE (Victor)
 « Débats » (Les)
 « Défense » (La)
 DEHOVE (G.)
 DELAISI (Francis)
 DELALE
 DELCASSE
 DELESALLE (Paul)
 DELORY
 « Démocratie de l'Ouest » (La)
 DENIKINE
 DEPEYRE

DERVILLE (Stéphane)
 DESCARTES
 « Devenir social » (Le)
 DEVEZE
 DEVILLE (Gabriel)
 DEVINCK .
 DOLLEANS (Édouard)
 DORMOY (Jean)
 DOUBLET
 Dresde 1904 (Congrès de)
 DREYFUS
 DRUMONT (Édouard)
 DUBEROZ

Dublin 1903 (Conférence de l'Internationale syndi-
 cale)

DUBREUIL (Hyacinthe)
 DUCARRE
 DUCHEMIN
 DUFAURE
 DUBAMEL (Georges)
 DULOT (Charles)
 DUMAS (Alexandre)
 DUMAS (des bûcherons)
 DUMAY
 DUMOULIN (Georges)
 DUNOIS (Amédée)
 DUPONT (Félix)
 DUPUY (Charles)
 DUVEAU (Georges)

E

« Écho syndical » (L')
 « École Émancipée » (L')
 « Égalité » (L')
 « En avant » voir « Vperiod »
 « Enclos » (L')
 ENGEL
 ENGELS (Fr.)
 « Épingle » (L')
 ERKEL (van)
 « Étapes »
 « Étincelle » (L') voir « Iskra »
 « Europe Nouvelle » (L')
 Exposition Universelle de 1878

F

FALLIERES
 FAVRE (Mme Geneviève)
 FAVRE (Louis)
 Fédération Syndicale Internationale voir Interna-
 tionale syndicale
 FERRA .
 FERRY (Abel)
 FERRY (Jules)
 FIELD (John)
 « Figaro » (Le)

FISHER
 « Flambeau » (Le)
 FLANDIN
 FOCH (maréchal)
 FONTAINE (Arthur)
 FORGUES
 FRACHON
 FRANCO (Général)
 FRAVAL (Charles)
 FRIEDMANN (Georges)
 FROELICH (Paul)

G

GALANTUS
 GALLIÉNI (Général)
 GAMBETTA
 GANIVET (Pierre)
 GAPONE (Georges)
 GARNERY
 GEORGES (Henry)
 GÉROME (Pierre)
 GIRARD (Henri)
 GLADSTONE
Glasgow 1919 (Congrès des Trade-Unions)
 GOETZ .
 « Goloss »
 GOMPERS (Samuel)
 GRABER
 GRANDJOUAN
 GRAVE (Jean)
 GRIFFUELHES (Victor)
 GRIMM (Robert)
 GRIPPENBERG
 GRUNEBaum-BALLIN
 GUÉHENNO (Jean)
 GUERARD
 « Guerre Sociale » (La)
 GUESDE (Jules)
 GUICHARD
 GUIEYSSE (Charles)
 GUIGUI (Albert)
 GUILBEAU
 GUILLE (Daniel)
 GUILLAUME II
 GUILLAUME (James)
 GUILLOUX (Louis)
 GUIRAUD (Gaston)

H

HAASE
 HALÉVY (Daniel)
 HAMELIN
 HAMON (A.)
 HASFELD (Marcel)
Havre 1880 (Congrès de)
Havre 1912 (Congrès de la CGT, Le)

HEINE (Henri)
 HELFEN (Maencben)
 HENNION
 HENRY
 HERITIER (Jean)
 HERMANT (Max)
 HERVÉ (Gustave)
 HINDENBURG
 HIRSCH
 HITLER
 HOBSON (S. G.)
 HODGES (Frank)
 HOFFMAN (Adolfe)
 HOHENZOLLERN
 HOLST (Henriette Roland)
 « Homme Réel » (L')
 « Hommes du Jour » (Les)
 HOOG (Armand)
 HOOVER (Herbert)
 HOSCHILLER voir ROUDINE
 HOXIE (Robert Franklin)
 HUBERT
 « Humanité » (L')

I

IMHOFF
 Internationale (Première) voir Association Internationale des Travailleurs
 Internationale (Seconde)
 Internationale (Troisième)
 Internationale syndicale
 Internationale syndicale rouge
 « Intransigeant » (L')
 IOUJINE (Vassiliev)
 ISAAC (Joies)
 « Iskra »
 IVANOVNA (Vera)
 « Izvestia » (Les)

J

JACOB
 JANVION
Japy 1920 (Congrès des cheminots salle)
 JAURÉS (Jean)
 JONNART
 JOUHAUX (Léon)
 « Journal Officiel »
 JUDENICK
 JUNTA

K

KANE (John)
 KÉRENSKY

KESSLER (J. B. A.)
 KEUFER (A.)
 KHROUSTALEV
Kienthal 1916 (Conférence de)
 « Kievskaja Mysl »
 KIRSCH
 KOLLONTAÏ
 KOLTCHAK
 KORNILOV
 KRASSINE
 KRITCHEWSKY (B.)
 KROPOTKINE (Pierre)
 KROUPSKAÏA (Nadiejda)
 KRUPP

L

LABE
 « Labour Leader »
 LAFONT (Ernest)
 LAFORGUE (Paul)
 LAGAILSE.
 LAGARDELLE (Hubert)
La Haye 1872 (Congrès de la Première Internationale)
 LAMARQUE
 LAMBERT-RIBOT
 LANCKEN (de)
 LANDRIEU (P.)
 LANDSBURY
 LANGEVIN (P.)
 « Lanterne » (La)
 LAPIERRE (des métallurgistes)
 LAPIERRE (Georges)
 LA ROCQUE (de)
 LAROQUE (Pierre)
 LASKI (Harold)
 LASRY (Claude)
 LATAPIE
 LATHOUD
 LAUCHE
 LAURAT (Lucien)
 LAURE (Michel)
 LAURENT (B.)
 LAURENT (préfet de police)
 LAVAL (Pierre)
 LAVIGNE (Raymond)
 LE CHAPELIER
 LECOIN (Louis)
 LEDEBOURG
 LEDUC
Leeds 1916 (Conférence de)
 LEFÈVRE
 LEFRANC (Georges)
 LEGIEN (Karl)
 LE GLÉO
 LE GUÉRY
 LEMOINE (Albert)
 LEMOINE (Claudine)

- LÉMONT (Pierre) voir MONATTE
LÉNINE
LENOIR (Raoul)
LEPETIT
LEROY (Maxime)
LEROY-BEAULIEU
LESCURE (Jean)
LÉVEQUE
LÉVY
LÉVY (Emmanuel)
LIEBKNECHT (Karl)
LIEBKNECHT (William)
Lille 1921 (Congrès de la CGT.)
Limoges 1895 (Congrès de)
LITTRÉ
LLOYD GEORGE
LOCKROY
LOISEAU
Londres 1896 (Congrès de)
Londres 1916 (Congrès de)
Londres 1920 (Congrès syndical extraordinaire de)
LONGUET (Jean)
LORiot
LORNE (Charles)
LORWIN (Lewis L.)
LOUBET
LOUIS XI
LOUIS-PHILIPPE
LOUNATCHARSKY
LOUZON (Robert)
LUDENDORF
Lugano 1914 (Conférence de)
LUMET
LUQUET
LUTHER
LUXEMBOURG (Rosa)
LVOV
« Lycéen républicain » (Le)
Lyon 1878 (Congrès de)
Lyon 1886 (Congrès de)
Lyon 1901 (Congrès de)
Lyon 1912 (Congrès socialiste de)
Lyon 1919 (Congrès de la CGT)
- M**
- MACDONALD (Alexander)
MAC DONALD (Ramsay)
MAC MILLAN
MALATESTA (Enrico)
MALOT
MALVY (Jean)
MAME
MANN (Thomas)
MANN (Tom)
MANNING
MAQUENNE (A.)
MARCK
MARGERIN (abbé)
- MARITAIN (Jacques)
MARJOLIN (Robert)
MARMANDE (R. de)
Marseille 1879 (Congrès de)
Marseille 1892 (Congrès de)
Marseille 1908 (Congrès de la CGT)
MARTIN (Jean)
MARTIN (Yvan)
MARTTNET (Marcel)
MARTOV
MARTY-ROLLAN
MARX (Karl)
MASSIS (Henri)
MATTEOTI
MAUNOURY (Henry)
MAYERS HYNDMAN (Henry)
MAYNIER .
MAYOUX (François)
MAYOUX (Marie)
MERRHEIM (Alfred)
MERRHEIM (Mme)
MERTENS (Cornélius)
MESSIMY
MESTRE (Achille)
MÉTIVIER
MICHEL (Général)
MICHEL.(Grand-duc)
MICHELS (Robert)
MIDOL
MILAN
MILIOUKOV
MILLERAND (A.)
MILLION (François)
Minsk 1898 (Congrès de)
MIRSTEY (Prince Sviatopolk)
MOCH (Jules)
MOLKENBURG
MONATTE (Pierre)
MOND (Sir Alfred)
MONIS
« Moniteur du Puy-de-Dôme » (Le)
MONMOUSSEAU (G.)
« Montagne du Puy-de-Dôme » (La)
MONTBRAND
Montpellier 1902 (Congrès de la CGT)
MORGERI
MORIZET (André)
« Morning Post. »
MORRIS (William)
MOST (Johann)
« Mouvement socialiste » (Le)
MURPHY (J. T.)
MUSSOLINI
- N**
- « Naché Slovo »
Nancy 1907 (Congrès socialiste de)
Nantes 1894 (Congrès de)

NASH (Vaughan)
 NEGRIER (Général)
 NETLAU (Max)
 « Neue Zeit »
Nice 1901 (Congrès des Bourses)
 NICOLAIEBYSKI
 NICOLAS II
 NICOLET
 NIEZ
 NIEUWENHUIS (Domela)
 NIVELLE (Général)
 NOGARO (B.)
 « Nouvelle Revue » (La)
 « Novaia Jizn »

O

OGDER (George)
 ORAGE (A. R.)
 « Ordre » (L')
Orléans 1920 (Congrès de la CGT)
 OUALID (William)
 « Ouest républicain » (L')
 OULIANOV (Alexandre)
 OULIANOV (Dimitri)
 OULIANOV (Vladimir Iliitch) voir LÉNINE
 OULIANOVNA (Arma)
 OULIANOVNA (Maria)
 OULIANOVNA (Olga)

P

PAEPE (César de)
 « Pages libres »
 PAINLEVÉ
 PARETO (Vilfredo)
Paris 1876 (Congrès ouvrier de)
Paris 1883 (Conférence Internationale de)
Paris 1886 (Conférence Internationale de)
Paris 1892 (Congrès de)
Paris 1900 (Congrès de la CGT)
Paris 1905 (Congrès de)
Paris 1909 (Congrès de)
Paris 1914 (Congrès de)
Paris 1915 (Conférence de)
Paris 1916 (Conférence de)
Paris 1918 (Congrès de la CGT)
Paris 1923 (Congrès de)

Paris 1925 (Congrès de)
Paris 1931 (Congrès de)
Paris 1933 (Congrès de)
Paris 1935 (Congrès de)
Paris 1921 (Congrès minoritaire de)
 « Paris-Soir »
 PARSONS
 PASCAL
 PATERSON (Emma)

PEDRON
 PEEL (Robert)
 PÉGUY (Charles)
 PELLOUTIER (Fernand)
 PELLOUTIER (Léonce)
 PELLOUTIER (Maurice)
 PENTY (A. J.)
 PEREIRA DOS SANTOS
 PÉREIRE
 « Père Peinard » (Le)
 PÉRICAT
 PERLMAN (Selig)
 PERNOT
 PERROUX (François)
 « Petit Méridional » (Le)
 « Petit Parisien » (Le)
Pétrelle 1889 (Congrès de la rue)
 « Peuple » (Le)
 PEYERIMHOFF (H. de)
Philadelphie 1876 (Conférence de)
 PHILIP (André)
 PICARD (Roger)
 PICQUENARD
 PIERROT (Docteur)
 PILSUDSKI
 PINOT (Robert)
 PIROU (Gaëtan)
 PISSARO (Camille)
 « Plage » (La)
 PLEHVE (von)
 PLEKHANOV
 « Plus loin »
 PLUTARQUE
 POINCARÉ (Raymond)
 POITEVIN
 « Politique »
 PONCET
 « Populaire de la Haute-Vienne » (Le)
 « Populaire » (Le) de Paris
 PORTALIS
 « Pot à Colle » (Le)
 POUGET (Émile)
 POULAILLE (Henry)
 « Pravda » (La)
 PRESSMANE
 « Progrès de Lyon » (Le)
 « Prolétaire » (Le)
 PROST
 PROTOPOPOV
 PROUDHON (P.-J.)
 PROUTEAU (Henri)
 « Punch »

R

RACAMOND
 RADOLIN (Prince de)
 RAFFIN-DUGENS
 RAKOWSKY (A.)

RAZZA (Luigi)
 RECLUS (Elisée)
 REED (John)
 REILLE (baron)
 RENAN (Ernest)
 RENARD
 RENAUEDEL (Gaston)
 RENAUEDEL (Pierre)
Rennes 1898 (Congrès de la CGT)
 RENOUVIN
 « Révolte » (La)
 « Révolté » (Le)
 « Révolution » (La)
 « Révolution prolétarienne » (La)
 « Revue d'économie politique »
 « Revue de Paris » (La)
 « Revue des Deux Mondes »
 « Revue politique et parlementaire » (La)
 « Revue socialiste » (La)
 RICHEMOND
 RIST (Charles)
 RITTER BEARD (Mary)
 RIVET (Paul)
 ROCHE
 ROCHE (Jules)
 ROCHEFORT (Henri)
 ROOSEVELT (Franklin)
 ROSENTHAL (Dante)
 ROSMER(A.)
 ROSSI (A.)
 ROTHSCHILD (famille)
 ROUDINE
 RUCART (M.)
 « Russie » (La)
 « Ruy Blas »

S

Saint-Étienne 1882 (Congrès de)
Saint-Étienne 1892 (Congrès de la Fédération des Bourses).
Saint-Étienne 1922 (Congrès de la CGTU)
Saint-Louis 1888 (Congrès de)
 SARNT-VALRY (Gaston de)
 SALAZAR (Oliveira)
 SALENGRO (Roger)
 SAMUEL (Sir Herbert)
 SANKEY
 SARRIEN
 SASSENBACH
 SAUMONEAU (Louise)
 SAVOIE
 SAY (Léon)
 SCHACHT
 SCHEIDEMANN
 SCHNEIDER
 SEILHAC (Léon de)
 SEMBAT (Marcel)
 SÉMENOV

SERGE (Victor)
 SÉVERINE
 SHAW (Tom)
Sheffield 1871 (Congrès des Trade-Unions)
 SIEGFRIED (André)
 SIGNAC (Paul)
 SIMIAND (François)
 SIMYAN
 SINGER
 SIROLLE
 SISLEY
 SMILLIE (Robert)
 SMITH (Llewellyn)
 SMOLENSKY
 « Sociale » (La)
 « Société Nouvelle » (La)
 SOREL (Georges)
Southport 1919 (Congrès des Trade-Unions)
 SOUVARINE (Boris)
 « Sozialdemokrat » (« Le Social-Democrate »)
 SPRESS
 SPULLER
 STALINE
 STEFANI (A. de)
Stockholm 1917 (Conférence de)
Strasbourg 1920 (Congrès socialiste de)
 STRASSER (Adolphe)
Stuttgart 1902 (Conférence de)
 SUBRA
 « Syndicats »

T

TAFT (Philip) .
 « Temps » (Le)
 « Temps Nouveaux » (Les)
 THIERRART
 THIERS
 THOMAS (J. H.)
 THORNE (Will)
 Tigre (le) voir CLEMENCEAU (Georges)
 TILLET (Ben)
 « Times » (The)
 TISSIER
 TISSIER (Commission)
 TOFFIN
 TOLAIN
 TOMMASI
 TORTELIER (Joseph)
Toulouse 1893 (Congrès de)
Toulouse 1897 (Congrès de)
Toulouse 1910 (Congrès de)
Toulouse 1936 (Congrès d'unité)
Tours 1892 (Congrès de)
Tours 1896 (Congrès de)
Tours 1920 (Congrès socialiste)
 TREICH (Édouard)
 TRÉPOV
 TRÉVENEC

« Tribune de la voie ferrée » (La)
TROTSKY (Léon)
TURATI

U

« Union des Métaux » (L')

V

VAILLANT (Édouard)
VANDERVELDE (Émile)
VARLIN (Eugène)
VERMOREL (A.)
VIDALENC
« Vie nouvelle » (La) voir « Novaia Jizn »
« Vie ouvrière » (La)
VIVIANI
VOIRIN
« Voix du Peuple » (La)
« Vperiod »

W

WALDECK-ROUSSEAU

Washington 1919 (Conférence de)
WATRIN
WEBB (Sidney)
WEILLER (Jean)
WEYGAND (Général)
WILLIAMS (M.)
WILSON
WITTE
WOLMAN (Léon)

Y

YAROSLAVSKI (B.)
YVETOT (Georges)

Z

Zemstvos (Les)
ZETKIN (Clara)
ZÉVAÈS (Alexandre)
Zimmerwald 1915 (Conférence de)
ZINOVIEV
ZIRNHELD
ZOLA
Zurich 1893 (Congrès de)
Zurich 1913 (Conférence de)

Fin du livre